

UNIVERSITE PARIS I - PANTHEON - SORBONNE
U.F.R. GEOGRAPHIE

**UNE DYNAMIQUE REGIONALE FONDEE SUR LA
DIVERSIFICATION INDUSTRIELLE
L'expérience de la région de Caxias do Sul (Brésil)**

Thèse pour obtenir le grade de
DOCTEUR DE L'UNIVERSITE
Discipline : GEOGRAPHIE
Présentée et soutenue publiquement par

Áurea Corrêa de Miranda BREITBACH

Le 26 septembre 2003

Directeur de thèse :
M. le Professeur ANDRE FISCHER

JURY

Prof. André Fischer, Université de Paris I, Président
Prof. Bernard BRET, Université de Paris VIII
Prof. Laurent CARROUE, Université de Paris VIII
Prof. Jacques MALEZIEUX, Université de Paris I
Prof. Eliseu SPOSITO, UNESP, Presidente Prudente (Brésil)

« La globalisation est bien loin de conduire à l'adoption de politiques uniformes. Le mirage qui consisterait à croire en un monde dont le comportement se limiterait aux mêmes règles dictées par un super-FMI n'existe que dans l'imagination de certaines personnes. Les disparités entre les économies ne sont pas uniquement issues de facteurs économiques, mais aussi des diversités d'ancrage culturel et des particularités historiques. L'idée que le monde tend à l'homogénéisation découle de l'acceptation simpliste de thèses *économacistes* ».

Celso Furtado
« *O Capitalismo Global* »

REMERCIEMENTS

Cette thèse doit énormément à la direction du Professeur André Fischer, qui a su d'un œil bienveillant me remettre dans le droit chemin lors de mes fréquents égarements et m'a habilement accompagné par le difficile chemin où se croisent géographie et économie.

Je remercie très amicalement Catherine Lestre de Rey et Fabrice Cussac de la disponibilité et la compétence dont ils ont fait preuve pour la relecture de mes textes.

Les amis et collègues Ivanira Falcade, Hoyêdo Nunes Lins, Achyles Barcellos da Costa, Flavio Fligenspan, José Antônio Alonso, Sheila Sternberg m'ont beaucoup aidé au cours de mon travail de recherche et de réflexion. Ils ont partagé avec moi les hésitations et les découvertes faites sur ce thème passionnant.

Je remercie encore les chercheurs du CRIA qui m'ont encouragé vivement alors que ma recherche était encore au stade embryonnaire, en particulier le Professeur Jacques Malézieux et ma collègue Sandrine Glatron. Au cours de cette étape, j'ai pu également compter sur les observations attentives de Claire Harasty, de l'EHESS.

Aux Professeurs Hervé Théry et Andrée Matteaccioli, qui ont patiemment examiné mon plan de thèse, mes remerciements.

En ce qui concerne les démarches statistiques, bibliographiques et les données informatiques, cette thèse doit beaucoup à la collaboration efficace de mes collègues de la Fundação de Economia e Estatística, en particulier Marilene Gauer, Adalberto Alves Maia, Loribel Dias e Silva, Cica Silveira et Moema Velasco.

Je remercie tout autrement Antônio Carlos Fraquelli, Clarisse Castilhos, Heliete Karam et Hilze Neves Sudbrack pour leur appui à l'occasion de mon départ pour cette formidable aventure qui consiste à étudier à l'étranger.

Au Brésil, j'ai obtenu le soutien de la Coordenação de Aperfeiçoamento de Pessoal de Nível Superior (CAPES) qui a financé mon séjour en France, et de la Fundação de Economia e Estatística qui m'a donné les conditions de mener à bien la rédaction de la thèse, à Porto Alegre.

Je remercie aussi tous mes amis de leur solidarité, encourageant par là même mon esprit et acceptant avec bienveillance mes oscillations d'humeur durant mon parcours de thésarde.

Finalement, je remercie mes parents (*in memoriam*) pour la curiosité et l'envie de la découverte – dans tous les domaines – qu'ils ont su me transmettre.

Cette thèse est dédiée à mon fils Lauro, pour le plaisir de l'inattendu pour tant d'instantanés heureux.

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE 17

PREMIERE PARTIE

LE DYNAMISME DE L'INDUSTRIE REGIONALE

Introduction à la première partie 28

CHAPITRE I - DEFINITION DE L'ESPACE DE REFERENCE 29

I.1 - Le concept de région comme entité géographique 29

I.1.1 - La notion de territoire 32

I.1.2 - Autour du concept de région 35

I.2 - Les découpages régionaux de l'Etat du Rio Grande do Sul et la région de Caxias do Sul 44

I.2.1 - Le Brésil et ses grandes régions 44

I.2.2 - L'Etat du Rio Grande do Sul 48

I.2.3 - Les découpages de l'Etat du Rio Grande do Sul 51

I.2.4 - Présentation de la région de Caxias do Sul 70

I.3 - Le contexte industriel brésilien et la situation de la région de Caxias do Sul 80

I.3.1 - L'évolution de l'industrie brésilienne. 80

I.3.2 - Brésil : les grands secteurs industriels 99

I.3.3 - Industrie brésilienne : aspects technologiques 102

I.3.4 - La situation de Caxias dans le contexte industriel du Rio Grande do Sul. 106

CHAPITRE II - <u>LES FAITS DU DYNAMISME</u>	117
II.1 - De l'artisanat à l'industrie : en route vers la diversification	118
II.1.1 - Le peuplement du territoire <i>gaúcho</i>	118
II.1.2 - L'immigration européenne	120
II.1.3 - L'arrivée des Italiens et l'organisation des colonies	125
II.1.4 - De l'artisanat à l'industrie	130
II.1.5 - La croissance des colonies	137
II.2 - Le dynamisme dans une approche démographique	142
II.2.1 - La population régionale	142
II.2.2 - Le phénomène de l'urbanisation	158
II.3 - Le dynamisme dans une approche économique	177
II.3.1 - Evolution du PIB régional selon les secteurs d'activité	177
II.3.2 - L'industrie régionale dans les années 90	184
II.3.3 - Profil industriel des communes.	197
II.3.4 - La dimension des établissements.	200
II.4 - La répartition des emplois industriels.	205
II.4.1 - L'emploi par branche industrielle.	206
II.4.2 - Sur la qualification de la main-d'œuvre.	214
II.4.3 - Le comportement de l'emploi régional comparé à celui de l'Etat du Rio Grande do Sul et Brésil dans le cadre de la restructuration industrielle.	226
Conclusion de la première partie.	234

DEUXIEME PARTIE

LES FONDEMENTS DU DYNAMISME : L'ANALYSE DE LA DIVERSIFICATION INDUSTRIELLE

Introduction à la deuxième partie237

CHAPITRE III – LA DIVERSIFICATION COMME ATOUT REGIONAL . . .243

III.1- La diversification initiale et son évolution jusqu'aux années 1950 249

III.2 - Entre 1960 et 1985 la diversification s'approfondit255

III.3 - Les années 1990 : une diversification renforcée lors de la restructuration industrielle. 259

CHAPITRE IV – COMPARAISON AVEC UNE REGION SPECIALISEE : LE CAS DE LA VALLEE DU SINOS272

IV.1 – La vallée du Sinos : découpage territorial et repères historiques 272

IV.2 - La spécialisation en tant que caractéristique principale.280

IV.3 – Les années 1990 : la spécialisation dans une période d'instabilité290

IV.4 – Deux régions face à la restructuration industriel 297

Conclusion de la deuxième partie. 308

TROISIEME PARTIE

LE NOUVEL ESPACE LOCAL ET L'ECONOMIE SPATIALE

Introduction à la troisième partie. 311

CHAPITRE V - LA REDÉCOUVERTE DE L'ESPACE GÉOGRAPHIQUE À PARTIR DES MUTATIONS ÉCONOMIQUES. 314

V.1- La notion d'espace : abolition d'une contrainte ou nouveau défi théorique?314

V.2- La contrainte du travail 318

V.3- Du global au local : rapports en construction.321

V.4- Un nouveau regard sur l'économie territoriale : le développement local323

CHAPITRE VI - LA DIMENSION GEOGRAPHIQUE DE L'ESPACE DANS LES ETUDES D'ECONOMIE REGIONALE AU BRESIL : INTERROGATIONS ET ENJEUX. 337

VI.1 – La concentration territoriale de l'activité économique338

VI.2 – La distribution régionale de l'industrie et ses inégalités342

VI.3 – Vers un redéploiement de la dynamique territoriale ?344

VI.4 – L'organisation spatiale de l'économie brésilienne à partir de la restructuration industrielle. 354

LISTE DES TABLEAUX

N° 1- Les cinq grandes régions brésiliennes	46
N° 2 – Les communes de la microrégion de Caxias do Sul , année de création et commune d'origine, 1996.	72
N° 3 – La microrégion de Caxias do Sul, population, superficie, PIB total et PIB industriel.	74
N° 4 - La région de Caxias do Sul selon la définition adoptée, 2000	77
N° 5 - Variation de la productivité du travail dans des secteurs industriels au Brésil, 1991-97.	95
N° 6 - Les branches industrielles de l'Etat du Rio Grande do Sul, 1999 . .	107
N° 7 - Les régions industrielles du Rio Grande do Sul, 1993.	110
N° 8 - L'industrie de la région de Caxias do Sul dans un premier aperçu, 1998 . .	113
N° 9 - Evolution démographique des trois colonies initiales, 1876-1940 . .	140
N° 10 - Evolution de la population de la région de Caxias do Sul, 1920-2000 . . .	144
N° 11 - Région de Caxias do Sul, taux de croissance de la population totale, 1940-2000.	146
14 - Population active industrielle par commune (en pourcentages), 1970, 1980, 1991.	156
N° 15 - Urbanisation de la région de Caxias do Sul, 1960-2000	160
N° 16 - Taux de croissance urbaine de la région de Caxias do Sul, 1960-2000 . . .	163
N° 17 - ISMA, Indice Social Municipal Ampliado, 1998	171
N° 18 - PIB industriel de la région de Caxias do Sul et de l'Etat du Rio Grande do Sul, 1939-1997.	185
N° 19 - Industrie de la région de Caxias do Sul, participation des branches d'après les chiffres d'affaires, 1990, 1998.	188
N° 20 - Participation de l'industrie de la région à l'industrie du Rio Grande do Sul d'après les chiffres d'affaires, 1990, 1998.	193
N° 21 - Taille des établissements en nombre d'emplois, 1998.	202
N° 22 - L'emploi formel et sa participation par branches et par communes, 1999 . . .	208

N° 23 - Emplois industriels, participation de la région dans l'industrie de l'Etat du Rio Grande do Sul, 1985-99	212
N° 24 - Emplois industriels par commune et par scolarisation, 1999	217
N° 25 - Emplois industriels par niveau d'enseignement, 1990, 1999	219
N° 26 - Emplois industriels dans la région de Caxias do Sul selon la scolarisation, 1990, 1993, 1996, 1999	221
N° 27 - Emplois par branches et par niveaux d'enseignement, 1990, 1999.	223
N° 28 - Emplois formels dans l'industrie, région de Caxias do Sul, Etat du Rio Grande do Sul et Brésil, 1989-9.	231
N° 29 - Nombre d'ateliers et de commerces de la Colonie de Caxias do Sul, 1892 ..	250
N° 30 - Nombre de commerces et d'industries dans la ville de Caxias do Sul, 1920	252
N° 31 - Industries de la ville de Caxias do Sul, 1932,1948.	253
N° 32 - Diversification industrielle dans la région de Caxias do Sul, 1960, 1970, 1985	257
N° 33 - Région de Caxias do Sul, diversification industrielle selon le nombre d'établissements et l'emploi, 1990, 1993, 1996, 2000.	261
N° 34 - Industrie de la région de Caxias do Sul, quotient de localisation selon l'emploi, 1990, 2000	268
N° 35 - Région de la Vallée du Sinos, superficie et population, 2000	277
N° 36 - Industrie de la Vallée du Sinos, chiffres d'affaires et emplois, 1999, 2000 .	287
N° 37 - Industrie de la Vallée du Sinos, quotient de localisation selon l'emploi, 1990, 2000	289
N° 38 - Région de Caxias do Sul, typologie industrielle d'après l'emploi, 1990, 2000.	301
N° 39 - Région de la Vallée du Sinos, typologie industrielle d'après l'emploi, 1990, 2000.	302
N° 40 - Description de la typologie industrielle d'après l'emploi	303
N° 41 - Brésil, distribution régionale de la production industrielle, 1970-1999. . .	343
N° 42 - Participation des états aux échanges du Brésil avec le Mercosur, 2001 . . .	358
N° 43 - Distribution régionale de l'ICMS au Brésil, 2000	370

LISTE DES CARTES

N° 1 – Le Brésil : les cinq régions, les états et leurs capitales	45
N° 2 – Croquis géomorphologique du Rio Grande do Sul	49
N° 3 – Le Rio Grande do Sul : microrégions géographiques de l'IBGE.	53
N° 4 – Découpage pour la planification régionale et urbaine de l'Etat du Rio Grande do Sul	55
N° 5 – Découpage du Plan d'Investissements Intégrés pour le Secteur Agricole	58
N° 6 – Régionalisation Agricole du Rio Grande do Sul	59
N° 7 – Régionalisation Agro-écologique et Economique du Rio Grande do Sul . .	61
N° 8 – Les régions de planification de l'Etat du Rio Grande do Sul (COREDES) . .	62
N° 9 – Régionalisation de l'Etat du Rio Grande do Sul selon l'approche Centre-Périphérie.	67
N° 10 – La région de Caxias do Sul et ses principaux produits industriels. .	79
N° 11 – Colonisation européenne au Nord de Porto Alegre	126
N° 12 – Le réseau routier de l'Etat du Rio Grande do Sul.	164
N° 13 – Les régions de Porto Alegre, de la Vallée du Sinos et de Caxias do Sul . .	276
N° 14 – Le Brésil : les axes de déconcentration, les principaux pôles technologiques et le polygone d'agglomération industrielle	351

LISTE DES GRAPHIQUES

N° 1 – Participation des communes sélectionnées dans l'ensemble de la région de Caxias do Sul, 1999, 2000.	75
N° 2 – L'immigration italienne vers le Brésil, 1871-1970	124
N° 3 – Participation de la population régionale à la population de l'Etat du Rio Grande do Sul, 1940-2000	142
N° 4 – Evolution de la population par commune, 1940-2000.	145
N° 5 – Population active par secteur de la région de Caxias do Sul.	153
N° 6 – Population active de la région de Caxias do Sul, participation selon les secteurs économiques.	154
N° 7 – Taux de croissance des populations totale et urbaine de la région de Caxias do Sul, 1960-2000.	158
N° 8 – Taux de croissance de la population urbaine de la région de Caxias do Sul, 1960-2000.	168
N° 9 – Participation du PIB de la région de Caxias do Sul au PIB de l'Etat du Rio Grande do Sul, 1939-1997.	177
N° 10 – Evolution sectorielle des participations au PIB par commune, 1939-1997.	179
N° 11 – Composition sectorielle du PIB régional, 1939-1997	181
N° 12 – Indices du PIB à des prix constants, 1949-1997.	182
N° 13 – Industrie de la région de Caxias do Sul, branches principales et secondaires d'après les chiffres d'affaires, 1990, 1998.	189
N° 14 – Principales branches industrielles par commune d'après les chiffres d'affaires, 1998.	199
N° 15 – Principales branches industrielles par commune d'après l'emploi, 1998.	211
N° 16 – Diversification industrielle selon l'emploi, 1990, 2000	266
N° 17 – Taux de participation des exportations à la production de chaussures dans la Vallée du Sinos, 1970-1983	281

N° 18 – Brésil, distribution de l'emploi dans l'industrie de la chaussure, 2000 . . .	282
N° 19 – Destinations des exportations de chaussures du Rio Grande do Sul, 2000 . . .	286
N° 20 – Rio Grande do Sul, exportations de chaussures, 1989-2001.. . . .	292
N° 21 – Rio Grande do Sul, indice de production matérielle de la branche « vêtements et chaussures », 1990-2000	294
N° 22 – Région de la Vallée du Sinos, emplois dans l'industrie de la chaussure, 1990-2000.	295
N° 23 – Région de la Vallée du Sinos, emplois dans l'industrie totale et dans la branche « chaussures », 1990-2000	296
N° 24 – Evolution comparative de l'emploi industriel, 1990-2000.	306
N° 25 – Participation régionale au PIB industriel du Brésil, 1970-1999. . .	348

LISTE DES ANNEXES

A) Immigration italienne dans le monde, 1871-1900	415
B) Tableau de correspondances historiques Brésil /France.	416
C) Organisation politique brésilienne	417
D) Changements d'étalon monétaire brésilien.	418
E) Répertoire national des activités économiques.	419
F) Comparaison entre l'Etat du Rio Grande do Sul et la région de Caxias do Sul quant à l'emploi et au chiffre d'affaires, 1990-1998	420
G) Nombre d'établissements selon leur taille par communes et principales branches	421
H) L'Europe à l'intérieur du Brésil	424
I) Compte rendu synthétique de l'étude de terrain.	425
J) Caractérisation générale des établissements enquêtés	428
K) Origine des fournisseurs des établissements enquêtés	430
L) Les marchés des établissements enquêtés	431
M) Questionnaire	432
N) Liste des sigles.	439

RESUME

Cette thèse traite du développement économique de la région de Caxias do Sul, au sud du Brésil, qui présente des particularités au regard des expériences recueillies par la littérature en matière d'économie régionale. Les récentes mutations de l'économie internationale, connues comme mondialisation, aiguïssent les incertitudes et les risques encourus dans le processus de production. Dans ce contexte, la problématique posée entre spécialisation ou diversification industrielle des régions revêt une signification nouvelle. L'analyse portée sur la région de Caxias do Sul témoigne du rôle essentiel de la diversification industrielle en tant que fondement d'une croissance relativement stable durant la décennie 1990 considérée comme difficile. Bien que n'étant pas envisagé comme l'unique facteur à l'origine du dynamisme de cette région, la diversification de l'industrie permet une plus grande flexibilité face aux adversités survenues dans un contexte économique instable et hautement compétitif.

Mots-clés : économie régionale ; développement local ; diversification industrielle ; Brésil : économie, régions, industrie

□

“A regional dynamics based on industrial diversification : the experience of Caxias do Sul region (Brazil)”

This thesis deals with the economic development of the region of Caxias do Sul, situated in the south of Brazil, which presents some peculiarities that have been deserving little attention by the newest trends and developments of the literature on regional economics. The recent international globalization process deepened the uncertainties and the risk in

the economic activity therefore opening space in the economic debate for the issue of industrial specialization and/or diversification on regional bases. The region of Caxias do Sul is considered as a case in which the diversification played an important role in the regional growth, during the hard 1990s in Brazil. In spite of not being the single factor explaining the dynamism of that region, the diversification of the existent industrial branches allows greater response flexibility regarding the adversities of an instable and highly competitive economic context.

Key-words: regional economics ; industrial diversification ; local development.

□

“Uma dinâmica regional baseada na diversificação industrial : a experiência da região de Caxias do Sul”

A tese trata do desenvolvimento econômico da região de Caxias do Sul, que apresenta peculiaridades em relação ao que a literatura sobre economia regional tem relatado a partir dos anos 1980. As recentes transformações na economia internacional, comumente chamadas processo de globalização, aprofundaram as incertezas e o risco na atividade econômica. Com isso, ganha espaço a questão da especialização/diversificação industrial de regiões. A região de Caxias do Sul é apresentada como um caso em que a diversificação tem um papel importante na sustentação do crescimento regional, durante a difícil década de 1990. Embora não seja o único fator a explicar o dinamismo da região, a diversificação de gêneros industriais permite maior flexibilidade de resposta frente às adversidades de um contexto econômico instável e altamente competitivo.

Palavras-chave : economia regional ; diversificação industrial ; desenvolvimento local ; indústria gaúcha.

INTRODUCTION GENERALE

INTRODUCTION GENERALE

Les nouvelles relations entre l'économie et le territoire qui se dessinent à partir de la « révolution technologique » ont apporté un intérêt nouveau aux études d'économie régionale.

Issues du cadre des grandes mutations économiques contemporaines, les technologies nouvelles ont engendré des changements considérables dans la sphère productive, tant en ce qui concerne la gestion que les méthodes de production. Sans doute, ces changements ont des conséquences territoriales dans la mesure où la plus grande flexibilité productive permet aux entreprises de gérer leurs espaces d'implantation avec une souplesse dont elles ne disposaient pas auparavant. Les contraintes physiques ne jouent plus un rôle essentiel, car les technologies de pointe en télécommunication permettent des contacts « en temps réel ».

Grâce aux mutations technologiques, la composante territoriale revêt une signification nouvelle vis-à-vis des stratégies de l'entreprise. De telle sorte que pour comprendre les dynamiques industrielles dans l'actualité, il est impératif d'intégrer la donnée spatiale.

L'espace, qui était conçu par le mode d'industrialisation fordiste comme un simple « cadre-contenant » (FISCHER, 1994), a pris une dimension stratégique lors du passage au système de production flexible. Les territoires sont devenus porteurs de valeurs, de potentialités, d'avantages vis-à-vis des entreprises. La proximité géographique offre de nouvelles possibilités d'efficacité productive et d'économies externes non négligeables, comme le montrent par exemple les approches sur les districts industriels.

C'est ainsi que l'on assiste, depuis les années 1980 notamment au regain d'intérêt de la science régionale envers les espaces locaux. Ce mouvement a été largement encouragé par les analyses du « développement par le bas », qui ont montré des expériences réussies de développement régional fondées sur les ressources locales. Ce phénomène a bousculé les

aquis de la science régionale fondée sur la base des postulats traditionnels, comme les théories de la localisation, la théorie de la base exportatrice, même celle de la polarisation. La « réinvention du local » a donc marqué un tournant dans ce domaine.

De nombreuses études sur le développement local ont donc vu le jour, un peu partout dans le monde, afin d'essayer de comprendre les enjeux de ce phénomène nouveau. Pour plus différentes qu'il soient les régions analysées, les points communs de ces études indiquent la mise en valeur des forces endogènes, où les agents locaux (personnes et institutions) jouent un rôle fondamental. L'économie locale cherche à extraire son dynamisme de ses propres ressources, qui sont parfois enracinées dans son passé, donc dans son histoire. Des caractéristiques géographiques particulières peuvent représenter également un atout, dans une situation donnée, ainsi que des traits culturels et des savoir-faire très localisés. En fait, la force du développement local provient de l'ensemble du tissu social, car cette force se construit à partir d'aptitudes humaines filtrées par des facteurs historiques, sociaux et naturels.

Inspirées d'avantage par la notion de districts industriels italiens, la plupart des nouvelles approches attribue une importance singulière aux entreprises spécialisées, notamment petites et moyennes. GAROFFOLI (1992, p.59) remarque qu'« il existe une impulsion en faveur de la spécialisation productive, au niveau de l'entreprise et de l'établissement, qui circonscrit le champ d'activité, stimule l'accumulation de connaissances spécifiques, facilite l'introduction de nouvelles technologies, accroît en dernière instance l'autonomie économique de l'entreprise et des sous-systèmes du milieu ».

Une vue d'ensemble des approches sur le développement local nous permet d'entrevoir une tendance à considérer la spécialisation productive comme un atout essentiel dans le cadre de l'économie locale. Autrement dit, on considère le plus souvent que les régions qui se spécialisent dans une filière ou dans un secteur industriel réussiraient mieux à s'adapter au nouvel ordre économique. Il nous semble que la diffusion des avantages de la

spécialisation a pris de telles dimensions que, la diversification d'activités son opposé, est vu de manière quasiment négative.

Etant donnée l'ampleur et la diversité des formes que prennent « les régions qui gagnent » (BENKO et LIPIETZ, 1992), ne serait-il légitime de poser la question : pourquoi la diversification régionale n'est-elle pas plus souvent considérée comme un atout pour le développement local aujourd'hui ?

Cette thèse porte sur une région industrielle diversifiée et dynamique, qui se situe dans l'extrême Sud du Brésil, éloignée donc du « cœur industriel » du pays. La région de Caxias do Sul intègre neuf communes, a une superficie de 4000 km² approximativement, dont la population se situe aux environs de 600 000 habitants.

L'intérêt d'une étude sur cette région est de montrer que la diversification d'activités peut bel et bien constituer un atout régional face aux incertitudes et aux risques qui règnent actuellement dans le monde de l'économie. Nous montrerons que cette région a l'expérience d'une croissance relativement stable durant les années 1990, période pendant laquelle l'industrie brésilienne a vécu les premières étapes d'une restructuration industrielle avec un ralentissement de la croissance, en même temps que d'autres régions, à l'intérieur du pays, subissent de graves instabilités, voire des crises.

En partant des approches récentes sur le développement des régions émergentes et du redressement des régions traditionnelles, comment peut-on interpréter le dynamisme de la région de Caxias do Sul ? Qu'est-ce que l'on peut trouver à l'origine d'une performance économique non négligeable, dans un contexte global si difficile ? Ne pourrait-on pas considérer la diversification des activités comme un atout favorable vis-à-vis de cette région ? Face aux incertitudes et des risques qui caractérisent la concurrence internationale, ne serait-il pas plus rassurant d'avoir une structure plutôt diversifiée que spécialisée ? Toutes ces questions nous ont stimulé jusqu'à développer cette thèse dans l'objectif de faire remarquer que, contrairement à ce qu'annonce la majorité des approches sur le développement régional et

local, la spécialisation industrielle n'est pas la seule voie en faveur de l'essor économique à l'heure actuelle

Il est fondamental de bien saisir, dès à présent, que notre intention n'est pas d'élire la diversification industrielle comme la panacée contre l'instabilité des marchés et la montée de la concurrence. Notre intention n'est pas non plus celle de mener une polémique entre ceux qui prônent la *voie diversifiée* et ceux qui sont pour la *voie spécialisée* du développement régional. Sans attribuer un caractère normatif à nos conclusions, nous voulons simplement montrer que les régions diversifiées peuvent elles aussi retrouver leurs propres moyens de réussir face aux adversités qu'intègrent l'économie mondiale. L'étude de la région de Caxias do Sul se propose d'illustrer cette idée. Dès lors, les constatations extraites de ce cas particulier ne sont absolument pas généralisables à d'autres régions.

L'exemple de la région de Caxias do Sul, resitué dans le contexte analytique du développement régional, est sans conteste unique. Néanmoins, cette remarque ne nous amène pas à prendre notre objet de recherche comme une réalité isolée, détachée du reste du monde. Un tel processus d'individualisation de la région risquerait de nous induire en marge de tout lien avec les productions théoriques et interprétatives de la science régionale. Bien au contraire, notre intention est de contribuer aux interprétations qui se font actuellement sur le développement local, en apportant un argument supplémentaire parmi ceux déjà existants fréquemment dans la littérature. En somme, nous voulons mettre en relief la singularité de cette région quant à son évolution économique, pour signaler que des originalités existent et qu'elles sont prêtes à constituer des nouveaux objets d'étude au sein de la science régionale.

De plus il nous paraît bon de rappeler ici que les formulations théoriques – voire les modèles – en économie régionale sont utiles lorsqu'elles sont capables d'interpréter la réalité et de nous donner des explications sur les phénomènes observés sur le terrain. Du fait du caractère changeant de la réalité, il est raisonnable d'admettre que les modèles – en tant que « grilles »

d'interprétation des phénomènes - doivent savoir s'adapter aux mutations. Une réflexion critique permanente est donc plus que nécessaire dans l'optique de réserver un degré d'ouverture à d'autres formes de développement qui ne sont pas envisagées dans les modèles courants.

Notre sujet de recherche porte sur la dynamique économique de la région de Caxias do Sul, en particulier sur son mode de développement. Il s'agit d'une région à dominante industrielle, dont l'originalité, à nos yeux, consiste en sa diversification industrielle. La région est une des rares régions industrielles importantes dans le Sud du Brésil à présenter une diversification croissante des branches industrielles accompagné d'un dynamisme non négligeable¹. L'hypothèse de base que nous tenterons de développer au cours de cette thèse montre que la diversification industrielle serait un des éléments à l'origine de cette performance.

C'est ainsi que nous nous consacrerons à l'examen de la diversification industrielle comme un des fondements de la dynamique économique à Caxias do Sul. Soulignons que nous ne sous-estimons pas la complexité d'une dynamique économique, et que pour nous il apparaît indéniable que d'autres éléments concourent à ce processus dans la région étudiée². Toutefois, nous n'avons pas l'intention d'épuiser le thème du dynamisme régional à Caxias do Sul car cela dépasserait nos objectifs. Nous voulons simplement mettre en exergue la diversification industrielle en démontrant qu'elle représente un atout pour le développement de cette région.

Nous entendons par *diversification industrielle* un degré élevé de variétés de branches ou de secteurs de production au sein de l'industrie régionale.

La notion de dynamisme à son tour évoque le mouvement. Ainsi, peut-on concevoir le dynamisme comme un ensemble de forces en interaction et en opposition dans un phénomène ou dans une structure. Dans cette thèse,

¹ Notons que la plupart des régions industrielles dynamiques au Sud du Brésil présentent une tendance à la spécialisation, certaines sont même très spécialisées.

² Voir l'introduction au chapitre III.

l'expression *dynamisme régional* exprime un mouvement poussé par l'interaction des forces présentes sur le territoire de référence. Dans ce sens, elle exprime aussi les changements dans le tissu régional, les formes d'adaptation aux situations nouvelles et, du point de vue strictement économique, la performance du capital dans l'élan de se reproduire. Nous tenterons de mettre en évidence le dynamisme de cette région en remontant dans le temps pour pouvoir comprendre son évolution. En traçant les grandes lignes de la croissance économique régionale, nous privilégions l'analyse de la diversification industrielle.

Pour donner suite aux commentaires relatifs à quelques notions fréquemment utilisées dans cette thèse, notons que les expressions *développement* et *croissance économique* n'ont pas la même signification, bien que parfois nous les utilisions indifféremment par facilités de langage. Il semble utile, cependant, d'éclaircir notre pensée à ce sujet. Par croissance économique nous entendons l'augmentation de la production qui peut être mesurée par le PIB ou bien par d'autres indicateurs de production ou d'emploi. La croissance économique est surtout un mouvement mesurable à moyen et court termes. Le développement, quant à lui, réside en un processus plus complexe où la *production* n'est pas le seul enjeu, et il s'apprécie notamment sur le long terme. Pour l'essentiel, la notion de développement permet de prendre en compte la distribution des résultats de la croissance comme partie intégrante de ce processus. Cela implique d'admettre qu'une augmentation de la demande est indispensable, soit en termes de pouvoir d'achat, soit en nombre de consommateurs intégrés aux marchés. De notre point de vue, nous ne pouvons admettre qu'une région soit dite développée si une partie de ses habitants reste écartée du marché des biens de consommation courante. Un autre volet tout autant important du concept de développement, selon nous, concerne la préservation de l'environnement. On ne peut pas accepter que pour se développer une région mette en risque le cadre de vie des générations futures.

La thèse se développe en trois mouvements. Le premier se consacre à montrer que la région de Caxias do Sul est dynamique. Nous commençons par définir l'espace de référence, pour ensuite présenter le dynamisme de la région sous trois angles : historique, démographique et économique.

Le deuxième mouvement concentre la ligne de force de la thèse, qui consiste à examiner la diversification de l'industrie locale en tant qu'un des fondements du dynamisme régional. Nous montrerons que la diversification d'activités n'est pas un phénomène récent, mais elle est présente dès les premières décennies de la colonisation. Notre analyse s'approfondit dans les années 1990, période de grande instabilité économique qui a inauguré le processus de restructuration industrielle au Brésil. Finalement, nous utilisons une démarche comparative, pour faire ressortir la diversification industrielle à Caxias do Sul comme un avantage par rapport à la région de la Vallée du Sinos hautement spécialisée dans la filière cuir-chaussure.

En troisième mouvement de la thèse, nous traiterons des enjeux actuels de la science régionale pour y situer notre recherche. L'objectif ici est de mettre en relief la « réinvention du local », car cette idée forte constitue le point de départ théorique de notre raisonnement principal. Sous un angle complémentaire, nous évoquerons les axes principaux qu'inspirent les études d'économie territoriale au Brésil, pour faire ressortir le rôle essentiel des études régionales à l'heure actuelle. L'objectif étant ici de révéler quelle est la contribution de notre recherche dans le cadre brésilien.

Pour accomplir ces trois grandes démarches, nous utilisons majoritairement les sources bibliographiques appuyées par les données statistiques. Il faut savoir que les études spécifiques sur la région de Caxias do Sul ne sont pas légion, surtout celles qui traitent des aspects socio-économiques durant les cinq dernières décennies. On note que l'intérêt des études sur la commune de Caxias do Sul en particulier s'accroît depuis peu, ce qui est particulièrement encourageant. Par contre, les interprétations à caractère historique de la région, ainsi que la description des premiers temps d'occupation du territoire par les colons italiens sont abondantes. Des études

(une minorité) à caractère sectoriel de l'industrie sont aussi repérables, mais leur utilisation dans cette thèse reste très limitée du fait de la concision de leur point de vue à l'égard de la perspective qui est la nôtre.

En ce qui concerne les données statistiques, nous tentons de maintenir un critère de la fiabilité en utilisant de préférence les sources reconnues, émanant de l'IBGE (Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística) et d'autres organismes officiels. Il faut admettre que les statistiques au Brésil posent fréquemment des problèmes, ce qui limite les recherches et impose la quête d'alternatives. Notre recherche s'est heurtée à la discontinuité des séries, aux modifications de méthodes de collectes et de traitements des informations, ainsi qu'à la difficulté d'obtenir des données par commune. Les résultats de nos démarches pour saisir les informations quantitatives et les incorporer à l'analyse sont présentés sous forme de tableaux et de graphiques. Les procédures statistiques que nous avons utilisées sont expliquées au cas par cas - si besoin est - dans la mesure où l'analyse se développe.

Les données statistiques des sources officielles représentent donc la colonne vertébrale de la thèse. Nous avons cependant effectué une recherche de terrain à caractère complémentaire source d'informations qualitatives importantes. Les réflexions que nous avons pu réaliser durant notre enquête ont été très utiles lors de la formulation du plan de la thèse. Ajoutons que ces contenus sont présents à plusieurs reprises dans les déroulements du texte, même s'ils ne sont pas clairement évoqués.

Nous avons enquêté auprès de 36 établissements de la région de Caxias do Sul appartenant à 10 des principales branches industrielles. Sur le total des questionnaires envoyés, 55,6 % ont reçu une réponse. Des entretiens avec des agents locaux (entrepreneurs et hommes d'affaires, syndicats ouvriers, chercheurs de l'université, représentants des pouvoirs publics) et des visites techniques (entreprises, centres de recherche et de formation) ont complété ce sondage. Il nous semble important de rappeler que les données originaires de notre étude de terrain ne sont pas explicitées dans le texte, mais elles ont contribué davantage à notre prise de position de

thèse. Un compte rendu résumé des résultats obtenus est présenté dans l'annexe de la thèse.

Finalement, attirons l'attention sur les dimensions temporelles de notre étude. D'abord, nous remontons dans le temps jusqu'à la fin du XIX^e siècle pour dresser le cadre socio-économique de l'immigration italienne dans le Rio Grande do Sul, fait qui marque le début de l'histoire économique de la région de Caxias do Sul. Ensuite, pour ébaucher les contours du dynamisme de l'industrie locale, ainsi que pour montrer l'évolution de la diversification, nous considérons la période depuis 1950, lorsque les statistiques officielles le permettent. Finalement, nous retenons la décennie 1990 comme la période adéquate pour effectuer l'analyse approfondie de la diversification industrielle. Dans cette période, l'économie brésilienne a vécu les premières mutations structurelles qui peuvent être identifiées à la phase de restructuration industrielle. En fonction de l'adaptation aux nouvelles règles de concurrence suite à l'ouverture des marchés, de nombreuses régions industrielles au Brésil ont été ébranlées par les changements de stratégie des entreprises face aux aléas des marchés. Ainsi, la vulnérabilité du mode de développement de certaines régions émerge. Nous pensons que l'examen de cette situation peut apporter des éléments primordiaux pour étayer notre hypothèse sur la diversification industrielle comme atout régional à Caxias do Sul.

PREMIERE PARTIE

LE DYNAMISME DE L'INDUSTRIE REGIONALE

INTRODUCTION

« Le terme dynamique est plus que jamais à la mode et au centre des débats scientifiques (...). Au fond, ce que nous cherchons avec beaucoup d'autres à analyser et à internaliser dans l'analyse régionale, c'est la reconnaissance de processus d'évolutions longues et fractales, l'importance de l'environnement culturel, politique, historique, technologique que l'on considère souvent comme étant extérieurs, données à l'analyse. »

LACOUR (1996, p.29)

La première partie de cette thèse se donne deux objectifs : définir, en premier, la région de Caxias do Sul en tant qu'espace de référence, puis démontrer le dynamisme de cette région.

Nous nous proposons à partir d'une étude sur le concept de région, d'évoquer l'examen des découpages régionaux qui nous ont permis de choisir une régionalisation adaptée à nos objectifs initiaux. Une fois défini notre espace de référence, nous présenterons le cadre évolutif de l'économie brésilienne pour pouvoir alors situer la croissance de la région de Caxias do Sul.

Pour montrer que cette région est dynamique, nous examinerons l'origine économique de la région à partir de l'historique de l'immigration italienne, en soulignant le caractère diversifié des premières activités et leur évolution jusqu'à l'industrie.

Ensuite, nous analyserons les aspects démographiques et économiques y compris la situation au regard de l'emploi, pour mettre en relief les atouts de la région sous divers angles relevant.

CHAPITRE I

DEFINITION DE L'ESPACE DE REFERENCE

L'objectif de ce chapitre est de présenter l'espace géographique auquel nous nous intéressons. A ce propos, nous considérons trois axes principaux, à chacun desquels nous consacrerons une section. Tout d'abord, nous évoquerons le concept de région qui inspire notre recherche. Ensuite, nous traiterons des découpages régionaux de l'Etat du Rio Grande do Sul dans le contexte territorial brésilien et, enfin, nous présenterons la région de Caxias do Sul, en considérant le cadre industriel du pays.

I.1 - LE CONCEPT DE REGION COMME ENTITE GEOGRAPHIQUE

L'analyse des économies territoriales se heurte toujours à la définition de certains concepts comme *espace*, *territoire* ou *région*. Nous remarquons tout d'abord une absence d'unanimité autour du concept de région dans la littérature. Les auteurs divergent quelles que soient leurs appartenances disciplinaires. Certains reconnaissent même qu'il s'agit d'un terme flou, d'un mot vide que l'on peut remplir à notre gré. Selon BRUNET (1991, p. 166), cité par BEGUIN (1994, p.139), « région est probablement le mot le plus obscur et le plus controversé de la géographie ». La discussion, et même la polémique, s'étend au-delà du concept de région¹ et se complexifie si l'on considère que les points de vue des géographes, des économistes ou des politiques ne sont pas toujours convergents.

Définir un concept de région constitue donc une tâche ardue, surtout si l'on accepte le fait que les économies territoriales présentent un caractère

¹ Voir les résultats de la recherche effectuée au sein de l'Association de Science Régionale de Langue Française, dans Baumont et autres., « Les chercheurs et leurs concepts : précision, pertinence et consensus », en AURAY et autres. (1994), p. 353-367.

flou et imprécis. Comme l'affirment LEO et PHILIPPE (1980, p. 13), « la région économique est une réalité mouvante puisque ses composantes et ses frontières évoluent sans cesse, mais c'est une réalité quand même, dans la mesure où elle incarne un milieu de vie et exprime un vécu collectif ».

Voilà une première constatation pour la notion de région : il s'agit d'une réalité mouvante. Ne serait-ce pas à cause de cette caractéristique que l'on attribue de la vacuité à ce concept ? Les réalités mouvantes ne peuvent-elles pas être conceptualisées ou tout du moins définies ? Sans ignorer la complexité que revêtent ces questions, nous pensons qu'il est possible de cerner une notion de région susceptible d'accompagner les transformations de la réalité. Si on considère que la réalité est prépondérante par rapport aux concepts, car c'est elle qui inspire le concept - et non le contraire -, l'étude des régions concrètes joue un rôle fondamental dans la formulation des concepts.

A ce propos, il nous paraît légitime de reprendre la question récurrente dans les études des économies territoriales : les régions sont-elles des réalités ou un concept ? Autrement dit, sont-elles le résultat d'un vécu collectif, d'une expérience concrète fondée sur le comportement des agents plus ou moins conscients de leur rôle ? Ou bien, seraient-elles le résultat d'une démarche théorique dont la raison d'être serait fonction de la problématique formulée ? En tentant de répondre à cette question, BEGUIN (1994, p. 139) estime que « la région apparaît d'avantage comme un objet d'étude que comme un concept important en matière d'analyse spatiale ». C'est aussi d'une certaine manière le point de vue que nous adoptons en envisageant l'étude de la région de Caxias do Sul. Nous voyons la région davantage comme une réalité que comme un concept, car il apparaît qu'il est plus pertinent d'adopter une notion de région ancrée sur la réalité, qui soit capable d'appréhender les résultats d'un vécu collectif, que de tenter d'accommoder la région dans un concept issu d'une théorisation.

C'est donc comme un outil d'analyse, comme un instrument permettant un minimum de compréhension des phénomènes étudiés, que nous traiterons la notion de région dans cette section.

Associé à la première constatation qui vient d'être faite - la région est une réalité mouvante -, on retrouve le deuxième point fondamental : le fait territorial est multidimensionnel. Adoptée comme hypothèse de départ par PEYRACHE-GADEAU (1995, p. 6), cette idée traduit la prise en compte de la complexité du réel plutôt que sa simplification. Comme le souligne Walter ISARD (1987, p. 172), « la plupart - sinon la totalité - des chercheurs en science régionale savent fort bien qu'une région est un organisme dynamique qui évolue avec le temps, parfois sans heurt, parfois brutalement, et où se produit le jeu complexe de diverses variables : politiques, économiques, environnementales, écologiques sociales, culturelles et autres ». En considérant alors ce caractère multidimensionnel, il devient impossible d'analyser correctement les économies territoriales sous le seul angle économique, car il s'agit là d'un enjeu forcément pluriel.

La diversité des trajectoires réelles suivies par les régions témoigne justement du fait que la région est une réalité mouvante et multidimensionnelle. Le développement régional s'exprime par la création de ressources et s'appuie en même temps sur l'organisation productive et sur les conditions du contexte (liens sociaux, valeurs culturelles, règles et conventions locales). La combinaison des éléments productifs et des conditions du contexte explique les différentes modalités de création de ressources selon les régions, un fait qui produit la pluralité des trajectoires de développement régional. Ainsi pour le développement, ce sont les particularités de la région qui jouent, c'est-à-dire sa façon de combiner l'organisation productive et les conditions du contexte.

Un concept de région est d'une certaine manière l'expression des spécificités d'un lieu par rapport à un espace plus large. Un certain nombre de particularités sont donc en jeu, qui ne conservent pas nécessairement de rapports avec la dimension physique. En effet, la région peut désigner des

ensembles spatiaux les plus différents en termes de taille, en dehors du fait que les régions peuvent se superposer et que la continuité spatiale n'est pas la règle.

En ce qui concerne la région de Caxias do Sul, nous constatons que les problèmes de découpage territorial sont relativement amoindris, même si les difficultés de préciser la "bonne dimension" de la région persistent². L'important pour nous, c'est que la région en question n'a pas un caractère flou et imprécis, mais au contraire qu'elle jouit d'une identité assez nette, forgée tout au long de son histoire. Comme nous le verrons au cours de cette thèse, les éléments qui font de Caxias do Sul une région sont présents dans la représentation mentale des habitants - mais aussi des étrangers -, ou dans sa réalité économique, sociale, culturelle. Cela fait de cet espace un milieu de vie, un vécu collectif, comme nous tenterons de le montrer tout au long de ce travail.

I.1.1 - La notion de territoire

En partant du niveau le plus général³, nous soulignons les rapports essentiels entre l'espace et la société pour comprendre les économies territoriales. Dans l'histoire de la pensée économique, ce n'est que récemment que l'espace commence à être considéré comme une donnée importante⁴. La plupart des auteurs travaillant dans le domaine de l'économie spatiale s'accordent aujourd'hui sur le fait que l'espace n'est ni

² Il convient de rappeler ici que la délimitation du territoire d'une région est un sujet toujours discutable, qui peut à tout moment être remise en question. Nous traiterons du sujet en I.2.3.

³ Nous considérons espace, territoire et région comme des concepts insérés dans une logique qui va de l'abstrait au concret, par des approches successives. Il s'agit en quelque sorte d'un emboîtement de niveaux d'abstraction. Ainsi, l'espace est la notion la plus générale, le territoire est un espace approprié par la société et la région est un territoire particulier, doté de qualités uniques par rapport à d'autres espaces. Nous pensons que la démarche qui part du général et va vers le particulier permet dans ce cas de développer progressivement les concepts, en facilitant leur compréhension.

⁴ « L'homme a toujours su qu'il vivait dans l'espace. L'économiste a fait semblant parfois de l'ignorer ». DOCKES, cité par DERYCKE (Encyclopédie, p. 19). Sur l'intégration de l'espace dans l'analyse économique, voir notamment THISSE, J.-F. (1997).

neutre ni homogène, mais qu'en revanche, il apporte des contraintes et des avantages aux activités humaines.

Selon nous, c'est l'imbrication entre espace et société qui donne sens à la notion de territoire. Ceci est donc le résultat concret et particulier des relations nécessaires entre l'espace et la société, à un moment historique donné. Le territoire, c'est l'espace mis en valeur par la société, c'est-à-dire un espace socialement approprié. Selon BAILLY (1994, p. 275), «le territoire exprime la prise de possession d'un espace par une espèce, son organisation et sa défense. Suite à ce processus d'appropriation, marqué par des conflits, le territoire est produit, aménagé, géré et défendu dans l'intérêt du groupe dominant. En ce sens, les pratiques spatiales font de chaque territoire un espace produit original avec ses structures historiques, sociales, culturelles et économiques ».

FISCHER (1998, p.1) nous propose sa définition de territoire : «un espace limité, dans lequel s'exercent des pouvoirs (contrôle, organisation), s'inscrivent des projets sociaux (planification, développement, aménagement), s'expriment des stratégies de mise en valeur (exploitation de ressources), s'affrontent les intérêts plus ou moins conflictuels de différents acteurs ».

Si d'un côté, la notion de BAILLY sur le territoire est assez large pour pouvoir être appliquée à différentes espèces - y compris évidemment les animaux - la proposition de FISCHER est quant à elle plutôt limitée à l'*homo economicus* car elle privilégie selon nous la logique économique.

Certes, nous accordons beaucoup d'importance aux aspects économiques dans l'analyse du territoire. Mais nous y ajouterons le regard des habitants sur leur espace de vie, comme le fait BONNEMAISON (1981) dans son approche culturaliste : « La correspondance entre l'homme et les lieux, entre une société et son paysage, est chargée d'affectivité et exprime une relation culturelle au sens large du mot [p. 251]. Il entre dans le territoire une signification biologique, économique, sociale et politique, mais [...] il est essentiellement le lieu de médiation entre les hommes et leur culture » [p. 261].

Apprécié de manière globale, le territoire est une réalité complexe constituée d'un maillage d'éléments en interaction. Comment peut-on appréhender théoriquement un phénomène si complexe ? Pour en faciliter la compréhension et en saisir le mode de fonctionnement, il est parfois utile de privilégier l'une ou l'autre des facettes de cet ensemble. La proposition de BAILLY (1994, p. 277) permet d'envisager le territoire selon trois points de vue : existentiel, physique et organisationnel.

Le premier exprime «un sentiment d'appartenance à un morceau de terre et un mode de comportement au sein de cette entité » (ici, BAILLY suit LE BERRE, 1992). Nous remarquons par ailleurs que le point de vue existentiel réunit d'une certaine manière l'apport culturaliste évoqué ci-dessus (BONNEMAISON, 1981) et celui de l'espace vécu (FREMONT, 1976) que nous verrons plus tard.

En second lieu, le territoire, selon le point de vue physique, relève de la «dialectique source-ressource », selon laquelle les éléments naturels sont dotés de potentialités perçues par les effets qu'elles engendrent pour les sociétés (ici, BAILLY suit BERTRAND, 1992). A notre avis, c'est là le domaine préféré des économistes *stricto sensu*.

Enfin, la facette organisationnelle permet de considérer le territoire en fonction des réseaux, des hiérarchies et des degrés d'intégration entre les points. Autrement dit, le principe organisationnel comprend les relations géopolitiques basées sur des flux d'information et de décision, les notions d'asymétrie et de dominance y étant présentes.

Cette vision du territoire à travers ces trois angles peut aider à comprendre les facettes qui le composent, mais une synthèse en est indispensable. Sans être restrictifs, nous retenons la notion de territoire présentée par BAUMONT et autres (1994, p. 362) dans laquelle nous retrouvons les éléments essentiels : « Le territoire est un ensemble dynamique, délimité par une frontière plus ou moins floue, dans lequel se combinent et réagissent les uns sur les autres des éléments physiques et humains ».

I.1.2 - Autour du concept de région

En donnant suite à la démarche qui nous conduit du général au particulier, nous arrivons à la région - territoire *pas comme les autres*. Ainsi que nous l'avons signalé en début de section, la région semble être un des mots les plus controversés de la géographie. Plusieurs auteurs ont tenté (et tentent encore) de lui attribuer un sens univoque, sans y parvenir cependant.

Les dictionnaires géographiques présentent des définitions imprécises du type : la région est «une partie de la surface terrestre identifiée par des attributs qu'elle possède et qui interagissent » (BRUNET, FERRAS, THERY, 1992, cités par BEGUIN, 1994, p. 139). Dans la mesure où cette conception ne considère pas la région comme une réalité en soi - mais comme le résultat d'un découpage territorial -, comment pourrait-elle expliquer le comportement de certaines régions dont l'insertion dans l'économie mondiale a frappé par sa performance et par son originalité⁵ ? Il faut d'abord reconnaître le rôle fondamental des régions comme entités géographiques disposant d'atouts particuliers vis-à-vis des formes novatrices du développement économique. Ne nous laissons pas convaincre par ceux qui considèrent que «la région n'est que l'expression, banale et pauvre, utilisée pour exprimer l'autocorrélation et les interrelations des attributs utilisés pour la caractériser. » ! (HAINING, 1989, p. 22-24, cité par BEGUIN, 1994, p. 140)

En montrant que la région peut être bien autre chose, FREMONT (1976) considère «la structure de la région comme un système particulier de relations unissant hommes et lieux dans un espace spécifique ». De la complexité des relations entre l'homme et ses lieux, la région émerge comme «un espace vécu : vue, perçue, ressentie, aimée ou rejetée, modelée par les hommes et projetant sur eux des images qui les modèlent » (p. 14).

⁵ L'essor économique de régions comme Silicon Valley et Orange County, aux Etats Unis, comme l'Emiglia Romana, en Italie, ou comme Baden-Württemberg, en Allemagne, témoignent de la capacité des régions de retrouver la croissance économique à partir des ressources locales.

En critiquant les notions à la mode dans les années 1970, notamment les modèles mathématiques, la conception de FREMONT a marqué une époque dans la géographie et l'espace vécu est devenue une « conception-type ». En mettant l'accent sur les relations entre l'homme et ses lieux, c'est-à-dire entre la culture et l'espace, l'auteur touche quelque chose d'important pour le concept de région. De ces relations on peut comprendre pourquoi les régions sont multiples. En effet, il est impossible de préciser le nombre de combinaisons possibles entre les milieux naturels et les différentes cultures qui peuvent s'y inscrire.

Cette évidence est à l'origine de la relativité du concept même de région. Grâce à sa fluidité et à sa diversité, la région ne se laisse pas saisir par l'application de modèles généraux. D'où le malaise de ceux qui cherchent une définition dans les schémas stricts d'une science transparente. Selon notre compréhension, il faut d'abord accepter la fluidité du concept de région, tout en sachant qu'il s'agit d'une *fluidité relative* et qu'elle n'empêche pas la rigueur dans l'approche. Alors la région demeure une réalité, quel que soit son concept.

Selon l'approche de FREMONT, la région intègre donc la société locale et son territoire «avec un minimum de cohérence et de spécificité qui en font un ensemble ayant une structure propre (la combinaison régionale) et qui la distinguent par certaines représentations dans la perception des habitants ou des étrangers (les images régionales) » (FREMONT, 1976, p. 138). La *combinaison régionale* et les *images régionales* sont donc les deux axes principaux sur lesquels l'auteur fonde son analyse des trois types de régions : fluides, enracinées et fonctionnelles.

La région fluide est celle où les rapports entre la société locale et son territoire ne sont pas fixés dans la durée, ni délimités dans leurs contours. A travers l'étude du delta intérieur du Niger, dans la république du Mali, l'auteur donne l'exemple d'une région mobile et changeante (FREMONT, p. 140).

Les régions enracinées se retrouvent notamment dans les sociétés paysannes. Elles relèvent d'un rapport étroit entre les hommes et leurs lieux, où l'attachement à la terre joue un rôle symbolique important. La terre incarne la famille, l'histoire, la mère, le sol, la maison, l'espace communal. Il s'ensuit que la région exprime ces valeurs, à travers une *image régionale* où les hommes appartiennent aux lieux et les lieux appartiennent aux hommes (p. 146). En présentant comme exemples les régions de Basse-Normandie et du Maine, en France, FREMONT montre que l'attachement à la maison, à la propriété familiale, au *pays*, ne conduisent pas forcément à un morcellement de l'espace vécu. Dans ce cas, la région demeure dans des dimensions moins étendues, mais il s'agit toujours d'une région.

Les régions fonctionnelles émergent quant à elles de la société industrielle, où la « fonction » est la valeur la plus élevée et la croissance économique est l'objectif majeur⁶. Au caractère international des relations de production correspond un homme nouveau, qui se sent aussi à l'aise dans la ville de Tokyo qu'à Rio de Janeiro ou à Londres.

Cette impression de déracinement conduit l'auteur à se demander où en est la région dans le contexte industriel et fonctionnel. L'exemple de l'Europe rhénane sert d'illustration et de réponse à cette question. Il s'agit d'un territoire qui, par la densité des infrastructures, par la synergie entre les entreprises (et entre les établissements), par la concentration des capitaux, présente une *combinaison régionale* typiquement fonctionnelle. Selon FREMONT, c'est bien à partir des conurbations métropolitaines que l'on doit

⁶ FREMONT s'inspire largement de GALBRAITH, LEFEBVRE et MARCUSE pour souligner l'avènement d'une nouvelle culture basée sur l'efficacité, la standardisation, la rationalité technologique. Cette vision du monde, originaire des Etats-Unis, s'est répandue partout entre 1955 et 1970, notamment dans les pays développés. Grâce à des moyens techniques puissants, la société industrielle a bouleversé les rapports entre les hommes et leur territoire de manière jusqu'alors inconnue : elle a « fait éclater l'espace des hommes. [...] Toutes les frontières reculent. [...] L'espace social des producteurs-consommateurs reflète la dispersion fonctionnelle des lieux de travail, de logement, de loisir, de service. Mais aussi l'espace économique de la fonction de production, l'espace politique des décisions, l'espace culturel des créations. » (FREMONT, 1976, p. 154-155).

chercher la notion de région, dans la société industrielle, car ce sont les grandes villes qui «enveloppent une société de masse » (p. 159).

Centrée sur le dynamisme capitaliste pour l'essentiel, la région fonctionnelle de FREMONT exprime à notre avis un point de vue trop restreint aux aspects économiques. Ceux-ci jouent un rôle fondamental, cela n'est pas remis en question. Mais il est vrai aussi que l'économie ne peut à elle seule fonder valablement une analyse régionale. L'auteur admet lui-même que «l'espace fonctionnel est très ouvert » (p. 159) et que les particularités locales demeurent significatives : *être de Cologne* n'a pas le même sens qu'*être d'Amsterdam*⁷.

Au terme de cette synthèse, nous pouvons dire que ce qui fait l'intérêt de la notion de région développée par FREMONT, c'est l'importance accordée aux rapports entre la société locale et son espace de vie. Certes, l'ouvrage de FREMONT n'apporte pas toutes les solutions à nos problèmes de définition, d'autant plus qu'il ne s'attache pas aux régions situées dans les pays nouvellement industrialisés, ce qui est le cas dans notre recherche⁸.

Cependant, les considérations de cet auteur nous permettent de dégager l'idée que les régions sont multiples et relatives, dans l'espace et dans le temps, puisqu'elles sont le résultat de combinaisons assez particulières entre l'organisation sociale et l'organisation spatiale.

Nous retrouvons également dans les écrits de MATTEACCIOLI (1992/93) une démarche d'analyse qui cherche à appréhender la région comme une réalité multiple et relative. Ses recherches traitent, de façon générale, des rapports entre l'économie et le territoire, la notion de région

⁷ Cela relève des relations local-global que seront traitées en V.3.

⁸ Dans le chapitre intitulé « La connaissance de l'espace économique » nous avons trouvé une référence à l'Amérique Latine. Classé parmi les espaces *partiellement polarisés*, ce que FREMONT appelle l'espace colonial a pris la forme d'organisation en réseau : des grands ports établissent des relations entre l'arrière-pays et la métropole coloniale. Le résultat de ce processus est une organisation spatiale profondément déséquilibrée. En effet, le Brésil s'insère bien dans cette description générale. Mais cela ne nous rapproche pas pour autant d'une notion de région applicable au contexte brésilien. Il faut remarquer d'ailleurs que dans ce pays continental, les questions d'échelle revêtent une importance particulière lorsqu'il s'agit de saisir le concept de région.

ayant un statut fondamental. Après avoir constaté que le concept n'est pas consensuel chez les économistes - de même que chez les géographes, comme nous l'avons remarqué précédemment - l'auteur affirme : « Les termes de région ou de système socio-économique régional me paraissent pertinents dans la mesure où ils permettent de ne pas circonscrire le système régional à la seule sphère économique » (MATTEACCIOLI, 1993, p. 15). Cet auteur conçoit la région comme un système complexe, c'est-à-dire comme une organisation présentant des éléments structuraux et des éléments dynamiques, car il s'agit d'une réalité qui fonctionne et évolue dans la durée. L'approche systémique, selon l'auteur, est donc capable d'appréhender la complexité et la dynamique des régions⁹.

Dans cette ligne, MATTEACCIOLI (1993, p. 15) considère que l'analyse de ce qu'elle appelle *le noyau stable de la région* passe certes par les structures économiques matérielles : l'appareil de production et le fonctionnement du marché de l'emploi. Aussi importants sont, selon l'auteur, l'identité culturelle, la culture technique et le système de représentations, c'est-à-dire les moyens par lesquels on peut saisir la manière d'être des acteurs locaux et donc comprendre leurs rapports avec l'environnement¹⁰.

En conclusion

Loin d'envisager de faire un compte rendu des discussions sur le concept de région, notre objectif était de relever les éléments conceptuels pertinents vis-à-vis de la région que nous étudions. Rappelons que la préoccupation qui anime cette thèse n'est pas de définir conceptuellement la région, mais d'en examiner le dynamisme.

⁹ L'approche systémique apparaît comme une réponse critique à l'approche analytique, celle-ci ayant été jugée restreinte à l'analyse des structures relativement figées.

¹⁰ La plupart des travaux de MATTEACCIOLI s'insèrent dans la ligne de recherche sur les « milieux innovateurs » en Europe, développée par le GREMI (Groupe de Recherche Européenne sur les Milieux Innovateurs).

Nous avons affirmé précédemment qu'il n'y a pas consensus sur le concept de région dans la littérature. Et il ne serait pas intéressant pour nous de plonger dans cette polémique au-delà du point où nous sommes allés. Des problèmes se poseront toujours pour ceux qui sont chargés de trouver une définition de région. La discontinuité spatiale, l'enchevêtrement des zones, l'existence d'espaces de transition posent des difficultés pour la définition des critères les plus pertinents, ainsi que pour l'établissement de la « bonne dimension » des régions.

En égard aux objectifs de cette thèse cependant, les éléments conceptuels qui ont été évoqués dans cette section se révèlent suffisants pour l'étude de la région de Caxias do Sul.

Pour commencer, nous acceptons comme inhérent au concept de région son caractère imprécis. Il faut dire sans ambiguïté que c'est là une contrainte toujours présente dans les analyses des économies territoriales, sans pour autant les empêcher d'aller de l'avant.

Les notions de région évoquées dans cette section témoignent de l'importance que nous accordons aux rapports entre la société locale et son territoire. Selon nous, une bonne notion de région est celle qui tient compte des caractères des sociétés dans leurs rapports avec les lieux, c'est-à-dire un territoire qui est le résultat d'une combinaison entre l'espace physique et la culture des hommes qui y sont installés. Un système particulier de relations, doté d'un minimum de cohérence, ressort de cette situation. L'identité régionale est donc un élément substantiel du concept.

C'est là un point fondamental pour l'interprétation du dynamisme régional à Caxias do Sul, car il s'agit d'une région où la notion d'appartenance a joué un rôle prépondérant. Les relations entre l'homme et le territoire se sont construites à partir de l'arrivée des Italiens à la fin du XIX^e siècle. Les pionniers ont défriché la forêt pour occuper ce territoire, où ils ont implanté leur mode de vie importé d'Italie et adapté bien évidemment au milieu local. Ces gens étaient complètement démunis dans leur pays d'origine, tandis que dans cette région, ils disposaient de terres à cultiver. Le

sentiment d'avoir créé une réalité de leurs propres mains est à l'origine de leur attachement à la région. Le fait de pouvoir garder leur culture et de la transmettre aux nouvelles générations a lui aussi contribué au développement du sentiment d'appartenance régionale. Même si de nos jours tout cela a changé, on ne doit pas occulter l'importance des relations entre l'immigrant et son territoire dans la formation historique de la région, car des multiples particularités régionales sont issues de cette situation¹¹.

Voilà pourquoi nous avons besoin d'une notion de région qui considère, dans sa juste mesure, le regard des hommes sur le territoire, pour employer l'expression de FREMONT.

La discussion ci-dessus a mis également en relief l'idée que la région est une réalité mouvante et multidimensionnelle. Elle présente donc non seulement des aspects économiques et physiques, mais aussi des éléments culturels, historiques et sociologiques qui sont à la base de l'organisation humaine dans un espace régional. Selon nous, c'est là le résultat d'une prise en compte de la complexité des phénomènes régionaux, ainsi que de leur pluralité. Alors, pour une analyse régionale pertinente, il faut d'abord considérer que la région est en transformation permanente. Ensuite, il faut que cette transformation soit examinée dans ses multiples dimensions. Certes, on peut en privilégier éventuellement l'un ou l'autre aspect - et cela est tout à fait juste, car il n'est pas toujours possible de mener une analyse d'ensemble. Néanmoins, nous ne pouvons perdre de vue le contexte qui, lui, donne signification aux phénomènes particuliers.

En gardant cette idée à l'esprit, les aspects économiques du dynamisme régional à Caxias do Sul sont mis en relief car nous sommes convaincus qu'ils y jouent le rôle prépondérant. En effet, nous pensons que la connaissance des éléments économiques se révèle indispensable pour analyser la dynamique d'une région, car celle-ci s'organise "principalement en fonction des rapports de production qui unissent ou opposent les groupes

¹¹ L'arrivée des immigrants, les enjeux et les conséquences pour la région seront traités en II.1.

et les classes" (FREMONT, 1976, p.48)¹². De ce fait émerge leur prépondérance par rapport à d'autres éléments, dans le cadre de cette thèse. En conséquence, nous n'avons pas l'intention d'analyser de façon exhaustive les aspects culturels, historiques, sociologiques comme un anthropologue, un historien ou un sociologue le feraient. Pour autant, on prendra en compte ces éléments dans la mesure où ils contribuent à l'interprétation de certains faits à l'origine du dynamisme régional en question.

Cette démarche, qui constitue la toile de fond de notre étude, n'empêche absolument pas l'émergence de facteurs d'ordre non-économique pour expliquer ou interpréter un certain nombre de situations données, car la région n'est pas circonscrite à la seule sphère économique. Nous nous engageons donc à travailler sur une notion de région capable d'exprimer une réalité multiple et mouvante.

Au début de cette section, nous avons signalé que la région est un territoire exprimant un certain nombre de particularités, voire de spécificités. Autrement dit, la région est issue d'une combinaison spécifique entre l'organisation productive et les conditions du contexte (liens sociaux, valeurs culturelles, règles et conventions locales) qui la distingue des espaces voisins grâce à des caractères dominants. Son identification dépend donc de la découverte de ses particularités par rapport aux territoires voisins.

Selon GEORGE, P. (1970, p. 393) : « On réserve le terme région géographique à la désignation d'espaces de composition hétérogène, se distinguant par des caractères dominants, quelle que soit leur nature, des espaces voisins ». Il va de même pour MARKUSEN, A. (1987, p. 16-17), qui attribue un rôle important aux distinctions entre les régions : « Une région est une société territorialisée de façon contiguë, produite par l'histoire, dotée d'un environnement physique, d'un milieu socio-économique, politique et culturel tout à fait distinct d'autres régions ».

¹² « En fait, s'il est bien dommageable de considérer le jeu des forces économiques comme le seul déterminant des répartitions, il serait encore plus catastrophique pour la connaissance des régions de ne plus les prendre en compte du tout. Mieux, sans doute, convient-il de le privilégier ». (FREMONT, 1976, p. 48)

A ce point, on doit se demander quelle est la signification de cet élément conceptuel - la particularité, la différenciation, la singularité, l'originalité, la spécificité - pour l'analyse de la région de Caxias do Sul.

En dehors du fait que cette question trouvera sa réponse dans les chapitres qui suivent, nous pouvons évoquer ici quelques éléments indicatifs.

La particularité la plus forte de cette région tient au fait qu'elle est la « région-noyau » de la colonisation italienne dans l'Etat du Rio Grande do Sul, en même temps qu'elle s'est développée vers l'industrie dès le début de son histoire économique. Le processus d'industrialisation de cet état méridional revêt ici des caractéristiques singulières qu'on ne retrouve pas ailleurs. Soulignons que tout cela a commencé à partir de l'occupation de terres délaissées, présentant des contraintes géographiques importantes et situées loin des centres urbains. L'origine endogène de son développement est, pour dire l'essentiel, sa caractéristique remarquable.

I.2 - LES DECOUPAGES REGIONAUX DU RIO GRANDE DO SUL ET LA REGION DE CAXIAS DO SUL

I.2.1 - Le Brésil et ses grandes régions

Il est important de faire référence ici au cadre spatial brésilien, dont les dimensions sont une particularité. Avec une superficie de 8,5 millions de kilomètres carrés, le Brésil est un pays aux dimensions continentales qui le situent au cinquième rang mondial, occupant près de 21% du continent américain et 41% de l'Amérique latine (THERY, 1995, p.11). Cet « espace démesuré » - selon l'expression de THERY ¹³ - est un élément géographique qui contribue à la représentation mentale de l'espace que se font les Brésiliens. En conséquence, les distances s'inscrivent dans une échelle plus large, où la signification du kilomètre carré n'est pas la même qu'en Hollande, par exemple.

Rappelons que le Brésil est une République Fédérale, dont le découpage politico-administratif comprend 26 états, un district fédéral (Brasilia, la capitale) et environ 5.000 municipalités¹⁴. La carte ci-après permet de localiser les états brésiliens et leurs capitales, ainsi que les cinq grandes régions issues du regroupement des états.

Les cinq grandes régions du Brésil témoignent de la diversité géographique du pays, mais aussi des caractéristiques économiques, culturelles et démographiques de chacune d'elles. On a coutume de dire qu'il existe plusieurs pays dans un même Brésil. Le Sud-est et le Sud sont le cœur économique du pays, dominé par de grandes villes ; le Nordeste est la

¹³ « Si on imaginait de centrer sur Paris un espace comparable à celui qu'occupe le Brésil, il s'étendrait de la latitude de Trondheim (Norvège) à celle de Rabat, de la longitude du centre de l'Islande à celle de Varsovie » THERY, 1995, p.11.

¹⁴ Les municipalités brésiliennes correspondent grosso modo aux communes françaises. Les instances politico-administratives au Brésil sont : la nation (ou l'Etat fédéral), les états fédérés et les municipes. Nous utiliserons de préférence dans cette thèse le mot commune. Cependant, les termes *município* et *municipalité* pourront être employés pour désigner le niveau communal, bien que le mot *município*, dans la langue française, ne porte pas le même sens. Le *Petit Robert* signale : « *municipe* – cité, ville annexée par Rome et dont les habitants, sans avoir des droits politiques autres que locaux, jouissaient des droits civils de la citoyenneté romaine ».

Carte n° 1

Le Brésil: les cinq régions, les états et leurs capitales



Légende

Les régions

 Sud	 DF District Fédéral
 Sudeste	 Curitiba Capitale d'Etat
 Nordeste	 Paraná Etat
 Centre-Ouest	 Limites d'Etat
 Nord	 Frontières Internationales

Cartographie: Géog. Ivanira Falcade
Source: IBGE, 1999.

région à problèmes (avec la sécheresse et la pauvreté qui y sévissent) ; le Nord et le Centre-Ouest sont des espaces pionniers, sous-peuplés, mais qui ont été peu à peu intégrés à l'espace national¹⁵.

Au contraire des états, les cinq grandes régions n'ont pas un caractère politico-administratif, elles représentent un échelon intermédiaire entre le pays et les états. Elles sont donc issues d'un regroupement d'états, selon des critères physiques et géo-économiques établis par l'Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE). Les grandes régions permettent un aperçu général de l'espace national, une introduction à la connaissance de cet immense territoire. Dans le cadre de cette thèse, nous ferons souvent référence aux régions Sud et Sud-Est, car la partie la plus importante de l'industrie brésilienne y est localisée. Cependant, nous pensons que le tableau ci-dessous permet de mieux appréhender l'ensemble des régions, et de souligner leurs fortes inégalités.

Tableau n° 1

LES CINQ GRANDES REGIONS BRESILIENNES

Régions	Superficie en mille km ² (1)	Superficie %	Population (1)	Population %	PIB industriel (2) %	Taux d'urbani- sation (1)
NORD	3.864	45,4	12.893.561	7,6	4,0	69,8
NORDESTE	1.546	18,2	47.693.253	28,1	10,2	69,0
SUDESTE	925	10,9	72.297.351	42,6	61,9	90,5
SUD	578	6,8	25.089.783	14,8	21,5	80,9
C-OUEST	1.593	18,7	11.616.745	6,8	2,5	86,7
BRESIL	8.506	100	169.590.693	100	100	81,2

Sources : (1) Anuario Estatístico, IBGE, 2000

(2) Contas Regionais do Brasil, IBGE, 1999

¹⁵ Nous gardons en portugais le nom des régions Sud-Est et Nord-Est dans cette thèse. Nous sommes d'avis que ces deux régions incarnent des réalités marquantes et particulières dans le contexte brésilien, par conséquent il convient de les considérer comme des noms propres.

Constituée par les états de Rio de Janeiro, São Paulo, Minas Gerais et Espírito Santo, la région Sudeste est la plus développée du pays et représente la plus grande concentration économique de l'Amérique latine. Sa densité de population est la plus élevée du pays : 11% du territoire national sont occupés par 42,6% de la population totale (soit 78 habitants au kilomètre carré). Principale porte d'entrée du Brésil, elle abrite les deux plus grandes villes du pays, São Paulo (10.405.867 hab.) et Rio de Janeiro (5 851 914 hab.)¹⁶. La région Sudeste détient le taux d'urbanisation le plus élevé, avec 90,5% de sa population vivant dans les villes. Cœur industriel du Brésil, elle contribue à 62% du PIB industriel total.

Avec une superficie proche de celle de la France, la région Sud est la moins vaste des cinq régions brésiliennes. Formée par les états de Paraná, Santa Catarina et Rio Grande do Sul, sa densité démographique se situe aux environs de 43 habitants au kilomètre carré, et son taux d'urbanisation est de 81%. Frontalière avec trois pays (Argentine, Paraguay et Uruguay), on y note partout une forte influence européenne, conséquence notamment des vagues d'immigration du XIX^e siècle. Les immigrants se sont consacrés d'abord à l'agriculture, puis à l'industrie, en passant par le commerce dans la plupart des cas, et leurs traditions et coutumes ont conféré à cette région un caractère différent du reste du pays.

Les métropoles du Sud sont Curitiba (1 586 848 hab.) et Porto Alegre (1 360 033 hab.). Capitale de l'Etat du Rio Grande do Sul, cette dernière est au cœur d'une agglomération métropolitaine à la fois industrielle et de services qui abrite une population de 3 655 834 habitants. La troisième grande ville de la région Sud est la capitale de l'état de Santa Catarina, Florianopolis (341 781 hab.), située sur l'île de Santa Catarina.

¹⁶ Données de 2000, IBGE, *Anuario Estatístico do Brasil*. En considérant la région métropolitaine de São Paulo, la population atteint 17.834.664 hab. Il en va de même pour l'agglomération urbaine de Rio de Janeiro, avec 10.872.768 hab.

En termes de développement industriel, la région Sud occupe le deuxième rang, avec une participation de 21,5% au PIB industriel du Brésil (tableau n°1).

I.2.2 - L'Etat du Rio Grande do Sul

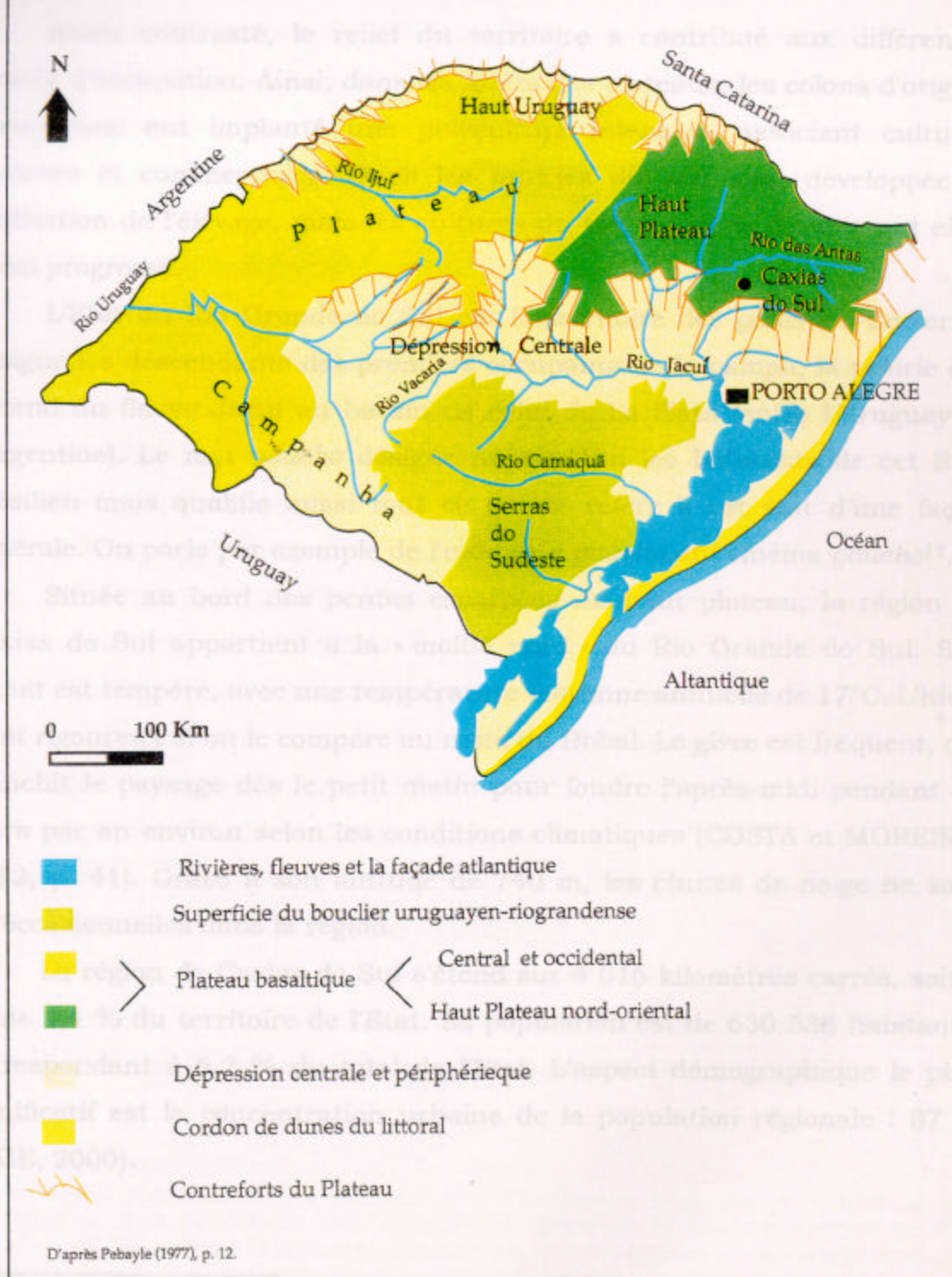
Dans l'extrême sud de cette région, et donc du Brésil, se situe l'Etat du Rio Grande do Sul, qui s'étend sur 3,32 % du territoire brésilien. A titre de comparaison avec les pays européens, la superficie de cet état correspond à celle de l'ancienne l'Allemagne Occidentale ou encore à trois fois celle du Portugal (COSTA et MOREIRA, 1982, p. 7). La moitié de ses frontières se partage entre l'Uruguay et l'Argentine, l'autre correspond à l'océan Atlantique et à l'état de Santa Catarina.

Le Rio Grande do Sul est traversé par le 30^{ème} parallèle sud. Il est donc situé entre la zone tempérée et la zone tropicale, et son climat est un climat de transition. De ce fait, il est influencé par des masses d'air chaud comme par des masses d'air froid. Cet Etat méridional compte parmi les rares au Brésil à connaître quatre saisons bien distinctes. Grâce à cela, l'adaptation des immigrants européens, dont on a parlé précédemment, s'est faite sans problèmes. Les conditions climatiques régionales auxquelles ils étaient accoutumés ont favorisé le développement de cultures traditionnellement pratiquées par ces individus.

Le Rio Grande do Sul présente des plateaux basaltiques au nord et des prairies de base rocheuse cristalline au sud. Ces deux milieux sont séparés par la "dépression centrale", une zone relativement plate qui s'étend de l'est à l'ouest et où coulent des grands fleuves (carte n°2). La forme de relief la plus répandue est la *coxilha*, une sorte de butte peu élevée d'une longue déclivité. On n'y trouve pas des véritables montagnes. Les points les plus élevés du territoire se trouvent dans le nord-est de l'Etat, et constituent l'extrémité de la chaîne de montagnes *Serra Geral*, qui s'étend de l'Etat du Parana jusqu'au nord du littoral du Rio Grande do Sul, fortement escarpé. Le point culminant

Carte n° 2

Croquis géomorphologique du Rio Grande do Sul



de l'Etat est à 1.500 m d'altitude et est situé près de la frontière de Santa Catarina.

Assez contrasté, le relief du territoire a contribué aux différentes formes d'occupation. Ainsi, dans les forêts des plateaux, les colons d'origine européenne ont implanté une polyculture intensive, associant cultures vivrières et commerciales. Dans les prairies du sud s'est développée la civilisation de l'élevage, mais les cultures du blé, du riz et du soja ont elles aussi progressé.

L'Etat du Rio Grande do Sul est le territoire des *gaúchos*. Ce terme désigne les descendants des premiers occupants de la pampa, la prairie qui s'étend du fleuve Jacuí au bassin de celui de La Plata (entre l'Uruguay et l'Argentine). Le mot *gaúcho* désigne aujourd'hui les habitants de cet Etat brésilien mais qualifie aussi tout ce qui se réfère à cet état d'une façon générale. On parle par exemple de l'industrie *gaúcha*, du cinéma *gaúcho*¹⁷.

Située au bord des pentes escarpées du haut plateau, la région de Caxias do Sul appartient à la « moitié nord » du Rio Grande do Sul. Son climat est tempéré, avec une température moyenne annuelle de 17°C. L'hiver y est rigoureux si on le compare au reste du Brésil. Le givre est fréquent, qui blanchit le paysage dès le petit matin pour fondre l'après-midi pendant 30 jours par an environ selon les conditions climatiques (COSTA et MOREIRA, 1982, p. 41). Grâce à son altitude de 740 m, les chutes de neige ne sont qu'occasionnelles dans la région.

La région de Caxias do Sul s'étend sur 4 016 kilomètres carrés, soit à peine 1,4 % du territoire de l'Etat. Sa population est de 630 538 habitants, correspondant à 6,2 % du total de l'Etat. L'aspect démographique le plus significatif est la concentration urbaine de la population régionale : 87 % (IBGE, 2000).

¹⁷ A titre de curiosité, ce mot existe dans la langue française. Le dictionnaire *Le Petit Robert* le définit comme « mot espagnol tiré de l'araucan ou du quichua : *camarade*, cavalier chargé de surveiller les troupeaux des bovins dans la pampa ».

I.2.3 - Les découpages de l'Etat du Rio Grande do Sul

En dépit de la complexité du sujet et de la polémique toujours vive à propos des régionalisations, il est possible d'en envisager trois types, à savoir les découpages régionaux à caractère officiel, à finalité administrative et ceux issus de recherches spécifiques.

a) Les découpages régionaux à caractère officiel

Cette catégorie regroupe les régionalisations élaborées par un institut reconnu dans un but notamment statistique. L'Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques (IBGE)¹⁸ a publié en 1968 la « *Divisão do Brasil em microrregiões homogêneas* » (Répartition du Brésil en Microrégions Homogènes), qui remplaçait l'ancienne division en régions naturelles (*zonas fisiográficas*), de 1945.

A l'occasion de la création des 361 microrégions homogènes (1968), le Brésil comptait 22 états fédérés, 4 territoires et le district fédéral. Ce modèle de répartition du territoire visait à exprimer la réalité socio-économique du pays en prenant pour base le recensement démographique de 1960 et les statistiques agricoles et industrielles de 1965. La microrégion homogène est un regroupement de municipes organisés en fonction d'une certaine homogénéité de la production prenant en compte la combinaison des facteurs physiques, sociaux et économiques à la fois.

En 1986, le modèle des microrégions homogènes a été revu en raison de la création des états de Mato Grosso, Mato Grosso do Sul et Rondonia, sans pour autant subir de transformations essentielles.

¹⁸ Institution subordonnée au Ministère de la Planification et du Budget, l'IBGE est une fondation de droit privé ayant pour objectif « la recherche, la production, l'analyse et la diffusion d'informations et d'études statistiques, géographiques, socio-économiques, de l'environnement et des ressources naturelles, envisageant la connaissance de la réalité physique, humaine, économique et sociale en relation avec les programmes de développement du pays ». L'IBGE coordonne le Système Statistique National (SEN), intégré par les organisations chargées de la production d'informations dans tout le pays.

Ce n'est qu'en 1989 qu'une reformulation du modèle a été engagée par les analystes de l'IBGE. Le pays ayant subi des mutations importantes au niveau de l'organisation socio-économique¹⁹ comme au niveau institutionnel avec la création de nouveaux états, la répartition régionale existante s'est révélée dépassée. Ainsi, issue de nouvelles études, la « *Divisão do Brasil em Meso e Microrregiões Geográficas* » (Répartition du Brésil en Meso et Micro-régions Géographiques), publiée en 1990, est censée exprimer la réorientation de la structure productive dans chaque partie du territoire national. Les microrégions sont identifiées selon deux grands axes : la structure de production agricole et industrielle d'une part, et l'interaction spatiale qui donne lieu à des aires d'influence des centres sous-régionaux d'autre part.

¹⁹ Les courants migratoires du sud et sud-est vers le centre-ouest, ainsi que du nord-est vers la région Nord, ont introduit des modifications dans le cadre régional. Des grands projets d'investissement, comme Carajas dans l'état de Para, ont altéré le cadre économique, démographique et culturel de certaines portions du territoire. Pour les régions Sud et Sudeste, les grandes transformations ont été causées d'un côté par une industrialisation intensive en main d'œuvre, ce qui a attiré les populations vers les grandes villes, mais aussi vers des villes moyennes. De l'autre côté, l'expansion des cultures d'exportation, comme celle du soja, a occupé des espaces autrement utilisés par des cultures diversifiées ou par l'élevage bovin.

Carte n° 3

Le Rio Grande do Sul: microrégions géographiques de l'IBGE



Légende

Les microrégions (IBGE)

- | | |
|--|--------------------------------|
| 308 - Porto Alegre | 320 - Alto Camaquã |
| 309 - Colonial da Encosta da Serra Geral | 321 - Campanha |
| 310 - Litoral Setentrional do Rio Grande do Sul | 322 - Triticulora de Cruz Alta |
| 311 - <u>Vinicultora de Caxias do Sul</u> | 323 - Colonial das Missões |
| 312 - Colonial do Alto Taquari | 324 - Colonial de Santa Rosa |
| 313 - Colonial do Baixo Taquari | 325 - Colonial de Irai |
| 314 - Fumicultora de Santa Cruz do Sul | 326 - Colonial de Erechim |
| 315 - Vale do Jacuí | 327 - Colonial de Ijuí |
| 316 - Santa Maria | 328 - Passo Fundo |
| 317 - Lagoa dos Patos | 329 - Colonial do Alto Jacuí |
| 318 - Litoral Oriental da Lagoa dos Patos | 330 - Soledade |
| 319 - Lagoa Mirim | 331 - Campos de Vacaria |

L' hiérarchie urbaine

- Métropole régionale
- Ville secondaire de premier ordre
- Ville secondaire de deuxième ordre

Cartographie: Géog. Ivanira Falcade
Source: IBGE, 1990.

Le modèle de régionalisation de 1990, qui propose 558 microrégions géographiques brésiliennes, est actuellement en vigueur. C'est sur lui que nous nous basons pour établir les limites physiques sur lesquelles nous centrons notre recherche. Le modèle a créé des niveaux intermédiaires entre les états et les microrégions : les mesorégions, au nombre de 137. L'Etat du Rio Grande do Sul compte 24 microrégions géographiques présentées dans la carte n°3. La région de Caxias do Sul appartient à la mesorégion dite « nord-est rio-grandense », dont elle est le pôle centralisateur/irradiant. Nous reviendrons sur la caractérisation de la région en fin de section.

b) Les découpages régionaux à finalité administrative

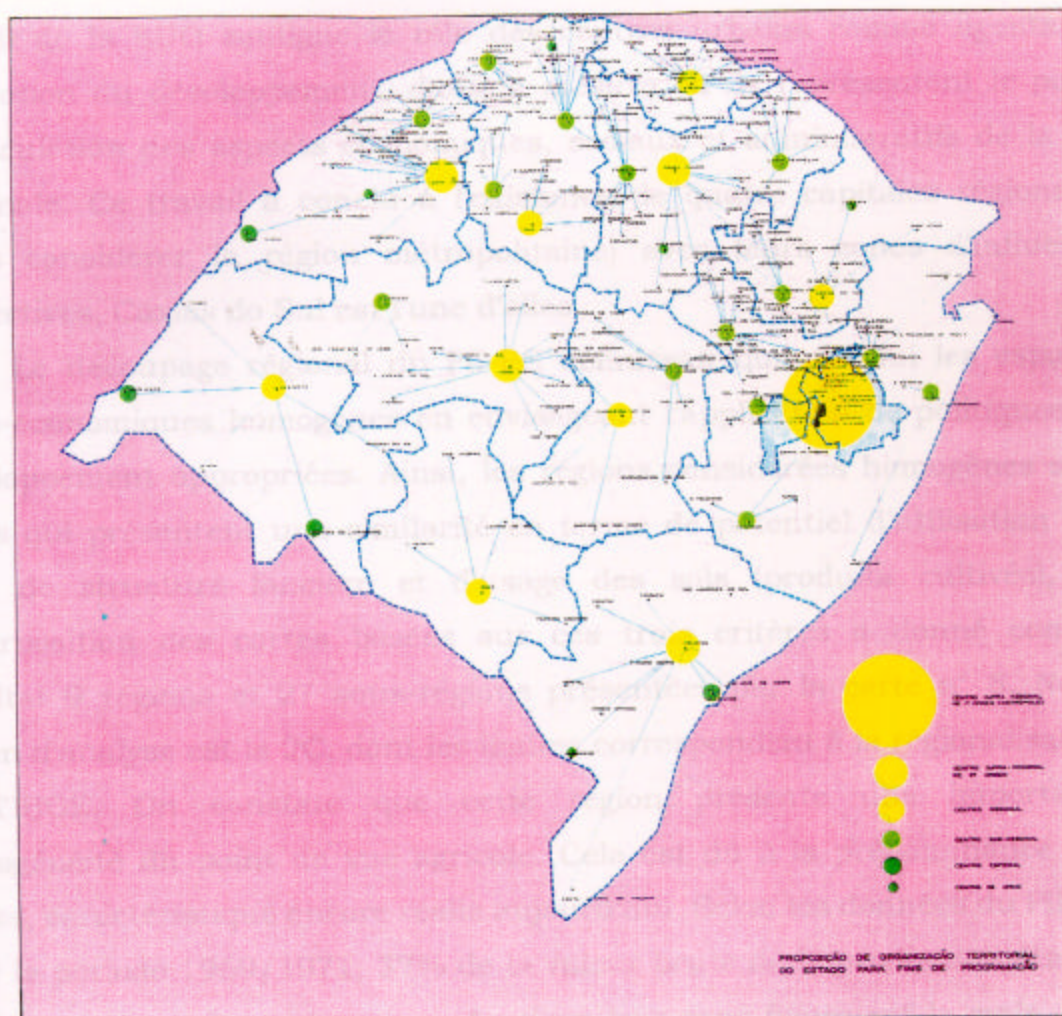
Pour organiser l'application des politiques sectorielles, les diverses instances de l'administration publique du Rio Grande do Sul ont élaboré des découpages régionaux, notamment au cours des années 70. C'était la période où les modélisations économétriques et les statistiques appliquées servaient aux diverses techniques de planification, fort à la mode à l'époque.

Selon l'inventaire réalisé par MESQUITA (1984), on retrouve des découpages régionaux même avant cette période. Le Plan Routier du Rio Grande do Sul réalisé en 1937 par le DAER (*Departamento Autônomo de Estradas de Rodagem*, chargé de la planification routière) en est une illustration. Sa finalité étant l'amélioration des routes existantes et la création de liens de communication entre les zones de production et celles de consommation, le plan du DAER s'est limité à ses objectifs, sans présenter de conséquences importantes.

Les découpages régionaux à finalité administrative les plus significatifs sont sans doute ceux du SDO (*Secretaria de Desenvolvimento e Obras*, chargé du développement et de l'aménagement du territoire), de 1974, et celui du PII-RS (*Plan d'investissements intégrés pour le secteur agricole*, élaboré par des consultants à la demande du gouvernement de l'Etat du Rio Grande do Sul), de 1975.

Carte n° 4

Découpage pour la planification régionale et urbaine de l'Etat du Rio Grande do Sul



Source: Secretaria do Desenvolvimento Regional e Obras Públicas, 1974.

Destiné à contribuer à la planification régionale et urbaine de l'Etat, le premier conçoit la régionalisation comme un ensemble d'espaces structurés selon une fonctionnalité particulière. Ce découpage, illustré par la carte n°4, est basé sur une hiérarchie des villes en fonction des activités tertiaires, y compris l'administration publique. Partant du concept de région polarisée, le travail de la SDO souligne le rôle des centres urbains comme agents de promotion du développement, dans la mesure où ils représentent le point d'articulation des aspects économiques, sociaux et administratifs de la vie régionale. Ce travail a conclu à l'existence de quatre capitales régionales (sans considérer la région métropolitaine) avec leurs zones d'influence respectives. Caxias do Sul est l'une d'elles.

Le découpage régional du PII-RS définissait quant à lui les espaces socio-économiques homogènes en envisageant l'application de politiques de développement appropriées. Ainsi, les régions considérées homogènes sont celles qui présentent une similarité en terme de potentiel d'utilisation des sols, de structure foncière et d'usage des sols (produits cultivés). La superposition des cartes basées sur ces trois critères a donné comme résultat 9 régions et 27 sous-régions présentées par la carte n° 5. Notre région d'analyse est la 2C, dont les limites correspondent à la régionalisation de l'IBGE. On constate que cette région présente une importante homogénéité du point de vue agricole. Cela est dû à la prédominance des vignes, caractéristique encore réelle aujourd'hui. Selon les données du PII-RS pour la période 1969/1971, 37% de la valeur brute de la production étaient générés par la culture du raisin. Au deuxième rang figuraient le maïs et le blé, avec 10% respectivement.

La régionalisation agricole du Secrétariat à l'Agriculture de l'Etat du Rio Grande do Sul, élaborée en 1975, mérite référence. En travaillant sur des variables de volume, de valeur et de densité de production, cette étude a constaté l'existence de quatre types de régions agricoles, à savoir :

- région agricole traditionnelle
- région agricole traditionnelle basée sur un seul produit de commercialisation
- culture agricole traditionnelle et élevage en évolution vers l'agriculture commerciale
- élevage commercial et culture du riz.

Carte n° 5

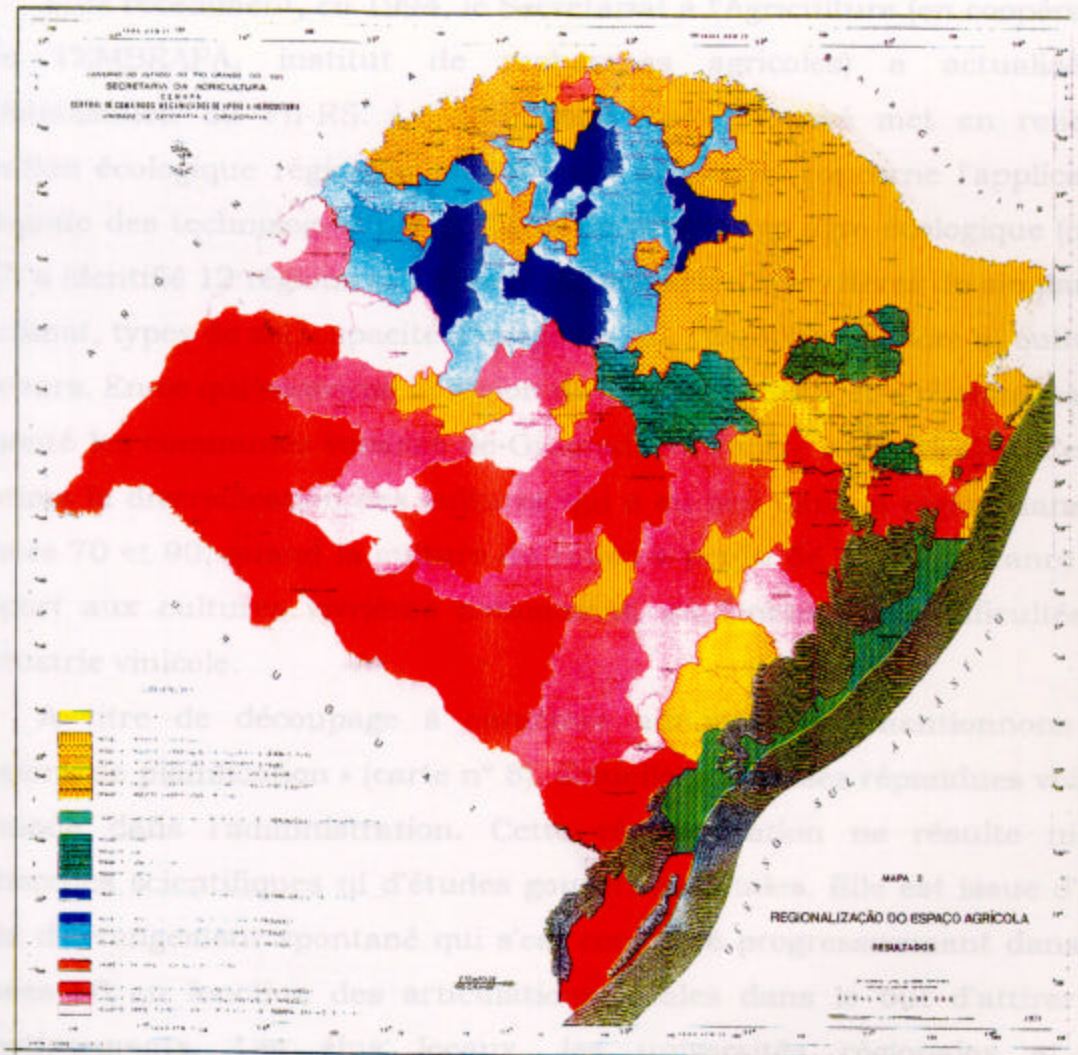
Découpage du Plan d'Investissements Intégrés pour le Secteur Agricole



Source: Secretaria de Coordenação e Planejamento & Secretaria da Agricultura, 1975.

Carte n° 6

Régionalisation Agricole du Rio Grande do Sul



Source: Secretaria da Agricultura, 1975.

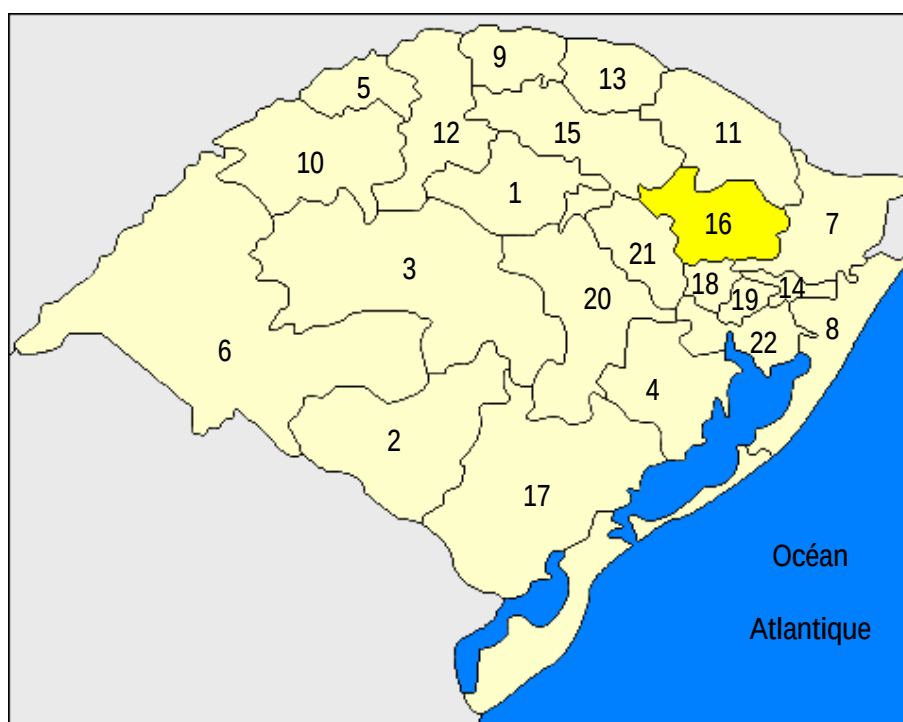
La carte n° 6 illustre cette régionalisation et montre en particulier que la région de Caxias do Sul présente une unité en ce qui concerne les aspects agricoles. Cela renforce le constat cité plus haut selon lequel la prédominance des vignobles fait de cet espace une région fortement distincte des autres.

Plus récemment, en 1994, le Secrétariat à l'Agriculture (en coopération avec l'EMBRAPA, institut de recherches agricoles) a actualisé la régionalisation du PII-RS. Le découpage alors proposé met en relief la vocation écologique régionale, notamment en ce qui concerne l'application adéquate des technologies par culture. Ce découpage agro-écologique (carte n° 7) a identifié 12 régions et 24 sous-régions selon les critères de similarités de climat, types de sol, capacité d'usage du sol, structure foncière et cultures en cours. En ce qui concerne la région de Caxias do Sul, cette régionalisation a ajouté les communes voisines de Gramado et Canela non viticoles. Ce fait exprime la diversification des cultures qui a eu lieu dans la région dans les années 70 et 90, quand la culture du raisin a perdu de son importance par rapport aux cultures vivrières notamment, en fonction des difficultés de l'industrie vinicole.

A titre de découpage à caractère administratif, mentionnons les « régions de planification » (carte n° 8), actuellement assez répandues voire à la mode dans l'administration. Cette régionalisation ne résulte ni de recherches scientifiques ni d'études gouvernementales. Elle est issue d'une sorte d'arrangement spontané qui s'est constitué progressivement dans les années 80 en fonction des articulations locales dans le but d'attirer les investissements. Les élus locaux, les universités régionales et les représentants des associations de communes en sont les agents principaux. Marqué donc avant tout par des influences politiques, ce découpage vise la spatialisation des investissements, raison pour laquelle il est utilisé par le Secrétariat de la Planification de l'Etat du Rio Grande do Sul. Chargé de l'élaboration des plans d'investissement publique, cet organisme prend en compte les régions de planification comme référence territoriale pour ses

Carte n° 8

Les régions de planification de l'Etat du Rio Grande do Sul (COREDES)



Légende

- | | |
|----------------------|-------------------------------|
| 1 Alto Jacuí | 12 Nordeste Colonial |
| 2 Campanha | 13 Norte |
| 3 Central | 14 Paranhana Encosta da Serra |
| 4 Centro-Sul | 15 Produção |
| 5 Fronteira Noroeste | 16 <u>Serra</u> |
| 6 Fronteira Oeste | 17 Sul |
| 7 Hortênsias | 18 Vale do Caí |
| 8 Litoral | 19 Vale do Rio dos Sinos |
| 9 Médio Alto Uruguai | 20 Vale do Rio Pardo |
| 10 Missões | 21 Vale do Taquari |
| 11 Nordeste | 22 Porto Alegre |

Cartographie: Géog. Ivanira Falcade

Source: FEE, 2001.

actions. Egalement adopté par les Conseils Régionaux de Développement²⁰, ce découpage semble correspondre à ce que certaines régions souhaitent devenir, mais pas forcément à ce qu'elles sont en réalité. Autrement dit, en privilégiant les articulations politiques locales, les « régions de planification » ne considèrent pas les aspects géographiques et économiques dans toute leur importance, c'est-à-dire comme éléments formateurs de la réalité régionale. Toutefois, il nous semble que ces régions présentent une valeur indicative dans la mesure où elles expriment des relations qui se développent dans les territoires, même si cela ne suffit pas pour attribuer à ce découpage une fiabilité suffisante pour le prendre en compte dans cette thèse.

Une remarque s'impose à ce propos. Malgré les défaillances des « régions de planification », la région de Caxias do Sul ne perd pas son identité, elle se révèle être au contraire le pôle coordinateur des intérêts politiques des 31 communes qui constituent la région Serra (n° 16 sur la carte n° 8).

En privilégiant l'urbanisation, on trouve plus récemment une régionalisation à caractère administratif qui découpe l'Etat du Rio Grande do Sul en « agglomérations urbaines », dont le concept exprime une vastitude qui le rend insaisissable. Une agglomération urbaine est « un ensemble de municipes appartenant à la même communauté socio-économique, visant la réalisation de la planification intégrée, l'organisation de l'usage du sol et l'application de politiques d'intérêt commun ». Cette régionalisation a été menée en 1992 par le Secrétariat à la Planification Territoriale, en coopération avec le CEDU/CODEL, suite à une détermination de la Constitution de l'Etat du Rio Grande do Sul (1989). L'objectif des « agglomérations urbaines » est de coordonner le plan et l'exécution des politiques publiques communes aux municipes qui en font partie. Pour l'essentiel, elles ont été conçues comme des instances régionales de gestion

²⁰ Les COREDES sont des regroupements constitués de représentants régionaux en charge de faire remonter les demandes émanant des agents locaux au conseil de l'Etat du Rio Grande do Sul. Ces représentants sont désignés par la municipalité, les associations de classe patronales et éventuellement par les salariés.

des ressources publiques, en même temps qu'elles doivent proposer les priorités régionales aux niveaux supérieurs de décision.

En ce qui nous concerne, l'agglomération urbaine du nord-est de l'Etat (AUNE) est constituée de 10 communes, dont 7 appartiennent à notre région d'analyse. Les communes de Veranópolis et de Antonio Prado ne sont pas prises en compte par l'AUNE. Même si le concept n'est pas précis et si les résultats de son application sont discutables, le découpage des agglomérations urbaines du Rio Grande do Sul démontre la forte identité de la région de Caxias do Sul, son importance démographique et le rôle de capitale régionale de la ville du même nom.²¹

c) Les découpages régionaux issus de recherches spécifiques

Dans ce troisième groupe, nous classons les divisions régionales effectuées selon les besoins de recherches particulières, individuelles ou de groupe, au sein de l'université ou d'autres institutions de recherche publiques ou privées. Parce qu'ils visent des objectifs peut-être moins ambitieux, ces découpages sont issus de réflexions plus ouvertes. Le fait d'être moins limités par des contraintes d'ordre politico-administratif leur confère un caractère spéculatif plus accentué. Les résultats peuvent donc être plus riches et plus porteurs malgré les difficultés qui peuvent survenir lors de leur application, notamment en ce qui concerne la compatibilité des données.

On imagine aisément que les exemples de ce type de régionalisation sont nombreux. Pour la plupart d'entre eux toutefois, il s'agit de découpages à finalité agricole comme le montre MESQUITA (1984, p. 121 et suivantes), ce qui ne correspond pas au thème de cette thèse. En dépit de cette prépondérance, nous avons choisi deux exemples non agricoles susceptibles d'enrichir la discussion en cours.

²¹ Une évaluation démographique et économique sur l'AUNE est présentée par BORBA, S. (1999).

Ainsi, NEVES (1971)²² présente une division régionale du Rio Grande do Sul selon la capacité de centralisation des villes moyennes. Sa recherche propose une hiérarchie urbaine dont le centre principal est bien évidemment Porto Alegre et sa région métropolitaine. Au deuxième rang figurent les villes de Santa Maria, Passo Fundo, Caxias do Sul et Pelotas²³. Des centres urbains de troisième ordre ont été identifiés dans les « champs de forces » qui entourent les quatre villes qualifiées de « capitales régionales ». Le travail de NEVES définit la région comme l'aire d'influence de chaque ville, c'est-à-dire la zone affectée par les effets de polarisation des villes moyennes. Il s'agit ici d'une notion de région qui privilégie nettement les facteurs urbains, sans considérer que la région pouvait être une entité plus complexe, où le monde agraire et ses relations avec les villes jouent un rôle parfois essentiel. En outre, l'activité industrielle n'y est pas mise en relief, tandis que l'on connaît sa force d'attraction et son importance pour le développement régional.

La régionalisation proposée par COSTA, R.H. (1983)²⁴ part des relations centre-périphérie et s'inspire du travail de BECKER (1972). Le processus de développement économique et la diffusion du progrès capitaliste en sont les axes principaux. Selon l'auteur, il ne s'agit pas d'une analyse « dualiste » qui éloignerait les deux sphères : un centre diffuseur de développement et une périphérie archaïque. Au contraire, « ce sont des aires fortement reliées entre elles, exprimant le caractère inégal et combiné du développement capitaliste, tant au niveau local qu'au niveau international ». (COSTA et MOREIRA, 1982, p. 105). Selon cette approche, la région est le résultat du processus d'accumulation capitaliste, générateur d'inégalités par essence. C'est ainsi que l'auteur reconnaît quatre régions dans le Rio Grande

²² Gervasio NEVES est professeur de l'Institut de Géographie de l'Université Fédérale du Rio Grande do Sul, et a occupé le poste de directeur régional de l'IBGE.

²³ La caractérisation de ces villes comme capitales régionales dans l'état du Rio Grande do Sul a été confirmée, en 1994, par la Fundação de Economia e Estatística (FEE), à travers une étude sur le réseau urbain du Rio Grande do Sul (BREITBACH, 1997)

²⁴ M. R. H. da COSTA est professeur de géographie à l'Université Fédérale de Santa Maria, Rio Grande do Sul.

do Sul (carte n° 9), fondées sur leur mode particulier d'insertion dans le système de production :

1. *le centre irradiant-concentrateur* est constitué par la région métropolitaine de Porto Alegre, centre démographique, économique et politique ;

2. *la périphérie dynamique* fondée sur l'industrie, où l'on retrouve également une activité agro-industrielle importante, une production laitière et de fruits et légumes significative. Cette périphérie dynamique est organisée autour de la capitale régionale Caxias do Sul ;

3. *la périphérie à développement lent*, très diversifiée en termes d'activité économique. Elle peut être divisée en deux sous-espaces : région d'élevage extensif (zones des prairies et du plateau) et région de petites et moyennes exploitations agricoles basées sur le blé et le soja.

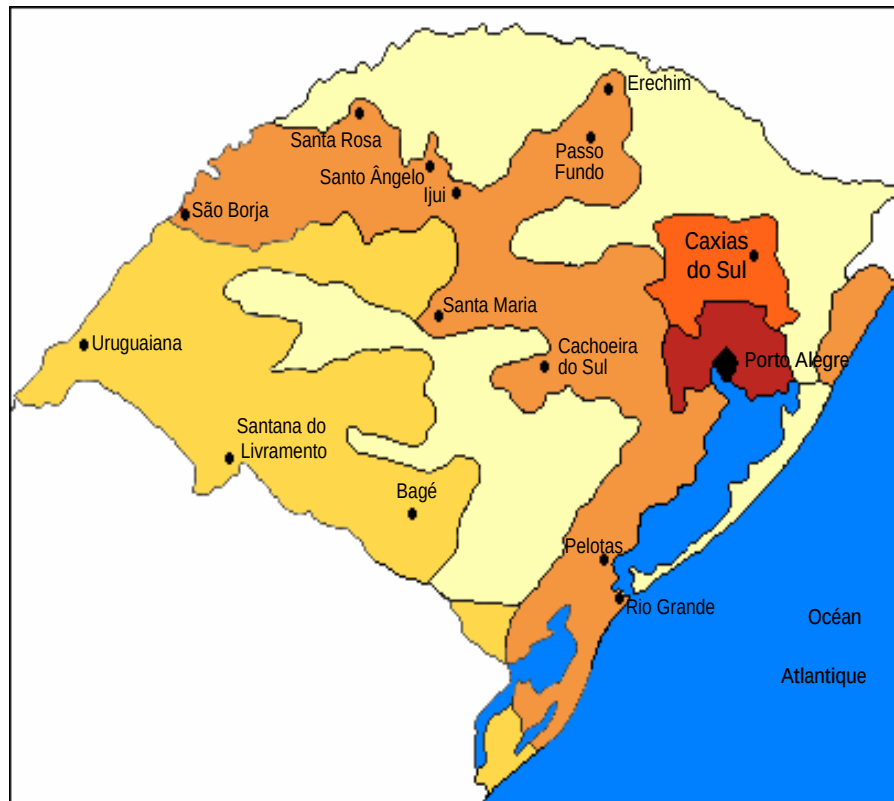
4. *la périphérie en détresse*, qui présente un solde démographique négatif et un déclin important en termes économiques.

L'intérêt de la régionalisation du Rio Grande do Sul proposée par COSTA est de permettre une compréhension globale du dynamisme économique dans l'espace. D'un côté, ce découpage nous donne une idée générale de chaque région. De l'autre cependant, il n'est pas suffisant pour mettre en relief la réalité particulière de chacune d'entre elles. La région s'expliquant par une « logique d'ensemble » visiblement centrée sur l'ordre économique, les régions de COSTA ne peuvent s'exprimer dans toute leur richesse.

Cependant, et en acceptant l'hypothèse qui consiste à privilégier la sphère économique, il aurait fallu prendre en compte les relations entre les régions *gauchas* et les autres espaces, que ceux-ci soient situés au Brésil ou à l'étranger. Selon nous, la régionalisation de COSTA est un système fermé à l'intérieur des frontières politico-administratives du Rio Grande do Sul. Or, on connaît l'importance des flux et des échanges inter-régionaux comme facteur d'insertion d'une région dans le système de production. L'analyse en termes de centre-périphérie trouve ici une de ses faiblesses. Du point de vue

Carte n° 9

Régionalisation de l'Etat du Rio Grande do Sul selon l'approche Centre-Périphérie



Légende

- Centre irradiateur - concentrateur
- Périphérie dynamique
- Périphérie à développement lent (petites et moyennes propriétés)
- Périphérie à développement lent (zone d'élevage extensif)
- Périphérie em détresse

Cartographie: Géog. Ivanira Falcade
Source: COSTA et MOREIRA, 1982, p. 106.

de l'industrie, la région de Caxias do Sul ne peut être considérée comme une périphérie de la région métropolitaine, comme le propose COSTA. Cette région entretient davantage de relations économiques avec le cœur industriel du Brésil et avec l'étranger qu'avec Porto Alegre. En tout état de cause, la régionalisation de COSTA confirme le fait que la région de Caxias do Sul est un important pôle dynamique de l'état, même si elle est considérée comme *périphérique*.

Au terme de cette synthèse, qui ne se veut pas exhaustive, on constate la diversité des découpages régionaux, tant à finalité administrative qu'à caractère officiel ou spécifique. L'idée principale qui se dégage de cet ensemble concerne l'identité de la région de Caxias do Sul. Les régionalisations examinées ci-dessus ne se contredisent pas sur l'unicité de la région. Nous remarquons que dans la plupart des exemples mentionnés, les limites territoriales sont somme toute variables pour l'ensemble de l'Etat, tandis que les contours de la région de Caxias ne changent pas de manière significative. En outre, on constate de façon générale l'importance de Caxias do Sul comme capitale régionale et comme pôle dynamique dans le cadre du Rio Grande do Sul.

Même située à 130 kilomètres de la région métropolitaine de Porto Alegre – une distance courte pour le Brésil –, la région de Caxias ne paraît pas subir l'effet d'étouffement de la capitale. On remarque également la proximité de la Vallée du Sinos, importante région industrielle du secteur du cuir et de la chaussure, qui n'ébranle pas l'identité de Caxias²⁵. Il en va de même pour le pôle touristique Gramado-Canela, qui s'est développé sans affecter l'identité régionale de Caxias do Sul. Autrement dit, la juxtaposition avec des espaces dynamiques semble contribuer au renforcement des particularités régionales de Caxias do Sul plutôt que de les dissoudre, comme on le croit souvent. En allant plus loin, on observe un élargissement de l'aire d'influence de la région, au-delà des limites strictes de la définition de l'IBGE. On ne

²⁵ La région industrielle de la Vallée du Sinos sera analysée en IV, « Comparaison avec une région spécialisée ».

peut ignorer aujourd'hui les flux de main-d'œuvre des environs vers la région de Caxias (originaires notamment de la Vallée du Sinos et de la région métropolitaine), ni l'étendue territoriale de certaines branches industrielles (comme le meublier à Gramado et Canela). Les effets du dynamisme régional s'expriment non seulement par des données intrarégionales, mais aussi par le déploiement des activités sur les zones voisines.

Les effets d'entraînement renforcent l'unité de cet espace régional. Bien que la diffusion du dynamisme puisse donner l'impression d'un élargissement de la région, nous sommes d'avis que cela ne correspond pas à la réalité actuelle. Notons que le noyau dynamique, celui qui est responsable des mouvements majeurs du développement, se situe dans les communes de Caxias do Sul, Bento Gonçalves, Farroupilha, Flores da Cunha, Carlos Barbosa et autres, toutes localisées dans la région de l'IBGE (carte n° 3). C'est la raison pour laquelle nous centrons notre intérêt sur la région-noyau. Ce faisant, nous ne négligeons pas l'étendue des échanges avec d'autres espaces, bien évidemment.

Dans notre conception de région, il n'y a pas que les aspects économiques qui comptent ; nous considérons également l'histoire, la culture, l'idée que la région se fait d'elle-même. En dépit du fait que ses limites physiques ne sont pas rigides, la région de Caxias do Sul, en tant qu'espace géographique, possède une identité qui lui est propre. Celle-ci est reconnue nettement dans la région, par les habitants - dont une partie considérable descend des immigrants italiens - mais aussi dans l'Etat du Rio Grande do Sul et même au-delà. La région de Caxias *existe* en tant que telle, elle ne se confond pas avec d'autres espaces.

Nous sommes là en face d'une perception mentale de région. En suivant BAILLY (1982), on peut dire que le concept de région passe par la représentation mentale qui s'en font les habitants. L'identité régionale est fondée largement sur l'aspect subjectif, bien que celui-ci soit moins souvent abordé et plus difficile de saisir. Associé d'une certaine manière à la conception d'espace vécu de FREMONT dont nous avons parlé

précédemment, l'aspect subjectif de la région révèle l'importance des images mentales que se font les gens de leur espace de vie (BAILLY, 1982). Nous pensons que pour la définition de la région de Caxias do Sul, il faut prendre en compte cette dimension subjective car elle contribue largement à la constitution de cet espace comme entité géographique. L'idée que les gens se font de cette région, et l'idée qu'ils transmettent aux autres, fait partie de l'imaginaire collectif du *gaúcho* (et même des habitants des autres états du sud du Brésil), attaché à son histoire et à sa culture.

Pour conclure, nous pensons avoir montré au cours des considérations précédentes que le découpage de l'IBGE pour la région de Caxias do Sul correspond largement à ce dont nous avons besoin. Ce découpage prend en compte l'essentiel sous le point de vue de notre recherche. Il s'agit en outre d'un travail à caractère officiel fondé sur les données les plus fiables au Brésil et sur une méthode rigoureuse appliquée sur l'ensemble du territoire du pays. A notre avis, il ne serait pas pertinent d'adopter une autre régionalisation²⁶ ni d'en créer une, dans la mesure où celle de l'IBGE répond davantage aux critères que nous posons pour mener à bien notre recherche.

I.2.4 - Présentation de la région de Caxias do Sul

Une remarque s'impose en ce qui concerne l'identification des communes de la région de Caxias do Sul. La modification de la composition de la région selon la période considérée rend en effet difficile l'étude de son évolution à travers les données statistiques ; avec la création de nouvelles communes notamment, il est par exemple pratiquement impossible de retenir la même composition entre 1970 et 1996.

²⁶ Autres propositions de découpages régionaux (comme celui des « régions de planification » ou celui de l'AUNE) y ajoutent un nombre variable de communes voisines. Cela rend plus large la région mais ne change pas l'essentiel. D'autant plus que ces découpages répondent plutôt à des intérêts politiques présentés comme de nature administrative. D'ailleurs, il est compréhensible que les élus locaux s'intéressent à faire intégrer leurs petites communes à un pôle économique aux dimensions de Caxias do Sul.

La création d'une commune se fait par la promotion d'un district²⁷ au statut de commune. Dans la plupart des cas, l'aire territoriale de la nouvelle commune est par conséquent issue d'une commune déjà existante, ce qui revient à dire que la commune d'origine se scinde. Il est par ailleurs fréquent qu'une nouvelle commune soit constituée de portions de territoires soustraites à deux voire trois communes. On comprend ainsi aisément que dans sa discontinuité, ce processus constitue une entrave pour les recherches régionales. Le tableau suivant rend compte de la situation particulière de la région sous analyse.

²⁷ Le district correspond à une subdivision d'un municipe ou d'une commune, c'est le plus petit échelon administratif au Brésil.

Tableau n° 2
LES COMMUNES DE LA MICRORÉGION DE CAXIAS DO SUL - 1996
Année de création et commune d'origine

Communes	Année de création	Commune d'origine
Antonio Prado	1899	Vacaria
Bento Gonçalves	1890	Montenegro
Boa Vista do Sul	1995	Barão et Garibaldi
Carlos Barbosa	1959	Garibaldi, Montenegro, São Sebastião do Caí
Caxias do Sul	1890	Sao Sebastião do Caí
Cotiporã	1982	Veranopolis
Fagundes Varela	1987	Veranopolis
Farroupilha	1934	Montenegro
Flores da Cunha	1924	Caxias do Sul
Garibaldi	1900	Bento Gonçalves
Monte Belo do Sul	1992	Bento Gonçalves
Nova Padua	1992	Flores da Cunha
Nova Roma do Sul	1987	Antonio Prado
Pinto Bandeira	1996	Bento Gonçalves
Santa Tereza	1992	Bento Gonçalves, Garibaldi, Roca Sales
São Marcos	1963	Caxias do Sul
Veranopolis	1898	Lagoa Vermelha
Vila Flores	1988	Veranopolis

Source : IBGE, Divisão de Pesquisa do Rio Grande do Sul, « Evolução Municipal do Estado do RGS 1989 – 1996 »

Travailler avec les 18 communes actuelles pour examiner par exemple l'évolution du PIB régional depuis 1939, tout en conservant une cohérence en termes de composition des communes, relèverait donc d'une prouesse. La démarche qui consiste à remonter dans le passé, en additionnant les zones qui ont été séparées, pour tenter de rétablir la composition effective de la région à chaque période ne permet pas de résoudre le problème. D'ailleurs,

dans les cas des communes créées à partir de plusieurs communes d'origine, cette démarche se révèle impossible.

Nous avons contourné le problème, sans oublier pour autant les objectifs de cette thèse, en sélectionnant les communes les plus significatives en termes démographiques et économiques, notamment du point de vue de l'industrie. Cela se justifie dans la mesure où les communes les plus récentes présentent un caractère essentiellement agricole. Le tableau n° 3 démontre la pertinence de notre choix.

Tableau n° 3

LA MICROREGION DE CAXIAS DO SUL
Population, superficie, PIB total et PIB industriel

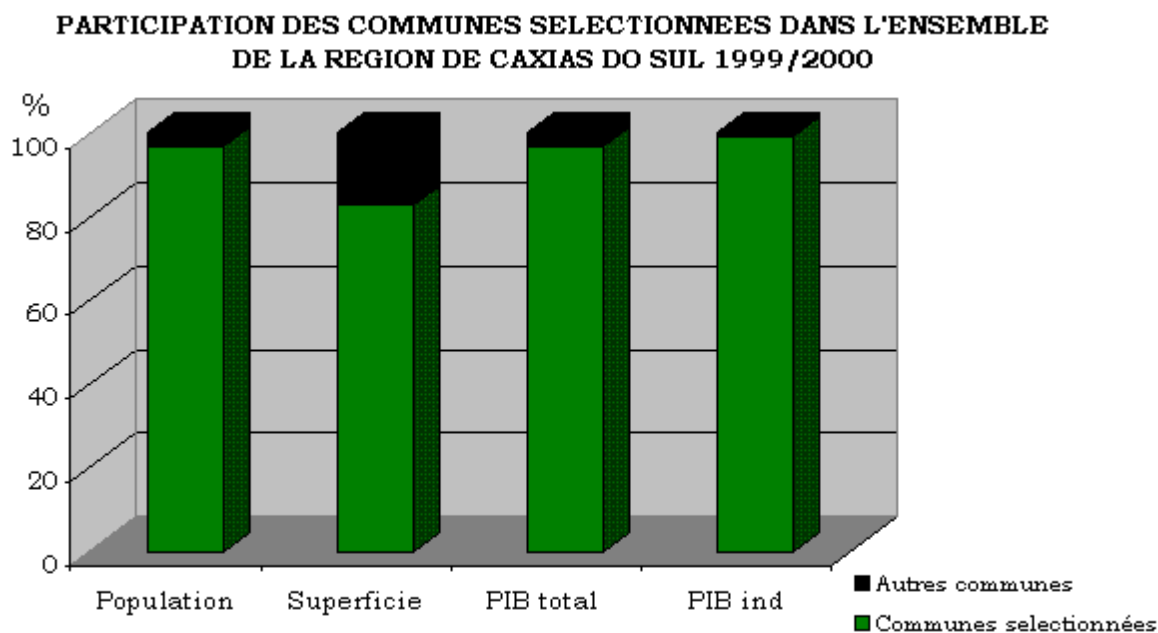
Communes	Population	%	Superficie (km ²)	%	PIB (1 000 R\$)	%	PIB Industriel (1 000 R\$)	%
ANTONIO PRADO	12.917	2,0	342,7	7,1	123.228,81	1,8	43.333,29	1,1
BENTO GONÇALVES	91.505	14,1	381,0	7,8	965.937,52	13,9	553.115,06	14,6
CARLOS BARBOSA	20.516	3,2	207,8	4,3	239.179,00	3,4	142.721,90	3,8
CAXIAS DO SUL	360.223	55,4	1586,3	32,7	3.839.987,89	55,1	2.234.877,13	58,9
COTIPORÃ	4.087	0,6	183,3	3,8	24.534,73	0,4	3.916,33	0,1
FAGUNDES VARELA	2.460	0,4	132,0	2,7	39.386,54	0,6	22.987,91	0,6
FARROUPILHA	54.951	8,5	393,4	8,1	569.929,38	8,2	267.106,59	7,0
FLORES DA CUNHA	23.677	3,6	292,9	6,0	263.059,57	3,8	104.888,71	2,8
GARIBALDI	28.328	4,4	272,2	5,6	404.808,02	5,8	228.970,12	6,0
MONTE BELO DO SUL	2.879	0,4	67,6	1,4	18617	0,3	1167	0,0
NOVA PADUA	2.390	0,4	102,3	2,1	47.179,57	0,7	1.466,75	0,0
NOVA ROMA DO SUL	3.066	0,5	152,3	3,1	25.225,37	0,4	1.802,07	0,0
SANTA TEREZA	1.769	0,3	77,6	1,6	17.572,03	0,3	412,92	0,0
SÃO MARCOS	18.961	2,9	263,4	5,4	160.774,69	2,3	51.739,34	1,4
VERANOPOLIS	19.460	3,0	276,3	5,7	209.304,48	3,0	127.026,70	3,4
VILA FLORES	3.086	0,5	124,8	2,6	23.545,59	0,3	6.252,10	0,2
TOTAL	650.275	100	4855,9	100	6.972.270,31	100	3.791.784,37	100
Communes sélectionnées (en vert)	630 538	97	4016	82,7	6.776.209,36	97	3.753.778,85	99

Sources : Anuario Estatístico do Rio Grande do Sul, FEE, 2001

Nota : Les données de population et de superficie datent de 2000, tandis que les informations relatives au PIB sont de 1999.

En partant de la composition régionale de l'IBGE et des données officielles de 1999/2000, nous constatons que parmi les 16 municipes, 9 seulement ont une signification économique : Antonio Prado, Bento Gonçalves, Carlos Barbosa, Caxias do Sul, Farroupilha, Flores da Cunha, Garibaldi, São Marcos et Veranópolis. Présenté en vert sur le tableau, ce groupe de communes représente l'essentiel de la région en ce qui concerne notre objet de recherche. Que ce soit en termes de production industrielle ou de population, ces communes expriment leur prédominance par rapport aux autres. Cette remarque peut être visualisée à travers un graphique.

Graphique n° 1



Source : Anuario Estatístico do Rio Grande do Sul, FEE, 2001

De toute évidence, la démarche entreprise pour sélectionner les communes qui nous intéressent est pertinente et ne présentent aucun inconvénient. Il nous paraît donc légitime de ne considérer que les neuf

communes énoncées plus haut. L'identification de notre région d'analyse considérera dorénavant cette configuration.

Cependant, il importe de souligner que dans la comparaison temporelle entre les communes, des incompatibilités entre les aires correspondant à chacune doivent être considérées normales. Les petites communes qui ont été "abandonnées" par les statistiques de cette thèse, et qui auparavant appartenaient aux communes sélectionnées, ne sont pas assez significatives du point de vue économique et démographique, répétons-le.

Si, pour rendre compatibles les statistiques, nous laissons de côté une partie qui correspond à 17,3% du territoire régional, il est évident que lors des considérations non-statistiques, ces espaces seront intégrés dans l'analyse.

Après avoir identifié notre région d'étude dans le cadre des régions géographiques de l'IBGE, nous traçons une ébauche de la région de Caxias do Sul pour en donner un premier aperçu.

Nous avons pu constater par le tableau n° 3 que la ville de Caxias do Sul est un pôle régional. Elle concentre 55,4% de la population, 58,9% de la production industrielle, outre 32,7% de la superficie de la microrégion de l'IBGE. Cette situation varie très peu si nous passons à l'univers des neuf communes sélectionnées.

Tableau n° 4
REGION DE CAXIAS DO SUL SELON LA DEFINITION ADOPTEE

Communes	Population ¹	Superficie ¹	Taux d'urb ²	Emplois ind ¹	PIB ind ¹	PIB agric ¹	PIB serv ¹
Antonio Prado	2,05	8,53	65,15	1,23	1,15	7,90	1,62
Bento Gonçalves	14,51	9,49	89,43	14,51	14,73	8,83	14,60
Carlos Barbosa	3,25	5,17	74,12	4,77	3,80	3,85	3,06
Caxias do Sul	57,13	39,50	92,50	54,99	59,54	29,35	57,75
Farroupilha	8,71	9,80	77,18	9,00	7,12	14,04	9,23
Flores da Cunha	3,76	7,29	60,10	4,01	2,79	15,01	3,32
Garibaldi	4,49	6,78	81,55	5,23	6,10	10,78	4,85
São Marcos	3,01	6,56	82,78	2,28	1,38	7,49	2,85
Veranópolis	3,09	6,88	82,28	3,98	3,38	2,74	2,72
REGION	100	100	87,25	100	100	100	100

Source : Censo Demografico, IBGE, 2000 ; Anuario Estatístico do RGS, FEE, 2001 ; RAIS, Ministerio do Trabalho e do Emprego, 2000.

(1)% participation

(2)% participation de la pop.urbaine à la pop. totale

Nota : Les données de population et de superficie datent de 2000, tandis que les informations relatives au PIB sont de 1999.

Les données reflètent le rôle prépondérant de la ville de Caxias do Sul dans le contexte régional formé par les neuf communes sélectionnées. On y trouve 57,13% de la population, un taux d'urbanisation élevé, soit plus de 92%. Les emplois industriels y occupent une place importante (55%), et l'industrie située dans la commune de Caxias produit 59% du PIB industriel de la région. C'est la ville industrielle par excellence.

Le tableau n° 4 reflète l'importance de la capitale régionale en termes de superficie (près de 40%), ce qui ne se constitue pas pour autant un atout particulier. Une partie considérable de cette zone étant constituée par des côtes escarpées du plateau, ses terres ne sont entièrement adaptées ni aux cultures agricoles, ni aux implantations industrielles.

Mais la prédominance de Caxias do Sul sur la région nord-est de l'Etat est incontestable et remonte à l'occupation du territoire. Le site alors nommé « Colônia Caxias » a constitué le point principal de la région. La concentration démographique stimulait l'artisanat et le commerce, et créait les conditions du développement de l'industrie. La construction de la voie ferrée reliant

Caxias à Porto Alegre, au début du siècle et, dans les années 50, la route nationale BR116, témoignent du pouvoir centralisateur de la ville.

En ce qui concerne la production agricole, le tableau montre qu'elle est moins concentrée, quoique la commune de Caxias produise presque 30 % du total de la région. Les services, quant à eux, se concentrent nettement à Caxias do Sul (57,75%).

La prédominance de Caxias do Sul dans le cadre régional est confirmée lorsque l'on constate l'écart qui la sépare de la ville occupant le deuxième rang, Bento Gonçalves, dont la population atteint $\frac{1}{4}$ de celle de Caxias do Sul et dont le taux d'urbanisation est élevé (89%). Il s'agit d'une commune à dominante industrielle, dont la participation au PIB industriel régional n'est que 3,8 fois plus faible que celle de Caxias do Sul.

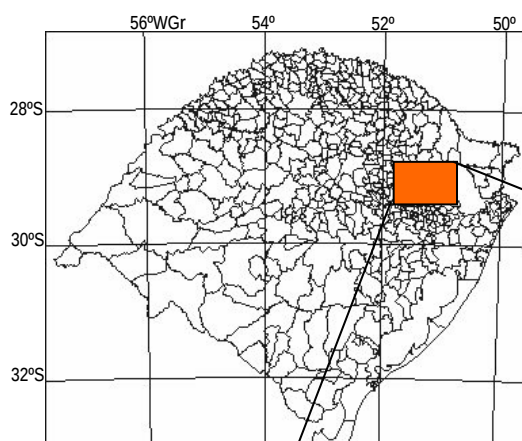
Au troisième rang se trouve la commune de Farroupilha dont le taux de participation à la population régionale (8,7%) est modeste mais qui, en termes d'industrie, présente des données significatives. Les emplois comme la participation au PIB (autour de 7%) indiquent la présence industrielle dans cet espace.

Malgré le fait largement reconnu que l'industrialisation attire la population, la situation de cette région est quelque peu différente de telle sorte que la population résidente dans la commune ne constitue pas un indicateur de l'industrialisation. L'existence d'un flux de déplacements journaliers, dû à la proximité géographique entre les villes, explique que les lieux d'habitation ne correspondent pas nécessairement aux lieux de travail. Ainsi, la population active dans l'industrie de la commune ne correspond pas à une partie de la population résidant dans cette même commune. Dans ce cadre, nous faisons davantage confiance aux données sur l'emploi industriel pour exprimer l'importance industrielle de la commune.

Les capacités industrielles des communes de la région seront analysées ultérieurement. Notre objectif immédiat est de dresser une présentation rapide de la région de Caxias do Sul, pour ensuite la situer dans le contexte brésilien. La carte ci-dessous permet un premier aperçu géographique de la région en présentant les principaux produits industriels localisés par commune.

Carte n° 10

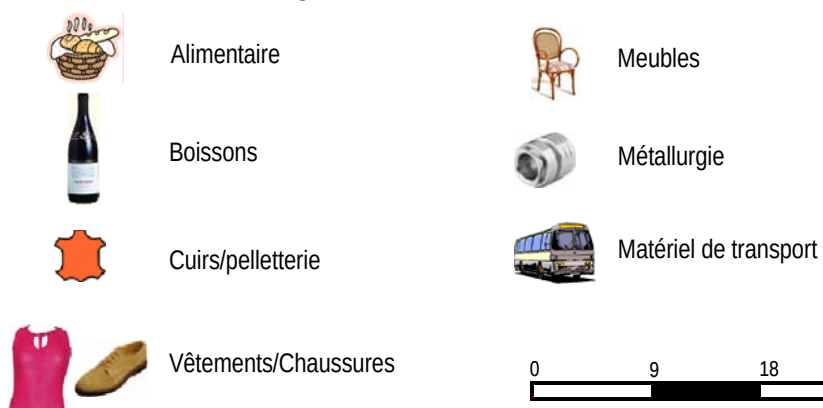
L'État du Rio Grande do Sul



La région de Caxias do Sul et ses principaux produits industriels



Légende



Cartographie : Géog. Ivanira Falcade
Source : RAIS, 1999.

I.3 - LE CONTEXTE INDUSTRIEL BRÉSILIEN ET LA SITUATION DE LA RÉGION DE CAXIAS DO SUL

L'objectif de cette section est de présenter la région de Caxias do Sul dans le contexte industriel du Brésil. La démarche que nous suivons consiste à aller du général au particulier, en passant par divers échelons territoriaux : nous partons du Brésil, en passant par ses cinq grandes régions, chacune composée d'un certain nombre d'états, pour arriver enfin à notre région d'analyse qui est une partie d'un état. Nous nous intéressons d'abord au contexte industriel brésilien, ce qui nous permettra de comprendre la position relative de la région étudiée. Un aperçu global mettra l'accent sur la grande région Sud/Sudeste du pays, à haute concentration industrielle. Ensuite, l'importance de la région de Caxias do Sul dans l'Etat du Rio Grande do Sul sera mise en relief, pour évoquer les principales caractéristiques qui font de Caxias do Sul notre objet privilégié d'analyse.

I.3.1 - L'évolution de l'industrie brésilienne

L'activité industrielle s'est amorcée au Brésil à la fin du XIX^e siècle, soit cinquante ans après la consolidation de la Première Révolution industrielle en Angleterre, alors centre hégémonique du capitalisme. Le capital industriel brésilien est issu des « métamorphoses partielles »²⁸ du capital mercantile qui soutenait l'économie esclavagiste du café, alors dominante. La dynamique du système agroexportateur était centrée sur les marchés internationaux, ce qui caractérise cette période comme de « croissance vers le dehors ».

Les auteurs s'accordent sur le caractère capitaliste du système agroexportateur²⁹, en soulignant que c'est lui qui engendre les conditions d'avènement du capital industriel. Effectivement, c'est au sein de l'économie

²⁸ Selon l'expression de CANO (1993, p.16)

²⁹ MELLO (1988, p.98).

du café qu'une masse de capital monétaire potentiellement prête à être investie dans l'industrie s'est constituée. En outre, l'économie du café a été capable de transformer une partie de sa force de travail en main-d'œuvre disponible pour l'industrie, car la masse d'immigrés européens venus pour le travail dans les *haciendas* était largement excédentaire³⁰. Hormis cela, l'économie du café a créé un marché consommateur - essentiel pour l'avènement de l'industrie - en remplaçant la main-d'œuvre esclave par le travail salarié. Grâce à l'exportation de café, le Brésil obtenait les devises nécessaires pour importer non seulement les biens de capital, mais aussi les denrées et les biens manufacturés de consommation, ces deux derniers étant indispensables à la reproduction de la force de travail industrielle³¹.

L'insertion du Brésil dans la Première Révolution industrielle a commencé timidement entre 1870 et 1880, à partir de la formation du marché de travail, même si l'abolition de l'esclavage ne s'est achevée qu'en 1888. Les bases techniques des premières implantations industrielles étaient simples : une main-d'œuvre nombreuse par unité de capital et un approvisionnement régulier sur le marché international des équipements. L'industrie textile dominait ce processus initial.

A la fin du XIX^e siècle, la région de Caxias do Sul venait d'être occupée par les immigrants italiens et ne participait pas encore au mouvement d'industrialisation tel qu'il avait lieu à São Paulo. Le bois et le vin produits artisanalement constituaient les principales activités de la région. La production était initialement destinée à l'approvisionnement du marché régional, pour ensuite atteindre d'autres régions du Rio Grande do Sul et même au-delà. La construction de la voie ferrée, en 1910, entre Caxias et Porto Alegre a renforcé ces deux activités en facilitant l'écoulement de la production. Cependant, fortement liés au secteur primaire et utilisant des techniques simples, le vin et le bois ne pouvaient faire le saut vers l'industrie. Ce n'est que pendant la Première Guerre mondiale que l'artisanat local a connu une première impulsion : Suite à des difficultés affrontées dans

³⁰ Sur l'immigration européenne au Brésil, voir II.1.2 ci-après.

³¹ Comme souligne MELLO (1988,p.147).

l'importation de biens manufacturés - pièces de rechange pour les machines venues d'Europe notamment -, des nombreux ateliers locaux évoluèrent et commencèrent à fabriquer des produits, métalliques et autres, pour satisfaire la demande. Sur la période 1875-1920 cependant, l'évolution de la région de Caxias do Sul ne correspondait pas directement à ce qui se passait dans le centre du pays. Le capital excédentaire qui avait permis le processus d'industrialisation à São Paulo était à cette époque totalement absent de la région.

Entre 1920 et 1930, la première étape de l'industrialisation brésilienne se consolida à travers l'implantation d'autres secteurs industriels de biens de consommation courante (également connus sous le terme biens-salaires)³². Comme le souligne CANO (1993, p. 16), cette étape exprime la subordination de l'industrie à l'économie agroexportatrice et la fragilité du capital industriel national. La croissance industrielle se faisait par la simple addition d'unités productives nouvelles grâce à l'importation d'équipements, un signe de la faiblesse de la dynamique d'accumulation alors en vigueur.

Tandis qu'en Angleterre, la Première Révolution industrielle s'est consolidée en 20 ans, ce processus a duré 50 ans au Brésil. Quelles sont les raisons d'une telle lenteur ? Sans entrer dans le détail d'un sujet aussi complexe, citons deux raisons de base. Contrairement à l'Angleterre, le Brésil n'a pas développé un Etat structurant, engagé dans l'insertion du pays dans le contexte international modernisateur. Le caractère conservateur des élites brésiliennes - de base rurale notamment et accoutumées depuis longtemps aux règles esclavagistes - a fortement contribué au ralentissement des transformations.

On peut affirmer que l'industrialisation brésilienne est née davantage comme une convenance pour le capital mercantile du café que comme le

³² Les raisons par lesquelles l'industrialisation a commencé par ce secteur sont exprimées par MELLO (1988, p.149) de la façon suivante : "Dans l'industrie de biens de consommation légère, notamment dans le textile, la technologie était relativement simple, assez stable, facile à mettre en oeuvre et déjà intégrée dans les équipements, ceux-ci étant largement disponibles sur le marché international. Les dimensions de l'établissement et la portée des investissements de départ étaient en phase avec l'économie brésilienne de l'époque."

résultat d'une rupture avec le système productif précédent. La preuve en est que le capital industriel n'est pas apparu à un moment de crise du système agroexportateur mais au contraire à un moment d'apogée des exportations³³, ce qui signifie que l'industrie est née comme une possibilité d'investissements pour un capital accumulé par l'exportation de café mais qui ne trouvait pas de placements convenables dans ce même secteur.

Notons que l'absence de rupture est un élément de fond qui accompagne la plupart des transformations économiques, sociales et politiques au Brésil : l'avènement du nouveau sert avant tout à garantir la conservation du *statu quo* et jamais à lui faire opposition³⁴. C'est ainsi que les transformations ayant donné jour à l'industrie n'ont pas entraîné le transfert de l'hégémonie sociale et politique aux mains d'une autre classe. L'économie industrielle émerge donc du sein même du système agroexportateur. Ainsi, le capital revêt une forme nouvelle - industrielle -, mais reste dans les mains de la même classe capitaliste.

Tandis qu'au niveau national se consolidaient les premiers secteurs de biens de consommation courante, la région de Caxias do Sul commença à constituer son industrie proprement dite à partir de 1920. Sans abandonner le vin et le bois, la région développa les branches textiles et alimentaires, en accord avec le mouvement général de l'industrie brésilienne, à savoir la production de biens de consommation courante. Effectivement, on y retrouve maintes laineries et bonneteries ainsi que des établissements frigorifiques. La fabrication de produits métalliques commençait quant à elle à subir la concurrence des biens étrangers, dont l'importation avait repris depuis la fin de la guerre. Cela n'a toutefois pas empêché le développement de certains établissements métallurgiques, comme Eberle et Triches, qui sont devenus

³³ L'excédent de rentabilité du café et les motifs pour lesquels ces ressources n'ont pas pu être réinvestis dans la même activité sont traités par MELLO (1988, p. 143).

³⁴ Cette constatation n'est bien évidemment pas originale. De nombreuses études dans plusieurs domaines des sciences sociales brésiliennes concourent à l'étayer. Compte tenu de l'impossibilité de les citer, nous renvoyons le lecteur intéressé à l'article "Le pacte des élites brésiliennes", de Emir SADER, paru dans *Le Monde Diplomatique*, n° 535, octobre 1998.

de grandes industries grâce à la diversification de la production et à la recherche de nouveaux marchés (surtout à São Paulo).

Au niveau mondial, la Seconde Révolution industrielle a été provoquée par d'importantes modifications de la base technique de production et notamment par l'utilisation d'une technologie beaucoup plus complexe, exigeant des capitaux et des niveaux de production bien supérieurs. Avec les grandes entreprises, on assista à la substitution de la libre concurrence par les *trusts*, les monopoles et les oligopoles.

L'intégration du Brésil dans cette Seconde Révolution industrielle s'est faite lentement à partir de la crise de 1929, constituant ainsi la deuxième étape de son industrialisation. En effet, il a fallu attendre les années 70 et 80 pour que les secteurs des biens de consommation durable, des biens intermédiaires et de capital se consolident (CANO, 1993, p.17). Malgré sa lenteur, ce fut là un processus important pour l'industrialisation brésilienne, car celle-ci commença alors à devenir autonome vis-à-vis de l'économie agroexportatrice. L'Etat y joua un rôle actif à partir des transformations sociales et politiques des années 1930, en s'engageant dans le développement du pays et dans le progrès industriel. Le rôle structurant de l'Etat s'exprimait notamment par la formulation de politiques industrielles sectorielles et par l'organisation du marché du travail.

Dans la plupart des pays d'Amérique Latine, l'industrialisation qui reposait sur la crise de 1929 se caractérisait par une substitution des importations. La baisse des prix des produits primaires sur les marchés internationaux contribua à diminuer la capacité d'importation de biens manufacturés. Au niveau interne des pays latino-américains, l'existence d'une demande pour ces biens assurait des profits suffisants pour stimuler la production industrielle locale. Dans un premier temps, la substitution s'effectua à travers les biens de consommation courante, avant de s'étendre à quelques biens intermédiaires et de capital, grâce à l'utilisation abondante de main-d'œuvre et à l'expansion horizontale du marché de consommation. Puis la substitution s'approfondit, touchant jusqu'aux biens de capital « lourds »

et aux biens de consommation durable à haute valeur ajoutée. Dans ce cas, il fallut un usage intensif de capital, ce qui provoqua un ralentissement de l'emploi avec des conséquences évidentes sur l'étiollement du marché consommateur. Pour affronter cette situation, une intensification de la concentration des revenus fut indispensable. Ce cadre général concernait les pays latino-américains les plus importants entre 1930 et 1960, chacun conservant bien évidemment ses particularités.

En ce qui concerne le Brésil, on distingue le plus souvent deux parties dans la période de substitution des importations³⁵ :

- De 1933 à 1955, c'est **la phase d'industrialisation « restreinte »**. Malgré l'expansion industrielle menée par l'accumulation endogène, le processus d'industrialisation est limité par des faiblesses techniques et financières. Elle est dite « restreinte » parce qu'elle « n'est pas capable d'installer, *d'un coup*, le noyau fondamental de l'industrie de biens de production, ce qui lui permettrait d'élargir la capacité productive avant la demande, donnant ainsi au processus de développement industriel un caractère autonome » (MELLO, 1988, p. 110). Cette période a connu la consolidation de l'industrie « légère » (biens-salaire), mais aussi quelques implantations du secteur de biens de production (équipements et biens intermédiaires). L'intervention de l'Etat se concentrait sur trois axes : protectionnisme contre la concurrence des importations, contrôle du mouvement ouvrier et investissements en infrastructures.

- De 1956 à 1961, l'industrialisation brésilienne inaugure **la phase dite « lourde »**, car le développement des secteurs de biens de production et de biens de consommation durable prend un rythme intensif. En termes technologiques, l'industrie se transforme grâce à une « vague d'innovations » capable d'en moderniser la structure, grâce à la combinaison du capital privé national avec le capital étranger et le capital public.

³⁵ Nous utilisons notamment les contributions de MELLO (1988) et CANO (1993).

A partir de 1955, le contexte international est devenu favorable au flux des capitaux vers le Brésil car les Etats-Unis avaient achevé d'aider à la reconstruction européenne et japonaise de l'après-guerre. Le capital étranger était alors disponible pour implanter directement des filiales au Brésil ou pour financer l'implantation d'autres industries.

Quant au capital public, sa participation a été essentielle au moment de l'installation des secteurs les plus « lourds » de l'industrie, comme la sidérurgie, la métallurgie et la chimie. L'énergie, les transports et les télécommunications - en tant qu'infrastructures de base pour le développement industriel - étaient également à sa charge. Responsable en outre du crédit à long terme, l'Etat créa alors en 1952 la Banque Nationale du Développement Economique et dans l'objectif de « progresser de 50 ans en 5 ans », l'Etat s'engagea à fond dans la modernisation du pays, marquant ainsi fortement la période de sa présence.

La fragilité ne lui permettait rien d'autre que de s'allier aux capitaux étrangers et publics nullement opposés aux intérêts de la bourgeoisie industrielle nationale. Le capital privé entreprit alors la continuité de l'industrialisation des secteurs de biens-salaire mais participa également dans certains cas à l'industrie de biens de capital.

Pendant la phase d'industrialisation « lourde » (1956-61), les grandes firmes étrangères – et notamment celles installées à São Paulo et à Rio de Janeiro - développèrent un réseau de fournisseurs et de distributeurs dans l'ensemble de la région Sud/Sudeste du pays, un phénomène qui suscita la création, le développement et la modernisation de petites et moyennes entreprises à capitaux nationaux. Cette démarche ayant eu lieu principalement dans les branches de la métallo-mécanique (MELLO, 1988, p. 120), la région de Caxias en tira un net bénéfice. De fait, le complexe automobile implanté dans le cœur industriel du Brésil trouva dans la région des industries capables de faire un tour de force pour répondre à la demande. C'est ainsi que les branches métallo-mécaniques, de freins et

d'autres équipements pour camions, autobus et voitures se renforcèrent dans la région.

Hormis les effets du complexe automobile, la région sut profiter d'autres caractéristiques de l'expansion des industries de biens de consommation durable en cours au Brésil. Grâce à l'organisation du marché financier et aux facilités de crédit à la consommation, le marché de biens durables se développa considérablement. Dans la région de Caxias do Sul, cela permit l'essor de quelques usines de produits électroménagers, mais le plus important fut la remarquable expansion de l'industrie du meuble et de maisons préfabriquées. En effet, la filière bois connut une modernisation qui lui garantit un solide démarrage et qui transforma la région en l'un des pôles nationaux du secteur. Nous considérons donc que la région de Caxias do Sul est parvenue à s'adapter favorablement aux transformations industrielles en cours au Brésil pendant les années 1950-60.

Entre 1962 et 1974, l'économie brésilienne connut **l'avènement du « miracle »**. Après un ralentissement de la croissance économique de 1962 à 1967 (un ralentissement que certains auteurs considèrent comme une crise³⁶), l'insertion du Brésil dans la Seconde Révolution industrielle atteignit son degré maximal dans les années 1967-74 à travers le « miracle brésilien » connu par sa croissance économique exceptionnelle³⁷. Le gouvernement militaire qui prit le pouvoir par la force en 1964³⁸ donna à l'Etat un caractère fortement structurant de façon à mener à bien l'industrialisation et la

³⁶ Par exemple, MELLO (1988, p. 121) utilise le mot "crise" pour la période 1962-67. Cependant, à la page suivante, il se réfère à la même période comme "d'une dépression", celle-ci ne se manifestant qu'à travers une chute des taux de croissance. Or, à notre avis, les deux mots signifient des choses différentes, la crise étant beaucoup plus profonde et plus grave que la dépression. Nous préférons appliquer le terme "crise" à des situations extrêmes, où la continuité d'un système économique est mise en cause par des problèmes fondamentaux qui menacent son existence même.

³⁷ De 1964 à 1973, l'économie brésilienne a présenté un taux de croissance moyenne annuelle de 10%.

³⁸ Entre 1964 et 1982, le Brésil a connu la période la plus autoritaire de son histoire, caractérisée par une centralisation et une répression démesurées : promulgation d'une nouvelle constitution nettement autoritaire, partis politiques interdits, ligues agraires dissoutes, censure, purges dans la fonction publique, méthodes policières allant jusqu'à la torture et à la mort.

modernisation du pays. Les militaires instaurèrent une période d'investissements considérables pour le développement, notamment dans les infrastructures. Leur programme d'assainissement économique consistait à réduire les dépenses publiques, à augmenter les impôts, à bloquer les salaires, à limiter les emprunts et donc la dette, à stimuler les exportations, tout en privilégiant les investissements du secteur privé.

Le pays bénéficia du dynamisme considérable du commerce international pour faire des exportations l'un des piliers du « miracle ». Cette stratégie fut vivement soutenue par l'afflux de capitaux étrangers - américains pour la majorité. La technocratie au service des gouvernements autoritaires « imaginait pouvoir convertir l'économie brésilienne en l'une des grandes puissances économiques mondiales » (CANO, 1993, p. 19).

Mais la société brésilienne n'eut pas cette chance. L'absence de libertés citoyennes et le manque de respect des droits de l'homme côtoyaient la concentration des revenus et la chute des salaires réels la plus longue et la plus profonde. Les effets pervers du « miracle » s'exprimaient notamment par les inégalités socio-économiques considérables qui persistèrent et qui s'aggravèrent dans les années 1990.

La croissance économique extraordinaire de la période du « miracle » s'appuyait donc sur des ressources externes, à savoir les financements internationaux, compte tenu de la faiblesse chronique de capitaux internes de long terme. Des déséquilibres ne tardèrent pas à apparaître, à commencer par l'augmentation « en cascade » de la dette extérieure. À partir de 1973, le choc pétrolier souligna la fragilité du miracle brésilien, les dangers sociaux de la crise économique et le péril de l'endettement massif dans lequel le pays s'engageait.

Avant le « miracle », c'est-à-dire entre 1962 et 1967, l'ensemble de l'économie brésilienne subit un ralentissement comme nous l'avons évoqué précédemment. Mais l'industrie de Caxias ne présenta pas les mêmes effets. L'industrie des machines et équipements agricoles - qui amorçait son développement dans la région et présentait déjà un poids important - a

connu une forte impulsion grâce aux facilités de crédits aux agriculteurs. Dans le cadre de la politique d'exportation, le gouvernement fédéral s'attacha à stimuler la production primaire en visant les marchés internationaux alors favorables. En même temps, l'obtention de devises à travers le commerce extérieur (alliée à des subsides fiscaux) permit l'importation d'équipements modernes dont l'industrie locale avait besoin pour progresser.

Pendant toute la période du « miracle brésilien », l'industrie de Caxias do Sul sut tirer des avantages durables dans la plupart des branches. La facilité de crédit et le commerce extérieur favorable sont à l'origine de cet essor. C'est la période de diversification du tissu industriel et, en même temps, de consolidation du dit *secteur métallo-mécanique*. L'organisation des entreprises commençait à se modifier, passant de la sphère familiale à l'embauche de cadres professionnels. On retrouve également la fusion d'entreprises qui, grâce aux crédits, transforma de petites et moyennes entreprises en entreprises plus grandes et plus puissantes. Remarquons cependant le maintien de plusieurs petites et moyennes entreprises familiales, certaines d'entre elles travaillant en sous-traitance pour les grandes.

La période 1975-90 est celle de l'**installation de la crise**. A partir de 1978, la situation internationale marquée par l'hégémonie nord-américaine laissait prévoir un avenir difficile pour les pays industriels sous-développés et surendettés dans la mesure où les Etats-Unis relevèrent brusquement les taux d'intérêts. En conséquence, et outre les problèmes internes déjà existants, le Brésil commençait à faire l'expérience d'un phénomène inflationniste vigoureux qui se prolongea pendant les dix-sept années suivantes.

Face à l'échec de la « croissance miraculeuse », le gouvernement militaire se trouva peu à peu dans une situation délicate. Ebranlés par des fissures au sein des classes dirigeantes certes, mais plus fortement pressés par les mouvements de masses exigeant le retour à la démocratie, les militaires furent contraints de négocier une transition politique. Celle-ci ne

fut effective qu'après dix ans de démarches politico-institutionnelles³⁹, ce qui n'est pas surprenant si l'on considère la tendance brésilienne à mener les transformations inéluctables sans provoquer de vraies ruptures, comme nous l'avons signalé précédemment.

En termes de développement industriel, on peut dire que le Brésil rattrapait à peine la Deuxième Révolution industrielle quand l'économie internationale avançait à pas de géant vers la troisième. L'implantation des secteurs « lourds » de l'industrie brésilienne était enfin achevée, mais la crise financière internationale des années 1980, associée aux graves problèmes internes du pays, créait des contraintes quant à son insertion dans la Troisième Révolution industrielle⁴⁰.

Dirigée par les pays capitalistes avancés, cette troisième phase du développement industriel est caractérisée par des changements technologiques à l'origine de l'expansion de nouvelles branches intensives en technologie. Ce phénomène a été rendu possible grâce au développement de la microélectronique et de l'informatique, mais aussi des nouvelles technologies des matériaux et des biotechnologies. En même temps, et en interaction avec les progrès obtenus dans l'informatique et l'automation industrielle, de nouvelles formes d'organisation du travail s'imposent à l'intérieur des unités productives. Il s'agit d'un ensemble de transformations essentielles au sein du processus de production, destinées à restructurer les bases du « modèle d'accumulation » par rapport à la crise du système capitaliste à l'échelle mondiale.

Outre les mutations technologiques, une forte concentration du capital caractérise la Troisième Révolution industrielle. Encore plus intense qu'à la fin du XIX^e siècle, au moment de la formation des *trusts* internationaux, la

³⁹ Les premières élections vraiment démocratiques depuis le coup d'état de 1964 ont eu lieu en 1982, pour les gouverneurs des états, pour les deux chambres du Parlement National, pour les assemblées locales, pour les mairies et les conseils municipaux. Ce n'est qu'avec la constitution de 1988 que l'élection du président de la République au suffrage universel fut assurée.

⁴⁰ L'examen de ces enjeux dépassant largement nos propos, nous renvoyons le lecteur intéressé à CANO (1993), pp. 21-28.

récente concentration regroupe les principaux oligopoles des pays avancés, à travers des fusions et des rachats d'entreprises déjà puissantes. Ce processus rend les grands groupes transnationaux encore plus forts, en augmentant leur pouvoir financier, leur domination des marchés et leur contrôle technologique. Face à cette situation, on constate la fragilité de l'industrie brésilienne en termes d'apport de capital mais également de retard technologique, dans un contexte mondial de plus en plus compétitif pour ceux qui ne font pas partie du cercle des « maîtres du monde ».

Pour le Brésil, les années 1980 ont signifié un échec économique si on les compare aux années du « miracle », d'où l'expression « décennie perdue » utilisée par certains chercheurs puisque le taux de croissance industrielle n'a pas dépassé 1% par an en moyenne. Pour l'ensemble de l'industrie, il s'agit donc sans aucun doute d'un recul. Il faut souligner cependant l'effort de résistance, et même de développement, de certains secteurs industriels, comme l'informatique, la microélectronique, les télécommunications et l'automation. Clairement liée aux caractéristiques de la Troisième Révolution industrielle, la performance de ces secteurs s'explique également par la politique fortement protectionniste (« loi de l'informatique ») menée par le gouvernement.

Il est indéniable que l'industrie de Caxias do Sul a elle aussi ressenti les effets de la « décennie perdue », mais avec un certain décalage dans le temps cependant. Depuis la crise du pétrole, la croissance du complexe automobile brésilien commence à se ralentir. Les conséquences sur la région de Caxias se sont fait sentir, notamment en ce qui concerne les machines agricoles et les équipements automobiles, mais il importe d'en souligner le caractère progressif. Constitué de moyens et de grands établissements, mais aussi de petits travaillant en soutraitance, le dit *secteur métallo-mécanique* est parvenu à jongler de manière suffisamment efficace, dans le temps, pour faire face à cette situation défavorable. La quête de nouveaux marchés, la performance de certaines lignes de produits - comme les carrosseries

d'autocars - et la diversité structurelle du secteur sont à l'origine de sa réussite⁴¹.

Pour l'ensemble de l'industrie régionale, soulignons comme facteurs de sa réussite relative pendant les années 1980 l'importance de la recherche de nouveaux marchés (notamment des pays arabes et de certains pays développés⁴²), mais aussi le maintien de la politique de crédit aux entreprises exportatrices.

Pour l'économie brésilienne, **les années 90** ont signifié un effort d'insertion dans les nouvelles règles de l'économie mondiale. Bien que tardivement, l'économie s'est ouverte à l'étranger et a subi la concurrence internationale à laquelle elle n'était pas préparée. L'ouverture s'est manifestée par l'arrivée de produits compétitifs sur le marché intérieur (ouverture commerciale), mais du côté financier également, on assiste à des mouvements de capitaux qui entrent et qui sortent de l'économie avec une fluidité nouvelle (ouverture financière). Deux types d'investissements attirent ces capitaux : l'investissement productif direct (achat d'entreprises en difficulté ou achat d'entreprises performantes grâce aux privatisations, ou encore le développement des installations existantes) et l'investissement spéculatif en bourse notamment.

Cette période est largement connue comme « restructuration industrielle », expression qui fait référence bien au-delà de la sphère des entreprises *stricto sensu*. Les économistes brésiliens entendent par restructuration tout un ensemble de changements institutionnels et organisationnels dans les entreprises, mais aussi la redéfinition du rôle de l'Etat et des agents financiers dans l'objectif de garantir les taux de profit. Un pouvoir absolu est attribué aux marchés au détriment des interventions étatiques.

⁴¹ L'analyse des branches industrielles de la région sera faite dans II.3 « Le dynamisme sous une approche économique ».

⁴² Selon AREDE, M.G.et CANTO, M.A. (1997)

Soulignons que la restructuration de l'économie brésilienne - comme d'ailleurs celle d'autres pays - est un processus initié seulement au cours des années 1990 et qui progresse graduellement. Face aux hétérogénéités de l'industrie au Brésil, il est compréhensible que cela ne se passe pas de façon équilibrée, mais qu'il y ait des discontinuités et des blocages selon les secteurs.

Les stratégies de restructuration industrielle s'élaborent à partir de l'adaptation au système de production flexible, modèle qui se substitue au modèle fordiste de production de masse, en crise depuis les années 1970 dans les pays centraux notamment. Cette crise commence à se répandre dans le monde entier, au Brésil, à partir de la décennie 1980.

L'organisation productive en termes de flexibilité requiert de nouveaux modes de travail résultant de l'application de l'informatique et de l'électronique dans la production. Le besoin d'intégration au sein du processus de production exige, à son tour, une main d'œuvre adaptée, ce qui induit des changements au sein du marché du travail : aptitudes des travailleurs et relations de travail sous leur forme juridique.

C'est pourquoi le terme « restructuration » est utilisé dans cette thèse pour nommer le mouvement général de réorientation de l'économie brésilienne vers la flexibilité. Cela concerne donc tant les aspects industriels, que les aspects institutionnels et politiques.

Dans le domaine de l'industrie, la restructuration se fait d'une façon générale de deux façons. La stratégie dite **défensive** consiste à prendre des mesures palliatives, comme la réduction des coûts (en personnel notamment) et l'élimination des lignes de production peu rentables. La stratégie **substantive** concerne quant à elle les nouvelles technologies en équipement, les nouvelles formes de production (les nouveaux procédés) et la réorganisation du travail. Selon le secteur industriel et selon les capacités financières de l'entreprise, il arrive que les deux stratégies soient successivement adoptées. La raison d'être de la restructuration industrielle

réside bien évidemment dans des gains de productivité et des réductions de coûts susceptibles de générer une augmentation de compétitivité.

On imagine aisément les conséquences de ce processus dans une économie en retard en termes technologiques, dont le marché intérieur était jusqu'alors protégé par des règles tarifaires. Les exportations comptaient pour leur part sur d'importantes subventions, qui ont été supprimées dans les années 1990. Dans ce cadre, l'action des « forces du marché » a provoqué la faillite de nombreuses entreprises, mais aussi des fusions et des réarrangements productifs, comme d'ailleurs un peu partout dans le monde. Le « sauve-qui-peut » s'est installé définitivement au Brésil.

Parmi les secteurs le plus touchés, citons le textile-habillement, la chaussure et l'alimentaire, ceux qui cumulaient un retard technologique significatif. A l'opposé, l'industrie automobile, la sidérurgie, les communications, l'électronique et la pétrochimie sont les secteurs qui ont réussi à améliorer leur productivité (tableau n°5). A la fin des années 90, la situation a changé pour certains secteurs en difficulté dans les premières années de la décennie, comme le textile qui commence à se redresser. D'une façon générale et dans la mesure où l'industrie brésilienne est très diversifiée, les réponses à l'impératif de la restructuration se révèlent très variées. Et cela à tel point qu'il n'est pas possible de tracer une tendance unique pour la majorité des secteurs, d'autant plus qu'il s'agit d'un processus encore en cours.

Tableau n° 5

**VARIATION DE LA PRODUCTIVITE DU TRAVAIL DANS DES SECTEURS
INDUSTRIELS AU BRESIL : 1991 - 1997**

Secteurs	% (*)
Pétrochimie	9,0
Sidérurgie	11,4
Communications	12,6
Equipements électroniques	10,9
Equipements électriques	10,8
Industrie automobile	15,0
Equipementier automobile	10,1
Caoutchouc	9,2
Matériel plastique	6,6
Textile	6,0
Habillement	-1,6
Chaussures	3,9
Transformation de la viande	2,3
Produits laitiers	2,3

Source : IBGE, Diretoria de Pesquisa, Dept° de Contas Nacionais

Note : La productivité du travail est le rapport entre la variation de la valeur ajoutée et la variation du nombre d'employés.

(*) moyenne arithmétique annuelle

Les années 1990 témoignent également d'un grand changement pour l'économie brésilienne en termes de contrôle de l'inflation, une inflation considérée comme un véritable fléau pendant des décennies. A partir de 1994, le Plan Real a assuré la stabilisation des prix, grâce à la surévaluation du *real* (la monnaie brésilienne) par rapport au *dollar*. Pour l'essentiel, le Plan Real consistait à combiner l'ouverture commerciale déjà en cours avec une monnaie forte, de façon à parvenir à la stabilisation des prix dans l'économie. Comment ? En permettant l'entrée de produits étrangers moins chers que ceux fabriqués au Brésil grâce au pouvoir d'achat supérieur du « *real fort* ». En même temps qu'elle freinait la hausse des prix en stimulant la concurrence, cette démarche a provoqué la brusque perte de compétitivité des produits brésiliens sur le marché intérieur. La plupart des spécialistes

s'accordent sur le caractère intentionnel de cette démarche, dans laquelle l'important était de contrôler coûte que coûte l'inflation.

La période du « *real fort* » a connu une augmentation de la consommation de masse, notamment entre 1994 et 1996, suscitant ainsi un dynamisme accentué dans des secteurs comme l'électroménager, l'alimentaire ou l'automobile. Pendant deux ans, les couches sociales défavorisées ont pu accéder à la consommation des biens jusqu'alors inaccessibles grâce au blocage des effets de l'inflation sur leur pouvoir d'achat, mais également grâce aux facilités de crédit. Pour l'industrie, ce phénomène a apporté un nouveau souffle dans la mesure où de nouvelles lignes de produits ont été créées, sans compter le simple développement de la production des lignes traditionnelles. Cependant, pour les entreprises qui croyaient à la poursuite de cette tendance (et qui ont imprudemment investi pour augmenter la production), la situation s'est révélée défavorable deux ans plus tard, lorsque la consommation a repris son rythme normal, ralentissement qui s'explique notamment par l'épuisement de l'expansion de la masse salariale.

FLIGENSPAN (1998) montre qu'une redistribution des revenus au profit des couches les plus basses est à l'origine de ce phénomène de « bulle de savon » en termes de consommation. Selon lui, la masse salariale s'est accrue grâce au recrutement de travailleurs informels, ceux qui « sont obligés d'adopter des liens précaires avec l'employeur et d'accepter une rémunération inférieure à celle du marché » (p. 122). Ainsi, cette période de consommation élargie n'a pas bénéficié aux classes pauvres dans leur ensemble, mais a davantage favorisé les branches industrielles concernées, et cela de façon éphémère.

L'insertion de l'économie brésilienne dans le système économique mondial renforce sa vulnérabilité vis-à-vis des aléas extérieurs. Comme nous l'avons signalé précédemment, la stabilisation des prix et l'élargissement du marché intérieur ont attiré des investissements étrangers. Pour certains secteurs industriels, les bas salaires ont également intéressé les capitaux

internationaux. La politique de privatisations dans le cadre néo-libéral a contribué de façon significative à l'insertion des capitaux internationaux qui se sont intéressés notamment aux secteurs dits de services d'utilité publique.

On peut affirmer que les investissements étrangers sont présents un peu partout dans l'économie brésilienne, depuis *l'agrobusiness* jusqu'aux communications, en passant par les secteurs industriels les plus divers. Ils se sont établis à travers l'achat ou l'association avec des entreprises brésiennes porteuses en termes de marchés mais présentant des valeurs patrimoniales basses. Pour illustrer cette situation, soulignons que la relation entre les investissements étrangers directs (dans la production) et le PIB a passé de 0,55% en 1995 à 2,55% en 1998 (GONÇALVES, 1999, p.124).

Si l'on ajoute à cela l'importance des capitaux spéculatifs sur le marché financier⁴³, on comprend dès lors mieux les raisons de la vulnérabilité qui marque actuellement l'économie. C'est là l'un des traits les plus significatifs de l'insertion du Brésil dans le nouvel ordre mondial. Comme le remarque GONÇALVES (1999), la vulnérabilité est une voie à sens unique, où des pays comme le Brésil sont les plus touchés, parce que leurs problèmes internes ont un impact presque nul sur le système économique mondial ⁴⁴.

Il devient de plus en plus difficile pour les gestionnaires de la politique brésilienne d'agir dans un contexte d'incertitude dont le contrôle leur échappe. De fait, l'augmentation de la vulnérabilité externe du pays conduit d'une part à la perte considérable de liberté d'action et d'autre part à un coût très élevé pour effectuer des ajustements internes à la suite de chaque turbulence de l'économie globale.

Les conséquences de l'ouverture économique sur l'industrie de l'état du Rio Grande do Sul se sont fait sentir de façon différenciée selon les secteurs. En même temps que l'entrée des capitaux étrangers a eu des impacts positifs

⁴³ A chaque crise financière sur le marché mondial, comme au Mexique en 1995 et en Asie en 1997, l'économie brésilienne est ébranlée par la fuite des capitaux soucieux de se protéger d'une éventuelle propagation de la crise.

⁴⁴ La Brésil n'abrite plus que 1% du commerce mondial et seulement 2% des investissements et des revenus du système économique mondial, selon GONÇALVES (1999, p.36).

pour l'industrie du matériel électrique et des communications (14,09% de croissance annuelle entre 1993 et 1998), pour l'alimentaire, la concurrence avec les produits du Mercosur a provoqué une performance en dessous du raisonnable (0,89% de croissance annuelle de 1993 à 1998) ⁴⁵. L'analyse détaillée du comportement de l'industrie *gaucha* ne présente pas d'intérêt particulier ici, sauf pour souligner la performance remarquable de l'industrie du meuble qui a présenté une croissance de 12,45% en moyenne annuelle (période 1993/98), un phénomène important ici car la production de meubles est en grande partie située dans la région de Caxias do Sul.

On peut affirmer que les années 1990 ont eu des effets plutôt positifs pour l'ensemble de la région. Ayant entretenu des relations avec l'extérieur (et même avec l'étranger) depuis longtemps, l'industrie régionale n'a pas été prise d'assaut par l'ouverture commerciale du Brésil. On peut même affirmer que la région se préparait à cela de façon à en profiter au mieux. La plupart des capitaux étant d'origine locale, ils ont pris l'initiative d'aller vers l'étranger pour effectuer des joint-ventures, des accords commerciaux, dans bien des cas avec les pays du Mercosur. D'après notre recherche de terrain, les années 90 ont poussé la région dans le sens de la modernisation pour faire face aux nouvelles règles de compétitivité internationale. On retrouve à Caxias do Sul les phénomènes d'adaptation qui caractérisent ce processus. Ainsi, la rareté des embauches, les licenciements et le *turn over* de la main d'œuvre industrielle, en un mot tous ce qui permet de réduire les coûts, a été mis en oeuvre par les entrepreneurs locaux. La réponse des entreprises a été très variée et quelques-unes ont été contraintes de fermer leurs portes. D'autres se sont bien sorties de la situation, tandis que la plupart tentent de devenir plus performantes après avoir fait de la quête de productivité une attitude permanente⁴⁶.

⁴⁵ Nous prenons comme référence l'article de LIMA et PASSOS (2000).

⁴⁶ Ce thème sera analysé en profondeur dans le chapitre sur l'industrie régionale, notamment dans III.3.

I.3.2 - Brésil : les grands secteurs industriels

C'est ainsi que le Brésil est devenu un pays industrialisé dans le sens où le processus d'industrialisation y est achevé. Autrement dit, l'industrie brésilienne est capable de produire des biens de consommation courante, des biens de consommation durable, des biens intermédiaires et des biens de capital. Ainsi, le potentiel économique de l'industrie brésilienne est un acquis important pour un pays du Tiers monde : l'industrie représentait 37,2% du PIB brésilien en 2001, soit 196,6 milliards de *dollars*⁴⁷, ce qui place le Brésil au huitième rang mondial pour la valeur ajoutée manufacturière et parmi les quinze premiers dans des secteurs aussi importants que la sidérurgie, la construction automobile et l'aéronautique.

L'industrie brésilienne actuelle est marquée par une considérable inégalité structurelle (en termes de taille des établissements), mais aussi par la coexistence de secteurs anciens, de secteurs nouveaux et de secteurs traditionnels renouvelés. Pour en donner une idée - sans s'attacher à un examen profond -, nous faisons appel à THERY (1995) dont la classification en trois groupes nous paraît intéressante.

a) Les industries traditionnelles

Liées au développement du marché intérieur, les industries traditionnelles appartiennent au secteur le mieux réparti sur le territoire. Présentes dès le début de l'industrialisation, les industries alimentaires et textiles, par exemple, se situent actuellement un peu partout dans le pays⁴⁸. Selon THERY (1995, p. 207), elles représentent 19% de l'emploi et 18% de la valeur de la production. L'alimentaire présente une grande diversité à tous les niveaux. À côté des petits ateliers archaïques, on retrouve des unités

⁴⁷ Source : Banque Mondiale.

⁴⁸ Dans la région de Caxias do Sul, par exemple, les produits alimentaires se situent au troisième rang industriel en termes de chiffres d'affaires (Voir tableau n° 6) .

modernes de congélation ou de lyophilisation, des conserveries qui participent du vaste complexe agro-industriel brésilien. Destinée surtout aux marchés internationaux, la production de jus d'agrumes illustre le dynamisme de ce complexe. Le capital national y reste dominant, mais les groupes étrangers commencent à s'y intéresser. Face à la concurrence asiatique et à l'apparition d'unités de grande taille et très modernes, la branche textile ne connaît pas le même développement. Ici, le poids des firmes étrangères se renforce.

b) Les industries lourdes

Les industries de base comptent sur l'appui de l'Etat pour leur développement. Ce fait, lié à la relative abondance de matières premières, a fait du Brésil un pays autosuffisant en ce domaine (THERY, 1995, p. 210), exception faite du pétrole. Acier, papier, chimie lourde, ciment sont des branches assez performantes dans le contexte brésilien.

L'industrie du ciment – l'un des rares cas d'industrie de base aux capitaux nationaux privés - a connu une croissance vertigineuse, liée à l'urbanisation rapide et aux grands travaux des années 60 et 70.

La sidérurgie brésilienne se place au neuvième rang mondial et a produit 25 millions de tonnes en 1993 (THERY, 1995, p. 209). Cette branche a bénéficié depuis plus de quarante ans de l'appui actif de l'État, qui possède les trois quarts de la capacité productive dans le secteur. Au début concentrée dans l'état de Minas Gerais pour des raisons de proximité des matières premières, la sidérurgie est actuellement présente dans d'autres lieux de la région sud-est, près des marchés consommateurs. La CSN (Companhia Siderurgica Nacional), fondée en 1941, est située à Volta Redonda, entre Rio de Janeiro et São Paulo.

c) Les industries modernes

C'est là le domaine où se joue l'avenir industriel du Brésil. Le défi technologique, la compétitivité internationale et la forte présence du capital étranger imposent les conditions du développement des industries modernes et de pointe au Brésil.

Dans ce secteur, la **construction automobile** est l'exemple le plus important. Elle présente des capacités innovatrices qui en font une industrie de pointe dans le contexte brésilien. Etant donné les effets d'entraînement de cette industrie, les constructeurs automobiles jouent un rôle fondamental dans l'économie. Quatre firmes se partagent aujourd'hui le marché de voitures de tourisme : Volkswagen 37%, General Motors 26%, Fiat 21% et Ford 14%. Mercedes domine le secteur des véhicules lourds (67% des ventes). Pour illustrer la prépondérance du capital étranger dans la construction automobile, il suffit de mentionner que Volkswagen est le plus grand investisseur étranger au Brésil et le plus grand investisseur allemand hors d'Allemagne (THERY, 1995). Pour souligner le bon état de santé de General Motors, notons que cette entreprise commence à construire de nouvelles installations dans l'état de Rio Grande do Sul⁴⁹. De même, Renault installe une usine de production (3000 employés) sur un nouveau site à Curitiba, dans l'état du Paraná. Citroën fait de même à Rio de Janeiro. Nonobstant ces nouveaux investissements, l'industrie automobile est nettement concentrée dans la région Sudeste, notamment à São Paulo et à Minas Gerais.

Le démarrage du secteur de la **construction aéronautique** repose sur les acquis de l'industrie automobile. La présence de techniciens et d'ouvriers et la disponibilité d'une bonne partie des pièces et des outillages ainsi que des procédés de production ont joué en faveur de l'installation de ce secteur.

⁴⁹ Une unité de construction automobile General Motors sera installée à Gravataí, tout près de Porto Alegre, pour construire des voitures de tourisme. Selon les plans, cette usine créera 1300 postes de travail (dans sa première année de fonctionnement), produira 11 000 véhicules/mois. Décidé à attirer cette entreprise, le gouvernement de l'Etat du Rio Grande do Sul lui a octroyé un prêt – à des conditions privilégiées – de 330 millions de dollars à titre « d'aide à installation ».

Cette industrie a été prise en mains par l'État brésilien pour des raisons d'indépendance nationale et de stratégie.

Le troisième secteur moderne de l'industrie brésilienne est celui de l'**informatique**. Bénéficiant d'une « réserve de marché » pour les micro-ordinateurs depuis 1984, cette industrie a pu se développer. En termes de hardware et de software, l'électronique dans le domaine bancaire compte parmi les réussites brésiennes (THERY, 1995, p. 212). Pourtant, les firmes concernées sont souvent des filiales d'entreprises étrangères.

I.3.3 - Industrie brésilienne : aspects technologiques

En ce qui concerne le développement technologique brésilien pris dans sa globalité, on peut affirmer que les entreprises locales répondent progressivement aux défis technologiques, en franchissant les quatre phases (d'après DROUVOT, 1987) : formation de ressources humaines techniquement qualifiées ; amélioration du contrôle de qualité ; ingénierie de produit et de procédés ; recherche appliquée.

Face au défi technologique, les entreprises brésiennes adoptent la stratégie dite « imitative » ⁵⁰, qui « consiste à faire des copies plus ou moins conformes des innovations introduites sur le marché. Les entreprises cherchent à différencier leurs produits en procédant à des améliorations techniques mineures et en s'adaptant aux caractéristiques spécifiques de certains marchés. Elles s'efforcent de bénéficier d'une certaine autonomie par la mise en œuvre d'une recherche appliquée. Elles sont cependant parfois contraintes d'acquérir des licences auprès des firmes détentrices de brevets » (DROUVOT, 1987, p. 95-96).

S'agissant là d'une tendance générale, il faut considérer que l'industrie brésilienne est très hétérogène, sa capacité d'innovation suit la performance

⁵⁰ Les six types de stratégies employées par les entreprises pour faire face aux changements technologiques sont l'offensive, la défensive, la stratégie imitative, la stratégie dépendante, la stratégie traditionnelle et la stratégie opportuniste. FREEMAN, C. *The Economics of Industrial Innovation*, London, Penguin Books, 1974, cité par DROUVOT (1987).

et la puissance productive. Cela explique que l'on retrouve, parfois dans le même secteur, des ateliers obsolètes et des unités de production totalement ou partiellement automatisées. Parmi les industries de pointe, la branche la plus importante est certainement la construction automobile, qui met en œuvre une technologie sophistiquée. Concentrée, à capital étranger majoritaire, cette branche opère avec une technologie importée par les firmes-mères. Cela ne garantit cependant pas la compétitivité internationale sur les marchés mondiaux. Le secteur automobile brésilien produit pour le marché intérieur et plus récemment pour les pays du Mercosur.

Au Brésil, l'État participe directement au développement technologique. De grandes sociétés à capitaux d'Etat, comme PETROBRAS et EMBRAER, possèdent leurs propres centres de recherche. La première opère dans le secteur pétrolier et pétrochimique, la seconde dans celui de la construction aéronautique. La recherche en télécommunication, à travers la TELEBRAS, est elle aussi bien développée grâce aux capitaux publics.

La participation indirecte de l'État est également importante et se fait de plusieurs façons. Sans passer en revue tous les centres de recherche existants, citons le financement des recherches technologiques dans la sphère universitaire, qui se fait la plupart du temps au travers d'accords de coopération avec des entrepreneurs privés.

En ce qui concerne la modernisation de l'industrie, il faut considérer non seulement le point de vue interne à l'économie brésilienne, mais également sa position vis-à-vis des marchés mondiaux, car c'est eux qui poussent l'industrie à se moderniser.

A ce propos, il est important de se référer au bilan global sur la compétitivité industrielle au Brésil, paru sous le titre « Etude sur la compétitivité de l'industrie brésilienne » (ECIB)⁵¹ élaboré pour le *Ministério de Ciência e Tecnologia*. Sous la responsabilité de COUTINHO et FERRAZ et en coopération avec plusieurs universités et centres de recherche, cette étude

⁵¹ COUTINHO et FERRAZ, dir. (1994).

est un aperçu panoramique de l'industrie au Brésil, à partir de 661 entreprises représentatives de 33 secteurs, ce qui correspond à 50% de la production industrielle du pays. L'accent y est mis sur les capacités compétitives des secteurs industriels face à la mondialisation de l'économie, à l'ouverture des marchés et au progrès technologique. L'objectif majeur du programme était de fournir les éléments indispensables aux politiques nationales de science et technologie, envisageant le rattrapage du pays dans un domaine toujours très peu considéré⁵².

Sans faire un compte rendu de ce travail exhaustif, relevons quelques conclusions importantes qui permettent de mieux comprendre le contexte industriel brésilien et son insertion compétitive sur le marché mondial. L'ECIB présente trois grands groupes d'industries, identifiés selon leur degré de compétitivité actuelle et potentielle.

Le premier groupe rassemble les **secteurs ayant une certaine capacité de compétition**. Parmi eux, on retrouve l'agro-industriel (huile de soja, café, jus d'orange), la chimie (pétrole et pétrochimie), les minerais (fer, aluminium), la sidérurgie, le papier/cellulose. De façon générale, ces secteurs opèrent à des niveaux de productivité satisfaisants et ont une bonne performance dans le commerce international. D'une part, ils présentent une bonne capacité de gestion des procédés, des échelles techniques adaptées et un degré élevé de modernisation technologique des équipements. D'autre part, ils bénéficient d'une base importante de ressources minérales, agricoles, forestières et énergétiques. Cependant, comme la majorité de leur production est constituée de biens standardisés, à faible valeur ajoutée, ces secteurs doivent faire face à des marchés relativement saturés ou en voie de saturation et par conséquent à une baisse des prix internationaux. Pour envisager des marchés plus dynamiques, avec des produits plus sophistiqués, ces secteurs doivent subir une restructuration. Celle-ci se

⁵² Pendant les dernières décennies, le Brésil a dépensé environ 1% du PIB par an en recherche-développement, tandis que la moyenne pour les pays développés se situe entre 2% et 3% du PIB par an (OCDE et Ministério de Ciência e Tecnologia).

heurte à des barrières telles que le manque de formation en recherche-développement.

Le deuxième groupe est formé par **les secteurs déficitaires en compétitivité**, dont la plus grande partie de la production est effectuée par des entreprises peu compétitives. Tournés vers le marché intérieur, ces secteurs se heurtent au problème de l'inégalité de la distribution des revenus dans la société brésilienne, associé à la réduction du pouvoir d'achat des classes moyennes et à l'éloignement d'une partie considérable des Brésiliens des marchés de consommation. Dans ce groupe, on trouve la viande et produits laitiers de l'agroalimentaire, mais aussi les fertilisants, le textile/habillement/chaussures en cuir, les meubles en bois, les matériaux de construction, l'imprimerie, l'électronique grand public et l'automobile/pièces détachées.

L'industrie automobile mérite un commentaire en raison de son rôle important dans l'appareil industriel brésilien. En dépit de son importante participation au capital industriel, l'industrie automobile brésilienne n'est pas suffisamment performante par rapport aux industries de pointe du secteur dans le monde. L'ECIB cite comme atouts favorables à la compétitivité de ce secteur les bas salaires, la main-d'œuvre intéressée et motivée - malgré le manque de qualification - et l'abondance de matières premières à des coûts relativement bas. En revanche, les difficultés les plus significatives sont liées à une flexibilité technologique insuffisante et à la verticalité du fonctionnement des entreprises. Le mouvement de sous-traitance n'a pas encore atteint les niveaux nécessaires. Il existe d'ailleurs un problème de relations entre les constructeurs et les fournisseurs de pièces pour l'automobile, qui n'arrivent pas à travailler dans des conditions de synergie comme dans les pays développés.

Dans le troisième groupe, on retrouve les **secteurs diffuseurs de progrès technique**. En raison de leur rôle majeur en matière de compétitivité, ils sont analysés à part, mais ils sont considérés comme un

sous-ensemble des secteurs déficients en compétitivité⁵³. Dans ce groupe, se trouvent le « complexe électronique » (informatique, télécommunications, automatismes industriels), les biotechnologies, le métallo-mécanique (machines-outils, équipements électriques, machines agricoles), les produits pharmaceutiques et phytosanitaires.

Aussi brefs que soient ces commentaires, ils contribuent à dresser un tableau de la situation générale de l'industrie brésilienne par rapport aux normes de compétitivité en vigueur sur les marchés internationaux. Bien évidemment, nous reprendrons les conclusions de l'ECIB à l'occasion de l'analyse sectorielle de l'industrie dans la région de Caxias do Sul en II.3.

I.3.4 - La situation de Caxias dans le contexte industriel du Rio Grande do Sul

L'activité industrielle dans le Rio Grande do Sul est bien diversifiée dans son ensemble, même si nous n'y retrouvons pas de grandes industries de pointe comme dans la région Sud-Est du Brésil. L'industrie *gaucha* présente des secteurs de production très divers, qui vont de l'alimentaire, de la chaussure, du textile et de l'habillement à l'industrie chimique, à la mécanique, aux produits plastiques, au tabac, aux meubles, par exemple. Le tableau ci-dessous illustre cette diversité, en même temps qu'il présente le poids de chaque branche en terme de nombre d'établissements, d'emploi et de chiffre d'affaires ⁵⁴.

⁵³ COUTINHO et FERRAZ (1994, p. 259).

⁵⁴ La source des données est le Secrétariat des Finances du Gouvernement de l'Etat du Rio Grande do Sul, qui les produit dans un but fiscal. Compte tenu du fait que le dernier recensement économique de l'IBGE date de 1985, les chercheurs s'accordent sur l'utilisation de ces informations statistiques au lieu de celles traditionnellement relevées par l'IBGE, notamment en ce qui concerne l'échelon municipal.

Tableau n° 6
LES BRANCHES INDUSTRIELLES DE L'ETAT DU RIO GRANDE DO SUL
(en pourcentages) - Année 1999

BRANCHES	Etablissements	Emplois	Chiffres d'affaires
minéraux non-métallifères	6,5	3,3	1,4
métallurgie	11,8	7,3	4,3
mécanique	5,2	6,8	6,3
matériel électrique et de comm.	1,7	2,0	1,8
matériel de transport	1,6	4,0	6,4
bois	7,9	2,8	0,8
meubles	8,5	5,3	2,3
papier et carton	1,5	2,3	2,2
caoutchouc	0,4	1,3	1,5
cuirs et pelleterie	2,9	3,9	3,4
chimie	1,3	3,1	15,8
pharmaceutique	0,2	0,2	0,1
parfumerie, savons et bougies	1,2	0,4	0,4
produits plastiques	2,0	2,2	4,6
tabac	0,2	0,9	6,7
textile	0,8	1,2	0,8
vêtements et chaussures	24,8	31,6	13,6
produits alimentaires	14,3	14,0	20,2
boissons	1,8	2,9	4,2
éditions et imprimerie	1,7	1,7	0,5
autres	3,5	3,0	2,5
TOTAL	100,0	100,0	100,0

Source : Secretaria da Fazenda, Estatísticas econômico-fiscais

Les branches alimentaires et de la chaussure figurent au premier rang. Selon le tableau n° 6, la chaussure domine en termes d'emploi, soit près de 31,6 % du total. Les produits alimentaires sont quant à eux les plus importants en termes de chiffre d'affaires industriels avec 20,2 %. Ces deux branches sont considérées comme traditionnelles car leur dynamisme n'est pas basé sur l'innovation mais sur une main d'œuvre intensive. Bien que mécanisées, ces industries mettent en œuvre une technologie traditionnelle et produisent pour le marché intérieur comme pour l'exportation. L'industrie chimique est importante elle aussi : elle est responsable de 15,8 % du chiffre

d'affaires, mais de 3,1 % seulement de l'emploi. Cela s'explique par le fait qu'un pôle pétrochimique important - intensif en technologie - s'est installé dans la région métropolitaine de Porto Alegre.

Soulignons également l'importance de l'industrie mécanique, qui détient 6,3 % du chiffre d'affaires et 6,8 % de l'emploi industriel.

Le territoire du Rio Grande do Sul bénéficie de deux régions de grande concentration industrielle : celle de l'agglomération métropolitaine de la capitale (RMPA) et la région de Caxias do Sul, connue également comme région de la *serra gaúcha*⁵⁵ (voir carte n° 13, en IV.1).

La région métropolitaine de Porto Alegre (RMPA) est constituée de vingt-trois communes, dont le noyau est Porto Alegre. Ce découpage a été officiellement établi en vue de l'attribution de ressources pour la planification territoriale. A cet égard, les régions métropolitaines brésiliennes jouissent d'un statut légal particulier, qui leur permet notamment d'accéder à des financements spécifiques⁵⁶.

La deuxième concentration industrielle est celle de Caxias do Sul avec ses douze communes voisines. Dans le but de montrer la situation relative de cette région, nous nous attacherons une démarche comparative, basée sur les données les plus récentes. Il nous faut pour cela accepter temporairement un découpage régional du Rio Grande do Sul autre que celui de l'IBGE. Le travail coordonné par ACCURSO (1996), que nous utilisons, est très satisfaisant par sa rigueur méthodologique même s'il considère le découpage des « régions de planification » comme base territoriale⁵⁷. Fondée sur des critères d'investissements, cette régionalisation obéit à une logique davantage

⁵⁵ En mettant l'accent sur les grandes concentrations industrielles, nous n'oublions pas l'existence d'une activité industrielle disséminée dans le Rio Grande do Sul. Même dans la région frontalière sud, dominée par des grands élevages, on retrouve une unité vinicole importante, plusieurs établissements alimentaires, quelques usines textiles, etc. Dans la partie nord de l'état, on constate une présence industrielle assez significative à Passo Fundo, Erechim et Ijuí notamment, où les industries agro-alimentaires et de machines agricoles prédominent. A ce sujet, voir RIO GRANDE DO SUL (1986).

⁵⁶ Pour d'informations complémentaires à propos des régions métropolitaines au Brésil, voir IV.1.

⁵⁷ Nous avons abordé ce sujet à l'occasion de l'analyse des découpages de l'Etat du Rio Grande do Sul (I.2.3.b).

politique que géographique. Cependant, le fait que cela ne coïncide pas avec les microrégions de l'IBGE n'est pas un problème grave pour nous, car l'essentiel de la région qui nous intéresse est inclus dans la région considérée par cet ouvrage⁵⁸. Insistons sur le fait que les bénéfices de l'utilisation des données les plus récentes surpassent les inconvénients du découpage régional utilisé, d'autant plus que le seul objectif ici est de tracer les contours des régions industrielles *gaúchas*.

Ainsi, selon ACCURSO, la RMPA n'est pas conçue comme un ensemble unique mais est séparée en deux parties, la « région de Porto Alegre » et la « région de la vallée du Sinos »⁵⁹. D'autre part, ce que l'auteur appelle « région de la Serra » correspond à la microrégion n° 311 de l'IBGE à laquelle ont été ajoutées 11 communes situées au nord.

Ces considérations mènent à des résultats divers dans le cadre d'une étude régionale de l'industrie. On remarque tout d'abord que si l'on considère la RMPA dans son unité ou si au contraire on la divise en deux, on aboutit bien à des conclusions complètement différentes. Néanmoins, ce choix n'est pas de notre ressort car notre recherche n'est pas directement concernée par la problématique métropolitaine⁶⁰. En revanche, il en va autrement pour la « région de la Serra » car nous avons une position à exprimer. Les communes qui ont été additionnées à la microrégion de l'IBGE changent peu la nature de celle-ci, car ce sont, rappelons-le, des communes dépourvues d'activité industrielle significative, ce qui nous permet d'effectuer une analyse comparative sans trop d'inconvénients au niveau de la méthode⁶¹.

⁵⁸ La différence entre les deux découpages se limite à des communes supplémentaires par rapport à la région de l'IBGE. Comme la plupart des communes "ajoutées" ont une très faible importance industrielle - et même parfois inexistante - l'utilisation de ce découpage n'entraînera pas de problèmes.

⁵⁹ Notons que MAMMARELLA (2001) fait le même constat, comme nous l'évoquons en IV.1.

⁶⁰ Nous reviendrons au sujet à l'occasion de la définition de la région de la Vallée du Sinos (chapitre V).

⁶¹ Pour illustrer notre position, remarquons que les données de population n'accusent pas une grande différence entre les deux découpages. Région de la Serra : 595 267 hab. (1990) et microrégion n°311 de l'IBGE : 533 001 hab.(1991).

Le tableau suivant présente un cadre comparatif des principales régions industrielles, tout en préservant les considérations évoquées précédemment.

Tableau n° 7

LES REGIONS INDUSTRIELLES DU RIO GRANDE DO SUL - 1993

Echelons territoriaux	PIB total	PIB industriel	PIB par hab US \$	Emplois industriels	Nombre d'étab. industr.	Chiffre d'affaires
Etat du RGS	100%	100%	4 227	100 %	100%	100%
Région de Porto Alegre	24,89	24,70	4 902	14,32	14,34	20,59
Région de la Serra	8,95	14,70	5 524	6,80	17,67	13,75
Région de la vallée du Sinos	18,28	27,78	6 731	27,94	17,35	26,65

Source : ACCURSO (1996)

D'après ce tableau, la région de la Vallée du Sinos constitue la plus importante concentration industrielle du Rio Grande do Sul, dépassant la région de Porto Alegre sous plusieurs aspects. Située au nord de la capitale, elle en est une continuation en tant qu'agglomération urbano-industrielle. Résultat de la colonisation allemande du début du XIX^e siècle, cette région a développé une industrialisation centrée sur la filière du cuir et de la chaussure. Hautement spécialisée, l'industrie régionale tire sa force davantage des exportations (vers les Etats-Unis notamment) que du marché intérieur. Son dynamisme économique est donc fondé sur une spécialisation⁶² dont le fonctionnement semble être relativement simple et

⁶² Selon ACCURSO (1996), le secteur cuir/chaussures emploie 63% de la main d'œuvre industrielle de la région de la Vallée du Sinos. S'agissant du reste de l'industrie locale, on peut affirmer qu'une grande partie est constituée d'établissements auparavant installés à Porto Alegre et dans la première couronne, lesquels cherchaient des coûts de localisation plus bas.

fortement influencé par les aléas du marché international. En effet, le développement régional dans la Vallée du Sinos n'est pas aussi enraciné localement qu'à Caxias do Sul. L'identité même de la région est encore imprécise aujourd'hui en raison de sa grande proximité avec la zone métropolitaine. De fait, la juxtaposition impose des conditions singulières au développement de cet espace contigu à la capitale, tant il est vrai que le découpage officiel de la Région Métropolitaine de Porto Alegre considère que les principales communes de la région en question font partie de la grande agglomération.

Bien que notre objectif ici ne soit pas d'approfondir une analyse comparée - le chapitre IV en sera consacré - , il nous paraît clair que la région de Caxias do Sul permet une étude d'économie industrielle régionale beaucoup plus riche et porteuse. Si nous avons choisi la région de Caxias, c'est plutôt en raison du type de dynamisme qu'elle présente que de sa simple performance économique. Ainsi, notre choix relève davantage du mode de fonctionnement de l'industrie locale, jugé plus complexe (car plus diversifié) qu'une simple production spécialisée destinée à l'exportation. A titre d'illustration, remarquons que 58% des emplois industriels de la région de Caxias sont répartis entre plusieurs branches : matériel de transport, ameublement, chaussure, métallurgie et mécanique, dont la production est dirigée vers les marchés les plus divers.

En revenant au tableau comparatif, on constate que la région de Caxias do Sul se situe au troisième rang pour la plupart des aspects considérés. Elle dépasse à peine la vallée du Sinos en nombre d'établissements industriels. La comparaison entre la région de Caxias et celle de Porto Alegre est à notre avis dépourvue d'intérêt, dans la mesure où celle-ci a perdu sa prédominance industrielle pour devenir une région spécialisée dans les services⁶³. Cette évolution rend incohérente toute tentative de comparaison entre les deux régions, il s'agirait même d'un

⁶³ ALONSO et BANDEIRA (1988).

contresens. Il importe donc de travailler sur des régions nettement industrielles, parmi lesquelles on constate que Caxias do Sul est bien le deuxième pôle.

Notre intérêt pour cette région tient également au fait que les études sur l'industrie de la région de Caxias do Sul sont relativement peu nombreuses dans une approche régionale proprement dite. On trouve par contre des études historiques et économiques riches, mais limitées à une commune, celle de Caxias, notamment⁶⁴.

Attachons-nous maintenant à caractériser l'industrie régionale, en n'en évoquant que les points essentiels car l'analyse approfondie sera effectuée dans les chapitres II et III ci-après. Le tableau n° 8 permet un premier aperçu quant au nombre d'établissements, quant à l'emploi et quant au chiffre d'affaires.

⁶⁴ Par exemple : BALDISSEROTTO (1995) et FRIZZO (1985 et 1997).

Tableau n° 8

L'INDUSTRIE DE LA REGION DE CAXIAS DO SUL DANS UN PREMIER APERÇU - 1998
Participation (%) selon les branches

BRANCHES	Etabl.	%	Emplois	%	Chiffres d'Affaires*	%
minéraux non-métallifères	213	2,9	2754	3,4	230.325.353,66	3,2
métallurgie	1021	14,0	11268	14,1	812.257.431,15	11,3
mécanique	577	7,9	8170	10,2	693.767.030,26	9,6
matériel électrique et de comm.	233	3,2	2988	3,7	275.476.616,90	3,8
matériel de transport	215	2,9	11203	14,0	1.392.903.711,89	19,4
bois	378	5,2	2360	2,9	72.706.231,63	1,0
meubles	942	12,9	12136	15,2	1.023.748.181,07	14,2
papier et carton	100	1,4	1445	1,8	148.015.315,21	2,1
caoutchouc	34	0,5	638	0,8	36.799.456,00	0,5
cuirs et pelleterie	161	2,2	1056	1,3	63.299.946,00	0,9
chimie	62	0,8	422	0,5	62.743.198,00	0,9
pharmaceutique	4	0,1	83	0,1	5.333.978,00	0,1
parfumerie, savons, bougies	38	0,5	71	0,1	2.976.229,00	0,0
produits plastiques	225	3,1	2345	2,9	205.453.032,25	2,9
textile	77	1,1	2114	2,6	104.549.987,27	1,5
vêtements et chaussures	1699	23,2	7233	9,0	427.423.957,18	5,9
produits alimentaires	504	6,9	6493	8,1	864.536.188,31	12,0
boissons	484	6,6	2449	3,1	489.915.151,74	6,8
editions et imprimerie	86	1,2	438	0,5	16.233.663,00	0,2
autres	260	3,6	4416	5,5	265.619.247,06	3,7
TOTAL	7313	100	80082	100	7.194.083.905,58	100

Source : Secretaria da fazenda, Estatísticas econômico-fiscais

* En *reals* courants.

Il est clair que les branches du matériel de transport et du meublier occupent le devant de la scène de l'industrie locale : presque 30% de l'emploi et 33,6% du chiffre d'affaires. Mais si l'on considère les branches alimentaires, métallurgique et mécanique, toutes présentant une participation proche à 10%, on voit que le poids de la production est bien distribué.

Du point de vue de l'emploi, en dehors du meublier (15,2%), de la métallurgie (14,1%) et du matériel de transport (14%), il est important de souligner la participation des industries de la chaussure (9%), de la mécanique (10,2%) et de l'alimentaire (8,1%). Ce phénomène s'explique par le

fait que les procédés de production, quoiqu'ils aient récemment incorporé des avancés technologiques, restent caractérisés par une main d'oeuvre intensive, abondante et bien qualifiée.

Malgré leur faible participation, les industries de produits plastiques⁶⁵ et du caoutchouc illustrent la complémentarité interindustrielle dans la région, dans la mesure où elles répondent à la demande des industries de matériel de transport. Dans le même esprit, citons la branche papier et carton qui joue un rôle important en ce qui concerne les emballages pour l'industrie en général et pour l'alimentaire et la chaussure en particulier.

Pour retracer les grandes lignes de l'évolution de l'appareil industriel local, commençons par mentionner que les activités manufacturières ont débuté avec la production de biens de consommation courante. Les branches dites « traditionnelles », liées en quelque sorte au secteur primaire, sont à l'origine du développement de la région de Caxias do Sul. Citons parmi les secteurs ayant amorcé l'industrialisation locale les scieries, les moulins à maïs et à blé, les tissages, les bonneteries, les caves à vin et les conserveries de viande.

L'hégémonie des branches dites « traditionnelles » n'a été brisée qu'aux environs des années 80, grâce à la prépondérance des industries dites « dynamiques »⁶⁶. Selon le rapport de recherche « Programme d'appui aux centres régionaux », élaboré par le gouvernement de l'Etat⁶⁷, les branches dynamiques tendent à dépasser les branches traditionnelles en termes de production. « (...) le parc industriel de la région de Caxias do Sul joue un rôle fondamental dans le cadre de l'industrie de l'état. Soulignons par ailleurs que

⁶⁵ Bien que leur poids régional ne soit pas considérable, les industries de produits plastiques ont présenté une performance remarquable dans les années 90, comme nous l'évoquerons en III.3.

⁶⁶ La classification des industries comme traditionnelles ou dynamiques est courante dans les études sur l'industrie *gaúcha* et même brésilienne depuis les années 1970. La distinction entre branches traditionnelles et branches dynamiques repose essentiellement sur un critère quantitatif, à savoir les taux de croissance du profit et la taille du marché. Remarquons que cette classification présente aujourd'hui des limites car on trouve des branches traditionnelles très dynamiques, notamment si l'on analyse les sous-branches. Néanmoins, l'utilisation de cette approche ne compromet pas nos conclusions.

⁶⁷ Voir RIO GRANDE DO SUL (1987).

son importance continue de croître et que les branches dynamiques deviennent de plus en plus significatives. Ces branches sont fondées sur ce que l'on appelle le secteur métallo-mécanique, constitué par les industries mécanique, de matériel électrique et de communication et par les industries métallurgiques et de matériel de transport. À cet égard, insistons notamment sur la performance des deux premières branches, qui semblent trouver dans la région des avantages de localisation considérables, ce qui garantit leur expansion » (p. 21).

La croissance des branches « dynamiques » n'entraîne ni la stagnation, ni le ralentissement de l'activité des branches dites « traditionnelles », car les industries du meuble, des boissons et du textile semblent se maintenir à des niveaux satisfaisants. Il est légitime de remarquer que l'effort naissant de modernisation des branches « dynamiques » ne va pas à l'encontre des branches « traditionnelles ». Autrement dit, l'essor d'une part de l'industrie locale n'est pas forcément à l'origine du déclin de l'autre. Ce constat suggère plutôt que l'industrie régionale présente des possibilités de développement dans un contexte assez diversifié⁶⁸.

En effet, grâce à la diversité de sa production industrielle, la région de Caxias do Sul est moins sensible aux aléas de la conjoncture, notamment si on la compare à des régions plus spécialisées. Le « secteur métallo-mécanique » (métallurgique, mécanique, matériel électrique et de communication, matériel de transport) est emblématique de l'industrie régionale, sans pour autant en faire une industrie spécialisée. Car le poids et le dynamisme de l'agroalimentaire, de l'habillement et du meuble illustrent, comme nous l'avons montré, les conditions d'équilibre relatif dans lesquelles s'opère l'activité industrielle. Bien que l'analyse détaillée de l'industrie régionale soit l'objet des chapitres suivants, remarquons ici que la diversité productive en est une caractéristique essentielle.

⁶⁸ Il est évident que l'industrie locale subit des aléas originaires des mouvements du marché, ainsi que les conséquences normales de l'accumulation capitaliste. L'évolution de l'industrie sera examinée plus avant dans cette thèse, notamment à partir du II.3.

Outre la diversification industrielle, évoquons le fait que la région présente la coexistence singulière de deux réalités extrêmes au sein du tissu industriel. D'une part, de petites et moyennes entreprises à faible développement technologique et à structure organisationnelle simple, et d'autre part de grandes entreprises à haut niveau technologique et à structure organisationnelle complexe.

Compte tenu de cette situation - singulière au premier abord -, on pourrait penser à un tissu industriel séparé en deux parties étanches. Ce n'est cependant pas le cas, car plutôt qu'une disjonction nuisible, on retrouve même un certain degré d'intégration. C'est le cas de la branche mécanique par exemple, et en particulier de la production de machines pour les industries du plastique, du cuir, de la chaussure, des boissons et du bois.

Il importe également de considérer qu'il s'agit là d'une région anciennement industrialisée à partir de sa constitution en « île économique », au XIX^e siècle. En d'autres termes, l'industrie n'a pas été introduite à Caxias do Sul dans le but de « moderniser » la région, en y important des éléments de l'extérieur. Au contraire, l'industrie fait partie de la réalité régionale depuis le début de son histoire économique. Une analyse historique de l'industrie régionale montrerait en effet que la région a su mettre en œuvre ses propres forces et tirer parti de ses atouts pour se développer, et qu'elle n'a pas reçu d'aides significatives de l'extérieur. Les conditions de son essor économique sont toujours attribuées majoritairement aux capacités locales.

CHAPITRE II

LES FAITS DU DYNAMISME

« La région dynamique et qui se développe est de plus en plus appréhendée comme un sous-système auto-organisateur, ouvert sur l'extérieur, mais capable de maîtriser ses relations avec l'extérieur en vue de les faire servir à sa propre structuration et par conséquent capable de créer ses propres ressources ».

MATTEACCIOLI, 1996/97

Ce chapitre s'attache à présenter le dynamisme de la région de Caxias do Sul en mettant l'accent sur l'activité industrielle et sur ses conséquences au niveau local. Il s'agit ainsi de dresser un tableau des principales composantes du dynamisme régional pour en relever l'intensité, les modalités, les tendances.

Premièrement, nous soulignerons l'importance de la diversification de l'artisanat jusqu'à l'industrie, une occasion de retracer brièvement l'évolution historique de la région. Deuxièmement, nous passerons à l'analyse du dynamisme sous une approche démographique, où nous discuterons surtout de l'urbanisation et des caractéristiques générales de la population. Le troisième pas consistera à présenter le dynamisme économique proprement dit, qui se révèle à travers quelques indicateurs. Enfin, dans la quatrième section, nous présenterons la répartition de l'emploi industriel, en examinant la qualification de la main-d'œuvre et les effets de la restructuration industrielle des années 1990 sur l'emploi.

II.1 - DE L'ARTISANAT A L'INDUSTRIE : EN ROUTE VERS LA DIVERSIFICATION

II.1.1 - Le peuplement du territoire *gaúcho*

Avant l'arrivée des colons italiens (1875) qui ont inauguré l'histoire économique de la région de Caxias do Sul, le territoire du Rio Grande do Sul n'était bien connu et occupé que dans sa portion sud, à savoir les champs et les prairies où s'est établi l'élevage extensif. Développée par les luso-brésiliens, c'était là la principale activité du Rio Grande do Sul. Le *gaúcho*, chevalier de la pampa, synthétisait alors la civilisation de l'élevage, dont il est encore aujourd'hui le symbole.

Le plateau septentrional était donc méconnu et inhabité. L'expression « région du haut des monts » inventée par les habitants des prairies du sud pour désigner la portion nord du territoire témoignait de son isolement.¹

La province du Rio Grande do Sul comptait environ 100 000 habitants en 1822, quand le Brésil a déclaré son indépendance du Portugal (ROCHE, 1969, p. 39). Le plateau septentrional abritait quant à lui 10 000 personnes approximativement, concentrées dans la région des missions, à l'ouest (6 750 hab.) et dans la région des « hauts champs de Vacaria », dans l'extrême nord-est. C'est cette forte concentration démographique qui conduit ROCHE à affirmer qu'au début du XIX^e siècle, « le Rio Grande do Sul, ce n'était que la pampa. Ainsi le territoire gaucho

¹ Les caractéristiques géographiques du territoire ont eu un rôle important dans l'occupation du Rio Grande do Sul, à tel point que même aujourd'hui on retrouve des différences nettes entre la « moitié » nord et la « moitié » sud. La portion nord est le plateau, couvert de forêts à l'origine, dont le relief plus accidenté a poussé l'occupation à plus tard. Domaine par excellence de la petite exploitation agricole familiale, la portion nord présente actuellement un grand nombre de petites communes. Dans la portion sud, dotée d'un relief moins accidenté, des larges prairies sont adaptées à l'élevage bovin. Cette activité domine, avec des grandes propriétés rurales y installées. Comme conséquent, son découpage concerne des communes plus extenses, mais moins nombreuses. Ces deux portions du territoire sont nettement séparées par une bande longitudinale plate, formée par la vallée du Jacuí et autres fleuves, que l'on appelle Dépression Centrale. Pour plus de détails sur l'évolution historique de ces deux « mondes » dans le territoire *gaúcho*, voir FERRAZ DE SOUZA et SIQUEIRA GOMES, C.R. (1991), notamment p. 283 et suivantes.

finissait à l'orée de la forêt vierge, c'est-à-dire au pied de la Serra Geral » (ROCHE, 1969, p. 40).

Cependant, la zone située dans le nord-est du plateau septentrional, appelée « les hauts champs de Vacaria », développait elle aussi l'élevage bovin, mais en moindres proportions que dans la pampa et sans relations avec celle-ci. Le relief escarpé et la dense forêt constituaient les principales barrières entre ces deux « mondes ». Les seuls à les avoir déjà franchies étaient alors les commerçants venus de São Paulo en quête de bétail pour approvisionner le marché du centre du pays.

Outre l'arrivée, à partir de 1746, des Açoriens qui s'établirent entre Porto Alegre et Triunfo en suivant le fleuve Jacui et à l'entrée de la lagune des Patos (à Pelotas et Rio Grande), il importe de mentionner l'immigration allemande comme composante de l'occupation du territoire *gaúcho*. A partir de 1824² et en remontant les fleuves Jacui, Taquari et dos Sinos, les Allemands se sont installés dans les vallées, sur les terres fertiles et favorables à l'agriculture. La zone occupée par les Allemands était concentrée au pied des pentes du plateau.

Ainsi, les terres où se fixèrent les Italiens en 1875 étaient jusqu'alors pratiquement vierges, et les commerçants de bétail mentionnés précédemment y étaient fréquemment victimes d'attaques de la part d'indigènes.

Ces terres délaissées n'avaient pas non plus suscité l'intérêt des éleveurs des « hauts champs de Vacaria », car la forêt et le relief y étaient peu propices à l'élevage et la crainte des Indigènes était bien réelle. C'est pourtant sur ces terres abruptes et isolées que s'installèrent les premiers colons italiens du Rio Grande do Sul, dont l'arrivée inaugure la dernière étape de l'occupation de la province du Rio Grande do Sul.

II.1.2 - L'immigration européenne

² La littérature sur l'immigration allemande dans le Rio Grande do Sul étant vaste, nous nous référons ici à l'un des auteurs les plus connus et cités. Il s'agit de Jean ROCHE, auteur de « La colonisation allemande et le Rio Grande do Sul », publié en français en 1962 et en portugais en 1969. Pour nous, ce qu'il est intéressant de remarquer, ce sont les conditions généreuses dont ont bénéficié ces colons allemands. Le voyage depuis l'Allemagne était pris en charge par le gouvernement brésilien ; chaque famille recevait gratuitement 77 hectares de terres, des chevaux et des bovins, ainsi qu'une allocation pour une durée de deux ans ; la production n'était pas assujettie à l'impôt pendant dix ans ; la naturalisation immédiate et la liberté religieuse leur étaient assurées. La seule contrainte consistait en l'interdiction de vendre leurs terres avant un délai de dix ans (ROCHE, 1969, p. 95).

Différents éléments expliquent le phénomène migratoire européen vers l'Amérique au XIX^e siècle.

Au niveau mondial, on assistait à cette époque à une profonde transformation du capitalisme qui se consolidait comme mode de production universel. Si l'expansion était son impératif majeur, l'élimination des traces résiduelles du féodalisme en était une condition *sine qua non*. Dirigé par l'Angleterre, ce processus impliquait la quête de nouveaux marchés et entraîna au cours de sa trajectoire l'internationalisation du marché du travail. Autrement dit, il fallait homogénéiser le plus possible la structure de ce marché dans les termes du travail salarié typiquement capitaliste, car cette homogénéisation devait avoir pour conséquence l'expansion et la consolidation du marché de consommation mondial.

Au début du XIX^e siècle, le Brésil était une possession portugaise gouvernée d'abord par le roi du Portugal Dom João VI, puis par son fils Dom Pedro I, et le parlement était dominé par les propriétaires fonciers et notamment par les producteurs de canne à sucre et de café. Fondées sur le travail des esclaves africains, ces activités caractérisaient une économie agricole dépendante des marchés extérieurs. La société brésilienne était marquée alors par l'esclavagisme et par un marché intérieur très peu développé. A l'égard du capitalisme florissant, il fallait briser cet archaïsme qui bloquait le développement normal du système et dans ce sens, le rôle de l'Angleterre en Amérique Latine fut exemplaire : parmi les intérêts anglais sur ce continent, l'abolition de l'esclavage fut l'un des mieux atteints. De fait, la transformation des esclaves noirs en travailleurs libres généra le développement d'un marché de travail salarié et d'un contingent significatif de consommateurs, deux conditions du succès de l'expansionnisme anglais³.

³ En termes généraux, il s'agit là d'une mutation fondamentale pour la force de travail. Comme le remarque justement IANNI (1979, p. 13), cette dernière change de statut dans la mesure où elle devient une marchandise vendue et achetée sur un marché, tandis qu'auparavant, elle était davantage un objet appartenant au maître d'esclaves (dans le cas du Brésil) ou un objet auquel le seigneur féodal ne demandait que le servage (en Europe, principalement).

Dans la mesure où les intérêts du Brésil étaient diamétralement opposés, on imagine aisément le tour de force du gouvernement britannique. Pendant près de cinquante ans, et sous la pression des grands propriétaires terriens, le Brésil opposa sa résistance. Le « mouvement abolitionniste » se développait cependant, rassemblant les valeurs humanitaires défendues par la population urbaine cultivée (intellectuels, artistes, écrivains) et les intérêts économiques d'une classe industrielle naissante attachée à la modernisation du pays. A ce mouvement s'ajoutait l'intérêt du gouvernement impérial qui, considérant l'ensemble du pays, envisageait de dynamiser l'économie en stimulant de nouvelles activités. Soulignons par ailleurs la préoccupation des élites brésiliennes face à « l'excessif noircissement » de la population, un problème qu'il fallait résoudre par l'abolition de la traite des Africains, mais également en adoptant des mesures pour « blanchir » le pays.

C'est dans ce contexte que s'insère la politique officielle d'immigration coordonnée par le gouvernement central, avec l'appui des gouvernements provinciaux. L'immigration qui se développa tout au long du XIX^e siècle était conçue à l'origine, et de façon globale, comme une préparation à l'abolition de l'esclavage. La première expérience d'immigration fut mise en œuvre dès 1816, sous Dom João VI, dans la province de Rio de Janeiro, avec l'arrivée de Suisses et d'Allemands. La suspension de la traite des Noirs n'eut lieu qu'en 1850 et l'abolition définitive de l'esclavage en 1888, à la veille de la proclamation de la République, ce qui révèle à quel point la société brésilienne était imprégnée des intérêts esclavagistes et combien il fut difficile de l'en débarrasser. L'immigration apparut alors comme un *renouvellement des ressources*, indispensable à l'entrée du Brésil dans le monde moderne, industriel et urbain, c'est-à-dire dans le système capitaliste mondial.

L'immigration européenne au Brésil, il est important de le souligner, a revêtu des significations diverses selon les régions. D'une façon générale, elle a remplacé à São Paulo la force de travail esclave, assurant alors l'expansion de la culture du café. Les immigrants étaient des travailleurs libres et salariés comme il est d'usage dans le capitalisme. Dans le Sud par contre, l'immigration visait la colonisation de cette

portion du territoire toujours sensible à la convoitise des Espagnols dans un premier temps, puis des pays de la Plata. Coloniser signifiait fixer une population paysanne capable de développer une production vivrière fondée sur le travail familial. Dans son ensemble, le contingent migratoire dirigé vers le Sud devait garantir l'augmentation de la population et était chargé d'amorcer l'industrialisation et de stimuler le commerce. En effet, les responsables de la politique migratoire avaient bien cerné leur objectif. Ils demandaient certes des paysans, mais avec une certaine compétence artisanale. Il leur fallait également posséder des connaissances techniques, de façon à contribuer au développement économique du pays (IANNI, 1979, p. 12).

L'immigration vers le Rio Grande do Sul a commencé en 1748, par l'arrivée puis l'installation des açoriens dans les zones proches du littoral et dans la vallée du Jacuí, donnant origine aux villes de Porto Alegre, Mostardas, Osório, Rio Pardo, entre autres. En 1824, on enregistre l'arrivée des Allemands précédemment mentionnés. Les Italiens arrivèrent près de cinquante ans plus tard, après avoir quitté leur pays alors bouleversé par le processus d'unification politique et traversé par une grave crise économique.

En effet, l'instabilité politique qui frappa l'Italie entre 1850 et 1870 fut accompagnée d'une désorganisation économique qui renforçait l'écart entre le nord et le sud du pays. La restructuration du marché intérieur engendra le déplacement de l'axe économique - jusqu'alors situé à Naples et en Sicile - vers le nord, suscitant ainsi l'industrialisation de la région milanaise. L'Italie du sud connut une stagnation. La préservation des structures agraires traditionnelles au profit des grands propriétaires fonciers empêcha quant à elle l'absorption suffisante de la main d'œuvre. Au Nord, l'intensification de l'industrialisation eut pour conséquence la libération de travailleurs et d'artisans attachés à un mode de production qu'il fallait dépasser. Dans une conjoncture économique particulièrement difficile, le chômage s'aggravait dans toute l'Italie.

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que la crise sociale ait atteint progressivement un niveau dangereux. L'émigration apparut comme une solution - même palliative - , d'autant plus qu'elle pouvait en

outre soulager les tensions sociales dans des zones sensibles. Pour le gouvernement italien, elle signifiait par ailleurs un important intérêt économique : dans un contexte de déficit de capitaux, l'envoi régulier de devises par les émigrés pouvait atteindre des sommes substantielles dont le pays avait certainement besoin. Dans ce sens, selon IANNI (1979, p. 14), « les émigrés sont des véritables marchandises, car ils produisent des devises pour le pays qui les exporte ».

La situation intérieure italienne, avec ses multiples enjeux, semble appuyer l'idée selon laquelle l'émigration était la seule solution pour sauver les démunis de la misère absolue. Cependant, plutôt que d'exprimer une volonté humaniste, cette idée est une manifestation idéologique des autorités italiennes soucieuses de sensibiliser les autres pays et de faciliter ainsi l'accueil des Italiens dans le monde entier⁴.

C'est ainsi qu'entre 1871 et 1900, l'Italie a envoyé en Amérique (Brésil, Argentine et États-Unis notamment) une moyenne de 82 124 émigrés par an. Sur la même période, et toujours en moyenne annuelle, ce sont 27 766 d'entre eux qui s'installèrent au Brésil⁵. Les données relatives à l'état du Rio Grande do Sul sont imprécises, mais la littérature s'accorde sur un contingent de 74 000 à 100 000 immigrants italiens installés dans cet état entre 1875 et 1914⁶.

⁴ Voir GIRON, p. 52, in BARROS et autres (1980). Selon l'auteur, la croissance démographique de l'Italie n'a pas ralenti malgré l'émigration de 24 000 Italiens entre 1869 et 1962. D'après COSTA et DE BONI (1984), « l'émigration à grande échelle permettait aux classes dirigeantes italiennes de garder et même d'élargir leurs privilèges » (p. 53). Il est clair que cette « solution malthusienne » a été choisie pour détourner en partie les effets politiques de la crise sociale et économique dans laquelle était plongée l'Italie.

⁵ Emigration italienne en moyenne par an en fonction des périodes

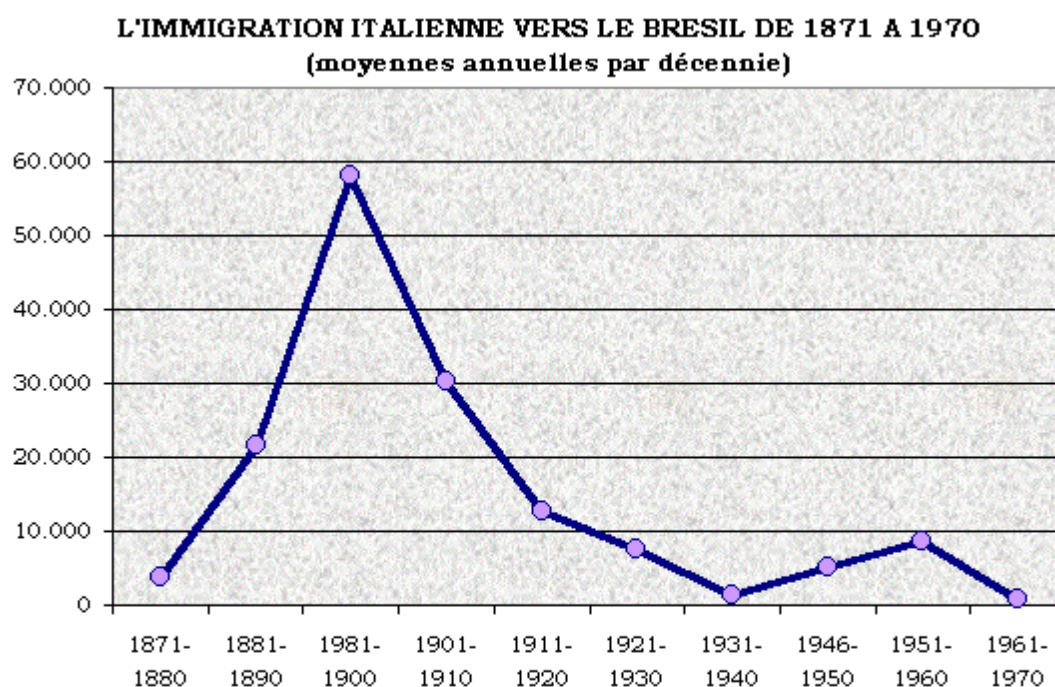
Périodes	Etats Unis	Argentine	Brésil	Autres destinations	Total
1871-1880	2 675	8 608	3 722	102 591	117 596
1881-1890	24 487	39 151	21 555	102 727	187 920
1891-1900	51 433	36 722	58 022	137 296	283 473

Source : ISTAT Sommario di statistiche storiche de l'Italia 1861-1975, Roma, 1976.

Cité par COSTA et DE BONI (1984), p. 54.

⁶ Voir MANFROI, O. (1987), « Italianos no Rio Grande do Sul », en DE BONI, dir. (1987).

Graphique n° 2



Source : ISTAT, *Sommario di statistiche storiche dell'Italia 1861-1975*, Roma, 1976. Cité par COSTA et DE BONI (1984, p.54).

La plupart des immigrants fixés dans la région de Caxias do Sul sont originaires de Vénétie et de Lombardie, dans le nord de l'Italie, deux régions touchées de plein fouet par la crise de reconversion industrielle et où le chômage frappait aussi bien les artisans et les ouvriers des manufactures que les paysans qui n'avaient pas accès aux terres agricoles. COSTA et DE BONI indiquent que la population italienne installée dans la région était composée pour 54% d'individus venus de Vénétie et pour 33% de Lombardie⁷.

⁷ COSTA et DE BONI (1984), p. 79.

II.1.3 - L'arrivée des Italiens et l'organisation de la colonie

En 1870, le gouvernement provincial désormais en charge de la colonisation obtint du gouvernement impérial des terres à distribuer aux colons italiens introduits au Brésil par une société d'immigration chargée de faire arriver 40 000 colons dans un délai de dix ans. Le contrat stipulait que 90 % des immigrants devaient être agriculteurs⁸.

La Commission des Terres procédait au lotissement du terrain, en réservant des surfaces communes destinées notamment à l'école, l'église et l'administration. La loi prévoyait des lots d'une superficie de 25 hectares, mais dans la réalité, leur taille variait considérablement. GIRON signale que 30 % des colons ont reçu moins de 10 ha, tandis que 10% d'entre eux ont bénéficié de lots de 50 ha. L'auteur évoque également la différence des prix des lots en fonction de leur proximité du siège de la colonie, et y voit les prémices d'une spéculation foncière⁹. Il importe de remarquer l'inégalité sociale entre les colons qui s'amorce dès le début de leur installation dans la région, sur la base de l'accès à la terre.

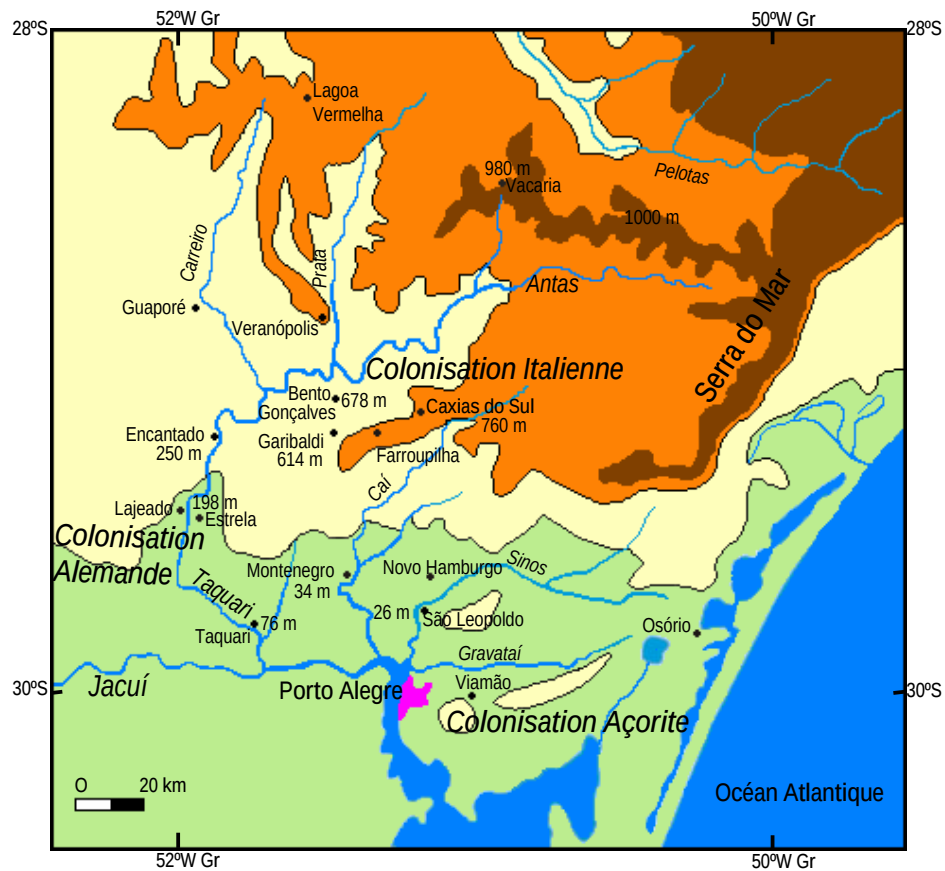
Contrairement à ce qui s'est passé avec les colons allemands arrivés en 1824 dans le Rio Grande do Sul (voir note n° 2 en II.1.1), les Italiens n'ont pas reçu leurs terres par donation, mais durent les payer dans un délai maximum de cinq ans. Le prix du voyage de l'Italie jusqu'à Rio Grande (ville portuaire du Rio Grande do Sul) devait lui aussi être remboursé au gouvernement qui ne prenait en charge que

⁸ COSTA et DE BONI (1984), pp. 63-64.

⁹ D'après GIRON (1986).

Carte n° 11

Colonisation européenne au Nord de Porto Alegre



Légende

- + 900 m
- 700 - 900 m
- 200 - 700 m
- 200 m
- Océan et lagunes
- Rivières et fleuves
- La capitale de l'Etat
- Le villes secondaires

Cartographie: Géog. Ivanira Falcade

Source: THOFEHRN, H.A., dans PELLANDA, E. 1950.

l'hébergement et le transport des colons italiens entre Rio Grande et la région où ils devaient se fixer. Pour entreprendre la production, on leur fournissait semences et quelques outils agricoles. Si une petite somme leur était avancée à titre d'aide au démarrage de leur activité, elle venait s'ajouter à leurs dettes.

Mais tout n'était pas malheur et affliction pour les colons... Le gouvernement provincial leur accordait le droit au travail salarié pendant quinze jours par mois, dans les travaux d'ouverture des routes et dans le lotissement des environs de la colonie, de façon à préparer le terrain pour l'arrivée d'autres contingents d'immigrés¹⁰.

En bref, ce que le gouvernement fit de plus important pour stimuler la colonisation italienne consista à faciliter le paiement des lots. On voit là un changement dans la politique d'immigration qui s'était montrée beaucoup plus généreuse à l'égard des Allemands quelques cinquante ans auparavant : ces individus avaient bénéficié des terres fertiles des vallées, à proximité de la capitale Porto Alegre ; ils s'étaient vu accorder des lots à titre gracieux, dont la superficie était trois fois supérieure à celle des terres des colons italiens.

Les témoignages des premiers immigrants¹¹ sont unanimes dans leur description des difficultés de toute sorte affrontées pendant le voyage (les mauvaises conditions sanitaires et la surcharge des bateaux entraînaient des maladies auxquelles succombèrent plusieurs colons), au moment de leur installation dans la région (manque de nourriture et d'hébergement adéquat pendant que la Commission de Terres finissait la démarcation des terres) et dans les premiers temps de travail jusqu'à la première récolte (quand il fallait défricher la forêt, labourer la terre et planter, mais aussi bâtir la maison familiale).

De fait - et sans glisser vers l'imaginaire héroïque -, on ne peut ignorer les très mauvaises conditions de vie que les Italiens ont endurées

¹⁰ La même forme de travail a été utilisée plus tard lors de la construction de la voie ferrée reliant Caxias à Porto Alegre (1910).

¹¹ Les Archives Historiques du Musée Municipal de Caxias do Sul conservent maints témoignages des premiers temps, mais aussi des périodes ultérieures, autant de documents qui constituent un riche matériel de recherche sur l'histoire régionale. Au lecteur intéressé, nous suggérons vivement le résumé de COSTA et DE BONI (1984) sur

quand il se sont installés à l'orée des forêts du plateau du Rio Grande do Sul, et cela d'autant plus si l'on considère l'éloignement de la région par rapport aux zones habitées, une distance que le relief rendait plus longue et difficile encore à franchir. Mais ce monde rude et inconnu était malgré tout meilleur que ce que les immigrants avaient vécu en Italie.

Le peuplement de la région a débuté en 1875 avec la fondation de trois colonies :

- « Fundos de Nova Palmira » (nommée plus tard Colônia Caxias) située dans un endroit connu jusqu'alors sous le nom « Campo dos Bugres » (en raison des incursions des indigènes contre les commerçants de bétail du centre du pays). Cette colonie est à l'origine de la commune de Caxias do Sul.
- « Dona Isabel », à l'ouest de la première, porte ce nom en hommage à la princesse héritière du trône brésilien, fille de l'empereur Dom Pedro II. Cette colonie est à l'origine de la commune de Bento Gonçalves.
- « Conde d'Eu », située au sud de la précédente, porte le nom de l'époux de la princesse héritière, membre de la dynastie d'Orléans, de France. Cette colonie est à l'origine de la commune de Garibaldi.

La préférence du gouvernement provincial pour des agriculteurs n'a pas empêché l'arrivée de nombreux immigrants aux professions les plus variées. Si le contrat d'immigration prévoyait en effet 10 % de non-agriculteurs, beaucoup de candidats se déclaraient agriculteurs pour pouvoir émigrer alors qu'il exerçaient d'autres métiers. C'est ainsi que les colonies comptèrent dès le début des forgerons, des cordonniers, des boulangers, des pharmaciens, des photographes, des commerçants. La diversité des métiers a accéléré le développement des colonies, notamment en termes d'activités urbaines.

Ainsi, les sièges des colonies ont présenté une croissance relativement rapide. Les employés de la Commission de Terres et du gouvernement provincial, les immigrants non paysans et quelques

la situation des émigrés depuis l'Italie jusqu'à leur installation à Caxias do Sul, dans le chapitre 8 intitulé « L'histoire que personne ne raconte » (p. 92-109).

commerçants luso-brésiliens s'y installèrent en effet. Peu à peu, le commerce se révéla une activité importante, dans la mesure où les échanges jouaient un rôle-clé dans cette région où la communication avec les marchés consommateurs était difficile.

Les agriculteurs s'attachaient à une polyculture vivrière et les premières récoltes donnèrent des bons résultats. Les principales cultures étaient le maïs, le blé, la pomme de terre, le raisin, et les paysans élevaient porcs et volailles. La production était destinée à la subsistance et les excédents étaient commercialisés. Les plantations d'arbres fruitiers, de haricots, d'avoine, d'orge et de riz étaient assez répandues et garantissaient alors une plus grande diversification de la production. L'installation de petits ateliers artisanaux complétait le cadre d'autosuffisance qui caractérisait le monde paysan dans les premières années de colonisation. En mettant en valeur leurs connaissances - primaires il est vrai - acquises en Italie, les immigrants étaient capables de fabriquer des outils agricoles et d'autres biens dont ils avaient besoin. Ainsi, un agriculteur pouvait être également forgeron, ferblantier, charpentier ou sellier.

C'est grâce à ses commerçants que la « région italienne » parvenait à écouler ses excédents de production, variés et bon marché, dans les centres urbains proches de la capitale. Les excédents destinés à la vente augmentèrent et se diversifièrent, intégrant peu à peu le vin, le saucisson, la graisse animale, le fromage, le haricot noir.

Les paysans apportaient leurs produits aux commerçants installés au siège de la colonie qui leur proposaient des prix toujours très faibles. Soulignons que les prix demandés par le producteur, qui ne prenait pas en compte la main d'œuvre familiale dans le calcul des coûts de production, étaient déjà très bas. Mais dans l'ignorance des véritables prix de marché, les agriculteurs étaient souvent victimes de la cupidité des commerçants¹².

¹² Les références à cette procédure sont nombreuses dans la bibliographie. Voir notamment GIRON (1994, p. 34) ; COSTA et DE BONI (1984, p. 213) ; HEREDIA (1993, p. 41) ; LAGEMANN (1980, p. 129) ; PESAVENTO (1983, p. 75-76). Lorsqu'ils s'intéressent à la compétence supposée inégalable des Italiens (colons et descendants) dans les affaires, COSTA et DE BONI (1996, p. 20) relatent une anecdote significative de l'avidité des commerçants : "C'est Italo Balen qui a le mieux capté ce trait de notre

À l'instar des exploitations agricoles, les établissements commerciaux étaient caractérisés par leur diversification. Ainsi, outre le commerce des produits agricoles, ils vendaient des biens manufacturés et d'autres non produits sur place (comme le sel, des tissus, des produits chimiques). Outre le transport de marchandises, les commerçants exerçaient des fonctions bancaires. En centralisant l'argent disponible dans la colonie et en le rémunérant à des taux très bas, ils pouvaient ainsi proposer des crédits, et dans la mesure où les échanges entre colons et commerçants étaient toujours favorables aux derniers, la prospérité du commerçant contrastait toujours plus avec la paupérisation des paysans, une situation aggravée par la décapitalisation des exploitations agricoles qui entraînait une dépendance des crédits. Le cercle vicieux se refermait. A travers la circulation des marchandises, l'excédent géré dans les colonies restait dans les mains du commerçant sous forme de capital.

Les commerçants représentaient donc diverses fonctions du capital dans la mesure où les capitaux circulants qu'ils possédaient leur permirent peu à peu de diversifier leurs placements jusqu'à l'avènement de l'industrie. Leur rôle a été fondamental dans ce processus, dans la mesure où ils ont pu accumuler suffisamment d'argent pour financer l'activité des fabriques. Devenus des agents économiques et sociaux prédominants dans la région, les commerçants s'organisèrent au sein d'une association, créée en 1901.

II.1.4 - De l'artisanat à l'industrie

Les thèses sur le passage de l'artisanat à l'industrie peuvent être regroupées autour de deux axes : l'évolution de l'artisanat vers l'industrie et le remplacement de l'artisanat par l'industrie à partir de la destruction du premier. Ces deux axes figurent dans le débat sur l'origine de l'industrie dans le Rio Grande do Sul, les spécialistes accordant une

personnalité, dans son œuvre *Os pesos e as medidas*, basée sur le fait historique de la commande passée à la France de poids officiels par l'Intendant de Caxias do Sul, afin de pouvoir contrôler ceux utilisés sur les balances des commerçants locaux. Il y avait des kilos de 750 grammes en raison de la liberté de commerce et du fait que les poids étaient usés par l'usage..."

importance particulière au rôle de la colonisation, allemande comme italienne, dans ce processus¹³.

Selon la thèse évolutionniste, l'industrie serait issue du développement linéaire de l'artisanat. Les petits ateliers auraient évolué, en passant par des différentes étapes, jusqu'à l'industrie¹⁴. De ce point de vue, le processus d'industrialisation ne serait que la somme des trajectoires individuelles, et les besoins de consommation, dans une région relativement isolée des marchés et repliée sur elle-même, auraient constitué le moteur de ce mouvement. Les principaux représentants de la thèse évolutionniste sont TEJO et SA, dont les écrits datent respectivement de 1939 et de 1950. Ces auteurs défendent une simple transformation historique des éléments présents dès l'origine, un processus qui aurait permis le développement homogène et équilibré des forces productives, sans le concours d'éléments extérieurs à l'économie coloniale. L'industrialisation serait ainsi issue d'un effort considérable de chaque ménage de la colonie, fondé sur le travail et l'épargne¹⁵.

La thèse de la substitution de l'artisanat par l'industrie part quant à elle d'une critique de la thèse précédente. Soutenue par de nombreux auteurs, elle affirme que la transformation de l'économie coloniale ne résulte pas d'une évolution interne, mais d'une rupture radicale engendrée par un élément extérieur, à savoir l'influence du marché de consommation du Brésil. Autrement dit, l'industrialisation des régions coloniales n'a été possible que grâce au passage de l'économie vivrière à l'économie commerciale, cette dernière étant de plus en plus sensible aux aléas extérieurs. L'avènement d'une organisation agricole destinée à l'approvisionnement des marchés a entraîné la monétarisation de l'économie coloniale. Les colons commencèrent dès lors à acheter des

¹³ Il faut remarquer que si le rôle des immigrants dans le développement industriel du Rio Grande do Sul a été important, cela ne leur vaut pas le titre de pionniers dans ce domaine. En fait, les *charqueadas* (industries du salage de la viande bovine) ont été les premières usines, bien qu'elles se servaient d'une technologie rudimentaire et utilisaient la main-d'œuvre esclave.

¹⁴ « Le grand-père étant immigrant, son petit-fils était chef d'industrie », LAGEMANN (1980, p. 121).

¹⁵ Cette image de l'immigrant comme un *self made man* industriel est très répandue dans les rapports historiques des entreprises et dans les discours des industriels et de leurs associations. A Caxias, la symbolique petite maison d'Abramo Eberle, sur le toit du grand immeuble en centre ville, en est la matérialisation parfaite.

biens de consommation et des outils agricoles fabriqués dans d'autres régions, raison principale de l'effondrement de l'artisanat paysan. Ainsi a émergé le marché nécessaire au développement de l'industrie. À partir du moment où l'artisanat paysan était mis à mal par l'invasion de produits manufacturés venus d'ailleurs, les capitaux commerciaux excédentaires furent dirigés vers l'industrie dans le but de produire localement ce qui était importé jusqu'alors.

Le parcours de l'artisanat vers l'industrie est de toute évidence très complexe et relève même d'une opposition entre l'un et l'autre en termes de mouvement de capital. En quelque sorte, l'industrie a bien détruit l'artisanat, mais de façon indirecte. En termes de causes immédiates, c'est l'ouverture de l'économie coloniale aux marchés extérieurs qui a provoqué la monétarisation et la création conséquente d'un pouvoir d'achat destiné à l'acquisition de biens manufacturés fabriqués en dehors de la région¹⁶. Ainsi, la création d'un marché consommateur et la disponibilité des capitaux sont des conditions préalables à l'avènement de l'industrie.

En ce qui concerne plus spécifiquement la région de colonisation italienne, il nous semble légitime de nuancer l'analyse. S'il est vrai qu'il fallait que l'artisanat fût supprimé pour laisser place au marché consommateur des produits industriels et que l'artisanat paysan n'avait pas les capacités d'expansion suffisantes pour se transformer en manufacture, il est également vrai que dans la région, de nombreux ateliers artisanaux furent effectivement à l'origine des usines. Autrement dit, nous acceptons l'approche du passage de l'artisanat à l'industrie comme une rupture plutôt qu'une simple évolution. Cependant, cela n'exclut pas l'intérêt d'examiner également les trajectoires particulières de certaines branches manufacturières, qui ont évolué de l'artisanat à l'industrie.

Il importe de souligner l'existence de deux types d'artisanat dans l'économie coloniale. D'un côté, l'artisanat rural qui produisait pour la consommation directe, au sein de chaque unité de production. De l'autre,

¹⁶ D'après SINGER (1977, p.168), « l'industrie *rio-grandense* n'a pas détruit l'artisanat, car elle apparaît plus tard. La suppression de l'artisanat est la conséquence directe de l'importation de biens qui ont pénétré le marché régional grâce aux rapports entre l'économie coloniale et le marché national ».

l'artisanat urbain pratiqué par les immigrants non paysans installés au siège des colonies (puis dans les villages), tourné vers l'approvisionnement du marché colonial. Or, l'artisanat rural a été supprimé dans la plupart des cas, mais il est vraisemblable que de nombreux ateliers urbains aient été transformés en usines. La possibilité qu'une partie des industries de la région aient évolué de l'artisanat est corroborée par FRIZZO (1997, p. 62) : « Dans d'autres cas, l'industrie a résulté de l'évolution de l'unité artisanale vers l'entreprise manufacturière, ou de la petite entreprise d'origine familiale vers la grande fabrique ». Cette évolution a été encouragée, en milieu urbain seulement, par des fusions et par des ouvertures de capital, pour lesquelles le rôle des commerçants a été fondamental.

L'industrie a certes débuté en milieu urbain, mais certaines branches pionnières sont issues de l'artisanat. Comme l'affirment COSTA et DE BONI (1984, p. 213), « tout l'artisanat urbain n'a pas été détruit par le commerce, mais dans certains cas, il s'est transformé en industrie après un long processus ». Selon nous, ce fut le cas des premières industries de la région : industrie vinicole, industrie du bois, charcuterie, minoterie. Liées à l'agriculture, ces branches indiquent une évolution de l'artisanat vers l'industrie, si ce n'est en termes de mouvements de capitaux (car ce ne fut pas le cas comme nous l'avons vu), tout du moins en termes de techniques de production. Autrement dit, les connaissances techniques de production matérialisées par le savoir-faire et les outils de travail furent transférées de l'artisan à l'industrie.¹⁷

L'industrie vinicole trouve son origine dans la production domestique d'autoconsommation, quand les colons perpétuaient les coutumes de leur pays. Tout d'abord produit de façon artisanale, le vin compte aujourd'hui parmi les principaux produits de la région et est devenu son symbole dans l'ensemble du pays¹⁸. Les vignobles ont toujours été relativement bien répartis dans la région. Au cours des dernières décennies, la commune de Caxias a connu un déclin considérable en

¹⁷ COSTA et DE BONI (1984) mentionnent d'importantes industries qui ont évolué de l'artisanat : Moinhos Germani, Moinho Corsetti, Vinhos Monaco, aussi bien que des nombreuses industries métallurgiques.

¹⁸ Actuellement, la région produit 90% des vins brésiliens.

termes de surface cultivée, au profit de celles de Bento Gonçalves et de Garibaldi.

L'industrie du bois, qui a toujours représenté une branche industrielle importante de la région, a débuté avec les scieries qui extrayaient leurs matières premières des forêts de *Araucaria angustifolia*¹⁹ aux temps de l'installation des immigrants. Ayant évolué vers les industries de carrosseries et du meuble - sans toutefois cesser de produire des bois bruts -, la filière du bois s'est modernisé du point de vue technique et économique, arrivant aux usines de maisons préfabriquées. La région abrite actuellement l'un des pôles nationaux de l'industrie du meuble. Localisée dans la commune de Bento Gonçalves, celle-ci s'est diversifiée au cours des dernières décennies, notamment en ce qui concerne la matière première avec la transformation de nouveaux matériaux comme certains métaux et alliages métalliques dans la confection de meubles.

Les industries de la charcuterie et minotière font partie du secteur alimentaire qui a toujours eu un poids important dans la région, les branches dominantes évoluant en fonction des périodes. Si la production alimentaire n'est plus dominante dans la région étudiée - elle est relativement bien distribuée dans l'ensemble du parc industriel de l'état -, elle illustre toutefois l'évolution technique de l'artisanat vers l'industrie.

On peut également attribuer une origine technique artisanale, même indirecte, au secteur métallique et mécanique qui s'est développé dans les trois dernières décennies. On connaît l'impact de la Première Guerre Mondiale qui, en rendant difficile l'importation de pièces pour les machines existantes, a stimulé la multiplication des ateliers de réparation et même de production de pièces de rechange. Une évolution s'est ainsi dessinée à partir des ferronneries et des fonderies artisanales.

Ce mouvement a également touché l'industrie du matériel de transport, un autre secteur important pour la région. Présent depuis les

¹⁹ Arbre de la famille des conifères, de grande taille et aux feuilles aciculaires, communément appelé *pinheiro*. Il s'adapte aux zones les plus froides des tropiques. Son fruit, le *pinhão*, servait d'aliment aux Indiens qui habitaient le nord-est du plateau *rio-grandense*. Il a également nourri les premiers immigrants italiens jusqu'aux premières cueillettes, d'après MANFROI (1987).

premiers temps de la colonisation, le transport de marchandises a été un atout fondamental pour le développement du commerce. Fondé à l'origine sur le capital commercial lui-même qui a su tirer profit des connaissances techniques des artisans installés dans de petits ateliers de réparation et même des fabriques (selleries, ferronneries, ateliers mécaniques, forges fabriques de charrettes), ce secteur est actuellement l'un des plus dynamiques de la région.

Tout ce qui a été exposé précédemment révèle que l'activité artisanale a été d'une grande importance pour l'émergence de l'industrie de la région de Caxias do Sul²⁰. Si l'on considère que l'artisanat était caractérisé depuis très longtemps par sa diversité²¹, il n'est alors pas surprenant que l'industrie qui s'est développée progressivement ait suivi *grosso modo* la même voie.

Si nous cherchons à souligner l'origine artisanale de l'industrie régionale, c'est avant tout pour montrer que la diversification des activités suit cette évolution et constitue une caractéristique économique fondamentale de la région. Ceci ne signifie toutefois pas que nous soyons en désaccord avec la thèse selon laquelle la destruction de l'artisanat est la condition de l'émergence de l'industrie. Pour nous, les deux idées ne s'excluent pas mutuellement, elles sont au contraire complémentaires. Dans ce cas, deux conditions s'imposent : la première est que l'évolution de l'artisanat privilégie l'angle de la technique - et non celui du mouvement du capital -, la seconde que l'analyse soit soigneusement restreinte à des branches particulières et non généralisée à l'ensemble de l'économie coloniale.

En résumé, l'industrialisation de la région est née du capital commercial qui a d'une part fondé des entreprises manufacturières, et d'autre part développé des unités artisanales familiales déjà existantes en milieu urbain notamment. La diversification des investissements et

²⁰ Comme le soulignent AREDE et CANTO (1997, p.45), « à partir des moulins à eau, se créent des scieries à vapeur, ensuite apparaissent les fabriques de meubles et, plustard, les industries de maisons pré-fabriquées et de carrosseries de camions ».

²¹ Selon PELLANDA (1950, p. 57), la colonie Caxias comptait en 1892 (soit 17 années seulement après sa fondation) 10 scieries hydrauliques et 3 à vapeur, 2 moulins à vapeur et 50 hydrauliques, 7 tanneries, 7 brasseries, 7 fabriques de liqueurs, 1 de boissons gazeuses, 3 chapelleries, 1 vannerie et 1 fabrique d'insecticides, 2 de savon, 14 ferronneries, 5 ferblanteries, 8 menuiseries, 25 cordonneries, 12 tailleurs, 1 tonnellerie, 4 selleries, 26 alambics et 3 ateliers de tissage.

l'association d'entrepreneurs constituent des aspects importants de cette phase initiale de l'industrialisation²².

La main-d'œuvre qui alimentait l'industrie naissante présente une particularité significative. À l'origine, l'ouvrier de l'industrie de la région de Caxias do Sul n'était pas un salarié classique, à savoir un dépossédé qui n'avait rien d'autre à faire pour survivre, sinon vendre sa force de travail. Ici, la main d'œuvre industrielle était également propriétaire de lopins de terre qu'elle travaillait pour elle-même. Qu'est-ce qui poussait alors cette population non prolétaire à rechercher un travail dans l'industrie ?

L'industrie symbolisait une vie meilleure, en milieu urbain, alors que dans les campagnes, l'avenir était sombre. Comme nous l'avons vu précédemment, le développement du capital commercial avait détruit l'artisanat rural et provoqué l'oisiveté de la main d'œuvre relativement spécialisée. La petite production agricole était quant à elle de plus en plus dévalorisée en raison des bas prix payés par les commerçants. À cela s'ajoutait la diminution des surfaces des propriétés rurales en raison des partages au moment des héritages qui entraînaient une baisse de productivité des cultures comme des élevages. Dans ce contexte, de nombreux jeunes, fils d'immigrants pour la plupart, se tournèrent vers la ville en quête d'emplois dans l'industrie.

Ce passage ne signifia pas toutefois une rupture avec le monde rural. L'ouvrier habitait souvent les campagnes, dans la maison de famille à la vie de laquelle il participait avec son travail (et éventuellement son salaire) quand le travail de l'usine le lui permettait. En termes sociaux, le maintien de ce lien avec le milieu rural lui valait un moindre salaire, en raison de la production domestique de valeur d'usage : une partie notamment de l'alimentation et de l'habillement était fournie par l'unité

²² LAGEMANN (1980, p. 126), souligne l'importance des fusions et des associations à travers l'exemple emblématique de l'entreprise métallurgique Abramo Eberle, de Caxias do Sul. Cette entreprise a débuté avec une ferblanterie (1896) à laquelle s'est ajoutée une orfèvrerie (en association avec Gasparetto, en 1904). De cette fusion est née cette entreprise métallurgique. En 1912, fut fondée la joaillerie, en association avec Kochemborger. Le commerce d'importation fut développé à partir de 1919 par Eberle et Mosele associés. De la même façon, la famille Eberle avait des affaires dans des sociétés de colonisation dans les alentours de la région italienne et même dans l'état voisin de Santa Catarina. Comme on le voit à partir de cet exemple, la diversification des investissements a été l'un des facteurs de l'expansion du capital industriel.

familiale et son coût n'entraîne donc pas dans la formation du coût social de la force de travail.

Selon nous, cette analyse des origines de l'industrialisation de la région de Caxias - bien que brève - permet de souligner deux aspects particuliers de ce processus. Le premier réside dans l'évolution de l'artisanat vers la manufacture, sous l'angle de la technique productive. Le second concerne le caractère non prolétaire de la main d'œuvre employée dans l'industrie. Nous croyons que ces deux aspects ont eu des conséquences importantes sur le développement ultérieur de l'industrie dans la région. Le passage de l'artisanat vers la manufacture a permis quant à lui de récupérer un savoir-faire déjà existant et diversifié qui avait beaucoup servi au démarrage de l'activité industrielle. Le caractère non prolétaire de la main d'œuvre, en permettant quant à lui le maintien de salaires relativement bas, a contribué à augmenter les marges, permettant ainsi l'expansion des investissements industriels.

II.1.5 - La croissance des colonies

Dotée d'une agriculture forte et d'une industrie diversifiée, la région de colonisation italienne faisait déjà preuve d'un dynamisme prometteur à la fin du siècle dernier. L'économie était stimulée par l'expansion des marchés. Au niveau régional, cette expansion était davantage basée sur l'augmentation de la population que sur celle de son pouvoir d'achat.

L'augmentation de la population provenait en grande partie de l'arrivée de nombreux immigrants à la fois attirés par les bonnes nouvelles qu'ils recevaient des pionniers et découragés par l'aggravation de la situation en Italie. Mais il importe de souligner également l'indispensable fourniture de bras pour les travaux ruraux, en raison du caractère familial de la main d'œuvre. Le travail esclave était expressément interdit et la pauvreté des colons ne leur permettait pas d'employer de la main d'œuvre rémunérée²³. Le grand nombre d'enfants par famille s'expliquait par la

²³ Sauf cas particuliers, pendant la récolte, quand certains colons qui le pouvaient employaient temporairement ceux qui affrontaient des difficultés économiques. Avec l'arrivée de l'industrie, le travail salarié se généralisa dans la région. Par ailleurs, le colon pouvait gagner de l'argent en vendant sa terre. GIRON écrit (1994, p. 36) : « La possibilité

nécessité de garantir l'avenir de la petite propriété, mais aussi par la forte influence du catholicisme rapporté d'Italie et renforcé par le gouvernement brésilien²⁴.

Dans ces conditions, les trois colonies initiales se développèrent rapidement et d'autres furent créées, comme la colonie Alfredo Chaves en 1884, qui est à l'origine de Veranópolis, Nova Bassano et Nova Prata. La colonie Antonio Prado, qui a donné naissance à la commune du même nom, reçut quant à elle ses premiers immigrants en 1887.

L'immigration italienne dans l'Etat de Rio Grande do Sul ne s'est de toute évidence pas limitée aux communes précédemment citées. La colonie de Silveira Martins, par exemple, a été fondée en 1877 dans les environs de la ville de Santa Maria (dans le centre de l'Etat) et a suivi une évolution indépendante de la région étudiée. De nombreuses autres se sont développées autour des colonies originelles. Il importe également de considérer le phénomène d'essaimage à partir de 1894 en direction du nord du plateau *rio-grandense* et qui est à l'origine de l'implantation de foyers de population dans la zone appelée Alto-Uruguaí²⁵.

Les subventions à l'immigration en vue de la colonisation ont été supprimées par décret du gouvernement de l'Etat en juillet 1914, suite à la cessation des subsides du gouvernement fédéral²⁶. Les autorités de l'Etat jugeaient que les objectifs de la politique migratoire étaient atteints, ce qui ne stoppa pas pour autant l'arrivée de nouveaux immigrants qui venaient à leurs frais. Pour seule aide, ces individus bénéficiaient de crédits pour l'acquisition de terrains (un tiers au comptant, le reste remboursable sur cinq ans)²⁷.

de gain immédiat a poussé de nombreux agriculteurs à vendre leurs terres et à se rendre en ville où le salaire était gagné avec moins d'efforts qu'en zone rurale ».

²⁴ Le souci des autorités brésiliennes pour l'âme des immigrants, au détriment de leur corps, est clairement exprimé dans l'observation de MANFROI (1987). « L'assistance médicale n'était pas toujours adéquate, en raison notamment de la difficulté de fixer des médecins dans les colonies. La guérison des âmes était assurée par des curés nommés par l'évêque de Porto Alegre et subventionnés par la province qui leur fournissait également les ciboires et les ornements sacerdotaux, et qui officiaient dans des chapelles elles-aussi construites par le gouvernement ».

²⁵ D'après COSTA et DE BONI, 1984, p. 67.

²⁶ D'après COSTA et DE BONI, 1984, p. 67-68.

²⁷ PELLANDA, 1950, p. 49.

Parmi les immigrants arrivés ultérieurement, beaucoup apportaient leurs économies dans la ferme intention d'investir dans la région. Cette situation contraste beaucoup avec celle des immigrants pionniers qui étaient arrivés dans des conditions d'extrême pauvreté, ne possédant rien à l'exception de leur force de travail familiale. Comme le souligne BALDISSEROTTO (1995, p. 69), certains parmi les immigrants retardataires « devinrent des *leaders* politiques et économiques de Caxias, ayant fait partie de la classe dominante en tant que pionniers de l'industrialisation et dont les entreprises opèrent encore aujourd'hui dans la commune ». Arrivés à une époque où l'économie de la région était relativement organisée, ces immigrants possesseurs de capital donnèrent de l'impulsion à l'industrialisation, ce qui vient confirmer l'interprétation selon laquelle le capital industriel n'est pas né de l'artisanat rural.

Notre analyse porte exclusivement sur le noyau colonial original qui est à la base de la région étudiée. Le tableau ci-dessous illustre l'évolution démographique des trois colonies initiales, les plus importantes. La colonie Caxias a donné naissance aux communes de Caxias do Sul, Flores da Cunha, Farroupilha et São Marcos. La colonie Dona Isabel est à l'origine de la commune de Bento Gonçalves et celle de Conde d'Eu²⁸ à l'origine des communes de Garibaldi et Carlos Barbosa.

²⁸ Cette colonie présente la particularité d'avoir reçu un groupe de colons français, avant l'arrivée des Italiens (COSTA et DE BONI, 1984, p. 72). La littérature ne permet pas de connaître l'évolution de ce groupe, mais l'on connaît une entreprise vinicole qui produit des vins mousseux appelés localement *champanha*, ayant été créée par des familles françaises.

Tableau n° 9

EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE DES TROIS COLONIES INITIALES
1876 - 1940

Années	Colonie Caxias	Colonie Dona Isabel	Colonie Conde d'Eu
1876	3 851 (1878)	248	870
1884	13 818 (1885)	9 604	6 306
1900	25 000	17 920	12 178
1920	33 773	22 072	15 875
1940	40 400	18 400	18 200

Source : Tableau élaboré à partir des informations de COSTA et DE BONI (1984) entre les pages 70 et 75.

Notes :

a) Le déclin démographique de la commune de Bento Gonçalves, en 1940, s'explique par le fait qu'une partie de son territoire a été intégrée à la commune de Farroupilha, créée en 1935.

b) Les colonies Caxias et Dona Isabel ont accédé à la catégorie de commune en 1890 et celle de Conde d'Eu en 1900.

On constate que la colonie Caxias est la plus importante en termes de nombre d'habitants. C'est elle en effet qui a toujours reçu le plus grand contingent d'immigrants. FRIZZO (1985, p. 45) observe qu'en 1920, la commune présentait déjà une très forte densité démographique (27 hab./km²) par rapport à la moyenne de l'état de Rio Grande do Sul (7,9 hab./km²) en raison, pour une grande part, de sa structure foncière. S'agissant d'une zone de petites propriétés rurales, il n'est pas surprenant que les colonies aient présenté une forte densité démographique par rapport à la moyenne de l'état.

La colonie Caxias a depuis toujours joué un rôle central dans la région grâce à la force de son commerce. Avec la construction de la ligne de chemin de fer qui la relia à la capitale, Porto Alegre, Caxias reçut en 1910 une forte impulsion. La voie ferrée n'atteignit Bento Gonçalves que neuf années plus tard et Garibaldi dut attendre huit ans encore. Caxias fut également la première commune de la région à bénéficier de l'énergie électrique, en 1913. Or, l'association d'un commerce fort et des infrastructures de base consacra la position dominante de Caxias sur la scène régionale. Le transport ferroviaire permit de dynamiser encore davantage le commerce dans la mesure où la réduction relative des distances permit d'assouplir le circuit commercial. Connaissant le rôle

économique du commerce dans l'accumulation de capitaux pour l'industrie, on comprend dès lors mieux la signification de cette impulsion pour le développement industriel de la commune.

Toutefois, la croissance rapide de Caxias pendant les premières décennies de ce siècle ne signifie pas la stagnation des autres colonies et villages. Il est vrai qu'elle a contribué à renforcer les différences de rentabilité entre les activités situées à Caxias et celles installées dans les villages voisins. Mais ceux-ci surent se développer en cherchant leurs propres formes de dynamisme. Il est incontestable néanmoins que les inégalités intra-régionales générées au cours de cette période sont restées inchangées pendant les périodes qui ont suivi, ce qui explique en grande partie la fonction de capitale régionale exercée aujourd'hui par Caxias do Sul²⁹.

²⁹ Le rôle dominant de Caxias do Sul dans la région s'exprime également par le grand nombre d'études réalisées sur cette commune au détriment des autres. Rares sont les travaux historiques portant sur les autres communes de la région.

II.2 - LE DYNAMISME DANS UNE APPROCHE DEMOGRAPHIQUE

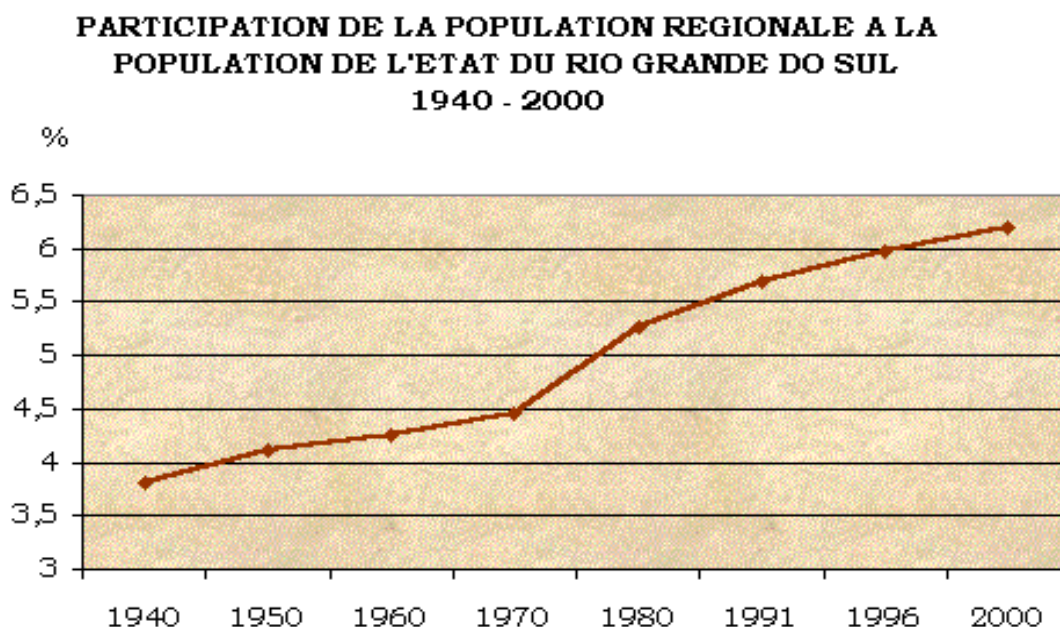
II.2.1 – La population régionale

a) **Croissance de la population totale**

La dynamique démographique de la région de Caxias do Sul est allée de paire avec l'industrialisation. Malgré le fait que nous ne disposons pas de données pour le début du XX^e siècle de toutes les communes en cause – ce qui nous permettrait de mieux en évaluer l'évolution à partir de l'arrivée des immigrants – nous pouvons en extraire quelques conclusions.

Les données disponibles indiquent qu'à partir de 1940 la croissance de la population prend un rythme important pour l'ensemble de la région. Le tableau n° 10 présente les informations officielles de l'IBGE. Nous tenons à faire remarquer cependant qu'il n'y a pas eu de recensement au Brésil en 1930.

Graphique n° 3



Source : IBGE, Censos demograficos, 1940, 1950, 1960, 1970, 1980, 1991, 2000.
IBGE, Contagem Populacional, 1996

Nous y observons que la commune de Caxias do Sul occupe dès le début le devant de la scène, arrivant aux années 1990 avec plus de la moitié de la population régionale. Depuis 1960, cette ville abrite le triple de la population de Bento Gonçalves, la deuxième ville en importance démographique. Ces faits témoignent du rôle centralisateur de Caxias do Sul comme capitale régionale.

Nous pouvons examiner la croissance démographique de la région sous un autre angle, c'est-à-dire par rapport à la population de l'Etat du Rio Grande do Sul. Le graphique n°3, ci-dessus, montre la participation de la population régionale dans la population de cet Etat.

Tableau N° 10
EVOLUTION DE LA POPULATION DE LA REGION DE CAXIAS DO SUL

Communes	1920	1940	1950	1960	1970	1980	1991	1996	2000
Antonio Prado	9.516	11.308	11.211	13.302	10.629	13.023	10.989	11.767	12.917
Bento Gonçalves	22.072	18.771	25.150	32.983	41.979	58.941	78.643	83.201	91.505
Carlos Barbosa	-	-	-	10.309	12.374	13.665	15.921	18.955	20.516
Caxias do Sul	33.773	39.677	69.295	101.852	144.871	220.566	290.925	325.694	360.223
Farroupilha	-	12.511	12.820	15.899	19.318	28.995	45.634	52.821	54.951
Flores da Cunha	-	9.424	10.521	12.626	14.626	15.479	19.869	20.559	23.677
Garibaldi	15.875	17.873	21.427	18.962	20.812	23.041	25.926	28.296	28.328
São Marcos	-	-	-	-	9.169	11.824	15.857	17.357	18.961
Veranópolis	32.395	16.272	20.603	22.882	23.399	23.247	16.916	18.122	19.460
REGION	113.631	125.836	171.027	228.815	297.177	408.781	520.680	576.772	630.538
ETAT DU RGS	2.182.713	3.309.020	4.159.663	5.366.720	6.664.891	7.773.837	9.138.670	9.637.682	10.181.749
Partic. Région/Etat (%)	5,21	3,8	4,11	4,26	4,46	5,26	5,70	5,98	6,19

SOURCES DES DONNEES : IBGE, Recensements Démographiques, 1920, 1940, 1950, 1960, 1970, 1980, 1991

IBGE, Contagem Populacional, 1996

Estimations de la FEE, 1999

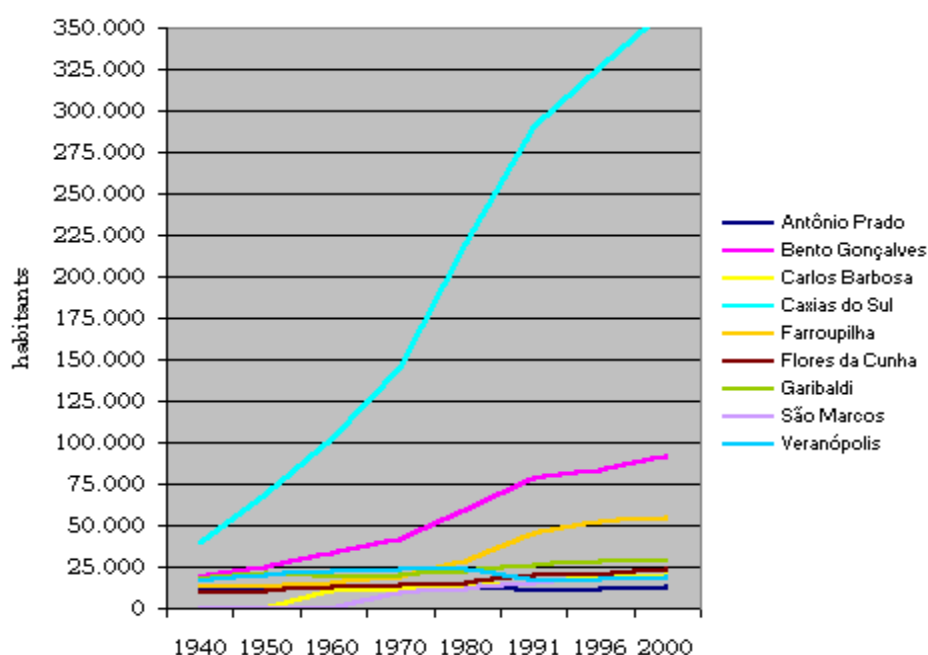
Notes : a) Carlos Barbosa a été créée en 1959, Farroupilha en 1934, Flores da Cunha en 1924 et São Marcos en 1963.

b) Dans les recensements de 1920 et de 1940, la commune de Veranópolis portait le nom d'Alfredo Chaves.

c) Entre 1920 et 1940 il n'y a pas eu de recensement démographique au Brésil.

Nous y distinguons deux étapes. Dans la première, entre 1940 et 1970, la participation s'est accrue discrètement. La deuxième étape, entre 1970 et 1991, se caractérise par une trajectoire nettement ascendante. La décennie 1970 marque une intensification du processus d'industrialisation dans la région.

Graphique n° 4
EVOLUTION DE LA POPULATION PAR COMMUNE



Source : IBGE, Censos Demograficos, 1940, 1950, 1960, 1970, 1980, 1991, 2000
IBGE, Contagem Populacional, 1996

L'évolution de la population par commune peut être montrée à travers le graphique n° 4, où l'on voit tout d'abord la prépondérance absolue de la commune de Caxias do Sul par rapport au reste de la région. Deuxièmement, les communes de Bento Gonçalves et de Farroupilha commencent à se détacher du reste à partir des années 1970 et présentent actuellement une performance assez significative. En troisième, les six communes restantes ont un comportement relativement homogène qui ne dépasse pas le chiffre de 28 000 habitants en 1999. À partir de ces trois différentes évolutions, on remarque la grande diversité

démographique entre les communes, dont le nombre d'habitants varie de 12 000 à 360 000 habitants.

Introduisons ici les taux de croissance de la population des communes, afin de donner un autre éclairage à la dynamique démographique. C'est ainsi que nous avons préparé le tableau n° 11, qui présente les rythmes de croissance de la région depuis 1940¹ jusqu'à nos jours, par décennie.

Tableau n° 11

REGION DE CAXIAS DO SUL						
TAUX DE CROISSANCE DE LA POPULATION TOTALE 1940 - 2000						
Communes	1940/50	1950/60	1960/70	1970/80	1980/91	1991/2000
Antonio Prado	-0,9	18,7	-20,1	22,5	-15,6	17,5
Bento Gonçalves	34,0	31,1	27,3	40,4	33,4	16,4
Carlos Barbosa	-	-	20,0	10,4	16,5	28,9
Caxias do Sul	74,6	47,0	42,2	52,2	31,9	23,8
Farroupilha	2,5	24,0	21,5	50,1	57,4	20,4
Flores da Cunha	11,6	20,0	15,8	5,8	28,4	19,2
Garibaldi	19,9	-11,5	9,8	10,7	12,5	9,3
São Marcos	-	-	-	29,0	34,1	19,6
Veranópolis	26,6	11,1	2,3	-0,6	-27,2	15,0
REGION	35,9	33,8	29,9	37,6	27,4	21,1

Source : IBGE, Censos Demograficos, 1940, 1950, 1960, 1970, 1980, 1991, 2000

Nous observons que la commune de Caxias do Sul a considérablement grandi entre 1940 et 1950, avec un taux de croissance record de 74,6% en dix ans. Ce fait témoigne du rôle prépondérant de la ville dans le contexte régional, qui commence à se stabiliser comme centre de commerce et d'industrie. À cette époque, la culture de la vigne et la fabrication du vin prenaient une place prépondérante dans la commune, sans pour autant freiner le développement d'autres activités. On peut

¹ Nous ne prenons pas les données antérieures à 1940 pour deux raisons. Le premier recensement démographique est celui de 1920. Cependant, ses problèmes de fiabilité étant presque unanimement reconnus, les données qu'il contient n'autorisent pas de conclusions pertinentes. Deuxièmement, il n'y a pas eu de recensement en 1930.

attribuer la croissance de la population de Caxias non seulement aux migrations - qui reflétaient sans doute le pouvoir centralisateur de la ville sur la région – mais, aussi, à une croissance naturelle encouragée par la religion catholique dominante.

Les décennies suivantes ont présenté des taux de croissance élevés pour Caxias do Sul, mais à des niveaux plus faibles. À partir des années 1980, on note une croissance modérée de 32 % sur onze ans, pour aboutir en dernière période à un taux de moins de 24 % sur neuf ans.

La ville de Bento Gonçalves connaît, à son tour, un comportement similaire, dans la mesure où les taux de croissance de sa population sont élevés entre 1940 et 1980, pour ensuite amorcer une tendance à la baisse. Cette ville de deuxième rang en importance dans la région garde son statut secondaire, même si son comportement démographique suit à peu près celui de la ville principale.

Le tableau n° 11 permet encore de constater que le taux de croissance de la ville de Farroupilha est très peu significatif dans les années 1940 (2,5% en dix ans). D'ailleurs, Farroupilha a connu une période de croissance tout à fait différente de celle de Caxias do Sul et de Bento Gonçalves, car son dynamisme s'est intensifié à partir des années 1970, lors de l'installation massive d'usines dans la commune. Nous reviendrons sur ce sujet lors de l'analyse de l'urbanisation, plus tard dans cette section.

b) Population jeune et alphabétisée

Hormis les remarques que nous venons de faire à propos du rythme de la croissance démographique des communes principales, il est crucial de voir de plus près la dynamique de la population régionale concernant le marché du travail.

Pour ce faire, notre analyse va se concentrer sur les deux tranches d'âge des 20 à 40 ans, car, à notre avis, on peut y inclure la plupart des personnes engagées sur le marché du travail. Cela ne signifie pas que les

personnes en dehors de cette tranche d'âge soient exclues du marché du travail, bien évidemment. Cependant, nous prenons ce qui fait plus sens et que nous appellerons « âge actif par excellence ».

Le tableau n° 12 montre que la population de la région de Caxias do Sul présente une proportion considérable de personnes entre 20 et 40 ans. Nous divisons en deux tranches d'âge, 20-29 ans et 30-39 ans, et nous retenons les données depuis 1970, période d'intensification de l'activité industrielle dans la région. Les données rendent compte de la participation de chaque tranche d'âge à la population totale de la commune.

Tout d'abord, notons que, toutes communes confondues, la participation de la population comprise entre 20 et 39 ans dans la population totale est toujours supérieure à 30%. En 1991, cette participation a atteint 37,18%. Ce fait a des conséquences sur le marché de travail et sur la qualification de la main d'œuvre. La population de la région étant une population plutôt jeune, elle est plus ouverte aux innovations, à l'apprentissage de nouveaux métiers et aux nouvelles connaissances. De ce point de vue, l'âge de la population peut être considéré comme un atout vis-à-vis du développement régional.

Si l'on considère l'évolution de la population à l'âge productif par commune, on pourra constater qu'au début de la période, la plus grande proportion de jeunes est à Caxias do Sul et à Antonio Prado. Cette dernière présente un comportement particulier, avec une participation des jeunes entre 20 et 29 ans de l'ordre de 22% de la population globale de la commune. Notons que cette participation a baissé dans les années qui suivent, ce qui indique une déruralisation de la population jeune. Autrement dit, Antonio Prado en tant que commune essentiellement agricole, a « expulsé » sa main d'œuvre excédentaire vers l'industrie qui se développait dans les communes voisines.

Tableau n° 12

POPULATION TOTALE ET PAR TRANCHES D'AGE SELECTIONNEES DANS LA REGION DE CAXIAS DO SUL

COMMUNES	1970					1980				
	POP TOTALE	TRANCHES SELECCIONNEES				POP TOTALE	TRANCHES SELECCIONNEES			
		20à29ans	part %	30à39ans	part %		20à29ans	part %	30à39ans	part %
Antônio Prado	10.629	2.393	22,51	1.671	15,72	13.023	2.397	18,41	1.722	13,22
Bento Gonçalves	41.979	7.451	17,75	5.361	12,77	58.941	13.407	22,75	8.369	14,20
Carlos Barbosa	12.374	2.098	16,95	1.345	10,87	13.665	2.855	20,89	1.725	12,62
Caxias do Sul	144.871	25.962	17,92	18.895	13,04	220.566	50.028	22,68	30.730	13,93
Farroupilha	19.318	3.322	17,20	2.484	12,86	28.995	6.232	21,49	3.965	13,67
Flores da Cunha	14.626	2.426	16,59	1.687	11,53	15.479	3.340	21,58	2.099	13,56
Garibaldi	20.812	3.301	15,86	2.556	12,28	23.041	4.700	20,40	3.071	13,33
São Marcos	9.169	1.405	15,32	1.131	12,34	11.824	2.332	19,72	1.545	13,07
Veranópolis	23.399	3.579	15,30	2.697	11,53	23.247	4.430	19,06	2.962	12,74
REGION	297.177	51937	17,48	37827	12,73	408.781	89721	21,95	56188	13,75

COMMUNES	1991					1996				
	POP TOTALE	TRANCHES SELECCIONNEES				POP TOTALE	TRANCHES SELECCIONNEES			
		20à29ans	part %	30à39ans	part %		20à29ans	part %	30à39ans	part %
Antonio Prado	10.989	2.082	18,95	1.784	16,23	11.767	1.757	14,93	2.193	18,64
Bento Gonçalves	78.643	15.458	19,66	13.872	17,64	83.201	14.339	17,23	15.461	18,58
Carlos Barbosa	15.921	3.300	20,73	2.773	17,42	18.955	3.367	17,76	3.650	19,26
Caxias do Sul	290.925	56.729	19,50	51.781	17,80	325.694	57.083	17,53	59.461	18,26
Farroupilha	45.634	9.687	21,23	7.746	16,97	52.821	9.858	18,66	9.794	18,54
Flores da Cunha	19.869	3.954	19,90	3.620	18,22	20.559	3.409	16,58	3.933	19,13
Garibaldi	25.926	4.757	18,35	4.453	17,18	28.296	4.556	16,10	5.102	18,03
São Marcos	15.857	3.231	20,38	2.593	16,35	17.357	2.938	16,93	3.213	18,51
Veranópolis	16.916	3.016	17,83	2.749	16,25	18.122	2.794	15,42	3.158	17,43
REGION	520.680	102214	19,63	91371	17,55	576.772	100.101	17,36	105.965	18,37

Source : IBGE, Censos Demograficos do RGS, 1970, 1980, 1991 et Contagem Populacional 1996

Nota : L'IBGE prend en compte ici les personnes âgées de plus de cinq ans.

Ensuite, dans les années 1980, la plus grande proportion de jeunes se situe à Caxias et à Bento Gonçalves, les centres industriels les plus importants de la région. Le recensement de 1991 indique, par contre, des taux plus élevés de population jeune à Carlos Barbosa et à Farroupilha, communes plus récemment industrialisées. Flores da Cunha, à son tour, présente des participations élevées dans la tranche d'âge comprise entre 30 et 39 ans dans les années 1990.

Ces constats suggèrent, comme tendance, que la dynamique de la population jeune va de paire avec la dynamique du marché du travail industriel. Le mouvement d'expansion industrielle est apparemment suivi par la population jeune à la recherche d'emplois.

Si l'on croise la population par tranches d'âge avec les données d'alphabétisation, nous pouvons avoir une idée du potentiel de qualification que la région possède. En partant du constat que l'alphabétisation est à la base de toute formation préalable à une qualification professionnelle, cette démarche infère uniquement des tendances générales².

Le tableau n° 13 affiche la proportion de personnes alphabétisées par commune, depuis 1970, selon les deux tranches d'âge considérées. Pour la région, les niveaux d'alphabétisation les plus faibles ont été enregistrés en 1970, la participation de la tranche d'âge de 30 à 39 ans étant la moins significative. Les périodes suivantes ont davantage rattrapé cette défaillance, témoignant de l'effort d'amélioration du niveau de scolarité entrepris par la région. Les données montrent, aussi, que l'alphabétisation augmente au fur et à mesure que l'industrialisation s'intensifie. Effectivement, nous constatons que chez ceux ayant le plus besoin de s'intégrer au marché du travail (les adultes de 20-29 ans) les taux d'alphabétisation sont nettement plus élevés. De ce fait, l'année 1996

² Une analyse plus détaillée de la scolarisation de la main-d'œuvre industrielle sera faite dans II.4.2.

s'annonce exceptionnelle avec une proportion de près de 99% de jeunes alphabétisés dans la région, ce qui est assez remarquable pour le Brésil ³.

Le tableau n° 13 fournit des données commune par commune, ce qui nous permet de constater que le taux d'alphabétisation n'offre pas de différences majeures. Les données présentent une variation minime d'une commune à l'autre, ce qui témoigne d'une certaine homogénéité dans la scolarisation de base de la région. Au-delà, nous pensons que la scolarité constitue une préoccupation qui indique que les personnes envisagent une bonne place sur le marché du travail, tout en sachant que l'industrie demande des travailleurs ayant une certaine formation. Ceci est à considérer sous différents niveaux de spécialisation, mais il est évident que le souci premier reste la formation de base. Autrement dit, on dispose d'une main-d'œuvre régionale d'un bon niveau de scolarisation, permettant de conclure qu'elle est apte à accompagner – non sans certaines défaillances, bien entendu – la dynamique industrielle de la région⁴. L'affirmation se renforce par le fait que, lors de notre enquête de terrain, les entretiens réalisés auprès d'un certain nombre de chefs d'entreprise n'ont évoqué aucun des problèmes concernant la formation de la main-d'œuvre régionale.

³ Pour le pays, la proportion de personnes alphabétisées entre 20-29 ans est de 93,6 %. Le taux d'alphabétisation diminue (90,9%), pour les 30-39 ans. Pour l'Etat du Rio Grande do Sul, les deux tranches d'âge ont des participations de 98% et 97,3% respectivement. La source des données est l'IBGE, Contagem Populacional, 1996

⁴ Nous remarquons l'émergence d'écoles techniques à peine 40 ans après l'arrivée des premiers immigrants. GIRON (1977, p.79) montre qu'en 1914, une école de dessin technique et une autre d'enseignement agricole ont été créées, à Caxias do Sul.

Tableau n° 13

POPULATION TOTALE ET ALPHABETISEE PAR TRANCHES D'AGE SELECTIONNEES

COMMUNES	1970						1980					
	20 à 29 ans			30 à 39 ans			20 à 29 ans			30 à 39 ans		
	Totale	Alphabé- tisées	Part. %	Totale	Alphabé- tisées	Part. %	Totale	Alphabé- tisées	Part. %	Totale	Alphabé- tisées	Part. %
Antônio Prado	2393	2178	91,02	1671	1385	82,88	2397	2313	96,50	1722	1563	90,77
Bento Gonçalves	7451	7063	94,79	5361	4841	90,30	13407	13076	97,53	8369	7909	94,50
Carlos Barbosa	2098	1912	91,13	1345	1150	85,50	2855	2788	97,65	1725	1615	93,62
Caxias do Sul	25962	24258	93,44	18895	16771	88,76	50028	48550	97,05	30730	28682	93,34
Farroupilha	3322	3141	94,55	2484	2217	89,25	6232	5973	95,84	3965	3654	92,16
Flores da Cunha	2426	2280	93,98	1687	1473	87,31	3340	3220	96,41	2099	1928	91,85
Garibaldi	3301	3108	94,15	2556	2275	89,01	4700	4582	97,49	3071	2901	94,46
São Marcos	1405	1289	91,74	1131	967	85,50	2332	2245	96,27	1545	1429	92,49
Veranópolis	3579	3314	92,60	2697	2351	87,17	4430	4324	97,61	2962	2766	93,38
REGIAO	51937	48543	93,47	37827	33430	88,38	89721	87071	97,05	56188	52447	93,34

COMMUNES	1991						1996					
	20 à 29 ans			30 à 39 ans			20 a 29			30 a 39		
	Totale	Alphabé- tisées	Part. %	Totale	Alphabé- tisées	Part. %	Totale	Alphabé- tisées	Part. %	Totale	Alphabé- tisées	Part. %
Antônio Prado	2082	2021	97,07	1784	1699	95,24	1.757	1.739	98,98	2.193	2.167	98,81
Bento Gonçalves	15458	15150	98,01	13872	13500	97,32	14.339	14.198	99,02	15.461	15.244	98,60
Carlos Barbosa	3300	3266	98,97	2773	2697	97,26	3.367	3.349	99,47	3.650	3.629	99,42
Caxias do Sul	56729	55635	98,07	51781	50277	97,10	57.083	56.412	98,82	59.461	58.634	98,61
Farroupilha	9687	9461	97,67	7746	7457	96,27	9.858	9.740	98,80	9.794	9.633	98,36
Flores da Cunha	3954	3866	97,77	3620	3485	96,27	3.409	3.387	99,35	3.933	3.890	98,91
Garibaldi	4757	4693	98,65	4453	4353	97,75	4.556	4.516	99,12	5.102	5.038	98,75
São Marcos	3231	3149	97,46	2593	2487	95,91	2.938	2.898	98,64	3.213	3.175	98,82
Veranópolis	3016	2971	98,51	2749	2657	96,65	2.794	2.774	99,28	3.158	3.123	98,89
REGIAO	102214	100212	98,04	91371	88612	96,98	100.101	99.013	98,91	105.965	104.533	98,65

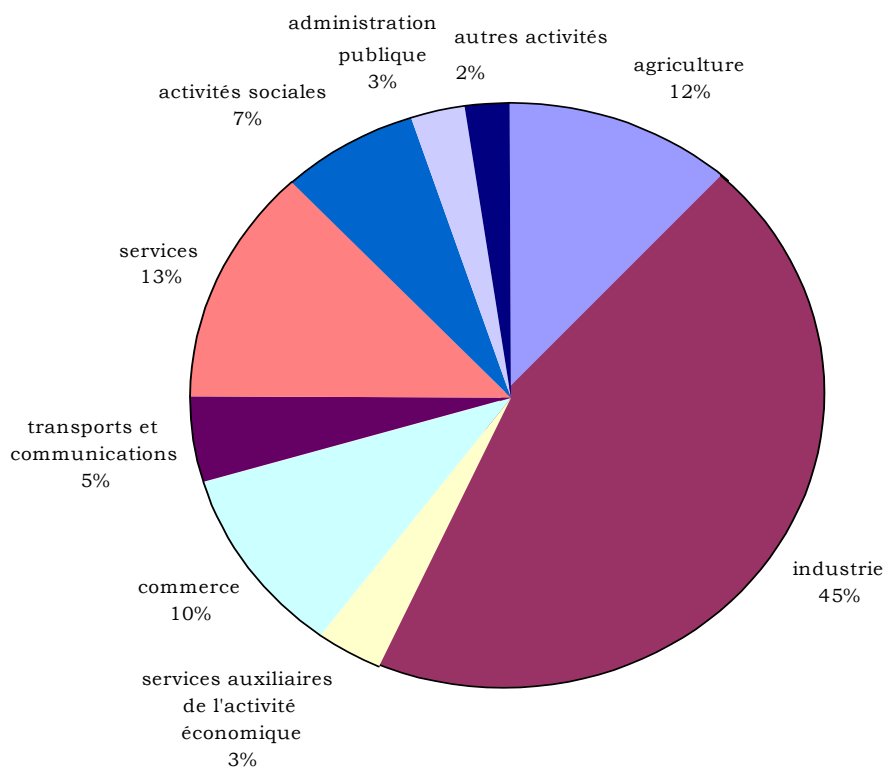
Source: IBGE - Censos Demográficos do RGS, 1970, 1980 et 1991; Contagem Populacional 1996

c) Population active par secteur : prédominance industrielle

Nous abordons maintenant l'aspect démographique de la région de Caxias do Sul par le biais de la population économiquement active. Les informations intègrent le recensement démographique de l'IBGE de 1991, et rendent compte des personnes âgées de 10 ans et plus, en activité dans la région. Pour une idée générale, voici une illustration.

Graphique n° 5

POPULATION ACTIVE PAR SECTEUR DE LA REGION DE CAXIAS DO SUL - 1991



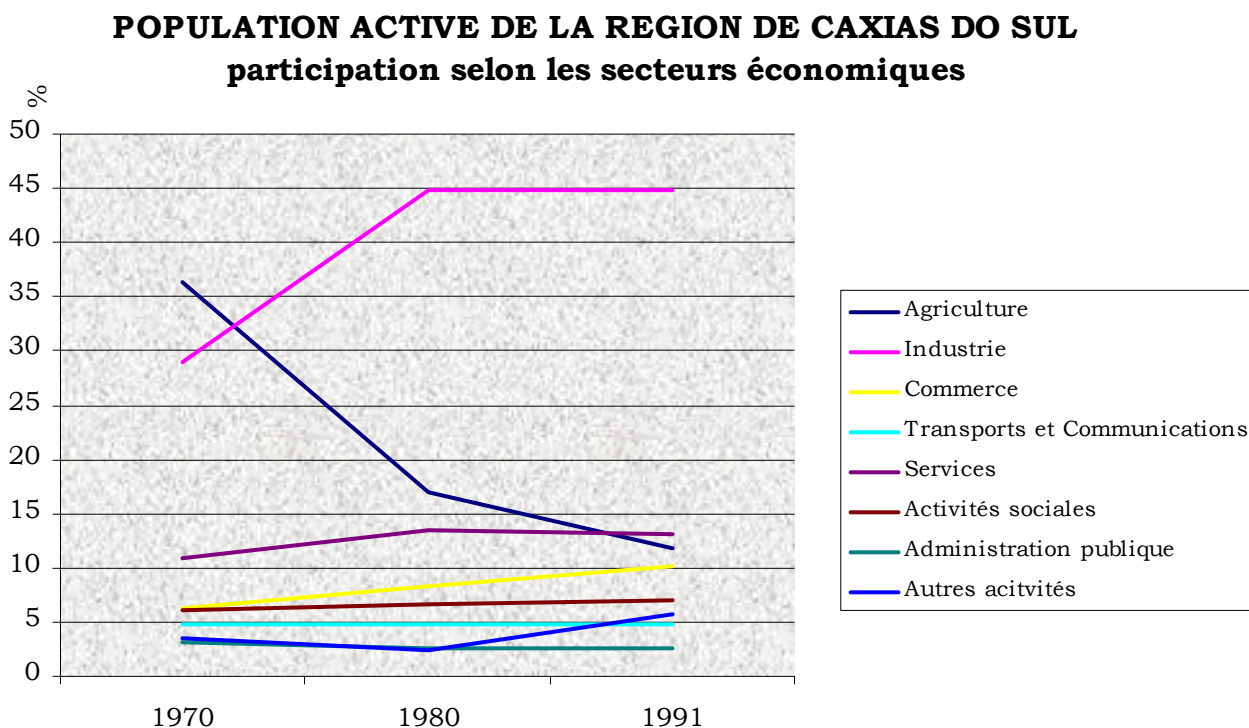
Source : IBGE, Censo Demografico do RGS (mão-de-obra), 1991 (tableau n° 5.42)

Ce graphique montre bien la prédominance de l'industrie. Presque la moitié de la population active est concernée (45%). Pour les autres secteurs, l'accent est mis sur le commerce et sur l'agriculture (10% et 12%). Le poids de celle-ci est dû aussi bien à la viticulture – l'activité agricole la plus importante dans la région – qu'à la culture de fruits et

légumes. Le secteur des services occupe aussi une quantité importante de la population active (13%), ce qui montre que la région est urbanisée et davantage industrialisée.

Retournons quelques années en arrière (graphique n°6), et observons que les participations de l'agriculture et de l'industrie étaient tout autre, en 1970. Les données montrent que l'industrialisation s'est nettement développée pendant la décennie 70, ce qui place dès 1980 la part de la population active industrielle à 45 %, tandis qu'au même moment celle de l'agriculture chute à 17%.

Graphique n° 6



Source : IBGE, Censos Demograficos, 1970, 1980, 1991

Les lignes de l'agriculture et de l'industrie se sont croisées peu après 1970, et se sont largement écartées en 1980, démontrant l'importance croissante de l'industrie. En même temps, la ligne qui représente les services augmente discrètement dans la période, et dépasse même l'agriculture en 1991. Le commerce, à son tour, présente un

comportement ascendant, passant de 6,3% à 10,1% entre 1970 et 1991. Quant aux autres secteurs, ils ont eu des participations plutôt stables.⁵

Pour notre propos, il faut se demander maintenant où se trouve, dans la région, la partie la plus significative de la population active industrielle en particulier. Le tableau n° 14 ci-après montre l'évolution de la participation de la population active industrielle dans chaque commune.

⁵ En 1991, l'IBGE a créé une nouvelle désignation dans la liste des secteurs d'activité : « services d'aide à l'activité économique ». Pour rendre comparables les années étudiées, nous l'avons intégrée à la rubrique « autres activité »s.

Tableau n° 14
POPULATION ACTIVE INDUSTRIELLE PAR COMMUNE (en pourcentages)

COMMUNES	1970			1980			1991		
	population active		part % du total	population active		part % du total	population active		part % du total
	totale	industr.		totale	industr.		totale	industr.	
Antônio Prado	4 354	360	8,3	5 449	1 328	24,4	5 669	1 321	23,3
Bento Gonçalves	14 453	3 642	25,2	27 950	12 748	45,6	40 461	17 127	42,3
Carlos Barbosa	5 384	1 034	19,2	7 614	2 758	36,2	8 629	4 382	50,8
Caxias do Sul	49 099	19 603	39,9	103 227	50 186	48,6	138 911	63 713	45,9
Farroupilha	7 985	2 144	26,9	15 285	7 717	50,5	24 308	12 901	53,1
Flores da Cunha	4 759	612	12,9	8 097	2 389	29,5	11 019	3 641	33,0
Garibaldi	7 950	1 191	15,0	9 409	2 721	28,9	11 797	4 906	41,6
São Marcos	2 743	419	15,3	5 341	2 105	39,4	7 902	3 341	42,3
Veranópolis	7 798	1 257	16,1	9 707	3 499	36,0	8 161	3 686	45,2
REGION	104 525	30 262	29,0	192 079	85 451	44,5	256 857	115 018	44,8

Sources : IBGE, Censos Demográficos do RS, 1960 et 1970

IBGE, Censo Demográfico do RS, Mão-de-Obra, 1980 et 1991

Nous sommes en mesure de constater que la population active à Caxias do Sul, dès 1970, était à 40% industrielle, et celle de Farroupilha à 27%, suivie de près par Bento Gonçalves qui affichait 25%. Nous voyons ici l'axe industriel régional qui se dessine, tant il est vrai que le reste des communes présente une population active industrielle peu représentative par rapport à ces trois communes (exception faite de Carlos Barbosa, avec près de 20%).

En 1980, on constate que toutes les communes ont connu une industrialisation plus intense, dans la mesure où la moindre participation est de 24% (Antonio Prado), ce qui est tout de même considérable. La croissance industrielle de Farroupilha s'exprime par la plus grande participation cette année-là (50%), suivie de près encore une fois par Caxias do Sul (48,6%).

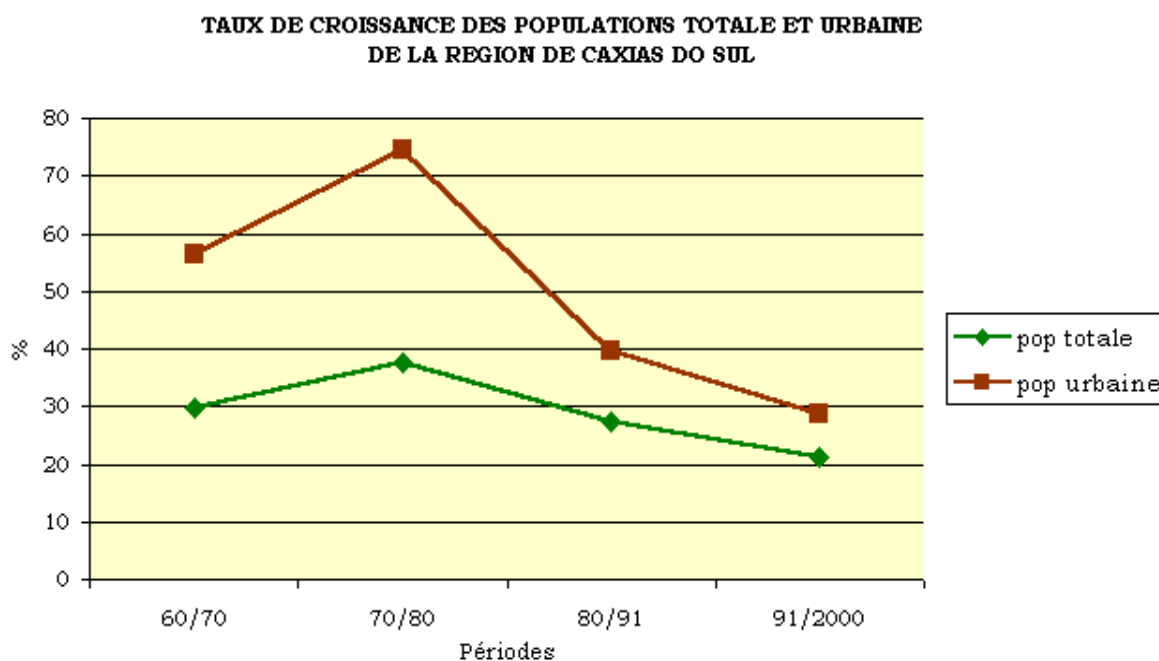
En 1991, les tendances se confirment et l'industrie devient dominante dans l'ensemble de la région. Deux remarques s'imposent à ce sujet. La première concerne la commune d'Antonio Prado, qui paraît stabiliser son industrialisation, puisqu'elle a conservé à peu près la même participation d'il y a onze ans. La seconde concerne Caxias do Sul qui voit diminuer son rythme de participation à la population active industrielle, indiquant un certain épuisement de ses capacités de concentration industrielle. Le fait que le processus d'industrialisation se déploie vers les communes voisines renforce ce constat. Les participations de la population active industrielle à Carlos Barbosa (50,81%) et à Farroupilha (53,1%) dépassent celles de Caxias do Sul (45,9%) de manière significative.

II.2.2 - Le phénomène de l'urbanisation

Sans méconnaître la complexité du phénomène de l'urbanisation, en général, nous nous proposons tout simplement d'en donner une idée à travers le comportement de la population urbaine.

Nous considérons qu'une commune est en processus d'urbanisation lorsque sa population urbaine dépasse sa population totale (urbaine et rurale confondues)⁶. Il importe de souligner que nous prenons en compte les informations statistiques à partir de l'année 1960, correspondant au rythme accéléré de l'urbanisation, conséquence de l'industrialisation.

Graphique n° 7



Source : IBGE, Censos Demograficos, 1960, 1970, 1980, 1991, 2000 et Contagem Populacional, 1996.

Le graphique n° 7 témoigne de l'écart entre les rythmes de croissance de la population totale de la région et de sa population urbaine.

⁶ Cette notion est largement utilisée dans les études sur l'urbanisation au Brésil, notamment dans celles de l'IBGE

Les courbes disent l'intensité de l'urbanisation dans la région de Caxias do Sul. Nous constatons que le rythme d'urbanisation entre 1960 et 1980 est le plus intense. Cet écart commence à diminuer à partir de 1980, pour arriver aux années 1990 avec des taux de croissance qui se situent entre les 20% et les 30% ⁷. Précisons que ce mouvement n'indique pas autre chose que le constat que la région s'urbanise actuellement à un rythme moins intense qu'avant.

Les données montrent une participation croissante de la population urbaine dans les communes de la région. Voyons le tableau n°15, qui présente l'urbanisation non en termes de taux de croissance cette fois-ci, mais en termes de participation de la population urbaine à la population totale, ce qu'on appelle *taux d'urbanisation* (à ne pas confondre avec le *taux de croissance urbaine*, que nous venons de traiter ci-dessus

Comparé à l'Etat du Rio Grande do Sul, on constate que la région présente régulièrement les taux d'urbanisation les plus élevés (en gras, sur le tableau n° 15). Cela renforce le caractère urbain de la région de Caxias do Sul, d'autant plus que l'Etat du Rio Grande est considéré comme un état plutôt bien urbanisé dans le contexte brésilien. Entre 1960 et 1996, la proportion de la population urbaine augmente aux deux échelles territoriales, soulignant le fait que la différence entre la région et l'Etat demeure favorable à la première.

⁷ Notons que nous traitons ici de l'ensemble du territoire régional, laissant pour la suite l'examen de ce qui se passe à l'intérieur de la région, entre les communes, et les particularités de celles-ci.

Tableau n° 15
URBANISATION DE LA REGION DE CAXIAS DO SUL
Proportion de population urbaine (taux d'urbanisation)

Communes	POPULATION 1960			POPULATION 1970			POPULATION 1980			POPULATION 1991			POPULATION 2000		
	Totale	Urbaine	taux d'urb	Totale	Urbaine	taux d'urb	Totale	Urbaine	taux d'urb	Totale	Urbaine	taux d'urb	Totale	Urbaine	taux d'urb
Antônio Prado	13.302	3.524	26,49	10.629	3.569	33,58	13.023	5.385	41,35	10.989	6.320	57,51	12.917	8.416	65,15
Bento Gonçalves	32.983	15.141	45,91	41.979	23.782	56,65	58.941	42.071	71,38	78.643	65.755	83,61	91.505	81.834	89,43
Carlos Barbosa	10.309	2.632	25,53	12.374	3.821	30,88	13.665	6.664	48,77	15.921	10.395	65,29	20.516	15.207	74,12
Caxias do Sul	101.852	69.269	68,01	144.871	114.008	78,70	220.566	200.354	90,84	290.925	264.775	91,01	360.223	333.217	92,50
Farroupilha	15.899	5.123	32,22	19.318	6.975	36,11	28.995	16.477	56,83	45.634	31.025	67,99	54.951	42.413	77,18
Flores da Cunha	12.626	2.877	22,79	14.626	3.801	25,99	15.479	5.482	35,42	19.869	8.701	43,79	23.677	14.230	60,10
Garibaldi	18.962	7.003	36,93	20.812	8.066	38,76	23.041	11.889	51,60	25.926	16.191	62,45	28.328	23.102	81,55
São Marcos				9.169	4.399	47,98	11.824	7.979	67,48	15.857	12.412	78,27	18.961	15.695	82,78
Veranópolis	22.882	6.684	29,21	23.399	7.128	30,46	23.247	9.985	42,95	16.916	11.637	68,79	19.460	16.011	82,28
REGION	228.815	112.253	49,06	297.177	175.549	59,07	408.781	306.286	74,93	520.680	427.211	82,05	630.538	550.125	87,25
Etat RGS	5.366.720	2.380.783	44,36	6.664.891	3.553.006	53,31	7.773.837	5.250.940	67,55	9.138.670	6.996.542	76,56	10.181.749	8.312.899	81,65

Source : Fundação IBGE - Censos Demográficos do RS 1960, 1970, 1980, 1991, 2000

Notes : a) Pour la population urbaine par commune, année 1960, nous avons consulté la Sinopse Preliminar de l'IBGE, car ces informations n'ont pas été publiées dans le Recensement 1960.

b) Taux d'urbanisation = (pop urb / pop totale) X 100

Si l'on examine une à une les communes de la région, on verra que la ville de Caxias do Sul est la plus urbanisée, à plus de 90% depuis 1980. La commune de Farroupilha, à son tour, a connu une urbanisation accélérée pendant la décennie 1970, ce qui a changé le profil de cette commune, fondée, jusque là, sur l'activité agricole⁸. En 1980, on y compte presque 57% de population urbaine. C'est un saut considérable, sur lequel nous reviendrons plus tard.

Le tableau n°15 montre aussi la grande proportion de population urbaine à Bento Gonçalves, qui dépasse le seuil des 50%, à partir de 1970. Des taux d'urbanisation croissants se vérifient jusqu'à aujourd'hui (89,43% en 2000). Pour Carlos Barbosa, Garibaldi et São Marcos, il s'agit également d'une urbanisation intense à partir des années 1980 notamment. Antonio Prado, Flores da Cunha et Veranópolis se sont urbanisées aussi, mais dans des proportions moindres, car ces communes gardent encore des liens avec les activités agricoles.

Le tableau n°16, ci-après, qui présente les taux de croissance⁹ de la population urbaine par décennie à partir de 1960, est la preuve du rythme d'urbanisation de la région. Nous y voyons clairement le saut d'urbanisation qu' a connu la commune de Farroupilha entre 1970 et 1980 : 136,23% de croissance. Remarquons que c'est une croissance très élevée, qui n'a jamais été atteinte, ni avant ni après, par aucune commune de la région. A titre de comparaison, notons que pour l'Etat du Rio Grande do Sul, ce taux est aux environs de 48 %. Le *boom* d'urbanisation de Farroupilha a commencé pendant la décennie 1970, en raison de l'expansion industrielle originaire des communes voisines, mais aussi de la création de firmes à capitaux locaux. Les secteurs en tête de ce processus sont l'industrie de chaussures, de métallurgie, de meubles et de bonneterie notamment.

⁸ Avant 1970, l'économie de Farroupilha se centrait sur l'agriculture, notamment la production fruitière. En 1959, l'agriculture représentait 46,5 % du PIB municipal et l'industrie 18,3%. La situation s'est inversée à tel point qu'en 1980 la participation de l'agriculture n'est que 6% du PIB, tandis que la participation des activités industrielles est de 71%.

⁹ Remarques : taux d'urbanisation = $(\text{pop.totale} / \text{pop.urbaine}) \times 100$

taux de croissance urbaine = $[(\text{pop.urbaine } t - \text{pop.urbaine } t-1) / \text{pop.urbaine } t-1] \times 100$

Associé à ce fait, il faut tenir compte de la politique industrielle du pouvoir public local à travers la création de zones industrielles. Cette politique favorise l'installation de firmes grâce à la donation de terrains et d'infrastructures de base (préparation du terrain, réseau d'eau et d'égouts, électricité). La réduction de taxes et d'impôts ne figure pas parmi les mesures adoptées pour attirer les industries.

En 1969, s'est créée la première zone industrielle à Farroupilha située à l'entrée de la ville, au bord de la route qui la relie à Caxias do Sul. Plus récemment, deux autres zones ont été créées, celles-ci ayant un caractère particulier. La zone industrielle de Caravaggio accueille des micro et petites entreprises originaires du milieu résidentiel, tandis que celle de Burati n'accepte que des entreprises non polluantes, quelle que soit leur dimension.

Pour faire face au grand nombre de migrants de la zone rurale de Farroupilha, ainsi que d'autres communes, le pouvoir public s'est chargé de promouvoir des lotissements populaires aux environs du centre-ville. Le premier a été développé en 1970 et les derniers en 1990. Nous ne pouvons pas dire que ces lotissements ont été en mesure de résoudre les problèmes de logement de la commune. L'expansion des bidonvilles est un phénomène présent dans la région, et il est visible dans toutes les communes plus industrialisées.

La croissance urbaine connue par Farroupilha paraît refléter la direction du déploiement de l'industrie sur le territoire. Entre Bento Gonçalves et Caxias do Sul se situe l'axe industriel de la région (40km environ), ces deux communes étant les centres historiquement les plus urbanisés. À partir des années 1970, on note que l'industrialisation dépasse, pour ainsi dire, les points extrêmes de l'axe, et commence à occuper des espaces intermédiaires.

Le relief accidenté de la zone urbaine de Caxias do Sul, ainsi que celui de Bento Gonçalves, décourage l'installation d'usines sur les lieux potentiellement disponibles dans ces zones. On peut dire que les meilleurs espaces pour l'activité industrielle y sont déjà occupés. L'extension du tissu urbain de ces deux communes se fait, actuellement, plutôt par de

nouvelles zones d'habitation (des bidonvilles notamment) que par de nouveaux emplacements industriels.

Tableau n°16

TAUX DE CROISSANCE URBAINE DE LA REGION DE CAXIAS DO SUL 1960 à 2000

COMMUNES	croiss. 60/70	croiss. 70/80	croiss. 80/91	croiss. 91/96	% croiss. 60/2000
Antônio Prado	1,28%	50,88%	17,36%	16,22%	138,82
Bento Gonçalves	57,07%	76,90%	56,30%	12,11%	440,48
Carlos Barbosa	45,17%	74,40%	55,99%	19,91%	477,77
Caxias do Sul	64,59%	75,74%	32,15%	10,93%	381,05
Farroupilha	36,15%	136,23%	88,29%	4,12%	727,89
Flores da Cunha	32,12%	44,23%	58,72%	16,02%	394,61
Garibaldi	15,18%	47,40%	36,18%	10,13%	229,89
São Marcos *	-	81,38%	55,56%	8,74%	-
Veranópolis	6,64%	40,08%	16,54%	13,37%	139,54
REGION	56,39%	74,47%	39,48%	10,99%	390,08
ETAT RGS	49,24%	47,79%	33,24%	8,36%	249,17

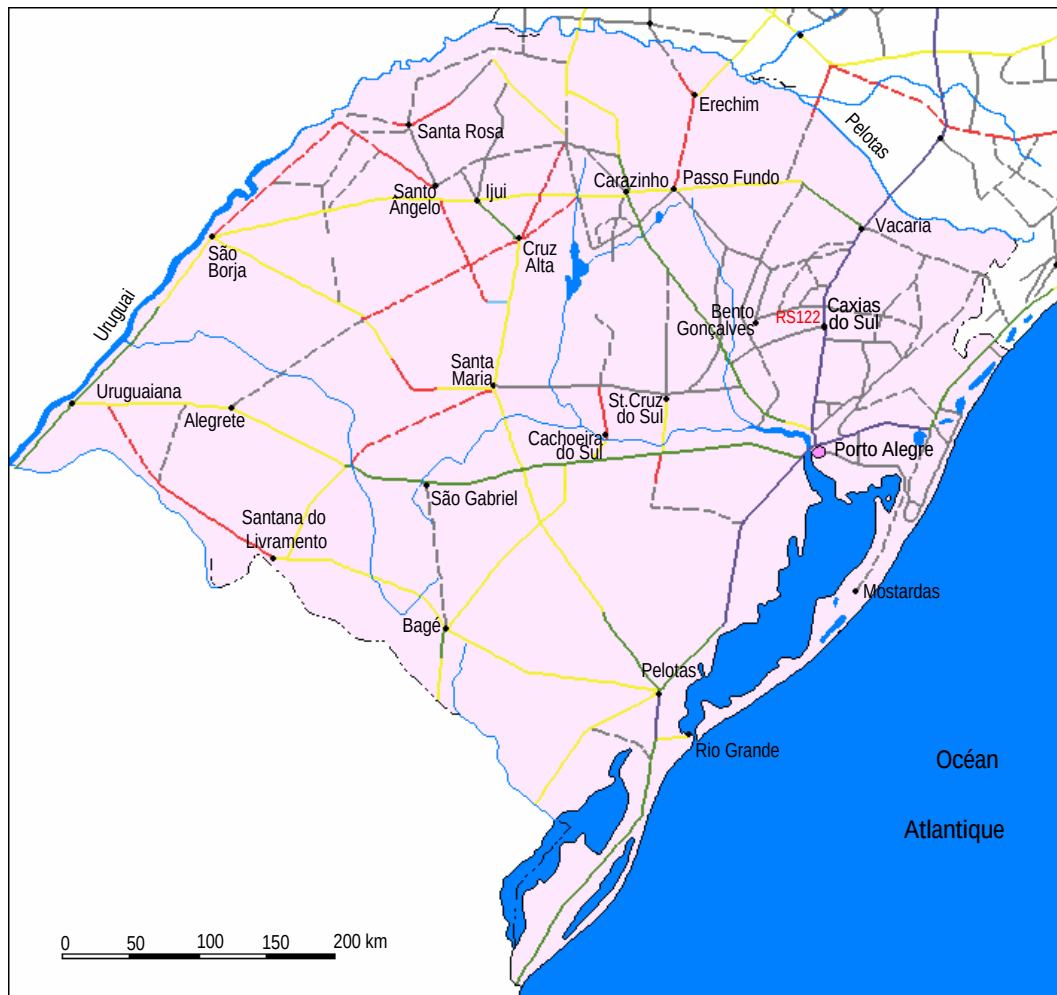
Source : IBGE , Censos Demograficos 1970, 1980,1991, 2000 ; Sinopse Preliminar 1960 et Contagem Populacional 1996.

* La commune de São Marcos a été créée en 1963.

L'expansion industrielle se fait alors, sur des espaces intermédiaires, notamment sur la commune da Farroupilha, située à mi-chemin sur l'axe Caxias-Bento (voir carte n°12). En profitant des économies d'agglomération, les entreprises se sont progressivement installées sur cette zone, ce qui a eu pour effet d'augmenter la concentration industrielle sur une partie de l'axe. Et ce, à tel point, qu'aujourd'hui on constate une occupation industrielle en continu entre Caxias et Farroupilha. Nous avançons l'hypothèse que la concentration industrielle va continuer le long de l'axe, sur la partie qui relie Farroupilha à Bento Gonçalves, puisque celle-ci tend à attirer les industries, compte tenu de son importance économique dans la région.

Carte n° 12

Le réseau routier de l'Etat de Rio Grande do Sul



Légende

Routes nationales

- Goudronnée avant 1961
- Goudronnée de 1962 à 1969
- Goudronnée de 1970 à 1980
- Goudronnée de 1981 à 1986
- En goudronnage

Routes départementales

- Goudronnée
- En goudronnage

Frontières

- Nationale
- Internationale

Zones Urbaines

- Ville
- Capital de l'Etat

Cartographie: Géog. Ivanira Falcade
Source: IBGE, 1990, p. 385.

La route RS 122 qui relie Farroupilha à Caxias do Sul concrétise, pour ainsi dire, l'axe urbano-industriel dont nous parlons. Sa duplication effectuée pendant la décennie 1980 est, du coup, cause et conséquence de la croissance industrielle à Farroupilha. Il s'agit d'une route moderne qui permet la communication rapide, intensifiant donc les échanges sur l'axe industriel de la région. Il est évident que cette fluidité apporte en même temps des bénéfices à toutes les communes de la région.

Si l'expansion industrielle sur l'axe Caxias-Bento est de taille, l'urbanisation se fait à peu près dans toutes les directions, exception faite des zones où les obstacles causés par le relief accidenté rendent moins fluides les communications routières. L'intensité de l'urbanisation est variable, selon la zone, mais il s'agit en toute évidence d'un processus présent dans l'ensemble de la région.

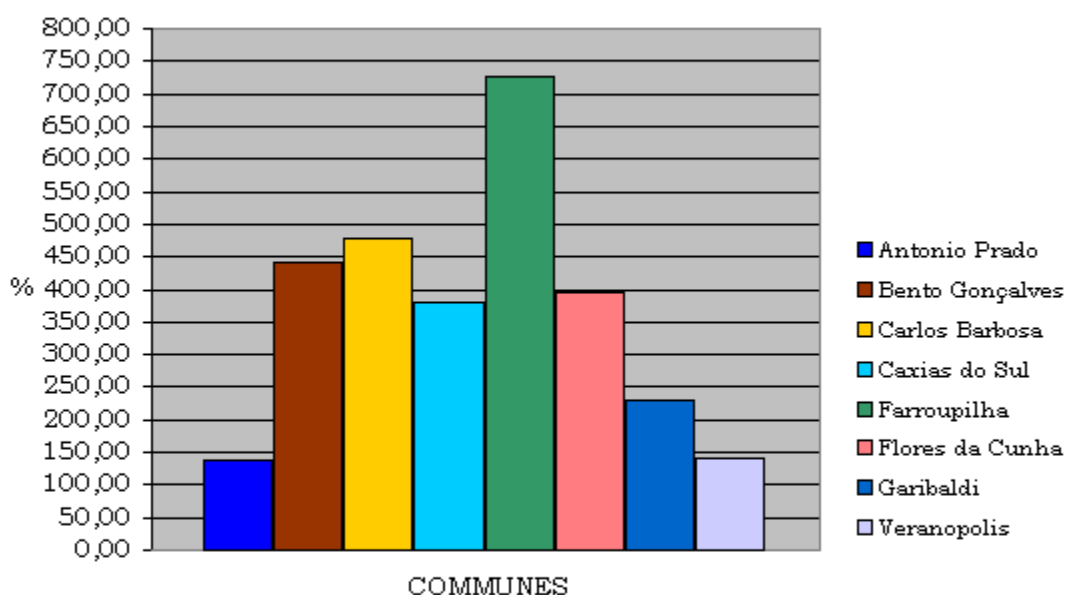
La tableau n° 16 montre l'importance de la décennie 1970 dans ce processus, car c'est la période la plus dynamique de l'urbanisation régionale. On constate un taux de croissance de la population urbaine régionale de 74,47% entre 1970 et 1980. Cela est très significatif, notamment si l'on considère le taux pour l'état du Rio Grande do Sul : 47,79% pour la même période. Cela signifie un écart de 26,68% entre la région et l'Etat. Cette croissance urbaine s'est vérifiée de façon générale dans la région, c'est-à-dire que pratiquement toutes les communes ont présenté des taux importants par rapport à leurs situations respectives.

De façon générale, nous constatons une occupation territoriale mixte, c'est-à-dire que les activités industrielles et commerciales s'insèrent dans des zones d'habitation dans la plupart des communes. La création de zones industrielles spéciales (qui comptent sur des subventions du pouvoir public local) dans les communes les plus urbanisées n'a pas réussi à contrôler l'implantation des nouvelles industries. En fait, les deux comportements coexistent : d'une part, les entreprises qui s'installent dans les zones industrielles et, d'autre part, celles qui cherchent à s'implanter près d'une zone résidentielle ou commerciale, en fonction de leurs intérêts particuliers.

En revenant au tableau n°16, nous remarquons la colonne de droite, qui présente les taux de croissance urbaine des communes de la région dans la grande période 1960-2000. Ces données sont à la base du graphique n°8 qui résume le rythme de l'urbanisation dans la région.

Graphique n° 8

**TAUX DE CROISSANCE DE LA POPULATION URBAINE
DE LA REGION DE CAXIAS DO SUL DE 1960 A 2000**



Sources : IBGE, Censos Demograficos 1960, 1970, 1980, 1991, 2000 ; Sinopse Preliminar 1960 et Contagem Populacional 1996.

Nota : La commune de São Marcos n'apparaît pas ici car elle n'existait pas en tant que tel en 1960, début de la période étudiée.

Nous pouvons distinguer clairement que la croissance urbaine de Farroupilha est largement supérieure à celle des autres communes, pendant la période de quarante ans à compter de 1960. Le recensement de 1970 a révélé que 36% des habitants de la commune habitaient en milieu urbain, tandis que, en 1980, ce pourcentage s'élève à presque 57% (voir tableau n°15). Cette différence est due non seulement à une certaine déruralisation d'une partie de la population à la recherche d'emplois dans l'industrie, mais aussi aux migrations inter-communales soit à l'intérieur

de la région, soit entre celle-ci et les régions voisines, y compris la région métropolitaine de Porto Alegre.

Ce contingent, sans doute attiré par la dynamique industrielle, ne peut pas être correctement mesuré, faute d'informations adéquates. Les données sur les migrations intercommunales au Brésil sont insaisissables, les travaux existants se bornent à utiliser l'échelle des Etats de la fédération, ou bien des grandes régions brésiliennes. Après des recherches méticuleuses, à l'issue d'un entretien avec un chercheur de l'IBGE chargé de l'analyse de l'urbanisation de l'Etat, nous sommes contraints d'admettre que le phénomène migratoire intercommunal ne peut pas être quantifié. Le pouvoir public local ¹⁰ effectue quelquefois des enquêtes auprès des personnes qui arrivent à la gare routière de la commune, quand les politiques de logement, de santé et d'éducation sont à l'ordre du jour. Ces enquêtes, malheureusement, n'ont ni la rigueur ni la régularité nécessaires pour leur concéder une fiabilité minimale qui nous permettrait de les utiliser dans cette thèse.

Cependant, cet obstacle ne peut écarter en aucune façon la part des migrations internes au Rio Grande do Sul comme facteur de croissance urbaine de certaines zones de l'État. Étant donné les informations que nous avons obtenues sur le terrain¹¹, il est clair que les migrations vers la région de Caxias do Sul, notamment dans les années 1970, ont joué beaucoup sur l'urbanisation dans ce territoire. Sur place, il n'est pas difficile de constater la présence importante de personnes venues d'autres régions de l'état, et même de l'État voisin, le Santa Catarina. Le fait que nous n'ayons pas d'informations statistiques pour fonder valablement l'analyse n'est pas une raison pour que nous ne prenions pas en compte les flux migratoires dans l'urbanisation de la région. Les taux de croissance de la population urbaine présentés plus haut en témoignent clairement.

Il importe de remarquer que, si d'un côté, l'action du pouvoir public local a tenté de donner une réponse à la croissance urbaine rapide et

¹⁰ Comme à Bento Gonçalves et Farroupilha.

¹¹ Entretien avec Mme Ivanira FALCADE, géographe de l'Université de Caxias do Sul.

démessurée, de l'autre côté, ces démarches ont renforcé la concentration industrielle et stimulé l'immigration d'une main-d'oeuvre peu qualifiée à la recherche de travail dans la région. Le résultat est qu'à l'instant où l'industrie se développe, la région assiste au « gonflement » des bidonvilles qui abritent une main-d'œuvre excédentaire vivant dans de mauvaises conditions.

Si l'industrialisation dans les pays périphériques du monde capitaliste se caractérise historiquement par la croissance désordonnée des milieux urbains - et le Brésil n'y échappe pas, bien évidemment - il faut admettre que la restructuration de l'économie aggrave fortement le cadre existant. Comme le soulignent MAMMARELLA et MARTINS (1999), évoquant la situation brésilienne, « les changements dans l'organisation du marché du travail découlant de ce processus ont des retombées sur le terrain et engendrent des situations extrêmes de pauvreté, donnant lieu à une nouvelle catégorie nommée *exclusion sociale*. Dans ce contexte, l'inégalité historique du cadre brésilien s'intensifie, les effets se faisant sentir à travers l'urbanisation des villes et des métropoles brésiliennes, qui présentent des traits évidents de fragmentation et de ségrégation » (p.173).

Le concept d'exclusion sociale est utilisé plus récemment par la littérature, et il remplace les notions traditionnelles de marginalité et de pauvreté, largement utilisés par les analyses latino-américaines notamment. En évoquant une insuffisance de revenus qui empêcherait les gens d'accéder aux biens et aux services disponibles sur le marché, ces notions relèvent d'un fondement plutôt économique. Le concept d'exclusion sociale, à son tour, évoque un sens plus large où l'économique et le social jouent, bien sûr, et les dimensions politiques et symboliques y sont intégrées. Ce concept alors rend compte d'une situation plus complexe et plus dynamique, car « les individus et les groupes subissent, simultanément, plusieurs dimensions de l'exclusion » (MAMMARELLA et MARTINS, 1999, p. 180). Nous dirions que la notion d'exclusion sociale remet en cause les conditions de participation citoyenne, une fois que celle-ci ne peut avoir lieu dans un cadre d'exclusion. Cette situation est encore plus grave dans les pays périphériques, comme le Brésil.

La situation de la région de Caxias do Sul, en ce qui concerne les conditions de vie, ne fait pas exception. Même si l'examen de cette situation dans le détail n'est pas un de nos objectifs, nous pensons qu'il est important d'en donner une illustration compte tenu de la dimension du problème. D'autant plus que, selon nous, le développement est quelque chose de plus large et plus complexe que ce que les indicateurs de performance économique peuvent montrer.

N'oublions pas que l'objectif pour lequel les êtres humains se sont organisés en société est celui d'assurer leur vie et sa reproduction. L'acte de produire est donc profondément lié à la satisfaction des besoins sociaux. Il ne sera jamais vain d'évoquer PASSET (2000, p.28) pour clarifier ce qui constitue la substance même de l'économie. « Activité calculée de transformation de la nature, ayant pour objet la satisfaction des besoins humains, celle-ci est d'abord action. Elle met en présence trois sphères : une sphère naturelle que l'on transforme, une sphère économique au sein de laquelle s'effectue cette transformation et une sphère humaine pour laquelle elle s'effectue ».

Sans prétendre traiter le problème à fond, nous évoquons ici le fait que la croissance économique à Caxias do Sul n'est pas accompagnée d'une distribution plus ou moins équitable des fruits de cette croissance. Il suffit de dire que la précarisation du travail et les mauvaises conditions de vie dans les villes les plus industrialisées creusent progressivement un écart social difficile à amenuiser. Ce n'est pas un hasard si les statistiques sur l'exclusion sociale à l'échelle des communes sont rares et lacunaires...

Nous disposons, cependant, d'un indice qui n'exprime pas exactement les différentes situations d'exclusion sociale, mais qui est en mesure de donner une idée des conditions sociales et économiques des communes du Rio Grande do Sul. C'est l'ISMA (*Índice Social Municipal Ampliado*) calculé par la Fundação de Economia e Estatística (FEE) en fonction de quatre groupes de variables, à savoir : logement et assainissement, éducation, santé, revenu. Notons que, pour les conditions d'habitation, les conditions de vie dans les bidonvilles n'ont pas été

analysées dans le détail, car ce travail ne retient que le nombre d'habitants en moyenne par foyer, tous les quartiers confondus.

Pour préciser la formation de l'ISMA, nous présentons les indicateurs qui intègrent chaque groupe de variables.

1) Logement et assainissement :

- nombre d'habitants en moyenne par foyer
- pourcentage des foyers urbains dotés d'eau traitée
- pourcentage des foyers urbains dotés d'égouts (eaux ménagères)

2) Education :

- taux de redoublement dans l'enseignement fondamental
- taux d'abandon chez les écoliers de l'enseignement fondamental
- nombre d'enfants dans l'enseignement intermédiaire
- taux d'alphabétisation chez les plus de 15 ans

3) Santé :

- nombre de dispensaires par 1 000 habitants
- nombre de lits d'hôpitaux par 1 000 habitants
- nombre de médecins par 10 000 habitants
- pourcentage de nouveau-nés à un poids inférieur à la normale
- taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans

4) Revenu :

- distribution des revenus
- proportion des dépenses sociales (éducation et culture, logement et urbanisme, santé et assainissement) dans le budget municipal
- PIB par habitant

Le tableau n° 17 présente l'ISMA des communes de la région de Caxias do Sul selon les quatre groupes de variables pour 1998, données les plus récentes. Remarquons que l'indice varie de 0 à 1 et que plus le chiffre est proche de l'unité, plus la situation de la commune s'améliore, et vice-versa.

Tableau n° 17
ISMA - INDICE SOCIAL MUNICIPAL AMPLIADO
REGION DE CAXIAS DO SUL - 1998

COMMUNES	logement et assainissement	éducation	santé	revenu	TOTAL
Antonio Prado	0,56	0,74	0,70	0,39	0,60
Bento Gonçalves	0,61	0,70	0,57	0,56	0,61
Carlos Barbosa	0,60	0,77	0,58	0,52	0,62
Caxias do Sul	0,64	0,72	0,41	0,59	0,59
Farroupilha	0,59	0,71	0,52	0,53	0,59
Flores da Cunha	0,59	0,72	0,54	0,52	0,59
Garibaldi	0,59	0,74	0,48	0,54	0,59
São Marcos	0,59	0,76	0,38	0,52	0,56
Veranópolis	0,59	0,69	0,53	0,58	0,60

Source : FEE, Núcleo de Indicadores Sociais

En prenant en compte le spectre de variation de l'ISMA (de zéro à un), nous pouvons dire que la région de Caxias do Sul est dans une situation intermédiaire en ce qui concerne les conditions sociales et économiques. Il n'y a pas de variations importantes entre une commune et l'autre, d'où l'on peut inférer, *grosso modo*, que le côté social du développement des communes ne se fait pas forcément au détriment les unes des autres. Nous n'avons pas de données supplémentaires capables d'étayer cette hypothèse, mais ce que l'on a pu constater sur le terrain le confirme, car l'on voit à peu-près les mêmes problèmes partout. Notons que nous faisons référence à une situation générale.

Regarder la situation des communes par groupe de variables, c'est tout autre chose. Le tableau montre qu'en ce qui concerne le logement et l'assainissement, aussi bien que le revenu, la capitale régionale est au premier rang (0,64 et 0,59 respectivement). Mais il n'en est pas de même dans les domaines de l'éducation et de la santé. Nous avons un niveau d'éducation très élevé à Carlos Barbosa (0,77), qui est au premier rang, mais le reste de la région ne fait pas mauvaise figure non plus dans ce domaine¹².

¹² Comme nous l'avons constaté plus haut dans cette section, l'alphabétisation est assez élevée dans la région.

Nous pouvons dire que c'est dans le domaine de la santé que la région présente les plus grandes carences. Cela découle principalement du fait que les services de santé doivent être assurés, dans la plupart, par le gouvernement fédéral. La faillite, pour ainsi dire, du système de santé publique au Brésil se fait sentir plus gravement à l'échelle communale (dans les petites et moyennes communes, notamment) dont le budget municipal est assez strict. Les dotations destinées à la santé (mais aussi à l'éducation, au logement et à tant d'autres domaines) ont été progressivement réduites et cela, afin de répondre aux exigences de la politique néo-libérale du gouvernement brésilien qui prônait un « état-minimum ».

Pour le groupe de variables « revenu », il importe de remarquer que l'ISMA n'exprime pas les inégalités de la distribution des revenus à part entière, mais à un tiers seulement ¹³, ce qui ne nous autorise pas à tirer de conclusions précises sur un élément significatif à l'origine de l'exclusion sociale.

Les données montrent que la commune de Caxias do Sul est la mieux placée selon le critère revenu (0,59), eu égard au poids élevé de son PIB, surtout dans la part de l'activité industrielle. Mais nous ne pouvons pas confondre la bonne position relative en termes de revenu dans l'ISMA avec la situation réelle des habitants de cette ville. Voilà un aspect qui montre une défaillance de l'ISMA, dans la mesure où il n'est pas capable de dépeindre le clivage distributif, qui donne lieu aux problèmes sociaux nettement présents dans la capitale régionale.

En évoquant encore le tableau n°17, notons que la commune d'Antonio Prado est la plus défavorisée dans le cadre régional, l'indice le plus bas étant en termes de revenu (0,32). Nous voyons là une situation économique particulière, puisqu'il s'agit d'une commune dont l'agriculture n'est pas très dynamique et qui commence à se tourner vers l'industrie d'origine artisanale surtout (alimentaire et meubles). Pour cela, une partie de la population rurale a quitté les campagnes. Nous dirions qu'Antonio

Prado vit la transition entre l'activité agricole et une industrialisation encore à ses débuts.

Il est intéressant de situer la région en relation à l'Etat du Rio Grande do Sul, sans oublier que les états du Sud sont parmi les plus riches du Brésil. Nous avons pris l'ISMA total des communes de la région, nous l'avons analysé en le comparant à celui des 427 communes de l'état et nous sommes arrivés à la liste suivante :

Carlos Barbosa	4°
Bento Gonçalves	11°
Antonio Prado	17°
Veranópolis	19°
Flores da Cunha	25°
Caxias do Sul	26°
Garibaldi	31°
Farroupilha	30°
São Marcos	55°

Nous constatons que, à l'exception de São Marcos, les communes de la région se sont relativement bien portées, par rapport à l'ensemble de l'Etat, surtout si l'on considère le nombre élevé de communes que compte le Rio Grande do Sul (427 communes au total, rappelons-le).

Une autre manière de voir les choses, est de relever les communes de la région qui figurent parmi les vingt meilleures de l'Etat par groupe de variables. Pour ce qui est de la variable « logement et assainissement », on n'y retrouve aucune des communes de la région parmi les 20 meilleures de l'Etat. Il en va de même pour l'éducation. Pour les revenus, on ne trouve que Caxias do Sul, au 15ème rang. Dans la santé, il y a Antonio Prado (2ème) et Carlos Barbosa (16ème).

De la situation décrite, on peut déduire que la performance économique de la région n'est pas exactement synonyme de bénéfices pour

¹³ Les variables qui composent le groupe « revenu » relèvent de trois aspects (qui y participent en parité) : la concentration des revenus (indice de Gini), la proportion des dépenses à caractère social au budget municipal et le PIB par habitant.

la population, la qualité de vie étant un point qui se détériore progressivement.

Même si les statistiques ne le démontrent pas dans toute son ampleur, nous savons à travers les contacts directs sur le terrain¹⁴ et par les sociologues qui s'occupent du thème de l'exclusion sociale¹⁵, que l'urbanisation rapide et désordonnée à Caxias do Sul et sa région a fait des ravages difficiles à resoudre, et même à contourner.

En conclusion

Nous avons examiné, tout au long de cette section, le dynamisme démographique de la région de Caxias do Sul, en privilégiant l'examen de la population active, sous l'angle de l'âge et de l'alphabétisation. Dans l'objectif de tracer les contours du problème, nous avons effectué une analyse plutôt descriptive des aspects les plus significatifs de la population régionale.

Nous avons pu constater l'importance démographique de la région dans le cadre de l'état du Rio Grand do Sul, avec des taux de croissance assez élevés. Une participation considérable de la population jeune (entre 20 et 39 ans) en général, ainsi qu'un niveau important d'alphabétisation, indique l'existence d'un marché du travail dynamique. La population active industrielle étant de 45% en 1991, l'activité industrielle ressort comme la dominante dans le cadre régional.

Le phénomène d'urbanisation a été examiné sous l'angle démographique notamment, pour démontrer le gain proportionnel de la population urbaine dans le temps. L'urbanisation de la région s'est plus

¹⁴ Une simple visite aux zones qui entourent les villes les plus industrialisées, comme Bento Gonçalves et Caxias do Sul, nous permet de constater la portée du problème du logement. Outre l'état de délabrement de ces habitations, nombre d'entre-elles sont construites dans des zones inadaptées, sur des pentes, où le risque de glissements de terrain est toujours présent.

¹⁵ MAMMARELLA et MARTINS (1999) ont effectué une recherche sur l'exclusion sociale dans 8 villes de l'Etat du Rio Grande do Sul, parmi lesquelles, Bento Gonçalves. Leur constat est que, malgré un PIB par habitant relativement élevé, les revenus moyens des habitants sont bas. A Bento Gonçalves, il y a un manque important d'infrastructures, ainsi que dans l'éducation et la santé, mais aussi en ce qui concerne la sécurité publique. Selon les auteurs, le chômage, les migrations désordonnées, la précarité des logements et la violence sont à l'origine de ce cadre difficile. Le rapport souligne que la plupart des

fortement développée entre 1970 et 1980, lorsque la population urbaine a subi une augmentation de l'ordre de 74 %. Cependant, la croissance urbaine est un phénomène qui continue jusqu'à nos jours, à cause notamment des migrations. Pendant la décennie 1990, le chômage se fait présent dans la région, suivi par toute une série de carences que nous avons évoquée antérieurement.

L'accroissement démographique intense qui caractérise la décennie 1970 suit le rythme de l'industrialisation, comme nous avons souligné tout au début de cette section. La région a bénéficié de la croissance économique exceptionnelle vécue par le pays entre 1962 et 1974, période appelée « le miracle économique ». Elle est parvenue à consolider son industrie, en profitant d'une politique de crédits favorable et de l'exportation.¹⁶

L'analyse de l'expansion industrielle révèle que l'industrie se déploie à partir de Caxias do Sul vers Farroupilha, sur l'axe qui relie ces deux villes à Bento Gonçalves, la deuxième ville industrielle en importance de la région. Ceci mérite un commentaire dans la mesure où les économies d'agglomération ne sont pas le seul élément à jouer dans le choix de localisation des établissements industriels.

Il est assez répandu que la main-d'œuvre représente un élément majeur parmi les atouts du milieu, et que, par conséquent, les niveaux des salaires et le comportement des syndicats ont un rôle important dans ce contexte. Il en résulte que les différences de salaires et les particularités de la culture ouvrière dans les espaces intra-régionaux sont considérées comme un facteur important pour attirer des établissements.

Le cas de la région de Caxias do Sul présente des singularités par rapport à cela. L'unité culturelle de la région a forgé, des décennies durant, les caractéristiques de la main-d'œuvre locale, de façon qu'on ne trouve pas de situations très contrastées. Au contraire, la main-d'œuvre de la région de Caxias - toutes communes confondues - est considérée

problèmes urbains sont apparus à Bento Gonçalves depuis 15 ans environ, ce qui correspond *grosso modo* à la période de restructuration industrielle.

¹⁶ Nous avons analysé cette période dans I.3.

comme laborieuse, sérieuse et pacifique, sans poser donc de problèmes à la croissance des industries.

En fait, le marché du travail industriel n'est pas clairement segmenté spatialement. Il n'y a pas de « bassins » de main-d'œuvre clairement délimités, car les ouvriers peuvent se déplacer avec une certaine facilité entre les communes qui sont assez proches les unes des autres¹⁷. De ce fait, on ne peut pas dire que la recherche de main-d'œuvre soit un facteur important pour le déploiement de l'industrie à l'intérieur de la région.

Il n'en est pas de même en ce qui concerne les contraintes physiques, car celles-ci ont joué un rôle important au début de cette expansion. Si le tissu urbain de la ville de Caxias do Sul s'est élargi en direction de l'ouest, c'est parce que, à l'est, le relief présente des pentes accentuées. Il en va de même pour la continuation de cette expansion, qui a pris progressivement la direction ouest, où le plateau est moins accidenté. Ce n'est pas par hasard que les villes de Veranópolis et d'Antonio Prado ont rejoint le processus d'industrialisation régionale un peu plus tard. Il en a été ainsi parce qu'elles sont situées de l'autre côté du fleuve *das Antas* (voir carte n°2), ce qui signifie une liaison routière sinueuse en forte déclivité.

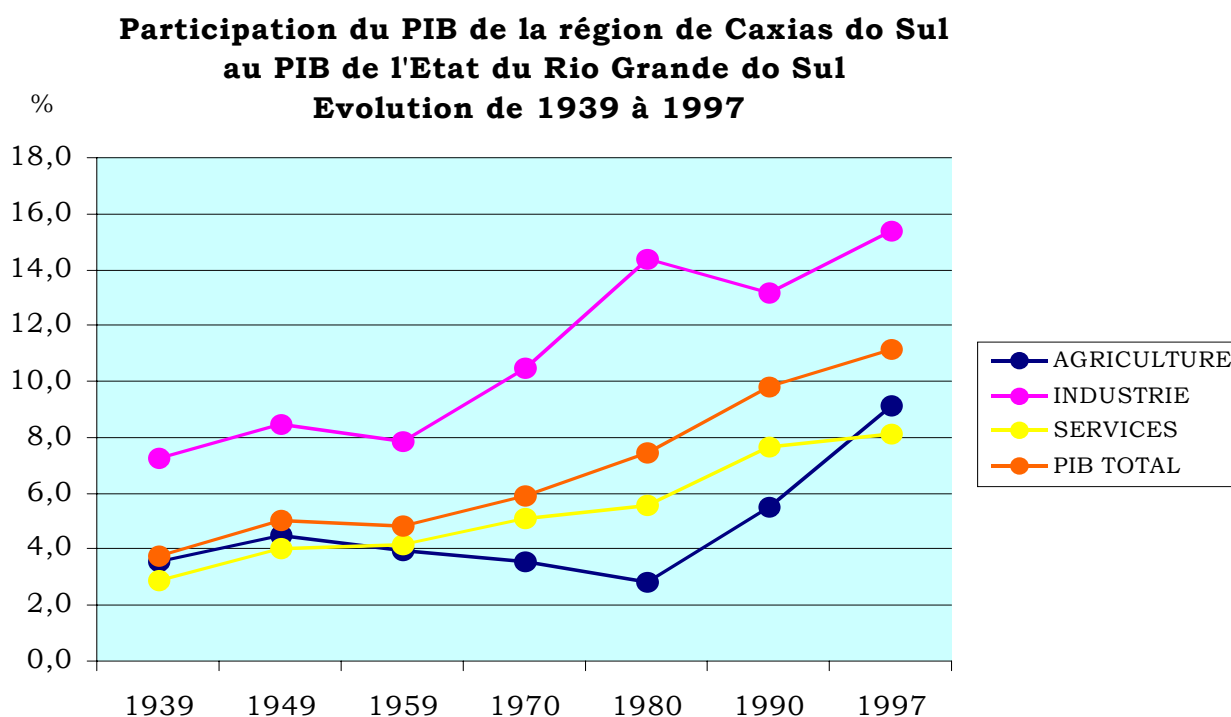
¹⁷ Selon BORBA (1999), des enquêtes récentes ont montré la progression des flux journaliers de passagers entre les communes de la région. Deux modalités ont été considérées : le transport de passagers qui passent par les gares routières et le transport effectué par les industries (en sous-traitance avec des entreprises de transport). Pour en donner une illustration, une des plus grandes entreprises de transport régional fait environ 140 voyages par jour, en partant de Farroupilha et de Caxias do Sul à destination d'autres villes et villages de la région. Parmi ses clients, se trouvent deux grands établissements industriels à Caxias do Sul (comptant plus de 1000 employés) pour lesquels on transporte plus de 100 mille passagers/mois.

II.3 - LE DYNAMISME SOUS UNE APPROCHE ECONOMIQUE

II.3.1 - Evolution du PIB régional selon les secteurs d'activité

Lorsque nous avons traité de la situation de Caxias do Sul dans le contexte du Rio Grande do Sul (I.3.4), nous avons remarqué que cette région est au deuxième rang parmi les régions industrielles de l'Etat.¹ Son importance économique est d'autant plus visible que la participation du PIB régional au PIB de l'Etat augmente fortement depuis 1959.

Graphique n° 9



Source : Renda Interna Municipal RGS 1930-1980 et PIB Municipal do RGS, NCR/FEE.

Ce graphique montre clairement le mouvement d'industrialisation de la région à partir des années 1960 notamment, lorsque les courbes de participation de l'industrie et de l'agriculture commencent à s'écarter. Effectivement, l'activité agricole a perdu en participation par rapport à l'industrie jusqu'à 1980. A partir de là, l'activité donne des signes de

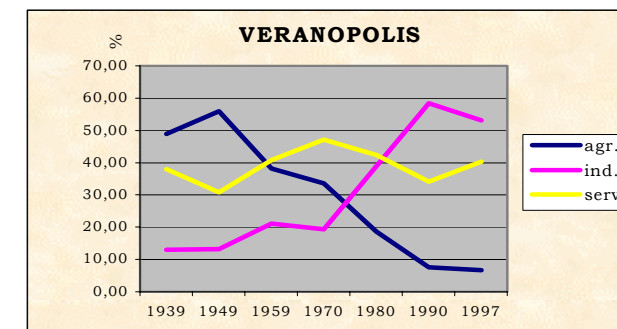
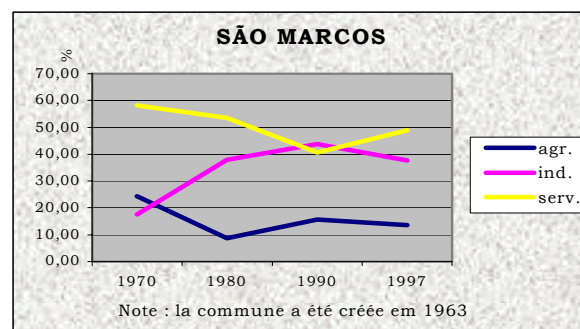
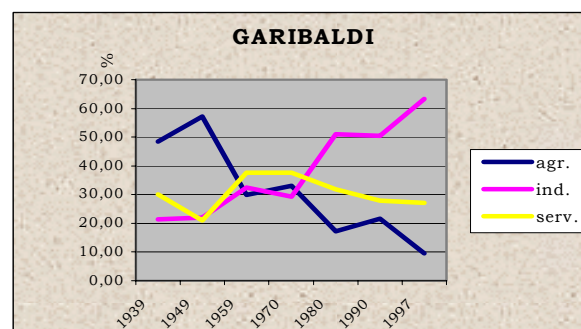
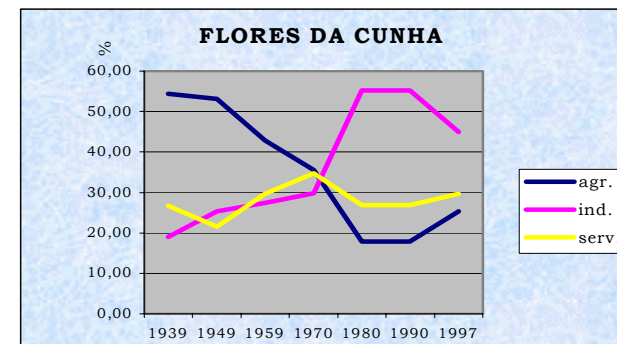
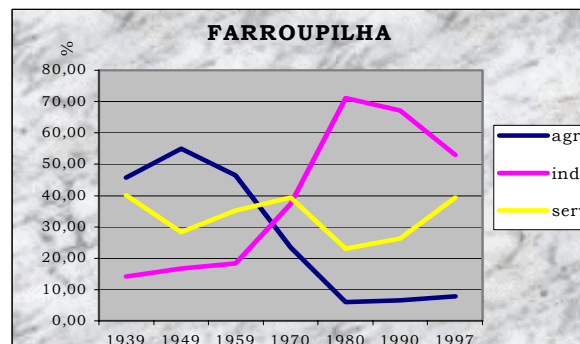
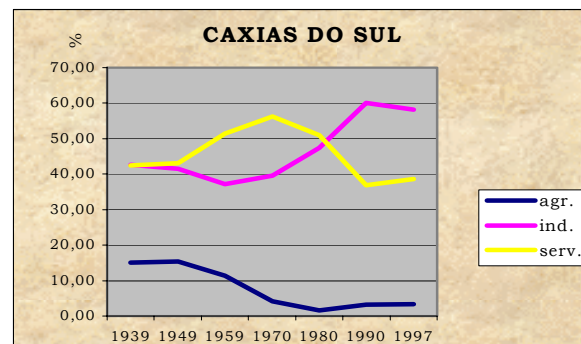
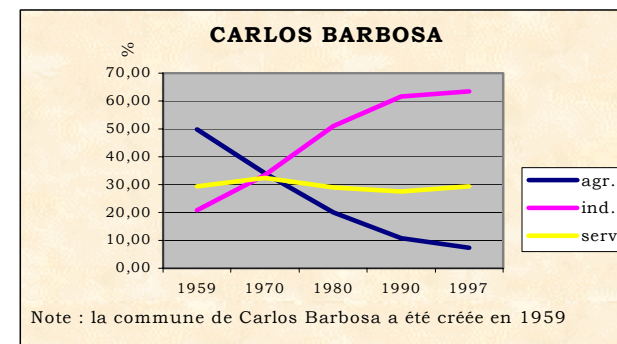
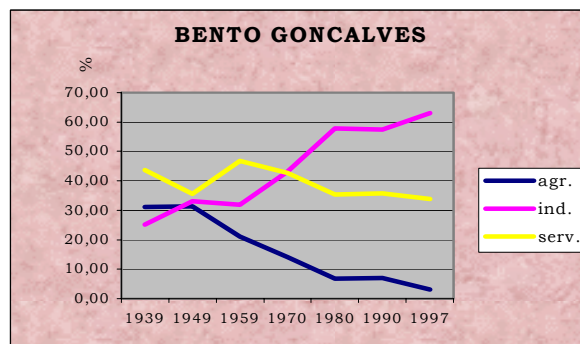
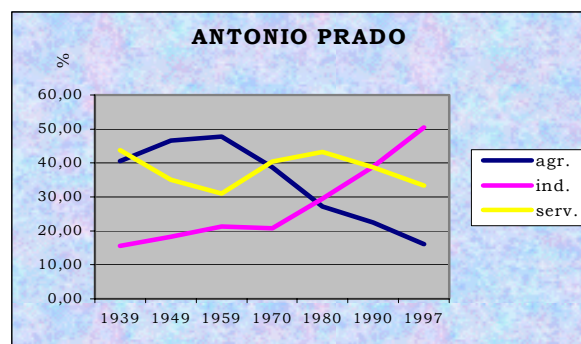
¹ Tout en considérant que les communes de la vallée du Sinos appartiennent officiellement à la Région Métropolitaine de Porto Alegre.

récupération, en profitant du ralentissement relatif de l'industrie entre 1980 et 1990. Notons que le secteur services est représenté par une ligne ascendante, confirmant la tendance de ce secteur à accompagner le développement industriel. Effectivement, les activités tertiaires se développent pour fournir les conditions nécessaires aux activités industrielles, comme par exemple les activités commerciales (de gros et de détail), les transports, le stockage, les communications, les banques, l'immobilier. Les services aux entreprises, tels que gestion, informatique, réparations d'équipements, ont joué progressivement un rôle important dans la région.

La courbe de l'industrie, à son tour, n'a pas un comportement uniforme, mais nous pouvons déceler clairement une croissance de participation sur plusieurs décennies. Or, si la participation accrue de la région parvient à occuper systématiquement une place croissante dans le PIB de l'Etat, il est certain que son dynamisme économique paraît dépasser celui des autres régions.

Passons à l'analyse de la structure du PIB par commune, ce qui nous donnera le profil économique des composantes de la région (graphique n°10).

Graphique n° 10 - EVOLUTION SECTORIELLE DES PARTICIPATIONS AU PIB PAR COMMUNE - de 1939 à 1997



Sources : "Renda Interna Municipal do Rio Grande do Sul", NCR/FEE, 1986 (pour la période 1939-1980)

"PIB Municipal do Rio Grande do Sul", NCR/FEE, CDrom, 1998 (pour la période 1990-1997)

Les graphiques montrent que la plupart des courbes de l'industrie et de l'agriculture se croisent aux environs de 1970, en indiquant que l'activité industrielle prend le devant de la scène, à partir de cette date, pour six communes de la région, à savoir Carlos Barbosa, Farroupilha, Flores da Cunha, Garibaldi, São Marcos e Veranópolis. Les communes anciennement industrialisées sont Caxias do Sul et Bento Gonçalves, où l'industrie démarre deux décennies plus tôt.

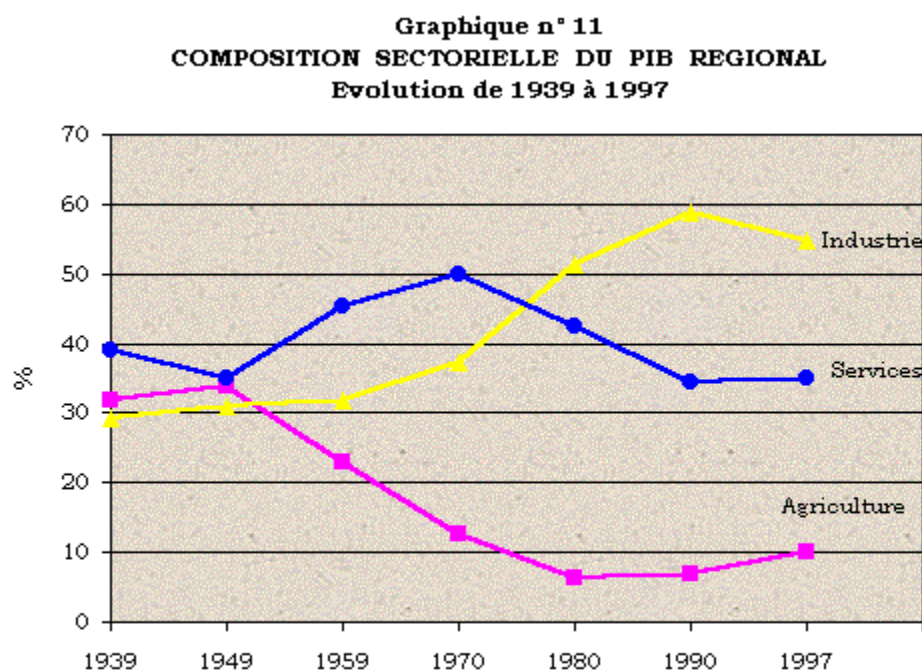
Il faut souligner que Caxias do Sul est la seule commune où les courbes de l'industrie et de l'agriculture ne se croisent pas. Cela exprime le rôle prépondérant des activités industrielles sur les activités agricoles dans la formation du produit intérieur brut municipal depuis 1939. Ce comportement met en relief la vocation industrielle de Caxias do Sul. La courbe de l'agriculture, quant à elle, est en déclin à partir de 1950 notamment à cause du déplacement de la viticulture aux communes voisines, fait qui a ébranlé l'agriculture locale.

Dans la commune d'Antonio Prado, l'industrie n'a dépassé l'agriculture qu'en 1980, fait qui nous permet d'affirmer que la commune présente une industrialisation « tardive » dans le contexte régional. Comme nous l'avons vu précédemment, elle garde des liens forts avec l'activité agricole.

Les courbes de services montrent un comportement particulier, assez variable selon la commune concernée. Le commerce, les activités bancaires, la santé, l'éducation et autres sont compris dans le secteur services. Précisons que la distribution des services sur le territoire régional est vraisemblablement hétérogène, fait qui mériterait une étude particulière. Cette démarche n'étant pas comprise dans les objectifs de cette thèse, il nous faut cependant remarquer que la ville de Caxias concentre les services de la région, notamment entre 1949 et 1980. Il convient de noter que la participation au PIB communal du secteur services y est très élevée en comparaison aux autres communes. Le fait que la participation du secteur tertiaire diminue dans certaines communes indique le transfert de ces activités vers la « capitale régionale », devenu le pôle urbain de la région.

Cependant, en regardant certaines communes en détail, notamment à Antonio Prado, Bento Gonçalves, Caxias do Sul et Garibaldi, on est en mesure d'expliquer la baisse de participation des services, dans les décennies 1980 et 1990, à partir de l'augmentation de la participation de l'industrie. Autrement dit, ces communes ont vécu une intensification du processus d'industrialisation dans les dernières décennies.

Le rôle dominant de l'industrie dans la région se dessine nettement à travers une vue d'ensemble de la participation sectorielle au PIB (graphique n° 11). Nous pouvons même dire qu'au bout de quarante ans la région a changé profondément de profil, en devenant une région industrielle, et ce, à un rythme accéléré.

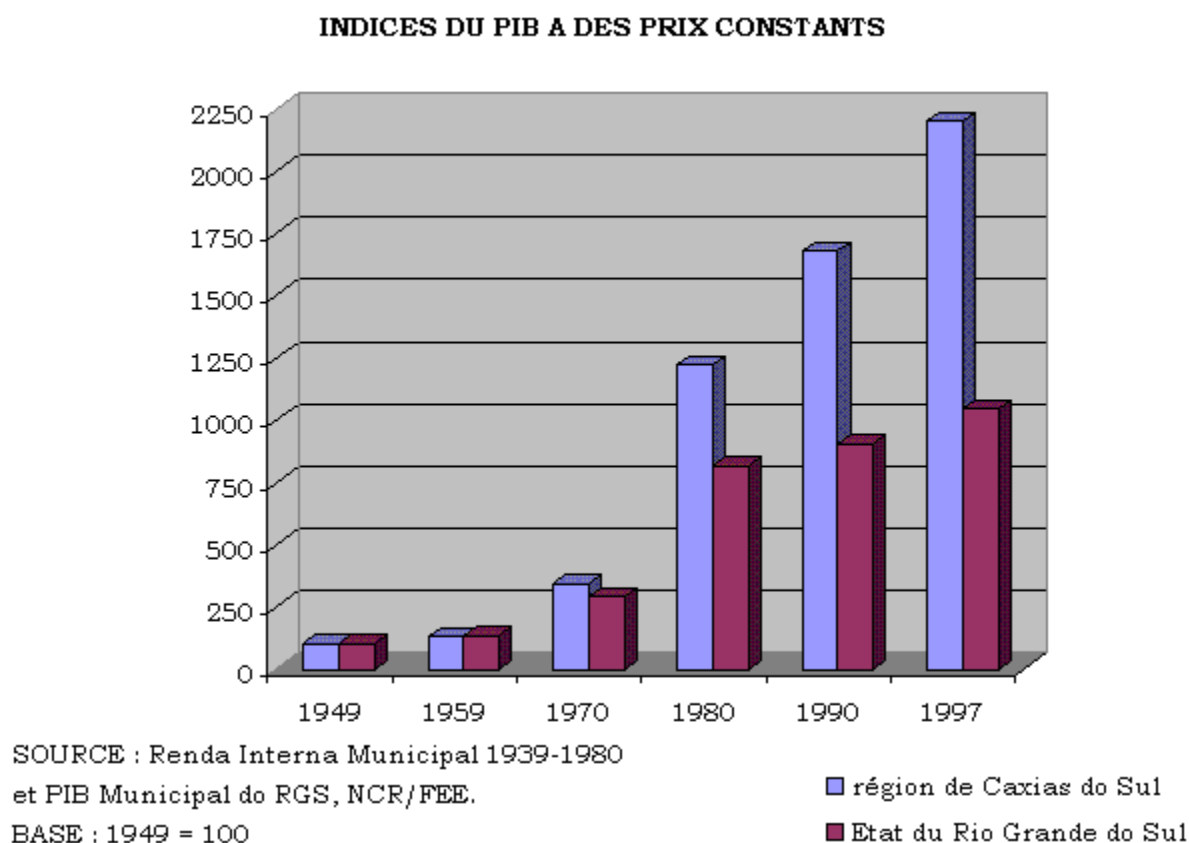


Sources : Renda Interna Municipal, NCR/FEE
PIB Municipal do Rio Grande do Sul, NCR/FEE

Le rythme de croissance économique de la région peut être mis en relief si l'on compare à l'économie de l'Etat du Rio Grande do Sul. Pour cela, nous avons calculé un indice du PIB global à des prix constants, c'est-à-dire à des prix qui ne varient pas avec l'inflation, celle-ci ayant été éliminée. Nous avons d'abord converti la série de données en "reais", la

monnaie actuelle du Brésil. Ensuite, nous avons appliqué l'IGP-DI² moyen pour déflater la série et nous sommes arrivés à des indices du PIB pour la région de Caxias et pour l'Etat du Rio Grande do Sul. Les données de base ont été extraites des travaux élaborés par le Nucleo de Contas Regionais de la Fundação de Economia e Estatística (NCR/FEE).

Graphique n° 12



Notre objectif étant celui de montrer une évolution comparative du produit intérieur brut, s'attarder sur les méthodes statistiques présentes déborde du cadre de notre étude. L'intérêt ici est de donner une idée de la

² Índice Geral de Preços - Disponibilidade Interna, calculé par la Fundação Getulio Vargas, responsable des statistiques économiques du Brésil. Résultat d'une combinaison de trois indices (l'indice des prix aux consommateurs, des prix des bâtiments et des prix des ventes en gros), l'IGP-DI exprime les variations des prix de tous les produits et des services disponibles dans le pays.

croissance réelle du PIB régional par rapport à l'Etat du Rio Grande do Sul sur une large période.

L'interprétation du graphique n° 12 rend compte d'une montée vertigineuse du produit régional. Partant du niveau 100, de 1949, il atteint 2200 en 1997. L'Etat du Rio Grande do Sul, à son tour, a évolué de 100 à 1000 dans la même période. Autrement dit, lorsque le PIB régional multipliait par 22, au même moment celui de l'état n'augmentait que de 10 fois. Il faut mentionner que l'économie du Rio Grande do Sul est au quatrième rang dans l'économie brésilienne (données de 1997)³, ce qui renforce la performance de la région de Caxias par rapport à son contexte.

La période de décollage de l'économie régionale se situe dans les années 1970, quand elle commence à croître à un rythme plus fort que l'économie *gaúcha*. Cela s'explique par la capacité de l'industrie locale à bénéficier de la croissance de l'économie brésilienne pendant la période du « miracle » (1962-1974)⁴. Les subsides à l'exportation et les facilités de crédit ont impulsé l'industrie locale.

En termes d'exportation, la région a réussi à trouver des nouveaux marchés (comme l'Afrique et les pays latino-américains) sans se défaire de ses solides liens commerciaux avec le marché intérieur. Considérons aussi que l'industrie locale a des rapports marchands avec l'industrie de la région Sudeste (vente de pièces détachées et composants pour l'automobile, notamment), ce qui fait qu'elle réponde aux stimulations originaires du "cœur industriel" du Brésil. Grâce aux facilités de crédit de la période du « miracle », la région a intensifié la modernisation technologique du parc industriel à travers l'importation d'équipements plus sophistiqués.

On observe par ce qui précède que la région de Caxias do Sul présente une dynamique fondée sur l'industrie, que ce processus s'est intensifié dans la décennie 1970, et finalement que la région joue un rôle majeur dans l'économie de l'Etat.

³ Source : IBGE, Contas regionais do Brasil 1985-1997, Rio, 1999, tableau 8 (valeur ajoutée brute de l'ensemble de l'économie). Les autres états sont São Paulo, Rio de Janeiro et Minas Gerais, respectivement, au premier, au deuxième et au troisième rang.

⁴ Sujet déjà abordé en Chapitre I, Section 3.

II.3.2 - L'industrie régionale dans les années 90

Avant d'analyser l'industrie régionale, il nous faut d'abord évoquer la situation de l'industrie *gaúcha* dans le contexte brésilien. Les informations les plus récentes datées de 1997 montrent que l'Etat du Rio Grande do Sul contribue au produit industriel du pays à hauteur de 11%, étant au deuxième rang⁵, avec un PIB industriel de 23 770 400 593 *dollars* approximativement (en 1997)⁶. L'Etat de São Paulo, industriel par excellence, présente un PIB de 110 156 713 650 *dollars* pour cette activité. A partir du troisième rang, on trouve les Etats du Minas Gerais, Rio de Janeiro, Santa Catarina, Paraná. Notons que tous ces états se situent dans les grandes régions Sud et Sudeste du Brésil, ce qui confirme la concentration territoriale de l'industrie⁷.

En ce qui concerne le Rio Grande do Sul, nous avons eu l'occasion d'évoquer plus haut⁸ l'existence de trois régions industrielles importantes: la région de la Vallée du Sinos, la région de Porto Alegre et la région de la Serra (ou région de Caxias do Sul). En termes de localisation industrielle, il nous semble pertinent de considérer les deux premières comme un tout, compte tenu de leur juxtaposition territoriale (voir carte n°13). A notre avis, il est donc légitime de prendre la région métropolitaine de Porto Alegre (dénomination qui intègre la région de la Vallée du Sinos) comme le pôle industriel le plus important de l'Etat, voire même de la grande région Sud du pays. Il s'ensuit que la région de Caxias do Sul reste au deuxième

⁵ Source : IBGE, Contas regionais do Brasil 1985-1997, Rio, 1999, tableau 8 (valeur ajoutée brute de l'industrie manufacturière).

⁶ Le calcul du PIB sectoriel en *dollars* pour les états du Brésil n'est pas fait par un organisme officiel, parce que ils évitent en temps normal de prendre la monnaie nord-américaine comme repère vis-à-vis des données économiques internes. Autrement, le résultat contiendrait les oscillations internationales du *dollar*. Néanmoins, nous pensons qu'il pourrait être intéressant, dans le cadre de cette thèse, de présenter des chiffres en *dollars* pour donner une idée du relatif, en permettant la comparaison éventuelle avec d'autres pays. C'est ainsi que nous avons pris comme référence la cotation du *real* par rapport au *dollar* présenté par le "Boletim do Banco Central" (avril 1998, p.161) pour effectuer le calcul. Notons que l'année 1997 fait partie de la période où le *real* a été surévalué en rapport au *dollar*, ce qui donne un PIB également surévalué. A partir de janvier 1999, avec la dévaluation du *real* par rapport au *dollar*, le PIB a baissé considérablement. Comme nous ne faisons pas de comparaisons dans le temps, le problème ne nous concerne pas directement ici.

⁷ Nous traiterons du sujet dans VI.1.

⁸ Voir I.3.4.

rang parmi les régions industrielles *gaúchas*. Les données suivantes montrent que sa participation à l'industrie de l'Etat a doublé en 40 ans.

Tableau n° 18
PIB INDUSTRIEL DE LA REGION DE CAXIAS DO SUL
ET DE L'ETAT DU RIO GRANDE DO SUL
 Participation de la région au PIB de l'Etat - 1939 à 1997

monnaie / année	région	état	part %
Cr\$ 1939	40.533	556.551	7,3
Cr\$ 1949	298.432	3.519.256	8,5
Cr\$ 1959	2.173.194	27.646.154	7,9
Cr\$ 1 000 1970	293.854	2.808.716	10,5
Cr\$ 1 000 1980	33.183.341	230 928 176	14,4
Cr\$ 1990	143.211.025.545	1.089.322.000.000	13,1
R\$ 1997	3.946.197.248	25.634.000.000	15,4

Source : Renda Interna Municipal RS 1939-1980, FEE

Note : Entre 1939 et 1980, les valeurs sont en *cruzeiros* de 1970.

En 1990, elles sont en *cruzeiros* de l'année en cours et, en 1997, en *reais*, la monnaie actuelle.

Une fois constatée l'importance industrielle de la région étudiée, mettons l'accent sur sa structure interne, c'est-à-dire analysons les branches industrielles et leur évolution

Pour ce faire, tout d'abord une remarque s'impose concernant la difficulté d'obtenir des données actualisées. Les recensements économiques qui étaient faits par l'IBGE habituellement tous les cinq ans ont été interrompus en 1985. Les informations issues de cette procédure demeurant les plus complètes et les plus fiables que l'on puisse obtenir au niveau des communes brésiliennes concernant leur économie.

Faute de ces recensements, les chercheurs tentent de trouver les moyens de contourner le problème, soit à travers des indicateurs indirects, soit à travers des estimations. Dresser un inventaire de ces tentatives reste exclu ; il faut remarquer simplement que le manque des recensements économiques issus de l'IBGE pose des graves problèmes non seulement aux chercheurs en général, mais aussi aux équipes chargées de l'aménagement du territoire et de la formulation des politiques régionales et industrielles du pays.

Comme le soulignent SERRA et ANDRADE (2000), le manque des recensements économiques est un fait d'autant plus grave que l'industrie

brésilienne a vécu des transformations essentielles pendant les années 1990. La mondialisation de l'économie a imposé une restructuration productive qui a provoqué à son tour, des effets de concentration/reconcentration/délocalisation industrielles. Or, ces phénomènes ne peuvent pas être correctement évalués en raison de la précarité des données statistiques.

Dans ce contexte, il est compréhensible que chacun prenne l'initiative de « produire », pour ainsi dire, ses propres données. Divers organismes appartenant aux gouvernements des Etats de la fédération sont arrivés à des estimations plus au moins acceptables, selon les nécessités particulières de chacun. Pour l'ensemble du pays, cependant, le problème n'est pas réglé, car les différences incises dans les méthodologies ne permettent pas l'assemblage des informations d'une manière cohérente, ni la comparaison entre elles par conséquent.

C'est sur cet obstacle en toile de fond que nous menons notre recherche statistique pour trouver des données permettant d'analyser l'industrie à Caxias do Sul. Nous nous sommes décidés à utiliser les données du Secrétariat des Finances de l'Etat du Rio Grande do Sul (*Secretaria da Fazenda*), tout comme la plupart des études économiques récentes.

Il s'agit d'informations fournies par les entreprises au moment de l'encaissement des impôts (ICMS⁹ notamment), à partir des formulaires officiels renseignés. Cette source de données est considérée comme fiable¹⁰ en raison de l'étendue du domaine concerné (en principe, toutes les sociétés en activité), mais aussi en raison du fait que les entreprises sont obligées de fournir des informations précises, puis-qu'il s'agit d'une déclaration à des fins fiscales. Cela dit, les données du Secrétariat des Finances peuvent être considérées comme indicatif du comportement des

⁹ *Impoto sobre a circulação de mercadorias e de serviços* (Impôt sur la circulation de marchandises et de services).

¹⁰ Ces données sont à la base du calcul du PIB total et sectoriel, par commune de l'Etat du Rio Grande do Sul, effectué par la Fundação de Economia e Estatística, celle-ci étant l'institution officielle responsable des statistiques économiques à l'échelle de l'Etat.

activités économiques sans poser des problèmes graves dans le cadre de cette thèse ¹¹.

Afin d'analyser les branches industrielles de la région, nous prenons les données des chiffres d'affaire qui représentent le montant global des ventes effectuées par les entreprises pendant l'année. En faisant référence au volume d'activité industrielle, le chiffre d'affaires est largement utilisé pour inférer l'évolution de l'activité économique dans le Rio Grande do Sul. Sans méconnaître les limitations de cette démarche, nous considérons qu'il s'agit d'un indicateur acceptable, compte tenu des difficultés d'en trouver un meilleur.

Nous pensons que la décennie 1990 a une signification particulière pour la région, puisque celle-ci a vécu des adaptations importantes vis-à-vis de l'ouverture des marchés. Ce qui est habituellement nommé « restructuration industrielle »¹² a touché la plupart des branches régionales avec de multiples conséquences selon les caractéristiques et les capacités de chacune. Dans ce contexte, nous voulons analyser deux points dans le temps, à savoir le début et la fin de la décennie (en sachant que les informations les plus récentes sont, pour le moment, celles de l'année 1998).

¹¹ Des problèmes de fiabilité ont été retenus, concernant un certain nombre de petites communes. Des fautes commises lors du renseignement du formulaire peuvent entraîner des distorsions vis-à-vis des résultats, ce qui présente des conséquences d'autant plus dommageables que la commune est petite. Dans notre cas d'étude cependant, cette remarque ne s'applique pas dans la mesure où nous traitons des communes considérées comme grandes, où la fiabilité des informations atteint donc un degré satisfaisant.

¹² Sur la notion de restructuration et de son application à l'économie brésilienne, voir I.3.1.

Tableau n° 19
INDUSTRIE DE LA REGION DE CAXIAS DO SUL
 Participation des branches d'après les chiffres d'affaires

	1990	1998
Branches principales ¹		
matériel de transport	16,7	19,4
meubles	9,8	14,2
produits alimentaires	8,9	12
métallurgie	9,7	11,3
vêtements et chaussures	17,3	5,9
Total	62,3	62,8
Branches secondaires ²		
matériel électrique et de comm.	5,6	3,8
minéraux non métalliques	3	3,2
papier et carton	2,4	2,1
produits plastiques	0,9	2,9
boissons	8,1	6,8
mécanique	8,2	9,6
autres	2,9	3,7
Total	31,1	32,1
Branches à signification réduite ³		
bois	1,9	1
caoutchouc	1	0,5
cuirs et pelletterie	1,4	0,9
chimie	0,6	0,9
pharmaceutique	0,2	0,1
parfumerie, savon et bougies	0,1	0
textile	0,9	1,5
éditions et imprimerie	0,5	0,2
Total	6,6	5,1
TOTAL TROIS GROUPE	100	100

Source : Secretaria da Fazenda, Estatísticas econômico-fiscais

Notes :

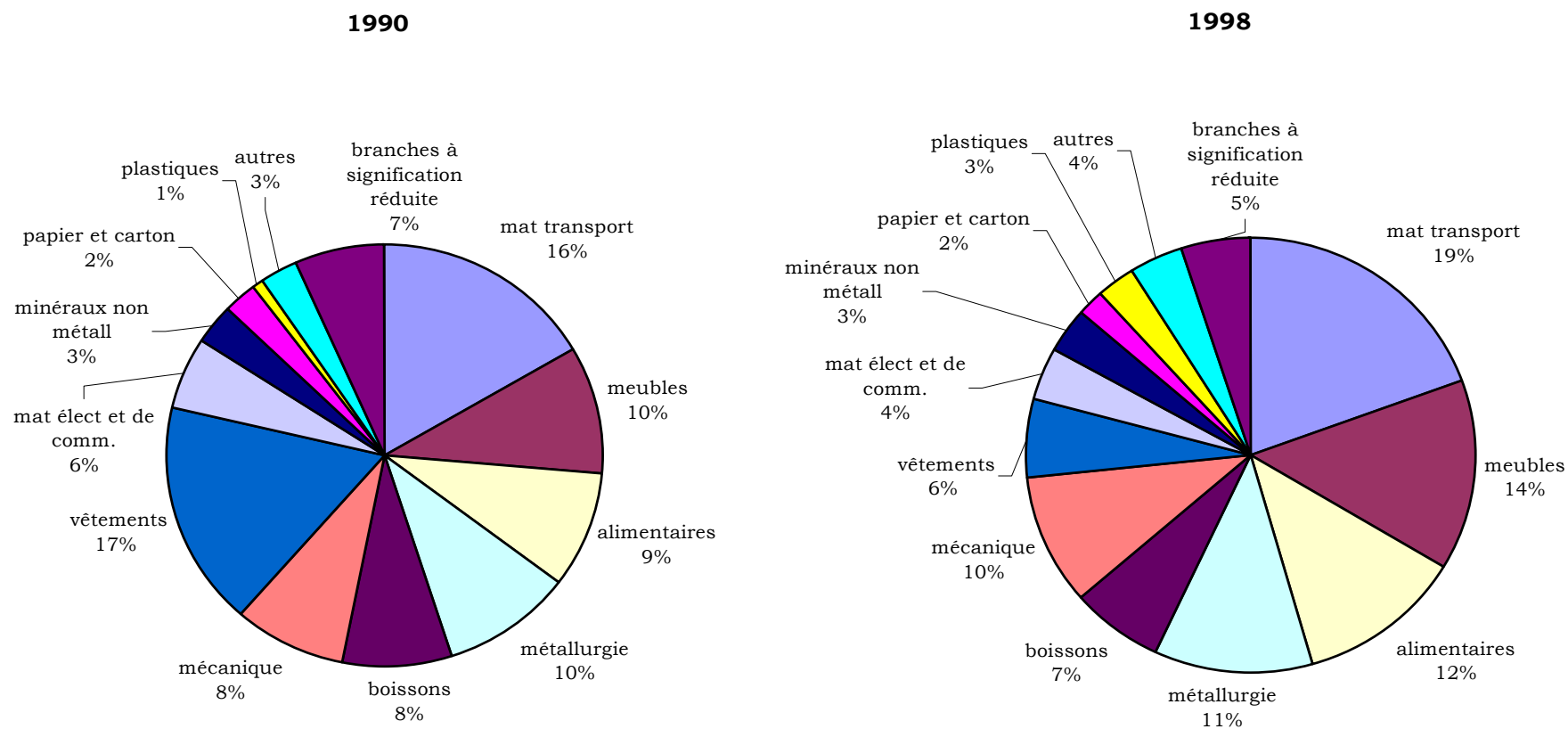
¹ Présentent une participation dont les taux varient de 10% à 20%

² Entre 2% et 10% de participation

³ Au dessous de 2% de participation

Graphique n° 13

INDUSTRIE DE LA REGION DE CAXIAS DO SUL
Branches principales et secondaires d'après les chiffres d'affaires



Source : Secretaria da Fazenda, Estatísticas Econômico-fiscais

Le tableau n° 19 regroupe les branches industrielles selon trois niveaux d'importance dans l'industrie régionale : les branches principales, les secondaires et les branches à signification réduite. Nous avons constitué les rangs à partir de la participation moyenne de chaque branche dans la période analysée. Nous avons appelé *branches principales* celles qui ont entre 10% et 20% de participation au total ; *branches secondaires*, celles ayant une participation comprise entre 2% et 10% et, finalement, *les branches à signification réduite* au-dessous du seuil des 2%. Notons que le regroupement de branches proposé se veut flexible. Il sert à montrer la distribution des activités industrielles par secteur et à signaler leur importance relative.

Le graphique n°12 sert de représentation visuelle. Notons que nous y avons regroupé les branches à signification réduite pour simplifier le schéma graphique. Nous observons deux changements révélateurs entre 1990 et 1998 : la croissance de l'industrie de produits plastiques et la forte diminution de la branche vêtements et chaussures.

Les données du tableau n°19 permettent à leur tour de souligner la grande variété des activités figurant parmi les branches principales, ce qui contribue à caractériser la diversification industrielle de la région. On constate que l'industrie de matériel de transport est la principale des branches du premier groupe, ayant atteint presque 20% de l'ensemble des chiffres d'affaires de la région. La production de cette branche consiste notamment dans la construction de carrosseries d'autocars, de tracteurs, de motos et de pièces détachées pour l'automobile.

Dans le premier groupe on compte aussi l'industrie de meubles, très dynamique dans la région. On remarque que sa participation a augmenté 4,4% entre 1990 et 1998, ce qui représente un gain non négligeable dans le contexte régional. C'est l'augmentation la plus significative, toutes branches confondues.

La branche vêtements et chaussures¹³ a eu par ailleurs une participation moyenne significative (11,6%), mais elle a subi des grandes

¹³ Les deux secteurs ont été fusionnés en 1998. Cependant, en 1990, la production régionale de chaussures était majoritaire (68%) par rapport à celle de vêtements (32%).

difficultés, ce qui est claire à travers la chute de sa participation au total de l'industrie régionale. Cela est dû en particulier à la production de chaussures qui a subi les aléas de la compétition mondiale. Celle-ci a frappé fort sur des nombreuses industries du secteur qui travaillaient à des coûts élevés en comparaison à d'autres pays producteurs de chaussures. Cette situation a provoqué la fermeture des portes de plusieurs industries moyennes d'un côté, et de l'autre le déplacement d'une grande industrie régionale de chaussures vers le Nordeste du Brésil à la recherche d'une main d'oeuvre moins coûteuse. Cette industrie a entraîné 5 000 travailleurs au chômage, dont une partie a été réabsorbée par d'autres secteurs industriels dans la région.¹⁴

Parmi les branches secondaires les plus significatives en termes de participation retenons les boissons et la mécanique. La première comprend entre autres le vin, dont la région est le plus grand producteur au Brésil. La mécanique quant à elle représente une branche traditionnelle dans l'histoire économique régionale, assez forte et relativement dynamique. Si l'on regarde du côté de la croissance, cependant, les produits plastiques ont augmenté considérablement en participation dans les années 1990. C'est une branche nouvelle dans le contexte régional et qui profite de la diversification déjà existante, car elle produit non seulement des objets (comme des meubles de jardin), mais également des pièces et des accessoires pour d'autres industries.

Sous la dénomination « autres », la description du Secrétariat des Finances englobe les activités qui ne peuvent pas intégrer les autres branches et ont peu de signification dans l'ensemble de la région. Pour l'illustration, citons les produits photographiques et cinématographiques, fleurs artificielles, outils et appareils optiques, perles et pierres précieuses et semi-précieuses, objets d'art, de collection et antiquités, instruments de musique et accessoires.

Une vue globale du tableau n°19 permet de constater qu'il n'y a pas eu des transformations majeures dans la division des branches de l'industrie régionale pendant la décennie 1990. Les branches principales

¹⁴ D'après un entretien avec le responsable de la planification urbaine de la commune.

gardent une participation de 62%, tandis que les branches secondaires restent toujours aux environs de 31% et celles à signification réduite présentent peu de variations.

Néanmoins, en termes de tendance, il est légitime de constater que la branche vêtements et chaussures, figurant encore parmi les principales, va bientôt changer de position. La branche mécanique à son tour est appelée à migrer vers les branches principales dans les prochaines années.

En utilisant une approche comparative, nous pourrions dégager d'autres aspects concernant la performance des branches industrielles de la région pendant les années 1990. En gardant la division en trois groupes, nous allons examiner la signification de chaque branche régionale par rapport à celle du Rio Grande do Sul .

Tableau n° 20
**PARTICIPATION DE L'INDUSTRIE DE LA REGION
 A L'INDUSTRIE DU RIO GRANDE DO SUL**

d'après les chiffres d'affaires

Branches principales ¹	1990	1998
matériel de transport	64,9	44,1
meubles	64,7	66,3
produits alimentaires	5	7,1
métallurgie	27,9	35,9
vêtements et chaussures	14,4	6,2
Branches secondaires ²		
matériel électrique et de comm.	36,3	25,8
minéraux non métalliques	21,2	26,7
papier et carton	15,1	14,7
produits plastiques	3,9	10,7
boissons	41,7	34,3
mécanique	16,4	19,9
autres	2,9	16,9
Branches à signification réduite ³		
bois	25,2	15,1
caoutchouc	6,2	4,8
cuirs et pelletterie	6,1	4,8
chimie	0,6	1
pharmaceutique	19,4	5,7
parfumerie, savon et bougies	2,9	1,3
textile	13,4	25,9
éditions et imprimerie	12	4,2
TOTAL DE L'INDUSTRIE	13,3	14,5

Source : Secretaria da Fazenda, Estatísticas econômico-fiscais

Notes :

¹ Présentent une participation dont les taux varient de 10% à 20%

² Entre 2% et 10% de participation

³ Au dessous de 2% de participation

On découvre tout d'abord que le poids de l'industrie régionale a globalement augmenté dans les années 1990, passant de 13,3% à 14,5% dans le total de l'industrie du Rio Grande do Sul. Ce constat témoigne des capacités de la région à intensifier son dynamisme dans un contexte de restructuration industrielle.

Dans le tableau n° 20, nous pouvons identifier les branches qui ont un poids important dans la région, par rapport à l'Etat, ce qui peut indiquer une certaine concentration spatiale de certaines branches sur la région de Caxias do Sul. Ainsi pour les meubles par exemple, la région couvre 65 % du secteur sur l'ensemble du Rio Grande do Sul. Le matériel de transport occupe aussi une part non négligeable, malgré sa baisse de 1998. Il en va de même pour le matériel électrique et de communication ainsi que pour les boissons.

En examinant les branches qui ont contribué à la croissance des taux de participation dans l'activité industrielle au niveau de l'Etat, sur la période retenue, nous pouvons avancer que ces branches évoluent vers une concentration progressive dans la région. Autrement dit, la région concentre une plus grande part des industries classées par catégories énoncées dans le tableau n° 20, qu'une décennie plus tôt.

La performance de l'industrie du meuble est remarquable, plaçant la région au niveau de 66% environ du chiffre d'affaires total de l'Etat. On peut soutenir que la région devient le pôle producteur par excellence dans le Rio Grande do Sul et une référence de poids au Brésil.

Citons également la métallurgie et l'alimentaire, dont les taux de participation au chiffre d'affaires total ont gagné des points entre 1990 et 1998. Il s'agit là de deux branches aux caractéristiques distinctes, il faut l'admettre. La métallurgie est assez concentrée dans la région (cette branche représente 35% au niveau du Rio Grande do Sul en 1998), tandis que l'alimentaire relativement dispersé sur le territoire de l'Etat, ne constitue à l'échelle régionale que 7%. Bien que l'alimentaire ne soit pas une branche majeure dans la région, son regain d'importance peut signaler l'intérêt des investisseurs du secteur à s'y installer.

Parmi les branches secondaires, retenons que les minéraux non métalliques, les produits plastiques et la mécanique ont accru leur participation. La première se consacre à la production de tuiles, de briques et du carrelage notamment, et sa croissance sous-entend l'expansion du bâtiment en général. L'industrie de produits plastiques a vécu à son tour une expansion vigoureuse passant de 3,9% à 10,7% en

huit ans seulement. Enfin, la mécanique représente une partie relativement importante de l'industrie régionale, ayant atteint 20% en 1998.

Quant aux branches à signification réduite, le secteur textile réclame une explication expresse. Peu significatif en termes de participation au chiffre d'affaires de l'industrie régionale (1,5%, voir tableau n°2), la situation est toute autre au plan de l'Etat du Rio Grande do Sul puisqu'à l'invers sa participation a augmenté considérablement. De fait, on peut appréhender l'activité textile comme semblant trouver dans la région un environnement favorable à son développement¹⁵. Soulignons que le textile se présentait vigoureusement au cours de l'industrialisation régionale des années 1960-70 notamment.

En regardant de plus près les branches qui ont perdu en participation dans les années qui nous occupent, analysons en détail l'industrie de matériel de transport (production de carrosseries d'autocars notamment), qui conserve une place prépondérante en relation à l'Etat du Rio Grande do Sul (44%). Sa baisse de signification indique que des établissements du secteur commencent à opérer dans d'autres régions de l'Etat.

La participation des industries de vêtements et de chaussures, à son tour, a perdu plus de huit points, conséquence de la crise qui s'est abattue principalement sur la production de chaussures, et en moindre proportion sur les vêtements.

Soulignons également que le matériel électrique et de communication a connu un comportement relativement négatif, malgré une position encore élevée que maintient le secteur à l'échelle régionale.

Pour finir, les boissons, qui désignent un secteur important, ont subi une lourde diminution de participation, parce que les productions de boissons gazeuses, de jus de fruits et de bière se sont déplacées vers d'autres régions de l'Etat. Rappelons que le noyau principal de la branche « boissons » dans la région reste toujours le vin, et que les établissements

¹⁵ Voir HEREDIA, V. (1997).

vinicoles se sont tournés vers une amélioration du produit pour résister à la concurrence des vins originaires du Mercosur.

En somme, nous pouvons retenir de ce qui précède que la région semble devenir plus attractive pour les industries du meuble, de la métallurgie, de la mécanique, de l'alimentaire, des minéraux non métalliques, des produits plastiques, du textile. A l'origine de ce constat, la part significative de ces branches d'activité régionale en progression dans le contexte industriel plus général de l'Etat du Rio Grande do Sul.

Nous pouvons par ailleurs avancer l'idée que l'industrie régionale n'est pas rigoureusement spécialisée, par le fait d'un secteur, d'une filière, ou même d'un complexe productif capable d'imprimer son rythme au développement de la région. Au contraire, à Caxias do Sul la présence de 12 branches industrielles distinctes (principales et secondaires confondues) témoigne de la diversification productive de la région. Comme nous avons pu le constater au tableau n° 19, aucune branche industrielle n'atteint plus de 20% de participation sur la somme totale des chiffres d'affaires.

Bien que nous réservons un chapitre ultérieur sur la question de la « diversification ou spécialisation », profitons d'ouvrir de suite une parenthèse sur le « secteur métallo-mécanique », considéré par certains comme la spécialisation industrielle de la région de Caxias do Sul. La dénomination du secteur ne signifie autre chose que le regroupement des branches suivantes : métallurgie, mécanique, matériel électrique et de communication et matériel de transport. En examinant la liste de produits du « secteur métallo-mécanique » nous trouvons des chaudières industrielles, des machines agricoles, des grues, en passant par des carrosseries d'autocars, des balances, de la coutellerie, d'armes à feu, mais aussi des résistances électriques, des vis et des serrures. Nous voyons là un large éventail de produits dont la diversité n'autorise pas l'idée de spécialisation.

En fait, l'expression « secteur métallo-mécanique » est inconsiderément utilisée par les acteurs locaux (les chefs d'entreprise notamment) et par la presse spécialisée, qui lui font endosser l'idée de

modernisation technologique et de progrès induisant une spécialisation présumée de la région. En parcourant les travaux scientifiques, on en vient à conclure que le concept de « secteur métallo-mécanique » n'est pas si répandu, du fait même de son caractère hétérogène qui n'apporte rien de plus à l'analyse. C'est ainsi que la plupart des chercheurs privilégient l'étude des branches industrielles séparément, tel que nous les présentons dans cette thèse.

A notre avis, le regroupement des quatre branches industrielles donnant lieu au dit *secteur* s'avère assez aléatoire, une fois que les critères utilisés ne nous semblent plus pertinents. Le seul point en commun entre elles, est l'utilisation du métal comme matière première. Pour le reste, l'industrie diffère de façon significative, tant en ce qui concerne les dimensions des établissements, comme les types de marchés et les niveaux technologiques.

En conclusion, nous ne voyons pas l'intérêt de considérer le dit « secteur métallo-mécanique » comme un ensemble, dans la mesure où cette procédure n'ajouterait rien d'important à notre étude. Au contraire, si l'on prend en compte chaque branche séparément, on est en mesure d'évaluer leurs caractéristiques particulières, de même que la diversification du parc industriel régional.

II.3.3 - Profil industriel des communes

Nous avons remarqué à plusieurs reprises dans cette thèse que la région de Caxias do Sul présente une diversification industrielle primordiale. Voici une autre façon d'appuyer notre démonstration. La répartition des branches industrielles dans chaque commune trouve son illustration dans le développement suivant. Les données utilisées pour les graphiques datent de 1998, ce sont les plus récentes statistiques dont nous disposons actuellement.

En dépit de la prédominance de quelques branches dans certaines communes, l'ensemble de la région s'ouvre aux activités industrielles

touchant divers domaines. Si l'industrie du meuble joue un rôle prépondérant à Antonio Prado, à Bento Gonçalves et à Flores da Cunha, ce n'est pas le cas partout. On retrouve l'alimentaire dans des proportions significatives à Antonio Prado ainsi que les boissons à Flores da Cunha. En dehors du poids de la production de meubles, la commune de Bento Gonçalves a su diversifier ses activités industrielles en consacrant des parts non négligeables aux industries alimentaires et aux boissons.

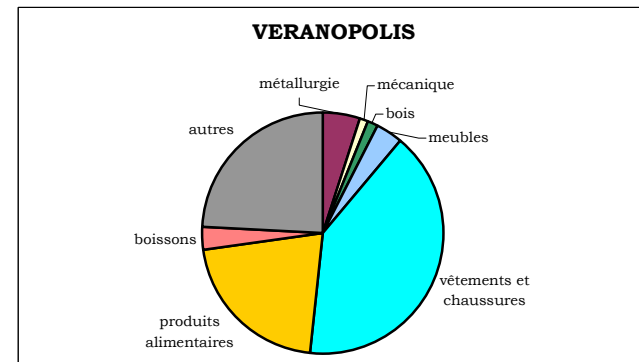
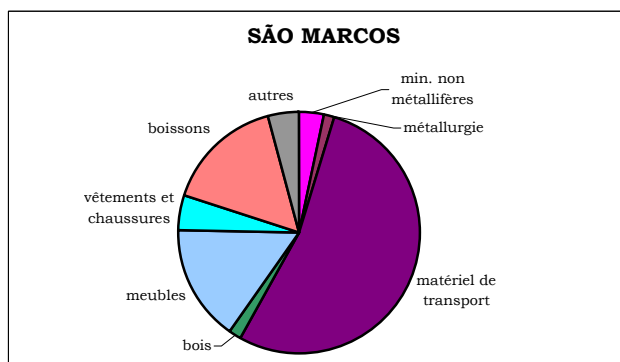
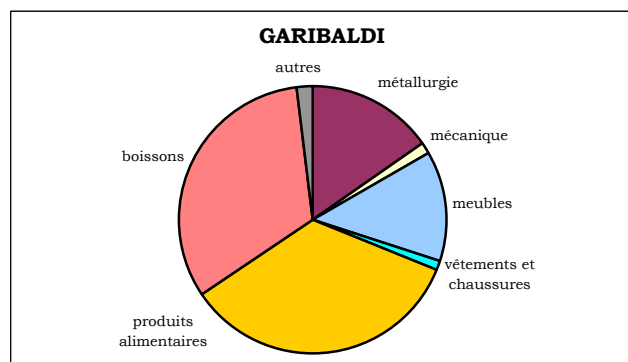
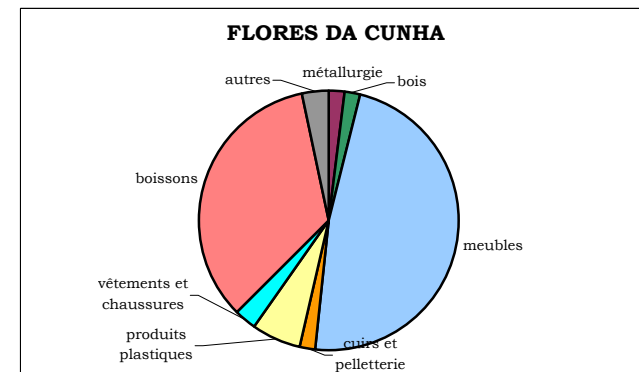
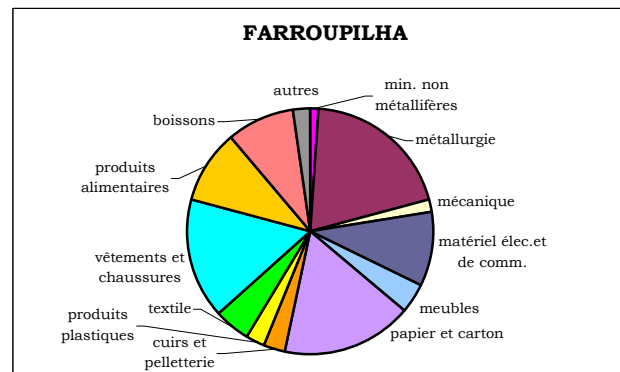
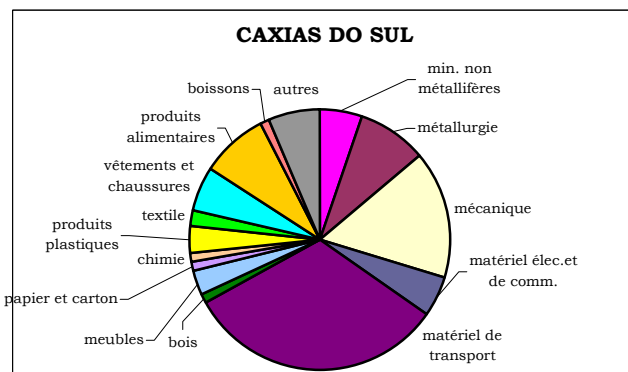
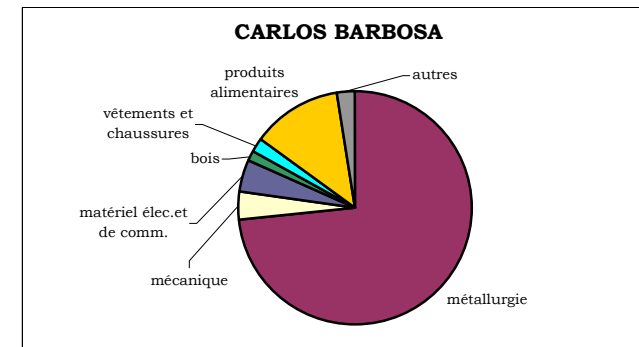
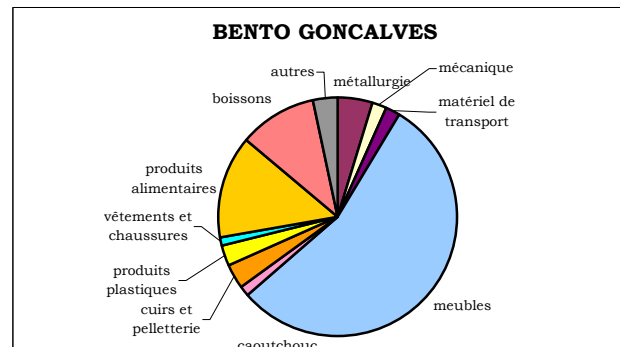
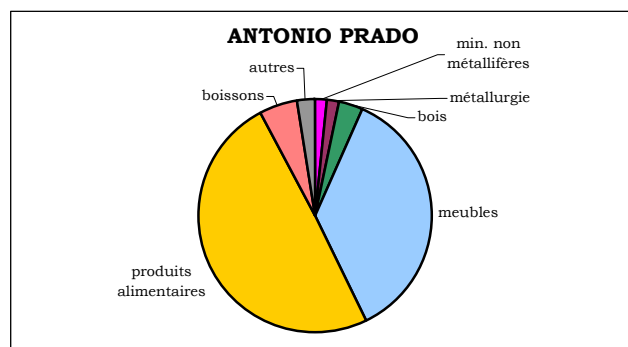
Si l'on tient en compte à son tour de la branche matériel de transport, à son tour, nous constatons la grande place qu'elle occupe à Caxias do Sul et à São Marcos. La mécanique à Caxias do Sul, le meuble et les boissons à São Marcos forment également des secteurs essentiels.

La métallurgie dominante à Carlos Barbosa repose sur le fait que cette commune abrite un grand établissement dans le domaine de la coutellerie. Toutefois, cette prédominance doit être relativisée en fonction du poids de la commune dans le cadre industriel régional¹⁶.

Si nous analysons le profil industriel de la ville-pôle de la région, Caxias do Sul, le matériel de transport semble à l'évidence dominer. Mais il ne faut pas écarter la présence plurielle d'autres branches industrielles fortes. Cela confirme que la concentration industrielle ne s'accompagne pas forcément d'une spécialisation.

¹⁶ L'industrie à Carlos Barbosa représente 3,8 % de l'industrie régionale, selon les données de 1999. Voir tableau n° 3, en I.2.4.

Graphique n° 14 **REGION DE CAXIAS DO SUL - 1998**
PRINCIPALES BRANCHES INDUSTRIELLES PAR COMMUNE D'APRES LE CHIFFRE D'AFFAIRES



Source : Secretaria da Fazenda, Estatísticas econômico-fiscais. (participation selon les chiffres d'affaires)

Note : Les branches considérées ici sont celles dont la participation à l'industrie de l'Etat dépasse 1%.

II.3.4 - La dimension des établissements

Dans la littérature sur le développement régional, nous constatons qu'une forte proportion d'études traitent majoritairement d'un milieu industriel formé par des petits et des moyens établissements. Les mutations de l'économie industrielle, issues en grande partie de l'application de technologies nouvelles, ont permis aux PME d'obtenir des gains de productivité remarquables. Avec les changements du mode fordiste de production, la « grande entreprise motrice » n'est plus l'agent privilégié de la croissance économique au niveau régional. A sa place, une nouvelle dimension d'entreprises, travaillant souvent en régime de sous-traitance, se montre plus flexible que le grand établissement. La « découverte » des PME a ainsi marqué un tournant dans l'économie régionale, comme l'exprime GAROFOLI (1992, p.58):

« Les systèmes de petites entreprises ont été beaucoup étudiés durant la dernière décennie dans notre pays, et ils ont aussi constitué un champ de recherche particulièrement fertile, tant pour l'établissement de nouvelles interprétations du développement économique italien que pour l'instauration d'un trait d'union entre l'analyse théorique et l'analyse des faits économiques. En outre, ils sont un stimulant pour des recherches ultérieures sur les modèles locaux de développement, et sur le développement économique en général. Le succès des études italiennes en la matière est confirmé, entre autres, par le remarquable écho que celles-ci ont eu dans la littérature internationale ».

Si l'essor des PME a occupé le devant de la scène dans la recherche en économie régionale - et c'est tout à fait légitime - cela ne peut pas être généralisé, puis que d'autres réalités sont envisageables. Formulé autrement, le dynamisme économique d'une région n'est pas forcément attaché à la prédominance des PME. Dans cette thèse, nous mettons l'accent sur une région assez dynamique, qui ne se caractérise ni par la prédominance des PME, ni par la spécialisation industrielle, deux éléments souvent présents dans des travaux récents sur l'économie

régionale. Nous tenons à montrer ici que la région de Caxias do Sul présente une grande variété de la taille d'établissements. Ultérieurement, nous consacrerons un développement sur le thème de la spécialisation et de la diversification.

Encore une fois, se pose le problème du manque de données actualisées et fiables. Dans l'impossibilité de dresser un inventaire au plan régional, ce qui impliquerait d'effectuer des recherches qui touchent directement l'univers des établissements, nous utilisons les informations du Dossier des Industries du Rio Grande do Sul, élaboré par la FIERGS (Federação das Indústrias do Estado do Rio Grande do Sul)¹⁷. Le critère que nous retiendrons pour classer les établissements selon leur taille, c'est le nombre d'emplois¹⁸. Ainsi, nous considérons :

De 0 à 19 employés - micro établissement

De 20 à 99 - petit établissement

De 100 à 499 - moyen établissement

De 500 à plus - grand établissement

En s'inspirant du « Dossier des Industries », nous avons relevé les établissements appartenant aux huit branches les plus significatives dans l'industrie régionale, qui totalisent 76,2% des chiffres d'affaires en 1998. Précisons que cette source nous permet de distinguer la branche « vêtements » de la branche « chaussures », permettant de prendre le poids de chacune dans l'industrie régionale.

¹⁷ *Cadastro Industrial do Rio Grande do Sul* [Dossier des Industries], édition 1997-98, Federação das Indústrias do Estado do Rio Grande do Sul (FIERGS), Porto Alegre.

¹⁸ Ce critère est le même qu'utilise l'IBGE, et il est assez proche de celui de l'INSEE, en France.

Tableau n° 21

Région de Caxias do Sul**Taille des établissements en nombre d'emplois- 1998**

	mat. de transport	part. %	meubles	part. %	aliment.	part. %	métall.	part. %	vêmt.	part. %	chauss.	part. %	mat. élec. de comm.	part. %	mécan.	part. %
micro 0-19	28	45,9	164	56,6	80	67,2	150	64,1	440	90,0	45	64,3	45	67,2	94	69,6
petits 20-99	12	19,7	90	31,0	24	20,2	66	28,2	45	9,2	17	24,3	12	17,9	25	18,5
moyens 100-499	15	24,6	32	11,0	12	10,1	14	6,0	3	0,6	6	8,6	6	9,0	15	11,1
grands 500 et +	6	9,84	4	1,4	3	2,5	4	1,7	1	0,2	2	2,9	4	6,0	1	0,7
total	61	100	290	100	119	100	234	100	489	100	70	100	67	100	135	100

Source : Cadastro Industrial do Rio Grande do Sul, édition 1997-98, Porto Alegre, FIERGS

D'après le tableau n° 21, nous constatons que les branches industrielles de la région n'ont pas de distributions similaires en ce qui concerne la taille des établissements. Prenons comme exemple les branches « matériel de transport » et « vêtements ». Etant donné que la branche du matériel de transport produit entre autres des carrosseries, des remorques et des tracteurs, entre autres, il n'est pas étonnant que les grands établissements représentent pratiquement 10% du nombre total d'établissements de cette branche.

A l'opposé, nous avons l'exemple de la branche « vêtements », où la prédominance des micros et des petits établissements est nette (99,2%). Précisons qu'à Caxias do Sul et à Farroupilha uniquement on ne compte pas moins de 326 micros établissements qui produisent, dans des conditions artisanales, essentiellement de l'habillement en maille et, secondairement, en tissu. Dans cette branche, la quantité de moyens et de grands établissements n'atteint même pas 1%.

De manière générale, nous pouvons observer que toutes les branches utilisées dans cette analyse comprennent au moins un établissement de plus de 500 employés¹⁹, et celles concernées par les établissements de taille moyenne de 100 à 499 employés offrent une présence relativement solide notamment dans l'industrie du meuble, de l'alimentaire, du matériel électrique et dans la mécanique. Malgré le poids numérique des micro et des petits établissements, rappelons que les moyens et les grands établissements jouent malgré tout un rôle déterminant dans la dynamique régionale, car ce sont eux qui font des gros investissements.

Les informations extraites du « Dossier des Industries du Rio Grande do Sul » nous permettent d'avoir une bonne idée de la localisation des principales branches selon la dimension des établissements²⁰.

¹⁹ Notons qu'il existe des établissements dépassant largement les 500 employés. C'est le cas des deux plus grandes entreprises de la branche « matériel de transport », qui ont 3 200 et 2 600 employés chacune.

²⁰ Nous ajoutons à l'annexe de cette thèse les tableaux relatifs aux nombres d'établissements par branche et par commune de la région, issus du « Dossier des Industries », FIERGS (Annexe G).

L'industrie consacrée au matériel de transport est fortement concentrée à Caxias do Sul, ceci reste valable pour toutes les tailles d'établissements. On en trouve aussi à São Marcos, sans la présence de grands établissements néanmoins.

Pour revenir à l'industrie du meuble, la région est identifiée comme un des pôles importants de la région Sud du Brésil. Des micros et des petits établissements sont disséminés un peu partout dans la région, à l'exception de Carlos Barbosa (qui ne possède que deux micro-établissements). Les grands établissements se concentrent à Bento Gonçalves, la ville principale pour la production de meubles, où l'on retrouve 44,5% de tous les établissements du mobilier dans la région.

La production alimentaire a une distribution spatiale plutôt diffuse, compte tenu du grand nombre de micros et de petits établissements présents dans la plupart des communes. La branche alimentaire n'est représentée que par trois grands établissements dans la région, situés à Caxias do Sul, Bento Gonçalves et à Garibaldi. La majeure partie des établissements de l'alimentaire se situe à Caxias do Sul (47,9%).

La métallurgie est un secteur fort à Caxias do Sul, à Bento Gonçalves, à Farroupilha et à Carlos Barbosa, où se situent la plupart des grands et des moyens établissements, tandis que les micros et les petits établissements métallurgiques sont un peu partout.

Les établissements producteurs de chaussures ne sont pas très nombreux, mais ils assurent une présence relativement forte à Farroupilha, qui concentre les micros et les petits établissements. Quant aux grands, ils sont à Farroupilha et à Veranópolis.

Dans le domaine du matériel électrique, électronique et de communication, les établissements sont nettement concentrés à Caxias do Sul qui abrite les quatre grands établissements du secteur.

Pour la mécanique, il faut convenir qu'elle est largement présente à Caxias do Sul, mais des micros établissements se localisent aussi dans d'autres communes, surtout à Bento Gonçalves.

Nous voyons donc que l'industrie régionale présente toutes tailles d'établissements et que leur distribution spatiale est plutôt diffuse.

II.4 – LA REPARTITION DES EMPLOIS

L'analyse de l'emploi régional sera faite à partir des données du RAIS (*Relação Anual de Informações Sociais*) publiées par le Ministério do Trabalho e do Emprego. Ces informations sont obtenues directement auprès des entreprises, dans tous les secteurs d'activité du pays, à partir des renseignements recueillis après enquête, utilisant une fiche détaillée à propos de la main d'œuvre salariée. Les entreprises sont obligées par la loi de fournir ces informations, essentielles pour le calcul des allocations sociales versées aux salariés.

N'étant initialement rien d'autre que des enregistrements administratifs sans objet statistique, les données du RAIS ont, par force, trouvé une utilisation dans des recherches économiques et sociales. Cette observation découle de l'inexistence d'une meilleure source d'informations.

Qualitativement étranger à tout caractère statistique, le RAIS ne passe pas par un examen rigoureux pour identifier les éventuels problèmes, pour tester la véracité des résultats. En conséquence, il faut être prudent à leur usage. Autrement dit, il faut savoir que des incohérences peuvent surgir, qui pourront être relativisées grâce à l'expérience du chercheur sur le sujet et par la connaissance du terrain qu'il est supposé avoir.

Autre limitation importante à souligner, est le fait que les informations du RAIS ne concernent que l'emploi formel, c'est-à-dire qu'elles rendent compte des postes de travail répertoriés dans la législation officielle. Cette limitation prend encore plus de sens avec l'emploi formel qui s'inscrit dans une tendance générale à la baisse, notamment durant la dernière décennie. Sur ce dernier point les statistiques fiables font défaut dans la tentative de montrer la direction du déplacement de cette partie de la main d'œuvre qui quitte l'emploi formel, soit vers le secteur informel, soit vers le chômage.

Un aspect positif, les informations du RAIS nous permettent d'analyser l'emploi par commune et par branches industrielles, selon plusieurs critères, tels que les revenus et la scolarité, mais aussi l'âge, le

sexe. Il s'agit sans doute d'une base de données riche et diversifiée qui, bien employée, est en mesure de fournir un cadre significatif du comportement de l'emploi, avec toutes les précautions d'usage.

II.4.1 – L'emploi par branche industrielle

Nous analysons la répartition des emplois industriels dans la région de Caxias do Sul à travers le tableau n° 22 qui présente le nombre de salariés par branches et par communes en 1999, dernier recensement disponible aujourd'hui. L'objectif ici est de fournir un cadre général de la distribution de l'emploi industriel dans la région.

En tenant compte du total de la région, nous constatons la prééminence de trois branches qui concentrent l'emploi industriel : métallurgie, meubles et matériel de transport, avec plus de 15% de participation chacune. Notons encore que les branches vêtements et chaussures d'une part, mécanique d'autre part, participent à hauteur de 10% de l'emploi régional. Les neuf branches principales¹ sont indiquées en rouge sur le tableau n° 22.

L'analyse de l'emploi par commune dévoile que la ville de Caxias do Sul concentre plus de la moitié de l'effectif industriel de la région (54%). Ce taux confirme le rôle attractif de la capitale régionale dans le processus d'industrialisation. Au deuxième rang se positionne Bento Gonçalves avec 15% de la main d'œuvre industrielle de la région.

Du point de vue des branches, nous constatons que la métallurgie est largement présente dans la région et que cinq communes ont une participation supérieure à 10% de l'emploi. Notons que la participation élevée (74%) de la métallurgie à Carlos Barbosa s'explique par la présence d'un grand établissement appartenant à une entreprise métallurgique spécialisée en coutellerie et ustensiles de cuisine et de table.

L'industrie de meubles est assez bien représentée au plan régional, puisque l'on observe une participation élevée (plus de 20%) de cette

¹ Il s'agit des branches dont la participation à l'emploi de la même branche au rang de l'Etat du Rio Grande do Sul dépasse 18%.

branche dans cinq communes à savoir Antonio Prado, Bento Gonçalves, Flores da Cunha, Garibaldi et São Marcos. Notons cependant qu'en valeur absolue, la plus grande partie de l'emploi de l'industrie d'ameublement se concentre à Bento Gonçalves (48,6 % de la main d'oeuvre de la région, représentant cette branche).

La production du matériel de transport, par contre, reste nettement concentrée à Caxias do Sul, où l'on trouve plus de 10 000 postes de travail pour un total régional de 11 000. Cette branche présente aussi une participation élevée à São Marcos (30% des effectifs industriels de la commune), mais cela représente peu sur l'ensemble de la région.

Tableau n° 22
REGION DE CAXIAS DO SUL - Année 1999
L'EMPLOI FORMEL ET SA PARTICIPATION PAR BRANCHES ET PAR COMMUNES

BRANCHES	Antonio Prado		Bento Goncalves		Carlos Barbosa		Caxias do Sul		Farroupilha		Flores da Cunha		Garibaldi		São Marcos		Veranopolis		TOTAL REGION	
	emplois	%	emplois	%	emplois	%	emplois	%	emplois	%	emplois	%	emplois	%	emplois	%	emplois	%	emplois	%
minéraux non métallifères	41	4,3	86	0,7	27	0,7	445	1,0	157	2,2	68	2,2	69	1,6	80	6,7	9	0,3	982	1,3
métallurgie	4	0,4	1.218	10,2	2.720	74,0	6.823	15,9	1.478	21,2	79	2,6	1.065	24,7	56	4,7	173	5,2	13.616	17,4
mécanique	0	0,0	472	3,9	37	1,0	5.585	13,0	169	2,4	13	0,4	56	1,3	6	0,5	269	8,1	6.607	8,4
matériel électrique et de con	0	0,0	341	2,8	162	4,4	3.218	7,5	171	2,4	13	0,4	6	0,1	0	0,0	3	0,1	3.914	5,0
matériel de transport	6	0,6	6	0,1	0	0,0	10.776	25,2	27	0,4	0	0,0	5	0,1	364	30,6	16	0,5	11.200	14,3
bois	55	5,7	224	1,9	49	1,3	1.615	3,8	234	3,4	111	3,6	109	2,5	91	7,6	149	4,5	2.637	3,4
meubles	409	42,7	5.737	47,8	62	1,7	1.869	4,4	389	5,6	1.781	58,3	1.007	23,3	306	25,7	232	7,0	11.792	15,1
papier et carton	37	3,9	124	1,0	1	0,0	396	0,9	527	7,5	0	0,0	1	0,0	0	0,0	6	0,2	1.092	1,4
caoutchouc	0	0,0	369	3,1	0	0,0	400	0,9	80	1,1	9	0,3	17	0,4	10	0,8	51	1,5	936	1,2
cuirs et pelletterie	31	3,2	417	3,5	20	0,5	176	0,4	492	7,0	97	3,2	20	0,5	21	1,8	342	10,3	1.616	2,1
chimie	0	0,0	51	0,4	0	0,0	511	1,2	44	0,6	5	0,2	0	0,0	6	0,5	0	0,0	617	0,8
pharmaceutique	0	0,0	0	0,0	0	0,0	33	0,1	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	33	0,0
parfumerie, savons et bougie	0	0,0	16	0,1	0	0,0	19	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	35	0,0
produits plastiques	0	0,0	536	4,5	0	0,0	2.779	6,5	109	1,6	119	3,9	60	1,4	45	3,8	10	0,3	3.658	4,7
textile	0	0,0	78	0,7	3	0,1	1.629	3,8	434	6,2	55	1,8	17	0,4	11	0,9	15	0,5	2.242	2,9
vêtements et chaussures	44	4,6	254	2,1	334	9,1	2.325	5,4	1.947	27,9	147	4,8	149	3,5	83	7,0	1.873	56,5	7.156	9,1
produits alimentaires	243	25,4	1.046	8,7	251	6,8	2.630	6,1	290	4,2	40	1,3	1.260	29,2	24	2,0	98	3,0	5.882	7,5
boissons	84	8,8	860	7,2	0	0,0	389	0,9	362	5,2	490	16,0	456	10,6	78	6,5	40	1,2	2.759	3,5
éditions et imprimerie	3	0,3	163	1,4	8	0,2	1.214	2,8	73	1,0	29	0,9	16	0,4	10	0,8	27	0,8	1.543	2,0
TOTAL DE L'INDUSTRIE	957	100,0	11.998	100,0	3.674	100,0	42.832	100,0	6.983	100,0	3.056	100,0	4.313	100,0	1.191	100,0	3.313	100,0	78.317	100,0

Source : RAIS, 1999

En dehors des trois branches d'activités évoquées : métallurgie, matériel de transport et meubles, d'autres présentent un poids dans le cadre régional, à savoir la mécanique (fortement présente à Caxias do Sul) et les vêtements et chaussures (présents à Caxias, Farroupilha et Veranópolis). Pour le reste, notons que les produits alimentaires représentent un point fort de l'industrie d'Antonio Prado et de celle de Garibaldi, mais dans l'ensemble régional, ils ne participent qu'à hauteur de 7,5% des postes de travail occupés.

Ce qui précède nous démontre que l'emploi industriel dans la région de Caxias do Sul n'est pas concentré sur une seule branche en particulier. Nous pouvons dire que la distribution de l'emploi entre les branches est plutôt hétérogène. Le graphique n° 15 illustre bien cette situation².

Passons à l'examen de l'emploi dans l'industrie locale comparé à celui de l'Etat du Rio Grande do Sul et de son évolution depuis 1985. Le tableau n°23 présente une comparaison entre les deux échelles spatiales différentes.

Pour le total de l'industrie, nous pouvons constater que la région a su maintenir sa position durant les années 1990, subissant une légère hausse des décimales, taux situé autour de 16 % sur la période. Grosso modo, on peut dire que l'emploi formel dans l'industrie régionale a eu un comportement légèrement oscillant, en valeur absolue, tandis que pour l'Etat l'emploi industriel a eu une tendance à la baisse dans la même décennie.

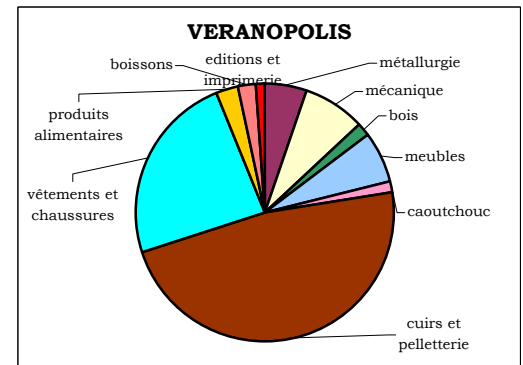
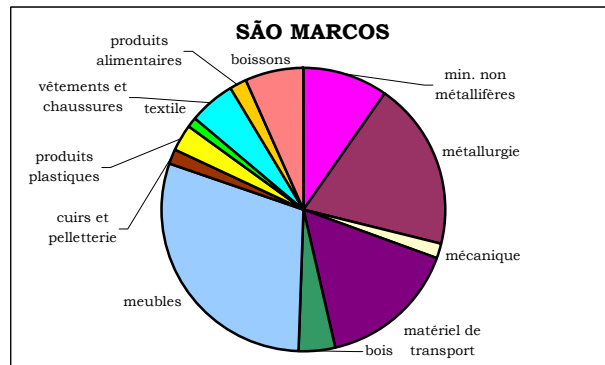
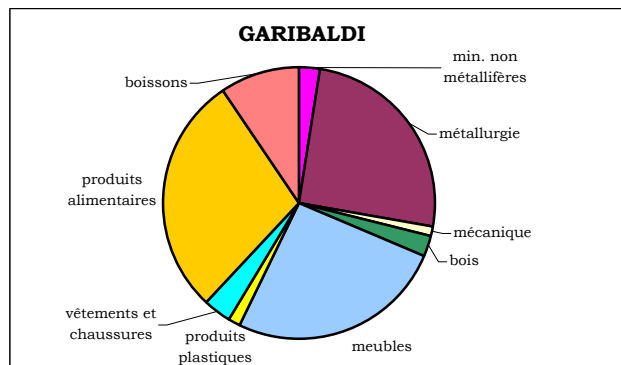
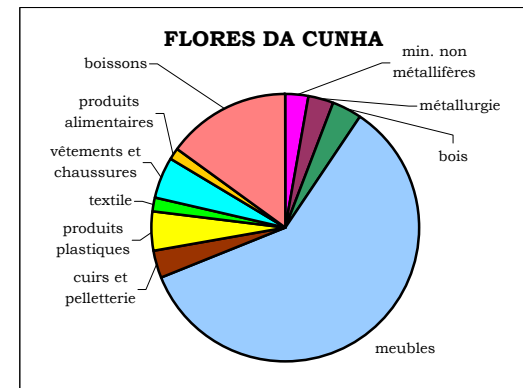
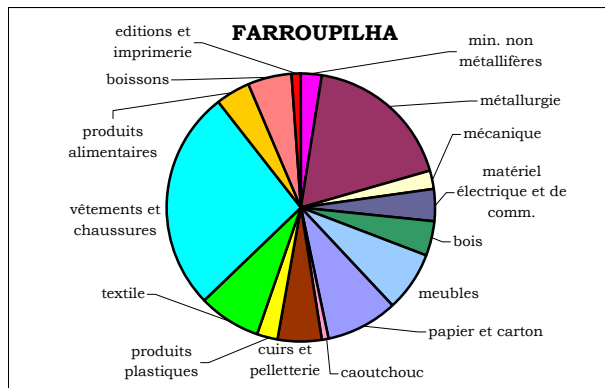
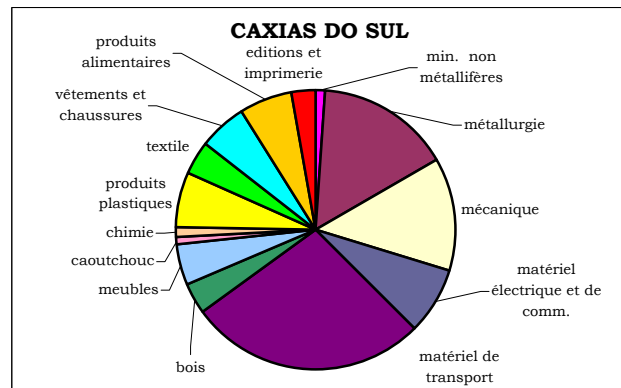
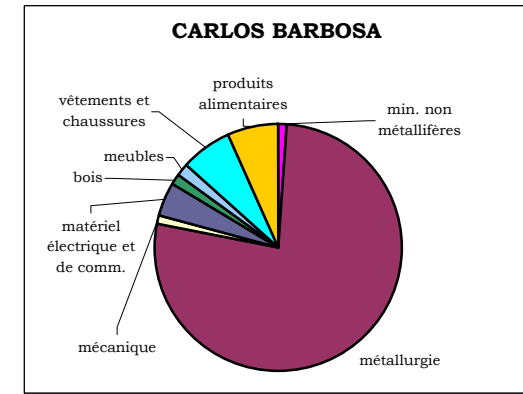
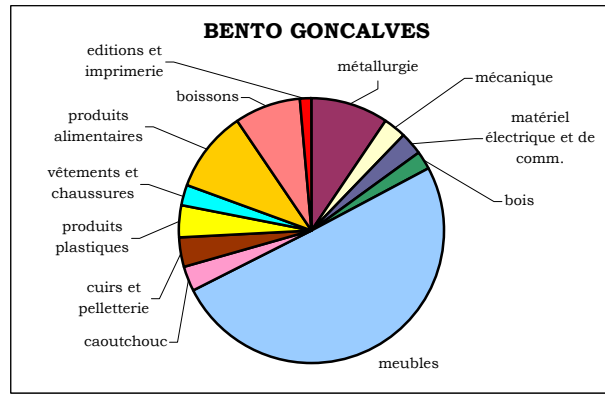
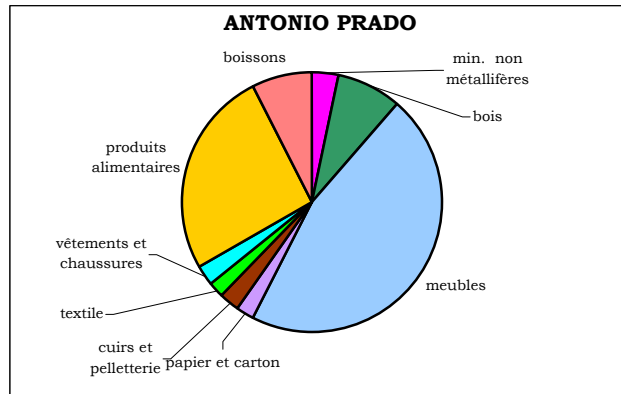
Cette situation s'inscrit dans un cadre plus général d'une économie brésilienne frappée par des difficultés d'adaptation aux nouvelles règles de l'économie mondiale, comme nous l'avons abordé précédemment (I.3.1). La réduction de l'emploi formel a été une des premières mesures mise en œuvre par les entreprises prétextant la réduction des coûts de production. Cette procédure s'est

² Nous avons pris les données de 1998 pour cet ensemble de graphiques pour pouvoir le comparer au graphique n° 14, qui montre la distribution des branches industrielles par commune d'après les chiffres d'affaires (voir II.3.3).

étendue évidemment au Rio Grande do Sul, comme en témoignent les données ci-dessous.

Dans ce contexte, il est remarquable que plusieurs branches de rang régional soient parvenues à augmenter leur participation à l'emploi industriel de l'Etat du Rio Grande do Sul, ce qui met en relief la composante endogène du dynamisme régional.

Graphique n° 15 **REGION DE CAXIAS DO SUL - 1998**
PRINCIPALES BRANCHES INDUSTRIELLES PAR COMMUNE D'APRES L'EMPLOI



SOURCE : RAIS (Relação Anual de Informações Sociais), 1998, Ministério do Trabalho e do Emprego

Note : Les branches considérées ici sont celles dont la participation à l'industrie de la commune dépasse 1%.

Tableau n° 23

EMPLOIS INDUSTRIELS**PARTICIPATION DE LA REGION DE CAXIAS DO SUL DANS L'INDUSTRIE DE L'ETAT DU RIO GRANDE DO SUL**

BRANCHES	1985			1990			1993			1996			1999		
	région	état	%	région	état	%	région	état	%	région	état	%	région	état	%
minéraux non métallifères	1.143	16.478	6,9	1.300	13.924	9,3	1.186	12.234	9,7	814	14.062	5,8	982	13.564	7,2
métallurgie	13.146	51.596	25,5	13.627	52.918	25,8	12.799	49.040	26,1	12.363	44.222	28,0	13.616	42.964	31,7
mécanique	6.839	40.192	17,0	10.202	40.340	25,3	8.715	36.065	24,2	5.660	34.561	16,4	6.607	35.400	18,7
matériel élec. et de comm.	1.081	11.354	9,5	1.682	12.680	13,3	2.232	11.573	19,3	5.367	12.620	42,5	3.914	11.763	33,3
matériel de transport	8.240	15.620	52,8	10.700	19.173	55,8	12.578	21.121	59,6	9.336	18.841	49,6	11.200	20.373	55,0
bois	4.344	18.088	24,0	3.080	16.419	18,8	2.783	15.933	17,5	2.184	12.377	17,6	2.637	14.312	18,4
meubles	10.909	18.831	57,9	9.217	18.029	51,1	11.308	21.249	53,2	12.040	23.835	50,5	11.792	25.826	45,7
papier et carton	331	8.013	4,1	455	7.801	5,8	130	5.751	2,3	867	7.583	11,4	1.092	7.964	13,7
caoutchouc	699	6.243	11,2	1.202	6.305	19,1	1.006	5.617	17,9	853	7.792	10,9	936	7.882	11,9
cuirs et pelleterie	1.509	22.670	6,7	888	21.707	4,1	671	21.542	3,1	2.993	21.251	14,1	1.616	19.910	8,1
chimie	472	19.173	2,5	564	18.450	3,1	672	16.599	4,0	592	11.066	5,3	617	11.804	5,2
pharmaceutique	112	1.443	7,8	155	1.502	10,3	98	1.429	6,9	38	1.481	2,6	33	1.602	2,1
parfumerie, savons et bougies	47	1.318	3,6	15	1.685	0,9	33	1.702	1,9	36	1.388	2,6	35	1.406	2,5
produits plastiques	1.242	8.156	15,2	1.366	9.458	14,4	2.423	12.015	20,2	2.964	17.872	16,6	3.658	17.709	20,7
textile	5.169	15.658	33,0	5.147	12.985	39,6	2.515	8.493	29,6	2.346	7.202	32,6	2.242	6.611	33,9
vêtements et chaussures	9.974	146.619	6,8	12.483	143.578	8,7	12.025	165.187	7,3	8.726	131.125	6,7	7.156	123.396	5,8
produits alimentaires	3.774	64.813	5,8	3.783	65.214	5,8	4.123	58.915	7,0	5.679	71.344	8,0	5.882	72.074	8,2
boissons	2.633	9.452	27,9	2.201	10.458	21,0	2.172	9.143	23,8	2.376	8.807	27,0	2.759	8.461	32,6
tabac	0	5.086	0,0	0	7.296	0,0	0	7.237	0,0	0	6.763	0,0	0	5.712	0,0
éditions et imprimerie	1.061	9.466	11,2	1.396	12.197	11,4	1.376	10.842	12,7	1.238	13.598	9,1	1.543	13.338	11,6
TOTAL DE L'INDUSTRIE	72.725	490.269	14,8	79.463	492.119	16,1	78.845	491.687	16,0	76.472	467.790	16,3	78317	462.071	16,9

Source : RAIS

Nota : En gras, les branches qui ont augmenté leurs participations de manière significative depuis 1985

En effet, si l'on considère les données de 1990 à 1999 du tableau n°23, nous retiendrons neuf branches qui ont augmenté leur participation par rapport à l'Etat, d'après l'extrait suivant :

Branches	1990	1999
métallurgie	25,8	31,7
matériel élec. comm.	13,3	33,3
papier et carton	5,8	13,7
cuirs et pelleterie	4,1	8,1
chimie	3,1	5,2
parfumerie, savons	0,9	2,5
produits plastiques	14,4	20,7
produits alimentaires	5,8	8,2
boissons	21,0	32,6

Soulignons la performance de la branche du matériel électrique et de communications ainsi que celle des produits plastiques. Deux branches de poids mineur auparavant dans la région qui ont su développer un dynamisme considérable en matière d'emploi dans les années 1990. Le dynamisme de la branche boissons est exemplaire en ce sens. Ceci prend d'autant plus de signification si l'on observe que l'ouverture du Mercosur a provoqué des ravages considérables dans la production de vins, prédominante dans la branche boissons au niveau régional.

De manière générale, certaines branches régionales ont connu un gain substantiel par rapport à celles de l'Etat du Rio Grande do Sul, ainsi qu'un développement à un rythme plus soutenu que les branches de l'Etat. Nous admettons dès lors que ceci est à lier directement à la diversification de l'industrie locale. A l'analyse, les branches qui ont accompagné la performance de l'emploi représentent celles dont les chiffres d'affaires occupent un second rang. Nonobstant, les plus importantes branches régionales ont été plus fortement touchées par les contraintes de la crise économique des années 1990, en particulier par les changements des normes de compétitivité. Ceci s'explique par les liens

plus étroits entre les entreprises des branches majeures et leurs marchés, ce qui, *de facto*, les rend plus sensibles aux aléas de la conjoncture. Dans une logique d'adaptabilité, les licenciements constituent la première démarche pour réduire les coûts.

Un phénomène de « compensation » semble émerger à travers l'emploi, à l'échelle régionale, du fait d'une présence assez diversifiée de ses branches d'activités. Si les branches les plus touchées par la crise ont vu diminuer leur niveau d'emploi, d'autres branches ont pu maintenir leur croissance, en permettant de surcroît le recrutement de nouveaux salariés. C'est le cas de l'industrie de produits plastiques, comme l'illustre le tableau n° 23, dont le contingent est passé de 1366 travailleurs en 1990 à 3658 en 1999, soit une croissance de 167 %. Nous observons que le dynamisme n'est pas centré sur un petit groupe de branches spécialisées, mais qu'il est relativement diffus.

Nous pouvons avancer que lorsqu'une région industrielle est suffisamment diversifiée, elle demeure moins vulnérable aux coups de force des oscillations économiques. Il est peu probable que les problèmes de croissance économique frappent toutes les branches au même moment. Dans le temps de l'économie, un décalage providentiel permet parfois aux secteurs de se redresser, voire même de se « préparer » aux événements. Cette remarque prend tout son sens dans le cas de figure où la région connaît une économie diversifiée.³

II.4.2 - Sur la qualification de la main-d'œuvre

Nous avons eu précédemment l'occasion de traiter un aspect général concernant les potentialités de qualification de la population sous l'angle de l'alphabétisation⁴. Nous rappelons que la grande proportion de personnes alphabétisées dans la tranche d'âge de 20 à 40 ans dans la région de Caxias do Sul relève d'un aspect important pour deux raisons.

³ Nous reprendrons ce sujet dans le chapitre III.

⁴ Voir II.2.1.b.

La première liée au chiffre proprement dit : 99% d'alphabétisés, soit la quasi-totalité. Cela est d'autant plus parlant lorsque l'on compare ce taux avec celui des alphabétisés au Brésil, dans la tranche d'âge identique, qui représentent 92,25% (données de l'IBGE, « Contagem Populacional », 1996).

La deuxième raison concerne la dynamique d'alphabétisation progressive dans le temps, indiquant que la population locale connaît une amélioration des bases vers une qualification.

Quant à la qualification elle-même, nous ne disposons d'aucune information de première main, à l'échelle régionale, en vue d'une évaluation exacte. Nous menons cependant notre analyse à partir des inférences que nous pouvons dégager des données du niveau de scolarisation des salariés de l'industrie régionale, par branches et par communes. Toutes précautions prises, cette démarche se révèle assez fiable, son utilisation courante par les chercheurs en est la preuve.

La source principale des données demeure le RAIS (Rapport annuel d'informations sociales) du Ministério do Trabalho e do Emprego. Nous réitérons les mises en garde sur les limitations de cette source qui ont été signalées plus haut. A propos de la scolarisation de la main d'œuvre industrielle, nous devons signaler que les informations sont fournies par l'entreprise au moment du recrutement et que très peu d'entre-elles les mettent à jour régulièrement. Par conséquent, les données n'expriment pas de façon exhaustive les améliorations par la qualification, laissant de côté les cours de formation technique que le travailleur suit éventuellement dans des centres de formation spécialisés, ainsi que l'entraînement fourni par l'entreprise.⁵

⁵ Les syndicats ouvriers de la région de Caxias do Sul considèrent différemment la formation et l'entraînement. La première est fournie par des centres de recherche spécialisés dans la formation de certains métiers (comme le CETEMO – pour les meubles, l'Ecole de Mécatronique – pour l'automation industrielle, l'EMBRAPA – pour le vin), mais aussi par l'université (UCS). Il s'agit des connaissances techniques et scientifiques que l'ouvrier acquiert et qu'il s'approprie comme faisant partie de ses compétences et qu'il peut faire valoir auprès de n'importe quelle entreprise. L'entraînement, par contre, relève de l'expérience acquise lors de l'apprentissage et concerne une tâche bien précise (manipulation experte d'une machine, par exemple), qui ne permet pas l'appréhension d'un processus plus large de production. Pendant l'entraînement, le travailleur apprend à

Ce procédé déconsidère par nature l'expérience acquise dans l'entreprise elle-même. Une personne acquiert de nouvelles connaissances par le simple fait de travailler durant des années dans un secteur. Nous ne sommes donc pas en mesure d'évaluer ces éléments. En gardant à l'esprit ces remarques, nous pensons que l'examen des niveaux de scolarité de la main d'œuvre régionale nous permettra d'en tirer quelques conclusions, les plus minimales soient-elles.

Le RAIS présente des informations distribuées sur plusieurs niveaux de scolarisation. Nous avons saisi les données en tentant de les rendre plus claires et plus parlantes par regroupement, de la façon suivante :

Enseignement fondamental incomplet - de 1 à 7 ans d'études

Enseignement fondamental complet - de 8 à 10 ans d'études

Enseignement intermédiaire complet - de 11 à 14 ans d'études

Enseignement supérieur complet - de 15 ans à plus d'études

Du fait de la grande proportion de travailleurs ayant le niveau fondamental de scolarisation, il nous paraît intéressant de montrer séparément ceux qui ont complété ce niveau d'études et ceux qui ne l'ont pas fait. Pour les autres niveaux d'enseignement nous intégrons les deux situations (études complètes et incomplètes).

Le tableau n° 24 permet de voir comment se distribue la main d'œuvre industrielle de chaque commune par niveaux d'enseignement⁶.

exécuter des gestes simples et précis, « tel un robot », comme nous a confié M. Rodrigues, président du syndicat ouvrier en métallurgie.

⁶ Les données de 1999 sont les plus récentes pour le moment.

Tableau n° 24

Région de Caxias do Sul - Année 1999**EMPLOIS INDUSTRIELS PAR COMMUNE ET PAR SCOLARISATION** (en pourcentages)

Communes	Analphabètes	Scolarisation				Total
		fond. incomplète	fond. complète	intermédiaire	supérieure	
Antonio Prado	2,2	36,5	37,8	21,0	2,5	100
Bento Gonçalves	0,6	46,4	35,4	14,7	2,9	100
Carlos Barbosa	0,2	39,4	28,3	29,5	2,6	100
Caxias do Sul	1,2	44,3	31,7	18,8	4,0	100
Farroupilha	0,6	47,0	31,4	18,4	2,5	100
Flores da Cunha	1,2	62,4	24,5	10,4	1,5	100
Garibaldi	0,6	56,8	28,6	11,6	2,3	100
São Marcos	0,9	65,8	22,3	8,6	2,5	100
Veranópolis	0,5	53,6	29,6	15,2	1,1	100
Total de la région	1,0	46,7	31,4	17,6	3,3	100

Source : RAIS

On constate en premier lieu que la plus grande partie de l'effectif industriel de la région possède une scolarisation fondamentale incomplète (46,7%). Cette participation sera encore plus élevée en ajoutant les salariés qui ont complété leur enseignement fondamental (78%). Etant donné que les salariés qui ont atteint une scolarisation intermédiaire et/ou supérieure dépassent à peine les 20%, nous pouvons conclure, *grosso modo*, que l'industrie locale n'exige pas une formation très qualifiée. Bien au contraire, les chefs d'entreprise se montrent positifs par la qualification existante. Pour l'affirmer, ajoutons que 95% des établissements étudiés en recherche de terrain, se sont déclarés satisfaits de la qualification de la main-d'œuvre-disponible.

Le fait que la main d'œuvre locale soit à dominante peu qualifiée témoigne du caractère basique de la technologie régionale. Il s'agit d'une région à technologies traditionnelles et à main-d'œuvre intensive, même s'il existe des cas où les technologies modernes sont utilisées. HEREDIA et PERUZZO (1998) soulignent que « pour s'engager dans le processus de production, la force de travail n'a pas besoin de qualification, ce qui fait que la non-spécialisation apparaît comme une caractéristique du marché

du travail local » (p.154). HEREDIA ⁷ confirme la basse qualification de la main-d'œuvre régionale, en soulignant que, contrairement à ce que l'on pense couramment, elle ne répond pas aux exigences de la modernisation technologique : lecture statistique, niveau informatique, connaissance de langues étrangères. La grande majorité en est exclue.

La modernisation qui effectivement existe dans l'industrie régionale est introduite généralement par la circulation d'équipements microélectroniques adaptés à la technologie traditionnelle. D'après les auteurs, les chefs d'entreprises conçoivent la modernisation à travers l'achat d'équipements à technologie avancée, plutôt que comme un investissement dans la qualification professionnelle des ouvriers. En cas d'achat d'un équipement plus performant, par exemple, l'entreprise se chargera d'assurer une formation spécialisée, de courte durée, qui donnera des résultats immédiats. Suivant les entrepreneurs de la région, la qualification de la main-d'œuvre est vue comme un problème opportuniste. Ceci signifie que les solutions sont apportées au fur et à mesure que les problèmes apparaissent. Ces dirigeants dans une perspective structurelle ne raisonnent pas sur le long terme.

S'il est vrai que la qualification de la main-d'œuvre régionale n'atteint pas les niveaux actuellement exigés par le contexte économique mondial, il faut avouer que la situation régionale à l'échelle du Rio Grande do Sul demeure plutôt favorable. Ainsi la main-d'œuvre industrielle de Caxias do Sul présente des niveaux de scolarisation supérieurs à ceux de l'Etat du Rio Grande do Sul.

⁷ HEREDIA, V. – Entretien du 30 avril 1997(enquête de terrain).

Tableau n° 25

EMPLOIS INDUSTRIELS PAR NIVEAU D'ENSEIGNEMENT

Région de Caxias do Sul et Etat du Rio Grande do Sul - Années 1990 et 1999 - participation %

TOTAL DE L'INDUSTRIE	Analphabètes		Fond. Incomplet		Fond. Complet		Intermédiaire		Supérieur		TOTAL
	1990	1999	1990	1999	1990	1999	1990	1999	1990	1999	
Région de Caxias do Sul	1,9	1,0	64,2	46,7	21,5	31,3	9,7	17,8	2,7	3,3	100
Etat du Rio Grande do Sul	2,4	0,9	67,9	51,9	18,1	27,9	9,2	16,4	2,4	2,9	100

Source : RAIS

En comparant les données décennales extrêmes de chacune des deux entités géographiques, nous observons que la région affiche des taux supérieures à ceux de l'Etat, et qu'en formation scolaire les progressions, au plan régional, sont plus fortes qu'au Rio Grande do Sul, en particulier dans l'enseignement intermédiaire, le plus adapté à l'activité industrielle.

A côté de ces observations générales, il semble intéressant d'examiner la scolarisation par communes, à travers le tableau n° 24 (plus haut). Relevons que Caxias do Sul présente un taux de formation intermédiaire (18,8%) proche de la moyenne et cette commune affiche une participation très élevée des effectifs scolarisés ayant eu une formation supérieure (4%). Deux facteurs interviennent pour expliquer cette situation ; d'une part le fait que Caxias do Sul reste le centre industriel par excellence de la région, ce qui donne une forte présence de fonctionnaires de haut niveau, d'ingénieurs, de cadres, etc. ; d'autre part, l'importance de l'Université de Caxias do Sul (UCS) qui a son siège principal dans cette ville.

Il s'agit d'une institution importante au niveau régional dans la mesure où elle tisse des liens significatifs avec les autres acteurs locaux. Pour en donner un exemple, l'université a signé un accord avec le Conseil Régional de la Serra et le Secrétariat de Science et Technologie du Gouvernement de l'Etat dans le but de développer un programme de modernisation technologique de la Serra. Ceci concerne la formation et la recherche dans les domaines suivants : mécatronique, contrôle de qualité,

agro-industrie (chimie des huiles), meubles, plastiques et matériel de sport. Soulignons que ces domaines gardent un lien avec des branches significatives de la région, d'où le constat que les intérêts de l'industrie locale sont à l'ordre du jour.

Pour les autres communes de la région, relevons que celles où le développement industriel est moins intense connaissent une scolarisation moins avancée. En fait, les travailleurs possédant une scolarisation fondamentale incomplète représentent une partie importante de la main-d'œuvre dans des communes à faible industrialisation. Inversement, si l'on prend en compte le niveau fondamental complet et l'intermédiaire, on observera qu'une proportion plus significative de la main d'œuvre qualifiée se situe dans les communes les plus industrialisées de la région. Cet état de fait renforce le constat que le rythme de scolarisation de la main d'œuvre suit la dynamique industrielle.

En mettant l'accent sur l'évolution de la scolarisation pendant la décennie 1990 (tableau n° 26), on constate une tendance générale à l'amélioration. Pour l'ensemble de la région, les données montrent que le niveau fondamental incomplet diminue, en même temps que le niveau fondamental complet augmente. En plus de cela, les effectifs porteurs d'une formation supérieure progressent au cours de la décennie. Toutefois, le changement majeur revient au niveau intermédiaire, qui gagne environ huit points entre 1990 et 1999. Ayant presque doublé, la participation des effectifs porteurs d'une scolarisation intermédiaire indique une évolution significative en direction de la qualification pour les métiers nécessitant des connaissances générales et en même temps fournit les bases pour une spécialisation ultérieure. Vu l'ampleur du phénomène, nous prévoyons un mouvement conséquent pour la qualification industrielle des années à venir.

Tableau n° 26

EMPLOIS INDUSTRIELS DANS LA REGION DE CAXIAS DO SUL
SELON LA SCOLARISATION (en pourcentages)

Niveaux de scolarisation	1990	1993	1996	1999
Analphabètes	1,9	2,3	1,2	1,0
Fondamental Incomplet	64,3	60,9	58,8	46,7
Fondamental Complet	21,5	23,7	25,6	31,4
Intermédiaire	9,7	10,5	11,8	17,6
Supérieur	2,6	2,6	2,5	3,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : RAIS

L'examen approfondi du sujet sous l'angle des branches industrielles (tableau n° 27) prend tout son sens. Gardons deux taux repères en début et en fin de décennie, selon les données disponibles de la source, afin d'en dégager le mouvement principal. Appliquons cette grille de lecture aux neuf branches principales de la région.⁸ Ce groupe de branches a connu un comportement similaire qui consiste en une amélioration généralisée dans la formation scolaire des salariés.

On constate une forte diminution de la participation des effectifs à l'enseignement fondamental incomplet, ainsi que des analphabètes, et cela est compensé par une augmentation de la tranche du fondamental complet, où la plupart des branches considérées présente une croissance d'environ dix points entre 1990 et 1999.

Nous avons appris que ce mouvement intervient à un certain degré dans l'ensemble de l'industrie de l'Etat pour les branches les plus dynamiques, bien évidemment. Ce constat témoigne de la nécessité, pour les salariés, d'acquérir des connaissances approfondies pour faire face à la compétition sur le marché du travail.

Au plan régional, les branches les plus solides sont celles où la modernisation technologique assure un rôle décisif, engendrant une demande accrue de main-d'œuvre plus scolarisée qu'auparavant.

⁸ Voir tableau n° 22.

Retenons que cela ne s'accompagne pas d'une augmentation des salaires⁹, parce que la demande d'emploi est très excédentaire par rapport au nombre de postes disponibles. C'est ainsi que les entreprises peuvent choisir les travailleurs les plus scolarisés sans pour autant leur verser un salaire réévalué.

La branche « matériel de transport » maintient un comportement exemplaire concernant la formation de la main-d'œuvre. On observe une diminution considérable des effectifs analphabètes ainsi que ceux possédant le niveau fondamental incomplet. A l'inverse, le contingent de travailleurs ayant le niveau fondamental complet augmente sa participation de 19,2% à 25,1%. Plus remarquable encore avec ceux de niveau intermédiaire (complet et incomplet) dont la participation a plus que doublé dans l'ensemble de la branche. La participation des travailleurs de formation supérieure, passant de 3,4% à 6,1% mérite également notre attention.

⁹ Voir *Carta de Conjuntura FEE*, ano 10, n°7, juillet 2001, "Salários não acompanham escolaridade".

Tableau n° 27

REGION DE CAXIAS DO SUL
Emplois para branches et par niveaux d'enseignement (pourcentages) 1990 et 1999

BRANCHES	Analphabètes		Fondam. Incomplet		Fondam. Complet		Intermédiaire		Supérieur		TOTAL
	1990	1999	1990	1999	1990	1999	1990	1999	1990	1999	
minéraux non métallifères	3,2	2,2	60,2	53,4	19,1	32,4	13,6	11,1	3,9	0,9	100
métallurgie	2,4	1,1	63,1	44,3	21,3	32,0	10,6	19,9	2,6	2,8	100
mécanique	2,9	1,1	52,5	31,9	27,0	37,9	13,7	24,3	3,9	4,8	100
matériel électrique et de comm	0,9	0,4	46,1	38,5	34,3	35,7	14,0	21,4	4,8	4,0	100
matériel de transport	1,3	0,3	66,1	47,4	19,2	25,1	10,1	21,1	3,4	6,1	100
bois	4,0	2,8	71,6	62,2	14,9	27,1	7,6	6,5	1,9	1,3	100
meubles	2,0	0,7	72,1	51,9	16,0	30,7	8,0	14,2	1,8	2,5	100
papier et carton	0,9	0,7	66,6	41,0	18,5	39,5	12,1	17,4	2,0	1,4	100
caoutchouc	1,8	1,5	69,5	49,4	14,7	31,6	9,8	15,0	4,2	2,6	100
cuirs et pelleterie	1,9	0,9	72,6	51,2	15,8	34,9	6,7	11,4	3,1	1,6	100
chimie	3,9	1,9	60,2	44,9	13,5	24,1	16,9	23,2	5,5	5,8	100
pharmaceutique	1,9	-	43,2	18,2	34,8	42,4	13,5	21,2	6,5	18,2	100
parfumerie, savons et bougies	-	-	6,7	17,1	40,0	57,1	53,3	22,9	-	2,9	100
produits plastiques	1,2	1,2	58,8	43,6	24,3	35,2	10,8	17,8	4,9	2,2	100
textile	0,6	1,4	69,2	52,1	21,0	30,9	7,5	13,8	1,7	1,8	100
vêtements et chaussures	1,1	1,1	68,2	47,4	24,4	34,4	5,5	14,9	0,8	2,2	100
produits alimentairesplastiques	2,7	1,0	67,6	61,1	21,1	24,6	7,1	11,7	1,5	1,5	100
boissons	0,9	1,2	67,7	43,1	13,9	29,3	13,2	21,0	4,2	5,4	100
éditions et imprimerie	0,4	0,1	34,7	22,0	36,4	40,9	21,8	31,7	6,8	5,1	100
TOTAL DE L'INDUSTRIE	1,9	1,0	64,2	46,7	21,5	31,3	9,7	17,8	2,7	3,3	100

Source : RAIS

L'industrie du matériel de transport est une des plus importantes dans la région. Pendant les années 1990, elle est passée de 16,7% à 19,4% de participation au chiffre d'affaires total de la région. Il s'agit d'une branche performante qui s'adapte progressivement aux règles de la concurrence du marché international. Sans mésestimer l'effort technologique et la stratégie globale de l'entreprise à l'origine de cette performance, il est clair que l'amélioration de la formation de la main-d'œuvre joue pleinement ici.

Les industries métallurgiques et mécaniques ont un comportement assez semblable à celui de l'industrie du matériel de transport, excepté le nombre de travailleurs ayant des études supérieures. Ceux-ci sont moins représentés dans les deux branches en question. Cependant la part effective de l'enseignement intermédiaire a connu une croissance remarquable.

L'industrie du meuble suit à peu près ce mouvement, ce qui la place à côté des industries les plus dynamiques de la région. La commune de Bento Gonçalves concentre la plupart des établissements grands et moyens de cette branche, ainsi que le Centre Technologique du Mobilier (CETEMO).

La branche boissons a subi aussi une progression de la formation scolaire de sa main-d'œuvre, notamment en ce qui concerne l'enseignement fondamental. La proportion de travailleurs dans l'enseignement intermédiaire s'est accrue aussi, mais en proportion moindre. L'enseignement supérieur, à son tour, représente un poids important dans la branche boissons (5,4% en 1999), et nous pensons que cette situation relève de l'accroissement du rôle des œnologues et des ingénieurs agronomes dans la production du vin. Cela démontre à l'occasion que les connaissances personnelles l'emportent sur la performance de l'équipement.

L'amélioration de la qualité du vin, principal produit de la branche boissons, largement reconnue, est la conséquence d'un contrôle rigoureux pendant toutes les étapes de production, de la culture de la vigne jusqu'à la mise en bouteille. LAPOLLI, MELLO et autres (1995, p.160) considèrent

que la viticulture a technologiquement progressé depuis 1970, entre autres, grâce à « la formation des ressources humaines spécialisées de niveau intermédiaire, supérieur et de post-graduation ».

Il convient d'évoquer la place prépondérante qu'occupe l'Ecole Agrotechnique Fédérale « Président Juscelino Kubitschek », créée en 1959, à Bento Gonçalves. Elle est au Brésil l'unique école qui dispense une formation du niveau d'enseignement intermédiaire dans le domaine de l'œnologie (durée de trois ans).

La branche des produits plastiques présente un comportement différent concernant la formation supérieure de sa main-d'œuvre, compte tenu de la baisse subie entre 1990 et 1999, passant de 4,9% à 2,2%. Toutefois, sous certains aspects, cette branche a vécu un mouvement semblable à celui des branches dynamiques, c'est-à-dire une amélioration importante en formation fondamentale accompagnée d'une proportion encore plus grande de travailleurs crédités d'une formation intermédiaire.

Sans être exhaustifs, nous constatons que la plupart des branches principales a progressé dans le domaine de la scolarisation de la main-d'œuvre, pendant les années 1990. La part de travailleurs de scolarisation intermédiaire gagne en participation par rapport au total, et génère le plus fort mouvement.

Rappelons ici que la scolarisation n'exprime pas clairement les niveaux de qualification de la main d'œuvre, comme nous l'avons remarqué plus haut. Quelles que soient les conclusions que nous pourrions donner à partir des informations du RAIS, tirons-les avec prudence.

S'il est vrai que la région de Caxias do Sul n'as pas une main-d'œuvre industrielle hautement qualifiée - bien au contraire, une grande proportion ne possède que l'enseignement fondamental - il est aussi vrai que cette situation semble changer. La tendance à une meilleure scolarisation constatée dans cette région est en phase avec ce qui se passe dans l'industrie de manière générale, c'est-à-dire que l'on commence à accorder une plus grande importance à l'éducation.

Des études récentes sur la compétitivité de l'industrie brésilienne reconnaissent « l'éducation comme le noyau d'une nouvelle politique en envisageant la compétitivité (...). La mise en valeur des ressources humaines, à travers l'éducation de base, l'enseignement technique et la formation continue des travailleurs, forme l'élément central de tout effort de compétitivité. Tous les pays qui ont démarré un processus de développement ont attribué une attention spéciale à l'éducation » (COUTINHO et FERRAZ, 1994, p.13).

II.4.3 – Le comportement de l'emploi régional comparé à celui de l'État du Rio Grande do Sul et Brésil dans le cadre de la restructuration industrielle

L'économie brésilienne a vécu une période de restructuration productive intense pendant les années 1990, comme nous l'avons traité précédemment.¹⁰ Les conséquences pour la force de travail sont complexes, et son analyse dépasse nos intentions. Il nous suffit d'évoquer les principales directions des changements du marché du travail.

A la recherche de la flexibilité, l'organisation productive passe à solliciter une main d'œuvre adaptée aux nouveaux moyens de travail qui résultent de l'application de l'informatique et de l'électronique dans la production. En fait, le marché du travail commence à fonctionner de manière plus sélective qu'auparavant, puisqu'on exige des niveaux de scolarisation plus avancés et que l'on demande une main-d'œuvre dotée de compétences nouvelles pour pouvoir répondre à la modernisation technologique.

Ce processus de sélection a provoqué la montée du chômage. En ce qui concerne l'emploi formel – la seule catégorie qui peut être analysée à partir des données –, on observe une chute de 27 points entre 1989 et

¹⁰ Dans I.3.1. Pour rappel, citons FLIGENSPAN (2000, p.8). « Pour le Brésil, la restructuration résulte de la combinaison de plusieurs forces, celles-ci déterminées par des circonstances historiques nationales, mais aussi par la mouvance extérieure de la globalisation. La dernière est conçue comme un processus mené par les économies capitalistes avancées, consistant à l'élimination des barrières commerciales et financières, aussi bien qu'à la réorganisation internationale de la production et des finances. »

1998 dans l'industrie brésilienne¹¹. La croissance du chômage, à son tour, a stimulé le mode informel dans les relations de travail. Pour les entreprises, l'objectif est de comprimer les coûts relatifs à la main d'œuvre en envisageant l'amélioration de leurs conditions de compétitivité. De cette manière, elles s'insèrent dans la stratégie dite *défensive*, par opposition à une stratégie *substantive*, comme nous l'avons évoqué plus haut.¹² Dans le même ordre d'idées, on retrouve les expressions *voie basse* (« low road ») et *voie haute* (« high road ») pour désigner deux comportements paradigmatiques des agents économiques à la recherche de la compétitivité.¹³ Il est évident que l'on peut retrouver différentes combinaisons entre ces deux types extrêmes, l'intérêt de ceux-ci étant simplement d'illustrer les grandes tendances.

Dans le cadre de l'économie brésilienne, les auteurs s'accordent à reconnaître que la stratégie *défensive* est la plus répandue. L'élimination de postes de travail et d'autres formes de réduction de coûts de la main d'œuvre sont les démarches adoptées en premier lieu par les entreprises, ce qui est connu couramment comme *flexibilisation du marché du travail*.

Au Brésil, comme un peu partout dans le monde, à partir de la crise du modèle fordiste de production, l'idée de flexibilité se présente comme la solution par excellence. En usant largement de la dite *flexibilisation du marché du travail*, la stratégie *défensive* vers la compétitivité¹⁴ apporte

¹¹ Source : RAIS. Il est important de souligner que la recherche de compétitivité n'entraîne pas forcément le chômage, cela dépend des politiques macro-économiques du pays, bien évidemment. « Au Brésil, il y a la possibilité de concilier l'amélioration de la compétitivité avec l'augmentation de l'emploi, en réalisant les potentialités du marché consommateur intérieur. Ces potentialités ont une dimension considérable, car la sous-consommation de pratiquement tous les produits est très significative, ce qui offre des perspectives d'expansion pour les entreprises locales » (FERRAZ, KUPFER et HAGENAUER, 1995, p.XVIII).

¹² En I.3.1.

¹³ SENGENBERGER et PYKE (1991), cités par LINS (2000e), p. 39.

¹⁴ Dans le même sens, l'expression « compétitivité illégitime » a été forgée par FAJNZYLBBER (1988) pour identifier la façon par laquelle une grande partie des pays latino-américains arrivent à participer aux marchés internationaux. Autrement dit, la conquête de la compétitivité internationale est basée sur les bas salaires industriels qui se reflètent sur les prix des produits. Notons que cette stratégie n'est pas garantie sur le long terme du fait des coûts sociaux élevés que cela représente, comme le soulignent FERRAZ, KUPFER et HAGENAUER (1995).

d'importants changements dans les relations capital-travail qui peuvent être exprimées sous trois aspects, comme l'établit BENKO (1990, p.18) :

- « la faiblesse des contraintes juridiques régissant le contrat de travail et en particulier les décisions de licenciements ;
- la sensibilité des salaires à la situation économique, propre à chaque firme ou générale concernant le marché du travail ;
- la possibilité pour les entreprises de se soustraire à une partie des prélèvements sociaux et fiscaux et plus généralement de s'affranchir des réglementations publiques qui limitent leur liberté de gestion. »

Certainement l'auteur n'aura-t-il pas pensé au Brésil en particulier, mais nous pouvons convenir que ces observations s'appliquent aussi à ce pays, avec des contours plus forts que pour les pays développés. Soulignons que la dite flexibilisation du marché du travail entraîne des conséquences désastreuses dans le contexte d'une situation déjà largement défavorable aux travailleurs.

Très répandue, l'expression « précarisation du travail » représente l'amalgame de plusieurs conséquences amenées par les changements des relations capital-travail au Brésil¹⁵. La rotation de la main-d'œuvre, le travail à temps partiel, le travail temporaire, l'insécurité des relations capital-travail, la croissance du secteur informel, en sont des exemples.

Dans certains cas, la sous-traitance représente aussi un élément de précarisation du travail, dans la mesure où les entreprises industrielles licencient le personnel de certains secteurs (par exemple, ménage, vigilance, restauration, etc...) et passent à utiliser les services des entreprises spécialisées dans ces services. En opérant ainsi, elles ont de moindres coûts. Cependant, les travailleurs des entreprises spécialisées dans des services aux entreprises sont, en général, mal rémunérés, ils ont même des salaires plus bas pour des tâches équivalentes.¹⁶

¹⁵ Voir GALEAZZI, I., en CATTANI, A. (dir.), 2002, en particulier les pages 242 à 247 qui traitent de la notion de précarisation du travail.

¹⁶ Malgré les difficultés statistiques à bien cerner le phénomène de la sous-traitance au Brésil, il importe de faire valoir quelques précisions conceptuelles. La sous-traitance en termes de services aux entreprises ne se confond pas avec la sous-traitance liée directement à la ligne de production industrielle, parce qu'elles développent des activités tout à fait diverses. En outre, précisons que le sous-traitant industriel, à la différence du fournisseur, ne conçoit pas le produit qu'il réalise, il s'engage uniquement sur la

Une autre forme de précarisation du travail, est le travail à domicile. Il s'agit d'une partie ou d'une étape de production effectuée directement pour une entreprise qui se charge de rassembler les différentes parties et d'achever le produit. Son caractère précaire vient de l'aspect informel qui régit les relations de travail, où l'employeur se soustrait aux prélèvements sociaux prévus par la loi. De plus, la journée de travail peut être élargie afin de répondre aux délais accordés entre les parties sans aucun coût supplémentaire pour l'employeur. La main d'œuvre féminine prédomine dans le travail à domicile, ce qui donne lieu à une rémunération relativement basse¹⁷.

Dans certaines branches de l'industrie brésilienne, comme l'habillement et les chaussures, une partie importante de la production est issue du travail à domicile. Dans la région de Caxias do Sul précisément, cette pratique reste courante dans la branche textile-habillement. Il s'agit d'un travail informel, sans contrat, exécuté majoritairement par des femmes rémunérées à la pièce. Curieusement, cette pratique est connue localement comme *tertiarisation*...¹⁸. Pareillement, dans la région de la Vallée du Sinos, dans la zone métropolitaine de Porto Alegre, certaines étapes de la production de chaussures sont exécutées à domicile, dans des conditions précaires pour les travailleurs.

Quelques syndicats ouvriers de la région de Caxias do Sul ont interprété, à juste titre, la dite *flexibilisation du marché du travail* comme un processus de précarisation. Ceux qui ont eu le courage de dénoncer cette situation sont rares, compte tenu de la faible mobilisation des ouvriers, à dominante conservatrice, caractéristique de la région. Lors de nos investigations sur le terrain, nous avons recueilli le témoignage du

conformité de son exécution par rapport aux directives du donneur d'ordres, ce qui le place en position de vulnérabilité par rapport à ce dernier. Le fournisseur industriel, à son tour, fabrique sur la base d'un catalogue qu'il a lui même élaboré et proposé au client, tout en gardant une certaine autonomie par rapport à celui-ci. (voir le supplément aux Cahiers Français n° 211, notice 1, La Documentation Française, 1983).

¹⁷ CATTANI, A. (dir.), 2002. Notons que le travail à domicile tel qu'il est conçu ici n'est pas à confondre avec le télétravail. Le télétravail exigeant une main-d'œuvre très qualifiée et bien rémunérée, se présente notamment dans le secteur des services et il est fortement lié aux nouveaux moyens de communication.

¹⁸ D'après le témoignage de M. Oliveira, président du syndicat correspondant (entretien du 12/05/1997, enquête de terrain).

président du syndicat des travailleurs en métallurgie (un des plus représentés de la région), qui a déclaré que les entreprises utilisent largement la rotation de la main d'oeuvre pour faire baisser les salaires. « Pour notre catégorie, le chômage est un mouvement graduel. Mais le problème le plus intense que nous avons, c'est la rotation de main d'oeuvre. Etant donné qu'il existe dans la région une main d'oeuvre nombreuse, disponible et assez entraînée, les chefs d'entreprises n'hésitent pas à licencier pour ensuite embaucher à des salaires plus bas. Cette démarche est largement utilisée. Depuis la mise en marche du « Plan Real », les salaires moyens de notre catégorie sont en baisse. Et pourtant ils ont été parmi les plus hauts du pays ! »¹⁹ Les statistiques le confirment : entre janvier 1991 et décembre 1995, 84% des travailleurs de la catégorie qui ont été embauchés, se trouvaient dans la catégorie « réemploi ». ²⁰

Chez les ouvriers de l'industrie textile de la région, la précarisation du travail se présente plutôt par le biais du travail à domicile, très répandu, comme nous a déclaré le président du syndicat²¹. Le travail des femmes est dominant dans cette catégorie, ce qui confère une faiblesse particulière au syndicat. Comme elles travaillent à domicile, les travailleuses sont en mesure de s'occuper de la maison et de la famille sans devoir quitter le foyer. Elles vivent tout cela avec de la bonne volonté sans se rendre compte de la précarisation que cela signifie, soit en terme d'abdication des protections sociales, soit en terme de niveaux de salaire.

M. Oliveira nous a également signalé la rotation de main-d'oeuvre (15%), particulièrement intense à l'occasion des contraintes saisonnières, lorsque les établissements travaillent à un rythme intensif pour les produits d'hiver.

Etant donné que le cadre informel du marché du travail est une réalité difficile à saisir en termes statistiques, nous nous limitons à travailler avec les données du RAIS, comme nous l'avons fait

¹⁹ Jorge Rodrigues, président du syndicat des travailleurs en métallurgie (entretien du 7/05/1997, enquête de terrain).

²⁰ « Cruel rotatividade », Sindicato dos Metalúrgicos de Caxias do Sul, 1996.

précédemment. Notre intérêt ici est de montrer que les effets les plus « visibles » de la flexibilité expriment des intensités très diverses aux différentes échelles du territoire.

Le tableau n° 28 expose la baisse du niveau d'emploi formel, ce qui sous-entend une croissance de l'emploi informel et du chômage. Il est important de mentionner que les oscillations de l'emploi formel peuvent également indiquer des rythmes productifs de l'activité industrielle, et pas seulement le passage au régime informel ou au chômage. Cela signifie que le déclin de l'emploi formel durant les années 1990 est le fruit de plusieurs facteurs, entre autres la recherche de la flexibilité.

On constate, à la lecture de ce tableau, que l'emploi formel a baissé fortement en 1990 aux trois échelles spatiales considérées. C'est le début de la période d'ouverture de l'économie à l'extérieur, mouvement qui a perduré les années suivantes. Une récupération importante de l'emploi commence à se faire sentir dans les années 1993/1994, grâce à la reprise de l'activité industrielle du « Plan Real ». Mais cela n'a pas duré, puisqu'en 1995 les niveaux d'emploi recommencent à décliner.

Tableau n° 28
EMPLOIS FORMELS DANS L'INDUSTRIE
Nombre d'employés au 31/12 de chaque année

	Région de Caxias do Sul		Rio Grande do Sul		Brésil	
	employés	variation %	employés	variation %	employés	variation %
1989	93 383	-	586 977	-	6 151 639	-
1990	81 222	-13,0	507 207	-13,6	5 464 436	-11,2
1991	74 840	-7,9	476 486	-6,1	5 106 018	-6,6
1992	76 804	2,6	482 386	1,2	4 713 262	-7,7
1993	80 724	5,1	504 940	4,7	4 771 353	1,2
1994	85 432	5,8	512 662	1,5	5 056 583	6,0
1995	79 532	-6,9	478 693	-6,6	4 897 517	-3,1
1996	77 261	-2,9	477 778	-0,2	4 797 385	-2,0
1997	78 884	2,1	463 716	-2,9	4 703 756	-2,0
1998	76 358	-3,2	454 168	-2,1	4 476 993	-4,8
1990/98		-6		-10,5		-18,1

Source : RAIS (rapport annuel dinformations sociales), Ministère du Travail et de l'Emploi

²¹ Adão Oliveira, président du syndicat des ouvriers dans le textile (entretien du 12/5/1997, enquête de terrain)

Le principal à retenir, c'est que la décennie 1990 a marqué un grand changement pour l'emploi formel dans l'industrie, soit pour la région de Caxias, soit pour le Rio Grande do Sul ou pour le Brésil. Partout, la récupération qui a eu cours entre 1993 et 1994 n'a pas suffi à retrouver les niveaux d'emploi de 1989. Autrement dit, l'accélération productive dans la période de restructuration industrielle n'a pas le même pouvoir de création de postes de travail qu'auparavant. Les relations entre emplois et rythme d'activité industrielle ont changé, et cela est dû à la restructuration.

En second lieu, soulignons la différence entre les taux de variation de l'emploi formel dans le tableau n° 28. Au Brésil, l'emploi a subi une baisse de 18 points entre 1990 et 1998. Pour l'Etat du Rio Grande do Sul, on constate une baisse de 10 points et demi et pour la région de Caxias do Sul, la baisse a été de 6 points. Sans prétention d'expliquer les fondements d'une situation si contrastée, remarquons que la région concernée est relativement privilégiée dans le cadre général du chômage et que cela n'est pas pur hasard.

Nous avons constaté, au cours de notre étude de terrain, qu'une partie de la main-d'œuvre licenciée est réabsorbée par d'autres branches ou dans la même branche par d'autres entreprises ou établissements. Tant du côté des entrepreneurs, que des salariés, nous avons compris que cette réalité est une pratique assez répandue dans la région, malgré l'absence de statistiques.

Il nous paraît légitime d'évoquer les conditions qui peuvent favoriser la réabsorption de la main-d'œuvre dans la région. La diversification du secteur industriel, d'une part, stimule le déplacement de travailleurs des secteurs qui licencient vers les secteurs qui embauchent. Les caractéristiques de la main-d'œuvre insérées dans la tradition industrielle de la région facilite d'autre part la réabsorption d'une partie de la main-d'œuvre licenciée. Nous considérons que ce passage n'est pas si simple, car dans bien des cas il demanderait une formation complémentaire, une adaptation et, moins rare, l'acceptation d'un salaire plus bas.

Le fait de la diminution des emplois formels, moins intense dans la région de Caxias do Sul, comparativement à l'Etat et au pays, ne se résume pas à une éventuelle réabsorption par d'autres branches. Cet état de fait témoigne aussi de la capacité de la région à garder un certain niveau de dynamisme économique, malgré les difficultés générales du cadre national et international.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

La première partie de cette thèse s'est consacrée à l'analyse du dynamisme de la région de Caxias do Sul sous divers angles, l'objectif essentiel étant de démontrer que l'activité industrielle constitue le moteur de ce comportement dynamique.

Dans le chapitre I, nous avons abordé la définition de l'espace de référence à partir de l'examen du concept de région, qui demeure en géographie un sujet controversé. Faisant référence à plusieurs auteurs, nous avons pu conclure sur le caractère mouvant et multidimensionnel de la région, tout en remarquant que celle-ci est toujours l'expression des spécificités d'un lieu en particulier considéré au sein d'un espace plus large. Dans l'objectif qui est le nôtre, l'essentiel est de garder à l'esprit un concept de région qui tienne compte des caractéristiques des sociétés dans le rapport qu'elles entretiennent avec les lieux, en intégrant la combinaison entre l'espace physique et la culture des hommes qui y vivent. Il est certain que la notion d'appartenance à un territoire a joué un rôle majeur dans la construction de la réalité régionale à Caxias do Sul.

A la quête d'un découpage régional qui nous permettrait de définir le territoire de la région de référence, nous avons abordé les découpages régionaux de l'Etat du Rio Grande do Sul selon trois objectifs, à savoir : les découpages à caractère officiel, les découpages à finalité administrative et les découpages issus de recherches spécifiques. Nous avons évalué le découpage de l'IBGE (les microrégions géographiques) comme étant le plus adapté à nos finalités. En dépit des inadaptations qui peuvent, dernièrement, être attribuées à ce découpage, nous restons persuadés qu'il est le plus pertinent dans le cadre de notre étude. De surcroît, il est issu de critères rigoureux appliqués à tout le territoire national par une institution fiable.

Pour comprendre la situation de la région de Caxias do Sul dans le contexte brésilien, et dans celui de la région Sud/Sudeste en particulier, nous avons relaté dans les grandes lignes, l'évolution de l'industrie brésilienne. Nous avons pu ainsi constater que la région a bien su

s'intégrer au mouvement global de l'économie brésilienne, à chaque période évolutive. Cette capacité d'adaptation a permis à la région de garder un dynamisme croissant, tout en approfondissant la diversification de l'industrie locale.

Dans le chapitre II « Les faits du dynamisme », nous avons dressé un tableau du dynamisme de la région de Caxias do Sul. En prenant appui sur l'approche historique, nous avons démontré que la diversification des activités était la résultante d'un processus évolutif conduisant de l'artisanat à l'industrie.

Nous avons constaté également que l'activité industrielle était responsable de la croissance démographique ainsi que du phénomène d'urbanisation. Les données relatives à la population rendent compte globalement d'une croissance significative. Quant à la population jeune, en particulier, elle représente une part importante, ce qui renforce le dynamisme démographique de la région. Du point de vue économique, nous avons évoqué le rôle essentiel de l'industrie à l'origine de la majeure partie du PIB régional influant, par là même, sur l'évolution de l'emploi.

En analysant le profil industriel des communes de la région nous avons pu constater leur caractère diversifié. Les développements suivants nous aideront à examiner la diversification industrielle en tant qu'un des fondements du dynamisme régional.

DEUXIEME PARTIE

**LES FONDEMENTS DU DYNAMISME : L'ANALYSE DE LA
DIVERSIFICATION INDUSTRIELLE**

INTRODUCTION

La deuxième partie s'attache à développer la ligne de force de cette thèse qui consiste à analyser la diversification industrielle à Caxias do Sul. Rappelons que dans notre hypothèse centrale, nous concevons la diversification industrielle en tant qu'un des éléments à l'origine du dynamisme économique de cette région.

Pour introduire le thème, nous présentons une synthèse des approches récentes sur le développement local en ce qui concerne en particulier le tandem diversification / spécialisation. Ce faisant, nous envisageons mettre en relief la question théorique de laquelle nous partons pour élaborer notre recherche.

En économie, l'idée que la spécialisation permet de baisser les coûts de production est assez répandue. La spécialisation d'une entreprise, alliée aux économies d'échelle, constitue le point central du fonctionnement du modèle fordiste de production. Depuis la fin des années 1970, la généralisation de l'innovation technologique a fortement augmenté les tendances à la spécialisation des entreprises dans un segment technique de production.

En termes d'économie spatiale, la spécialisation est vue également comme un atout. Par suite d'un espace géographique différencié, les activités économiques ont une répartition spatiale hétérogène, ce qui donne lieu à la spécialisation. La théorie néoclassique de l'échange souligne le rôle de la spécialisation à l'origine des avantages comparatifs. « Les modèles statiques de base mettent en évidence une spécialisation spatiale de complémentarité entre régions à caractéristiques différenciées valorisant leurs avantages comparatifs » (CATIN, 1994, p.234). D'après les modèles de Christaller et Lösch, la spécialisation spatiale est basée sur des économies d'échelle et sur des coûts de transports, ce qui signifie aussi une concentration spatiale de la production.

Aujourd'hui, dans le mode de production flexible, la spécialisation par produit est croissante et de plus en plus répandue, grâce aux progrès

technologiques et à la diffusion de la micro-électronique notamment¹. La progression de la spécialisation va de paire avec la croissance du commerce international. SALAIS et STORPER (1992, p.11) estiment que « dans un monde où le commerce international croît plus vite que la production, être spécialisé dans des produits dont la demande mondiale augmente, de façon durable, plus que la moyenne, offre, par définition, les multiplicateurs de croissance les plus élevés pour les firmes, les régions et les nations ». Les mêmes auteurs soulignent que « le développement de la spécialisation internationale s'éloigne des produits de masse pour reposer aujourd'hui sur la *particularité* de chaque produit. Cette particularité signifie que producteur et /ou demandeur ont imprimé une identité donnée au produit et qu'ils ont la capacité de la reconnaître » (SALAIS et STORPER, 1992, p.12).

On voit par ce qui précède, et qui se réfère plutôt aux pays développés, que la spécialisation est encore au devant de la scène. Dû à l'intensité des relations internationales à l'heure actuelle, même les pays en développement et les pays sous-développés sont concernés.

Si les spécialisations internationales forment un élément favorable dans le nouveau cadre de compétitivité, on pourrait dès lors conclure facilement que pour réussir, il faut être spécialisé. Cependant, si importante que soit la spécialisation, il nous paraît simpliste de préconiser cette idée comme une formule pour la réussite. Avancer sur ce terrain nécessite donc une grande prudence. Nous envisageons d'aborder le sujet dans ce chapitre.

Certaines approches récentes sur le développement régional soulignent l'importance de la spécialisation. Ceci, du point de vue de la structure interne de l'appareil productif régional d'une part, du point de vue de la position relative de la région dans un cadre territorial plus large (autres régions, nation, groupes de nations), d'autre part.

¹ Notons qu'en ce qui concerne la main-d'œuvre, la flexibilité remplace la spécialisation. Cela signifie qu'un travailleur hautement spécialisé du mode fordiste a cédé la place à un travailleur capable d'avoir une idée globale du processus, étant en mesure d'intervenir en n'importe quelle étape de production.

L'analyse des approches récentes sur le développement régional apparaît plus loin dans cette thèse, précisément au chapitre V, qui traite de la redécouverte de l'espace géographique à partir des mutations économiques. Nous jugeons utile de faire référence ici à certaines conceptions pour mettre en relief exclusivement la notion de spécialisation/diversification industrielle.

A propos des approches liées à la problématique marshalienne² des districts industriels, un certain degré de spécialisation est toujours relevé. Selon BECATTINI (1992, p.40), « les entreprises du district appartiennent généralement à la même branche industrielle, mais celle-ci doit être entendue au sens large », cela revient à englober les activités à l'amont et à l'aval de l'industrie principale, si elles existent dans le district. D'après PECQUEUR (1992), le district industriel dépend, entre autres, de la densité de son activité. « La densité doit se situer dans une seule branche de façon à ce que puisse circuler à l'intérieur du système, une quantité minimale d'informations relatives au même métier et aux mêmes savoir-faire » (p.6).

En continuant sur la voie ouverte par les approches italiennes qui se sont inspirées des théories de MARSHALL, on retrouve la notion de système productif localisé (SPL) originaire de l'IREPD-Grenoble, dont C. COURLET est un des divulgateurs. D'après cet auteur, le SPL consiste en des « entreprises regroupées dans un espace de proximité autour d'un métier, voire de plusieurs métiers industriels. (...) Le métier industriel dominant n'exclut pas la possibilité de l'existence de plusieurs branches industrielles » (COURLET, 1994, p. 18). Ici, même si la spécialisation n'est pas absolue, on voit bien qu'elle l'emporte sur la diversification industrielle.

Les approches inspirées par les districts marshalliens mettent clairement en relief la spécialisation, même toute « relative ». Un certain degré de spécialisation reste indispensable de ce point de vue. Cela est tout à fait logique. Comment pourrait-on imaginer autrement une

« osmose parfaite entre communauté locale et entreprises » (BECATTINI, 1992, p.37) ? Dans un milieu économique largement diversifié, avec plusieurs branches et/ou filières différentes, aux caractéristiques technologiques variées, on assisterait plutôt à une dispersion des divers types de métiers au lieu d'une concentration. Or, cette situation serait défavorable aux relations entreprises/environnement, dans la mesure où la coopération et les pratiques collectives deviendraient plus rares et improbables.

L'approche conceptuelle en termes de milieu innovateur, en revanche, n'attache pas une importance particulière à la spécialisation régionale. Cette approche étudie l'innovation comme moteur du développement régional, en mettant l'accent sur les potentialités du milieu. Dans ce cadre, le développement technologique résulte d'interactions au sein du milieu local. Par cette approche, la figure de l'entreprise innovatrice comme acteur principal du processus n'existe pas. L'entreprise devient, elle-même, un produit du milieu. L'innovation comme processus complexe de création de ressources, implique que l'entreprise se mette en relation avec son environnement. Les chercheurs du GREMI³ ont mis en relief le rôle des synergies locales où la proximité géographique favorise les échanges et l'apprentissage collectif. En langage marshallien, l'approche des milieux innovateurs reconnaît l'importance des externalités non marchandes liées à la pratique des communications interpersonnelles.

Pour brève que soit cette synthèse, elle nous permet de constater que la spécialisation productive ne figure pas parmi les traits essentiels des milieux innovateurs. Effectivement, nous n'avons pas trouvé l'idée de spécialisation industrielle comme point marquant du développement régional. Bien au contraire.

Philippe AYDALOT, le précurseur des chercheurs sur les milieux innovateurs, attire l'attention sur les bases du développement endogène.

² Alfred MARSHALL (1842-1924), économiste anglais dont les œuvres principales sont : *Principles of Economics* (1890), *Elements of Economics of Industry* (1900), *Industry and Trade* (1919).

³ Groupe de Recherche sur les Milieux Innovateurs.

« Il ne peut se fonder sur la monoactivité, ni même sur la filière unique. L'observation montre que les régions en crise sont celles qui avaient fondé leur développement sur des spécialisations strictes reposant le plus souvent sur des 'dotations' naturelles » (AYDALOT, 1984, p.56).

L'orientation multisectorielle comme condition de réussite du développement local, est aussi recommandée par MATTEACCIOLI, chercheur appartenant également au GREMI. D'après cet auteur, la diversification est un facteur de stabilité régionale, notamment dans la période actuelle où des réponses rapides sont exigées et où la planification à long terme a pratiquement disparu. « La région dotée d'un tissu économique et social diversifié est, grâce à la multiplication des activités et des entreprises et/ou des établissements qui y sont localisés, à la fois plus résistante aux chocs extérieurs et plus perméable aux changements. (...) La diversification intra-régionale favorise l'amplification et l'accélération des changements, ce qui rend les régions diversifiées plus perméables au progrès » (MATTEACCIOLI, 1992, p.50-51).

D'après ses considérations sur les avantages de la diversification dans les régions allemandes par rapport aux régions françaises, MATTEACCIOLI conclut que « le système régional qui se caractérise par une grande variété – tant dans sa composante structurale locale (secteurs, activités) que dans sa dynamique spatiale (acteurs régionaux, rapports de forces, rapports de solidarité) – est davantage apte à offrir une grande variété de réponses » (MATTEACCIOLI, 1992, p.50).

En dehors du GREMI, on retrouve d'autres auteurs qui préconisent la diversification régionale comme un élément de réponse aux agressions extérieures. Walter STOHR (1984, p. 198), par exemple, cite l'orientation multisectorielle parmi les caractéristiques des expériences endogènes de développement. Pour lui, « marcher sur plus d'une jambe » permet une interaction régionale accrue entre secteurs et fonctions économiques, en réaction aux monostructures spécialisées.

En résumant, nous pouvons considérer que la plupart des approches considérées ici évoquent la spécialisation dans une filière productive comme une des caractéristiques à la base du développement

local, notamment dans les cas des PME. Ce fait est d'autant plus compréhensible que les traits d'inspiration marshallienne dans ce domaine demeurent importants. Toutefois, au fur et à mesure que les analyses se sont différenciées, en intégrant d'autres interprétations, nous constatons que les risques encourus par une spécialisation extrême commencent à être mis en jeu. Notons que les théories sur le développement régional rarement conçoivent la diversification d'activités comme un substrat essentiel pour la réussite économique.

Notre étude sur une région industrielle diversifiée s'attache à mettre en valeur précisément cette caractéristique, pour montrer que la spécialisation ne consiste pas en l'unique voie envisageable pour le développement.

CHAPITRE III

LA DIVERSIFICATION COMME ATOUT REGIONAL

Avant de développer précisément le thème de la diversification industrielle comme fondement du dynamisme à Caxias do Sul, il est essentiel de garder à l'esprit que cette diversification n'est pas le seul fondement à considérer. En effet, il est possible d'envisager toute une série de facteurs à l'origine du dynamisme de la région de Caxias do Sul. Il nous semble évident qu'un processus d'une telle complexité ne peut pas être réduit à une cause unique. De fait, notre principale perspective consiste à admettre que les raisons du dynamisme sont enracinées dans l'histoire de cette région et touchent aussi bien les aspects historiques et culturels que les éléments économiques et sociaux.

Nous n'avons nullement l'intention d'approfondir ce propos, puisque cela déborderait du cadre de notre étude. Nous pensons tout de même intéressant de mettre en évidence d'autres axes explicatifs pour mieux cerner le dynamisme de la région. Nous exposerons nos réflexions issues de la recherche bibliographique et de nos études de terrain, y compris les entretiens avec les chercheurs et d'autres acteurs locaux.

Dans une vue d'ensemble de la région, nous mettons en lumière ces données historiques et culturelles, d'où nous pourrions dégager deux axes explicites pour la compréhension du dynamisme de la région de Caxias do Sul. Le premier porte sur les relations hors région et le second sur les caractéristiques des acteurs locaux.

Par relations hors région, nous entendons, d'un côté, les liens commerciaux entre la région et les autres échelles territoriales, telles que les régions voisines (la vallée du Caí, par exemple), la capitale Porto Alegre, ou encore d'autres Etats du Brésil et l'étranger d'autre part. Ce dernier point offre un intérêt notable pour la région qui, très tôt dans son histoire, s'est tournée vers l'extérieur, à la recherche de marchés plus porteurs, notamment que celui de sa propre région. De nombreux auteurs écrivent

que des colons-entrepreneurs ont fait preuve d'initiative en se déplaçant vers d'autres régions à la recherche d'une expansion des marchés⁴.

Pour renforcer l'idée de la quête de nouveaux marchés comme fondement du dynamisme régional, notons que ce trait a évolué dans le temps et qu'il est toujours présent. Bien avant la création du Mercosur, une grande industrie de carrosseries située à Caxias do Sul entama des relations commerciales avec l'Uruguay déjà dans les années 1960. De nombreux exemples de partenariats, de *joint-ventures*, de participations actionnaires entre les sociétés locales et des firmes étrangères sont d'actualité.

De plus, les relations hors région désignent aussi des contacts avec l'extérieur menés par les entrepreneurs locaux dans l'objectif d'obtenir les connaissances techniques nécessaires au développement d'une nouvelle activité en vue de perfectionner un procédé de production en cours⁵. Les relations avec l'Italie, en termes de savoir-faire et d'équipements, demeurent importantes depuis l'arrivée des premiers colons jusqu'à nos jours⁶.

Convenons également que l'ouverture vers l'extérieur (au sens large) a dynamisé l'activité de la région, tout en assurant son insertion dans l'économie brésilienne à chaque phase de son développement. Rappelons que les périodes des deux guerres mondiales ont stimulé davantage l'industrie régionale, qui a pu fournir aux marchés régionaux et nationaux les pièces détachées et les autres accessoires mécaniques dont l'importation avait été interrompue. Soulignons encore la période 1960-1970, lorsque de grands investissements publics dans les transports routiers au Brésil ont impulsé l'industrie du matériel de transport dans la

⁴Abramo Eberle, âgé de quatre ans a immigré avec ses parents en 1884. Jeune, il est devenu ferblantier dans la fabrique familiale (métallurgie). En 1901, il a organisé une cargaison de produits coloniaux (vin, fromage, charcuterie) en allant jusqu'à São Paulo pour vendre les marchandises. Ce n'est qu'un exemple illustratif de la capacité de conquérir les marchés les plus éloignés pour faire fructifier les affaires. (GIRON, 1978, p.86)

⁵ A titre d'exemple, notons qu'Angelo De Carli, en 1906, a fait venir du Paraguay des spécialistes ayant un procédé spécial de production du « maté » (herbe dont on boit la tisane) pour rendre sa fabrication plus avantageuse. Et il a réussi.(GIRON, 1978, p.87)

région, avec des effets d'entraînement sur le reste de l'industrie locale, y compris la création de nouvelles branches d'activités.

Introduisons le sujet du deuxième axe à l'origine du dynamisme de la région, à savoir les caractéristiques des acteurs locaux.

Les chercheurs spécialisés, entre autres, s'accordent sur le fait que l'esprit d'initiative est fortement présent dès le départ économique de la région. Au cours de l'histoire, les chefs d'entreprise ont su profiter de situations bénéfiques à leurs affaires, comme nous l'avons évoqué. En outre, ils ont su entreprendre également des actions politiques pour accomplir leurs objectifs. Très tôt, ils se sont organisés en association et sans tarder se sont fait entendre par le gouvernement de l'Etat⁷. Grâce aux démarches politiques de l'association, la colonie a obtenu la liaison ferroviaire avec Porto Alegre en 1910 et, en 1913, l'électricité. Plus tard, dans les années 1950, les classes dominantes régionales ont mobilisé la société locale autour du tracé de la future route nationale BR116, essentielle pour la liaison régionale avec le centre du pays. Le gouvernement n'avait pas l'intention de la faire passer par Caxias do Sul pour éviter les coûts plus élevés qu'engendrerait un relief accidenté. Cependant, les acteurs locaux, par un tour de force politique, ont réussi à faire détourner le tracé de la route, qui passe effectivement par la ville au point exact où se situe le célèbre « Monument à l'Immigrant »⁸.

Du fait de son comportement rusé, qui ne manquait pas d'audace ni de fermeté, il n'est pas surprenant que la classe industrielle de la région de Caxias n'ait jamais perdu une opportunité de faire progresser ses affaires. La recherche de nouveaux marchés, mentionné précédemment, en témoigne. Selon GIRON (1994, p.38), « les avantages tirés des

⁶ D'après nos entretiens, la participation aux expositions internationales spécialisées est une préoccupation constante des industriels pour se tenir au courant des nouvelles technologies (ce qui ne signifie pas qu'ils les intègrent aussitôt).

⁷ L'« Association Commerciale », créée en 1901, illustre la capacité d'organisation des hommes d'affaires. Elle servait d'intermédiaire tant entre les patrons et les salariés, qu'entre la région et le gouvernement de l'Etat. « Les commerçants organisés en associations étaient en mesure d'exiger des meilleures conditions matérielles pour leurs communes, tant du point de vue de l'infrastructure (routes, communications), comme pour influencer la désignation des fonctionnaires que le gouvernement de l'Etat gardait sur place » (GIRON, 1994, p.35 et 45)

particularités du moment historique et des nécessités immédiates du marché consommateur sont, vraisemblablement, les fils conducteurs du processus historique du développement de l'industrie régionale ».

Tout au long du XX^e siècle, les entrepreneurs régionaux ont bénéficié à plusieurs reprises de politiques sectorielles du gouvernement. En définitive, tout semble indiquer que l'esprit d'initiative a joué un rôle primordial dans le développement de la région, accompagné d'une certaine habileté dans les affaires. Cependant, la « débrouillardise » bien connue des « Italiens » à se faire de l'argent n'explique pas tout, bien entendu ⁹.

Le fait que les entreprises locales aient pu prospérer si solidement accrédite l'hypothèse que les taux de profit auraient été suffisamment élevés pour permettre le réinvestissement régulier dans la production industrielle et dans le développement des affaires en général. Pour donner un exemple récent, constatons que le capital industriel local opère des fusions et des achats d'entreprises, de nouveaux établissements sont installés, des participations financières à des sociétés étrangères sont pratiquées. Il nous semble alors légitime de se demander d'où viennent des profits si élevés ?

L'interprétation courante chez les acteurs locaux fait apparaître le travail à l'origine de la prospérité de la région et ce serait, par conséquence, la capacité de travail qui génère les profits élevés. Dans l'univers culturel de la région, le travail est vu comme une valeur sociale authentique héritée des immigrants. Dans cette approche, le travail est conçu comme une manifestation éthique plutôt que comme une activité concrète exercée dans le cadre historique d'une société de classes. L'idée

⁸ Ce fait nous a été rapporté par Mme FALCADE, géographe et professeur de l'Université de Caxias do Sul (enquête de terrain).

⁹ Pour lever toute ambiguïté, notons que notre interprétation ne doit pas être confondue avec celle de l'immigrant mythique dont la réussite se fonderait sur le travail acharné, en incarnant une sorte de « *self made man* ». Idée par trop répandue et qui ne correspond pas à la réalité. Nous savons que les immigrants italiens à Caxias do Sul ne constituaient pas une société autarcique où il suffisait de travailler pour réussir. Bien au contraire, ils étaient insérés dans la nation brésilienne, de laquelle dépendait leur réussite. La capacité entrepreneuriale des agents locaux a été justement de vouloir et de savoir s'intégrer économiquement à la nation, de manière la plus favorable possible vis-à-vis de leurs intérêts. D'après ce que nous avons pu constater sur le terrain, cette capacité est aussi forte aujourd'hui qu'auparavant.

simpliste d'attribuer au travail la prospérité de la région relève davantage de l'idéologie qui tente de rendre égaux les gens dans la société.

A notre avis, l'élément réel derrière cette idée tient aux caractéristiques de la main-d'œuvre et aux conditions de vie des travailleurs. Nous reprenons ici le thème du comportement des acteurs locaux comme hypothèse explicative du dynamisme de la région, dans le sens où les bas salaires auraient contribué à augmenter l'excédent de capital. En résumé, les masses ouvrières contribuent-elles aussi à la prospérité de la région.

Diverses études historiques évoquent les conditions d'exploitation dans lesquelles se trouvaient les colons, dans les premières usines qui émergeaient à peine de l'artisanat ¹⁰. Les rapports entre le monde rural et urbain, à cette époque, permettaient une reproduction de la force de travail basée sur les biens de consommation produits par des ménages ruraux (production domestique, autoproduction). Grâce à cela, le paiement des salaires inférieurs à ceux versés en milieu urbain devenait possible, puisqu'en ville l'ouvrier aurait été obligé d'acheter des biens de consommation courants sur le marché et à des prix plus élevés, bien évidemment ¹¹.

Avec le progrès de l'industrialisation et le développement urbain on pourrait espérer une valorisation de la force de travail, en conséquence de la formation d'une classe ouvrière organisée. Tout au contraire, les salaires se maintiennent relativement bas dans la région à cause de la faiblesse de l'organisation ouvrière. Les ouvriers ne réussissent pas à faire progresser leurs revendications parce que la région est dominée par un conservatisme politique assez fort.

Dans l'histoire de la région, on constate que ce conservatisme relève d'une caractéristique culturelle apportée par les immigrants. Le rôle dominant de la religion catholique chez les colons italiens est un facteur

¹⁰ Selon GIRON (1994,p.40), le prolétariat industriel se forma avec les fils des colons à la recherche d'une vie meilleure. « Très souvent, la connaissance préalable entre patron et ouvrier entraîna un comportement paternaliste de la part du premier, en rendant plus difficile la révolte des ouvriers contre les conditions de travail proposées ».

d'identité pour les membres de la société locale, mais il est aussi un élément de contrôle social très efficace¹². Le conservatisme, originaire de la condition même d'immigrant, renforcé par la religion catholique, s'est infiltré dans la culture locale et demeure aujourd'hui bien visible. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que les travailleurs n'arrivent pas à développer une conscience de leur condition de vie, malgré le fait que les bas salaires, le *turn over*, le travail informel, gagnent du terrain¹³.

Malgré le caractère synthétique des réflexions précédentes nous sommes en mesure de souligner la dimension multiple des fondements du développement de la région de Caxias do Sul. En effet, nous estimons que l'analyse régionale ne doit jamais perdre de vue l'ensemble de facteurs culturels et sociaux qui, dans l'histoire, sont à la base de phénomènes que l'on peut repérer dans le temps présent. Même si ces aspects ne forment pas l'objectif principal de l'étude, ils conservent une pertinence qui facilite l'interprétation des faits contemporains. Pour preuve, la diversification industrielle, thème central de cette deuxième partie, issue d'un ancien trait caractéristique de l'économie locale. Selon nous, l'évolution de la diversification d'activités a contribué grandement au développement de la région.

¹¹ Dans la propriété coloniale, on produisait de la nourriture (cultures vivrières et petit élevage) et de l'habillement (y compris des chaussures, des sabots, articles très rustiques, bien entendu), où le rôle des femmes était primordial. Voir, à ce propos, GIRON (1992).

¹² Sur le rôle de l'église catholique dans les colonies italiennes du Rio Grande do Sul, voir COSTA et DE BONI (1984, chapitres 9 et 10).

¹³ La crise économique des années 1980 a stimulé la contestation de cette situation. Malgré l'effort des *leaders* syndicaux à dénoncer la précarité du travail, la majorité des ouvriers n'est pas associée aux syndicats et la participation politique reste mal vue dans le milieu.

III.1 - LA DIVERSIFICATION INITIALE ET SON EVOLUTION JUSQU'AUX ANNEES 1950

La diversification industrielle à Caxias do Sul ramène à l'origine économique de la région. Dès l'arrivée des Italiens, la diversité de métiers témoignait des potentialités de développement de l'artisanat, et ensuite de l'industrie.

Nous avons précédemment mentionné cette diversité de métiers comme le résultat d'une « débrouillardise » des Italiens au moment de l'immigration. Pour satisfaire aux exigences du gouvernement brésilien, le contrat d'immigration prévoyait une limite maximale de 10% de non agriculteurs, car l'intention était de fixer des familles paysannes sur des terres jusqu'alors délaissées. Cependant, de nombreux candidats se déclarèrent agriculteurs pour pouvoir émigrer, alors qu'ils exerçaient d'autres métiers. Parmi eux, la littérature signale des forgerons, des boulangers, des photographes, des cordonniers, des pharmaciens, des commerçants, entre autres. On dénombre même quelques ouvriers industriels qui quittèrent l'Italie à cause de leurs engagements syndicalistes et leur participation à des mouvements de grève¹⁴.

Plusieurs auteurs soulignent l'importance de la diversité des savoir-faire dans la formation de l'industrie régionale. Selon HEREDIA (1997, p.66), les rapports officiels de l'époque rendent compte « d'un nombre élevé d'immigrants possédant des habiletés artisanales, présentant la maîtrise de savoir-faire et de techniques de travail acquises dans leur patrie d'origine. La vocation artisanale de l'immigrant italien s'exprime par la création de fabriques et d'ateliers qui se sont spécialisés dans la production du vin, dans la menuiserie et la charpenterie, dans la production de conserves et dans les forges ».

De toute évidence, la diversité de métiers a contribué à impulser la création d'industries dans la région, tout en sachant que ce n'est pas le seul

¹⁴ COSTA et DE BONI (1984), p. 215.

facteur.¹⁵ La preuve étant que Caxias do Sul, siège de la colonie, possédait déjà en 1882 – soit à peine sept ans après l'arrivée des immigrants – une brasserie, une savonnerie, plusieurs ateliers de forgerons, de tanneurs, de laitonniers, d'horlogers, de charpentiers, ainsi que des cabinets de barbiers et de cordonniers.¹⁶

En 1892, l'arborescence de l'industrie du village de Caxias do Sul illustre son dynamisme et la progression de la diversification d'activités.

Tableau n° 29

NOMBRE D'ATELIERS ET DE COMMERCES
DE LA COLONIE DE CAXIAS DO SUL - 1892

Scieries	10	Forges	14
Scieries à vapeur	3	Fabriques de laiton	5
Moulins à vapeur	2	Charpenteries	8
Moulins à l'eau	50	Cordonneries	25
Tanneries	7	Tailleurs	12
Brasseries	7	Tonnelleries	1
Liqueurs	3	Selleries	4
Boissons gazeuses	1	Distilleries	26
Chapelleries	3	Tissages	3
Vanneries	1	Autres	2
Insecticides	1	TOTAL	188

Source : PELLANDA (1950). *Apud* : HEREDIA (1997), p.68.

Nous observons que les ateliers typiquement urbains côtoient les fabriques de produits liés à l'activité agricole situées à la campagne. Progressivement, cet ensemble d'activités artisanales prend la forme de

¹⁵ Nous avons abordé les origines de l'industrialisation dans la région de Caxias do Sul dans II.1.

manufactures avec l'élargissement du marché intégrant les autres colonies de la région.

La précarité des données statistiques ne nous permet pas de retracer en détail l'évolution industrielle de l'époque, à propos de la diversification, mais nous relevons précisément dans la littérature la préoccupation de souligner cette caractéristique. HEREDIA (1997) par exemple affirme que « l'activité industrielle ne s'est pas limitée à la substitution des importations, mais d'autres branches se sont développées rapidement, comme l'alimentaire (les meuneries et les établissements vinicoles) et l'industrie extractive (le bois) notamment. » (p.69).

En 1910, 235 établissements industriels et 186 commerces ont été recensés dans le village de Caxias do Sul chef-lieu et zone rurale compris.¹⁷ Cette même année a été inaugurée une étape importante dans l'histoire régionale, puisque le transport ferroviaire fonctionne entre la région et Porto Alegre, la capitale. D'autre part, signalons l'avènement de l'électricité en 1913. Ces deux facteurs ont stimulé fortement la création de nouvelles activités dans la région, comme le montrent les données de 1920.

¹⁶ D'après ADAMI (1963). *Apud* : HEREDIA (1997) p.67.

¹⁷ *Recenseamento Municipal de Prefeitura de Caxias do Sul*, 1910. *Apud* : HEREDIA (19957)

Tableau n° 30

NOMBRE DE COMMERCES ET D'INDUSTRIES
DANS LA VILLE DE CAXIAS DO SUL - 1920

Commerces	150	Charcuterie	11
Meuneries	62	Bougies	6
Ateliers de réparation	7	Savons	6
Selleries	23	Couvertures en laine	1
Tonnelleries	32	Prod.Chimiques	1
Menuiseries	29	Défibreuse	1
Briqueteries	11	Pétards	1
Forges	5	Colles	1
Tanneries	13	Boissons gazeuses	6
Textile (laine et soie)	1	Chapeaux de paille	3
Objets métalliques	13	Pâtes	2
Vannerie	5	Torréfaction de café	2
Brasseries	3	Boissons diverses	3
Balais	4	Fromages	5
Chars	12	Chaudières	7
Maté (tisane)	16	Balances	2
		TOTAL	444

Source : *Album do Rio Grande*, ADAMI, J. *Apud* : HEREDIA (1997)

A partir de 1932, les statistiques commencent à dissocier d'un côté l'activité industrielle, du commerce de l'autre, et les données indiquent 280 établissements industriels, toujours dans la commune de Caxias do Sul. Pour essayer d'appréhender l'évolution de l'industrie locale jusqu'à la moitié

D'après le *Livro de Impostos de Indústrias e Profissões de 1910*, on compte 347 industries et ateliers à Caxias do Sul. *Apud* : FRIZZO (1997, p.50).

du XX^e siècle, nous avons élaboré le tableau suivant, en prenant en compte les différences entre les sources des données qui nécessitent quelques ajustements puisque les typologies d'activités ne coïncident pas.

Tableau n° 31

INDUSTRIES DE LA VILLE DE CAXIAS DO SUL - 1932 et 1948

BRANCHES	1932*		1948**	
	établ.	ouvriers	établ.	ouvriers
Alimentaires	68	243	88	1425
Meubles	15	79	-	-
Matériel transport	14	35	-	-
Habillement	34	79	31	204
Textile	7	509	16	1131
Cuirs	7	76	35	491
Bois	42	169	61	550
Métallurgie	54	366	70	1556
Bâtiment	1	1	11	186
Céramique	21	37	-	-
Chimie	6	22	7	86
Calcaire	-	-	31	329
Electricité	-	-	12	75
Relatifs aux sciences, arts et lettres	11	31	-	-
Diverses	-	-	51	252
TOTAL	280	1647	413	6285

* Source : *Censo Municipal de 1932, Recenseamento Industrial*,
Caxias

do Sul, 1932, in HEREDIA (1997,p.71)

** Source : *Album Comemorativo do 75° aniversário da
colonização*

italiana no Rio Grande do Sul, P.Alegre,
Globo, 1950 , en HEREDIA (1997, p.73).

Les chiffres précédents réclament une comparaison prudente mais l'augmentation du nombre d'établissements industriels : 133 en 16 ans est tout de même remarquable. Il convient de rappeler que ces informations ne tiennent pas compte de la région (formée par neuf communes), mais elles se réfèrent uniquement à la commune de Caxias do Sul. Ceci s'explique pour des raisons de disponibilité statistique, compte tenu du rôle prépondérant de Caxias do Sul par rapport aux espaces environnants.¹⁸

Les conséquences de la Deuxième Guerre Mondiale ont généré de nouvelles opportunités pour le développement industriel de la région. Le conflit mondial a créé des difficultés aux entreprises locales pour leurs importations de machines, d'équipements et de pièces de rechange. Ces obstacles ont été surmontés grâce à la production locale, stimulant l'expansion et la consolidation de certaines branches de premier ordre aujourd'hui telles que la métallurgie et la mécanique. Le cas de l'entreprise Abramo Eberle en est un bon exemple. En 1939 cette industrie métallurgique élabore le premier moteur électrique pour son propre usage et dès l'année suivante, cette production prend un caractère commercial.¹⁹

Il convient de mentionner que certaines industries, pendant le conflit mondial, ont été déclarées d'« intérêt militaire », les obligeant à fonctionner sur un rythme accéléré et à plein régime.

Le dynamisme patent durant ces années a engendré une productivité accrue, suivi d'un accroissement relatif des salaires réels. Par conséquent, la demande de biens de consommation a augmenté, ajoutant aux explications de la croissance industrielle de la région, sur cette période.²⁰

Pour résumer l'essentiel, la durée du conflit a stimulé l'industrie régionale vers la croissance et la diversification. A la suite des problèmes subis par l'économie brésilienne par rapport au commerce extérieur, les potentialités du marché pour l'ensemble des entreprises locales se sont élargies en direction d'autres états du pays. C'est ainsi que l'économie locale est parvenue à s'intégrer à l'économie brésilienne, et ce processus ne

¹⁸ Pour les autres communes, les informations sont précaires, voire inexistantes.

¹⁹ D'après FRIZZO (1997), p. 86.

²⁰ HEREDIA (1997), p.73.

se limite pas aux branches métallo-mécaniques, mais il touche entre autres, l'alimentaire et le textile.

De par ce qui précède, la diversification de l'industrie devient un facteur important du développement régional. Dans ce cadre, il est légitime de considérer la diversification comme vecteur permettant à la région de se doter d'alternatives déjà en germination tout au long de son histoire. La forme de fonctionnement diversifiée présente des avantages pour la région, dans la mesure où elle permet de faire face aux contraintes externes par le biais d'arrangements internes. Si nous envisageons le cas d'une structure industrielle spécialisée de telles possibilités se montrent beaucoup plus limitées.

La diversification est bien développée par HEREDIA (1997), lors de son analyse sur l'industrialisation de la commune de Caxias do Sul. Elle identifie la diversification industrielle comme « un des éléments différenciateurs de la région en relation aux autres espaces. A partir de son évolution, Caxias do Sul présente une industrie aux traits traditionnels, comme l'alimentaire, le bois et le textile, et une industrie à profil moderne, comme la mécanique, la métallurgie, l'électricité et l'industrie de transport » (p.74). A l'analyse, cette variété fait de la diversification une des caractéristiques de ce parc industriel (p.75).

III.2 – ENTRE 1960 ET 1985 LA DIVERSIFICATION S'APPROFONDIT

L'industrie de la région de Caxias do Sul a su profiter du contexte favorable de l'économie brésilienne dans la phase dite d'industrialisation « lourde » (1956-61)²¹, quand les secteurs de biens de production et de biens de consommation durable ont pris le devant de la scène.

Les grandes firmes situées dans le cœur industriel du Brésil ont développé un réseau de fournisseurs et de distributeurs dans les régions Sud et Sudeste du pays. Cette situation a fortement contribué à la création et à la

modernisation de petites et moyennes entreprises dans ces régions. De plus, les grands investissements étatiques dans le domaine de l'infrastructure ont contribué au développement du transport routier. Pour la région de Caxias do Sul, ces deux éléments ont participé à la croissance des branches métallurgie, mécanique et matériel de transport, notamment, en lien avec la construction automobile et la production d'électroménagers qui s'installèrent à São Paulo et à Rio de Janeiro.

Pour la région de Caxias do Sul, l'industrialisation s'est consolidée dans les décennies 1960 et 1970, grâce au développement des potentialités locales. L'existence d'un marché dynamique a permis d'assurer les investissements des capitaux locaux dans la modernisation des branches traditionnelles, mais aussi dans la création de nouvelles activités. Cette période se caractérise ainsi par une diversification profonde, comme nous le montrent les données du tableau suivant.²²

²¹ Voir I.3.1.

²² Pour l'analyse de la diversification sur la période 1950/1985, nous disposons des données de l'IBGE provenant des recensements économiques effectués à chaque décennie. Grâce à cela, nous pouvons évaluer la situation dans l'ensemble de la région en question, et pas uniquement dans la commune de Caxias do Sul, comme répété jusqu'ici. Ces rapports statistiques nous fournissent les informations indispensables par communes et par branches industrielles.

Des écueils restent encore à détecter. Premièrement, nous devons admettre que les recensements économiques – agriculture, industrie, commerce et services – ne conservent pas la même présentation d'informations. Celui de 1950 par exemple, ne fournit pas le nombre d'établissements industriels par branches et par communes dans le même intervalle de temps, raison pour laquelle nous le rejetons. En outre, l'IBGE a cessé en 1985 de produire les recensements économiques, ce qui nous oblige à changer de source de données après cette date.

Tableau n° 32

DIVERSIFICATION INDUSTRIELLE DANS LA REGION DE CAXIAS DO SUL**1960 – 1970 - 1985**

Nombre d'établissements par branche - Participation (%)

BRANCHES	1960	1970	1985
minerais non métallifères	14,1	13,2	5,7
métallurgie	4,8	5,6	12,1
mécanique	2,0	4,1	6,9
matériel électrique et de communication	0,2	1,1	2,0
matériel de transport	1,2	2,6	2,4
bois	16,8	13,9	9,9
meubles	7,5	7,9	10,1
papier et carton	0,5	0,3	0,5
caoutchouc	0,5	1,2	0,7
cuirs et pelleterie	1,8	0,8	1,1
chimie	1,4	0,8	1,0
pharmaceutique	0,0	0,1	0,1
parfumerie, savons et bougies	0,8	0,5	0,3
produits plastiques	0,3	0,6	1,7
textile	3,9	5,5	3,5
vêtements et chaussures	5,0	5,8	15,0
produits alimentaires	18,2	14,9	8,1
boissons	18,9	16,0	12,4
éditions et imprimerie	1,8	1,7	2,5
autres	3,8	3,5	4,0
TOTAL	100,0	100,0	100,0

Source : IBGE, *Censo Industrial*, 1960,
1970, 1985.

De manière générale, on observe une tendance à la dispersion du nombre d'établissements sur un temps long, de 1960 à 1985. Au début de la période, les participations les plus significatives présentent des pourcentages très élevés (entre 14% et 19%), tandis qu'en fin de période, nous remarquons la moyenne basse des participations ne dépassant pas les 15%. De plus, notons que les branches principales – en nombre d'établissements – en 1960 se distinguent de celles de 1985. Nous en concluons que la diversification industrielle a engendré une nouvelle configuration dans l'industrie régionale.

En 1960, les minerais non métallifères, le bois, l'alimentaire et les boissons occupaient un rôle prépondérant (entre 14% et 19%), en phase de consolidation de l'industrie dite traditionnelle. En 1985, les participations les plus élevées restent en proportion inférieures à 15%, et les branches majeures ont changé. Parmi les dominantes (participation au-dessus de 10%) sont la métallurgie, les meubles, les vêtements et chaussures. La branche des boissons a conservé une bonne position, malgré sa baisse relative.

Entre 1960 et 1970, le nombre d'établissements croît intensément dans la métallurgie, la mécanique et le matériel de transport, comme évoqué plus haut. Cependant, entre 1970 et 1985, un nouvel apport de branches aussi performantes s'ajoute à la liste : meubles, produits plastiques, vêtements et chaussures.

Le mouvement de dispersion du nombre d'entreprises parmi les branches préfigure clairement un processus de diversification industrielle. Dans la mesure où la distribution des établissements s'équilibre peu à peu, il apparaît légitime d'accorder une attention particulière aux nouvelles branches. Examinons quelques cas de figure.

L'industrie du meuble en bois est depuis longtemps présente dans la région. Nous constatons néanmoins un changement notable à partir des années 1980, quand de nouveaux marchés se sont ouverts et de nouveaux matériaux ont été utilisés dans la production. Profitant des connaissances antérieures, le secteur est parvenu à se moderniser de manière à s'intégrer aux marchés internationaux. Cette branche connaît un développement tel,

qu'elle a bousculé la structure du PIB industriel de la commune de Bento Gonçalves où elle se concentre²³. Les postes de travail dans le mobilier en 1970 étaient au nombre de 764, dans cette commune, tandis qu'en 1985 l'IBGE en a recensé 6 331. Autrement dit, l'emploi a multiplié par huit, en quinze ans.

Au sujet de l'industrie de produits plastiques, nous remarquons qu'il s'agit d'une nouvelle branche qui s'est créée au sein de l'industrie régionale. Sa participation en nombre d'établissements, très peu significative en 1960 (0,3%), a considérablement augmenté dans la période (1,7% en 1985). Les données de l'emploi confirment la croissance rapide de l'industrie de produits plastiques. Il suffit de préciser qu'en 1970 il n'y avait que 57 salariés dans toute la région, puis 971 quinze ans plus tard. Cela signifie que la main d'œuvre a multiplié par dix-sept, dans la période.

De ce qui précède résulte une diversification de l'industrie régionale approfondie entre 1960 et 1985, période d'intense croissance industrielle (1970-1980).²⁴ Ce fait concourt à l'idée que la croissance bénéficie, en quelque sorte, de la diversification industrielle de la région. Plus l'industrie se développe, plus elle se diversifie.

III.3 – LES ANNEES 1990 : UNE DIVERSIFICATION RENFORCEE LORS DE LA RESTRUCTURATION INDUSTRIELLE

Malgré les contraintes de la crise économique et la conséquente restructuration industrielle, l'économie régionale ne s'est pas lancée dans un mouvement de concentration des activités industrielles, comme cela a été le cas dans d'autres régions. Autrement dit, le recours à la

²³ La production de vins et la fabrication de meubles, les secteurs industriels les plus importants de Bento Gonçalves, ont, des années durant, été respectivement au premier et au second rang. En 1976, le classement change puisque la fabrication de meubles dépasse la production vinicole, d'après les données de *Hierarquia socio-econômica de Bento Gonçalves*, Centro da Industria, Comércio e Serviços de Bento Gonçalves, 1999, p.25.

²⁴ Voir II.3.

spécialisation n'a pas été une stratégie de la région de Caxias do Sul pour faire face aux changements économiques internationaux.

Les données qui suivent nous permettent d'interpréter la diversification industrielle dans la région comme une réponse aux aléas de la conjoncture (nationale et internationale). Pour aller plus loin, il nous paraît légitime d'y voir une stratégie de défense de cette région, même si cela n'est pas volontaire de la part de tous les agents locaux. L'évolution historique explique cette démarche : la tendance à la diversification fait partie du mode de développement de cette région. Pendant les années 1990, la mise en valeur des potentialités locales s'est dirigée exactement vers la consolidation de cette tendance.

Prenons les années 1990, 1993, 1996, 2000, et examinons la distribution des établissements et de l'emploi selon les branches industrielles (tableau n° 33)²⁵. En avertissement, signalons le fait qu'il s'agit de participations de chaque branche au total de l'industrie régionale, et cela ne signifie pas la performance économique de la branche mais son importance dans l'ensemble de l'industrie. Pour bien choisir cette nuance, remarquons que la métallurgie présente une diminution de participation dans l'emploi régional (17,1% en 1990 et 16,4% en 2000), tandis qu'en valeurs absolues la branche passe de 13 627 à 14 151 emplois, pour la même période. La croissance plus intense d'autres branches est à l'origine de cette situation particulière.

²⁵ La disponibilité de données nous permet d'approfondir l'analyse de la décennie 1990, en considérant non seulement le nombre d'établissements, mais aussi l'emploi. Cela n'a pas été possible pour la période précédente parce que la série d'informations sur l'emploi par branche et par commune était incomplète.

Tableau n° 33

REGION DE CAXIAS DO SUL
DIVERSIFICATION INDUSTRIELLE SELON LE NOMBRE D'ETABLISSEMENTS ET L'EMPLOI

Participation % - Evolution 1990 - 2000

BRANCHES	1990		1993		1996		2000	
	établiiss.	emplois	établiiss.	emplois	établiiss.	emplois	établiiss.	emplois
minéraux non métallifères	3,9	1,6	3,8	1,5	2,9	1,1	2,5	1,3
métallurgie	14,1	17,1	12,8	16,2	16,3	16,2	16,8	16,4
mécanique	8,5	12,8	8,6	11,1	6,7	7,4	6,2	8,2
matériel élec. et de comm.	2,7	2,1	3,4	2,8	3,3	7,0	2,9	4,9
matériel de transport	2,7	13,5	3,0	16,0	3,3	12,2	2,6	15,4
bois	7,2	3,9	6,9	3,5	6,3	2,9	5,0	3,1
meubles	11,8	11,6	12,7	14,3	13,6	15,7	12,4	15,1
papier et carton	0,4	0,6	0,4	0,2	1,0	1,1	0,8	1,4
caoutchouc	0,9	1,5	0,8	1,3	0,1	1,1	0,8	1,2
cuirs et pelleterie	1,2	1,1	0,9	0,9	2,2	3,9	2,4	3,4
chimie	1,4	0,7	1,6	0,9	1,5	0,8	0,7	0,5
pharmaceutique	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0
parfumerie, savons, bougies	0,3	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0	0,3	0,0
produits plastiques	2,0	1,7	3,0	3,1	3,8	3,9	4,2	5,7
textile	6,2	6,5	5,0	3,2	3,8	3,1	2,8	2,8
vêtements et chaussures	22,6	15,7	22,0	15,3	19,0	11,4	20,2	7,9
produits alimentaires	6,2	4,8	7,1	5,2	7,6	7,4	8,6	7,6
boissons	5,0	2,8	4,8	2,8	4,8	3,1	7,2	3,1
éditions et imprimerie	2,9	1,8	2,9	1,7	3,4	1,6	3,5	2,0
TOTAL	100	100,0	100	100,0	100	100,0	100	100,0

Source : RAIS, 1990, 1993, 1996, 2000

Soulignons que la branche produits plastiques a augmenté fortement sa participation dans l'industrie de la région pendant les années 1990, tant en emploi qu'en nombre d'établissements. En valeurs absolues, l'emploi est passé de 1 366 en 1990, à 4 912 en l'an 2000. Parallèlement le nombre d'établissements a cru de 57 à 359. Cette tendance repérée précédemment a bien réussi à rendre l'industrie de produits plastiques mieux insérée dans le contexte industriel régional.

Une étude conduite par l'Université de Caxias do Sul²⁶, nous révèle la prédominance de petites et moyennes entreprises au sein de l'industrie de produits plastiques jusqu'aux entreprises *leaders* de taille moyenne. La plupart des entreprises sont récentes puisque 65% de l'échantillon regroupent des créations post-1980. La production est en grande partie sous le régime de la sous-traitance avec des entreprises locales appartenant aux branches de matériel de transport, meubles, coutellerie, boissons, alimentaire, chaussures, équipements agricoles. Quant à la destination de la production, déjà évoquée, l'essentiel revient à la propre région et, en moindre proportion, aux états de São Paulo et de Rio de Janeiro.

Il est bon de noter que la région ne fournit pas les matières premières à l'industrie de produits plastiques, celles-ci proviennent soit du pôle pétrochimique de Triunfo, dans la région métropolitaine de Porto Alegre, soit des pôles pétrochimiques de São Paulo et de Bahia.

De niveau technologique inférieur, l'industrie de produits plastiques n'est pas très modernisée. L'étude citée révèle que la majorité des entrepreneurs ne s'intéresse pas particulièrement à l'utilisation de systèmes de base microinformatique, ni aux laboratoires dans le but de tester les matières premières et d'effectuer des essais mécaniques.

La performance de cette nouvelle branche s'appuie plutôt sur les potentialités du marché régional que sur l'innovation technologique et organisationnelle. Celle-ci est un élément important pour étayer les perspectives d'expansion productive, mais il est certain que l'innovation n'est pas le facteur décisif de la croissance récente de la branche. De notre

²⁶ Université de Caxias do Sul, Centre de Sciences Exactes et Technologie, *Programme du Plastique*, CASTILHOS (1997).

point de vue, l'industrie de produits plastiques est parvenue à s'installer - et notamment à se développer - dans la région grâce à la diversité industrielle de celle-ci. L'existence de différentes branches industrielles en mesure d'utiliser des composants en matière plastique a assuré les bonnes conditions pour le développement de la branche étudiée.

Deux autres branches industrielles ont une performance remarquable durant les années 1990, contribuant ainsi à diversifier la région. Nous voulons évoquer l'industrie du meuble et celle du matériel électrique et de communication. Toutes les deux ont gagné en participation au cours de la décennie²⁷, la première d'entre-elles a une dimension plus significative dans le contexte régional.

L'industrie du meuble dans la région s'est développée grâce aux connaissances artisanales des immigrants, d'une part, et la disponibilité du bois, d'autre part. La fabrication de meubles simples, à l'usage domestique, est développée depuis longtemps. Retenons, toutefois, que la poussée subie par le secteur pendant les années 1990 n'est pas simplement le résultat d'une évolution. De nombreuses études s'accordent à reconnaître un changement qualitatif du secteur.

En envisageant leur insertion compétitive dans les marchés internationaux, les entreprises locales ont bénéficié de l'ouverture économique du pays pour renouveler leurs équipements. En effet, pendant la décennie 1990, les taux de change favorables et l'abondance de financements ont positivement joué, de sorte que les machines en provenance de l'extérieur sont devenues moins coûteuses mais aussi techniquement plus avancées que les équipements fabriqués au Brésil. COUTINHO (2001) remarque que la modernisation du secteur s'est diffusée à l'organisation des entreprises (jusqu'alors une tradition familiale) et à la qualification de la main-d'œuvre.

Existant dès 1983, le CETEMO (Centre de Technologie du Mobilier et du Bois) est devenu un agent important de modernisation de l'industrie du meuble. D'autant plus que l'innovation dans le design et dans les nouveaux

matériaux constitue le moteur qui fait avancer actuellement cette industrie. Le Centre s'occupe de la formation de la main-d'œuvre (dans différentes modalités), mais il dispose aussi de consultants pour aider les entreprises, ainsi que des laboratoires pour effectuer des essais technologiques.

La création, en 1994, d'une formation supérieure en technologie de production de meubles dans le cadre de l'Université de Caxias do Sul témoigne de l'importance accrue de la qualification de la main-d'œuvre dans la décennie en question.

Il est vrai que la modernisation n'a pas touché toutes les entreprises. Des études rendent compte que ce mouvement se trouve plutôt parmi les grandes entreprises et parmi certaines moyennes entreprises. La grande partie des entreprises de la branche meuble se situe à des niveaux technologiques hétérogènes. En clair, dans la même usine industrielle, il reste probable que des équipements modernes côtoient des machines obsolètes.²⁸

La branche meubles est formée par 290 établissements environ (à capitaux nationaux), dont seulement 4 sont de grandes entreprises (au-dessus de 500 emplois), 32 moyennes, 90 petites et 164 micro-entreprises (au-dessous de 20 emplois)²⁹. Les grandes entreprises sont exportatrices, notamment vers les Etats Unis, vers l'Europe et le Mercosur, et sont évidemment pourvues des technologies les plus avancées. Malgré une coopération peu prisée par le secteur, nous pouvons déceler l'amorce récente de certaines pratiques associatives envisageant la construction d'avantages concurrentiels ³⁰.

En troisième position, nous devons analyser le comportement de la branche du matériel électrique et de communication, qui a augmenté sa participation dans l'emploi industriel régional. Compte tenu du faible poids de cette branche dans la région (en 1970, elle ne couvrait que 1% de

²⁷ La participation de la branche meubles est passée de 11,6% à 15,1% (pour l'emploi) entre le début et la fin de la décennie. Pour le matériel électrique et de communication, les pourcentages sont de 2,1% et 4,9%. (Tableau n° 33)

²⁸ ROSSINI (1998), p. 91

²⁹ Voir II.3.4

³⁰ COUTINHO (2001), p.17

l'emploi), les années 1990 lui ont permis de développer ses activités à tel point qu'en 2000, elle est responsable de presque 5% de l'emploi.

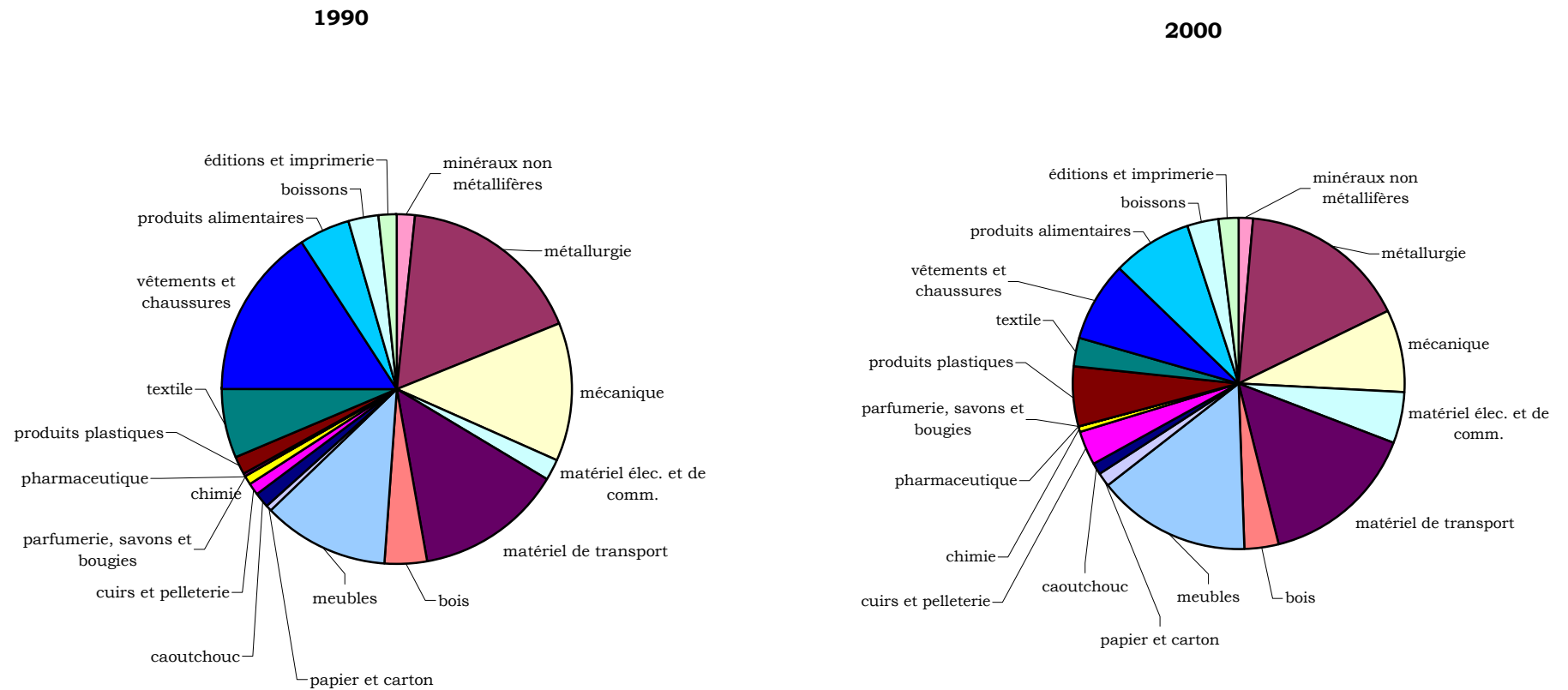
Cette industrie produit toute une gamme de composants électriques qui va des stabilisateurs et des transformateurs de courant, jusqu'aux pièces pour l'illumination, en passant par des parties de systèmes de réfrigération, mais aussi de moteurs électriques. Les marchés consommateurs sont assez larges. Les industries régionales vendent leur production à l'Etat du Rio Grande do Sul, mais aussi aux industries de l'électroménager à São Paulo et à l'étranger, notamment dans le Mercosud. Les deux entreprises du secteur que nous avons interviewé vendent plus de 70% de leur production à d'autres états brésiliens

A l'échelle du pays, l'industrie du matériel électrique et de communication est un des secteurs de l'industrie brésilienne parvenu à améliorer sa productivité pendant la décennie 1990. Rappelons que la productivité du travail a augmenté de 10% par an, entre 1991 et 1997, comme nous l'avons signalé plus haut dans cette thèse.³¹ Or, l'industrie régionale n'est pas restée à l'écart de ce processus, mais au contraire, son comportement va de paire avec ce qui se passe au niveau national.

En revenant sur l'ensemble de la région, soulignons qu'il ne s'agit pas ici d'un remplacement des branches traditionnelles par de nouvelles branches. La diversification s'intensifie grâce aussi à la performance des branches déjà existantes dans le contexte local, et qui ont en général gardé leur dynamisme. Le graphique suivant nous montre que les branches déjà existantes n'ont pas disparu, mais elles ont dû « partager le gâteau » avec les nouvelles branches ou avec celles qui ont connu un nouvel essor, « produits plastiques » et « meubles » par exemple.

³¹ Voir I.3.1, tableau n° 5.

Graphique n° 16
REGION DE CAXIAS DO SUL
DIVERSIFICATION INDUSTRIELLE SELON L'EMPLOI



Source : RAIS

Il est possible d'aborder de deux manières la spécialisation ou la diversification d'une région. La première traite d'évaluer le poids des branches en rapport au total de l'industrie régionale, comme nous le pratiquons jusqu'ici. La deuxième solution consiste à examiner l'importance d'une branche industrielle localisée dans une région, par rapport à la même branche située dans un territoire plus large, qui peut être un état ou même un pays. Par exemple, analyser la branche « meubles » dans la région de Caxias do Sul et la même branche dans l'économie de l'Etat du Rio Grande do Sul. Cette deuxième piste envisage le problème de la concentration spatiale des activités.

Nous mettrons l'accent sur le premier point de vue puisque nous avons décidé de privilégier la réalité régionale comme objet d'étude. En conséquence, nous travaillons d'avantage sur l'idée de diversification ou de spécialisation industrielle de la région par rapport à elle même, en utilisant la notion de participation de chaque branche à l'ensemble régional.

Toutefois, dans l'intention d'enrichir l'analyse, nous présenterons le deuxième point de vue dont l'intérêt est de montrer qui représentent les branches de Caxias do Sul dans le contexte industriel de l'Etat du Rio Grande do Sul. Pour ce faire, nous utilisons le quotient de localisation qui fait partie des méthodes d'analyse en économie régionale.³² Nous avons calculé le quotient de localisation ayant pour base la variable emplois. Le tableau n° 34 présente les quotients pour 1990 et pour 2000, ainsi que des explications sur le calcul et l'interprétation des résultats.

³² HADDAD, P. dir. (1989)

Tableau n° 34

INDUSTRIE DE LA REGION DE CAXIAS DO SUL

Quotient de localisation selon l'emploi

BRANCHES	QL	
	1990	2000
minéraux non métallifères	0,570	0,442
métallurgie	1,571	1,765
mécanique	1,543	1,108
matériel électrique et de comm.	0,809	2,026
matériel de transport	3,405	3,300
bois	1,145	1,003
meubles	3,119	2,631
papier et carton	0,356	0,768
caoutchouc	1,163	0,665
cuirs et pelleterie	0,250	0,712
chimie	0,187	0,214
pharmaceutique	0,630	0,160
parfumerie, savons et bougies	0,054	0,067
produits plastiques	0,881	1,375
textile	2,418	1,808
vêtements et chaussures	0,530	0,284
produits alimentaires	0,354	0,514
boissons	1,284	1,835
éditions et imprimerie	0,698	0,663

Source : RAIS

QL = quotient de localisation

QL=A/B où :

A= emploi dans la branche "x" de la région / emploi dans toutes les branches de la région

B= emploi dans la branche "x" de l'Etat du RGS / emploi dans toutes les branches de l'Etat

Si QL=1 La branche "x" a la même importance relative dans la région et dans l'Etat

Si QL>1 La branche "x" est relativement plus importante dans la région que dans l'Etat

Si QL<1 La branche "x" est relativement plus importante dans l'Etat que dans la région

Les branches dont le QL (Quotient de Localisation) dépasse l'unité sont considérées plus fortes dans la région que dans l'Etat. Dans ce groupe, le matériel de transport, les meubles et le matériel électrique et de communications présentent un QL très élevé, signifiant qu'elles ont un poids considérable à Caxias do Sul.

De fait, nous avons pu constater précédemment dans cette thèse que l'industrie du matériel de transport occupe une place privilégiée dans la région, plus précisément dans la commune de Caxias do Sul où se situent les cinq plus grandes entreprises du secteur.³³ Hormis la région, des grandes industries du matériel de transport ne sont pas repérables dans le territoire *gaúcho*.

Le quotient élevé des industries de meubles, à son tour, montre le poids accru de cette branche par rapport à l'Etat. Suite à l'expansion accélérée de cette industrie pendant les années 90, nous devons admettre que la commune de Bento Gonçalves devient le pôle du mobilier de l'extrême Sud du Brésil.

A l'analyse de la branche « matériel électrique et de communication », nous remarquons un comportement très particulier dans la période. En 1990, la branche présentait un QL de 0,809 indiquant qu'elle était plus importante dans l'ensemble de l'Etat que dans la région. En dix ans, cette situation a changé radicalement, puisque le QL est de 2,0026 en 2000. Ce fait paraît refléter une forte tendance de concentration de l'industrie du matériel électrique dans la région de Caxias do Sul relativement à l'Etat.

Cette tendance se vérifie de la même manière pour la branche « produits plastiques », dont le QL en 1999 était de 0,881, passant à 1,375 en 2000. La croissance de cette branche dans le cadre régional a fait l'objet de nos considérations à l'occasion de l'analyse de l'emploi industriel.³⁴

Nous pouvons noter de nouveau sur le tableau n° 34 que l'industrie des boissons a eu un regain d'importance dans la période étudiée, car le QL a augmenté de 1,284 en 1990 à 1,835 en 2000³⁵. Cela signifie que la production vinicole commence à se relever grâce aux efforts de modernisation de la production qui ont été menés par les producteurs. Malgré les effets négatifs de la concurrence des vins en provenance d'autres

³³ Les entreprises de plus de 500 salariées sont : Agrale, Fras-le, Guerra, Marcopolo, Randon.

³⁴ Rappelons ici que l'emploi dans les industries de produits plastiques ont présenté une croissance de 167 points entre 1990 et 1999. Voir II.4.1.

³⁵ Le quotient de localisation n'est guère significatif du fait que la branche « boissons » intègre aussi la production de bière et de boissons gazeuses. Ces secteurs sont présents dans d'autres régions de l'Etat et ne sont donc pas représentatifs dans la région.

pays du Mercosud, la production de vins régionale a tout de même pu améliorer sa performance.

En appréciant les données d'une vue d'ensemble, nous pouvons tirer quelques conclusions à titre indicatif. Notons que la mécanique, le matériel de transport, les meubles, le textile, sont des branches majeures dans la région par rapport à l'Etat. Elles présentent des quotients de localisation diminués entre 1990 et 2000, ce qui témoigne d'une distribution en quelque sorte moins concentrée dans le territoire de l'Etat qu'au début de la décennie. Le développement de ces branches dans d'autres sites du Rio Grande do Sul (en dehors de la région de Caxias) est à l'origine de ce fait. Par ailleurs, ce mouvement contribue à renforcer l'idée que la région de Caxias do Sul ne tend pas à concentrer la production de la mécanique, du meuble, du textile, ni du matériel de transport au détriment d'autres régions de l'Etat.

Rappelons que la recherche de réduction de coûts de production a mené de nombreux secteurs de l'industrie à une plus grande spécialisation. Pour si grande que soit la spécialisation au niveau des établissements, la région – en tant qu'économie territorialisée – ne suit pas la même trajectoire. S'il est vrai que la période de la restructuration industrielle a favorisé le développement de certaines branches dans la région de Caxias do Sul, il est aussi exact que cela n'a pas signifié un nouveau pas vers une éventuelle spécialisation.

D'une part, l'industrie du meuble est parvenue à moderniser l'équipement grâce aux importations, notamment dans la période du « real fort », c'est-à-dire entre 1994 et 1999. Les taux de change étant favorables, des flux d'importations plus intenses ont permis un important changement technique, non seulement dans le domaine du mobilier, mais d'autres branches en ont bénéficié. Dans le cas des meubles, cette modernisation a amené la branche à prendre une position dominante dans la région. A la condition, bien évidemment, qu'il n'y ait pas d'autres branches aussi dynamiques.

D'autre part, des sous-branches appartenant à la mécanique, au matériel de transport et au matériel électrique et de communications –

responsables de la production de pièces détachées et de composantes automobiles - ont connu un grand dynamisme poussé par les industries du centre du pays. Compte tenu du fait que le dit « pôle métallomécanique » est considéré comme le secteur le plus important de la région, il aurait bien pu être à l'origine d'un processus de spécialisation industrielle dans la région.

Ces deux exemples illustrent deux possibilités pour la région de changer de direction vers une spécialisation industrielle, ce qui n'a pas été réalisé, comme nous l'avons démontré. Etant donné que la spécialisation est une caractéristique souvent identifiée dans plusieurs régions et même approfondie dans les années 1990 au Brésil, il nous semble légitime de reconnaître la diversification industrielle comme une « originalité » de la région de Caxias do Sul.

CHAPITRE IV

COMPARAISON AVEC UNE REGION SPECIALISEE :

LE CAS DE LA VALLEE DU SINOS

Dans ce chapitre, nous traitons d'une région industrielle du Rio Grande do Sul dont la caractéristique principale est la spécialisation. Selon nous, cette démarche servira à démontrer que les régions industrielles fortement spécialisées sont plus vulnérables aux aléas conjoncturels de l'économie internationale, à l'ère de la mondialisation.¹

Soulignons que notre analyse sur la région de la Vallée du Sinos ne se veut pas exhaustive. L'objectif est ici d'en extraire les éléments de base pour étayer notre raisonnement sur la vulnérabilité des régions hautement spécialisées. Nous donnerons une illustration générale de cette région pour en tracer les contours et pouvoir ainsi comprendre son développement².

IV.1 - LA VALLEE DU SINOS : DECOUPAGE TERRITORIAL ET REPERES HISTORIQUES

La Vallée du Sinos est formé d'un groupe de communes situées au nord de Porto Alegre, quasiment en continuité avec la capitale et avec les communes périmétropolitaines. Il s'agit d'un territoire inconsiderément nommé « région », compte tenu de l'inexistence d'un découpage officiel reconnu et largement accepté. Les ouvrages sur ce territoire ne s'accordent pas sur un découpage précis.

¹ Une étude exhaustive et riche sur les vulnérabilités d'une autre région spécialisée se trouve dans l'ouvrage *Reestruturação industrial em Santa Catarina* de LINS, H. (2000e) qui porte sur la région Nord-Est et la Vallée de l'Itajaí, dans l'Etat du Santa Catarina. Spécialisée dans le « textile-habillement », la région a subi les conséquences de l'ouverture des marchés et de la surévaluation du *real* par rapport au *dollar*, notamment entre 1994 et 1995, comme le montre le Tableau n°7, page 90 de l'ouvrage cité.

² H. SCHMITZ (1996) traite de la Vallée du Sinos en tant que district industriel hautement spécialisé, dans l'analyse de l'efficacité collective chez les PME dans les pays en développement.

Sur le terrain, on parle très aisément de la Vallée du Sinos comme d'une réalité nettement repérable et cela grâce au complexe cuir-chaussures qu'y est installé. Quand on évoque la « région de la Vallée du Sinos », cela signifie clairement un lieu de production de chaussures. Toutefois, on ne s'interroge presque jamais sur les limites physiques de cette économie territorialisée, car le secteur industriel préoccupe plus que la région. Il en résulte que plusieurs découpages sont envisageables, ce qui rend le problème encore plus flou et difficile à cerner. Mais, contraints par la nature des données statistiques, les chercheurs ont besoin d'une délimitation territoriale.

Le découpage officiel de l'IBGE, que nous avons traité en I.2.3, considère que les communes particulièrement touchées par le complexe cuir-chaussures sont situées, d'une part, dans la microrégion « Porto Alegre », d'autre part, dans la microrégion « Colonial da Encosta da Serra Geral » (voir carten° 3). Ce découpage présuppose que la « région » de la Vallée du Sinos ne constitue pas une véritable région.

La régionalisation entendue par l'IBGE fait actuellement l'objet de critiques dans la mesure où elle ne correspond pas à la réalité des régions issues des transformations récentes de l'économie et de la société brésiliennes. En effet, il convient d'admettre que le découpage régional de l'IBGE échappe totalement aux nombreuses réalités régionales de ce vaste pays.

Nous pensons que l'utilisation du concept de régionalisation de l'IBGE ne peut s'appliquer que dans certains cas. L'analyse en particulier de régions ciblées, comme nous l'appliquons dans cette thèse à la région de Caxias do Sul, semble satisfaisante. Ce traitement nous paraît légitime puisque les transformations vécues par cette région ne se réfléchissent pas au niveau de la délimitation territoriale. La région de Caxias do Sul, telle qu'elle est identifiée par la majorité des chercheurs, correspond aujourd'hui au découpage construit par l'IBGE.

En revanche, dans le cas de la région de la Vallée du Sinos, la régionalisation de l'IBGE se montre inadaptée puisqu'elle ne reconnaît pas une réalité régionale qui, pourtant, fait partie de l'histoire économique du

Rio Grande do Sul. Cet état de fait, déjà ancien, concourt à illustrer le caractère contraignant de l'utilisation de ce découpage.

Cependant, les problèmes de définition territoriale de la région de la Vallée du Sinos n'empêchent pas la mise en oeuvre de la recherche, bien évidemment. La décision de choisir ou même de concevoir un découpage le mieux adapté aux objectifs de l'étude reste à la charge du responsable³.

Face à l'absence d'une régionalisation officielle, nous sommes prêts à trouver une solution. Dans l'objectif qui est le nôtre, la délimitation territoriale de la région qui nous intéresse n'est pas très difficile à saisir. Compte tenu du fait que nous traitons d'une économie territoriale très spécialisée, en plus d'une suffisante connaissance du terrain, nous sommes capables d'identifier les communes où la production de chaussures est dominante. Le travail de MAMMARELLA (2001) témoigne de la nature économique et sociale de l'espace métropolitain de Porto Alegre en partant du constat que la Région Métropolitaine intègre en réalité deux sous-espaces différents, une étude qui vient appuyer notre démarche.

En faisant un détour nécessaire, remarquons que les régions métropolitaines au Brésil ont été créées par la loi fédérale⁴. La région métropolitaine de Porto Alegre a été instituée en 1973 et comptait à l'époque 14 communes, capitale comprise. Des modifications successives

³ Voir I.3.4 : « La situation de Caxias do Sul dans le contexte industriel du Rio Grande do Sul », chapitre dans lequel nous avons évoqué le travail d'ACCURSO (1996) qui fait usage de la régionalisation du COREDES (*Conselhos de Desenvolvimento do Estado do Rio Grande do Sul*). Ce découpage présente un groupe de communes nommé « région de la Vallée du Sinos », issu d'une combinaison peu rigoureuse de critères scientifiques et d'intérêts politiques locaux. Compte tenu de la précarité que revêt cette régionalisation, nous ne l'adoptons pas ici.

⁴ L'objectif de la création des régions métropolitaines était de permettre aux communes concernées par des problèmes de conurbation (autour de certaines capitales brésiliennes) de serrer les liens politico-administratifs entre elles. Cela entraîne la mise en oeuvre d'une politique commune d'intérêt métropolitain pour promouvoir le développement économique et social, l'assainissement de base, le contrôle de la pollution sur l'environnement, ainsi que régler l'usage du sol et le fonctionnement du système des transports. Les régions métropolitaines, au Brésil sont : São Paulo, Rio de Janeiro, Belo Horizonte, Porto Alegre, Recife, Salvador, Goiânia, Natal, São Luiz, Maceió, Vale do Aço, Vitória, Baixada Santista, Campinas, Londrina, Maringá, Curitiba, Belém, Fortaleza, Florianópolis, Vale do Itajaí, Norte-Nordeste Catarinense, Distrito Federal.

de la loi ont conduit la RMPA (Région Métropolitaine de Porto Alegre) à intégrer de nos jours 31 communes⁵.

En étudiant la RMPA entre 1980 et 1991⁶, MAMMARELLA identifie deux sous-espaces assez distincts, en ce qui concerne l'activité économique et l'insertion professionnelle dans le marché du travail, un indicateur de la structure sociale dans l'espace métropolitain. L'analyse est menée sur deux espaces indépendants, puisque pour l'auteur considérer comme univoque un territoire si varié n'a pas de sens⁷.

C'est ainsi que la RMPA 1 et la RMPA 2 sont identifiées comme les deux parties constitutives de la région métropolitaine (carte n° 13) à des fins d'analyses. La première située au nord de la capitale, en direction du plateau, occupe encore la vallée. Elle est formée de 11 communes⁸ polarisées par São Leopoldo et Novo Hamburgo, et son activité économique est spécialisée dans la filière cuir-chaussures.

La RMPA 2, quant à elle, est constituée de l'ensemble capitale plus 12 communes environnantes⁹. Cet espace est doté d'une économie très diversifiée tant par l'industrie que par les services. Porto Alegre, la capitale de l'Etat, exerce une forte polarisation notamment sur les services.

En distinguant deux sous-espaces¹⁰, la contribution de MAMMARELLA nous permet d'avancer dans notre raisonnement. Tous les éléments s'accordent à identifier la RMPA 1, comme n'étant rien d'autre

⁵ Deux facteurs sont à l'origine de la croissance du nombre de communes de la RMPA. D'un côté, l'intégration des communes limitrophes devenant « métropolitaines » à cause de l'expansion urbaine, impliquant un élargissement territorial de la région. D'autre part, émergent de nouvelles communes issues d'une répartition des communes sur le territoire appartenant déjà à la RMPA.

⁶ Dans ce travail, on considère la RMPA dans sa formation de 1989, qui englobe 22 communes.

⁷ Déjà dans les études précédant la création de la RMPA, on a constaté que la RMPA n'était pas un ensemble homogène polarisé par un seul centre, mais au contraire, cette région avait déjà deux centres urbains assez indépendants : Porto Alegre d'un côté, et São Leopoldo e Novo Hamburgo de l'autre. (MAMMARELLA, 2001 p. 6).

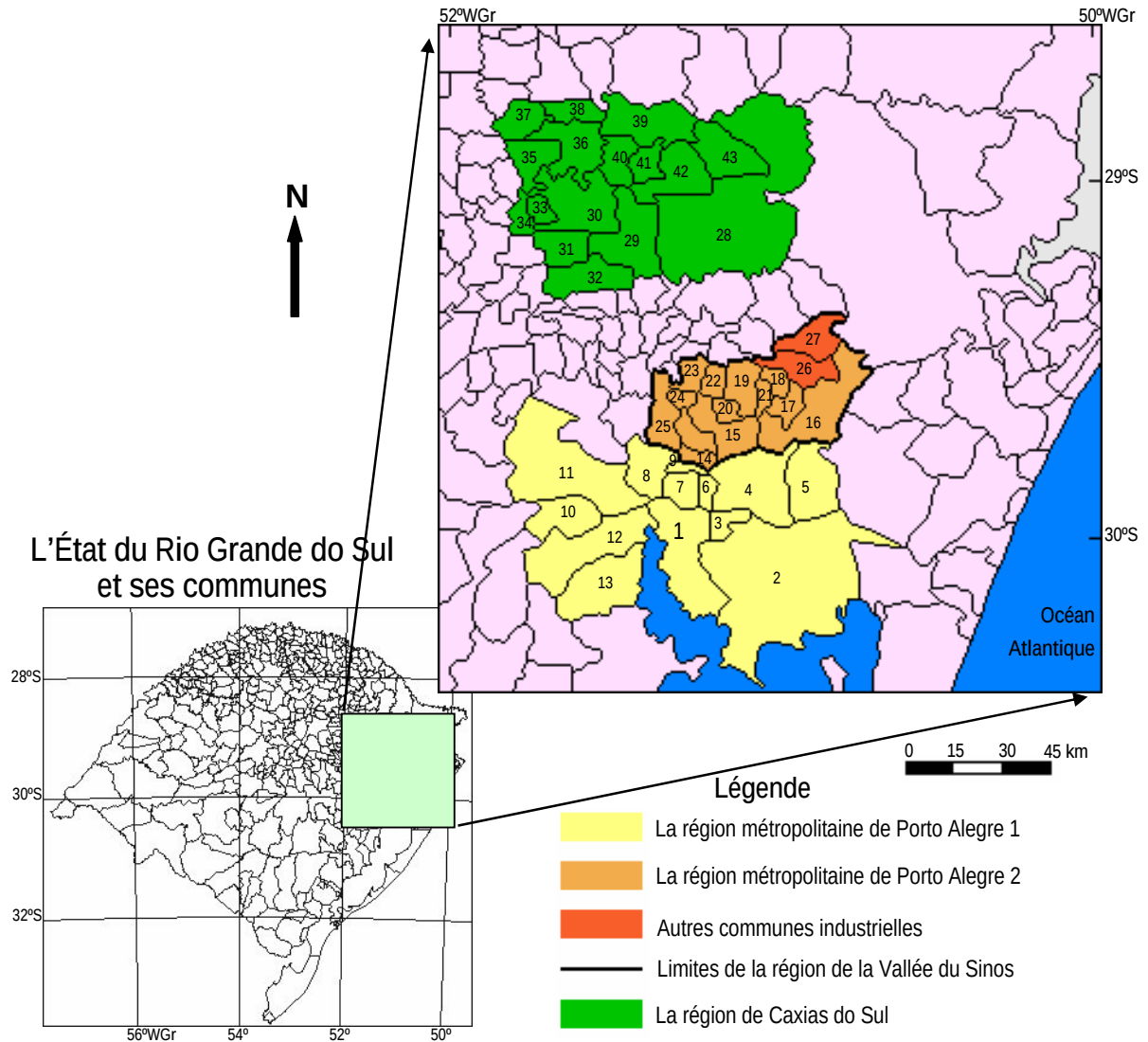
⁸ Communes de la RMPA 1 : Campo Bom, Dois Irmãos, Estância Velha, Ivoti, Nova Hartz, Novo Hamburgo, Parobé, Portão, São Leopoldo, Sapiranga Taquara.

⁹ Communes de la RMPA 2 : Alvorada, Cachoeirinha, Canoas, Eldorado do Sul, Esteio, Glorinha, Gravataí, Guaíba, Charqueadas, Porto Alegre, Sapucaia do Sul, Triunfo, Viamão.

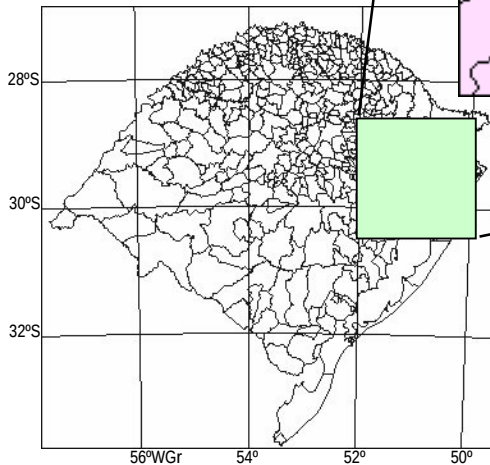
¹⁰ En outre, cette démarche a été suivie par d'autres chercheurs, comme ALONSO, J. (2001)

Carte n° 13

Les régions de Porto Alegre, de la Vallée du Sinos et de Caxias do Sul



L'État du Rio Grande do Sul
et ses communes



Légende

- La région métropolitaine de Porto Alegre 1
- La région métropolitaine de Porto Alegre 2
- Autres communes industrielles
- Limites de la région de la Vallée du Sinos
- La région de Caxias do Sul

La région métropolitaine de Porto Alegre

- | | |
|----------------------|-------------------|
| 1 Porto Alegre | 14 São Leopoldo |
| 2 Viamão | 15 Novo Hamburgo |
| 3 Alvorada | 16 Taquara |
| 4 Gravataí | 17 Parobé |
| 5 Glorinha | 18 Araricá |
| 6 Cachoeirinha | 19 Nova Hartz |
| 7 Canoas | 20 Sapiranga |
| 8 Esteio | 21 Campo Bom |
| 9 Sapucaia do Sul | 22 Dois Irmãos |
| 10 Santa Rita do Sul | 23 Ivoti |
| 11 Triunfo | 24 Estância Velha |
| 12 Eldorado | 25 Portão |
| 13 Guaíba | 26 Igrejinha |
| | 27 Três Coroas |

La région de Caxias do Sul

- | | |
|----------------------|---------------------|
| 28 Caxias do Sul | 36 Veranópolis |
| 29 Farroupilha | 37 Fagundes Varela |
| 30 Bento Gonçalves | 38 Vila Flores |
| 31 Garibaldi | 39 Antonio Prado |
| 32 Carlos Barbosa | 40 Nova Roma do Sul |
| 33 Monte Belo do Sul | 41 Nova Pádua |
| 34 Santa Tereza | 42 Flores da Cunha |
| 35 Cotipirã | 43 São Marcos |

Cartographie : Géog. Ivanira Falcade
Source : IBGE, 1997.

que la région de la Vallée du Sinos. Pour ceux qui connaissent l'histoire du Rio Grande do Sul et son développement économique actuel, il est aisé d'admettre que les deux définitions correspondent quasiment à la même réalité.

Dès lors, nous sommes capables d'apporter une solution au problème de la délimitation territoriale de la Vallée du Sinos en tant qu'économie territorialisée. La grande majorité des communes spécialisées dans le secteur cuir-chaussures appartient à la RMPA 1 telle que la conçoit MAMMARELLA. Cette démarche à notre avis aurait pu suffire à la condition d'englober les communes supplémentaires de Três Coroas et d'Igrejinha, dont la production industrielle se consacre aux chaussures. Ces communes se situent au nord-est de l'axe routier BR 116, entre la vallée et la côte du plateau. Ces deux communes ajoutées à la RMPA 1, nous rapprochent d'un découpage correct, puisqu'il représenterait la réalité d'une économie territorialisée basée sur la production de chaussures. Le tableau suivant reprend les données de population et de superficie par commune de la région de la Vallée du Sinos.

Tableau n° 35

REGION DE LA VALLEE DU SINOS

Superficie et population en 2000

Communes	Année de création	Superficie km ²	Population totale	Population urbaine
Ararica	1995	37,40	4.019	3.482
Campo Bom	1959	59,80	54.019	51.839
Dois Irmãos	1959	72,90	22.415	22.252
Estância Velha	1959	51,50	35.121	34.354
Igrejinha	1964	144,30	26.767	25.535
Ivoti	1964	65,00	15.324	13.798
Nova Hartz	1987	57,80	15.072	12.880
Novo Hamburgo	1927	215,80	236.059	231.855
Parobé	1982	111,30	44.760	43.424
Portão	1963	158,50	24.619	19.779
São Leopoldo	1846	106,90	193.401	192.754
Sapiranga	1954	133,30	69.181	65.781
Taquara	1886	445,20	52.817	43.121
Tres Coroas	1959	159,00	19.430	17.067
Total de la région	-	1818,70	813.004	777.921

Source : IBGE, Censo Demografico, 2000

Nous remarquons le caractère urbain de cette région¹¹ dont les centres principaux sont Novo Hamburgo et São Leopoldo. Ce dernier centre forme la commune la plus ancienne, sa création datant de 1846.

En 1824, l'arrivée de 38 immigrants allemands annonce le début de l'occupation des terres fertiles de la Vallée du Sinos, au nord de la capitale provinciale Porto Alegre. Ce fait marque une étape décisive de la colonisation officielle dans le Rio Grande do Sul dont les principaux enjeux ont été traités précédemment dans cette thèse.¹² Rappelons que les Allemands sont arrivés cinquante ans avant les Italiens et ont pu bénéficier de conditions plus généreuses que ces derniers (ROCHE, 1969, p.95).

Les flux migratoires furent irréguliers. Entre 1824 et 1830, 4856 Allemands sont entrés dans la province du Rio Grande do Sul, tandis qu'entre 1847 et 1854, 2635 s'installent.

La plupart des immigrants était d'origine paysanne, mais on comptait parmi eux des meuniers, des cordonniers, des tisseurs, des tailleurs. Comme le souligne ROCHE (1969, p. 97), « après cinq années de travail agricole, les premiers colons parviennent à vendre leurs excédents à Porto Alegre, notamment des céréales, des haricots, des pommes de terre ». La production agricole s'est ainsi rapidement développée et le commerce entre les petits villages de la colonie a connu une augmentation progressive.

L'artisanat émerge, dans ce contexte, afin de fournir les biens de première nécessité, tels que l'alimentation, le logement, l'habillement. L'isolement relatif de la colonie allemande a contribué au progrès de l'artisanat, de la même façon que cela s'est passé ultérieurement pour les italiens.

Rapidement, le cuir joue un rôle de poids comme matière première, non seulement à l'origine des chaussures, des sabots et des bottes, mais aussi de la sellerie, des harnais, des fouets de cuir. Ce dernier ensemble d'objets étant essentiel pour le travail dans la pampa, les ventes ont

¹¹ Notons que 95,7% de la population régionale sont en milieu urbain.

¹² Voir II.1 Notons que l'expérience non réussie de la colonisation açorienne (1746) a précédé celle des Allemands.

augmenté peu à peu, stimulant fortement la spécialisation régionale. Rappelons qu'à l'époque le Rio Grande do Sul est basé sur la civilisation de l'élevage dans laquelle le cheval tient un rôle majeur.

Toutes les activités liées au cuir, à commencer par le tannage et le corroyage jusqu'au produit final, furent réalisées dans de petits ateliers tenus par le propriétaire et sa famille, éventuellement aidés par d'autres personnes. Il s'agit de petits établissements qui se sont multipliés au fur et à mesure que le marché s'est élargi. La littérature centrée sur la région signale que les artisans utilisaient toutes les pièces de cuir, même les rognures issues de la fabrication de selles, par exemple, servaient à la confection de mules vendues plus tard à grande échelle par des commerçants spécialisés.

La construction du chemin de fer reliant Novo Hamburgo à Porto Alegre, achevé en 1876, a impulsé tout à la fois le commerce et la production artisanale. La colonie allemande de la Vallée du Sinos prend ainsi un nouvel essor économique et assoit définitivement la manufacture du cuir en tant que spécialisation. Le village de Novo Hamburgo, aux alentours de São Leopoldo, premier centre, accède à un statut aussi important que ce dernier.

Selon MOREIRA (1987, p.67), « les premières industries à proprement parler ne surgissent qu'à partir de 1890. Elles se localisèrent principalement à Novo Hamburgo. » L'auteur signale l'inauguration de l'usine hydroélectrique, en 1912, comme moteur de l'industrie régionale sur des bases plus modernes, car l'introduction d'équipements électriques a permis l'accroissement de l'échelle de production.

Déduisons de ce qui précède l'antériorité de l'industrie des chaussures dans la Vallée du Sinos fondée sur le savoir-faire des immigrants allemands. Aujourd'hui, la région conserve toujours sa spécialisation, malgré la diversification industrielle des deux communes principales São Leopoldo et Novo Hamburgo, également à l'origine du réseau régional des services publics, bancaires, de santé, etc.

IV.2 - LA SPECIALISATION EN TANT QUE CARACTERISTIQUE PRINCIPALE

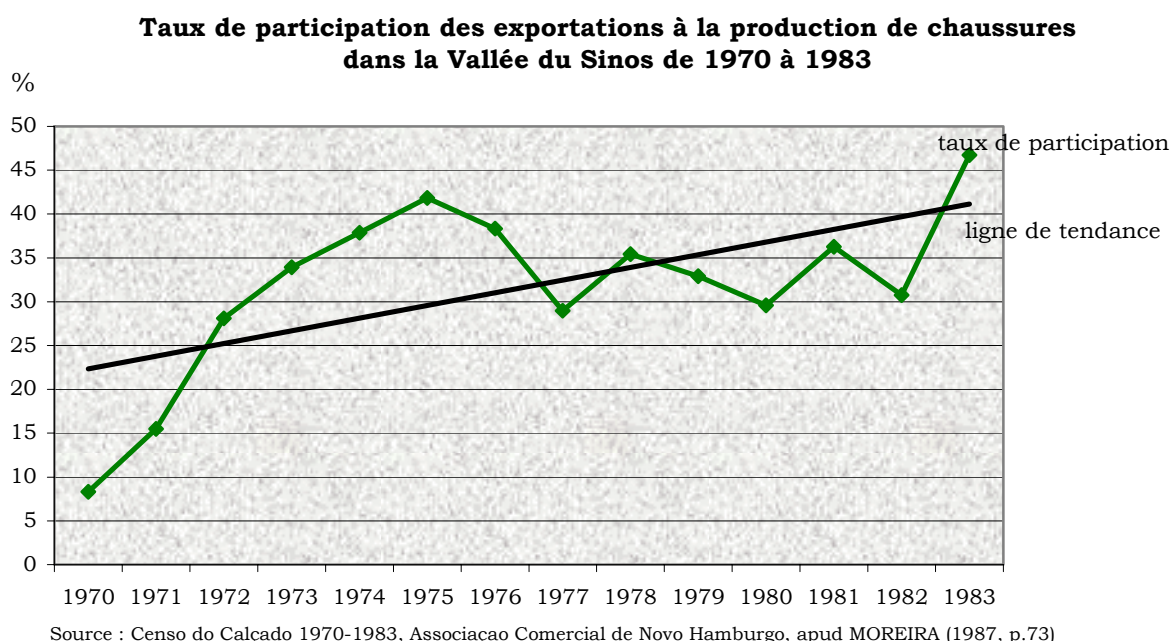
Au cours du XX^e siècle, l'industrie régionale de la chaussure s'est complexifiée. Entre la fin du XIX^e siècle et la Première Guerre Mondiale, la production affiche un dynamisme significatif en raison des améliorations techniques dues aux importations d'équipements. Pendant la période de 1920 à 1960, l'expansion productive se modère. D'après COSTA (1978, p.1), la production de chaussures a très peu accompagné la croissance démographique. L'auteur souligne que l'évolution de l'industrie de la chaussure entre 1968 et 1974 se signale par un mouvement oscillatoire, dont la cause provient de l'instabilité de la demande. D'un côté, la demande internationale se restreint aux marchés nord-américains, entraînant une forte dépendance. De l'autre, la demande intérieure stagne de telle sorte qu'elle n'a pas pu suivre la croissance démographique.

Un grand changement a cours durant les années 1970, lorsque la politique nationale se tourne vers la préférence aux exportations¹³, stimulant fortement l'industrie régionale. A cette époque, la production de la Vallée du Sinos se distingue par une diversité de lignes de chaussures, allant des chaussures pour homme, pour femme et pour enfant, jusqu'aux bottes et aux sandales, entre autres. Un large éventail de modèles donne à l'industrie locale la possibilité de répondre plus aisément à la demande internationale. Afin de mesurer l'ampleur de ce changement, notons qu'en 1969, la région a pu exporter 205 mille paires de chaussures. Ce chiffre atteint, en 1974, les 20 milliards de paires, estimation dépassée en 1983, avec 63 milliards de paires.¹⁴. Le grand essor des décennies de 1970 et de 1980 consacra la spécialisation régionale dans la filière cuir-chaussure, statut gardé jusqu'à présent.

¹³ Les principaux instruments de cette politique consistaient à accorder des exemptions fiscales et des crédits avantageux à la production destinée aux marchés internationaux. Il convient de rappeler que la dynamique exportatrice a constitué un des piliers du « miracle brésilien » qui s'est développée entre 1967 et 1974, comme nous l'avons traité dans I.3.1.

¹⁴ De 1969 à 1983, le taux de croissance annuel a été de 13,2%, en moyenne (COSTA, A., 1988, p.15).

Graphique n° 17



La portée des exportations pour l'économie régionale se dessine nettement à travers le graphique n° 17 avec une croissance vertigineuse de la participation des exportations dans la production de chaussures, notamment entre 1970 et 1975.¹⁵ Cette période a propulsé définitivement l'industrie régionale vers les marchés internationaux où le produit brésilien se place relativement bien. L'atout principal de la chaussure brésilienne repose en outre sur des coûts de main-d'œuvre peu élevés, et donc un produit final à des prix plus compétitifs.

Les gains issus de l'activité exportatrice ont forcément encouragé les entrepreneurs locaux à concentrer leurs investissements dans la filière chaussure. Ainsi la région de la Vallée du Sinos s'est clairement spécialisée. Au cours de ce processus, d'autres capitaux ont afflué en quête non seulement du savoir faire et des bas salaires, mais aussi de

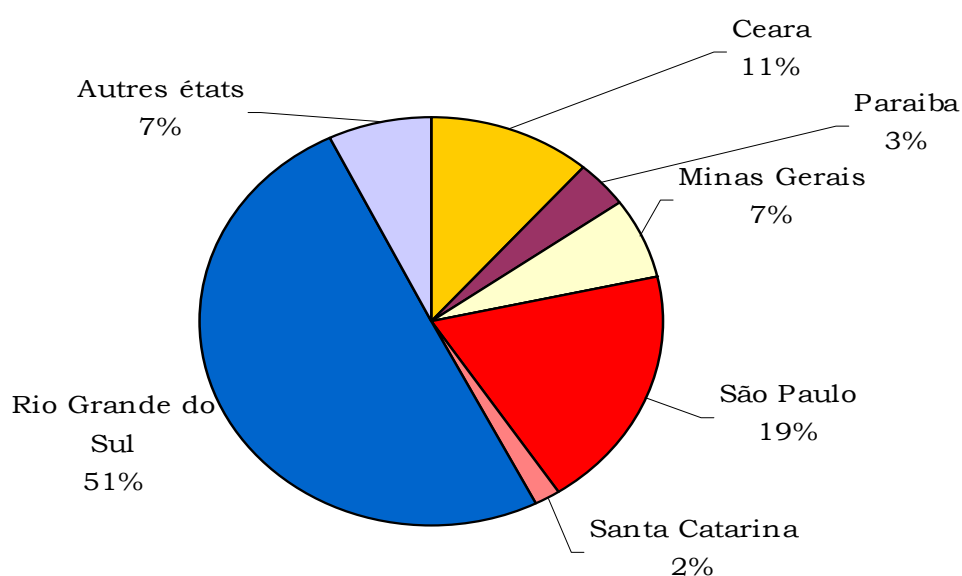
¹⁵ Les données n'étant plus disponibles à l'échelle régionale, nous sommes dans l'incapacité de continuer la série jusqu'à nos jours.

bénéfices tirés des avantages de proximité ¹⁶. Notons que la grande majorité des industries actuellement en activité dans la région est à capital national, la présence des industries étrangères étant rares dans ce secteur.

Afin de mieux situer la production de chaussures de l'Etat du Rio Grande do Sul dans le contexte brésilien, nous présentons le graphique n°18.

Graphique n° 18

BRESIL
Distribution de l'emploi dans l'industrie de la chaussure - 2000



Source : RAIS, 2000

La distribution de l'emploi dans l'industrie de la chaussure parmi les principaux états producteurs témoigne du poids du Rio Grande do Sul dans l'ensemble du pays. Spécialisé dans la fabrication de chaussures pour femme, l'Etat *gaúcho* est avant tout le grand producteur de chaussures au Brésil (51%). L'Etat de São Paulo se place avec 19% au second rang, grâce au pôle de la chaussure situé à Franca, spécialisé dans les chaussures pour homme. Le Ceará vient au troisième rang (11%) grâce à la délocalisation de grandes unités de production du Sud et du Sudeste

¹⁶ La notion de *cluster* industriel peut être appliquée à cette économie territorialisée. Comme le soulignent COSTA et FLIGENSPAN (1997, p.31), dans un espace si exigu, dont le rayon est de 50 kms à peine, on peut retrouver tout ce qui est nécessaire pour entreprendre la production de chaussures. Une telle agglomération n'est pas repérable dans d'autres pays producteurs de chaussures, selon les auteurs.

vers le Nordeste, suite aux contraintes de la restructuration industrielle des années 1990. Envisageant la réduction des coûts de production pour mieux s'adapter aux nouvelles règles de la concurrence, les établissements producteurs cherchent à s'installer dans les états du Ceará et de Bahia, surtout en raison des salaires plus bas ¹⁷.

Le phénomène de la délocalisation industrielle ne ressort pas de notre étude mais il nous semble légitime de préciser le cas échéant, que les effets d'entraînement attendus vis-à-vis du développement local restent encore à démontrer. Nous pensons que la capacité des nouveaux établissements à stimuler l'économie locale et de mettre en valeur les ressources du milieu demeure discutable. Dans le cas du Ceará et de Bahia, nous sommes en présence de régions pauvres où la seule ressource est la main-d'œuvre – très peu spécialisée – dévalorisée par les grands établissements qui s'y installent dans le dessein de profiter du *statu quo* et ne rien modifier. Les chaussures fabriquées dans le Nordeste brésilien sont des produits à faible valeur ajoutée destinées à l'exportation, laissant la région quasiment sans aucun bénéfice de cette activité en retour.

Cet exemple paraît répéter la tendance qui se vérifie un peu partout dans le monde, marquée par le déplacement des établissements industriels en quête de milieux plus favorables aux fins d'améliorer leur performance. Cela signifie que la rentabilité des entreprises a des causes étroitement liées aux territoires. Un point à retenir décèle que la délocalisation observée ici – dans le cas de l'industrie brésilienne de la chaussure – fait partie intégrante de cette tendance générale.

Suite à la crise du mode de production fordiste – où la grande entreprise concentrait dans un établissement toutes les fonctions verticalisées – une nouvelle possibilité émerge : la disjonction fonctionnelle de l'entreprise. Fortement stimulé par le progrès des nouvelles technologies, ce processus favorise le fractionnement des activités de l'entreprise et l'introduction d'une plus grande mobilité spatiale parmi les

¹⁷ En suivant ALEXIM, F. et autres (2002, p.75), on remarque au Nordeste la réduction globale du coût de la chaussure de 10% par rapport au Sud et au Sudeste du Brésil, un effet direct des salaires bas. « L'industrie de la chaussure dans le Nordeste paye en moyenne un salaire minimum, aux travailleurs directement liés à la production, tandis que dans la Vallée du Sinos la rémunération varie de 2 à 2,5 fois les salaires minima ».

choix de son emplacement. Comme l'exprime clairement FISCHER (1994, p.37), analyser l'éclatement fonctionnel de l'entreprise consiste à différencier trois types de fonctions :

- a) Fonctions péri-productives en amont – recherche, développement, conception, gestion organisationnelle et financière, centres de décision ;
- b) Fonctions péri-productives en aval – contrôle, distribution, maintenance ;
- c) Fonctions liées directement à la production matérielle - fabrication, assemblage, montage.

« Cette différenciation se traduit directement dans l'espace géographique par le souci de la firme de moduler ses choix d'implantation selon la diversité des exigences et besoins de ces différentes catégories de fonction » (FISCHER, 1994, p.38). Les fonctions péri-productives amont et aval, qui exigent une main-d'œuvre plus qualifiée tant technique qu'intellectuelle, recherchent plutôt les milieux métropolitains et les centres urbains dotés d'une structure de formation et de recherche. Les fonctions liées à la production matérielle, à leur tour, se dirigent vers les périphéries nationales et internationales où la main-d'œuvre est abondante et bon marché, car il s'agit de fonctions standardisées.

Il convient de noter que cette désintégration fonctionnelle ne contribue pas à améliorer la situation quant à la décentralisation industrielle. Au déplacement des fonctions banalisées vers la périphérie correspond la re-concentration des pouvoirs de décision et financier dans les métropoles.

L'exemple de l'industrie de la chaussure au Brésil est en ce sens très démonstratif. Comme il s'agit d'industries fortes consommatrices de main-d'œuvre, les salaires pèsent considérablement dans le système global des coûts. Pour pouvoir faire face à la concurrence des produits asiatiques notamment, la stratégie fut celle de se lancer à la quête de salaires encore plus bas. De surcroît, la main-d'œuvre du Nordeste brésilien est moins politisée et moins organisée en termes de syndicalisation que celle du Sud et du Sudeste. De même qu'au sein de la tendance mondiale évoquée plus

haut, la disjonction fonctionnelle a permis la délocalisation de la seule fonction de production banalisée, une fois les fonctions restantes fixées au lieu d'origine, telles que conception et *design*, distribution, ventes à l'étranger. Les fournisseurs de matières premières sont également localisés dans le Sud et le Sudeste du pays. Selon ALEXIM et autres (2002, p.77), « la grande majorité des chaussures fabriquées dans l'Etat du Ceará, comme dans la région nordestine, fait usage d'intrants en provenance d'autres régions du pays (Sud et Sudeste), voire de l'étranger »

Etant donné que le facteur distance imprime des coûts très élevés pour les matières premières¹⁸ et que, malgré cet handicap, la délocalisation d'unités de production reste avantageuse, on peut clairement apprécier l'aspect très attractif du poids des bas salaires pour les industries qui se déplacent vers le Nordeste.

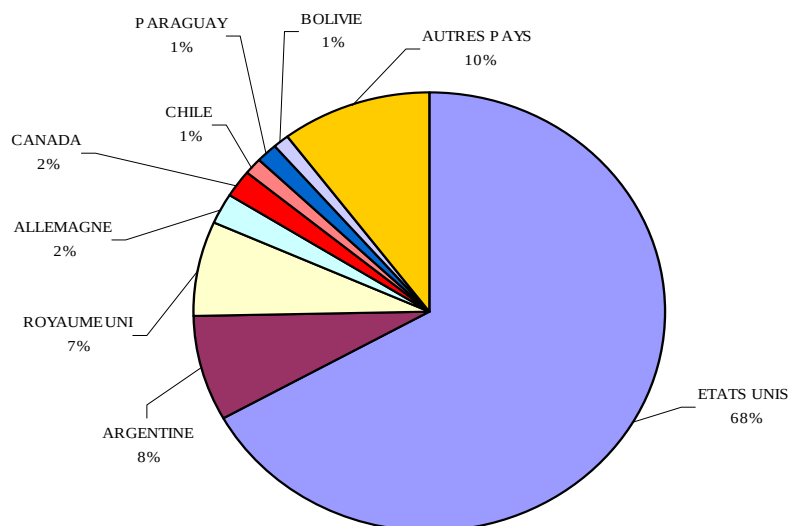
Nous faisons remarquer que la production de chaussures dans le Rio Grande do Sul demeure la plus importante au Brésil et que la région de la Vallée du Sinos en est majoritairement responsable¹⁹. Compte tenu du rôle prépondérant du marché extérieur dans la dynamique régionale, il faut indiquer le rôle primordial des Etats Unis en tant qu'acheteurs majoritaires de chaussures produites dans le Rio Grande do Sul, comme le montre le graphique suivant.

¹⁸ Rappelons que la distance entre São Paulo et Fortaleza (la capitale du Ceará) est de 3 100 kms et que celle qui sépare Porto Alegre de Fortaleza est de 4 275 kms.

¹⁹ Etant donnée l'inexistence de données sur les exportations à l'échelle régionale, il nous paraît raisonnable de considérer que les statistiques pour l'Etat du Rio Grande do Sul reflètent le comportement de la région de la Vallée du Sinos.

Graphique n° 19

**Destinations des exportations de chaussures
du Rio Grande do Sul 2000**



Source :
SECEX/MDIC/ALICE

L'énorme écart entre les Etats Unis et les autres pays impliqués dans l'achat de chaussures du Rio Grande do Sul, souligne la forte dépendance qui en résulte. Par conséquent, la vente (quasi exclusive) aux Etats-Unis représente un élément essentiel de la croissance économique pour la Vallée du Sinos. La région est en constante alerte à la moindre variation sur le marché nord-américain.

Privilégier l'exportation comme facteur du développement régional apparaît être une stratégie de moins en moins valable²⁰. L'économie brésilienne avance dans un contexte instable, voire de « nervosité » des marchés internationaux, très sensibles à ce qui se passe dans les économies dites émergentes, comme le Brésil, l'Argentine, le Mexique. De plus nous devons admettre que le ralentissement de l'économie nord-américaine (qui s'est intensifié après les attentats du 11 septembre 2001) demeure une menace pour les activités des pays avec qui elle entretient

²⁰ Nous reconnaissons l'importance du rôle des exportations pour les pays dits émergents, car c'est un moyen de faire entrer des devises dans leurs économies. Mais, c'est un élément parmi d'autres. Dans le cas d'une région fondée strictement sur l'activité exportatrice, la situation est bien différente.

des relations commerciales. La crise argentine, dans le jeu des dépendances économiques, a déjà posé des problèmes récemment pour l'exportation des chaussures brésiliennes²¹.

Par la suite, nous examinerons la spécialisation de la Vallée du Sinos sous l'angle du poids des branches dans l'ensemble de l'industrie. Le tableau n° 36 caractérise l'industrie locale à travers les chiffres d'affaires et de l'emploi pour 1999 et pour 2000 respectivement.

Tableau n° 36

INDUSTRIE DE LA VALLEE DU SINOS**Chiffres d'affaires et emplois**

1999 et 2000 *

Branches	chiffres d'affaire		emplois	
	R\$1,00	%	quantité	%
minéraux non métallifères	145.826.411,39	0,9	1593	1,3
métallurgie	541.805.836,60	3,4	6626	5,3
mécanique	795.253.470,21	5,0	5624	4,5
matériel électrique et de comm.	33.944.674,26	0,2	263	0,2
matériel de transport	76.475.015,11	0,5	727	0,6
bois	38.207.705,43	0,2	1035	0,8
meubles	100.478.402,95	0,6	1412	1,1
papier et carton	368.881.913,31	2,3	3406	2,7
caoutchouc	237.002.219,47	1,5	3698	3,0
cuirs et pelleterie	2.185.616.488,92	13,9	10672	8,5
chimie	1.036.558.854,96	6,6	3116	2,5
pharmaceutique	3.555.212,71	0,0	42	0,0
parfumerie, savons et bougies	36.131.981,14	0,2	91	0,1
produits plastiques	332.489.809,62	2,1	8039	6,4
textile	203.414.477,26	1,3	460	0,4
confections et vêtements	69.850.714,58	0,4	1200	1,0
chaussures	9.243.577.896,01	58,6	72963	58,4
produits alimentaires	246.226.374,31	1,6	2236	1,8
boissons	17.096.058,89	0,1	152	0,1
éditions et imprimerie	55.825.512,65	0,4	1648	1,3
TOTAL DE L'INDUSTRIE	15.768.219.029,81	100,0	125003	100,0

Sources : Secretaria da Fazenda, Estatísticas Econômico-fiscais e RAIS

* Les chiffres d'affaires sont de 1999 et nous les présentons en valeurs réelles du 1er avril 2002, soit nous avons éliminé l'effet de l'inflation par le facteur de conversion calculé

par la Fondation d'Economie et Statistique ayant pour base le IGP-DI de la Fondation Getulio Vargas.

Les données d'emploi, à leur tour, sont de 2000. Rappelons qu'il s'agit de l'emploi formel.

²¹ En 2000, l'Argentine représentait 8 % des exportations de chaussures du Rio Grande do Sul, d'après le graphique n° 19.

D'après les données ci-dessus, la spécialisation régionale se dessine nettement. La branche « chaussures », assure à elle seule une présence privilégiée, si l'on tient compte de sa participation élevée (plus de 58%) dans le chiffre d'affaires et dans l'emploi de l'industrie régionale.

Rappelons ici que la spécialisation régionale repose sur le « complexe cuir-chaussures » composé des branches suivantes : chaussures, produits plastiques, chimie, cuirs et pelleterie, caoutchouc, papier et carton (signalées en gras dans le tableau)²². Ces branches tissent des liens directs avec la production principale en y ajoutant la matière première, les composants et l'emballage. Replacé dans une vue d'ensemble, le « complexe cuir-chaussures » représente 81,5% de l'emploi industriel et 85% du chiffre d'affaires global, ce qui corrobore l'affirmation d'une région hautement spécialisée.

Une autre manière d'aborder la spécialisation de la région consiste à examiner l'importance de chacun des secteurs économiques locaux par rapport au secteur correspondant à l'échelle de l'Etat. Dans ce cas, l'idée de spécialisation évoque la concentration spatiale des activités.

A l'examen, cette approche de la spécialisation, nécessite l'emploi du quotient de localisation, pareillement à la méthode utilisée pour la région de Caxias do Sul dans la section précédente.²³ L'intérêt ici réside dans l'évaluation de ce que représente l'industrie de la chaussure localisée dans la Vallée du Sinos face à l'industrie de la chaussure de l'Etat du Rio Grande do Sul.

Le tableau suivant présente les quotients de localisation pour l'industrie de la Vallée du Sinos au début et à la fin des années 1990, ainsi que des explications sur le calcul et l'interprétation des résultats.

²² Nous n'occultons pas le fait que la production de machines et d'équipements dans l'industrie de la chaussure aurait dû faire partie du « complexe ». Cependant, les données, telles qu'elles sont présentées, ne permettent pas l'ébauche d'un modèle de ce type.

²³ Voir III.3.

Tableau n° 37

INDUSTRIE DE LA VALLEE DU SINOS

Quotient de localisation selon l'emploi

Branches	QL	
	1990	2000
minéraux non métallifères	0,422	0,436
métallurgie	0,575	0,569
mécanique	0,578	0,609
matériel électrique et de comm.	0,051	0,087
matériel de transport	0,192	0,125
bois	0,343	0,267
meubles	0,138	0,197
papier et carton	0,631	1,520
caoutchouc	1,530	1,671
cuirs et pelleterie	2,054	1,810
chimie	0,687	1,008
pharmaceutique	0,092	0,121
parfumerie, savons et bougies	0,236	0,200
produits plastiques	1,362	1,549
textile	0,101	0,237
confections et vêtements	0,323	0,266
chaussures	2,486	2,400
produits alimentaires	0,136	0,121
boissons	0,035	0,073
éditions et imprimerie	0,429	0,436
TOTAL DE L'INDUSTRIE	1,000	1,000

Source : RAIS

QL = quotient de localisation

QL=A/B où

A= emploi dans la branche "x" de la région / emploi dans toutes les branches de la région

B= emploi dans la branche "x" de l'Etat du RGS / emploi dans toutes les branches de l'Etat

Si QL=1 La branche "x" a la même importance relative dans la région et dans l'Etat

Si QL>1 La branche "x" est relativement plus importante dans la région que dans l'Etat

Si QL<1 La branche "x" est relativement plus importante dans l'Etat que dans la région

En gras, les branches intégrant le complexe cuir-chaussures

A l'examen des chiffres, nous constatons que la branche « chaussures » présente un quotient très élevé (2,486 en 1990 et 2,400 en 2000), démontrant qu'elle est beaucoup plus importante dans la région de la Vallée du Sinos que dans l'Etat du Rio Grande do Sul, caractéristique d'une concentration spatiale. En étudiant les quotients de l'année 2000 pour l'ensemble de l'industrie régionale, force est de constater que les

branches appartenant au « complexe cuir-chaussures » sont les seules à avoir des valeurs supérieures à un, ce qui révèle davantage la spécialisation de la région vis-à-vis de l'Etat. C'est la raison pour laquelle on trouve couramment l'expression « pôle de la chaussure » pour nommer cette région.

L'analyse du comportement du quotient de localisation de l'industrie régionale entre le début et la fin de la décennie appelle des remarques particulières, même si il ne s'agit que de légères variations. A signaler les branches « chimie » et « papier et carton » dont l'augmentation du QL subi, leur a assuré une prépondérance régionale plutôt que dans l'Etat. Si cette augmentation persiste dans les années qui viennent, une tendance à la concentration de ces branches dans la région sera à surveiller.

Nous observons de surcroît que le QL de la branche « produits plastiques » est passé de 1,362 à 1,549, ce qui n'est pas négligeable. Ce fait semble lié à la hausse de la part de matière plastique utilisée actuellement dans les chaussures, les sacs à main et autres accessoires en cuir.

Pour l'ensemble de l'industrie en général, il s'avère que les variations du QL des branches de la filière « cuir-chaussures » servent à indiquer une intensification de la spécialisation produite durant les années 1990 dans la région.

IV.3 - LES ANNEES 1990 : LA SPECIALISATION EN PERIODE D'INSTABILITE

Nous examinerons la performance régionale pour comprendre ce qui s'est passé dans la période de montée de l'instabilité sur les marchés internationaux au moment où de nouvelles règles de compétitivité s'établissent.

Fondée sur l'exportation, comme vu précédemment, l'industrie de la chaussure dans la Vallée du Sinos dépend fortement de la conjoncture internationale. Son évolution présente un dynamisme exogène, d'autant

plus marqué que le marché intérieur s'est rétréci.²⁴ La variation du rythme de production constitue une caractéristique identifiée depuis les années 1970, comme le souligne COSTA (1978, p.1) : « L'évolution de l'industrie [de chaussures] s'est faite à travers des expansions et des crises, dans un mouvement faisant alterner des périodes d'euphorie (dues à la croissance des ventes à l'étranger) avec des crises (en partie dues à la faillite d'entreprises). »

Le rôle décisif des exportations s'est imposé à partir de la décennie 1970, comme nous l'avons déjà évoqué. La portée capitale de ce rôle requiert une analyse des exportations régionales de chaussures pour mieux comprendre la dépendance de l'industrie locale aux marchés internationaux.

Retenons à juste titre que le Rio Grande do Sul est le plus grand état exportateur du Brésil. En 2000, il a été responsable pour 83% des exportations brésiliennes de chaussures. Les états de São Paulo et du Ceará ont exporté 8,7% et 5,2 % respectivement du total du pays.²⁵

Etant donné que la plupart des industries de chaussures du Rio Grande do Sul se situent dans la Vallée du Sinos, comme nous l'avons constaté à l'aide du quotient de localisation, nous pouvons admettre l'existence d'une certaine similitude de comportement aux deux échelles territoriales (l'Etat et la région). Comme nous devons faire face au problème de l'inexistence de données sur les exportations et les productions au niveau des communes, cette similitude permet une analyse approximative de la Vallée du Sinos en utilisant les données de l'Etat, sans danger réel pour nos conclusions.

C'est ainsi que nous allons en premier aborder les performances de l'exportation et de la production matérielle de chaussures en utilisant les statistiques disponibles pour l'Etat du Rio Grande do Sul. Ensuite, nous

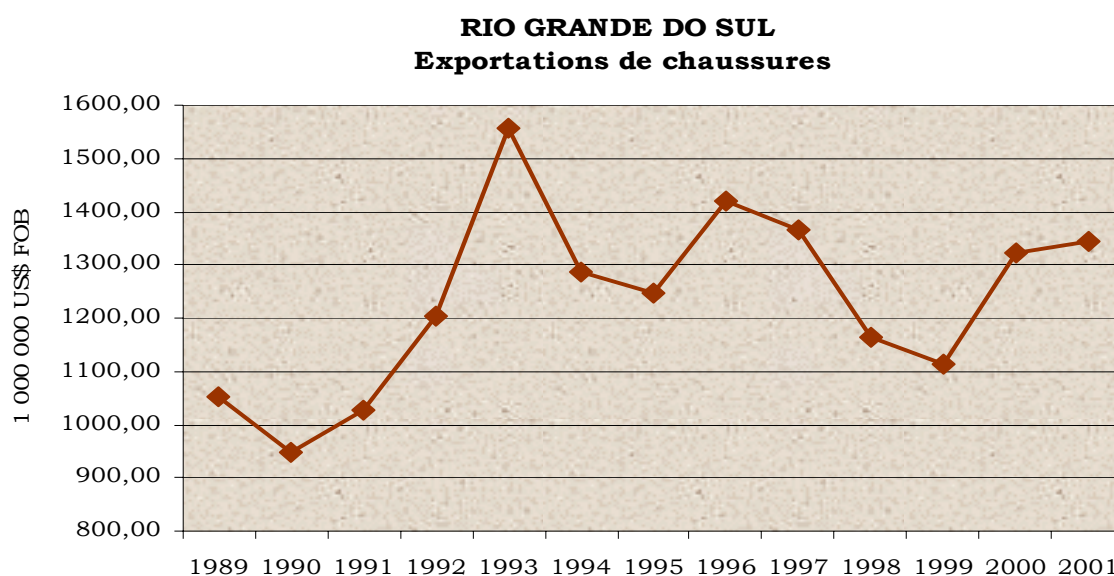
²⁴ Le pouvoir d'achat de la grande majorité des consommateurs brésiliens a connu une chute graduelle depuis les années 1980, ce qui a provoqué un ralentissement du rythme de production de biens de consommation pour le marché intérieur. A l'exception de l'alimentaire, les autres secteurs producteurs de biens de consommation courante ont été touchés – à des niveaux variables – par la perte du pouvoir d'achat de la société brésilienne. Voir à ce sujet COSTA et FLIGENSPAN (1997, p.33)

²⁵ Source : Secretaria do Comércio Exterior (Secex)/MDIC, *apud*. CORREA (2001, p.74).

passerons à l'analyse de la variation de l'emploi dans les communes de la région étudiée, cette démarche se révélant possible grâce à la disponibilité des données.

Durant les années 1990, la région de la Vallée du Sinos a connu les situations les plus extrêmes, allant d'une période d'euphorie jusqu'à une crise considérable. Le graphique montrant l'évolution des exportations de chaussures en témoigne nettement.

Graphique n° 20



Source : MDIC/SECEX/ALICE

Nous assistons à une croissance vertigineuse des exportations entre 1990 et 1993 due à l'expansion du marché nord-américain, ainsi qu'à la capacité des entreprises du secteur à répondre à cette demande²⁶. L'économie brésilienne vivait une période d'inflation élevée, avec le *dollar* surévalué par rapport à la monnaie nationale, ce qui a eu pour conséquence de stimuler de nouveau l'activité exportatrice²⁷. Après le climax de 1993, les exportations ont diminué jusqu'en 1995 puis ont remonté un peu l'année suivante jusqu'en 1996, pour entreprendre une nouvelle descente jusqu'en 1999. Ces oscillations ne peuvent pas

²⁶ Entretien avec M. A. COSTA, professeur et chercheur spécialiste de la région.

²⁷ L'exportation permet l'entrée de devises en *dollars* dans l'économie, lesquels sont échangés à des taux avantageux, c'est-à-dire que l'on obtient plus de devises en monnaie locale avec le change. Cette démarche a énormément renforcé l'investissement dans la filière cuir-chaussures de la région.

dissimuler la chute vertigineuse des exportations amorcée depuis 1993 jusqu'en 1999 (représentons-nous une ligne de tendance entre les deux points). En fin de course, la courbe connaît un certain rebondissement durant les années 2000 et 2001, conséquence de la dévalorisation du taux de change de 1999 qui a de nouveau stimulé les exportations.

Les études rendent compte de deux facteurs principaux à l'origine du déclin vérifié entre 1993 et 1999. Le premier concerne le Plan de Stabilisation Economique qui a créé le « *real fort* » en 1994, depuis que la nouvelle monnaie brésilienne est à parité égale avec le *dollar*. Ce processus de valorisation du *real* a provoqué un impact considérable dans toute l'économie : si d'un côté il a favorisé les importations d'équipements plus modernes, en contribuant à l'introduction de technologies plus avancées dans certains secteurs, il a également provoqué une perte de compétitivité des produits brésiliens pour les marchés internationaux. Ceci a frappé durement les industries essentiellement exportatrices, comme celles de la chaussure.

Le deuxième facteur à renforcer le ralentissement des exportations de chaussures consiste de la concurrence des chaussures asiatiques (surtout chinoises) sur le marché nord-américain notamment. Les industries chinoises sont en mesure de produire des chaussures populaires – vendues à 5 US\$ la paire – cela grâce aux coûts de la main-d'œuvre encore plus bas que ceux du Brésil.

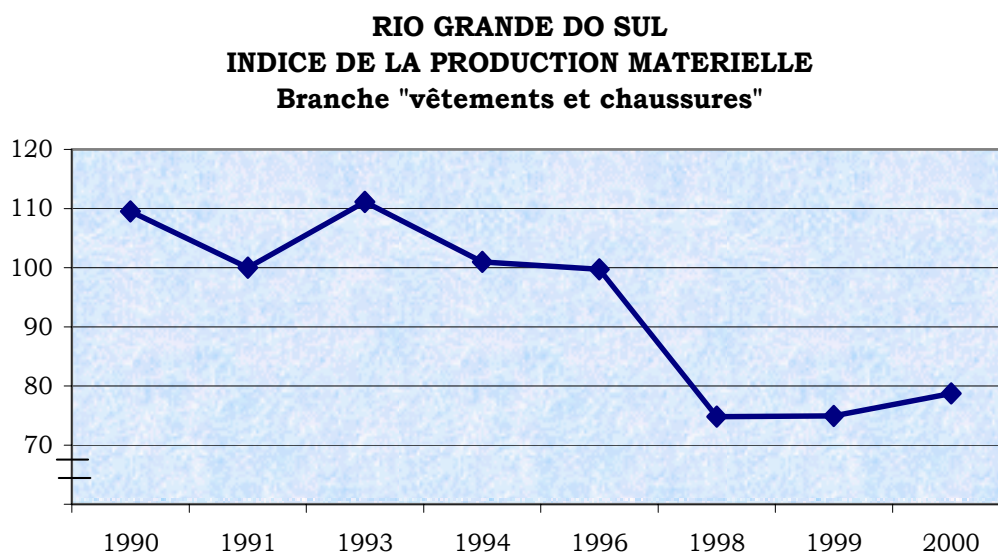
Bref, la combinaison d'une surévaluation du *real* par rapport au *dollar* avec l'arrivée sur le marché nord-américain des chaussures asiatiques a ébranlé le potentiel compétitif de la chaussure brésilienne, provoquant de lourdes conséquences dans le secteur. Le chômage et la faillite d'entreprises constituent les séquelles les plus visibles ; ce tournant a finit par asseoir une instabilité qui n'était pas en jeu jusqu'alors.

Nous remarquons une amélioration graduelle apparente des données de 2000 et de 2001, dont la persistance reste à confirmer. En sachant que cette reprise du dynamisme exportateur est imputable à une surévaluation du *dollar* par rapport au *real*, qui tient de la politique du

change nationale, ceci nous amène à reconnaître la pertinence du caractère exogène de la croissance économique de cette région.

Les oscillations du dynamisme subies par la région de la Vallée du Sinos sur la période d'ouverture des marchés et d'intensification de la concurrence peuvent être appréhendées par l'examen de la production matérielle. Faute de statistiques détaillées par communes, nous utilisons l'indice de production matérielle de la branche industrielle « vêtements et chaussures » pour le Rio Grande do Sul, calculé par l'IBGE²⁸. Ce faisant, notons que les chaussures prédominent et que l'indice exprime les variations de la production matérielle.

Graphique n° 21



SOURCE : IBGE, *Pesquisa Industrial Mensal (PIM)*, Banco de Dados, FEE

La courbe de production matérielle montre un comportement oscillatoire quasiment identique à celle des exportations, mais son déclin est moins intense, pour deux raisons. Premièrement, le fait que la production de chaussures ait fusionné²⁹ à celle des vêtements qui n'a pas connu les mêmes problèmes, atténue la diminution de la production. Deuxièmement, les données de production retenues ici concernent autant

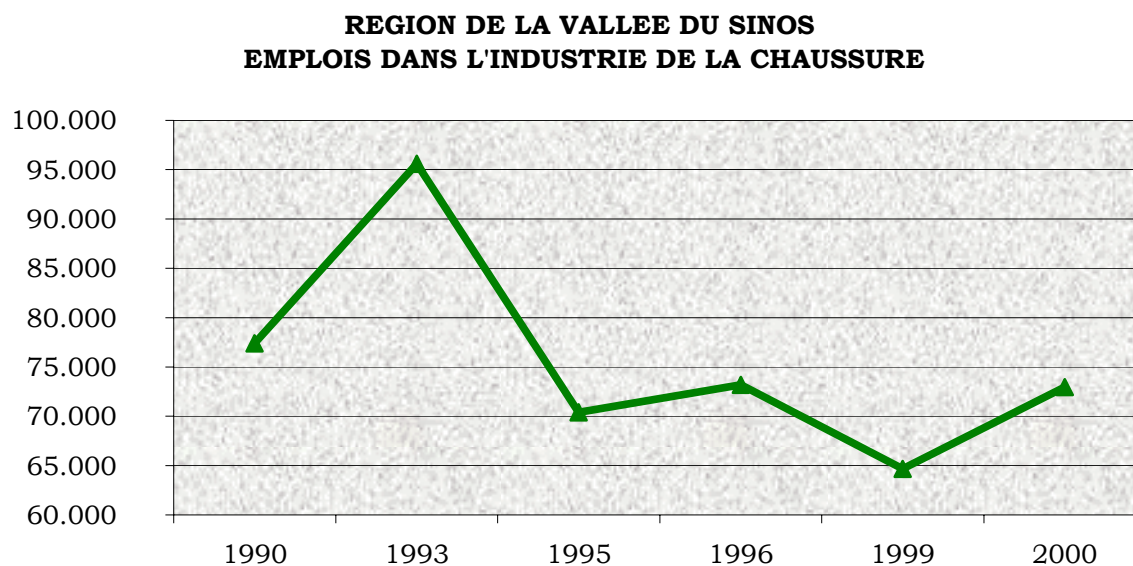
²⁸ *Pesquisa Industrial Mensal (PIM)* de l'IBGE, Banco de Dados FEE.

²⁹ L'information étant présentée de cette manière, nous ne pouvons pas examiner les deux branches séparément.

le marché extérieur qu'intérieur, ce dernier bien que modestement revitalisé entre 1994 et 1996³⁰.

Prenons maintenant en considération, l'emploi dans l'industrie de la chaussure, cette fois-ci uniquement dans la région de la Vallée du Sinos, puisque les statistiques le permettent.

Graphique n° 22



Source : RAIS, Ministério do Trabalho e do Emprego.

La courbe d'emploi dans l'industrie de la chaussure de la Vallée du Sinos présente une similitude remarquable avec celle des exportations de chaussures du Rio Grande do Sul (graphique n° 20). Si l'emploi de la région suit le rythme des exportations de l'Etat, deux constatations sont à faire. La première consiste à réaffirmer que la région concentre la production et, par conséquent, les exportations de l'Etat du Rio Grande do Sul. La deuxième exprime la dépendance de l'emploi vis-à-vis de l'activité exportatrice.

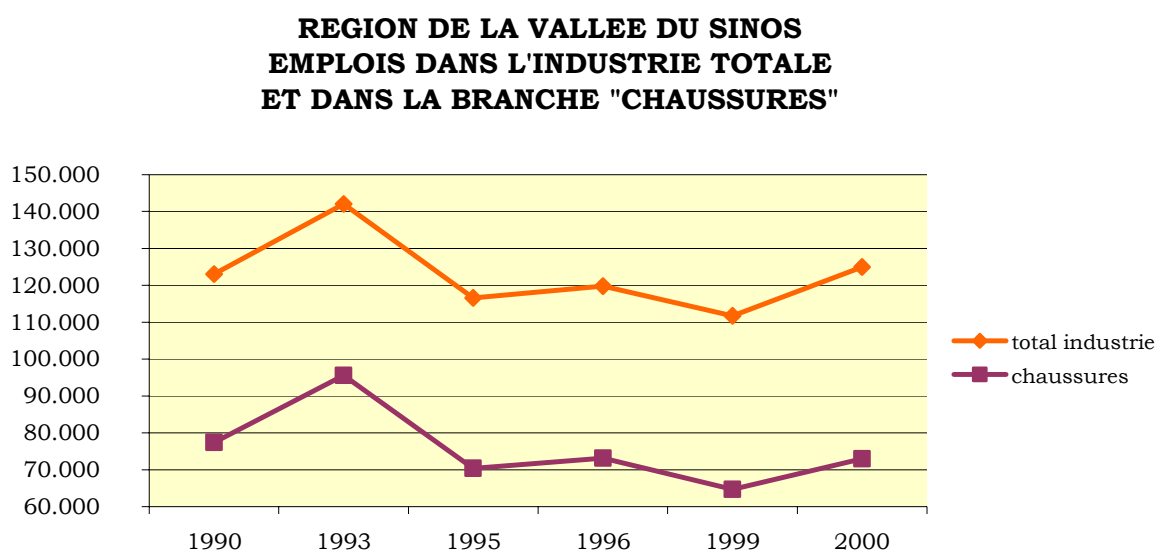
La forte oscillation du niveau d'emploi dans la branche « chaussures », pendant la décennie 1990, témoigne clairement de l'influence des aléas du commerce international sur le marché du travail

³⁰ Au début de la période du "Real fort", une augmentation temporaire de la consommation de masse fut constatée, au Brésil. Cette hausse vient du blocage des effets de l'inflation sur le pouvoir d'achat des couches sociales défavorisées qui ont pu accéder plus aisément à des biens de consommation courante.

local. Etant donné le rôle crucial de l'emploi pour la population, on ne peut mieux exprimer la vulnérabilité d'une région spécialisée et dirigée vers l'exportation.

Le graphique suivant montre la dépendance du total industriel régional par rapport à la branche « chaussures », en ce qui concerne l'emploi. De toute évidence, le comportement général de l'industrie est dicté par l'industrie de la chaussure. La région n'a quasiment pas de mécanismes compensatoires de rechange, raison pour laquelle les crises dans le secteur ont de forts contrecoups généralisés sur l'ensemble de l'économie régionale.

Graphique n° 23



Source : RAIS, Ministério do Trabalho e do Emprego

Sans prétendre analyser le développement de la Vallée du Sinos dans toute sa complexité, nous avons montré la vulnérabilité de cette région dans une époque d'intensification de la concurrence internationale et de montée des incertitudes. Hautement spécialisée et tournée vers l'exportation – dirigée majoritairement vers un seul pays – la région est à la merci des marchés internationaux et de la politique de change nationale. Dans ce cadre, nous devons admettre que la spécialisation dans le complexe cuir-chaussures est un facteur d'instabilité pour le

développement de cette région. Dans les périodes de crise, toute la région est touchée et le chômage se propage aux régions proches, de plus les migrations inter urbaines deviennent fréquentes. La région est frappée en même temps par la précarisation du travail et par la faillite des entreprises, ce qui contrarie les stratégies alternatives qui pourraient éventuellement être mises en œuvre.

Notre perspective a été de mettre en relief l'exemple d'une région hautement spécialisée afin de démontrer que la fragilité fait partie du « modèle ». Nous passons maintenant à la comparaison avec la région de Caxias do Sul.

IV.4 - DEUX REGIONS FACE A LA RESTRUCTURATION INDUSTRIELLE

Lors de l'analyse de la situation de la région de Caxias do Sul dans le contexte industriel de l'Etat (I.3.4), nous avons eu l'occasion d'introduire les principales distinctions entre celle-ci et la région de la Vallée du Sinos, notamment sous l'angle économique.

Cependant, quelques similarités y sont aussi repérables. Les deux régions ont une origine historique basée sur l'immigration européenne du XIX^e siècle. Les terres de la vallée se peuplèrent d'Allemands à partir de 1824, tandis que les Italiens commencèrent à arriver en 1875 et se sont installés sur le plateau donnant naissance à la région de Caxias do Sul .

Rappelons que les circonstances auxquelles ont été confrontés les immigrés des deux nationalités étaient fort différentes. Les colons Allemands ont bénéficié de conditions généreuses pour assurer leur maintenance durant la période initiale ³¹, ce qui n'a pas été le cas pour les Italiens.

Du point de vue de la géographie physique, les différences sont encore favorables aux Allemands, qui se sont installés dans les terres fertiles de la vallée où les cultures vivrières se sont développées

³¹ Voir note n° 2, dans II.1.1

rapidement. De surcroît, le transport fluvial facilitait grandement les échanges avec la capitale provinciale, Porto Alegre. Réservées aux Italiens, les terres du plateau (ou de la « serra », en langage local) n'étaient pas propices au travail agricole par leur fertilité faible, mais aussi par les caractéristiques du relief. En fait, la déclivité très présente dans la région ne favorise ni l'élevage ni l'agriculture³². Autre paramètre défavorable, la distance entre la « serra » et les villes et villages potentiellement acheteurs des produits agricoles de la région a alourdi le cadre des difficultés initiales. Il semble bien que les Italiens aient dû faire face à des adversités plus nombreuses que celles auxquelles se sont heurtées les Allemands dans les premiers temps.

A partir de la colonisation, l'évolution des deux régions a suivi en gros des cheminements similaires, étant donné que les deux ont évolué d'une agriculture vivrière effectuée sur de petites propriétés foncières, pour ensuite développer le commerce et démarrer enfin l'industrialisation. Hormis la région métropolitaine de Porto Alegre, les régions de Caxias et de la Vallée du Sinos sont à présent les régions industrielles les plus importantes du Rio Grande do Sul.

Quant au mode d'industrialisation, des différences émergent toutefois. La région de la Vallée du Sinos s'est consacrée à la production de chaussures tournée vers le marché extérieur. Elle a donc suivi le chemin de la spécialisation industrielle, en y ajoutant la dépendance de facteurs exogènes à la région, comme nous l'avons signalé précédemment.

En revanche, la région de Caxias do Sul présente un mode d'industrialisation plutôt diversifié dont la production peut atteindre pratiquement tous les marchés (local, régional, national, extérieur). Le plus large éventail de branches et, par conséquent, de produits, donne à la région des conditions de mieux se sortir de situations adverses, voire de crises dans des domaines précis de son appareil industriel. Une forte déstabilisation de l'ensemble régional, dans ce cas, n'est pas éliminée mais reste relativement lointaine, d'autant plus que la région n'est pas sous la

³² A titre d'anecdote, évoquons le récit des premiers agriculteurs, selon lesquels le rifle était utilisé pour semer le maïs. En tirant les grains vers le haut des collines, il était possible de planter.

dépendance d'un marché en particulier. De toute évidence, la diversité de production et de marchés qui caractérise la région de Caxias do Sul engendre – comme potentialité – de nombreuses formes d'adaptation aux changements actuels de l'économie où règnent les incertitudes, les risques et une concurrence plus serrée que jamais.

Néanmoins, prenons garde au sens exact de notre assertion. Nous n'affirmons pas que le mode d'industrialisation diversifié assure un développement endogène équilibré en mettant la région à l'abri des crises. D'ailleurs, il serait simpliste de dire, sans plus de précautions ni de nuances, que la région peut devenir une île de tranquillité dans une mer turbulente. Au contraire, la région est insérée dans l'économie-monde et cette insertion devient d'autant plus favorable si les moyens dont dispose l'économie locale sont riches et variés, et si son degré d'autonomie permet le contrôle des décisions importantes.

En avançant dans l'analyse comparative des deux régions, nous proposons de les caractériser à partir de la diversification / spécialisation en suivant la méthode utilisée par ALMEIDA, R. et RIBEIRO, M.(1991).

Chercheurs de l'IBGE, les auteurs ont créé une typologie de centres industriels dans l'objectif d'analyser la distribution spatiale de l'industrie brésilienne³³. La typologie retenue repose sur le critère de la participation des branches à la Valeur de la Transformation Industrielle (VTI) totale de la commune. La VTI indique la valeur du travail industriel ajoutée à la valeur des matières premières, des composantes, du matériel d'emballage, des carburants et des lubrifiants, de l'électricité et des services pour former le total de la valeur de production.

ALMEIDA et RIBEIRO sont ainsi arrivés à une classification des centres industriels formée par cinq groupes de communes.

Groupe 1 – Communes fortement mono-industrielles : une seule branche détient 75% ou plus de la VTI de la commune ;

³³ Le travail prend en compte les communes les plus industrialisées du Brésil. Pour les identifier, les auteurs ont considéré les communes dont la VTI (Valeur de la Transformation Industrielle) a dépassé le seuil de Cr\$ 2 000 000,00 dans le Recensement Industriel de 1980. Cette valeur correspond à US \$ 516 673 approximativement en septembre 2002.

Groupe 2 – Communes mono-industrielles : une seule branche détient de 50% à 75% de la VTI de la commune ; ou bien une seule branche détient entre 45% et 50% de la VTI de la commune ;

Groupe 3 – Communes bipolaires : deux branches présentent la VTI supérieure à 10%, et une d'entre elles au moins dépasse 25% du total de la VTI de la commune ;

Groupe 4 – Communes tendant à diversification : trois branches supérieures à 10% chacune, dont la somme doit faire 60% ou plus de la VTI de la commune ;

Groupe 5 – Communes diversifiées : trois branches supérieures à 10% chacune, dont la somme ne doit pas dépasser les 60% de la VTI de la commune.

Selon nous, cette typologie est utile parce qu'elle permet de mesurer l'intensité de la diversification / spécialisation par commune, en montrant les différences entre les deux régions concernant leur mode d'industrialisation. Cependant, nous avons remplacé la variable VTI par la variable emploi en raison du fait que les deux régions à l'analyse se définissent comme « intensives » en main-d'œuvre³⁴. Pour cela, nous pensons que l'emploi exprime davantage la réalité industrielle locale. En plus, cette démarche nous évite l'utilisation de valeurs en monnaie cause de problèmes de conversion lorsque nous entreprenons une étude dans le temps. Le nombre d'emplois, en revanche, est une variable matérielle et exacte, qui ne change pas en raison de l'inflation ni du changement de monnaie.

³⁴ Nous entendons par « régions intensives en main-d'œuvre » les régions aux technologies traditionnelles prédominantes où le concours de la force de travail l'emporte sur la performance des équipements.

Tableau n° 38

REGION DE CAXIAS DO SUL
TPOLOGIE INDUSTRIELLE D'APRES L'EMPLOI - 1990 et 2000

1990	Antonio Prado	Bento Gonçalves	Carlos Barbosa	Caxias do Sul	Farrou-pilha	Flores da Cunha	Gari-baldi	São Marcos	Verano-polis	TOTAL REGION
1) fortement mono-industriel										
2) mono-industriel										
3) bipolarisé										
4) tendant à diversification										
5) diversifiés										
2000										
1) fortement mono-industriel										
2) mono-industriel										
3) bipolarisé										
4) tendant à diversification										
5) diversifiés										

Sources : RAIS, Ministério do Trabalho e do Emprego, CD rom

ALMEIDA, R. et RIBEIRO, M. (1991) "Análise da organização espacial da indústria brasileira através de uma tipologia de centros industriais".

Atlas Nacional do Brasil, Cadernos de Geociências Especial, Diretoria de Geociências, IBGE, Rio de Janeiro

Tableau n° 39

REGION DE LA VALLEE DU SINOS
TPOLOGIE INDUSTRIELLE D'APRES L'EMPLOI - 1990 et 2000

1990	Campo Bom	Dois Irmãos	Estância Velha	Igrejinha	Ivoti	Nova Hartz	Novo Hamburgo	Parobé	Portão	São Leopoldo	Sapiranga	Taquara	Três Coroas	TOTAL DE LA REGION
1) fortement mono-industriel														
2) mono-industriel														
3) bipolarisé														
4) tendant à diversification														
5) diversifiés														
2000														
1) fortement mono-industriel														
2) mono-industriel														
3) bipolarisé														
4) tendant à diversification														
5) diversifiés														

Sources : RAIS, Ministério do Trabalho e do Emprego, CD rom

ALMEIDA, R. et RIBEIRO, M. (1991) "Análise da organização espacial da indústria brasileira através de uma tipologia de centros industriais".

Atlas Nacional do Brasil, Cadernos de Geociências Especial, Diretoria de Geociências, IBGE, Rio de Janeiro

Tableau n° 40

DESCRIPTION DE LA TYPOLOGIE INDUSTRIELLE D'APRES L'EMPLOI

Groupe 1 - Communes fortement mono-industrielles



Une seule branche détient 75% ou plus de l'emploi industriel de la commune.

Groupe 2 - Communes mono-industrielles



Une seule branche détient de 50 à 75% de l'emploi de la commune ; ou une seule branche détient de 45 à 50% de l'emploi de la commune, sous la condition qu'il n'y ait pas de branche à plus de 10%.

Groupe 3 - Communes bipolaires



Deux branches ont une participation à l'emploi supérieur à 10%, et au moins une d'entre elles dépasse 25% du total de l'emploi industriel de la commune.

Groupe 4 - Communes tendant à diversification



Trois branches supérieures à 10% chacune, dont la somme doit faire 60% ou plus de l'emploi de la commune.

Groupe 5 - Communes diversifiées



Trois branches supérieures à 10% chacune, dont la somme ne doit pas dépasser les 60% de l'emploi industriel total de la commune.

SOURCE : **ALMEIDA, R. et RIBEIRO, M. (1991)** - "Análise de organização espacial da indústria brasileira através de uma tipologia de centros industriais".
Atlas Nacional do Brasil, Cadernos de Geociências - Especial, Diretoria de Geociências, IBGE, Rio de Janeiro

Les tableaux n°38 et n° 39 révèlent clairement le comportement des deux régions en ce qui concerne la diversification/spécialisation industrielle dans les années 1990. Notons, tout d'abord, que dans la région de Caxias do Sul la diversification s'est approfondie pendant le processus de restructuration industrielle de l'économie brésilienne. La typologie retenue montre que la région est passée du groupe 4 « tendant à diversification » au groupe 5 « diversifié » entre 1990 et 2000. A notre avis, il est légitime d'interpréter ce mouvement comme une originalité de cette région par rapport à de nombreuses régions dans le monde qui ont poursuivi le chemin de la spécialisation, comme le témoignent plusieurs études en économie régionale depuis les années 1980. Il ne serait pas excessif d'admettre que la diversification industrielle à Caxias do Sul s'impose comme une stratégie d'adaptation aux nouveaux temps de l'économie.

Par la suite, nous remarquons que la région de la Vallée du Sinos (tableau n° 39)s'est stabilisée au groupe 2 « mono-industriel ». Les données qui sont à l'origine du tableau attestent que la branche « chaussures » détient les participations de 63% et 58,4% dans l'emploi industriel de la région en 1990 et 2000 respectivement. Une vue d'ensemble de la Vallée du Sinos révèle donc que la région garde la spécialisation comme caractéristique principale.

En examinant les changements internes à chacune des deux régions, nous avons trois remarques à proposer.

Premièrement, sur la région de Caxias do Sul, nous attirons l'attention sur le fait que la seule commune ayant un statut « fortement mono-industriel », en 1990, était Carlos Barbosa. Cette situation s'explique par la présence d'un grand établissement métallurgique³⁵ dans un contexte local faiblement industrialisé. Son évolution vers le groupe 2, des communes « mono-industrielles » découle de la croissance de la branche « vêtements et chaussures », qui atteint 14% environ, en 2000.

³⁵ Il s'agit d'une unité de production (à plus de 500 salariés) de la société Tramontina , celle-ci étant une entreprise de dimensions régionales qui tient une place notoire sur le marché brésilien tout comme sur les marchés internationaux.

Par ailleurs, ce mouvement révèle que cette commune a suivi la tendance générale de la région vers une plus grande diversification.

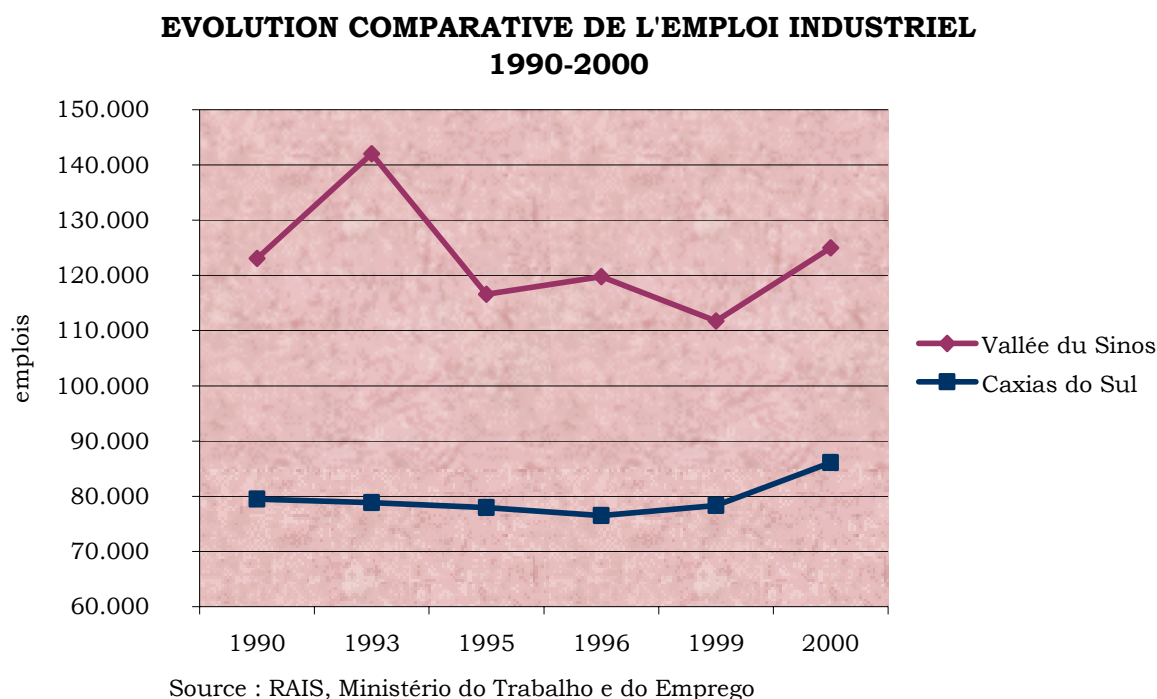
Deuxièmement, en portant attention à la région de la Vallée du Sinos, nous constatons dans le tableau n° 39 qu'il existe plusieurs communes dans le groupe des « fortement mono-industrielles », malgré le fait que certaines d'entre-elles ont changé de position vers une plus grande diversification. Ce changement, cependant, n'a pas influencé de façon significative le cadre de spécialisation de la région, compte tenu du fait que les communes essentiellement dédiées à la chaussure demeurent mono-industrielles : Igrejinha, Parobé, Sapiranga et Três Coroas. Il est intéressant de souligner que la commune de Nova Hartz, créée en 1987³⁶, apparaît déjà très spécialisée en 2000, du fait que son territoire s'est construit à partir de deux communes également spécialisées, Parobé et Sapiranga.

La troisième remarque porte sur la relative diversification des communes considérées comme les capitales régionales, à savoir Caxias do Sul d'un côté, et São Leopoldo et Novo Hamburgo de l'autre. En raison du fait que ces trois villes sont des pôles urbains de grande importance à l'échelle de l'Etat du Rio Grande do Sul, il n'est pas surprenant que leur pouvoir d'attraction engendre un tissu industriel plus complexe.

Une fois les deux régions caractérisées à travers la typologie empruntée à ALMEIDA et RIBEIRO, abordons à présent l'analyse comparative du comportement de l'emploi industriel à Caxias do Sul et dans la Vallée du Sinos, entre 1990 et 2000.

³⁶ Les informations économiques sur cette commune n'étaient pas encore disponibles en 1990.

Graphique n° 24



De toute évidence, les lignes du graphique n° 24 sont révélatrices de la grande différence entre la région spécialisée et la région diversifiée. Force est de constater que l'évolution de l'emploi à Caxias do Sul affiche une stabilité étonnante, hormis toute comparaison. Ce constat est d'autant plus pertinent que l'on sait que la période considérée a connu de grandes mutations au sein de l'industrie brésilienne. Comme nous l'avons évoqué précédemment, la restructuration industrielle a provoqué de fortes oscillations sur les marchés de travail régionaux, en fonction des changements productifs et organisationnels en vue d'améliorations de productivité.

Différemment de la région de Caxias do Sul, la Vallée du Sinos a subi une fluctuation très intense, sur la même période. Insistons sur les raisons de cette variation : l'instabilité du marché nord-américain, la concurrence des chaussures asiatiques et la politique de change brésilienne. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que l'emploi présente des variations si importantes.

Il nous semble intéressant d'y ajouter les taux de croissance de l'emploi industriel entre 1990 et 2000, pour illustrer du point de vue quantitatif des performances régionales différentes. L'emploi à Caxias do Sul a cru de 8,3 points, tandis que dans la Vallée du Sinos on constate une croissance de 1,6 points à peine.³⁷

La situation décrite permet de dégager une relation entre la diversification industrielle et la stabilité relative de l'emploi, ou bien entre la spécialisation industrielle et l'oscillation significative de l'emploi.

³⁷ Source : RAIS, Ministério do Trabalho e do Emprego.

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

La deuxième partie de cette thèse s'est consacrée à l'examen de la diversification industrielle à Caxias do Sul en tant que pilier du dynamisme régional

La diversification d'activités économiques n'est pas un phénomène récent, on dénombre une grande variété de métiers tant urbains que ruraux, dès les premiers temps de la colonisation. L'évolution vers l'industrie a su bénéficier de cette diversité. Données à l'appui, le dynamisme industriel s'est accompagné d'une structuration arborescente progressivement plus complexe permettant de montrer que la tendance à la diversification fait partie intégrante du mode de développement de cette région.

Notre analyse sur le comportement de l'industrie locale pendant les années 1990 témoigne de la consolidation de cette tendance. Et pourtant le dit « secteur métallo-mécanique » aurait pu constituer une spécialisation régionale à Caxias do Sul. Cependant, il n'a pas atteint ce statut, malgré sa bonne performance durant cette décade considérée comme cruciale pour l'industrie brésilienne. D'autres secteurs se sont développés considérablement à la même époque, comme le mobilier et les produits plastiques, contribuant ainsi à la diversification d'activités.

En dépit de la crise économique et de la restructuration industrielle, l'économie régionale n'a pas eu recours à la spécialisation comme stratégie pour faire face à ces difficultés, comme cela s'est vérifié dans d'autres régions. Au contraire, il est légitime de reconnaître que la diversification à Caxias do Sul joue le rôle de « défense stratégique », même si cela n'est pas clairement énoncé en tant que tel par les agents locaux. Par ailleurs, nous y voyons une certaine originalité caractéristique à notre région de référence.

Pour étayer notre raisonnement, nous avons effectué une démarche comparative pour faire ressortir la diversification industrielle de Caxias do Sul comme un atout par rapport à la région de la Vallée du Sinos

hautement spécialisée dans le complexe cuir-chaussure. Nous avons examiné brièvement le parcours de cette région durant les années 1990 pour constater sa grande vulnérabilité face aux aléas du marché international de la chaussure.

C'est ainsi que nous avons pu dégager une relation entre la diversification industrielle et la stabilité relative de l'emploi dans le cas de Caxias do Sul, et une correspondance entre la spécialisation et la fluctuation importante de l'emploi industriel dans le cas de la Vallée du Sinos.

Sans prétendre attribuer un caractère normatif à ce constat, notre intention est de montrer que, contrairement à ce qui est souvent publié dans la littérature, les régions diversifiées peuvent elles aussi retrouver dans leur endogénéité des « solutions d'adaptation » aux nouvelles règles économiques mondiales. Pour autant, nous ne posons pas le postulat de la diversification comme remède face à l'instabilité des marchés et la prise de risques présente au sein de l'économie mondiale. C'est là un aspect fondamental sur lequel il convient d'insister. Nous admettons les avantages de la spécialisation industrielle d'une région en termes d'amélioration de la productivité et d'autres facilités issues de l'intégration du tissu industriel dans un seul secteur d'activité (comme dans un *cluster*). Mais il faut savoir que cela peut également être porteur d'une forme de vulnérabilité, mieux maîtrisée si la région est capable de construire un développement sur la base de ses caractéristiques endogènes. Nous tentons, simplement ici, de mettre l'accent sur le rôle du mode d'industrialisation diversifié comme un élément de plus pour interpréter le développement régional actuel et, peut être, dans l'idée de contribuer modestement au montage d'une politique industrielle pertinente.

TROISIEME PARTIE

LE NOUVEL ESPACE LOCAL ET L'ECONOMIE SPATIALE

INTRODUCTION

"Les théories économiques ont longtemps ignoré l'espace géographique, dans certaines de ses échelles comme dans ses composantes qualitatives propres, l'espace étant réduit à un simple cadre-contenant. La crise du fordisme et ses multiples conséquences marquent, au contraire, un vigoureux retour à l'espace géographique qui devient désormais une dimension stratégique du nouveau système de production."

FISCHER (1994, p.73)

Dans le cadre des mutations économiques mondiales qui émergent à partir des années 80 comme réponse aux effets de la crise du fordisme, de nouvelles relations entre l'espace et l'activité économique se dessinent. La composante territoriale dans l'économie post-fordiste acquiert une importance particulière, car elle devient un élément stratégique dans le processus d'accumulation du capital.

A partir de la crise du fordisme¹, l'économie mondiale cherche à se redresser à travers la mise en place progressive d'un nouveau système de production basé sur la flexibilité. Les technologies nouvelles ont engendré une véritable révolution dans la gestion des entreprises et dans les méthodes de production. Dorénavant, la flexibilité est un impératif pour l'industrie, notamment pour les secteurs directement touchés par la compétitivité qui s'est intensifiée avec l'ouverture des marchés. C'est ainsi que la flexibilité des machines, des hommes, des productions et des établissements conduit à une mobilité spatiale plus grande des activités industrielles (FISCHER, 1994). Grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication et aux applications industrielles de la microélectronique, les entreprises peuvent envisager de nouvelles localisations avec moins de contraintes physiques.

De ce fait, la composante territoriale s'intègre aux enjeux stratégiques de l'entreprise d'une façon inédite. Actuellement la prise en

¹ La bibliographie étant vaste et riche à ce propos, nous évoquons la synthèse que nous propose FISCHER (1994) à partir de la page 63 notamment. Selon STOHR (1987, p.209), « ce que l'on a appelé récemment 'crise économique mondiale' est en fait le processus de

compte de la donnée spatiale, voire locale, est une démarche essentielle pour comprendre les dynamiques industrielles au niveau global.

Les mutations économiques récentes ont engendré de nouvelles formes de développement régional qui ont donné au niveau local une importance et une signification nouvelles. Soit par la reconversion d'anciennes régions industrielles, soit par le redressement de régions en perte de dynamisme et même par l'émergence de nouvelles régions industrielles, l'échelle régionale occupe par conséquent aujourd'hui une place privilégiée. Les régions dépassent le sens administratif dans son acceptation générale, pour devenir un milieu socio-économique porteur de développement. Les potentialités du milieu local sont mises en exergue, on valorise ses capacités.

Dans ce contexte de changements, la flexibilité dans la production exige à son tour une flexibilité de la main-d'œuvre. Les nouvelles technologies produisent des machines capables d'une relation interactive avec les ouvriers. Il en résulte que le développement des ressources humaines est devenu un atout important pour certaines régions. Pour faire face aux effets des technologies nouvelles dans le domaine du travail, les espaces locaux cherchent à améliorer la qualification de la main-d'œuvre, à valoriser le savoir-faire et à stimuler les relations de proximité. Nous remarquons des initiatives pour l'emploi et pour la formation des salariés émanant des collectivités locales, qui mettent en valeur le marché local du travail, voire des « bassins d'emploi ».

En effet, c'est au niveau local que l'on trouve les réponses aux exigences de proximité et de synergie induites par les nouvelles technologies. Le local se présente par excellence comme l'échelle des réseaux d'innovation, de la création collective et des stratégies de partenariat, car la proximité permet d'intensifier les communications entre les acteurs. C'est l'avènement de la notion de « milieu » dans les études sur le développement régional.

Les nouvelles préoccupations qui se sont produites au sein de la science régionale et qui sont discutées notamment en Europe et en Amérique du Nord, ont eu bien évidemment des répercussions au Brésil. L'importance de l'espace local dans ce pays aux dimensions continentales est actuellement reconnue, bien qu'avec un certain décalage par rapport aux approches bibliographiques déjà classiques. Au Brésil, l'enjeu primordial consiste à gérer un processus de développement économique à l'origine de profondes inégalités territoriales. La majorité des études menées par les universités et centres de recherche en économie régionale s'occupent, d'un côté, d'analyser les mécanismes qui creusent l'écart entre les régions, et de l'autre, de proposer des mesures d'intervention sur le terrain dans l'objectif de combler les inégalités. Dans ce contexte, l'intérêt du local émerge comme un mode de développement envisageable, voire une stratégie porteuse, surtout face au manque de ressources provenant de l'Etat Nation. Au chapitre VI, nous dressons les contours du cadre des inégalités territoriales du développement au Brésil, pour présenter ensuite les enjeux principaux de la recherche en économie régionale. Relevons, à ce propos, que les études de cas portant sur des régions industrielles au Brésil assument progressivement une importance nouvelle, en correspondance avec les préoccupations que l'on constate au niveau international.

Passons au chapitre V consacré au regain d'importance de l'échelle locale dans des approches théoriques présentes notamment dans la bibliographie européenne.

CHAPITRE V
LA REDECOUVERTE DE L'ESPACE GEOGRAPHIQUE A
PARTIR DES MUTATIONS ECONOMIQUES

V.1 - LA NOTION D'ESPACE : ABOLITION D'UNE CONTRAINTE OU NOUVEAU DEFI THEORIQUE ?

Dans l'esprit du renouveau de l'espace local, les études régionales gagnent en importance. La science régionale est face à une nouvelle problématique concernant les théories du développement, relative notamment au rôle de l'industrie dans la transformation de l'espace géographique.² Ce bouleversement a également provoqué un débat autour de la notion d'espace, voire de territoire.

Pour les théories du développement, le grand changement consiste à considérer que l'économie taylorienne est peu à peu remplacée par une économie basée sur des concepts de relations, flux et réseaux. C'est-à-dire, à l'économie relationnelle, selon VELTZ (1994, p.9), où l'interaction entre les agents est le principal facteur de dynamisme économique. C'est bien là où la notion de territoire s'est modifiée. Avant, le développement était conçu comme un processus extensif qui avançait sur le territoire autour d'un point central, d'un pôle ou d'un nœud dynamique. Tandis qu'à présent, il faut le voir plutôt comme un processus ponctuel et intensif, où la continuité physique n'est pas l'élément essentiel. Tout comme VELTZ (1994, p.30), on peut dire qu'il s'agit du passage d'un « territoire des zones » à un « territoire des réseaux socio-économiques » où les interdépendances à longue distance se combinent aux effets de proximité.

Pour certains auteurs - avec lesquels nous sommes en désaccord - le recours aux nouvelles technologies de communication et les applications de l'électronique dans la production peuvent conduire à une

perte de signification des contraintes spatiales³. Dans ce cas, les coûts de transport n'auraient pas d'importance ou, pour le moins, auraient perdu la place prépondérante qu'ils occupaient auparavant. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant qu'il existe des activités dites « foot loose » : libres de choisir leur localisation dans un espace qui leur paraît homogène. Cette nouvelle façon de voir les contraintes spatiales signifie, d'une certaine manière, une neutralisation du territoire, une perte d'importance de la donnée physique pour la localisation des activités économiques.

Pour nous, l'espace économique est loin d'être homogène, et il n'est pas neutre non plus. Au contraire, les activités économiques, et l'industrie notamment, cherchent à bénéficier de l'hétérogénéité du territoire, en s'intéressant aux particularités des espaces locaux. Au lieu de proclamer l'arrivée des activités « foot loose », l'intérêt réside plutôt à relever les caractéristiques des lieux selon une échelle de proximité pour bien cerner les nouveaux rapports entretenus entre le local et l'espace global. Autrement dit, la démarche pertinente serait plutôt de saisir les formes appropriées de mise en valeur par les espaces locaux de leur singularité tout en envisageant une insertion favorable au nouvel espace économique issu des mutations récentes.

Il est évident que les activités économiques, à l'ère post-fordiste, n'ont pas la même appréhension du territoire qu'auparavant. Mais de là à affirmer que les entreprises technologiquement modernes sont devenues « foot loose », un pas reste à franchir. Comme le souligne à juste titre AYDALOT (1984, p.54-55), « parler d'industries 'foot-loose' n'est que l'expression de notre ignorance. Elles sont bien 'foot-loose' si les coûts de transport sont le facteur de localisation majeur, sinon, il nous faut mieux cerner les orientations spatiales de ces nouvelles technologies ».

L'approche de CASTELLS (1975, p.39-40) sur ce sujet permet de nuancer la notion de territoire neutre. En effet, la diminution de l'importance des contraintes physiques sur la localisation industrielle n'est qu'une tendance. L'auteur évoque les changements survenus aux

² A ce propos, voir PERRIN (1990) qui fait un raccourci historique de l'évolution industrielle selon une approche territorialisée.

moyens de production tel que la substitution du charbon par l'électricité (et la densification du réseau de distribution), le remplacement des matières premières naturelles par les synthétiques, mais il souligne également les facilités de transport et de communications. Selon lui, « ces faits montrent une tendance à l'homogénéisation de l'espace du point de vue des conditions naturelles requises pour l'activité économique. Evidemment, cette homogénéisation n'est pas un fait à l'échelle de tout un pays. Il existe des zones géographiquement peu favorables à une activité industrielle et vice versa. Mais l'essentiel des différences tient aux décalages historiques, au poids de ce qui existe, aux milieux urbains et industriels constitués dans certains endroits. De plus en plus, du point de vue strictement technique, l'espace sera indifférencié pour l'activité. C'est le passage entre le milieu naturel et le milieu technique (...). Cependant, cette homogénéisation de l'espace par rapport aux besoins des entreprises en ressources naturelles et position géographique, n'implique pas une libération spatiale au sens strict. De nouvelles contraintes spécifiques au milieu technique limitent le choix de l'implantation ».

Selon l'auteur, ces nouvelles contraintes sont : les liaisons interentreprises et la formation de réseaux ; l'importance fondamentale de la main d'œuvre (qualification, capacité d'initiative et de compréhension de la situation) ; le fait que la ville soit devenue un centre de production de connaissances, un milieu favorable à l'implantation des industries de pointe. Nous pouvons donc constater que CASTELLS ne partage pas la notion d'activité « foot loose », il considère que l'espace présente toujours des contraintes, lesquelles peuvent à leur tour être considérées comme des atouts. En dépit du fait que, à notre avis, l'auteur exagère en affirmant une tendance à l'homogénéisation de l'espace du point de vue des conditions naturelles, nous pensons que ces réflexions contribuent à relativiser les transformations en cours.

C'est ainsi que l'auteur souligne que les mutations de l'espace par l'activité industrielle moderne n'obéissent pas à une logique uniforme, comme si les technologies en communication permettaient l'existence

³ Le télétravail en est un exemple très illustratif.

d'entreprises flottantes dans l'espace⁴. Il constate quelques tendances diverses - par leur direction et l'intensité de leur axe -, qui devront être confrontées à la situation différentielle des entreprises (CASTELLS, 1975, p.44). Prudent, CASTELLS quant à lui, plutôt que d'élaborer une nouvelle théorie générale sur l'implantation des industries modernes, nous renvoie aux études de terrain. Selon lui, il vaut mieux ne pas adopter une « nouvelle interprétation unitaire de l'implantation industrielle dans laquelle le progrès technique aurait transformé les déterminismes naturels en pur jeu social. Les entreprises ne sont pas 'plus libres' dans la formation de l'espace industriel. Mais la détermination de celui-ci par le capital emprunte des détours plus complexes » (CASTELLS, 1975, p.44).

Pour nous, l'identification d'activités « foot loose » relève d'une conclusion hâtive et paradoxale, dans le contexte de l'industrie contemporaine. Dans la complexité des transformations en cours, on peut considérer, certes, que les contraintes physiques pèsent moins aujourd'hui qu'auparavant. Mais cela ne peut être valable que pour certaines industries *high tech* à caractéristiques particulières. Nous ne voyons pas là une tendance qui puisse se généraliser à l'activité industrielle dans son ensemble, au point de considérer l'espace comme un élément neutre. D'ailleurs, cela équivaldrait à rebrousser chemin par rapport aux critiques formulées envers les théories économiques néoclassiques, pour lesquelles l'espace n'est qu'un substrat neutre. De plus, la notion d'espace neutre va à l'encontre des tendances constatées à l'heure actuelle portant sur le renouveau du local et l'importance de la proximité physique. Voilà le paradoxe entre la notion « foot loose » et les tendances largement constatées par les études récentes sur l'économie régionale.

Intéressée par la recherche sur les milieux innovateurs, MATTEACCIOLI (1995, p.9) remarque l'importance renouvelée du local par l'apport des mutations technologiques, en soulignant que « la mondialisation ne signifie pas un monde en voie d'uniformisation. Une

⁴ «Aquí rechazo las profecías tecnologistas según las cuales por el echo de disponer de una red mundial de telecomunicaciones vamos a tener las empresas flotando en el

stratégie et une organisation 'globales' signifient avant tout pour les firmes, une capacité de maîtrise d'un ensemble de différences sans cesse recréées. Les contraintes et les rythmes de l'économie globale ne conduisent nullement à un monde où le territoire serait en quelque sorte neutralisé. Tout montre, en effet, que la proximité et l'interaction entre les firmes et entre les firmes et les institutions locales gardent et même accroissent leur importance dans la dynamique économique comme point d'appui dans les processus d'innovation et de production à large échelle ».

Ainsi, au lieu de disparaître, l'espace géographique - avec ses contraintes, ses ressources, ses qualités - revêt de nouveaux contours pour l'activité économique. Nous admettons, avec FISCHER (1990, p.118), que « s'il est un domaine où il faut garder le sens du relatif et de la contingence, c'est bien celui de la soumission des activités aux contraintes de localisation ».

V.2 - LA CONTRAINTE DU TRAVAIL

A notre avis, une des contraintes les plus importantes dans le cadre des innovations technologiques, c'est le travail, notamment en ce qui concerne le niveau de qualification. Comme nous avons évoqué précédemment, la flexibilité de la production exige en contre partie une flexibilité de la main-d'œuvre, pour ce qui est de ses connaissances. On ne trouve pas partout des travailleurs possédant les qualifications induites par les nouvelles formes d'organisation et par les nouveaux procédés de production. La main-d'œuvre demeure un facteur de production formé localement. Comparé au capital qui, sous la forme monétaire, peut se transférer facilement d'un endroit à l'autre, la main d'œuvre, dont l'industrie a toujours besoin, reste un élément peu mobile⁵.

espacio dirigidas desde las Bahamas".(CASTELLS, 198?, p.49)

⁵ Pour CASTELLS (1975,p.210), une des contradictions majeures du nouvel espace productif est celle qui oppose « un capital et un procès de production extrêmement délocalisés, à une force de travail et à un procès de reproduction profondément enracinés dans une situation locale".

Hormis le phénomène de l'immigration - pratiquée un peu partout dans le monde constituant une main-d'œuvre peu qualifiée - nous sommes loin de pouvoir constater une mobilité importante de la main d'œuvre industrielle. Vraisemblablement, les établissements suivent plus ou moins la localisation du facteur travail pour choisir la meilleure situation géographique⁶.

Notons à ce propos, que le comportement géographique de l'industrie vis-à-vis de la main d'œuvre entraîne des conséquences géographiques distinctes selon la fonction de l'établissement dans la filière de production⁷. Comme FISCHER (1990, p.107) l'exprime clairement, les fonctions péri-productives, tant en amont qu'en aval, exigent un haut niveau de qualification vers des activités plutôt intellectuelles (R&D, organisation, gestion, marketing, distribution, relations clients, etc.), raison pour laquelle les établissements du péri-productif tendent à se concentrer autour des espaces métropolitains. En revanche, pour les fonctions directement productives, les établissements de montage, de fabrication et d'assemblage tendent à se disperser vers les espaces périphériques nationaux et internationaux. Du fait que la main-d'œuvre requise pour ces fonctions est peu qualifiée, il convient de la chercher dans les régions moins industrialisées, voire sous développées, où les salaires sont les plus bas. Selon l'auteur, on est en présence d'une répartition géographique des grands types de savoir, de manière à ce que le savoir banalisé soit réparti sur tout le territoire, alors que le savoir sophistiqué soit très localisé. On assiste donc à un processus de « ségrégation qualitative dans l'espace géographique » (FISCHER) à l'origine des inégalités territoriales dont nous parlerons par la suite.

Dans ce contexte, nous admettons que les différents niveaux de qualification du travail sont un enjeu important à la localisation industrielle. Nous pouvons dire que la localisation de la main-d'œuvre dessine, d'une certaine manière, les choix d'implantation de l'industrie à

⁶ Voir l'exemple évoqué précédemment dans cette thèse (IV.3), qui rend compte des établissements producteurs de chaussures de la Vallée du Sinos qui se sont délocalisés vers la région Nordeste du Brésil à la quête de salaires plus bas.

⁷ Sur l'éclatement fonctionnel de l'industrie, voir FISCHER (1990, p.107)

une large échelle. Si l'on considère la division internationale du travail aujourd'hui, on constate que les industries à haute technologie préfèrent les milieux urbains ou péri métropolitains des pays développés, dotés d'un milieu techno scientifique avancé. Alors que les industries à technologies traditionnelles et à production standardisée cherchent une main-d'œuvre peu qualifiée et moins coûteuse, qui se trouve au plus souvent dans les pays nouvellement industrialisés, parfois même sous-développés⁸.

Pour mieux comprendre les nouveaux enjeux du travail comme une contrainte à la localisation des établissements industriels aujourd'hui, il faut considérer que la notion de travail dépasse celle d'un simple facteur de production, en assumant les caractéristiques socioculturelles de son milieu d'insertion. Nous prenons la notion de travail dans le même sens qu'AYDALOT (1983, p.177), pour qui le travail « est défini par les aptitudes des hommes dans le domaine de la production comme par leurs modes de vie et leurs comportements sociaux. Le travail nous apparaît comme le facteur le plus structurant de l'espace, et à ce titre comme le facteur de localisation essentiel, de même que la relation entre l'entreprise et sa force de travail est centrale pour comprendre les formes de développement régional et urbain ». Ainsi, nous remarquons que la notion de travail dépasse la sphère de la production strictement dite, pour intégrer les données de la culture locale.

Selon cette approche, le choix des entreprises dépend de deux facteurs principaux : le coût de reproduction de la force de travail et le mode de relations sociales. Le premier concerne les différences de consommation du travailleur et de sa famille, selon la ville ou la région d'implantation. AYDALOT (1983, p.178) observe que « plus une ville est grande et plus elle secrète des coûts supplémentaires ». Le deuxième facteur qui contribue à différencier la main-d'œuvre dans l'espace, à l'égard de l'entreprise, est un mode de relations sociales capable d'assurer la sécurité, la régularité et la pérennité de l'activité industrielle. L'acceptation des conditions de travail et des niveaux de salaires offerts

⁸ Cette logique se retrouve également à l'intérieur d'un pays, comme l'illustre AYDALOT (1983, p.180) pour la France.

dépend largement de la capacité d'organisation des travailleurs en syndicats, ce qui à son tour est en étroite liaison avec les caractéristiques du milieu. Ces interdépendances entre culture d'origine et histoire commune engendrent des contingents de travailleurs plus ou moins conscients de leur rôle au sein de la production, plus ou moins revendicatifs au sein des structures, plus ou moins réceptifs aux innovations, pour donner quelques exemples.

La différenciation du travail dans l'espace nous renvoie à l'importance du local. Il nous paraît évident que la formation de la main-d'œuvre, tant en terme d'aptitudes que de comportement social, tient à des caractéristiques propres au milieu local.

IV.3 - DU GLOBAL AU LOCAL : RAPPORTS EN CONSTRUCTION

Ce qui précède nous conduit à penser que le niveau local a retrouvé tout son sens à partir du phénomène de la mondialisation, c'est pourquoi il semble nécessaire de redéfinir l'espace local par rapport à la notion de global. A cette étape il convient de remarquer, de nouveau, que les concepts de globalisation, mondialisation, espace local, et développement régional, n'ont pas toujours un sens univoque. La globalisation⁹ de l'économie est une tendance qui s'exprime de façon différenciée et d'intensité variable selon les particularités des pays et des régions. De même, le développement local, que nous traiterons ultérieurement, peut faire référence à des expériences parmi les plus contrastées. Inspirés par la pluralité des expériences réelles, les termes n'expriment pas toujours

⁹ Pour expliciter la notion de globalisation (ou mondialisation, terme préféré des francophones), prenons la formulation de MATTEACCIOLI (1996/97, p.11) : « La globalisation correspond à un ensemble de conditions dans lesquelles une part croissante de la richesse est produite à travers le monde dans le cadre d'un système de réseaux d'entreprises liées entre elles et caractérisées notamment par une forte tendance à l'externalisation. La logique d'externalisation est fondamentalement en rupture avec la logique d'internalisation, dans la mesure où elle fonde les accords inter firmes non pas sur une dynamique de fusion/absorption mais sur une dynamique 'contractuelle' dans un champ de coopération défini et pour une durée déterminée ». Et, plus loin (p.13) : « L'enjeu principal à l'heure de la globalisation est la maîtrise, à travers l'espace, du facteur temps : on voit des systèmes très largement repartis dans l'espace, mais très intégrés sur le plan temporel. »

des concepts rigoureux. Ainsi, nous ne discutons pas la pertinence des termes ; nous cherchons cependant à y recourir comme des outils - plutôt que comme des concepts formalisés - pour mieux comprendre ce qui se passe sur le terrain.

Il convient d'admettre que l'essentiel de la redéfinition de l'espace local se trouve dans les rapports entre le local et le global. La notion d'espace local, se construit à partir de l'interaction entre celui-ci et le niveau global, car un espace local autarcique n'aurait aucun sens aujourd'hui. Cependant, certains auteurs considèrent que les rapports local/global sont victimes d'une sorte de paradoxe, puis qu'on est en présence en même temps d'un espace qui tend à l'uniformisation et d'un espace de plus en plus enraciné localement. Pour PECQUEUR (1989, p.16), « l'idée de développement local apparaît bien comme une hérésie puisque, à première vue, elle préconise un retour à la petite dimension alors que la mondialisation croissante des échanges est une évidence difficilement niable ». Pour CASTELLS (1975, p.210) le paradoxe relève du fait que l'espace productif mondial est en même temps articulé autour d'intérêts économiques et éclatés dus à l'absence de continuités spatiales. Nous concevons les expériences du développement local comme des témoins de l'éclatement de l'espace productif mondial qui se réorganise alors selon de nouvelles formes d'articulation.

En dépit de l'apparente opposition entre ces deux niveaux, le local et le global sont interdépendants. Cela revient à dire qu'il ne s'agit pas d'une opposition qui sépare les deux niveaux, mais plutôt d'une dynamique contradictoire qui les met en mouvement. De ce point de vue, on peut considérer que, d'un côté, existe une approche globale des marchés et une gestion globale des différenciations territoriales et, de l'autre côté, un mode de consommation qui reste national, voire régional, accompagné d'une mise en valeur des capacités productives locales. L'espace économique mondial est donc intégré à la fois à une logique d'ensemble et morcelé par les vécus locaux dans toute leur singularité. « Le strabisme dans lequel on risque de tomber est justement celui de l'opposition entre un local qui, indéniablement, montre une vivacité remarquable, et un

global dont la force de conditionnement n'a pas besoin d'être rappelée. [...] L'espace local serait alors défini comme le niveau endogène, mais celui-ci est cependant plus ou moins conditionné par des forces exogènes. Il n'y aura pas qu'un seul local, puisqu'on est toujours le local de quelque global » BOTTAZZI (1996, p.70 et 85).

V.4 - UN NOUVEAU REGARD SUR L'ECONOMIE TERRITORIALE : LE DEVELOPPEMENT LOCAL

La notion de développement local est apparue dans les années 70 et s'inscrit dans le cadre du développement « par le bas » (ou « par la base »), en opposition aux théories traditionnelles du développement « par le haut ».

Inspirés par le schéma centre-périphérie, les modèles de développement « par le haut » reposent sur la théorie de la diffusion du progrès technique, selon laquelle le développement des régions se produit à travers la modernisation du tissu productif. La démarche consiste alors à effectuer des transferts de facteurs de production des zones développées vers les zones non développées. Les transferts de capitaux et de technologie (mais aussi de main-d'œuvre qualifiée) ne prennent pas en compte les particularités locales, tout en rendant les régions plus dépendantes de l'extérieur. Le développement « par le haut » considère la région comme un cadre-contenant, comme un simple support d'activités sur lequel des actions provenant du centre seront mises en œuvre. La croissance locale serait donc le résultat d'une planification macro-économique centralisée, où le rôle de l'espace local se résume à celui de demandeur d'aide.

La théorie du développement « par le bas » - connue également comme « développement endogène » - est à l'opposé. C'est-à-dire qu'elle part d'une mise en valeur du local, la région étant considérée comme une organisation socio-économique territoriale. Cette approche tente d'interpréter l'avènement de nouveaux dynamismes territoriaux comme la

résultante d'une mise en valeur des ressources originaires de la région. Largement relatés, les exemples de réussites localisées émergent en réaction à la crise économique et au progressif désengagement financier de l'Etat¹⁰. La théorie du développement « par le bas » montre que les spécificités locales ne sont pas abolies par le processus de mondialisation de l'économie, mais au contraire qu'elles émergent comme des ressources à valoriser. Des expressions comme milieu innovateur, développement endogène, système productif localisé (SPL), industrialisation diffuse, intègrent l'approche du développement « par le bas », cette diversité témoigne de la pluralité des formes de manifestation du niveau local.

L'importance majeure des théories du développement « par le bas », réside dans la prise de conscience du fait que le développement n'est pas un processus qui répond à une logique strictement économique. Les structures socioculturelles y jouent un rôle décisif (BOTTAZZI, 1996). En effet, le développement est impulsé par l'ensemble du tissu social (PECQUEUR, 1989), y compris bien sûr les conflits d'intérêt et autres enjeux de pouvoir. Malgré leurs contradictions et leur hétérogénéité, les acteurs locaux arrivent, dans la plupart des cas, à établir une fonctionnalité capable d'initier le processus du développement. Le caractère multidimensionnel du phénomène est relevé également par VELTZ (1994, p.73), quand il affirme : « Ce qui fait le dynamisme des territoires, c'est précisément l'imbrication qu'ils permettent entre l'économique, le technique, et la complexité des relations sociales extra économiques ».

En opposition au développement « par le haut », fortement dirigé, l'approche du développement « par le bas » est marquée par une certaine spontanéité liée aux particularités du terrain.¹¹ Parmi celles-ci, le comportement des acteurs est considéré comme la clef de voûte de l'armature socio-économique locale. Effectivement, les acteurs (individus

¹⁰ Un bon résumé de cette problématique a été fait par AYDALOT (1984) « A la recherche des nouveaux dynamismes spatiaux ».

¹¹ La diversité des combinaisons possibles à partir des particularités du terrain donne lieu à plusieurs types d'espace locaux comme résultante des « forces endogènes ainsi que du rapport spécifique que chaque local entretient avec un espace global plus vaste qui le contient et le détermine » (BOTTAZZI, 1996, p.91).

ou organisations) doivent être capables non seulement d'engendrer et de proposer une dynamique collective, mais aussi de la soutenir. Comme souligne SENGENBERGER (1993, p.360), « pour conduire une politique concertée de développement local, il faut bien sûr que les groupes d'intérêts concernés soient prêts à jouer chacun leur rôle, qu'ils soient institutionnellement en mesure de le faire et qu'ils en aient les moyens ».

SENGENBERGER (1993, p.355) présente le développement local endogène comme une situation où « les économies locales peuvent, grâce à une meilleure utilisation des ressources, grâce à une meilleure collaboration entre les entreprises, les travailleurs et les autres agents locaux, s'assurer certains avantages comparatifs et répondre ainsi aux impératifs de l'efficacité et de l'innovation ». Pour lui, le développement local dépasse même l'intérêt économique immédiat, dans la mesure où la participation collective contribue à engager les citoyens dans la vie sociale, politique et culturelle de la région.

L'approche de PECQUEUR (1989) n'est pas loin de celle-ci dans la mesure où elle considère que le développement local est fondé avant tout sur les caractéristiques humaines des lieux. Pour l'auteur, le phénomène du développement local rend compte « de la capacité des groupes localisés à s'adapter aux contraintes de l'internationalisation de la concurrence à partir de potentiels d'organisation qui leur sont propres » (PECQUEUR, 1989, p.19). La combinaison de trois éléments essentiels fait de chaque expérience de développement local un processus unique. Le premier élément réside dans la logique d'acteur, c'est-à-dire « une combinaison favorable de projets individuels qui se rencontrent partiellement sur des intérêts communs » (PECQUEUR, 1989, p.49). La logique de réseaux apparaît comme le second élément essentiel, où les liens entre les acteurs dépassent largement les relations marchandes. La densité des réseaux à finalité productive tient à la dynamique des relations informelles (solidarités familiales, professionnelles, amicales) aussi bien qu'aux liens institutionnels. Le troisième élément concerne la logique du développement qui prend en compte la capacité du milieu de réguler son

processus de développement de façon à pérenniser la logique d'acteur et celle de réseaux.

Vu comme une combinaison de ces éléments, le développement local n'apparaît pas alors comme un modèle ou une formule applicable un peu partout dans le monde.¹² Au contraire, dans la mesure où le passé et la culture des sociétés locales joue un rôle prépondérant, chaque processus est unique, comme nous l'avons déjà souligné. Dans cet esprit, nous considérons, comme PECQUEUR, que le phénomène du développement local - dû à la richesse et à la diversité des cas de figure - apporte un nouveau regard sur la dynamique des économies territorialisées et une nouvelle source de réflexion pour la science régionale.

La notion de « système productif localisé » (SPL) - également présente dans la littérature - s'insère dans ce cadre comme une forme particulière de développement local. Issue de la conception marshallienne¹³, la notion de SPL réapparaît, à partir de la crise économique, parmi les chercheurs italiens soucieux d'interpréter les nouvelles dynamiques régionales de leur pays. Actuellement, cette notion, déjà élargie, est utilisée par plusieurs auteurs inspirés par un nombre toujours plus important d'études de cas. COURLET (1994, p.18), par exemple, définit le SPL comme une « configuration d'entreprises regroupées dans un espace de proximité autour d'un métier, voire de plusieurs métiers industriels. Les entreprises entretiennent des relations entre elles et avec le milieu socioculturel d'insertion. Ces relations ne sont pas seulement marchandes, elles sont aussi informelles et produisent des externalités positives pour l'ensemble des entreprises. Le métier industriel dominant n'exclut pas la possibilité de l'existence de plusieurs branches industrielles. Souvent, on fait référence à des systèmes de PME ; cependant, il existe aussi des relations très territorialisées entre grandes

¹² « Le développement local n'est pas substituable, n'est pas universaliste, il ne peut satisfaire les amateurs de modèle *clé en main*. Il est, en fait, plus une méthode d'analyse qu'un cadre normatif de réponses à la crise » (PECQUEUR, 1989, p.62).

¹³ La problématique du district industriel selon MARSHALL consiste à admettre que la proximité spatiale et une certaine homogénéité culturelle permettent des contacts directs entre les agents favorisant la circulation des innovations. Des économies d'agglomération liées à une « atmosphère industrielle » entament une dynamique localisée, dont le fordisme s'est bien servi dès le début du XX^e siècle aux Etats Unis et en Europe.

entreprises, entre grands groupes et PME (dans un rapport autre que celui de la sous-traitance) ».

Pour PECQUEUR, l'idée de base des SPL est approximativement la même. Cependant, il met l'accent sur la prédominance des petites et moyennes entreprises et la spécialisation dans un produit (ou une activité industrielle). L'existence d'un réseau d'interdépendance et d'échanges entre les entreprises locales demeure une des caractéristiques dominantes des SPL (PECQUEUR, 1989, p.94).

PEYRACHE-GADEAU (1995, p.94), à son tour, accorde un rôle déterminant à la technologie et à l'innovation pour la constitution de SPL. Ceux-ci sont « des organisations technico-productives, i.e. des ensembles d'activités dotés d'une spécificité productive ou d'une cohérence technique/technologique, et des organisations porteuses d'une capacité d'innovation. Ces organisations constituées sur une base territoriale généralement locale sont donc conçues comme pouvant évoluer en fonction de cette capacité à innover ».

Pour résumer notre point de vue, les SPL intègrent les savoir-faire, l'activité de production et les caractéristiques humaines d'un lieu de façon à ce que les synergies locales deviennent plus fécondes et le dynamisme local plus fort qu'ailleurs. Il s'agit d'espaces économiques relativement spécialisés et fortement marqués par des pratiques et des mentalités locales. Si nous y ajoutons la capacité d'innovation comme caractéristique fondamentale, nous tendons vers la notion de milieu innovateur, une autre forme particulière dans la filiation du développement local.

Développée notamment par le GREMI¹⁴, l'approche des milieux innovateurs porte une attention particulière au processus d'innovation en tant que phénomène territorialisé. A partir de l'hypothèse formulée par AYDALOT¹⁵, selon laquelle l'innovation est plutôt un produit du milieu que d'une entreprise innovatrice, les nombreuses études du GREMI ont montré que la dynamique d'innovation s'inscrit dans un cadre de

¹⁴ Groupe de Recherche Européen sur les Milieux Innovateurs. On trouve une analyse approfondie de la trajectoire de recherche du GREMI chez PEYRACHE-GADEAU (1995, p.140-188)

¹⁵ Voir spécialement AYDALOT (1984).

proximité. Cela bouleverse définitivement les conceptions du développement « par le haut », qui ont attribué une grande importance aux facteurs exogènes pour impulser la modernisation des régions.

L'approche des milieux innovateurs préconise une notion de territoire plus complexe que celle d'une simple base de ressources disponible pour l'installation d'un certain nombre d'activités économiques. « L'originalité géographique profonde des milieux innovateurs résulte du fait qu'il s'agit de phénomènes territorialisés, ce qui revient à dire que, désormais, la dimension spatiale et la proximité physique sont devenues des composantes majeures des choix de localisation. L'espace local ne peut plus, dès lors, être assimilé à un simple contenant dans lequel se juxtaposent des activités indépendantes les unes des autres ; il correspond, au contraire, à un territoire qui offre des avantages » (FISCHER, 1994, p.74-75).

Un milieu innovateur est un territoire issu des stratégies des acteurs locaux et des échanges de savoir, de compétences et d'information. Les auteurs se réfèrent à un processus d'apprentissage collectif comme la composante fondamentale des milieux innovateurs¹⁶, ce qui présuppose un certain degré de coopération et l'existence de relations synergiques entre les acteurs locaux. Cela revient à dire que les milieux innovateurs engendrent une culture de l'innovation qui permet la création et la mise en œuvre de solutions nouvelles.

Une définition claire de milieu innovateur nous est fournie par MAILLAT (1994, p.260) lorsqu'il écrit : « On peut définir le milieu innovateur comme un ensemble territorialisé dans lequel les interactions entre les agents économiques se développent par l'apprentissage qu'ils font des transactions multilatérales génératrices d'externalités spécifiques à l'innovation et par la convergence des apprentissages vers des formes de plus en plus performantes de gestion en commun des ressources ».

Il est important de souligner que l'existence de synergies et de relations de coopération n'exclut pas les antagonismes et les tensions entre les agents, comme nous l'avons déjà évoqué. Ni les milieux

¹⁶ Voir notamment CREVOISIER, LECOQ et MAILLAT (1991)

innovateurs ni d'autres formes de développement local ne sont épargnées des contradictions présentes à tous les niveaux dans la société humaine. Il est bien évident qu'on retrouvera au niveau local des oppositions de stratégies et de projets et cela fait partie du jeu. Ainsi, le rôle du chercheur est de révéler les contradictions et de les intégrer dans le cadre analytique correspondant, sans tenter de les minimiser au profit d'un *éventuel* équilibre de forces.

Nous considérons également les antagonismes entre l'échelle régionale et nationale, ce qui montre que le conflit d'intérêts ne se limite pas au niveau local proprement dit. Selon le degré de concentration du pouvoir central, les initiatives régionales peuvent être à l'origine de désaccords plus ou moins profonds entre les deux échelles. Ainsi, il est clair que les contradictions présentes dans le cadre du développement régional ne signifient pas une anomalie, ou un quelconque manque d'équilibre, elles font partie du processus à part entière.

Si nous revenons sur les relations local/global, remarquons ici l'importance du niveau national. Il ne s'agit pas simplement d'un emboîtement d'échelles où les espaces représenteraient différents niveaux hiérarchiques. Nous pensons que le niveau national est l'instance de concertation politique, le niveau intermédiaire nécessaire entre le local et le global.

L'insertion économique d'une région dans le niveau global dépend de l'équilibre des forces présentes entre le local et le national, car l'Etat demeure une instance de formulation et d'application des politiques de développement économique et d'aménagement du territoire. Nous n'ignorons pas le fait que l'économie mondiale soit devenue quelque chose d'autre qu'une « mosaïque d'économies nationales », pour emprunter l'expression de VELTZ (1994,p.33). Il est bien vrai que les interdépendances à large échelle et les relations transnationales de production ont bouleversé l'organisation traditionnelle, sans pour autant provoquer l'uniformisation entre les nations. Au contraire, les chercheurs s'accordent à reconnaître que les modes de consommation restent nettement marqués par le cadre national, et même régional. Les marchés

sont différenciés. Et si nous pensons au pouvoir d'achat moyen de chaque pays, nous nous rendons compte de l'écart considérable qui s'exprime entre les nations, entre les populations du globe, et les différents seuils de pauvreté (et de richesse). Cela relève de la politique, bien évidemment. Pour dire les choses autrement, si « l'espace économique des firmes est dissocié de l'espace social des nations » (VELTZ, 1994, p.34), l'espace politique des hommes concerne leur organisation au sein d'une nation. Les revendications sociales des populations hors circuit par rapport aux « réseaux qui gagnent » s'adressent d'abord à l'Etat national (même si elles se tournent ensuite vers des organisations internationales, dans certains cas).

En définitive, il semble bien que le statut de l'Etat national dans le nouveau contexte mondial ait changé, mais son rôle dans les relations local/global n'est pas dépourvu d'importance. Nous admettons, avec PECQUEUR (1989, p.129), que « le problème du dépérissement de l'Etat au profit d'un dialogue immédiat local/mondial n'est pas encore à l'ordre du jour tant que subsisteront les cadres institutionnels régulateurs que sont notamment la monnaie et la législation. Il s'agit bien, pour le court et le moyen terme, de trouver un partage complémentaire des tâches entre un Etat central et des collectivités publiques décentralisées ».

Pour conclure cette réflexion sur le développement local, nous voudrions insister sur les points qui nous paraissent importants pour ensuite poser quelques questions susceptibles d'élargir la problématique.

Les traits communs aux expériences de développement local indiquent une valorisation des stratégies, issues de l'initiative des acteurs, comme un élément fondateur du phénomène. La solidarité spatiale entre les acteurs, le développement de synergies et d'échanges et la formulation de projets communs sont le résultat d'une proximité de plus en plus valorisée. Comme le souligne PECQUEUR, l'essentiel du développement local, réside dans la prise de conscience de la nécessité de stimuler le dialogue entre les entreprises et le territoire, c'est-à-dire tenter de réduire les divergences entre acteurs locaux.

Cette idée déjà évoquée dans ce texte, renvoie à la notion de conflit et d'opposition dans ce processus. L'important à retenir est que le développement local garde une fonctionnalité au-delà des différences et des affrontements entre les acteurs locaux. En effet, dans la plupart des cas relatés par la littérature spécialisée, les intérêts communs transcendent la diversité des intérêts particuliers. Et ce, dans la mesure où les agents locaux sont convaincus qu'il est plus avantageux d'agir ensemble – malgré l'éventualité de pertes immédiates – pour obtenir des gains plus significatifs dans la durée.

L'approche du développement local permet de visualiser, de plus, que l'impulsion du développement vient de l'ensemble du tissu social. Autrement dit, qu'il ne répond pas à des logiques purement économiques, dans la mesure où il part des aptitudes humaines elles-mêmes filtrées par les facteurs historiques, sociaux et naturels (STOHR, 1984).

Si d'un côté, il s'agit d'un développement régional dans la mesure où il est restreint à un espace donné, de l'autre, il serait impropre de le circonscrire à une sorte de localisme étanche. Le caractère autarcique du développement local est critiqué par certains auteurs. Parmi eux, MATTEACCIOLI (1996/97, p.82) considère qu'en tournant le dos aux autres espaces en faveur de son autarcie, la région compromet l'avenir de son propre développement. Dans la conception de MATTEACCIOLI autour du développement endogène¹⁷, « la région est conçue comme un territoire fermé aux autres espaces en vue de la mise en valeur des ressources locales par et pour les régionaux ». Dans un contexte économique mondial de plus en plus intégré, il paraît difficile de revenir à un système productif local fondé exclusivement sur une production et une consommation locale.

A ce propos, SENGENBERGER (1993, p.357) estime qu'un développement autocentré ou endogène ne doit pas être confondu avec l'autarcie. L'articulation entre les niveaux endogène et exogène permet de

¹⁷ Il convient de dire que les travaux de MATTEACCIOLI portent sur les milieux innovateurs, forme de développement local articulé au global. Pour elle, l'autarcie fait partie de la théorie du développement endogène, qui serait une autre forme de développement.

comprendre les choses à leur juste mesure. Selon lui, « il n'est pas question d'empêcher les échanges économiques avec l'extérieur ; ces échanges doivent cependant être soumis à certaines conditions et articulés avec les besoins de la région ».

Il paraît évident que le développement endogène ne doit pas être pris comme un phénomène d'autosuffisance. Les expériences largement relatées par la littérature montrent que les régions qui ont trouvé un mode propre d'intégration aux marchés mondiaux sont les « régions qui gagnent ».

Autre point important à souligner concerne l'évaluation du développement local. Il faut considérer que le développement est un processus évoluant dans le temps et, comme tel, il ne peut être jugé que sur le long terme (PECQUEUR). Effectivement, il s'agit d'un phénomène complexe, fondé sur des particularités territoriales, et qui ne prend pas le même rythme partout. C'est pourquoi, dans ce domaine, la prudence recommande de ne pas aller trop vite dans l'analyse des effets du développement local. Nous saisissons cette occasion pour prôner une analyse régionale à caractère historique. Pour nous, l'importance du recul historique est qu'il peut donner les éléments fondateurs de la région comme une entité socio-territoriale et apporter de ce fait des éclaircissements sur sa dynamique de développement.

Passons maintenant à un autre aspect fondamental sur lequel il convient d'insister. Bien que le développement local soit devenu une formule à la mode¹⁸, il n'est pas pour autant une réponse toute faite au problème des inégalités régionales. Ceci demeure une caractéristique de base du développement territorialisé de nos jours, et nous pouvons même dire qu'avec l'ouverture des marchés, le problème s'accroît. Dans plusieurs cas, la relance économique du local n'atteint pas la performance espérée en raison notamment de la forte compétition entre les régions. La proposition de politiques locales favorables aux grands projets

¹⁸ Déjà en 1983, AYDALOT attirait l'attention sur le risque de prendre le développement local comme une panacée aux problèmes d'inégalités régionales, en soulignant qu'il faut « dépasser l'optimisme naïf et largement répandu qui croit pouvoir faire d'un mot l'arme absolue » (AYDALOT, 1983b, p.216)

d'investissements renforce le cadre des inégalités entre les régions, l'insuffisant développement de certaines régions est la contrepartie des « régions qui gagnent ».

En analysant les effets des mutations du système productif, PECQUEUR(1989, p.129) reconnaît que « les dynamiques de développement local sont tout autant inégalitaires que le processus du développement fordiste. Le développement local engendre d'ailleurs non seulement l'inégalité économique entre territoires mais aussi l'inégalité sociale au sein des territoires. Les exclusions et la précarisation des statuts apparaissent comme des conséquences directes des efforts locaux d'adaptation aux conditions actuelles du marché ».

C'est aussi d'une certaine manière ce que souligne VELTZ (1994, p.30), quand il parle du « risque de décrochage des périphéries, du glissement de l'inégalité à l'exclusion ». Dans l'organisation de l'espace industriel qui se dessine à l'échelle planétaire, il est vraisemblable que la complémentarité auparavant utile entre les régions pauvres et les régions riches disparaisse, pour donner lieu au « décrochage des périphéries ». Notons que le même mécanisme est en cours dans les relations entre pays et entre marchés communs mondiaux (comme l'ALCA, l'UE, entre autres)¹⁹.

Pour élargir la problématique, nous dirions qu'une tentative de diminution des inégalités régionales doit passer par une articulation avec l'échelon national. Les enjeux du problème dépassent les aspects économiques pour se situer dans la sphère du jeu des forces politiques présentes entre le local et le national, et même le transnational. Pour que le développement local devienne une stratégie concertée contribuant à la diminution des inégalités territoriales, gardons-nous de minimiser le rôle de l'Etat, notamment dans les pays sous-développés. Même en sachant que le désengagement de l'Etat vis-à-vis du local a favorisé les initiatives

¹⁹ « De même que l'économie avancée laisse aujourd'hui sur le bord du chemin la plupart des pays du Sud, avec des conséquences potentiellement dramatiques, elle risque de laisser de côté des territoires et des groupes sociaux ayant perdu toute relation structurelle avec le développement induit ou piloté par la globalisation » (VELTZ, P. « Logiques d'entreprises et territoires : les nouvelles règles du jeu », en SAVY et VELTZ, 1993, p.60)

régionales pour le développement, nous insistons sur l'importance du rôle de l'Etat pour établir une politique équilibrée au profit de l'ensemble des économies territorialisées d'un pays²⁰.

Liée au rôle de l'Etat, la question du caractère intentionnel du développement local mérite quelques commentaires. Comment peut-on impulser un processus de développement local ? Compte tenu de la complexité que revêt ce phénomène, et de la multitude d'éléments particuliers qui intègrent le niveau local, dans quelle mesure une démarche volontariste peut être proposée ?

Nous avons soutenu jusqu'ici l'idée que le développement local ne peut se résumer à une formule. Cependant, il nous paraît légitime de se demander jusqu'où la formulation de politiques cohérentes à l'égard du local peut encourager les initiatives, en contribuant à stimuler l'organisation des acteurs autour de stratégies communes ? Quel serait le rôle de l'échelon national dans cette démarche ? Comment articuler les enjeux de façon à tenter d'équilibrer le développement sur le territoire ? D'ailleurs, l'équilibre, est-il souhaitable ?

A ce sujet, nous mettons l'accent sur une question très pertinente d'AYDALOT (1983b, p.213) : « Faut-il 'localiser' le capital, ou tenter de développer un mode fondé sur d'autres valeurs ? » Nous ne cherchons pas à répondre à cette question, nous bornant à signaler l'importance de ce genre de réflexion, faute de quoi la science régionale n'aurait aucun sens.

De toute manière, il convient de relativiser les choses. Comme nous avons pu le constater lors de l'étude de la région de Caxias do Sul, les composants intentionnels (des mesures politiques ayant des objectifs clairs et suivant des étapes rationnellement établies) et les composants aléatoires (les données historiques, culturelles et physiques qui font partie de la réalité locale telle qu'elle se présente aujourd'hui) s'imbriquent au sein du processus de développement régional. Le poids de l'un vis à vis de l'autre varie selon les conjonctures politico-économiques, mais on peut

²⁰ Nous évoquerons l'importance de l'Etat dans le contexte des politiques de développement au Brésil dans le chapitre VI ci-après.

affirmer que le volontarisme ne peut s'appliquer que sur un terreau fertilisé par les contingences historiques.

Encore un point important mérite notre attention, en ce qui concerne l'évolution des milieux locaux. Les études sur l'origine du développement local, c'est-à-dire sur les conditions favorables à la constitution et au fonctionnement du système local, sont abondantes dans la littérature. Plus rares sont cependant les analyses portant sur son évolution dans la durée. L'avènement d'une dynamique nouvelle, les formes de résolution des conflits locaux, les conséquences du changement des jeux de pouvoirs entre les acteurs, illustrent les sujets peu traités dans le domaine de la théorie du développement local. Nous avons retrouvé, par exemple, des propositions méthodologiques nécessaires à l'identification des milieux innovateurs.²¹ Or ces travaux concernent plutôt l'avènement d'un système productif particulier, c'est-à-dire le début du processus.

Pourquoi travaille-t-on moins sur la pérennisation du système local que sur son avènement ? Avons-nous besoin d'un apport méthodologique nouveau ? On peut envisager le fait que les origines du développement local aient occupé les esprits de façon privilégiée pendant des années. Cependant, nous pensons qu'il est temps d'avancer l'ordre des réflexions sur la capacité de pérennisation des systèmes locaux, sans entrer forcément dans la sphère prospective.

Loin de prétendre répondre à ce besoin, nous développons cette thèse dans l'objectif de montrer les raisons du dynamisme de la région de Caxias do Sul. Un dynamisme qui persiste - certes, avec des oscillations - depuis plus d'un siècle. Le développement local à Caxias do Sul n'est pas un phénomène récent, comme ne le sont pas d'ailleurs les systèmes productifs locaux de façon générale²². Pour autant, le regain d'importance

²¹ CREVOISIER, LECOQ et MAILLAT (1991)

²² L'existence des milieux industriels avant la crise internationale du fordisme témoigne de la continuité historique du phénomène. Comme l'explique PECQUEUR (1989, p.92), « la crise du fordisme s'est accompagnée d'une réapparition symptomatique des systèmes locaux ». En effet, l'existence des milieux industriels a rendu plus facile la mise en place de structures industrielles plus modernes. Autrement dit, la reconversion industrielle de certaines régions s'est faite plus rapidement puis qu'elles avaient un avantage considérable.

du niveau local à l'égard de la science régionale et des théories du développement a permis la mise en valeur des trajectoires locales de développement. Ce faisant, l'espace local réémerge sous un nouveau jour : celui des rapports économiques à l'échelle planétaire.

En partant du fait que les économies territoriales sont plurielles et de nature multidimensionnelle (PEYRACHE-GADEAU, 1995, p.6), nous concevons le développement local comme une catégorie ouverte ; ouverte dans le sens où elle est en mesure d'intégrer des expériences régionales appartenant à des contextes géo-économiques les plus variés²³. S'il est vrai qu'il n'est pas une formule transposable à l'infini, il est tout aussi vrai que le développement local est un phénomène présent dans des lieux très distincts. C'est bien là où réside l'intérêt de cette thèse : montrer comment et pourquoi la région de Caxias do Sul, située dans le contexte industriel d'un pays sous-développé, parvient-elle à s'intégrer au nouveau cadre économique international et national.

Nous espérons faire avancer l'idée selon laquelle le développement local ne passe pas forcément par l'adoption généralisée de technologies nouvelles ni par l'installation d'industries de pointe. Certes, le progrès technologique joue beaucoup dans le contexte actuel. Mais le résultat de son application dépend des atouts locaux et du mode par lequel le système productif interagit avec la population locale. N'oublions pas que la notion de développement local dépasse l'approche strictement économique et permet d'exprimer les particularismes culturels, sociaux, historiques du milieu.

²³ AYDALOT (1983b) remarque l'importance des initiatives prometteuses du développement régional au Portugal et en Tunisie. A ce propos, nous faisons référence à deux travaux :

REIS, J. (1992), "Os espaços da industria : a regulação econômica e o desenvolvimento local em Portugal", Porto, Afrontamento, 276 p.

MOUHOUD, E.M. (1995), « Régionalisation, globalisation et polarisation de l'économie mondiale : quelle place pour les pays en développement ? », Région et Développement, n°2, Paris, L'Harmattan, 5-43 pp.

CHAPITRE VI

LA DIMENSION GEOGRAPHIQUE DE L'ESPACE DANS LES

ETUDES D'ECONOMIE REGIONALE AU BRESIL :

INTERROGATIONS ET ENJEUX

Avant de commencer cette réflexion sur l'économie régionale au Brésil, il est intéressant d'évoquer les particularités de la notion d'espace que se font – consciemment ou inconsciemment – les habitants.

Les dimensions continentales de ce pays (cinquième au monde en superficie) atteignent 8,5 millions de kilomètres carrés, soit environ quinze fois la France, 21% du continent américain et 41% de l'Amérique Latine.

Il n'est donc pas surprenant que cet immensité engendre chez les Brésiliens une représentation mentale de leur pays tout à fait particulière. Comme le souligne le géographe THÉRY (1995, p.14), cet « espace démesuré » contribue à l'image que les Brésiliens ont d'eux-mêmes en tant que nation : « il est clair que la société tout entière, comme chacun des individus qui la compose, a vécu longtemps sur l'impression que l'espace était infini. L'idée bien ancrée qu'il existe toujours, plus loin, une nouvelle ressource à trouver, de nouvelles terres à défricher, est pour beaucoup dans la façon dont se sont constitués l'économie et le territoire du Brésil ».

Cette représentation de l'immensité est encore accentuée par l'horizontalité du relief brésilien. Moins de 10% de la superficie du pays se situent à plus de 800 mètres d'altitude et les plaines, en dessous de 200 mètres, en constituent quant à elles 40%. Les horizons semblent infinis au Brésil, un phénomène qui eu des effets remarquables sur la perception de l'espace et sur le mode d'occupation du territoire.

L'histoire économique du Brésil est ponctuée de cycles successifs à l'origine du processus d'occupation de l'espace. Chaque période a connu l'apogée d'une production destinée à l'exportation, autour de laquelle une

région s'est progressivement peuplée et organisée. Les cycles économiques les plus significatifs ont été ceux du sucre (dans le Nordeste), de l'or (dans le Minas Gerais), du café (à São Paulo) et du caoutchouc (en Amazonie). Ce modèle d'occupation du territoire se caractérise par la dynamique d'économies régionales se basant sur l'activité agro-exportatrice où les relations commerciales internationales l'emporte sur le marché intérieur. Ce qui explique que les transports ne soient pas organisés en réseau et que l'intégration du marché intérieur brésilien n'a pas trouvé les moyens de se développer.

En lien avec cette économie agro-exportatrice, des industries dites traditionnelles se sont quant à elles développées régionalement produisant des biens de consommation courante pour les marchés locaux (alimentaire, textile habillement, entre autres). Cependant, ce mouvement s'est rapidement ralenti, du fait de l'isolement économique des régions et des contraintes du marché intérieur.

Cette période constitue la première phase du développement económico-spatial du Brésil¹ marquée par l'isolement relatif des régions, d'où l'expression « période des archipels régionaux » .

VI.1 - LA CONCENTRATION TERRITORIALE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Issue de l'économie du café, une dynamique industrielle vigoureuse commence à se développer à São Paulo au XIX^e siècle. En effet, des décennies durant, l'évolution de l'industrie s'est faite principalement autour des villes de São Paulo et Rio de Janeiro, respectivement, capitale de l'Etat et Capitale Fédérale. Ce processus de concentration – largement analysé par CANO (1981) – domine la configuration spatiale de l'industrie brésilienne depuis le début du XX^e siècle. Au fil de son évolution, ce schéma industriel gagne progressivement sur le territoire, se concentrant

¹ Pour les phases du développement industriel du Brésil, nous utilisons le schéma proposé par GUIMARÃES NETO (1997).

dans la macro région Sudeste, comprenant les états de São Paulo, Minas Gerais, Espírito Santo et Rio de Janeiro (carte n° 1). Selon GUIMARÃES NETO (1997), c'est la deuxième phase observable de développement spatial du pays qui s'étend jusqu'aux années 1960 caractérisé par une « articulation commerciale » entre la région noyau et le reste du pays.

La concentration de l'industrie dans la région Sudeste engendre évidemment une distribution des richesses favorable à certains états, tandis que d'autres sont tenus à l'écart des bénéfices de la croissance économique. Les inégalités régionales de l'économie brésilienne sont objet de préoccupation et de gestion politique dès les années 1930, plus précisément dès le deuxième gouvernement de Getulio Vargas (CANO, 1994).

« Cette thématique [*les inégalités régionales*] acquiert un statut majeur de réflexion, de théorisation, d'action politique (économique notamment) après 1960, lors de la phase d'intégration du marché intérieur. Pour la première fois, les politiques de développement régional passent à figurer officiellement à l'ordre du jour de l'Etat National » (CANO, 1994, p.312).

Entre 1960 et 1980, grosso modo, se met en place la troisième phase de développement económico-spatiale du Brésil. C'est celle de « l'intégration productive » lorsque les économies régionales ont dû se soumettre à la logique dominante de la région Sudeste. En fait, le « cœur industriel » du Brésil a conduit ce processus par le biais de deux mécanismes complémentaires. D'un côté, par le blocage de toute possibilité d'industrialisation « autonome » en dehors de son aire de contrôle, de l'autre par la création de « complémentarités » inter régionales et de « spécialisations » régionales importantes.² C'est ainsi que l'on a bâti « une économie nationale, régionalement localisée », selon les termes d'OLIVEIRA (1990)³, dans laquelle les hétérogénéités internes aux macro régions n'ont pas diminué, mais au contraire, elles ont servies à

² Selon ARAUJO (1997, p.1071), les exemples de « spécialisations » régionales sont : le pôle électro-électronique de la Zone Franche de Manaus, le minerai au Pará, la chimie dans le Nordeste oriental, le textile au Ceará et dans le Rio Grande do Norte.

³ *Apud* ARAUJO (1997, p.1071)

l'intégration productive menée par les grands capitaux industriels et par l'Etat national.

Compte tenu du rôle essentiel de l'Etat, il semble pertinent de rappeler les aspects les plus significatifs de son intervention. Depuis les années 1930, l'Etat brésilien participe de plus en plus à la structuration du développement national, en stimulant le progrès industriel par des politiques sectorielles et par la réglementation du marché du travail. Le rôle de l'Etat a également été décisif dans la construction d'infrastructures dans les secteurs de l'énergie, du transport et des communications. Du point de vue financier, soulignons que la Banque Nationale de Développement Économique (BNDE), créée par l'Etat en 1952, devient responsable des crédits à long terme. Le capital public investi directement dans la production demeure lui-même très important, car il permet l'essor de la plupart des secteurs de l'industrie lourde, notamment la production de biens intermédiaires (chimie, sidérurgie et métallurgie lourde).

Au cours des années 1970, l'Etat continue à investir fortement en infrastructures routières et les réseaux de communications, tantôt via les grandes entreprises publiques, tantôt via les crédits subventionnés. Rappelons que le Brésil a connu une période de croissance exceptionnelle entre 1967 et 1974, le « miracle économique », mené par les gouvernements militaires au pouvoir suite au coup d'état de 1964⁴. A l'origine de cette croissance, le rôle structurant de l'Etat a été essentiel pour mener à bien l'industrialisation et la modernisation du pays⁵. Le dit *secteur productif étatique*, avec ses grandes entreprises, tout comme les grands oligopoles aux capitaux privés, ont fourni des biens intermédiaires et des biens d'équipements à la mesure des besoins pour favoriser et encourager le processus d'industrialisation.

Le processus d'« intégration productive » a réussi. Cependant, il est important de noter que l'intégration territoriale du marché intérieur n'a

⁴ Voir I.3.1.

⁵ L'idéologie de la sécurité nationale justifia les lourds investissements publics dans des secteurs considérés stratégiques, comme le souligne DINIZ (1993). L'intégration de la région amazonienne et le contrôle des frontières a fait partie importante de la géopolitique des gouvernements militaires.

pas éliminé les singularités des structures productives régionales, en homogénéisant complètement l'espace économique national. Au contraire, ce processus a créé et recréé des territoires économiques dotés de caractéristiques particulières dont l'évolution est importante pour comprendre le rôle des régions face à la crise et à la restructuration productive récente » (EGLER, 1996, p.211-212). L'expansion de la frontière agricole vers la région Centre-Ouest d'abord, puis la région Nord, a intégré ces espaces à l'économie nationale. De même, il convient de reconnaître que l'exploration minière dans la région Nord, dont le projet Grande Carajás reste emblématique, a joué un rôle majeur en incluant cette région dans un contexte économique plus large y compris les marchés internationaux. De ce fait, des activités indirectement industrielles ont contribué à compléter le cadre económico-spatiale du Brésil, tout en renforçant la domination de l'activité industrielle du Sudeste dans ce processus.

Remarquons cependant que l'assimilation des régions dites périphériques à la région Sudeste n'a pas signifié une distribution plus équitable des fruits de la croissance, comme on pouvait l'espérer. Effectivement, les gouvernements militaires n'ont pas pris en considération les problématiques sociales, leur priorité étant d'intégrer le marché intérieur et de consolider l'unité physico-territoriale du pays⁶.

Néanmoins, la modernisation des moyens de communications, dans les années 1970 notamment, a permis l'arrivée des images télévisées aux quatre coins du pays. En plus des championnats de foot – qui sont d'ailleurs un élément d'unification psycho-culturelle du Brésil – la télévision a également montré la pauvreté cruelle sévissant dans certaines régions du pays, notamment dans le Nordeste. La nation pris conscience de l'iniquité de distribution des fruits de la croissance et que les ravages sociaux provoqués par la sécheresse, par exemple, conduisaient à la détresse toute une région.

Pour tenter de minimiser les inégalités régionales, le gouvernement propose un ensemble de politiques compensatoires s'appuyant sur les

⁶ ARAUJO, 1997, p.1071.

agences régionales de développement : SUDENE, SUDAM, SUDECO, SUDESUL et SUFRAMA⁷. Des avantages fiscaux sont largement accordés, soit par la voie des SUDs soit directement, en subventionnant les activités suivantes : exportation, tourisme, reboisement, subsides au crédit agricole, tarif-étalon sur tout le territoire national pour les sous-produits du pétrole (DINIZ, 1993).

On peut dire que la plupart des chercheurs s'accordent sur le bilan plutôt négatif du fonctionnement des SUDs. En-deça des objectifs préalablement attendus, les agences de développement se sont peu à peu affaiblies. Actuellement, leur existence n'est plus qu'une formalité. CANO (1994, p.312), va même jusqu'à dire que « la plupart des efforts publics et privés dans ce domaine ont atteint des bénéficiaires qui ne se situaient pas directement dans les couches les plus pauvres de la périphérie nationale ».

VI.2 - LA DISTRIBUTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE ET SES INEGALITES

Le processus de concentration économique et démographique dans la région Sudeste s'est construit progressivement au cours du XX^e siècle, autour du noyau original de la région métropolitaine de São Paulo. Le modèle de développement económico-spatial de la période d'« intégration productive » (1960-1980) a intensifié cette concentration. Bien que les nouvelles frontières agricoles et l'exploration minière jouent pleinement leur rôle intégrateur, force est de reconnaître que la partie essentielle de l'activité demeure ancrée dans la région la plus industrialisée du pays ou du moins reliée à celle-ci. Le Sudeste est, de toute évidence, le moteur économique du Brésil. De nombreuses études observent ce phénomène

⁷ Respectivement Superintendência de desenvolvimento da região Nordeste, Superintendência de desenvolvimento da região Amazônica, Superintendência de desenvolvimento da região Centro-Oeste, Superintendência de desenvolvimento da região Sul, Superintendência de desenvolvimento da Zona Franca de Manaus.

qui a marqué définitivement le développement brésilien⁸. Notre intérêt ici est d'illustrer l'évolution de cette situation afin de comprendre les récents changements intervenus.

Rappelons que au Brésil, derrière les inégalités régionales, d'autres disparités renforcent l'écart entre régions et sous-régions. Les clivages socio-spatiaux ont des conséquences sur les relations de travail et sur la qualité de vie de la population dans son ensemble, ce qui contribue à aggraver le problème.

Tableau n° 41

DISTRIBUTION REGIONALE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE				
1970-1999				
REGIONS	1970	1980	1990	1999
NORD	1,07	3,00	3,85	3,96
NORDESTE	7,01	9,49	8,89	10,2
SUDESTE	79,08	69,05	65,44	61,86
<i>Minas Gerais</i>	6,87	8,66	8,08	9,03
<i>Espírito Santo</i>	0,50	1,24	1,41	1,73
<i>Rio de Janeiro</i>	15,26	11,92	7,69	9,31
<i>São Paulo</i>	56,45	47,23	48,25	41,79
SUD	11,95	16,24	20,34	21,52
<i>Paraná</i>	2,99	4,93	6,38	5,73
<i>Santa Catarina</i>	2,67	3,91	4,42	5,76
<i>Rio Grande do Sul</i>	6,29	7,40	9,54	10,04
CENTRE-OUEST	0,88	2,22	1,48	2,45
BRESIL	100	100	100	100

Sources : Fondation Getulio Vargas (FGV), 1970, 1980

IBGE, 1990, 1999

Le tableau n° 41 permet de visualiser la répartition de la production industrielle parmi les grandes régions brésiliennes à partir de la décennie 1970, apogée de la phase dite de concentration. On observe que l'Etat de São Paulo à lui seul participe à hauteur de 56% du total de la production industrielle brésilienne. Si l'on considère les quatre états de la région Sudeste (soit 11% du territoire national), on atteint pratiquement 80% de la production. En revanche, les régions Nord et Nordeste, 60% du territoire, ne couvrent que 8% du produit industriel en 1970.

⁸ DINIZ (1995), HADDAD(1989), OLIVEIRA(1977), GUIMARÃES NETO(1997), CANO(1994)

Comme nous avons évoqué précédemment, à des disparités régionales si profondes correspondent des inégalités sociales de grande envergure. GUIMARÃES NETO (1997, p.47) en fait un bilan synthétique. Selon lui, « le Brésil se caractérise pour présenter les niveaux les plus hauts d'inégalité dans le contexte international. On constate les disparités les plus intenses quant à la structure productive, aux relations de travail, aux cadres de vie et aux possibilités d'accéder aux biens et aux services essentiels de la part de la population. Cela est valable tant pour une comparaison entre les grandes régions, que pour une approche interne à chaque région ».

Des transformations se sont opérées depuis les années 1970, en termes de distribution spatiale de l'industrie dans le sens d'une déconcentration relative, comme le tableau n°41 le laisse entrevoir. Cependant, comme on le verra par la suite, les éléments en jeu dans ces transformations n'ont pas contribué de manière décisive à une situation plus équitable si l'on se réfère à la répartition des fruits de la croissance.

VI.3 - VERS UN REDEPLOIEMENT DE LA DYNAMIQUE TERRITORIALE ?

En revenant au tableau n° 41, les données témoignent d'une déconcentration de l'industrie, à partir des années 1970, caractérisée par une augmentation de la participation des régions moins développées (Nord, Nordeste, Centre-Ouest et Sud), d'une part, et le déclin de la participation de la région traditionnellement industrialisée (Sudeste), d'autre part.

La région Sudeste a perdu plus de 17 points entre 1970 et 1999. L'État de São Paulo semble avoir été à l'origine de ce processus, son déclin ayant atteint plus de 14 points au cours de la période considérée. Le processus de *désindustrialisation* de l'Etat du Rio de Janeiro est notable, tout en considérant que son début date de plusieurs décennies. Cet Etat, siège de la capitale du pays jusqu'en 1960, se tourne progressivement vers

le secteur tertiaire (commerce, services, finances, tourisme, entre autres). Les autres états de la région Sudeste (Espírito Santo et Minas Gerais) ont tendance à accroître leur participation à la production industrielle à partir de 1980.

La région Sud, qui nous intéresse plus particulièrement, a quant à elle vu sa part dans la production industrielle nationale augmenter. Même si l'on considère que sa croissance n'a pas été très forte, elle a crû de 9,6 points depuis 1970. Cette performance ne peut être négligée, en particulier lorsque l'on sait que les trois états du Sud se situent hors du "cœur industriel du Brésil".

Une analyse plus récente concourt à confirmer le gain de participation de la région Sud dans le cadre industriel brésilien. Basée sur des données de l'IBGE, l'étude⁹ montre que cette région passe de 22,5% à 24,5% du total de l'emploi industriel du Brésil, entre 1996 et 2000. La performance de l'Etat du Rio Grande do Sul, en particulier, mérite d'être notée car l'industrie *gaúcha* a pu créer 67 300 postes de travail, en augmentant presque de 14% son contingent d'ouvriers industriels, dans la période retenue. Si l'on prend pour cadre de référence la totalité de l'industrie brésilienne, ces chiffres correspondent à 37% du total des postes de travail gérés par l'industrie du pays. Cette expansion considérable de l'emploi dans le Rio Grande do Sul s'explique surtout par la forte présence des branches dites traditionnelles, caractérisées par l'utilisation intensive de main-d'œuvre, dans sa structure industrielle¹⁰.

Du point de vue sectoriel, une déconcentration généralisée de l'industrie brésilienne s'est peu à peu vérifiée. Cependant, les branches productrices de biens de consommation courante, tel que l'alimentaire, l'habillement, la chaussure, ont été plus sensibles que les autres à se déconcentrer, particulièrement entre 1970 et 1985. Du fait que la majorité de cette production se tourne vers le marché intérieur et que celui-ci, pour ce type de biens, est relativement réparti sur le territoire

⁹ « Carta de Conjuntura », FEE, septembre 2002, p.1. Les informations statistiques sont basées sur les données de la Pesquisa Industrial Anual (PIA), élaborée par l'IBGE.

¹⁰ L'industrie de la chaussure en est un exemple.

national, il est alors tout à fait justifié que ces secteurs aient pu se décentraliser plus facilement que les autres.¹¹

D'une manière générale, on peut dire que les raisons de ce mouvement de décentralisation industrielle sont liées d'une part, aux déséconomies d'agglomération¹² dans la région métropolitaine de São Paulo et d'autre part, à la capacité de développement d'autres régions industrielles du pays. Les améliorations apportées aux réseaux des transports et des communications, ainsi que l'expansion des frontières agricoles et minéralogiques, sont à l'origine de l'attractivité exercée par les régions dites périphériques.

Objet de plusieurs études, les origines de la déconcentration industrielle à partir de São Paulo peuvent être répertoriées de façon plus détaillée, à savoir :

- consolidation de complexes agro-industriels tournés vers l'exportation, comme le café, le soja, l'orange, la viande bovine, localisés loin de la zone métropolitaine ;
- production d'alcool combustible à partir de la canne à sucre, également localisée dans l'arrière pays ;
- stratégie du secteur pétrochimique étatique stimulant l'implantation de raffineries hors zone métropolitaine ;
- implantation de centres de recherche dans les villes moyennes et le rôle stimulant de leurs études vis-à-vis de l'activité économique locale ;
- politiques de protection de l'environnement – comme d'autres déséconomies externes – imposent aux nouveaux projets industriels une délocalisation hors de la zone métropolitaine ;
- puissance des syndicats ouvriers de la région métropolitaine de São Paulo imposant aux investisseurs la recherche d'autres

¹¹ PACHECO (1999).

¹² On peut dire, avec THÉRY (1995, p.214), que « les inconvénients de la concentration commencent à l'emporter sur les avantages : les industriels doivent désormais se livrer à une concurrence serrée pour accéder aux terrains, aux fluides, aux infrastructures, ils ont à affronter les syndicats ouvriers que la concentration renforce; les pouvoirs publics, devant le coût croissant des infrastructures en tous genres nécessaires aux métropoles industrielles, commencent à peser dans le sens d'une certaine déconcentration industrielle ».

sous-régions pour s'installer. (GUIMARÃES NETO, 1997, p.65-66)

Il convient de noter que le processus de délocalisation industrielle vers l'intérieur de l'Etat de São Paulo a provoqué la croissance rapide des villes moyennes entre 1975 et 1985, comme le souligne PACHECO (1997)¹³.

Rappelons que cette déconcentration s'est concrétisée au cours des années 1970, résultante de la forte présence de l'Etat Nation, tandis qu'une intense croissance économique se vérifie. Le taux de croissance annuelle du PIB était à cette époque de 9% approximativement. Comme le souligne DINIZ (1993, p.48), « toutes les régions se sont accrues, bien que différemment ».

Face à la déconcentration régionale de l'industrie alors que le pays traversait une période de croissance économique extraordinaire, il nous paraît légitime de poser la question des disparités socio-spatiales. Est-ce que la déconcentration a pu réduire les inégalités régionales ? Selon les chercheurs, le Brésil demeure un pays où les inégalités semblent résister au progrès économique. Autrement dit, la distribution des fruits de la croissance n'est pas à l'ordre du jour. GUIMARÃES NETO (1997) dresse le cadre des inégalités régionales à travers l'examen de trois groupes d'indicateurs : sociaux, économiques et du marché du travail. Nous en retenons quelques uns, pour montrer que le déploiement industriel ne s'accompagne pas toujours d'une amélioration de la qualité de vie des populations.

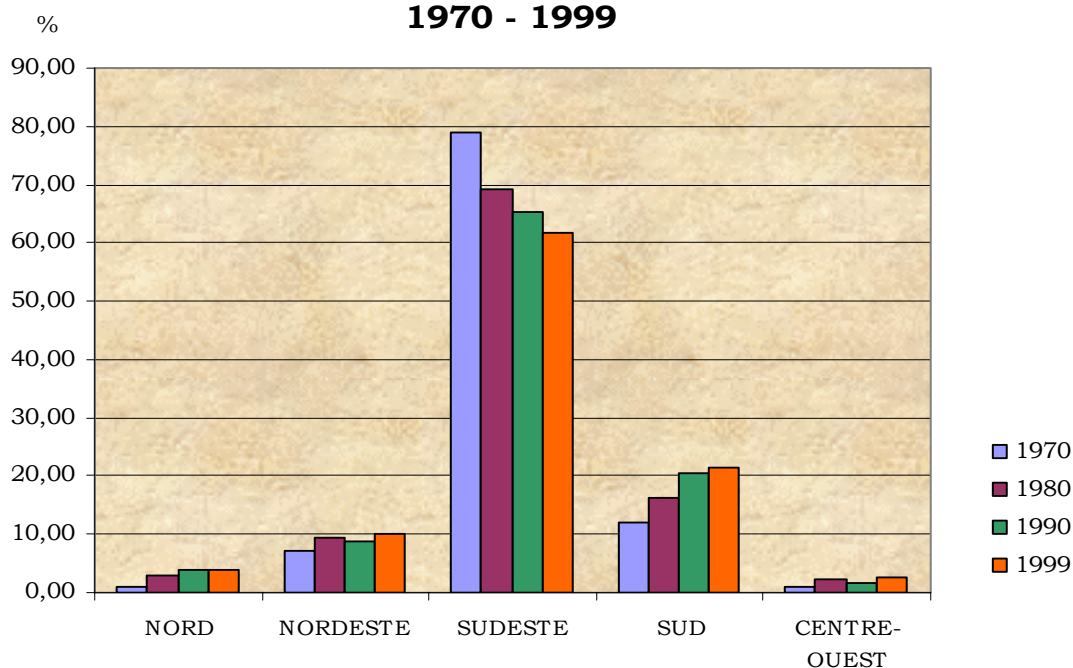
Le Rapport sur le Développement Humain au Brésil, élaboré par IPEA/PNUD en 1996, rend compte de l'existence de trois Brésils. Le premier présente un niveau **élevé** de développement humain, localisé dans la région Sudeste (à l'exception de Minas Gerais), dans la région Sud, dans le District Fédéral (Brasília) et dans l'Etat du Mato Grosso do Sul. Un deuxième Brésil, où le développement humain est considéré **moyen**, se trouve dans le Minas Gerais, Goiás, Mato Grosso, Rondônia, Amazonas et Amapá. Enfin, le troisième Brésil caractérisé par un développement

¹³ C'est le cas de Campinas, São José dos Campos, Ribeirão Preto, Sorocaba et Santos.

humain **réduit** comprend la région Nordeste dans son intégralité, ainsi que les Etats du Pará, de l'Acre et du Tocantins (GUIMARÃES NETO, 1997, p.47). Il convient de noter que la région Nordeste reste la plus déficitaire : comportant 29% de la population totale du pays, cette région abrite 45% du total des pauvres brésiliens¹⁴. En ce qui concerne le PIB par habitant, « le Nordeste présente des chiffres correspondant à moins de la moitié de la moyenne nationale », tandis que pour la région Sudeste celui-ci est de 30% supérieur (GUIMARÃES NETO, 1997, p.52).

En bref, nous pouvons affirmer que les inégalités régionales persistent, malgré la relative déconcentration territoriale de l'industrie, au cours de ces dernières décennies. Les différentes dynamiques économiques régionalisées ont forgé historiquement un cadre économico-spatial qui lui-même tend à consolider les différences originales. L'économie brésilienne croît, c'est toutefois une croissance qui reproduit les inégalités.

Graphique n° 25
**Participation régionale au PIB industriel du Brésil
1970 - 1999**



Sources : Fondation Getulio Vargas (FGV), 1970 et 1980
IBGE, 1990 et 1999

¹⁴ Le région Sud en participe à 20%. GUIMARÃES NETO, 1997, p. 48.

Au-delà de ce constat, admettons que le processus de déconcentration révèle un changement majeur intervenu dans le cadre des rapports entre l'économie et le territoire au Brésil. Le fait que la production industrielle, polarisée depuis un siècle autour de São Paulo et de sa région métropolitaine, se déplace vers d'autres états du pays témoigne d'un processus nouveau. Le graphique n° 25 montre nettement la perte de position de la région Sudeste entre 1970 et 1999. La contrepartie de ce mouvement est la croissance de participation de toutes les autres régions. Signalons d'ailleurs la performance de la région Sud, dont la base industrielle pré-existante a permis un bond en avant considérable¹⁵.

Bien que des différentes interprétations de ce phénomène existent selon les différents spécialistes - que nous ne pouvons passer en revue -, nous considérons l'approche de DINIZ, comme la plus représentative. Selon lui, « après un siècle de concentration industrielle dans l'État de São Paulo et de polarisation autour de la région métropolitaine, les deux dernières décennies ont inversé ce processus, entraînant un mouvement de déconcentration industrielle vers certaines régions du pays » (DINIZ, 1995, p.10).

Néanmoins, il faut à cet égard rester prudent - comme le fait d'ailleurs l'auteur en question -, car on ne peut affirmer simplement qu'un processus de déconcentration régionale de l'industrie est en cours au Brésil. Il s'agit plutôt d'un élargissement de la zone de concentration, voire d'une reconcentration « amplifiée » sur la partie du territoire la plus développée du pays : un polygone d'une longueur de 1 700 km environ, qui part de la région centrale de Minas Gerais et aboutit au Nord-Est du Rio Grande do Sul. Pour une définition plus exacte de ce polygone, précisons qu'il passe par les villes de Belo Horizonte, Uberlândia, Londrina, Maringá, Porto Alegre, Florianópolis, São José dos Campos, Belo

¹⁵ Dans la région Sud, le Rio Grande do Sul est l'Etat le plus industrialisé et celui où les gains de participation à l'industrie brésilienne ont été les plus significatifs, en passant de 6,29% à 10,04%, selon le tableau n° 41.

Horizonte (carte n° 14). Le périmètre de ce polygone ceinture la région la plus industrialisée du Brésil et disposant de la meilleure infrastructure.

Au même titre, il serait prématuré d'affirmer que la déconcentration relative de l'industrie serait à l'origine d'un processus de redéploiement général de l'activité productive au Brésil. Il est vrai que l'activité industrielle a une force motrice très importante et qu'elle stimule d'autres activités. Mais, pour le moment, les spécialistes ne disposent pas d'indices capables de prévoir un changement essentiel dans la dynamique económico-territoriale du Brésil vu dans sa globalité.

Si les spécialistes s'accordent à reconnaître le mouvement de déconcentration spatiale de l'industrie, à partir de la perte de position de l'Etat de São Paulo, ils ne sont pas unanimes quant à la continuité dans le temps de cette déconcentration. Les auteurs divergent quant à l'analyse des déroulements actuels : les uns évoquent l'épuisement du processus, les autres y voient un simple ralentissement. Les évidences indiquent, avant tout, que cette déconcentration relative de l'industrie a eu pour conséquence majeure un élargissement de la zone la plus industrialisée du pays, toujours située dans les régions Sudeste et Sud.

Carte n° 14

Le Brésil: les axes de déconcentration, les principaux pôles technologiques et le polygone d'agglomération industrielle



Légende

Nouveau polygone d'agglomération industrielle

Axes de déconcentration

Les principaux pôles technologiques

- 1 São Paulo
- 2 Campinas
- 3 São Carlos
- 4 São José dos Campos
- 5 Santa Rita do Sapucaí
- 6 Florianópolis
- 7 Campina Grande

Cartographie: Géog. Ivanira Falcade
D'après DINIZ, 1993, p. 37.

En parallèle à la thèse sur la déconcentration industrielle à l'intérieur du « polygone » de DINIZ (1993), une autre interprétation est présentée par la littérature spécialisée. Sans s'opposer à la première, la thèse de la fragmentation de l'espace économique brésilien est basée sur le fait que d'autres noyaux dynamiques ont pris forme sans entretenir de liens solides avec l'économie du Sudeste (PACHECO, 1996, *apud* GALVÃO et VASCONCELOS, 1999)¹⁶. Comme nous l'avons évoqué précédemment, la capacité de développement de certaines zones dans les régions dites périphériques est parmi les éléments qui ont favorisé la déconcentration industrielle de São Paulo.

La thèse de la « réconcentration amplifiée » dans le polygone Sudeste/Sud (DINIZ) met en relief la tendance actuelle, présente au niveau mondial et issue du nouveau paradigme techno industriel, selon laquelle les industries modernes à technologie de pointe cherchent à s'installer dans des zones péri métropolitaines pour bénéficier de services adaptés et de la concentration des connaissances que les milieux urbains denses peuvent offrir.

La thèse de la fragmentation, à son tour, attire l'attention sur les potentialités dynamiques que représentent certains secteurs industriels localisés, relativement spécialisés et reliés à des circuits commerciaux significatifs. Ces secteurs provoqueraient des répercussions modestes, pour l'instant, sur la scène nationale. En revanche, les effets au niveau régional se feraient sentir de manière plus forte, étant en mesure de promouvoir l'hétérogénéité interne des espaces économiques locaux.

Selon GALVÃO et VASCONCELOS (1999, p.8), « la thèse de la fragmentation spatiale du développement du Brésil ne pose pas de divergences importantes par rapport à l'idée d'une tendance à la réconcentration de la dynamique économique dans un polygone situé à l'intérieur du Sud/Sudeste. Bien au contraire, celle-ci devrait penser à

¹⁶ Rappelons qu'il s'agit des secteurs agro-industriels (café, soja, orange, viande) dans diverses sous-régions du Sud/Sudeste, la production d'alcool carburant (Nordeste), le minerai au Pará, le textile au Ceará, l'électro-électronique dans la zone franche de Manaus (Amazonas), entre autres.

incorporer dans l'analyse les fractions exogènes à l'aire polygonale, et qui sont considérées par l'autre thèse ».

Les auteurs soulignent que l'approche de la fragmentation spatiale apporte des éléments essentiels à la compréhension de la distribution de l'activité économique sur le territoire depuis la restructuration industrielle au Brésil. Ils insistent sur le fait que « depuis le début de la décennie 80, le moteur de la croissance nationale se rapporte progressivement au développement de quelques activités exportatrices dépourvues de liens organiques avec la structure productive existante, ce qui est un phénomène nouveau. Organisé autour de la production de biens intermédiaires industriels et de l'agro-industrie, ce processus a rendu autonome certains circuits productifs et commerciaux donnant lieu à des dynamiques de croissance locale » GALVÃO et VASCONCELOS (1999, p.8).

Dans le même ordre d'idées, PACHECO (1999) montre qu'actuellement la dynamique régionale de l'industrie au Brésil est la résultante de deux forces complémentaires. D'un côté, la déconcentration progressive à l'intérieur du polygone du Sud/Sudeste. De l'autre, l'avènement d'« îles de productivité » présentes dans presque toutes les régions du pays. De l'interaction entre ces deux forces, résulte une croissance relativement plus intense des anciennes périphéries nationales, tandis que le développement des villes moyennes l'emporte sur les régions métropolitaines.

En résumé, la dynamique spatiale de l'industrie se caractérise par la présence, dans le territoire brésilien, d'une grande région où les activités stratégiques se sont implantées (le polygone moderne). Autour de cette région, des régions dites périphériques - caractérisées par différents niveaux de complexité économique - sont parvenues à consolider des « spécialisations » entraînant la dynamique actuelle d'espaces régionaux (GUIMARÃES NETO, 1997).

VI.4 – L'ORGANISATION SPATIALE DE L'ECONOMIE BRESILIENNE A PARTIR DE LA RESTRUCTURATION INDUSTRIELLE

Les effets de la crise des années 1980, le retrait de l'Etat en tant qu'agent économique de poids, l'ouverture des marchés et la création du Mercosur sont les principaux enjeux de la décennie 1990 concernant l'organisation territoriale de l'économie brésilienne¹⁷.

Tout d'abord, deux remarques liminaires sont nécessaires. Premièrement, les effets de la restructuration industrielle sur le territoire sont à nuancer si l'on prend en considération les grandes différences existantes entre structures économiques régionales. La grande hétérogénéité économico-spatiale du Brésil est à l'origine de ce constat. Deuxièmement, l'impact de la restructuration industrielle, à travers la modernisation technologique, les gains de productivité, la tertiarisation, la croissance de l'emploi informel, est plus sensible dans les zones les plus industrialisées du pays.

Compte tenu de l'importance historique de l'Etat dans son rôle de stimulateur du processus de déconcentration spatiale, sa sortie de scène marque un tournant significatif si l'on considère la répartition spatiale des activités. « La crise profonde de l'Etat National et des Etats fédérés [18] a provoqué une réduction de la capacité d'investissement, et les changements dans la conception même d'Etat [le succès du néolibéralisme] en faveur de la privatisation des entreprises étatiques et d'autres services fournis par l'Etat indiquent que celui-ci ne reprendra pas son rôle historique en faveur de la déconcentration de la production. Les mutations structurelles en cours et l'absence de l'Etat sur la scène de la politique régionale contribuent à renforcer la logique du marché. Celle-ci tend quant à elle à creuser les inégalités régionales et sociales, entraînant

¹⁷ Nous avons traité de la restructuration industrielle des années 1990 dans l'économie brésilienne précédemment dans cette thèse (I.3.1). Rappelons ici que l'expression *restructuration* est répandue comme un ensemble de changements institutionnels et organisationnels dans les entreprises, en comprenant aussi la redéfinition du rôle de l'Etat et des agents financiers pour garantir leur profits. Un pouvoir absolu est attribué aux marchés en dépit des interventions étatiques.

¹⁸ Il s'agit, notamment, d'une crise fiscale provoquée par l'endettement du secteur public dans des proportions extraordinaires.

de graves conséquences sociales et politiques pour le pays » (DINIZ, 2000, p.39).

GUIMARÃES NETO (1997) montre clairement la perte d'influence de l'Etat Nation, surtout entre 1985 et 1995, période de grande instabilité économique, où les gouvernements ont tenté à plusieurs reprises de contrôler l'inflation, le fléau national. Dans ce contexte, la préoccupation à court terme – à travers les politiques de stabilisation de la monnaie – occupe le devant de la scène en dépit des politiques de développement économique et social, dont les projets de réduction des inégalités ont été tenus à l'écart. L'auteur affirme sans ambiguïté que « l'Etat Nation a quitté le chemin de la réduction des inégalités relatives aux conditions de vie des brésiliens dans différentes régions, chemin qu'il commençait à parcourir, allant d'échecs en réussites » (p.69).

L'ouverture des marchés aux concurrents internationaux a eu des conséquences très différentes selon les secteurs industriels mais également selon les régions. Les analyses sur ce thème ne se prétendent aucunement définitives, car les incertitudes dominent. Néanmoins, des formulations provisoires sont repérables dans la littérature de référence.

Un des aspects à signaler concerne l'approche des « îles de productivité » responsables du dynamisme local dans certaines périphéries régionales du Brésil. Grâce à l'ouverture des marchés, certains secteurs ont pu rechercher directement à l'étranger les fournisseurs dont ils avaient besoin, ainsi que les marchés pour écouler leur production. De cette manière, ils se sont intégrés aux circuits internationaux, et cela directement, c'est-à-dire, sans passer par des relations avec le centre industriel du pays (la région Sudeste). La fragmentation donc de l'espace économique brésilien, en permettant une dynamique relativement autonome à des espaces auparavant marginalisés ou dépendants du centre économique, est clairement un résultat de l'ouverture des marchés.

Comme l'expriment GALVÃO et VASCONCELOS (1999, p.8), « l'ouverture a signifié la rupture profonde du principal trait caractéristique de la phase antérieure de développement régional : les liens de *solidarité* entre les régions du pays. Jusqu'au début des années

80, la croissance des régions périphériques se faisait de manière fortement articulée au centre économique, São Paulo. De ce fait, les productions régionales jouaient un rôle complémentaire par rapport au centre. Autrement dit, la croissance des aires périphériques dépendait d'une recherche constante de nouvelles et meilleures liaisons en amont et en aval avec l'industrie *pauliste* ».

Une des conséquences de la restructuration industrielle sur le territoire se manifeste par l'éclatement fonctionnel de l'entreprise et le déplacement d'établissements vers le Nordeste. Phénomène présent dans le monde entier, le fractionnement interne de l'activité de l'entreprise est une des caractéristiques du système de production flexible. En conséquence, l'entreprise est en mesure de séparer géographiquement ses fonctions en suivant l'alternative la plus conveniente à ses objectifs. Au Brésil, bien que le phénomène ne soit pas généralisé, il mérite d'être noté, car il s'agit d'un élément nouveau dans le cadre des transformations económico-territoriales des années 1990.

Des secteurs technologiquement traditionnels et fortement consommateurs de main-d'œuvre, comme la chaussure et l'habillement, ont installé des établissements directement liés à la production dans certaines sous-régions du Nordeste, à la recherche d'une main-d'œuvre docile et moins coûteuse que celle des régions d'origine. Comme il ne s'agit pas de secteurs de pointe de l'économie, mais de quelques secteurs traditionnels (peu nombreux, d'ailleurs), les répercussions observées sur l'ensemble du territoire brésilien sont minces, pour le moment. De même, il ne serait pas légitime d'espérer que l'action de ces industries puisse déclencher un processus de développement local dans le Nordeste. Etant donné que la stratégie des entreprises génératrices de déplacement fonctionnel se caractérise comme une stratégie défensive – où la réduction du coût du travail dans une vision de court terme s'énonce comme prédominante¹⁹ – il reste peu envisageable que cette démarche puisse entraîner des transformations remarquables au niveau local.

¹⁹ LEBORGNE et LIPIETZ (1988)

Durant les années 1990, hormis les transformations issues de l'ouverture des marchés et du retrait de l'Etat, l'organisation territoriale de l'économie brésilienne commence à subir les effets du Mercosur, en place à partir de 1991. Le Marché Commun de l'Amérique du Sud compte actuellement avec la participation du Brésil, de l'Argentine, du Paraguay et de l'Uruguay en qualité de pays-membres²⁰. Les résultats de l'intégration pour le développement du commerce entre les pays-membres se sont rapidement fait sentir. Pour illustrer ce propos, notons que le total des échanges (importations et exportations) entre le Brésil et les autres trois pays est passé de 2,5 milliards de *dollars* en 1990 à 19 milliards de *dollars* en 1997²¹.

Parmi les exportations du Brésil vers le Mercosur, les biens industrialisés et semi-industrialisés (textile habillement, chaussures, alimentaire, pétrochimique) sont les plus représentés, tandis qu'en termes d'importations, la plupart concerne des biens issus du secteur primaire (maïs, vins, produits laitiers).

Les analyses convergent sur le fait que la grande région Sud/Sudeste est privilégiée dans le cadre des relations commerciales avec le Mercosur. Comme le montre DINIZ (2000, p.57), en 1996, le Sud et le Sudeste ont exporté 91,4 % du total des échanges provenant du Brésil. Les informations plus récentes témoignent de la continuité de cette tendance.

²⁰ La Bolivie et le Chili se sont associés au Mercosur, mais ils n'y participent pas comme membres effectifs, n'ayant pas le même degré d'intégration.

²¹ DINIZ (2000, p.56).

Tableau n° 42

**Participation des états aux échanges du Brésil
avec le Mercosur - 2001**

ETATS	Exportations	Importations
Bahia	4,0	8,3
Minas Gerais	8,3	7,1
Paraná	8,2	11,7
Rio de Janeiro	4,5	11,9
Rio Grande do Sul	13,2	17,3
Santa Catarina	5,8	3,0
São Paulo	44,5	27,6
autres Etats	11,6	13,1
BRESIL	100,0	100,0

SOURCE : Ministério de Desenvolvimento, Indústria
e Comércio - Sistema ALICE

Parmi le total des exportations brésiliennes vers les pays du Mercosur, en 2001, 58% proviennent des états de São Paulo et du Rio Grande do Sul, ce qui montre très nettement le dynamisme de la grande région Sud/Sudeste. Du côté des importations, une meilleure répartition entre les états ne cache pas la prépondérance des deux états les plus importants. Par ailleurs, sachons que les états appartenant au Sud/Sudeste englobent 78,6% du total des importations brésiliennes en provenance du bloc économique sud-américain.

Etant donné les atouts constitutifs de la grande région Sud/Sudeste, il n'est pas surprenant qu'elle soit en mesure de mieux répondre aux stimulations du commerce international. Particulièrement la sous-région comprise dans le « polygone » évoqué précédemment qui dispose d'un système productif dynamique, d'une bonne infrastructure de transports et de communications, d'un réseau de services modernes capables de soutenir les activités d'exportation. N'oublions pas que les centres de recherches les plus modernes et les plus importantes universités y sont ancrés. Dans ces conditions, force est de reconnaître que l'action du Mercosur renforce davantage la concentration économique

dans le Sud/Sudeste du Brésil, en contribuant visiblement au cadre des inégalités économique-spatiales du pays observées jusqu'alors²².

Ceci étant dit, la plupart des auteurs admettent que le Mercosur joue un rôle stratégique tout à fait nouveau dans les décisions économiques prises par les entreprises dans les pays-membres. D'après GALVÃO et VASCONCELOS (1999, p.9), « le Mercosur a créé de nouvelles perspectives aux réseaux commerciaux à l'intérieur du bloc, d'une part, et de l'autre il a favorisé la réadaptation du tissu productif des pays-membres, notamment chez les deux plus grands, à savoir le Brésil et l'Argentine ».

Du point de vue géographique, les tendances indiquent une intégration plus forte entre les espaces économiques du cône sud de l'Amérique Latine. Les liens se renforcent entre les métropoles et les principales villes du Mercosur : São Paulo, Belo Horizonte, Campinas, Curitiba, Porto Alegre, Montevideo, Buenos Aires, Cordoba, Mar del Plata, Assunción. DINIZ (2000, p.58) préconise « l'établissement d'un réseau de métropoles intégrées et complémentaires dans la macro région sud du continent américain ». Il est vrai que pour ce qui est de l'espace économique brésilien, la concentration dans le Sud/Sudeste est d'autant plus forte que l'intégration au Mercosur s'intensifie.

Ce qu'il paraît important de retenir de l'évolution récente de l'organisation spatiale de l'économie brésilienne, malgré l'apparition de dynamiques localisées (les « îles de productivité »), c'est que la zone la plus fortement industrialisée garde les préférences de localisation des activités technologiquement avancées. L'ensemble des villes moyennes, dotées d'infrastructures adéquates, bénéficie de la proximité avec les grandes métropoles sans que pour autant les coûts d'agglomération correspondent, « en inaugurant un modèle de localisation industrielle relativement dispersé, tel que l'on observe au niveau mondial » (CROCCO et DINIZ, 1996, p.88).

²² ARAUJO (1997, p.1076), DINIZ (2000, p.56), GALVÃO et VASCONCELOS (1999, p.9), AMARAL, GARCIA, LAVINAS (1997, p.18).

Dans la perspective de cette thèse, il est légitime de mettre en avant la localisation de la région de Caxias do Sul dans la zone la plus porteuse concernant l'industrie. Comme l'affirme DINIZ (1995, p.35), « les meilleures conditions pour la localisation des activités à haute technologie se trouvent d'abord dans l'État de São Paulo et, de façon secondaire, à l'intérieur de la bande qui va de Belo Horizonte à Porto Alegre ».

VI.5 – DES EXPERIENCES RECENTES : LES TECHNOPOLES ET LA « GUERRE FISCALE »

Les incertitudes actuelles du monde de l'économie dressent un cadre peu clair pour se permettre d'élaborer de solides interprétations sur le lien entre espace géographique et économie dans un avenir proche. La rapidité des transformations économiques contemporaines alliée à la grande diversité socio-économique du territoire brésilien méritent que soit considéré avec prudence les analyses les plus récentes.

En effet, bien peu de chercheurs se risquent à énoncer des hypothèses plus précises. La position la plus raisonnable nous paraît celle de GUIMARÃES NETO (1997, p.54), lorsqu'il affirme qu'à partir de 1985 « les informations disponibles ne permettent de conclure ni de la continuité du processus de déconcentration, ni de la re-concentration [de l'activité économique dans le polygone développé] ».

Les pronostics sont rapidement obsolètes, ceci est dû en partie, à la précarité des statistiques disponibles depuis 1985. Rappelons qu'au Brésil la source des données la plus complète est issue du recensement économique de l'IBGE, dont le dernier exemplaire date de 1985. Depuis lors, pour des raisons économiques (manque de ressources), les recensements sont interrompus. Compte-tenu de l'étendue, de la fiabilité et du détail des informations fournis par cette procédure, il n'est pas difficile d'imaginer l'envergure des problèmes causés par cette interruption. Chercheurs, gouvernants et équipes en charge de l'élaboration des plans généraux et des politiques sectorielles du pays, à

tous les niveaux administratifs, ont été touché par cette violente interruption .

Dans la littérature traitant de l'économie régionale, en particulier, la précarité des moyens statistiques est régulièrement évoquée par les analystes, chacun tentant de recourir à l'utilisation de sources alternatives. Il est cependant regrettable que de tels indicateurs n'assurent pas les meilleures conditions d'obtention de résultats satisfaisants²³. En conséquence, les réserves exprimées tant sur les statistiques disponibles que sur la relativité des conclusions, constituent des mesures de précaution naturellement nécessaires.

Dans le domaine qui nous concerne, les études proviennent de différentes sources d'informations, selon l'échelle territoriale de référence et la période correspondante. Nous pouvons dire qu'en général les sources les plus utilisées sont issues du RAIS (*Relatório Anual de Informações Sociais*) –régulièrement utilisé dans cette thèse - fourni par le *Ministério do Trabalho e do Emprego*, ainsi que d'autres enquêtes spécifiques menées par l'IBGE.

Parmi celles-ci, la PIA (*Pesquisa Industrial Anual*), enquête industrielle annuelle²⁴ comporte l'avantage de présenter une bonne quantité de données détaillées par branche industrielle. Cette enquête existe depuis 1996 et les résultats les plus récents datent de l'an 2000. Elle couvre tous les états du pays, cependant elle n'est pas ventilée par commune. Cela est une insuffisance importante à l'égard des études régionales, ce qui est le cas de cette thèse.

Une troisième alternative en termes de source de données qui s'avère porteuse, c'est le Secrétariat des Finances (*Secretaria da Fazenda*) de chaque état de la fédération. Nous avons déjà eu recours à ces données, à l'occasion de l'analyse de l'industrie de la région de Caxias do Sul courant 90 (II.3.2). Il s'agit d'informations fournies par toutes les

²³ « L'inexistence d'informations récentes issues du recensement pour l'industrie – particulièrement essentiel pour évaluer les dynamiques régionales - nous oblige à considérer des statistiques alternatives qui ne sont pas toujours les mieux adaptées pour appréhender les phénomènes en question » (PACHECO, 1999, p.11).

²⁴ L'IBGE a également en charge, le recueil de données sur la réalité agricole, les cultures et l'élevage, à travers des rapports statistiques.

entreprises du pays au moment de l'encaissement des impôts, à partir des formulaires officiels et standardisés. Ces informations présentent l'avantage d'être détaillées par commune et par secteur d'activité. Ainsi on peut considérer fiables les données exprimées en valeurs monétaires, situation qui ne se vérifie pas considérant le nombre d'établissements et d'emplois. Ajoutons que l'appartenance de l'entreprise à telle ou telle branche d'activité est faite par l'entreprise elle-même, sur la base du déclaratif, il va sans dire que les résultats peuvent alors facilement présenter des distorsions aléatoires.

Il est évident que les alternatives statistiques permettant de combler la lacune des recensements économiques de l'IBGE sont plus nombreuses que celles que nous venons d'évoquer. Qui plus est, selon les besoins de la recherche, les analystes créent des combinaisons de variables pour mieux étayer leurs interprétations. De sorte que, et malgré les réserves et prudenances d'usage, nous disposons d'un certain nombre d'études représentatives des enjeux actuels dans le domaine de l'économie spatiale au Brésil.

La restructuration industrielle, en tant que phénomène en cours, demeure la toile de fond à partir de laquelle on étudiera le comportement spatial de l'industrie au Brésil.

Les tendances globales que l'on peut esquisser à partir des analyses récentes montrent la progression de la re-concentration amplifiée de l'industrie dans les limites suggérées par DINIZ, c'est-à-dire, dans le polygone situé dans les régions Sud et Sudeste. Cela se vérifie notamment dans les secteurs à forte valeur ajoutée technologique implantés de préférence dans les villes moyennes dotées d'infrastructure, à proximité de dessertes du réseau de transports, afin d'éviter les coûts générés par les agglomérations en zone métropolitaine. Cette tendance est observée dans les comportements repérés à l'échelle internationale.

On attachera une attention particulière à la tendance à la délocalisation d'établissements fortement demandeurs de main-d'œuvre vers la région Nordeste du Brésil. Bien que peu représentative pour modifier considérablement la distribution spatiale de l'industrie dans le

pays, cette tendance reflète une caractéristique importante de la restructuration productive qui consiste à rendre possible la séparation fonctionnelle de l'entreprise. La suite de ce mouvement de délocalisation dépend de la capacité de la production industrielle brésilienne à se tourner vers les secteurs traditionnels en investissant massivement.

Si l'on étudie la réconcentration amplifiée existante dans le polygone du Sud/Sudeste, il convient de mentionner la présence des **pôles technologiques** (ou technopôles). Comme la carte n° 14 nous permet de le constater, la majorité de ces pôles se situe strictement dans la zone la plus moderne du pays en termes industriels.

Identifiés comme les territoires des nouvelles technologies, les pôles technologiques sont un phénomène relativement récent au Brésil. A partir des années 1980, l'expression est devenue « à la mode » tant dans l'esprit des planificateurs des instituts de recherche, que dans les discours volontaristes des aménageurs qui en ont fait un slogan au profit du développement local.²⁵

Pour rester prudent sur ce sujet, nous pensons qu'il est utile de rappeler la définition de pôle technologique que nous emprunterons à MEDEIROS (1990). Selon lui, un pôle technologique (ou un pôle scientifique technologique) est issu de la réunion de quatre composantes :

- a) l'existence d'établissements d'enseignement et de recherche spécialisés dans une nouvelle technologie²⁶ ;
- b) la présence d'un ensemble d'entreprises engagées dans le développement de technologies nouvelles ;
- c) l'émergence de projets d'innovation technologique communs à tous, stimulés par le gouvernement ;
- d) l'identification d'une structure organisationnelle formelle ou même informelle.

Comme le souligne MEDEIROS, les entreprises à haute valeur ajoutée technologique s'appuient fortement sur les ressources humaines,

²⁵ DROULERS (1992, p.407)

²⁶ Rappelons ce qu'on entend usuellement par « nouvelles technologies »: l'informatique, l'électronique, la mécanique de précision, les nouveaux matériaux, la chimie fine, l'aérospatiale, la biotechnologie, les télécommunications.

les laboratoires, le matériel et les équipements des centres de recherche et d'enseignement. En essence, le technopôle résulte de la concrétisation d'un échange systématique entre ces deux partenaires, auxquels s'ajoute le gouvernement en qualité de troisième agent important. Un organisme coordinateur dont l'objectif est de faciliter les échanges en diffusant les informations s'impose également comme un élément nécessaire au fonctionnement du pôle technologique. Au Brésil, la coordination du pôle est souvent exercée par une fondation privée ou par une association à but non lucratif.

Contrairement aux idées reçues, les technopôles ne surgissent pas d'un projet ni d'un décret, comme le souligne à juste titre MEDEIROS (1990, p.5), mais ils sont le résultat d'une combinaison d'éléments préexistants sur un territoire déterminé. Il est primordial, dans ce contexte, qu'une prédisposition à l'échange se manifeste, à partir du besoin – souvent ressenti par les agents locaux - de mener des actions convergentes.

Au Brésil, des technopôles se sont créés dans des villes dites moyennes ou dans certains quartiers de grandes villes. Dans la majorité des cas, leur localisation s'explique par l'existence de centres de recherche et d'universités, par les facilités de transport et de communication, par un climat favorable aux affaires, hors de grands centres urbains - ce qui est d'ailleurs le cas des critères observés à l'échelle internationale.

Etant donné que l'examen détaillé des pôles technologiques brésiliens déborde du cadre de cette thèse, nous en donnons une illustration résumée en indiquant les domaines dans lesquels ils sont spécialisés :

Campinas (SP) – physique, télécommunications, informatique, chimie fine ;

São Carlos (SP) – polymères, nouveaux matériaux, optique, mécanique de précision, instrumentation, automation, informatique ;

São José dos Campos (SP) – aérospatiale, armement, nouveaux matériaux, électronique ;

Santa Rita do Sapucaí(MG) – électronique, télécommunications ;

Curitiba (PR) – informatique, automation industrielle, télématique ;

Campina Grande (PB) – électro-électronique, informatique, télécommunications ;

Florianopolis (SC) – informatique, mécanique de précision, électronique.

Si l'on s'accorde sur le bilan plutôt mitigé de l'expérience des pôles technologiques au Brésil, soulignons pour autant que les technopôles ne sont pas en mesure de contribuer à la réduction du retard technologique vécu par le pays depuis longtemps²⁷. Les analystes soulignent les difficultés et les limitations de cette expérience. Dans le cas particulier des trois technopôles de São Paulo, le constat de CAIADO et autres (1995) attribue la raison de leur performance à la croissance industrielle des régions où sont situés les pôles. Selon les auteurs, « le poids des entreprises à base technologique est bas au regard du total d'établissements industriels » (CAIADO, 1995, p.269).

Divers éléments sont répertoriés pour montrer les limitations du développement des technopôles à São Paulo. Parmi ceux-ci citons les éléments macro-économiques relatifs au climat général de récession, à la chute des investissements privés, à la crise fiscale de l'Etat et par voie de conséquence, le manque de ressources. Néanmoins, des raisons internes aux technopôles sont à prendre en compte, comme la faiblesse des articulations existantes entre les entreprises et le milieu politique, l'insuffisant degré de coopération entre les partenaires publics et privés, tout comme le peu de capacité à participer à la dynamique industrielle de la région d'accueil. Cet ensemble de raisons a conduit les auteurs à affirmer sans ambiguïté que « les pôles technologiques fonctionnent plutôt comme une image créée par les personnes issues de l'université que comme un réel instrument de mobilisation du potentiel scientifique, technologique et industriel des régions concernées » (CAIADO et autres, 1995, p.270).

²⁷ Bien que situé au huitième rang des pays occidentaux en terme de production industrielle, le Brésil se retrouve dans le groupe des pays du Tiers Monde si l'on considère le nombre de ses chercheurs et publications scientifiques. Concernant ces dernières, le Brésil participe à peine 0,6 % du total mondial, tandis que les Etats Unis sont à 37 %, le Royaume Uni à 8,2 % et la France à 5,1 % (DROULERS, 1992, p.403 et 414).

Dans le même ordre d'idées, MEDEIROS (1990, p.18) critique la faible répercussion des technopôles brésiliens sur le tissu industriel comme un tout, en estimant qu'ils demeurent des « îlots de technologie ». L'idéal serait qu'ils puissent transférer les connaissances qu'ils produisent vers l'ensemble de l'économie du pays, notamment vers les secteurs productifs de grande échelle, comme l'alimentaire, le textile, la chaussure, le bâtiment.

Ces branches industrielles, conçues comme traditionnelles du point de vue technologique, méritent une attention particulière au Brésil compte tenu de leur potentiel d'embauche et de l'ampleur de leur marché. MEDEIROS (1990, p.18) prône un « rajeunissement des institutions responsables du fonctionnement des secteurs traditionnels » dans l'intention d'y promouvoir des avancées technologiques. Selon lui, la structure adaptée aux secteurs traditionnels serait le « pôle de modernisation technologique » (à ne pas confondre avec le technopôle) constitué par un groupe de personnes liées aux entreprises traditionnelles. « Par le biais d'une formation et d'un accès aux informations, elles deviendraient alors capables de transférer vers les entreprises les nouvelles méthodes et les nouveaux équipements permettant un gain de productivité. Dans ce cas, la priorité réside dans l'identification des formes selon lesquelles la modernisation des secteurs traditionnels aura lieu et de définir les mécanismes adéquats facilitant contacts et rapports entre les industries traditionnelles et l'univers académique ».

De part leur statut de « territoires des nouvelles technologies », les technopôles évoquent ce qui peut y avoir de plus avancé en termes de développement scientifique et technologique, et grâce à cela ils occupent une place importante dans les études d'économie spatiale au Brésil, pays qui a tant à faire pour rattraper un niveau technologique suffisant dans le contexte actuel. L'intérêt d'étudier la localisation des technopôles s'insère dans l'axe d'analyse du développement local, car on admet qu'ils sont potentiellement capables de dynamiser économiquement les espaces où ils s'installent.

Pour conclure ces considérations succinctes sur les technopôles au Brésil, il n'est pas excessif d'insister sur le fait que leur performance est d'avantage dépendante du dynamisme industriel du pays. Autrement dit, les technopôles ne se développeront que si l'économie reprend sa croissance. D'autre part, la localisation des technopôles massivement dans la région la plus moderne du Brésil ne fait que confirmer la thèse de la « réconcentration amplifiée » de l'activité industrielle sur le territoire brésilien.

Un autre sujet qui occupe une place privilégiée dans les études sur la distribution spatiale de l'industrie, c'est l'utilisation d'un ensemble d'avantages fiscaux, informellement appelée « **guerre fiscale** » entre les états fédérés du Brésil. Ce phénomène joue actuellement un rôle primordial en tant que mécanisme d'attraction d'investissements industriels, raison pour laquelle il figure parmi les instruments de politique régionale²⁸.

La « guerre fiscale » consiste par essence dans la dispute entre les états fédérés pour attirer des investissements industriels, provenant notamment de grands établissements à capitaux internationaux, ayant pour base des bénéfices fiscaux. Cette pratique a été impulsée par la Constitution de 1988 (toujours en vigueur) qui a permis une participation plus grande des états et des communes au montant global des tributs collectés par l'Union Fédérale. En conséquence, les états fédérés passèrent à disposer de moyens « propres », en quantité suffisante pour autogérer leurs démarches vers des politiques industrielles.

La panoplie d'avantages offerts varie selon les états fédérés²⁹, la majorité portant sur des avantages fiscaux et sur des gains financiers. Il importe de souligner que la base principale est l'ICMS (*Imposto sobre circulação de mercadorias e serviços* – impôt sur la circulation de

²⁸ Certains études ajoutent que la « guerre fiscale » remplace, d'une certaine manière, les actions antérieurement pratiquées par les SUDs, les agences régionales de développement qui se sont montrées généralement inefficaces. C'étaient des organismes appartenant au gouvernement fédéral, tandis que la « guerre fiscale » est conduite par les états individuellement, sans aucune coordination globale au niveau fédéral.

²⁹ Pour le détail des instruments utilisés par état du Brésil, l'article de BONELLI et BRITO (1997) est très satisfaisant, ainsi que celui de PIANCASTELLI et PEROBELLI (1996).

marchandises et de services), les avantages pouvant aller dès des réductions proprement dites jusqu'à des exonérations de cet impôt. L'ICMS constitue la principale source de recette des états et l'un des impôts les plus importants du pays, dont le montant peut atteindre 9 % du PIB³⁰.

Un mécanisme très répandu concernant l'ICMS, c'est la concession de crédits aux entreprises, sur la base - en avoir - de la valeur de l'ICMS, à des taux inférieurs à la cotation du marché. Toutes les applications de ces ressources sont à envisager, sans restriction : machines et équipements, constructions et travaux, fonds de roulement (*cash-flow*), développement technologique et recherche.

D'autres types de gains financiers complètent ceux-ci, tels que des emprunts accordés aux entreprises par les banques des états fédérés qui font usage de leurs fonds pour le développement. Dans la plupart des cas, le remboursement se fait à des taux et dans des délais favorables aux entreprises.

S'il est vrai que la « guerre fiscale » est un phénomène généralisé au Brésil, il faut conclure qu'elle a également un caractère généraliste, dans le sens où toutes les branches industrielles sont concernées et les domaines d'application des bénéfices sont assez vastes. Dans la pratique, la « guerre fiscale » ne prévoit pas de critères sélectifs pour les investissements. De ce fait, une vraie politique industrielle en rapport avec les avantages comparatifs locaux n'est pas construite par les gouvernements des états fédérés, qui se bornent généralement à des initiatives à court terme.

Un autre volet de la « guerre fiscale » - et qui tient encore à son caractère généraliste -, c'est la perte du pouvoir compétitif des états issue du fait que tous pratiquent à peu près les mêmes actions, tous utilisent les mêmes instruments. En termes d'espace économique, les particularités locales sont annihilées par cette procédure, au lieu d'être mises en valeur.

Dans l'intention de renforcer la « guerre fiscale », il n'est pas rare que les gouvernements des états proposent, lors des négociations plus

³⁰ PEROBELLI et PIANCASTELLI (1996, p.8)

récentes, de nouveaux bénéfices, tels que la donation d'aires industrielles, l'exécution de travaux de terrassement, l'extension des réseaux électricité, eau et égouts jusqu'à l'entrée de l'établissement. La construction des accès routiers, y compris des ponts, et des extensions de tronçons de voies ferrées est également envisageable, le cas échéant. Mais les propositions peuvent avancer, si besoin est, en incluant la construction de crèches et d'écoles, certaines d'entre elles spécialisées en langue étrangère et adaptée aux règles scolaires d'autres pays. S'il s'agit d'industries exportatrices, l'adaptation des équipements portuaires sera probablement en jeu (PEROBELLI et PIANCASTELLI, 1996, p. 28-29).

Du point de vue de la distribution territoriale de l'industrie, au Brésil, il faut admettre que les conséquences de la « guerre fiscale » intensifient les inégalités régionales. Le caractère concentrateur de cette procédure est clair si l'on constate que les régions les plus industrialisées – et donc les plus dynamiques –, sont en situation privilégiée en ce qui concerne la collecte de l'ICMS. Ces régions se trouvent donc dans une situation plus aisée pour pouvoir octroyer des subventions plus favorables aux grandes entreprises. De l'inégalité de cette compétition, surgit une autre inégalité. Les états les plus pauvres ou moins développés se trouvent contraints à faire un effort plus important pour pouvoir disputer – si possible dans les mêmes conditions – un grand investissement aux états les plus riches. Le plus grave, c'est qu'ils le font en dépit des besoins sociaux, là où la situation est la plus précaire. Cela ne fait qu'augmenter l'écart de développement entre les régions brésiliennes.

Tableau n° 43

Distribution régionale de l'ICMS au Brésil - 2000

Nord	4,24	Centre-ouest	7,37
Acre	0,13	Mato Grosso do Sul	1,26
Amapá	0,12	Mato Grosso	1,72
Amazonas	1,71	Distrito Federal	1,72
Pará	1,44	Goiás	2,67
Rondônia	0,63		
Roraima	0,13	Sudeste	58,77
Tocantins	0,34	São Paulo	37,22
		Rio de Janeiro	9,93
Nordeste	13,85	Minas Gerais	9,19
Paraíba	0,89	Espírito Santo	2,44
Maranhão	0,77		
Alagoas	0,66	Sud	15,50
Ceará	2,27	Rio Grande do Sul	6,86
Sergipe	0,60	Paraná	5,29
Piauí	0,52	Santa Catarina	3,35
Pernambuco	2,61		
Bahia	4,57		
Rio Grande do Norte	0,96	Brésil	100,00

Source : IPEA

Les données témoignent du poids des régions et des états concernant le montant de l'ICMS. Une fois encore, les régions Sud et Sudeste montrent leur dynamisme économique par rapport au reste du pays.

A noter que le seul Etat de São Paulo participe à 37% de l'ICMS brésilien. Sachant qu'il est déjà très industrialisé et, en tant que tel, présentant une série éléments propices à de nouveaux investissements, l'Etat de São Paulo n'est cependant pas particulièrement engagé dans la dite « guerre fiscale ». Les participants les plus assidus à cette compétition sont les états du Paraná, Minas Gerais, Rio de Janeiro, Rio Grande do Sul, Santa Catarina, Bahia et Espírito Santo. Quant aux autres régions du pays, elles ont peu de moyens d'y participer, car leurs recettes d'ICMS sont minces. C'est ainsi que les régions les plus développées attirent de plus en plus les nouveaux investissements industriels.

Remarquons que le recours à la « guerre fiscale » est sensé avoir des répercussions positives, comme la création d'emplois et la perspective

d'augmentation des recettes fiscales, en fonction desquelles les gouvernements d'état mènent leurs actions. Cependant, cette procédure d'attraction d'investissements garde toujours un caractère controversé, car les résultats obtenus restent flous et discutables. Les politiciens ont tendance à se positionner favorablement face à la « guerre fiscale », leur point de vue étant limité au court terme. En revanche, on trouve chez les analystes et les chercheurs une vision plus globale du phénomène, où les points négatifs sont mis en relief.

En effet, il faut admettre que la « guerre fiscale » pose des contraintes aux états fédérés quant à leur gestion budgétaire. D'un côté, on constate que l'endettement des états par rapport à l'Union s'aggrave, dans la mesure où ils ne disposent pas de ressources suffisantes pour faire face à leurs engagements, compte tenu de l'utilisation d'une partie de leurs recettes comme instrument de « guerre fiscale ». La concurrence prédatrice entre les états fédérés contribue à accentuer la crise financière dont ils sont victimes.

D'un autre côté, le pouvoir public renonce de fait à des recettes qui auraient pu être transférées dans les domaines de l'éducation, la santé, le logement, où, comme nous le savons la situation est précaire. La politique d'exonérations fiscales s'avère donc injuste du point de vue social.

Au dire de BONELLI et BRITO (1997, p.14), « les principaux bénéficiaires de la guerre fiscale sont les constructeurs automobiles multinationaux. Il ne serait pas exagéré de présumer que ces entreprises seraient venues s'installer au Brésil même si les bénéfices fiscaux accordés par les états fédérés n'existaient pas. Grâce à la dispute entre états, ces entreprises ont la chance de pouvoir s'installer à des coûts parfois proches de zéro. Ainsi, les plus grands gagnants de la « guerre fiscale » sont, vraisemblablement, les constructeurs automobiles multinationaux. Les états fédérés peuvent même être les perdants, car nous ne connaissons aucune étude portant sur une estimation du rapport coût/bénéfice comparant la croissance de l'emploi et du revenu, dans les régions où les unités se sont installées, surtout si l'on prend en compte le renoncement fiscal et les coûts d'infrastructure générés pour les attirer.

Un deuxième perdant de la guerre fiscale serait la population des régions concernées, une fois que la demande de services de base tels que l'éducation, la santé, l'assainissement, n'est pas satisfaisante ».

Ajoutons que la préférence pour les avantages fiscaux et financiers relègue à un plan secondaire la valorisation des potentialités locales et des atouts déjà existants, tels que la qualification de la main-d'œuvre, le savoir-faire local, le cadre de vie, entre autres. Pour la plupart des gouverneurs d'états engagés dans la « guerre fiscale », l'important est d'avoir sur leur territoire - coûte que coûte - de grandes entreprises, symboles de prospérité et de réussite.³¹

L'efficacité de la « guerre fiscale » comme instrument d'attraction d'investissements demeure discutable. De l'avis de PEROBELLI et PIANCASTELLI (1996, p.33) – comme d'ailleurs le prônent d'autres analystes –, cette procédure aurait dû être réexaminée par le Congrès National pour tenter de mieux cadrer la concession de bénéfices fiscaux à travers l'ICMS selon des règles précises. Cela pourrait stimuler les états fédérés à établir une politique industrielle basée sur des secteurs économiques choisis tout en rééquilibrant leurs finances. Selon les auteurs, ce cadre est nécessaire pour éviter que « des bénéfices fiscaux généralisés ne deviennent rien d'autre que de la renonciation fiscale tout simplement ».

VI.6 – LES APPROCHES MICRO REGIONALES ET LA RESURGENCE DES POLITIQUES REGIONALES DE DEVELOPPEMENT

Parmi les études sur l'organisation spatiale de l'économie brésilienne que nous avons consulté, une préoccupation nouvelle concernant la meilleure échelle pour analyser les phénomènes au niveau régional, est

³¹ L'exception qui mérite être citée, en la personne de M Lerner, ex-gouverneur de l'Etat du Parana, pour qui « la guerre fiscale est injuste pour la société. La forme la plus convenable d'attirer des investissements, au contraire, se fonde sur la qualité de vie, les aptitudes (enseignement) et les infrastructures (transports, énergie, communications) », in journal *Gazeta Mercantil*, le 29 novembre 1995, *apud* PEROBELLI et PIANCASTELLI (1996, p.26).

observable. Nous avons ressenti chez quelques auteurs un certain malaise relatif au découpage régional du Brésil en cinq grandes régions, connu aussi comme division macro régionale (carte n°1).

En effet, les mutations économiques récentes ont une retombée spatiale indéniable, ce qui contraint probablement à une reformulation générale des échelles d'analyse, voire même des approches méthodologiques. Comme nous avons pu l'évoquer précédemment, la distribution spatiale de l'activité au Brésil a connu récemment une période de nouveaux investissements dans des zones périphériques, ce qui a accentué l'hétérogénéité de ces régions. Par exemple, dans une seule macro région, différentes réalités micro régionales ou locales sont perceptibles. Ces faits ont conduit les chercheurs à reconnaître que l'échelle locale ou sous-régionale doit être privilégiée pour mieux saisir les phénomènes économiques liés à l'espace. Il était temps, particulièrement dans un pays de dimension continentale comme le Brésil.

Néanmoins, force est de constater que l'approche micro régional - vu comme un impératif pour progresser dans la recherche - n'est pas fréquente. Des auteurs comme SUZIGAN (2001, p.37) sont rares à dénoncer le manque de connaissances approfondies sur des thèmes émergents tels que les nouvelles agglomérations industrielles au Brésil. « Le gouvernement fédéral », affirme-t-il, « tente de définir des politiques d'appui aux systèmes locaux de production et d'innovation sans disposer d'une base de connaissances adéquates quant aux caractéristiques des agglomérations existantes ». L'auteur prône la mise en œuvre de politiques publiques adaptées aux réalités locales, et pour cela il est nécessaire que la production de statistiques et d'études de cas soit réalisée en amont.

Il existe au Brésil un échelon territorial précis, nommé micro région, établie par l'IBGE. Très peu utilisé auparavant, il peut être repris, en suivant la suggestion de SUZIGAN, pour servir de base aux analyses des agglomérations industrielles. L'auteur mentionne aussi les contributions des données du RAIS (sur l'emploi industriel, notamment) pour tracer le profil de ces agglomérations, une fois qu'elles sont présentées par commune.

Dans le même ordre d'idées, GUIMARÃES NETO (1997, p.84) souligne qu'une politique de développement régional « ne peut plus se limiter aux grands espaces régionaux tels les macro régions. Face aux changements qui ont provoqué une importante différenciation interne aux grandes régions brésiliennes – les 'nouveaux régionalismes' – les politiques de développement doivent s'adapter à chacune des sous-régions, selon leurs propres caractéristiques ».

Hormis le souci de répondre à la question de la meilleure échelle pour l'analyse économique-spatiale – qui demeure, admettons-le, une question clé -, d'autres études portant sur les nouvelles agglomérations industrielles sont à signaler. Dans la littérature spécialisée, des expressions comme *clusters*, districts industriels, systèmes productifs locaux, arrangements productifs³² sont actuellement en vogue. Inspirées par la bibliographie internationale certainement, ces expressions témoignent de la préoccupation thématique des chercheurs brésiliens en quête d'interprétations pour de nouveaux phénomènes.

Faire l'inventaire des contributions dans ce domaine déborderait du cadre de cette thèse. De nombreux centres de recherche, soit universitaires, soit gouvernementaux, se tournent progressivement vers ce sujet, notamment dans les régions Sud et Sudeste du pays. Notre intérêt ici est d'évoquer les principaux axes de recherche en jeu actuellement pour en donner une illustration.

Dans cet esprit, nous mettons l'accent sur un ouvrage récent, élaboré dans le cadre de l'IPEA³³ (*Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada*), portant sur les « systèmes industriels locaux » au Brésil. Le livre, sous le titre « *Industrialização descentralizada : sistemas industriais locais* » et dirigé par L.F.TIRONI (2001), rassemble une série d'articles inspirés d'études de cas portant sur des agglomérations industrielles choisies. L'intérêt de cet ouvrage est qu'il présente pour la première fois (tout du moins à notre connaissance), un éventail assez large d'études de

³² En portugais, « *arranjos produtivos* ».

³³ L'Institut de Recherches Economiques Appliquées fait partie du Ministère de la Planification, du Budget et de la Gestion du gouvernement fédéral.

terrain rigoureuses en mesure de proposer une vue d'ensemble³⁴. Bien que non exhaustif sur la question, le livre en fournit une bonne illustration.

C'est ainsi que nous trouvons dans cet ouvrage des analyses traitant du développement régional dans l'Etat du Paraná ; qu'il s'agisse de la production de meubles dans trois sites dispersés (à Linhares dans le Espírito Santo, à Ubá dans le Minas Gerais, à Bento Gonçalves dans le Rio Grande do Sul) ; de l'industrie de chaussures à Franca dans l'Etat de São Paulo et à Nova Serrana dans le Minas Gerais ; ou encore le textile-habillement à Nova Friburgo dans l'Etat du Rio de Janeiro et à Campina Grande dans l'Etat de Paraíba. Il s'agit clairement d'industries traditionnelles. Le livre présente également une analyse sur l'industrie du *software* à Joinville, dans le Santa Catarina, secteur moderne, voire technologique. Finalement, il nous faut citer une étude sur le *cluster* de tourisme écologique situé à Bonito, dans le Mato Grosso do Sul.

Pour ce qui est des aspects conceptuels et méthodologiques, il convient de noter que l'ouvrage introduit les études sur les réalités locales reliées entre elles par des caractéristiques communes dans un contexte plus large, puisque les cas étudiés se situent dans différents endroits du territoire brésilien. En privilégiant le concept de « systèmes industriels locaux », comme le dit le titre, l'objectif essentiel est d'éviter de traiter des aires industrielles implantées au sein des grandes concentrations urbaines - sur lesquelles on a l'habitude de s'interroger - pour se consacrer à étudier le processus de développement de certaines agglomérations industrielles dites périphériques.

Dans l'introduction, TIRONI (2001, p.11), montre bien que l'ouvrage privilégie l'échelle locale. Selon lui, on peut entendre par l'expression « systèmes industriels locaux » tant les *clusters* et les districts industriels que les agglomérations d'entreprises et les arrangements productifs, par exemple. En effet, les discussions théoriques approfondies qu'auraient pu

³⁴ ALBUQUERQUE et BRITTO, dans le premier article du livre, tracent les contours des *clusters* industriels dans l'économie brésilienne à partir des données du RAIS. De nature exploratoire, l'article propose une méthode pour identifier les *clusters* (y compris le calcul du quotient de localisation) et pour évaluer leur dynamisme.

se développer par exemple sur la définition de l'échelle locale ou sur les différents contenus exprimés par les expressions ci-dessus mentionnées, ne semblent pas d'actualité

D'après TIRONI, le livre s'adresse entre autre aux agents créateurs de politiques industrielles et doit servir non seulement à démontrer le potentiel compétitif d'un regroupement d'entreprises déjà existant, mais principalement – souligne-t-il - à expliquer comment l'agglomération industrielle naît et comment elle évolue (TIRONI, 2001, p.12). L'auteur préconise le rôle clé des connaissances sur l'origine des systèmes industriels locaux pour aider à l'élaboration de politiques consacrées à la création de *clusters* à partir d'une situation très embryonnaire. C'est-à-dire que TIRONI laisse entrevoir la possibilité de création de *clusters*, à condition d'appliquer des politiques adaptées à cet objectif.

Là, nous sommes face à une question intéressante : est-ce que l'on peut reproduire des agglomérations industrielles volontairement à travers une politique donnée ? Cette question peut présenter un aspect très réducteur, mais elle exprime dans une certaine mesure l'idée implicite contenue dans diverses études sur ce sujet. Il est bien compréhensible que l'on cherche à reproduire une formule efficace, mais cette position exige beaucoup de prudence, car on sait que la réalité des agglomérations industrielles est très complexe.

Nous n'avons pas l'intention de tenter de répondre à la question sur la possibilité de reproduction des agglomérations industrielles. Nous pouvons cependant pondérer que celles-ci sont issues d'origines très différentes, qu'elles effectuent une trajectoire singulière, d'autant plus que les enjeux culturels et historiques divergent beaucoup d'un cas à l'autre. Ceci étant dit, il nous semble difficile de construire un modèle, en quelque sorte, qui puisse se généraliser. D'ailleurs, comme le souligne SUZIGAN (2001, p.37), « il ne s'agit pas de proposer la création d'agglomérations industrielles, puisque le marché est bien plus efficace [pour identifier des économies d'agglomération] que n'importe quel bureaucrate ». L'auteur estime que l'étude des agglomérations industrielles doit se borner à

comprendre et à évaluer les phénomènes d'organisation industrielle au sein de l'espace géographique.

Les chercheurs intéressés par ce thème des agglomérations industrielles au Brésil sont de plus en plus nombreux, dans la mesure où le point de vue macro régional se révèle progressivement critiqué. Nous faisons remarquer, néanmoins, que la seule identification d'agglomérations industrielles et la création de politiques pour les faire progresser ne va pas résoudre le problème des inégalités régionales au Brésil. Comme nous l'avons vu, ce problème requiert une politique nationale concertée, et qui s'attache aux particularités régionales, voire locales. C'est pour cela que les études sur les agglomérations industrielles deviennent intéressantes.

Nous voudrions encore faire référence aux recherches qui se développent auprès de l'Université Fédérale du Santa Catarina. Toujours en privilégiant l'échelle micro régionale, LINS³⁵ dirige un groupe de recherche consacré à l'analyse des effets de la restructuration industrielle sur le secteur textile habillement dans cet Etat. Dans la même Université, un autre groupe mène des analyses sur le dit *cluster* céramique situé au Sud du Santa Catarina, spécialisé quant à lui dans la production du carrelage de revêtement³⁶.

Dans le Rio Grande do Sul, l'approche micro régionale commence aussi à être adoptée, notamment par le gouvernement de l'Etat³⁷ qui y voit une trajectoire porteuse de développement. A partir de 1999, la politique d'appui aux systèmes locaux de production favorise des actions pour stimuler la croissance et l'amélioration de la compétitivité des secteurs industriels présentant déjà quelques potentialités. Il ne s'agit pas de création d'agglomérations industrielles proprement dites, mais parfois tout simplement de dénouer des blocages présents dans le système local ou même d'organiser les agents locaux autour d'actions collectives³⁸.

³⁵ LINS, H. (2000e).

³⁶ CAMPOS, CARIO et NICOLAU (2000).

³⁷ Nous évoquons le mandat de M. Dutra, de janvier 1999 à décembre 2002.

³⁸ CASTILHOS, dir. (2002).

Il apparaît que la recherche sur les agglomérations industrielles au Brésil donne des signes de vitalité. Cela est sans doute très positif, surtout si l'on tient compte de la tendance à la déconcentration industrielle hors des aires urbaines les plus denses. On y ajoute que l'étude des agglomérations industrielles peut faire ressortir les particularités du milieu et mettre en exergue les capacités locales, en les qualifiant comme élément d'attractivité pour de nouvelles implantations industrielles. Ce faisant, il est probable que l'on pourra permettre aux régions de mettre en valeur les facteurs de production locaux, ce que la « guerre fiscale » a tenté de gommer via la création entre les espaces économiques, d'avantages comparatifs artificiels comme nous l'avons évoqué précédemment.

Nous estimons que, de manière générale, les études sur les agglomérations industrielles au Brésil tendent strictement à relever les aspects concernant l'économie industrielle, en suivant la tendance actuelle de la littérature spécialisée. C'est-à-dire que l'examen des conditions de compétitivité, comme l'augmentation de la productivité par exemple, est régulièrement privilégié. En revanche, le thème du développement régional, à proprement parler, ne bénéficie pas de la même importance. Et, pourtant, nous savons bien que des expériences d'agglomérations industrielles réussies, peuvent, sous certaines conditions, être motrices d'un processus de développement régional.

Il est clair que le choix d'une stratégie d'intégration compétitive aux marchés internationaux implique de se conformer à la logique marchande. Dans une telle situation, il n'est pas surprenant, à l'occasion de la formulation des politiques de développement régional, que le critère de l'efficacité l'emporte sur celui de l'équité. Certains auteurs affirment sans ambiguïté que cette position tend à privilégier les régions les plus modernisées et développées du Brésil. Selon ARAUJO (1997, p.1087), « il est clair que les tendances du marché peuvent creuser les inégalités régionales héritées du passé et de ce fait fragmenter le pays, en mettant l'accent sur des noyaux de compétitivité et de dynamisme par rapport au reste du pays. L'inclusion sélective mise en œuvre par ces nouvelles tendances aura pour conséquence l'émergence des aires d'exclusion ».

CANO (1994, p. 317), à son tour, dénonce les conséquences négatives de la restructuration industrielle et du retrait de l'Etat du cadre de développement económico-spatial au Brésil. D'après l'auteur, « si l'équité est dépassée, comment poursuivre des politiques de développement régional ? En fait, il ne s'agit pas de *vraies* politiques de développement régional, mais plutôt de politiques macroéconomiques régionalisées, imposées par les postulats néo-libéraux. Aujourd'hui, les mots d'ordre sont : efficacité et compétitivité. Cela marque un tournant des politiques menées jusqu'à la moitié des années 1970 ».

Face aux tendances qui se profilent, nombre d'auteurs prônent le retour de l'Etat sur la scène du développement régional au Brésil, compte tenu de son rôle décisif comme agent d'équilibre général. « La restauration de l'Etat, avec sa propre capacité d'investissement, mais aussi celle de promouvoir les investissements privés, est une condition nécessaire à un renouveau de la politique de développement régional » (GUIMARÃES NETO, 1997, p.87).

Une politique macro régionale qui considère l'hétérogénéité socio-économique du Brésil est donc nécessaire pour tenter de promouvoir l'insertion du pays dans le nouvel ordre international sans faire appel à l'aggravation des inégalités régionales déjà extrêmes³⁹.

En conclusion

L'ensemble des réflexions précédentes relatives majoritairement aux études d'économie régionale au Brésil nous permet de constater que les thèmes principaux peuvent s'organiser autour de deux grandes lignes. La première met l'accent sur le développement macro régional au Brésil, en

³⁹ A la recherche d'une solution à ce dilemme, on retrouve dans la littérature quelques contributions à la formulation des politiques ainsi que des réflexions sur les limitations et les points de blocage qui peuvent surgir. L'examen de ces contributions dépassant notre objectif présent, nous pouvons suggérer au lecteur les textes suivants : DINIZ (1993), CANO (1994), GUIMARÃES NETO (1997), ARAUJO (1997), SUZIGAN (2001), entre autres.

étudiant les inégalités régionales identifiées sur tout le territoire. Dans ce sens, on trouve des analyses sur les effets de la restructuration industrielle sur le territoire à plus grande échelle. Des propositions de politiques plus adéquates contribuant à rompre avec les déséquilibres régionaux du développement sont également proposées. Les actions de l'Etat y sont considérées comme essentielles à l'équilibre des relations entre logique sociale et intérêts privés.

Une autre ligne de pensée nous permet de considérer les thèmes qui privilégient l'échelle micro régionale sous l'angle du néolibéralisme économique plutôt que celui du développement régional vu comme processus complexe. Ici, la simplification consiste à considérer le développement comme une forme aboutie de l'insertion compétitive dans la sphère internationale. L'important réside donc dans la quête de la productivité et de l'efficacité. Cette ligne est fortement inspirée par les études internationales portant sur les districts industriels, les milieux innovateurs, les systèmes productifs localisés, tant en Europe qu'aux Etats Unis, dont on veut souvent « reproduire la formule ».

Il est évident que cette division en aires – utile pour en comprendre les principaux enjeux - ne couvre pas la diversité des approches, de même qu'elle ne comprend pas les nuances qui peuvent se présenter dans les nombreux travaux sur le sujet. Il est tout à fait acceptable que les deux lignes se croisent à un moment donné. Cela peut arriver, par exemple, dans les rares analyses où les agglomérations industrielles apparaissent comme porteuses d'un véritable effet de développement local. Où dans celles où le développement régional est conçu comme un processus calqué sur les particularités locales.

Pour conclure, il serait légitime de se poser la question : où s'insère cette thèse ? De toute évidence, elle appartient à la deuxième ligne qui s'attache au point de vue micro régional. Notons, cependant, que notre recherche n'a jamais envisagé d'appliquer un « modèle » de développement à la région de Caxias do Sul. Mais nous sommes d'avis pour dire que l'analyse du développement régional dépasse largement la simple identification de facteurs de compétitivité qui peuvent se créer à partir de

la proximité des industries. Cela est important, certes, mais ne suffit pas à soutenir le développement régional.

C'est ainsi que, sans s'attacher à un modèle précis, on a cherché à montrer l'originalité du développement de la région de Caxias do Sul par sa diversification industrielle. Force est de reconnaître que ce point de vue focalise un aspect qui n'est pas traité dans la plupart des approches micro régionales évoquées dans ce chapitre. En prônant la spécialisation industrielle comme stratégie pour réussir une insertion compétitive, ces approches ont comme inconvénient principal de limiter les horizons de la recherche. Ce cadrage peut compromettre l'ouverture nécessaire pour interpréter correctement les manifestations de l'activité économique sur le territoire.

Il ne s'agit pas ici de minimiser la dimension que les agglomérations industrielles spécialisées peut revêtir dans un contexte de développement économique. Cependant, il nous semble légitime d'admettre qu'un seul point de vue dominant risquerait de laisser pour compte d'autres opportunités de compréhension d'une réalité chaque fois plus complexe et dense

CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE

Dans la troisième partie de cette thèse, nous avons traité des enjeux actuels de la science régionale pour y situer notre étude. En mettant l'accent sur l'importance de l'échelle locale, nous sommes en mesure de comprendre les manifestations géographiques des phénomènes économiques actuels. La « réinvention du local » est un nouvel axe de recherche tant au Brésil que dans d'autres pays, ce qui contribue à révéler les imbrications entre économie mondiale et espace global.

Partant de notre analyse de thèmes émergents - tels que l'abolition de la contrainte spatiale, la révision de la notion d'espace, les relations entre le global et le local -, l'intérêt porté aux expériences de développement local se fait plus vif. Nous considérons, avec PECQUEUR, le développement local comme un *mode* de développement plutôt qu'un *modèle* facilement transposable librement sur un territoire. C'est en concevant le développement local comme une catégorie ouverte sur la pluralité des expériences et sur la nature multidimensionnelle qu'elle revêt, que nous avons mené cette thèse.

A partir de là, nous pensons avoir pu souligner les particularités de la région de Caxias do Sul quant à son développement industriel, pour mettre en exergue le pourquoi et comment cette région parvient-elle à s'intégrer au nouveau cadre économique national et international. L'intérêt d'étudier cette région à la lumière du développement local consiste à mettre en évidence le rôle de l'endogène dans le processus d'intégration économique mondiale. En effet, la diversification industrielle à Caxias do Sul est un caractère endogène inscrit dans l'histoire économique régionale. Or, cette diversification a été mise en valeur de manière fondamentale par la région, lors du processus récent d'adaptation aux nouvelles règles économiques.

Considérant le cadre brésilien en particulier, cette thèse s'insère dans le contexte des études microrégionales dont le manque est souvent évoqué par la littérature spécialisée. En ce sens, elle peut contribuer à mieux identifier les agglomérations industrielles du Sud du Brésil, tout en

tendant de dépasser l'approche simpliste des « facteurs de compétitivité », d'ailleurs plus attachée à la spécialisation industrielle. Nous avons cherché à montrer qu'une région industrielle spécialisée est potentiellement autant capable de réussir qu'une région spécialisée.

CONCLUSION GENERALE

CONCLUSION GENERALE

Au terme de cette recherche, nous sommes capable de dégager plusieurs constatations à propos du développement de la région de Caxias do Sul.

Nous avons évoqué les origines de l'industrie, en montrant qu'un artisanat diversifié fondé sur une variété de métiers a évolué vers une industrie qui, elle aussi, témoigne d'un degré de diversification qui se renforce progressivement. D'après ces observations, nous sommes en mesure de conclure que la diversification des activités est depuis longtemps un élément constitutif du développement de la région de Caxias do Sul.

Du fait d'une croissance relativement stable vécue par la région pendant la décennie 90 – période particulièrement difficile pour l'économie brésilienne en raison de l'ouverture des marchés, de la récession productive et du chômage – nous pouvons conclure que la région de Caxias do Sul présente un mode de développement majoritairement soutenu par des bases endogènes. Les statistiques nous ont révélé que l'emploi industriel de la région a été beaucoup moins touché que l'emploi du Rio Grande do Sul ou que celui du Brésil dans la période retenue, ce qui indique une capacité d'absorption d'impacts plus forte dans la région de référence.

En rappelant que notre hypothèse principale se fonde sur la diversification industrielle comme un des éléments à l'origine du dynamisme régional, il ressort que la diversification industrielle s'intensifie malgré les obstacles particulièrement contraignants de cette période. Nous avons d'une part montré que de nouvelles branches se sont développées dans les années 1990, telle que l'industrie des produits plastiques, à un rythme non négligeable. Nous avons d'autre part évoqué celles ayant une bonne performance, en augmentant leur participation dans l'industrie

régionale de façon notoire, comme le mobilier. Cela a bien évidemment contribué à la diversification.

Insistons sur le fait que la décennie 90 représente une période particulièrement difficile pour les industries brésilienne et *gaúcha*. Dans ce contexte, il est tout de même remarquable que des secteurs industriels régionaux aient pu se distinguer par un comportement à contre-courant. Ajoutons encore que l'industrie à Caxias do Sul a révélé sur le total une performance économique non négligeable, comparée à celle du Rio Grande do Sul.

Le primat accordé dans cette thèse à la diversification industrielle réside en ce qu'elle est à l'origine de la performance économique soutenue par la région étudiée. Au cours des développements de la thèse nous avons pu vérifier que le dynamisme s'accompagne d'une diversification industrielle. Nous estimons que nous avons apporté des éléments de réponse à la question sur les fondements du dynamisme régional à Caxias do Sul, en mettant en relief la diversification industrielle comme mode de développement capable de faire face aux instabilités économiques récentes.

La démarche comparative entre la région diversifiée de Caxias do Sul et la région spécialisée de la Vallée du Sinos nous a permis de confirmer la relation entre le dynamisme et la diversification en période de crise. Notre étude a mis en évidence l'instabilité de l'emploi dans un contexte de forte spécialisation industrielle à l'occasion d'une période économique oscillatoire. Forte d'une industrie diversifiée, la région de Caxias do Sul, à son tour, exhibe un comportement plutôt stable mais où subsiste une vulnérabilité de rôle mineur.

Suite aux constats précédents, nous pensons qu'il est légitime d'envisager la diversification industrielle comme un élément favorable au développement régional soutenu dans la durée, c'est-à-dire un mode de croissance moins vulnérable face aux impondérables du marché. Le cas de la région de Caxias do Sul nous a clairement montré que la

diversification des activités peut bel et bien concourir aujourd'hui à l'essor économique d'une région.

Toutefois, il convient d'insister sur une remarque maintes fois reprises dans cette thèse afin de nuancer le rôle de la diversification industrielle. Si d'un côté nous admettons que celle-ci est un réel avantage fonctionnant comme « mécanisme de défense » contre les aléas conjoncturels, d'un autre nous refusons de prêter à la diversification un rôle préventif contre l'instabilité des marchés et contre la montée des risques. Selon nous, une région économiquement diversifiée n'est pas une île à l'abri des incertitudes qui règnent sur l'économie contemporaine.

Notre perspective a été simplement de montrer que, à *contrario* de ce que divulguent la plupart des approches sur le développement régional, les régions diversifiées sont aussi capables de mettre en valeur leurs forces endogènes pour faire face aux contraintes actuelles. Le point essentiel à retenir ici, est que nous mettons l'accent sur le mode d'industrialisation diversifié comme une autre manière de voir le développement local. L'étude sur la région de Caxias do Sul nous a permis de montrer le rôle dynamisateur de la diversification au sein d'un milieu industriel. Néanmoins, ce constat ne permet pas de prétendre que la diversification est en mesure de garantir le dynamisme d'une région. Une telle généralisation ne transparaît pas dans nos propos.

D'autres caractéristiques du développement de la région de Caxias do Sul ressortent de cette thèse.

Le caractère endogène du développement se combine à une grande ouverture vers l'extérieur, ce que l'on nomme au sens large le « hors-région ». Autrement dit, il ne s'agit pas d'un mode autarcique de développement refermé sur ses propres ressources. S'il s'avère exact que la région se structure sur la base de capitaux majoritairement locaux et sur une main-d'œuvre plutôt régionale, il est aussi exact qu'une part importante des matières-premières n'est pas originaire de la région, de même que les marchés consommateurs ne se limitent pas à la demande

locale. Nous avons eu l'occasion de constater que les agents locaux sont constamment à la recherche d'échanges avec l'extérieur, ainsi qu'en quête de nouvelles opportunités pour faire déboucher leurs affaires, la distance jouant un rôle secondaire. Tout au long de son histoire, dès les premiers rapports de commerce de produits agricoles avec les régions proches, en passant par diverses étapes jusqu'à l'exportation de produits industrialisés vers les marchés internationaux, la région présente une ouverture remarquable. Lors de notre analyse sur l'évolution de l'économie brésilienne dans la deuxième moitié du XX^e siècle, nous avons pu signaler à chaque étape la forme d'insertion de la région dans ce contexte plus large, et nous avons pu vérifier qu'elle a réussi à retirer les bénéfices opportuns à chaque situation donnée.

Nous pouvons donc affirmer que la région étudiée a su gérer ses rapports avec l'extérieur, en les assimilant de manière bénéfique vis-à-vis des perspectives locales.

Focalisons-nous maintenant sur le développement de la région de Caxias do Sul avec pour toile de fond les approches récentes sur le développement local. Globalement, les théories retirent un certain nombre de caractères similaires aux exemples concrets de développement local que nous avons traité dans le chapitre V. L'examen ici d'éventuelles correspondances entre ces caractères d'ordre théorique et les traits que nous avons pu retrouver sur le terrain, nous semble du plus vif intérêt.

Tout d'abord, nous attirons l'attention sur un élément essentiel à l'égard des théories du développement local qui est **le comportement des acteurs**. En effet, la proximité géographique entre les agents stimule des relations sociales plus fluides qui débordent de la sphère économique. Le développement de synergies et la formulation de projets communs apparaissent comme des conséquences bénéfiques de la proximité. Des réactions sociales extra-économiques ou « non-marchandes » permettraient alors des échanges de savoirs, de compétences et d'informations en améliorant la productivité locale.

Dans la région de Caxias do Sul, la proximité géographique ne semble pas encourager un comportement particulièrement coopératif entre les agents locaux. En face de la rareté et de la faiblesse des expériences coopératives que l'on aurait pu retirer de l'histoire régionale, nous sommes en mesure d'affirmer que dans ce cas la proximité n'a pas généré de comportements synergiques aux conséquences positives dans la sphère économique. Ce n'est pas un hasard si l'organisation sous la forme de coopérative de producteurs n'a pas réussi à Caxias do Sul, tandis qu'elle a été le fer de lance de l'essor économique dans d'autres régions du Rio Grande do Sul.

La faible présence, voire l'inexistence de comportements coopératifs dans la région de Caxias do Sul est en contradiction avec ce que l'on pourrait espérer d'un milieu d'origine italienne, notamment vis-à-vis des cas paradigmatiques de développement local fondés sur les synergies et sur les relations non marchandes entre les agents locaux qui se trouvent justement en Italie. N'oublions pas que les Italiens de la région de Caxias do Sul présentent des différences remarquables par rapport à ceux-là, ayant développé un fort sentiment d'individualisme en conséquence de leur origine sociale et historique. En tant que parias dans leur pays d'origine où ils ne pouvaient compter que sur eux mêmes, les immigrants italiens se sont installés au Brésil en tant que force de travail bon marché pour défricher des terres inhabitées et les cultiver. Les colons qui ont réussi, ils l'ont fait grâce aux capacités individuelles, car ni l'Etat Nation ni la province du Rio Grande do Sul leur ont apporté l'aide indispensable aux besoins de leur tâche. Le noyau familial et la force de travail de ses membres représentaient la seule ressource dont disposaient les colons pour réussir. Il va de soi que l'individualisme ait fructifié dans ce milieu et qu'il demeure présent sous d'autres formes aujourd'hui.

Nous avons pu constater lors de l'enquête de terrain que les associations des chefs d'entreprise ont pour objectif la mise en œuvre de stratégies communes seulement dans la sphère politique, pour faire valoir

leur pouvoir à l'égard du gouvernement et des ouvriers. Au contraire, en ce qui concerne les affaires internes de l'entreprise, comme les décisions d'investissements, les choix technologiques et toute autre prise de position ayant des conséquences économiques directes, c'est à l'échelle individuelle de l'entreprise que cela va se jouer. L'entrepreneur est bel et bien le patron, et une grande partie des entreprises préfèrent les liens familiaux lorsqu'il s'agit d'intégrer de nouvelles ressources soit humaines soit financières. Le manque de confiance par rapport à leurs pairs n'est pas rare chez les hommes d'affaires, les initiatives touchant au partage des efforts et des résultats sont rarement perçues comme des stratégies valables.

Nous pouvons avancer l'idée que le milieu local à Caxias do Sul ne se montre pas particulièrement favorable à des pratiques coopératives, tel qu'elles apparaissent dans la littérature spécialisée. Précisons que cette constatation n'élimine pas la possibilité que de telles pratiques viennent à se développer dans la région. Il suffira que les agents locaux soient convaincus des bénéfices apportés par des initiatives communes sur le moyen et le long termes en dépit de leurs intérêts particuliers immédiats.

Le deuxième point que nous voulons aborder, c'est la notion **d'innovation technologique** comme moteur du développement local. Quelques approches théoriques attribuent une importance majeure au processus d'innovation issu de l'apprentissage collectif dans certains milieux. A la conclusion de notre recherche, nous sommes en mesure d'affirmer que l'innovation technologique ne joue pas le rôle majeur dans la croissance économique de la région de Caxias do Sul. Nous avons constaté que peu d'industries intègrent des technologies de pointe dans leurs opérations, la plupart utilisent des technologies traditionnelles. Soulignons d'ailleurs que la modernisation technologique l'emporte sur l'innovation. Autrement dit, des améliorations technologiques consistent le plus souvent en des adaptations du processus de production suite à l'achat de

nouveaux équipements. L'innovation technologique en tant que création de nouveaux procédés est très rare dans l'industrie régionale.

En tant qu'agents promoteurs de modernisation, les centres de recherche méritent d'être cités. Ils s'occupent de la formation de la main-d'œuvre et de l'offre des services techniques spécialisés. Citons parmi eux le CETEMO (pour le mobilier), l'Ecole de Mécatronique (pour la mécanique robotisée), le Centre d'Autotronique (pour l'électronique automobile), les laboratoires de l'EMBRAPA (pour les produits viticoles). L'Université de Caxias do Sul a un rôle essentiel dans l'enseignement et dans la recherche scientifique dans plusieurs domaines, dont l'influence déborde la région *stricto sensu*. Néanmoins, la mise à jour des centres de recherche ne se fait pas en lien direct avec l'industrie locale. D'après ce que nous avons pu constater, les hommes d'entreprise portent un intérêt mitigé vis-à-vis du monde scientifique local, ce qui témoigne de leur faible préoccupation de l'innovation technologique. En revanche, on s'aperçoit qu'un esprit d'ouverture scientifique et technique existe dans la région. Nous pouvons noter que cette voie garde un caractère autonome vis-à-vis de la sphère industrielle, puisque les liens éventuellement existants sont plutôt flous et instables. Nous constatons donc que les relations entre les agents scientifiques et les agents économiques ne sont pas suffisamment fluides pour pouvoir générer des effets synergiques dont la région a besoin pour consolider le caractère endogène de son développement.

La présence des **petites et moyennes entreprises innovatrices** opérant en réseau est le troisième point qui mérite un commentaire. De fait, notre recherche ne permet pas de reconnaître l'existence des PME travaillant en réseau à Caxias do Sul, comme souvent évoqué dans les théories du développement local. Quant à la dimension des établissements, notre recherche a pu déterminer qu'il n'existe pas de suprématie de petites et moyennes entreprises dans le tissu industriel local. En effet, la dimension des établissements est très variable toutes branches industrielles confondues. Il est certain que les grands

établissements (à plus de cinq-cents salariés) exercent une forte influence sur la dynamique régionale et, avec les établissements moyens, sont responsables de la stabilité de la croissance économique locale. Quant aux petites entreprises, bien que nombreuses dans certaines branches industrielles, elles jouent un rôle mineur dans l'ensemble de l'économie régionale à cause de leur vulnérabilité aux mouvements du marché. Ce que nous pouvons percevoir comme nouveau comportement, est la sous-traitance qui commence à être pratiquée notamment dans la mécanique et le matériel de transport.

Après avoir évoqué quelques traits communs des approches du développement local et leur correspondance avec la région de Caxias do Sul, il convient d'admettre que les particularités de la région l'emportent sur les théories. Au-delà d'une simple évidence, nous devons accepter, d'un côté, l'énorme complexité que revêt le phénomène du développement régional, et de l'autre, le long chemin qu'il reste à parcourir pour que les chercheurs construisent les instruments analytiques correspondants.

Au terme de cette thèse, nous pensons avoir pu apporter une contribution aux nouvelles grilles d'analyse, notamment dans le cadre de l'économie régionale au Brésil où l'on commence à reconnaître l'importance des études « microrégionales ». Nous avons focalisé les particularités de la région de Caxias do Sul par rapport aux approches théoriques pour montrer que l'ouverture faite aux données du terrain est fondamentale. Bien qu'il n'existe pas de formule transposable partout, nous devrions pouvoir dégager les caractères communs des régions industrielles brésiliennes, ainsi que leurs disparités, pour faire avancer les connaissances sur ce vaste territoire. Selon nous, il est essentiel de comprendre les nouvelles logiques du développement régional non seulement au niveau des cinq grandes régions, mais aussi et surtout au niveau « microrégional ».

Le thème de la diversification industrielle en tant que fondement du dynamisme régional mérite en outre un élargissement d'échelle. Des

études sur d'autres régions diversifiées au Brésil pourront apporter de nouveaux éléments à l'égard de nos constats sur la région de Caxias do Sul, tant pour les corroborer que pour les infirmer. De surcroît, il est pertinent de se demander jusqu'où peut-on assimiler la diversification industrielle à une politique de développement régional ? Autrement dit, quelles pourront être les conditions pour que la diversification d'activités soit adoptée comme mesure d'intervention politique envers les régions à la recherche du développement ?

Hormis ces questions d'ordre plus générale, toute une série de points spécifiques sur la région de Caxias do Sul sont à évoquer. Au cours de notre recherche, nous avons pu recueillir des interrogations donnant lieu à des sujets d'analyse qui n'ont pas pu être développés parce qu'ils ne contribuaient pas directement à notre perspective. Toutefois, nous les évoquons en tant qu'extensions thématiques de cette thèse, compte tenu de leurs possibilités à enrichir les connaissances sur la région de Caxias do Sul.

Comme déroulement de l'idée centrale de cette thèse, nous estimons qu'il serait pertinent de vérifier le rôle compensatoire de l'emploi dans l'industrie régionale à travers une enquête de terrain détaillée. Cette démarche pourra démontrer, non seulement que la diversification régionale facilite la réabsorption de la main-d'œuvre licenciée, mais surtout elle serait en mesure d'identifier les secteurs productifs les mieux préparés à effectuer ces mouvements compensatoires.

Dans le même sens, une étude sur les échanges intra-régionaux quant aux matières-premières et aux intrants serait intéressante pour saisir les complémentarités intra-industrielles et par voie de conséquence évaluer la densité du tissu régional. Cela pourrait nous procurer un élément important pour comprendre l'endogénéité de l'économie régionale.

En outre, une réflexion fertile à développer concerne les relations de l'industrie locale avec l'extérieur, notamment à travers l'examen de l'activité exportatrice. L'intérêt de ce thème est dans son apport de

connaissances précises sur la modernisation technologique à Caxias do Sul, dans la mesure où la concurrence dans les marchés internationaux représente le vecteur responsable de l'introduction d'améliorations technologiques dans l'industrie régionale.

Nous pouvons encore envisager l'examen des effets de rayonnement de l'industrie de Caxias do Sul en direction des aires contiguës. Compte tenu du fait que toute région est une réalité mouvante, et que la dynamique industrielle stimule le déploiement territorial, il serait intéressant d'examiner l'intégration des espaces environnants à la région étudiée.

Finalement et dans une perspective plus large, il convient de renforcer l'intérêt d'études historiques approfondies pour mieux cerner quelques caractéristiques culturelles qui demeurent des traits marquants dans la région, comme le conservatisme, le rôle de la religion catholique, l'individualisme et la faible organisation ouvrière régionale.

Pour clôturer cette thèse, nous pensons qu'il est légitime d'insister sur l'importance capitale d'intégrer le territoire aux études d'économie industrielle. Les analyses se limitant à considérer le seul angle sectoriel demeurent incapables de faire avancer les connaissances sur le sujet. En regardant l'économie industrielle à travers le territoire nous sommes en mesure de mieux appréhender le phénomène de la production dans toute sa complexité. Dans l'approche territoriale, l'enjeu englobe les relations entre les agents locaux dans une perspective fondée sur les données culturelles et historiques du milieu. L'analyse du territoire permet de dégager les éléments particuliers qui jouent très souvent un rôle essentiel, dont la saisie déborde l'approche économique sectorielle *stricto sensu*.

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

ACCURSO, J. dir. (1996) - **Perfil sócio-econômico das regiões de planejamento do Rio Grande do Sul**, Porto Alegre, FEE, 335 p.

ALBAGLI, S. (1998) - **Globalização e espacialidade : o novo papel do local**, nota técnica 04/98, Instituto de Economia, UFRJ, Rio de Janeiro, março, 15p.

ALBUQUERQUE, E. et BRITTO, J. (2001) - Estrutura e dinamismo de *clusters* industriais na economia brasileira : uma análise exploratória a partir de dados da RAIS, em **TIRONI, L.F.**, dir. p. 17-51.

ALEXIM, F., CORRÊA, A., PEIXOTO, G., SANTOS, A. (2002) - Deslocamento de empresas para os Estados do Ceará e da Bahia : o caso da indústria calçadista, **BNDES Setorial**, v.15, Rio de Janeiro, BNDES, p. 63-82.

ALIEVI, R.M., SANTOS FILHO, N., VARGAS, M.A. (1998) - **Sistema gaúcho de inovação : considerações preliminares e avaliação de arranjos locais selecionados**, nota técnica 11/98, Rio de Janeiro, Instituto de Economia da Universidade Federal do Rio de Janeiro, 38 p.

ALIEVI, R.M. (2000) - **Competitividade, capacitação tecnológica e inovação no arranjo produtivo moveleiro da Serra Gaúcha**, Rio de Janeiro, IPEA, relatório de pesquisa, 52 p.

ALMEIDA, Roberto S. et RIBEIRO, Miguel Angelo C. (1991) - **Análise da organização espacial da indústria brasileira através de uma tipologia de centros industriais**, Atlas Nacional do Brasil, Cadernos de Geociências (especial), Diretoria de Geociências, IBGE, Rio de Janeiro, p. 69-81.

ALONSO, J.A. (2001) - Caracterização econômica da Região Metropolitana de Porto Alegre nos anos 90, **Indicadores Econômicos FEE**, v.29 n.1, p.253-293

ALONSO, J.A. et BANDEIRA, P.(1988) - A “desindustrialização” de Porto Alegre : causas e perspectivas, **Ensaio FEE**, 9(1) Porto Alegre, p. 3-28.

AMARAL, M., GARCIA, E. et LAVINAS, L. (1997) - **Desigualdades regionais e retomada do crescimento num quadro de integração econômica**, texto n° 466, Rio de Janeiro, IPEA, 29 p.

ANDRADE, T.A. et SERRA, R.V. (2000) - “Distribuição espacial da indústria : possibilidades atuais para sua investigação”, **Estudos**

Econômicos, v.30, n°2, São Paulo, Instituto de Pesquisas Econômicas, USP.

ARAUJO, T. (1997) – Dinâmica regional brasileira e integração competitiva, **Anais do VII Encontro Nacional da ANPUR** (Associação Nacional de Pos-graduação e Pesquisa em Planejamento Urbano e Regional), Recife, juillet, p.1070-1099.

AREDE, M.G. et CANTO M.A. (1997) - Evolução Econômica de Caxias do Sul, Processo de Industrialização, em DALLA VECCHIA, HEREDIA et RAMOS, **Retratos de um Saber : 100 anos de história da rede municipal de ensino em Caxias do Sul**, Caxias do Sul, Ponto Um.

AURAY, J.-P., BAILLY, A.S., DERYCKE, P.-H., HURIOT, J.-M. (1994) - **Encyclopédie d'Economie Spatiale**, Paris, Economica, p. 275-280.

AURIAC, F. et BRUNET, R. (1986) - **Espaces, jeux et enjeux**, Paris, Fayard.

AYDALOT, Ph. (1983a) - La division spatiale du travail, en **PAELINCK et SALLEZ** dir., p.175-199.

AYDALOT, Ph. (1983b) - Réalités et illusions de l'économie locale, **Revue Autrement, Le local dans tous les états**, n.47, février, p.208-216.

AYDALOT, Ph. (1984) - A la recherche des nouveaux dynamismes spatiaux, in **AYDALOT** dir., p. 38-59.

AYDALOT, Ph., dir.(1984) - **Crise et Espace**, Paris, Economica.

AZEVEDO, T. (1975) - **Italianos e Gaúchos, os anos pioneiros da colonização italiana no Rio Grande do Sul**, Porto Alegre, A Nação/INL-DAC-SEC, 310 p.

AZEVEDO, S. et GUIA, V. (2000) – Reforma do Estado e federalismo : os desafios da governança metropolitana, en **RIBEIRO, L.C.** dir., p. 525-552.

BAILLY, A.S. (1982) - Percevoir la région : territorialité et images mentales, **Espaces et Sociétés**, n° 41, Paris, l'Harmattan, p. 173-177.

BAILLY, A.S. (1986) - Espace et représentations mentales, en **AURIAC et BRUNET**, **Espaces, jeux et enjeux**, Paris, Fayard.

BAILLY, A.S. et autres. (1984) – **Les Concepts de la Géographie Humaine**, Paris, Masson.

BAILLY, A.S. (1994) – Territoires et Territorialités, en **AURAY, J.-P., BAILLY, A.S., DERYCKE, P.-H., HURIOT, J.-M.**

BAILLY, A.S. (1997) - Objectivité ou subjectivité en science régionale ? , **Espace Géographique**, n.2, p. 149-152.

BALDISSEROTTO, M.H. (1995) - **O processo de industrialização em Caxias do Sul (RS) e suas implicações espaciais (1875-1930)**, mémoire de master, Departamento de Geografia, Universidade Federal de Santa Catarina, Brésil, 191p.

BARQUERO, A. (1995) - Desenvolvimento local : novas dinâmicas na acumulação e regulação do capital, **Ensaio FEE**, v.16, n.1, Porto Alegre.

BARQUERO, A. (2001) – **Desenvolvimento endógeno em tempos de globalização**, Porto Alegre, FEE/UFRGS, 280 p.

BARROS, E. et autres (1980) - **RS : Imigração & Colonização**, Porto Alegre, Mercado Aberto, 280 p.

BARROS, E. et LANDO, A. (1980) – **Capitalismo e colonização : os alemães no Rio Grande do Sul**, en BARROS, E. et autres, p. 9-33.

BARROS, A. et SIDSAMER S. (1983) – **Diversificação e concentração na indústria brasileira – 1974**, IBGE/SUEGE, Rio de Janeiro, 240 p.

BAUMONT, C. et DEROGNAT, I. (1994) - Les espaces imprécis, en **AURAY et autres**, Encyclopédie d'Economie Spatiale, Paris, Economica, p. 153-157.

BAUMONT et autres (1994) - Les chercheurs et leurs concepts : précision, pertinence et consensus, en **AURAY et autres**, p. 353-367 (Postface).

BAZAN, L. et SCHMITZ, H. (2002) – **A revolução silenciosa no Vale do Sinos** (resumo executivo), Porto Alegre, SESI, 17 p.

BECATTINI, G. (1992) - Le district marshallien : une notion socio-économique, en **BENKO et LIPIETZ** dir., p. 35-55.

BECKER, B. (1972) - Crescimento Econômico e Estrutura Espacial do Brasil, **Revista Brasileira de Geografia**, v. 34, n. 4, Rio de Janeiro, IBGE.

BEGUIN, H. (1994)– **Région**, en AURAY, J.-P., BAILLY, A.S., DERYCKE, P.-H., HURIOT, J.-M, p. 139-144.

BENKO, G. dir, (1990) - **La dynamique spatiale de l'économie contemporaine**, La Garenne-Colombes, Ed. de l'Espace Européen, 396 p.

BENKO, G. (1990) – Quelques concepts de géographie économique des années 1980 et 1990, **Notes de recherche n° 23, CRIA**, Institut de Géographie, Université de Paris I, 56 p.

BENKO, G. et LIPIETZ, A., dir.(1992) – **Les régions qui gagnent**, Paris, PUF, 424p.

BERNI, D. dir. (2000) – **Reflexos da reestruturação produtiva mundial sobre a economia do Rio Grande do Sul**, Ed. PUCRS, Porto Alegre, 353p.

BONELLI, R. et BRITO, A. (1997) – **Políticas industriais descentralizadas : as experiências européias e as iniciativas subnacionais no Brasil**, texto n° 492, Rio de Janeiro, IPEA, 36 p.

BONNEMAISON, J. (1981) - Voyage autour du territoire, **Espace Géographique**, n.4, p. 249-262.

BORBA, S. (1999) - Impacto urbano das transformações da economia industrial na região nordeste do Rio Grande do Sul, em **Impactos sociais e territoriais da reestruturação econômica no Rio Grande do Sul**, FEE/FINEP, Porto Alegre, p.115-146.

BOTELHO, M. (1998) – Distritos industriais e política industrial : notas sobre tendências recentes, **Ensaio FEE**, v.19, n.1, Porto Alegre, FEE, p.103-124.

BOTTAZZI, G. (1996) - On est toujours le 'local' de quelque 'global' : pour une (re)définition de l'espace local, **Espaces et Sociétés**, n.82-83, Paris, L'Harmattan, p. 69-91.

BREITBACH, A. (1988) - Estudo sobre o conceito de região, **série Teses FEE**, n.13, Porto Alegre, FEE, 96p.

BREITBACH, A. (1992) - Novas tecnologias e organização do espaço : considerações preliminares, **Ensaio FEE**, v.13, n.2, Porto Alegre, FEE, p.698-693.

BREITBACH, A. (1997) - Estudo sobre a rede urbana do Estado do Rio Grande do Sul: abordagem preliminar, em Dinâmica da Urbanização no RS: temas e tendências, **Documentos FEE**, Porto Alegre, FEE, p.105-153.

BREITBACH, A . (2001) – O desenvolvimento regional no contexto da globalização – **Boletim Gaúcho de Geografia**, v.27, AGB (Associação dos Geógrafos Brasileiros), Porto Alegre, p.24-39.

BREITBACH, A . (2002a) – O desenvolvimento da região de Caxias do Sul, **Anais do XXI Encontro Estadual de Geografia**, Caxias do Sul, EDUCS, p. 113-125.

BREITBACH, A . (2002b) – Sobre o desenvolvimento da região de Caxias do Sul, **Ensaio FEE**, v.23, n° especial, Porto Alegre, FEE, p.421-441.

BRET, B., DE BIAGGI, E. et DROULERS, M. (1995) - Dynamique du peuplement et du développement, **Cahiers des Amériques Latines**, n°20, Paris, IHEAL, p. 43-98.

CAIADO, A ., CANO, W., PACHECO, C., TAPIA, J. (1995) - A nova realidade regional paulista : subsídios para a política de desenvolvimento regional, **Ensaios FEE** v. 16, n.1, Porto Alegre, FEE, p. 242-276.

CAMPOS, R., CARIO, S., NICOLAU, J. (2000) – *Cluster e capacitação tecnológica : a experiência na indústria cerâmica de revestimento de Santa Catarina*, **Ensaios FEE**, P.Alegre, v.21, nº 1, p.144-161.

CANO, W. (1981) - **Raízes da concentração industrial em São Paulo**, São Paulo, DIFEL, 1981, 318 p.

CANO, W. (1985) - **Desequilíbrios regionais e concentração industrial no Brasil 1930-1970**, São Paulo, Global Editora, 379 p.

CANO, W. (1993) - **Reflexões sobre o Brasil e a nova (des)ordem internacional**, Campinas, Ed. UNICAMP, 184 p.

CANO, W. (1994) – Perspectivas para a questão regional no Brasil, **Ensaios FEE**, v.15, n.2, Porto Alegre, FEE, p.312-320.

CANO, W. (1995) – Algumas implicações espaciais da terceira revolução industrial no Brasil, em **GONÇALVES, M.F.** dir., p. 123-133.

CARLEIAL, L., LAVINAS, L., NABUCO, M.R. dir. (1993) - **Reestruturação do espaço urbano e regional no Brasil**, S. Paulo, ANPUR/HUCITEC, 205p.

CARLEIAL, L., LAVINAS, L., NABUCO, M.R. dir. (1994) - **Integração, região e regionalismo**, Rio, Bertrand Brasil.

CASSIOLATO, J. et LASTRES, H. (1998) – **Inovação, globalização e novas políticas de desenvolvimento industrial e tecnológico**, nota técnica 21/98, Instituto de Economia, UFRJ, Rio de Janeiro, novembro, 34 p.

CASSIOLATO, J. et LASTRES, H. (1999) – **Globalização e inovação localizada : experiências de sistemas locais no Mercosul**, Brasília, IBICT/Ministério de Ciência e Tecnologia, 799 p.

CASTELLS, M. (1975) - **Sociologie de l'espace industriel**, Paris, Anthropos.

CASTELLS, M. (198?) - Reestructuración económica, revolución tecnológica y nueva organización del territorio, en **Metropolis, territorio y crisis**, divers auteurs, Imprenta de la Comunidad de Madrid, Espagne.

CASTILHOS, C. (1992) – **Les conditions de la production et de l'assimilation de technologies nouvelles dans l'industrie manufacturière brésilienne**, thèse, Université de Paris X, Nanterre, 534p.

CASTILHOS, C., dir. (1997)– **Obstáculos tecnológicos e organizacionais para a competitividade da indústria de plásticos da Serra Gaúcha**, relatório de pesquisa II, Caxias do Sul, Universidade de Caxias do Sul.

CASTILHOS, C. dir. (2002) – **Programa de apoio aos sistemas locais de produção : a construção de uma política pública no Rio Grande do Sul**, Porto Alegre, FEE/SEDAI, 186 p.

CASTRO, I., CORREA, R., GOMES, P.C.dir. (2001) – **Geografia : conceitos e temas**, Rio de Janeiro, Bertrand Brasil, 352 p.

CATTANI, A. dir. (2002) – **Trabalho e Tecnologia, Dicionário Crítico**, Petrópolis, Vozes / Porto Alegre, UFRGS, 367 p.

CATIN, M. (1994) - Les spécialisations spatiales, en AURAY et al. **Encyclopédie d'Economie Spatiale**, Paris, Economica, p. 233-238.

CENTRO DE INDUSTRIA, COMERCIO E SERVIÇOS (1999) – **Hierarquia Sócio-econômica de Bento Gonçalves**, Bento Gonçalves, 112p.

CHESNAIS, F. (1994) – **La mondialisation du capital**, Paris, Syros, 286 p.

CLAVAL, P. (1987) - La région : concept géographique, économique et culturel, **Revue Internationale de Sciences Sociales**, UNESCO/Erès, v. XXXIX, n.2, p. 179-192.

CLAVAL, P. (1990) – Les nouveaux espaces industriels : réalités, théories et doctrines, in **BENKO, G.**, dir., p.35-51.

CLAVAL, P. (1995) – Crise et renouveau de la géographie, en **MORLIN, E.** dir. *Penser la Terre*, Paris, Editions Autrement, Série Mutations n° 152, p. 232-241.

CORREA, A. (2001) – O complexo coureiro-calçadista brasileiro, **BNDES Setorial**, n.14, Rio de Janeiro, BNDES, p. 65-91

CORREA, R.L. (1995) – Região : a tradição geográfica, **Revista Brasileira de Geografia**, v. 57, n.3, Rio de Janeiro, p. 21-28.

COSTA, A. (1978) – **A concentração econômica na indústria de calçados do Vale do Sinos**, mémoire de master, Faculdade de Ciências Econômicas/UFRGS, Porto Alegre, 72 p.

COSTA, A. (1988) – **Flexibilidade industrial e subcontratação : o trabalho a domicílio na indústria de calçados**, 22 p. (non publié).

COSTA, A. et FLIGENSPAN, F. (1997) – **Avaliação do movimento de realocização industrial de empresas de calçados do Vale do Sinos**, Porto Alegre, NETIT/UFRGS/SEBRAE-RS, 132 p.

COSTA, R. (1983) - Rio Grande do Sul, uma proposta de regionalização, **Boletim Gaúcho de Geografia**, Associação dos Geógrafos Brasileiros, Porto Alegre, p. 5-9.

COSTA, R. et DE BONI, L. (1984) - **Os Italianos do Rio Grande do Sul**, Caxias do Sul, Editora da UCS, 244 p.

COSTA, R. et DE BONI, L. (1996) - Nós, os gringos, en **MAESTRI, M.** dir., p.18-23.

COSTA, R. et MOREIRA, I. (1982) - **Espaço e Sociedade no Rio Grande do Sul**, Porto Alegre, Mercado Aberto, 109 p.

COURLET, C. (1993) - Novas dinâmicas de desenvolvimento e sistemas industriais localizados, **Ensaio FEE**, v. 14, n.1, Porto Alegre, FEE.

COURLET, C. (1994) - Les systèmes productifs localisés, de quoi parle-t-on ? en **COURLET et SOULAGE**, Industries, territoires et politiques publiques, L'Harmattan, Paris.

COURLET, C. (1996) - Globalização e fronteira, **Ensaio FEE**, v.17, n.1, Porto Alegre, FEE.

COURLET, C. et SOULAGE, B. (1994) - **Industries, territoires et politiques publiques**, L'Harmattan, Paris.

COUTINHO, L. et FERRAZ, J.C. (1994) - **Estudo da Competitividade da Indústria Brasileira**, Campinas, Papirus/Unicamp, 510 p.

COUTINHO, L. et autres (2001) – Design na indústria brasileira de móveis, en **Leitura Moveleira** n.3, ABIMOVEL/PROMOVEL/APEX/CAMEX.

CREVOISIER, O., LECOQ, B., MAILLAT, D. (1991) - **Introduction à une approche quantitative du milieu**, Working Papers n. 9102, Université de Neuchâtel, Suisse, 14 p.

CROCCO, M.A. et DINIZ, C. Campolina (1996) – Reestruturação econômica e impacto regional : o novo mapa da indústria brasileira, **Nova Economia**, Belo Horizonte, UFMG, v. 6, n. 1, juillet, p. 77-103.

CUNHA LAHORGUE, M.A. (1992) - **L'approche du développement régional par les systèmes complexes: le cas du plateau du Rio Grande do Sul (Brésil)**, thèse, Université de Paris I, Panthéon, Sorbonne.

DALLA VECHIA, M., HEREDIA, V. et RAMOS, F. (1997) - **Retratos de um saber : 100 anos de história da rede municipal de ensino em Caxias do Sul**, Caxias do Sul, Ponto Um.

DE BONI, L. dir. (1987) - **A presença italiana no Brasil**, Porto Alegre, EST/Fondazione Agnelli.

DERYCKE, P.-H. (1994) - **L'Intégration de l'espace dans le champ économique**, en AURAY, J.-P., BAILLY, A.S., DERYCKE, P.-H., HURIOT, J.-M, p. 19-24.

DINIZ, C. Campolina (1993) - Desenvolvimento poligonal no Brasil : nem desconcentração, nem polarização contínua, **Revista Nova Economia**, v.31, n.1, Belo Horizonte, UFMG.

DINIZ, C. Campolina (1995) - **A dinâmica regional recente da economia brasileira e suas perspectivas**, texto n. 375, Rio de Janeiro, IPEA.

DINIZ, C. Campolina (2000) - Impactos territoriais da reestruturação produtiva, en **RIBEIRO, L.C.** dir., O futuro das metrópoles : desigualdades e governabilidade, Rio de Janeiro, REVAN/FASE, p. 21-60.

DROULERS, M. (1992) – Brésil : défi technologique et organisation spatiale, en **DROUVOT, HUMBERT, NEFFA, REVEL-MOUROZ**, dir., p.402-414.

DROUVOT, HUMBERT, NEFFA, REVEL-MOUROZ, dir. (1992) - **Innovations technologiques et mutations industrielles em Amérique Latine**, Paris, IHEAL.

EGLER, C. (1996) - Crise e dinâmica das estruturas produtivas regionais no Brasil, en **CASTRO, CORREA, GOMES**, dir., p. 185-220.

FAJNZYLBER, F. (1988) – Competitividad intrenacional : evolución y lecciones, **Revista de la CEPAL**, n. 36, Santiago, Chile.

FALCADE, I. et TONETTO, J. (1995) – **A viticultura para vinhos finos e espumantes na região da serra gaúcha, Brasil** (Topônimos e distribuição geográfica), EMBRAPA/UCS, Caxias do Sul, 27 p.

FEDERAÇÃO DAS INDÚSTRIAS DO RIO GRANDE DO SUL (FIERGS) – **Cadastro Industrial 1997-98**, Porto Alegre.

FERRAZ, J., KUPFER, D. et HAGENAUER, L. (1995) – **Made in Brazil : desafios competitivos para a indústria**, Rio de Janeiro, Ed. Campus, 386p.

FERRAZ DE SOUZA et SIQUEIRA GOMES, C.R. (1991) - A dicotomia regional e as formações urbanas do Rio Grande do Sul, **IV Encontro Nacional da ANPUR**, Salvador, Bahia, p. 277-289.

FISCHER, A. (1990) - Contribution à l'étude des nouvelles relations de l'entreprise industrielle à l'espace géographique, en **BENKO, G.** dir. p. 105-121.

FISCHER, A. (1994) - **Industrie et espace géographique**, Paris, Masson, 139 p.

FISCHER, A. (1998) - **Espace et Territoire** (Notes du CRIA, non publié), 7p.

FISCHER, A. (1999) - As migrações seletivas : uma resposta à crise, **Caderno Prudentino de Geografia**, n. 21, AGB, Presidente Prudente (SP), p.5-16.

FISCHER, A. et MALEZIEUX, J. (1976) - **L'enquête industrielle : réflexions méthodologiques**, L'Information Géographique, v.40, n. 4, Paris, Ed. Baillière, p. 190-199.

FLIGENSPAN, F. (1998) - Uma visão global da economia brasileira durante a vigência do Plano Real : avanços, impasses e um cenário de crescimento com exclusão, **Indicadores Econômicos FEE**, vol.26, n.1, Porto Alegre, p.102-143.

FLIGENSPAN, F. dir. (2000) - **Economia gaúcha e reestruturação nos anos 90**, Porto Alegre, FEE, 515 p.

FREMONT, A. (1976) - **La région espace vécu**, Paris, PUF, 223 p.

FRIZZO, L. (1985) - **A indústria de material de transporte em Caxias do Sul (RS)**, mémoire de master, Instituto de Geociências, UFRJ, Rio de Janeiro, 196 p.

FRIZZO, L. (1997) - **Industrialização de Caxias do Sul da gênese às exportações**, thèse de doctorat, Faculdade de Filosofia, Letras e Ciências Humanas , USP, 493 p.

FUNDAÇÃO DE ECONOMIA E ESTATISTICA (1986) - **Renda Interna Municipal do Rio Grande do Sul**, Porto Alegre, 352 p.

FUNDAÇÃO DE ECONOMIA E ESTATISTICA (1998) - **PIB Municipal do Rio Grande do Sul**, Porto Alegre, CDrom

FUNDAÇÃO DE ECONOMIA E ESTATISTICA (2001) - **Anuário Estatístico do Rio Grande do Sul**, Porto Alegre, CDrom.

FUNDAÇÃO DE ECONOMIA E ESTATISTICA (2002) - **Carta de Conjuntura**, septembre.

FURTADO, C. (1992) - **Brasil, a construção interrompida**, São Paulo, Paz e Terra, 85 p.

FURTADO, C. - (1999a) - **Capitalismo Global**, São Paulo, Paz e Terra, 81p.

FURTADO, C. – (1999b) – **O longo amanhecer, reflexões sobre a formação do Brasil**, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 116 p.

GALVÃO, A.C. et VASCONCELOS, R. (1999) – **Política regional à escala sub-regional : uma tipologia territorial como base para um fundo de apoio ao desenvolvimento regional**, texte n. 665, Brasília, IPEA, 29 p.

GALVÃO, O. (2000) – *Clusters e distritos industriais : estudos de casos em países selecionados e implicações de política*, **Planejamento e Políticas Públicas**, n.21, juin, Brasília, IPEA, p.3-49.

GAROFOLI, G. (1992) - Les systèmes de petites entreprises : un cas paradigmatique de développement endogène, en **BENKO et LIPIETZ**, dir., p. 57-80.

GAROFOLI, G. (1993) - O exemplo italiano, **Ensaio FEE**, v.14, n.1, Porto Alegre, FEE.

GEORGE, P. (1970) - **Dictionnaire de la Géographie**, Paris, PUF.

GIRON, L. (1979) – O imigrante italiano : agente de modernização, en **Imigração Italiana : Estudos**, Instituto Superior Brasileiro de Estudos e Pesquisas/Universidade de Caxias do Sul, Anais do I e do II Forum de Estudos Italo-brasileiros, p. 85-95.

GIRON, L. (1980) - A imigração italiana no RS : fatores determinantes, en **RS: Imigração e Colonização**, Porto Alegre, Mercado Aberto, 1980, 280 p.

GIRON, L. (1986) - Formação Econômica Regional, **Revista Enfoque**, Bento Gonçalves, FERVI.

GIRON, L. (1992) – Produção e reprodução : a mulher e o trabalho na região colonial italiana do Rio Grande do Sul, **Cadernos de Pesquisa**, Caxias do Sul, UCS, 27p.

GIRON, L. (1994) - **As sombras do Littorio : o fascismo no Rio Grande do Sul**, Porto Alegre, Parlanda, 175p.

GIRON, L., dir. (2001) – **Colonos e Fazendeiros, imigrantes italianos nos campos de Vacaria**, Porto Alegre, EST Edições, 103 p.

GONÇALVES, R. (1999) - **Globalização e Desnacionalização**, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 237p.

GONÇALVES, M.F. dir., (1995) – **O novo Brasil urbano**, Porto Alegre, Mercado Aberto, 358 p.

GRATALOUP, C. (1991) – Les Régions du Temps, **Périodes : la Construction du Temps Historique**, EHESS-Histoire au Présent, Paris, p. 157-173

GUIMARÃES NETO, L. (1997) – Desigualdades e políticas regionais no Brasil : caminhos e descaminhos, **Planejamento e Políticas Públicas**, n.15, juin, Brasília, IPEA, p. 41-95.

HADDAD, P.R. (1989) – A economia regional no Brasil : velhas dimensões, novas perspectivas, **Análise Econômica**, 7, n.11, mars, Porto Alegre, FCE/UFRGS, p. 131-148.

HADDAD, P.R., dir. (1989) – **Economia Regional : teorias e métodos de análise**, Fortaleza, Banco do Nordeste do Brasil, 694 p.

HARVEY, D. (1992) – **Condição pós-moderna**, São Paulo, Edições Loyola, 349 p.

HEREDIA, V. (1993) - Apontamentos para uma história econômica de Caxias do Sul : de colônia a município, **Cadernos de Pesquisa UCS**, Caxias do Sul, vol. 2, n.2, p.35-58.

HEREDIA, V. (1997) – **Processo de industrialização na zona colonial italiana**, Caxias do Sul, Ed. UCS, 240 p.

HEREDIA, V. et PERUZZO, J. (1998) - Implicações tecnológicas nos processos de trabalho na indústria caxiense, **Cadernos de Pesquisa UCS**, v. 6, n.3, p.143-162.

HOLANDA FILHO, S.B. (1983) – **Estrutura industrial no Brasil : concentração e diversificação**, IPEA/INPES, série PNPE 7, Rio de Janeiro, 286 p.

IANNI, O. (1979) - Aspectos políticos e econômicos da imigração italiana, en **Imigração Italiana : estudos**, Instituto Superior Brasileiro-Italiano de Estudos e Pesquisas (ISBIEP) et Universidade de Caxias do Sul (UCS), Caxias do Sul, 285 p.

IBGE (1970) - **Divisão do Brasil em micro-regiões homogêneas 1968**, Rio de Janeiro.

IBGE (1991) - **Divisão do Brasil em mesorregiões e microrregiões geográficas**, Rio de Janeiro

IBGE (1996) - **Anuário Estatístico do Brasil**, Rio de Janeiro

IBGE, Divisão de Pesquisa do RGS (1997) - **Evolução Municipal do Estado do Rio Grande do Sul 1809-1996**, (non publié).

ISARD, W. (1987) - Rétrospective et prospective sur la science régionale, interview à la **Revue Internationale des Sciences Sociales**, UNESCO/Erès, vol. XXXIX, n.2, p. 171-177.

JUILLARD, E. (1962) – La région : essai de définition, **Annales de Géographie**, v. 71, (Bulletin de la Société de Géographie), Paris, Armand Colin, p. 483-499.

LACOUR, C. (1985) - Espace et développement : des enjeux théoriques nouveaux face aux contradictions des sociétés contemporaines, **Revue d'Economie Régionale et Urbaine**, n.5, p.837-847.

LACOUR, C. (1996) – La tectonique des territoires : d’une métaphore à une théorisation, en **PECQUEUR, B.** dir., p. 25-48.

LAGEMANN, E. (1980) - Imigração e Industrialização, en **BARROS et autres**, p. 114-134.

LAPOLLI, J. , MELLO, L. et autres (1995) - **A competitividade da vitivinicultura brasileira**, Porto Alegre, BANRISUL/EMBRAPA/SEBRAE, 200p.

LEBORGNE, D. et LIPIETZ, A. (1988) – O pós-fordismo e seu espaço, **Espaço & Debates**, São Paulo, n.25, p.12-29.

LEO, P.-Y. et PHILIPPE, J. (1980) - **Crise, industrie et régions**, Aix-en-Provence, CER (Centre d'Economie Régionale), Faculté d'Economie Appliquée, Université de Droit, d'Economie et des Sciences d'Aix-Marseille, 219 p.

LIMA, R. et PASSOS, M.-C. (2000) - Tendências estruturais da indústria gaúcha nos anos 90 : sintonias e assimetrias, en **FLIGESPAN, F.** dir.

LINS, H. (2000a) - Pequenas e médias empresas têxteis e vestuaristas face às mudanças nas condições de concorrência, **Ensaio FEE**, v.22, n.2, Porto Alegre, FEE, p. 110-137.

LINS, H. (2000b) - *Clusters* industriais, competitividade e desenvolvimento regional : da experiência à necessidade de promoção, **Estudos Econômicos**, IPE-USP, São Paulo, v.30, n.2, abril-junho, p. 233-265.

LINS, H. (2000c) – “**Regiões de aprendizagem**” : identificação da **problemática e estudos de caso**, Colloque ANPEC/SUL, Porto Alegre, septembre.

LINS, H. (2000d) - **Regulação local e desenvolvimento : problemática, escopo e possibilidades**, V Encontro Nacional de Economia Política, Fortaleza, Annales CDrom, p. 1-20.

LINS, H. (2000e) – **Reestruturação industrial em Santa Catarina – Pequenas e médias empresas têxteis e vestuaristas catarinenses perante os desafios dos anos 90**, Florianópolis, Ed. UFSC, 304 p.

LIPIETZ, A. (1979) - **El capital y su espacio**, México, Siglo XXI, 203p.

LIPIETZ, A. (1986) - L'industrialisation dans la périphérie : déploiement interrégional et international du fordisme, en **AURIAC et BRUNET**.

LIPIETZ, A. (1989) - Fordismo, fordismo periférico e metropolização, **Ensaio FEE**, v.10, n.2, Porto Alegre, FEE, p. 303-335.

LIPIETZ, Alain (1994) - O local e o global : personalidade regional ou inter-regionalidade ? **Espaço e Debates**, ano 14, n.38, p.10-20

MAESTRI, M. dir. (1996)- **Nós, os ítalo-gaúchos**, Porto Alegre, Ed. UFRGS, 222 p.

MAESTRI, M. (2000) – **Os Senhores da Serra, a colonização italiana no Rio Grande do Sul (1875-1914)**, Passo Fundo(RGS), Universidade de Passo Fundo, 110p.

MAILLAT, D. (1994) - Comportements spatiaux et milieux innovateurs, in **AURAY, BAILLY, DERYCKE, HURIOT**, Encyclopédie d'Economie Spatiale.

MAMMARELLA. R. et MARTINS, C. (1999) - Manifestações da exclusão social no meio urbano do RS - 1980-96, en **Impactos sociais e territoriais da reestruturação econômica no Rio Grande do Sul**, FEE-FINEP, Porto Alegre, p. 171-199.

MAMMARELLA, R. (2001) – **Estrutura social e espacial na região metropolitana de Porto Alegre 1980-1991**, VI Encontro ANIPES, Rio de Janeiro, 20p.

MANFROI, O. (1987) - Italianos no Rio Grande do Sul, en **DE BONI**, dir. A presença italiana no Brasil, Porto Alegre, EST/Fondazione Agnelli.

MATTEACCIOLI, A. (1992) - **Identification des caractéristiques structurelles et organisationnelles des milieux innovateurs à la lumière des systèmes complexes**, Colloque en vue de la préparation de GREMI IV « Identification des milieux et émergence de leurs capacités d'innovation », Paris, 30-31 octobre (non publié).

MATTEACCIOLI, A. (1992/93) - **Technologies nouvelles, milieux locaux et développement à la lumière des systèmes complexes**, cours du DESS Economie de l'aménagement et développement local, Université de Paris I - Panthéon - Sorbonne (non publié).

MATTEACCIOLI, A. (1995/96) - **Les facteurs généraux de l'évolution économique contemporaine explicatifs des dynamiques de l'espace géographique**, cours du DEA Organisation et dynamique des espaces, Institut de Géographie, Université de Paris I - Panthéon - Sorbonne (non publié).

MATTEACCIOLI, A. (1996/97) - **Analyse économique et systématique-organisationnelle des dynamiques territoriales**, cours du DESS Economie de l'aménagement et développement local, Université de Paris I, UFR 02, (non publié).

MEDEIROS, J. (1990) - **Les nouvelles technologies et la formation des pôles technologiques brésiliens**, notes du CRBC (EHESS), Paris, (non publié), 21 p.

MELLO, J.M. (1988) - **O Capitalismo Tardio**, São Paulo, Brasiliense (7^a ed), 183 p.

MESQUITA, O. V. (1990) - O Sul na organização regional do Brasil, en IBGE **Geografia do Brasil Região Sul**, Rio de Janeiro.

MESQUITA, Z. (1984) - Divisões Regionais do Rio Grande do Sul : uma revisão, **Ensaio FEE**, v.5, n.2, Porto Alegre, p. 95-146.

META INSTITUTO DE PESQUISA DE OPINIAO (1995) - **Relatório de pesquisa** para o Sindicato dos Trabalhadores da Indústria Metalúrgica, Mecânica e de Material Elétrico de Caxias do Sul, 39 p.

MOREIRA, E.M. (1987) - **O nível de inovação tecnológica da indústria de calçados de couro do vale do Sinos : determinantes e tendências a inovar**, mémoire de master, Faculdade de Ciências Econômicas/UFRGS.

MORLIN, E. dir. (1995) - **Penser la terre, stratèges et citoyens : le réveil des géographes**, Editions Autrement, série Mutations n° 152, 246 p.

NEVES, G. (1971) - Contribuição ao estudo da rede urbana do Rio Grande do Sul, **Boletim Geográfico**, maio-junho, Rio de Janeiro.

OLIVEIRA, F. (1977) - **Elegia para uma re(li)gião**, 2^a ed, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 132 p.

OLIVEIRA E SILVA, A. et MEDINA, M. (1999) - **Produto Interno Bruto por unidade da feração 1985/98**, texto para discussão n. 677, Rio de Janeiro, IPEA.

PACHECO, C.A. (1999) - **Novos padrões de localização industrial ? Tendências recentes dos indicadores da produção e do investimento industrial**, texto n. 633, Brasília, IPEA, 38 p.

PAELINCK et SALLEZ (1983) – **Espace et localisation**, Paris, Economica.

PASSET, R. (2000) - **L'illusion néo-libérale**, Fayard, Paris, 287 p.

PEBAYLE, R. (1973) - Le Brésil Méridional: Paraná, Santa Catarina, Rio Grande do Sul, **Problèmes d'Amérique Latine** XXVII, n. 3973 - 3974, Paris, La Documentation Française, p. 51-66

PEBAYLE, R. (1977) – **Les gaúchos du Brésil**, Centre d'Etudes de Géographie Tropicale, Université de Bretagne Occidentale, Brest (France), 535 p.

PEBAYLE, R. (1993) – As regiões fronteiriças e o projeto de integração do Mercosul, **Indicadores Econômicos FEE**, v.21, n.2, Porto Alegre, FEE, p. 219-225.

PECQUEUR, B. (1989) - **Le développement local : mode ou modèle ?** , Paris, Syros/Alternatives, 140 p.

PECQUEUR, B. (1992) - **Territoire, territorialité et développement**, Colloque Industrie et Territoire, Grenoble, 21-22 octobre, IREPD, Université Pierre Mendès France, 18 p. (non publié).

PECQUEUR, B. dir. (1996) - **Dynamiques territoriales et mutations économiques**, Paris, L'Harmattan, 246 p.

PELLANDA, E. (1950) - **Aspectos gerais da colonização italiana no Rio Grande do Sul**, en Album comemorativo do 75° aniversário da colonização italiana no Rio Grande do Sul, Porto Alegre, Globo.

PEROBELLI, F. et PIANCASTELLI, M. (1996) – **ICMS : evolução recente e guerra fiscal**, texte n. 402, Brasília, IPEA, 59 p.

PERRAT, J. (1987) – **Technologies, externalités et nouveau rapport du capital à l'espace régional**, thèse de doctorat, Université Lumière, Lyon II, 332 p.

PERRIN, J.-C. (1990) - Organisation industrielle : la composante territoriale, **Revue d'Economie Industrielle**, n.51, 1^{er} trimestre, p. 276-303.

PESAVENTO, S. (1980) – O imigrante na política rio-grandense, en **BARROS et autres**, p.156-194.

PESAVENTO, S. (1983) - **RS : Agropecuária colonial e industrialização**, Porto Alegre, Mercado Aberto, 216 p.

PETRONE, M.T. (1982) – **O imigrante e a pequena propriedade**, São Paulo, Brasiliense, 90 p.

PEYRACHE-GADEAU, V. (1995) - **Dynamiques différenciées des économies territoriales**, thèse de doctorat, Université Pierre Mendès France, Grenoble II, 316 p.

POLESE, M. (1998) - **Economía urbana y regional : introducción a la relación entre territorio y desarrollo**, Cartago, Costa Rica, LUR/BUAP/GIM, 438 p.

QUEVIT, M. et VAN DOREN, P. (1993) - Stratégies d'innovation et référents territoriaux, **Revue d'Economie Industrielle**, n. 64, 2^e trimestre, p.38-53.

RIBEIRO, A. (1969) - Diversificação e integração industrial no Brasil, **Revista Brasileira de Economia**, FGV, v.23, n.4, Rio de Janeiro, p. 45-69.

RIBEIRO, L.C., dir. (2000) - **O futuro das metrópoles : desigualdades e governabilidade**, São Paulo, REVAN/FASE, 632 p.

RIO GRANDE DO SUL, Secretaria do Desenvolvimento Regional e Obras Públicas (1974) - **Proposição de organização territorial do Estado para fins de programação regional e urbana**, Porto Alegre,

RIO GRANDE DO SUL, Secretaria da Agricultura, CEMAPA (Central de Comandos Mecanizados de Apoio à Agricultura) (1975) - **Regionalização do Espaço Agrícola do Rio Grande do Sul**, Porto Alegre, 40p.

RIO GRANDE DO SUL, Secretaria de Coordenação e Planejamento, Secretaria da Agricultura (1975) - **Programa de Investimentos Integrados para o Setor Agropecuário, regionalização agrícola**, Porto Alegre.

RIO GRANDE DO SUL, Secretaria de Indústria e Comércio (1986) - **Os Eixos Industriais do Rio Grande do Sul** (rapport de recherche non publié).

RIO GRANDE DO SUL, Conselho Estadual de Desenvolvimento Urbano (CEDU) (1987) - **Programa de Apoio aos Centros Regionais**, Setor Industrial da Microrregião de Caxias do Sul, Porto Alegre, 104 p.

RIO GRANDE DO SUL, Secretaria do Planejamento Territorial e Obras, CEDU/CODEL (1992) - **Aglomeraciones urbanas no Rio Grande do Sul**, Porto Alegre, 171p.

RIO GRANDE DO SUL, Secretaria da Agricultura, EMBRAPA (1994) - **Macrozoneamento Agroecológico e Econômico - Regiões Agroecológicas**, Porto Alegre.

ROCHE, J. (1969) - **A Colonização Alemã e o Rio Grande do Sul**, Porto Alegre, Globo, 806 p.

RODRIGUES, J.H. (1986) - **O Continente do Rio Grande (1680-1807)**, São Paulo, Brasiliense, 68 p.

ROSSINI, R.E. (1998) - **Caracterização da indústria moveleira**, em **Projeto RS 2010, Indústria**, FEE/Secretaria do Planejamento, Porto Alegre, p. 91-103.

SALAI, R. et STORPER, M. (1992) - **Les mondes de production**, Paris, Ed. HESS, 411 p.

SALLEZ, A. (1991) - Les nouveaux territoires de l'entreprise, **Colloque ASRDLF**, Montréal, septembre, 24 p., (non publié).

SANTOS, J. V.(1978) - **Colonos do Vinho**, São Paulo, Hucitec, 182 p.

SANTOS, J. V.(1980) - Cantineiros e colonos, a indústria do vinho no Rio Grande do Sul, em **BARROS et autres**, p.135-155.

SANTOS, M. (1996) - Os espaços da globalização, em **Técnica, espaço e tempo**, São Paulo, Hucitec, 190 p.

SAVY, M. et VELTZ, P. dir. (1993) - **Les nouveaux espaces de l'entreprise**, Datar/Editions de l'Aube, 199 p.

SAVY, M. et VELTZ, P. dir. (1995) - **Economie globale et réinvention du local**, Datar/Editions de l'Aube, 189 p.

SCHÄFFER, N. (1999) - Espaço regional e dinâmica global, **Boletim Gaúcho de Geografia**, n.25, Porto Alegre, AGB, Porto Alegre, p.91-106.

SCHMITZ, H. (1996) - Efficacité collective : chemin de croissance pour la petite industrie dans les pays en développement, en **PECQUEUR, B.** dir., p.73-99. [En portugais, voir **Ensaio FEE**, v.18, n.2, FEE, Porto Alegre, p.164-200]

SENGENBERGER, W. (1993) - Développement local et concurrence économique internationale, **Revue Internationale du Travail**, v. 132, n. 3, p.349-366.

SINDICATO DOS METALURGICOS DE CAXIAS DO SUL (1996) - **Cruel rotatividade**, Caxias do Sul, 9 p.

SINGER, P. (1977) - **Desenvolvimento Econômico e Evolução Urbana**, São Paulo, Cia. Editora Nacional, 377p.

SPOSITO, E., dir. (1999) – **Dinâmica econômica, poder e novas territorialidades**, UNESP, Presidente Prudente (SP), 152 p.

STOHR, W. (1984) - La crise économique demande-t-elle de nouvelles stratégies de développement régional ? , en **AYDALOT** dir., p. 183-206.

STOHR, W. (1987) - Le développement économique régional et la crise économique mondiale, **Revue Internationale des Sciences Sociales**, UNESCO/Erès, n.2, p. 209-220.

SUZIGAN, W. (2001) – Aglomerações industriais como focos de políticas, **Revista de Economia Política**, v.21, n. 3, juillet-septembre, p.27-39.

TAVARES, H. (1993) – Novos espaços industriais : o papel do Estado, en **GONÇALVES** dir., O novo Brasil urbano, Porto Alegre, Mercado Aberto, p.203-215.

THERY, H. (1995a) - **Le Brésil**, Paris, Masson, 3^e éd., 265 p.

THERY, H. (1995b) - **Pouvoir et territoire au Brésil**, Paris, MSH, 232 p.

THISSE, J.-F. (1997) – L'oubli de l'espace dans la pensée économique, **Région et Développement**, Centre d'Economie Régionale, Aix en Provence, L'Harmattan, p. 13-39.

TIRONI, L. F., dir. (2001) – **Industrialização descentralizada : sistemas industriais locais**, Brasília, IPEA, 533 p.

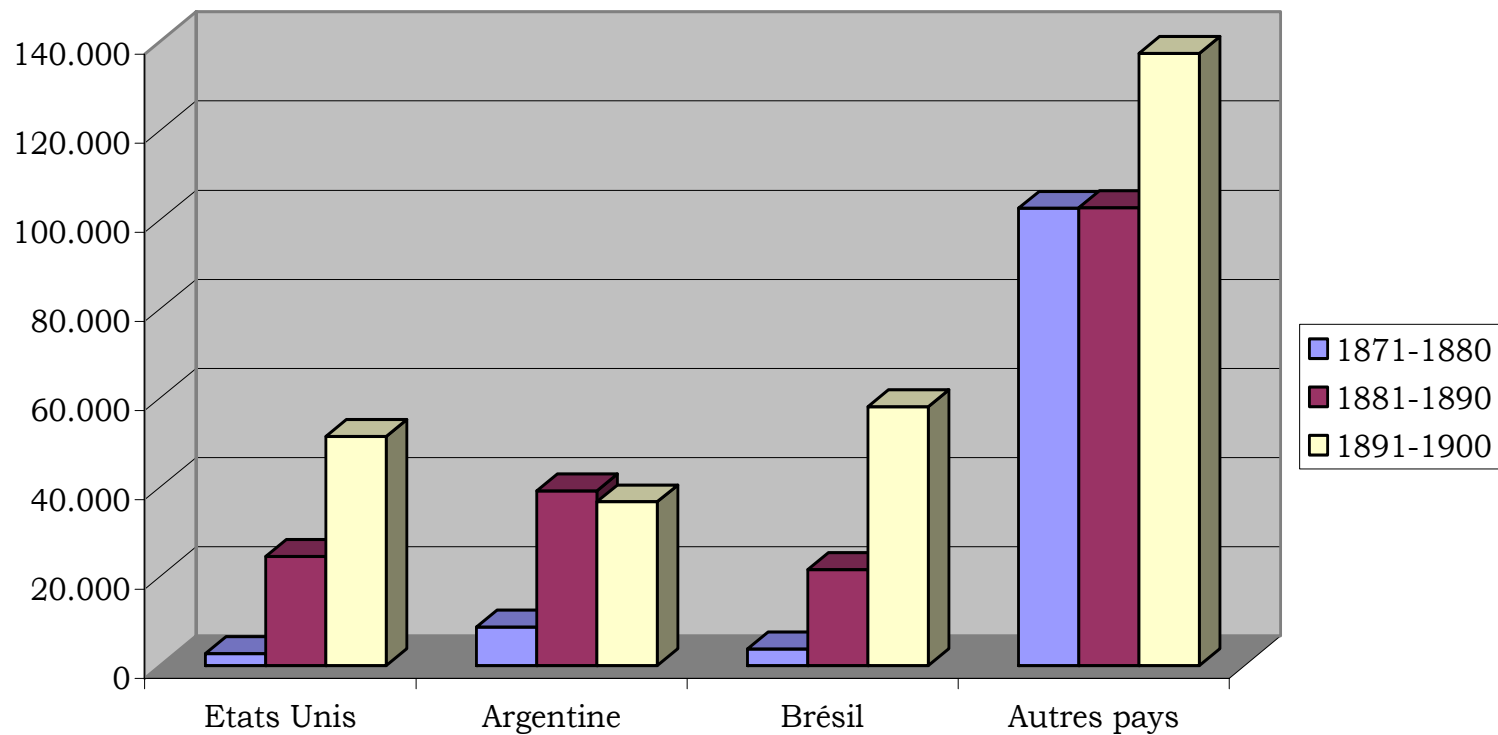
UNIVERSIDADE DE CAXIAS DO SUL, Centro de Ciências Sociais e Aplicadas/SINDICATO DOS METALURGICOS DE CAXIAS DO SUL (1996) – **A estrutura ocupacional do setor metal-mecânico de Caxias do Sul de 1989 a 1995**, (rapport de recherche, non publié), 49 p.

VELTZ, P. (1994) - **Des territoires pour apprendre et innover**, Editions de l'Aube, 95 p.

XAVIER SOBRINHO, G.G. (1995) – **Força de trabalho e capacitação tecnológica em um segmento recente da indústria**, Brasília, CNI/SESI, 123 p.

ANNEXES

ANNEXE A
L'IMMIGRATION ITALIENNE DANS LE MONDE 1871 - 1900



Source : ISTAT, Sommario di Statistiche Storiche de l'Italia 1861-1975, Roma, 1976.
Cité par COSTA et DE BONI (1984), p.54.

ANNEXE B

TABLEAU DE CORRESPONDANCES HISTORIQUES

FRANCE et Europe	BRESIL
La Renaissance (découvertes et explorations)	Les Indigènes
1453 – La fin de la Guerre de Cent Ans	1500 – L'arrivée des portugais au Brésil (à Porto Seguro, Bahia)
1562-1598 – Les Guerres de Religion	1530 – Fondation de São Vicente (sur le littoral de São Paulo)
1589-1610 – Henri IV	1549 – L'arrivée du premier gouverneur chargé de représenter le roi
1643-1715 – Louis XIV, le Roi Soleil	1555 – La colonie de Villegagnon sur la baie de Rio détruite par les Portugais
1715-1774 – Louis XV	XVII ^e siècle – cycle économique de la canne à sucre (dans le Nordeste)
La France perd ses terres lointaines : Sénégal, Québec, Antilles, Indes	XVIII ^e siècle – cycle de l'or, expansion territoriale vers le centre du pays (Minas Gerais)
1774-1792 – Louis XVI	XIX ^e siècle - cycles économiques du caoutchouc, du coton et du café
Participation de Lafayette à la Guerre d'Indépendance des Etats-Unis	1808 – La cour portugaise s'installe à Rio de Janeiro
1789-1799 – La Révolution	1822 – Le Brésil devient un empire indépendant
1804 – 1815 – Le premier Empire	1888 – L'abolition de l'esclavage
1812 – La campagne de Russie	1889 – La proclamation de la République
1815-1830 – La Restauration	1891 – Constitution des Etats-Unis du Brésil
1830-1848 – La Monarchie de Juillet	1930-1954 – Le « Getulismo » (Getúlio Vargas)
1848-1870 – La Deuxième République et le Second Empire	1960 – La fondation de Brasilia, capitale fédérale
1871-1940 – La Troisième République	1964 – Le coup d'état militaire
1914-1918 – La Première Guerre Mondiale	1968 – La répression politique s'intensifie
1929 – Crise économique mondiale	1967-1974 – Le « miracle économique »
1939-1945 – La Deuxième Guerre Mondiale	1978 – Le début de l'ouverture politique
1946-1958 – La Quatrième République	
1957 – La création de la Communauté Economique Européenne	1985 – La redémocratisation : la « nouvelle République »
1958 – La naissance de la Cinquième République	1988 – La nouvelle Constitution Fédérale
1968 – Les événements de mai	1992 – <i>Impeachment</i> du président Collor de Mello
	1995 – Plan <i>Real</i> (le « <i>real</i> fort »)
	2002 – Election de Luiz Inacio Lula da Silva
1981 – L'élection du président François Mitterrand	
2002– Passage à l'Euro	

ANNEXE C
SCHEMA DE L'ORGANISATION POLITICO-TERRITORIALE DU BRESIL

NIVEAUX	DIVISION TERRITORIALE	POUVOIR EXECUTIF	POUVOIR LEGISLATIF
Fédération	Brésil	Président	Congrès National (Sénat / Chambre de Députés)
Grandes Régions	Nord, Nordeste, Sudeste, Sud, Centre-Ouest		
Etats	26 états et 1 district fédéral	Gouverneurs	Assemblée Législative
Régions	chaque état est découpé en méso et microrégions (IBGE)		
Municipes (ou communes)	5 507 municipes (ou communes) (aires urbaines et rurales)	Maires	Conseil Municipal
Districts	(villages et aires rurales)		

Source : IBGE et l'auteur

ANNEXE D
CHANGEMENTS DE L'ETALON MONNETAIRE BRESILIEN

Année	Mois	Monnaie	Symbole	Equivalence
jusqu'en 1942	-	milréis	Rs \$	-
1942	octobre	cruzeiro	Cr\$	Rs 1\$000 (mille <i>réis</i>)
1967	février	cruzeiro novo	NCr\$	Cr\$ 1 000,00 (mille <i>cruzeiros</i>)
1970	mai	cruzeiro	Cr\$	NCr\$ 1,0 (un <i>cruzeiro novo</i>)
1986	février	cruzado	Cz\$	Cr\$ 1 000,00 (mille <i>cruzeiros</i>)
1989	janvier	cruzado novo	NCz\$	Cz\$ 1 000,00 (mille <i>cruzados</i>)
1990	mars	cruzeiro	Cr\$	NCz\$ 1,00 (un <i>cruzado novo</i>)
1993	août	cruzeiro real	CR\$	Cr\$ 1 000,00 (mille <i>cruzeiros</i>)
1994	juillet	real	R\$	CR\$ 2 750,00 (deux mille sept cent cinquante <i>cruzeiros reais</i>)

Source : Banco Central do Brasil, *apud* FEE [www.fee.tche.br/atualização monetária](http://www.fee.tche.br/atualizacao_monetaria)

ANNEXE E**REPERTOIRE NATIONAL DES ACTIVITES ECONOMIQUES (CNAE)
CLASSEES PAR L'IBGE****SECTEUR PRIMAIRE****Agriculture**

Elevage

Sylviculture

Exploitation forestière

Pêche

SETOR SECONDAIRE

Industrie d'extraction minérale

Industrie de transformation (ou manufacturière)

Services industriels de utilité publique (électricité, gaz et eau,)

Secteur du bâtiment

SECTEUR TERTIAIRE

Vente au détail et en gros

Réparation automobile, d'objets personnels et domestiques

Logement et restauration

Transports, stockage et communications

Organismes financiers

Activités immobilières, de location et de prestations de services aux entreprises

Administration publique, défense et sécurité sociale

Education et santé (marchandes)

Autres services collectifs, sociaux et aux particuliers

Services domestiques

ANNEXE F
COMPARAISON ENTRE L'ETAT DU RIO GRANDE DO SUL ET LA REGION DE CAXIAS DO SUL
QUANT A L'EMPLOI ET AU CHIFFRE D'AFFAIRES

(poucentages par branches)

Branches	1990				1998			
	Emplois		Chiffres d'affaires		Emplois		Chiffres d'affaires	
	Etat	Région	Etat	Région	Etat	Région	Etat	Région
minéraux non métalliphères	3,34	2,87	1,85	3,00	3,51	3,44	1,74	3,20
métallurgie	8,26	12,42	4,62	9,70	8,19	14,07	4,55	11,29
mécanique	7,36	7,93	6,63	8,19	7,77	10,20	7,03	9,64
matériel électrique et de comm.	2,61	4,58	2,06	5,63	2,32	3,73	2,15	3,83
matériel de transport	3,76	13,83	3,41	16,67	4,48	13,99	6,36	19,36
bois	3,37	4,02	1,02	1,94	3,09	2,95	0,97	1,01
meubles	4,01	12,70	2,00	9,76	5,64	15,15	3,11	14,23
papier et carton	2,30	1,28	2,15	2,44	2,31	1,80	2,02	2,06
caoutchouc	1,29	1,22	2,05	0,95	1,31	0,80	1,55	0,51
cuirs et pelleterie	4,18	1,49	2,93	1,37	4,00	1,32	2,68	0,88
chimie	2,12	0,41	14,54	0,65	2,37	0,53	12,52	0,87
pharmaceutique	0,19	0,18	0,12	0,18	0,19	0,10	0,19	0,07
parfumerie, savons et bougies	0,53	0,08	0,41	17,00	0,52	0,09	0,47	0,04
produits plastiques	1,52	0,86	2,95	0,86	2,39	2,93	3,88	2,86
textile	1,45	1,72	0,92	0,93	1,39	2,64	0,81	1,45
vêtements et chaussures	29,90	19,70	16,00	0,19	27,03	9,03	13,90	5,94
produits alimentaires	15,46	6,89	23,41	8,88	15,23	8,11	24,41	12,02
boissons	1,99	4,01	2,59	8,12	1,65	3,06	2,87	6,81
tabac	1,37	0,00	4,90	0,00	1,14	0	4,83	0
éditions et imprimerie	1,24	0,65	0,53	0,48	1,84	0,55	0,78	0,23
autres	3,69	3,17	4,96	2,88	3,62	5,51	3,16	3,69
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,00	100,00	100,00	100,00

Source des données de base : Secretaria da Fazenda do Estado do Rio Grande do Sul, estatísticas econômico-fiscais

ANNEXE G-1
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS SELON LA TAILLE DES ENTREPRISES
PAR COMMUNE ET PAR PRINCIPALES BRANCHES Année 1998

MATERIEL DE TRANSPORT

Taille des établiss.	Antonio Prado	Bento Gonçalves	Carlos Barbosa	Caxias do Sul	Farroup.	Flores da Cunha	Garibaldi	São Marcos	Veranop.	TOTAL
micro 0-19			1	19				8		28
petits 20-99				9				3		12
moyens 100-499				11		1		3		15
grands 500 et +				6						6
TOTAL			1	45		1		14		61

MOBILIER

Taille des établiss.	Antonio Prado	Bento Gonçalves	Carlos Barbosa	Caxias do Sul	Farroup.	Flores da Cunha	Garibaldi	São Marcos	Veranop.	TOTAL
micro 0-19	3	74	2	40	7	9	8	8	13	164
petits 20-99	3	40		15	8	7	7	7	3	90
moyens 100-499	3	12		11	1	3	1	1		32
grands 500 et +		3				1				4
TOTAL	9	129	2	66	16	20	16	16	16	290

ALIMENTAIRE

Taille des établiss.	Antonio Prado	Bento Gonçalves	Carlos Barbosa	Caxias do Sul	Farroup.	Flores da Cunha	Garibaldi	São Marcos	Veranop.	TOTAL
micro 0-19	4	10	1	37	7	8	3	2	8	80
petits 20-99	1	5	1	14			1	1	1	24
moyens 100-499	1	1	1	5	2		2			12
grands 500 et +		1		1			1			3
TOTAL	6	17	3	57	9	8	7	3	9	119

Source : Cadastro Industrial do Rio Grande do Sul , Federação das Indústrias do Rio Grande do Sul (FIERGS), 1998

Nota : Critère de taille de l'établissement selon le nombre de salariés, d'après l'IBGE.

ANNEXE G-2**METALLURGIQUE**

Taille des établiss.	Antonio Prado	Bento Gonçalves	Carlos Barbosa	Caxias do Sul	Farroup.	Flores da Cunha	Garibaldi	São Marcos	Veranop.	TOTAL
micro 0-19	2	23	3	95	9	5	7	1	5	150
petits 20-99	1	9	2	44	3		6	1		66
moyens 100-499		1	2	6	1		3		1	14
grands 500 et +			1	2	1					4
TOTAL	3	33	8	147	14	5	16	2	6	234

VETEMENTS

Taille des établiss.	Antonio Prado	Bento Gonçalves	Carlos Barbosa	Caxias do Sul	Farroup.	Flores da Cunha	Garibaldi	São Marcos	Veranop.	TOTAL
micro 0-19	4	39	12	236	90	34	6	6	13	440
petits 20-99		2		32	8	1	1	1		45
moyens 100-499		1			2					3
grands 500 et +				1						1
TOTAL	4	42	12	269	100	35	7	7	13	489

CHAUSSURES

Taille des établiss.	Antonio Prado	Bento Gonçalves	Carlos Barbosa	Caxias do Sul	Farroup.	Flores da Cunha	Garibaldi	São Marcos	Veranop.	TOTAL
micro 0-19	1	6		5	27		2		4	44
petits 20-99			2	2	10	1			2	17
moyens 100-499		1			4			1		6
grands 500 et +					1				1	2
TOTAL	1	7	2	7	42	1	2	1	7	70

SOURCE : Cadastro Industrial do Rio Grande do Sul , Federação das Indústrias do Rio Grande do Sul (FIERGS), 1998

Nota : Critère de taille de l'établissement selon le nombre de salariés, d'après l'IBGE.

ANNEXE G-3

MATERIEL ELECTRIQUE, ELECTRONIQUE ET DE COMMUNICATION

Taille des établiss.	Antonio Prado	Bento Gonçalves	Carlos Barbosa	Caxias do Sul	Farroup.	Flores da Cunha	Garibaldi	São Marcos	Veranop.	TOTAL
micro 0-19		2		38	3	2				45
petits 20-99		1		11						12
moyens 100-499		2	1	2	1					6
grands 500 et +				4						4
TOTAL		5	1	55	4	2				67

MECANIQUE

Taille des établiss.	Antonio Prado	Bento Gonçalves	Carlos Barbosa	Caxias do Sul	Farroup.	Flores da Cunha	Garibaldi	São Marcos	Veranop.	TOTAL
micro 0-19		15	1	63	6	1		2	6	94
petits 20-99		2		22	1					25
moyens 100-499				15						15
grands 500 et +				1						1
TOTAL		17	1	101	7	1		2	6	135

SOURCE : Cadastro Industrial do Rio Grande do Sul , Federação das Indústrias do Rio Grande do Sul (FIERGS), 1998

Nota : Critère de taille de l'établissement selon le nombre de salariés, d'après l'IBGE.

ANNEXE H

L'EUROPE A L'INTERIEUR DU BRESIL

Source : Prospectus touristique, Expo Brésil, Paris, Le Louvre, mai 1998.

ANNEXE I
COMPTE RENDU SYNTHETIQUE DE L'ETUDE DE TERRAIN
(avril/mai 1997)

1) - DISTRIBUTION DES ETABLISSEMENTS ENQUETES

Nous tenons ici à définir l'échantillon représentatif d'établissements enquêtés. L'échantillon a été choisi en prenant en compte au moins un établissement de chacune des principales branches industrielles de la région de Caxias do Sul. Une fois que notre intention de ne pas d'inventorier l'industrie régionale a été précisée, nous avons mené notre enquête de terrain à fin d'appuyer - et parfois de compléter - les informations obtenues par d'autres canaux. Le tableau suivant témoigne du nombre de questionnaires envoyés et des résultats recueillis.

Total de questionnaires envoyés	36	100 %
Questionnaires renseignés	20	55,6 %
Questionnaires refusés	4	11,1 %
Entreprise fermée	1	2,8 %
Entreprise regroupée	1	2,8 %
Sans réponse	10	27,7 %

Sur le total des 20 questionnaires renseignés, nous obtenons la distribution des entreprises comme suit :

a) D'après les branches industrielles :

Matériel de transport - 3

Métallurgie - 1

Mécanique - 1

Matériel électrique et de communication - 2

Textile - 2

Alimentaire - 1

Boissons - 4

Mobilier - 3
 Plastiques - 1
 Chaussures - 2

b) D'après la localisation :

Caxias do Sul - 10
 Bento Gonçalves - 7
 Farroupilha - 1
 Garibaldi - 1
 Veranópolis - 1

c) D'après l'année de fondation :

De 1900 à 1930 - 1
 Décennie 1930 - 3
 " 1940 - 1
 " 1950 - 5
 " 1960 - 2
 " 1970 - 6
 " 1980 - 2

2) - PERSONNES INTERVIEWIÉES

- M. Plínio MIORANZA, vice-président de la Chambre de l'Industrie et du Commerce de Caxias do Sul (CIC), le 5/5/97
- M. Odacir CONTE, directeur-exécutif du Syndicat des Industries Métallurgiques, Mécaniques et du Matériel Électrique de Caxias do Sul (SIMECS), le 5/5/97
- M. Lorenzo José DAL SASSO, directeur du Centre de l'Industrie et du Commerce de Bento Gonçalves (CIC), le 14/5/97
- M. Adão OLIVEIRA, président du Syndicat des Travailleurs des Industries de la Filature et du Tissage, le 12/5/97
- M. Jorge RODRIGUES, président du Syndicat des Travailleurs des Industries Métallurgiques, Mécaniques et du Matériel Électrique de Caxias do Sul, le 7/5/97

- M. Juarez MARCHIORO, architecte du Bureau de Planification et Aménagement de la Mairie de Caxias do Sul (*GAMAPLAN : Gabinete Municipal de Planejamento*), le 29/4/97
- M. Izidoro ZORZI, du Bureau de Planification et Développement Institutionnel de l'Université de Caxias do Sul (UCS), le 6/5/97
- Mme. Maria Alice LAHORGUE - professeur d'économie à l'Université Fédérale du Rio Grande do Sul (UFRGS), rectorat de la Planification et de la Recherche
- Mme. Neiva Otero SCHÄFFER - professeur de Géographie à l'Université Fédérale du Rio Grande do Sul (UFRGS)
- Mme. Ivanira FALCADE – géographe, professeur de l'UCS
- Mme. Loraine Slomp GIRON - historienne, professeur de l'UCS
- Mme. Vania Merlotti HEREDIA- sociologue, professeur de l'UCS
- M. Paulo TIEPPO - sociologue, professeur de l'UCS
- Mlle. Maria Clara MOCELIN, anthropologue, chercheur de l'UCS

3) - VISITES INSTITUTIONNELLES

- Centro Tecnológico de Mecatrônica do SENAI (*Serviço Nacional de Aprendizagem Industrial*), Caxias do Sul, le 15/5/97 ;
- Centro Tecnológico do Mobiliário do SENAI, Bento Gonçalves, le 14/5/97 ;
- Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária (EMBRAPA), Bento Gonçalves, le 14/5/97 ;
- Fundação Metropolitana de Planejamento (METROPLAN), Porto Alegre;
- Fundação de Economia e Estatística (FEE), Porto Alegre - équipe des comptes régionaux, groupe d'études industrielles, bibliothèque
- Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE), Porto Alegre - bibliothèque
- Secretaria Estadual de Agricultura (Porto Alegre) - cartothèque

ANNEXE J-1

CARACTERISATION GENERALE DES ETABLISSEMENTS ENQUETES

n°	nom de l'entreprise	siège filiale ét.uni.	date de création	localisation	branche	produits
1	AGRALE	U	1962	Caxias do Sul	mat. de transport	camion, ciclomoteur, moto, tracteur, pièces détachées pour véhicules et tracteurs
2	ENXUTA	U	1952	Caxias do Sul	mécanique	chaufage électrique, lave-vaisselle, lave-linge, sèche-linge, climatiseur
3	COOP. VINICOLA AURORA	S	1931	Bento Gonçalves	boissons	vin, jus de raisin, cooler, cognac, champagne
4	COOP. VINICOLA GARIBALDI	U	1931	Garibaldi	boissons	vin, jus de raisin, liqueur de raisin vodka, champagne
5	GRENDENE	S	1971	Farroupilha	chaussures	chauss. plastiques, sacs plastiques, semelles plastiques
6	INTRAL	S	1950	Caxias do Sul	mat. électr. et de comm.	piège électr. à insectes, stabilisateurs et transformateurs électr pièces pour illumination
7	ISABELA	U	1954	Bento Gonçalves	alimentaire	biscuits, galettes, pâtes
8	LANIFICIO SEHBE	U	1927	Caxias do Sul	textile	tissus en laine, coton, viscose, fils en polyester et laine
9	LUPATECH	S	1980	Caxias do Sul	métallurgique	pièces pour machines et machine-outils connexions métalliques pièces en acier fondu
10	LUIZ VALDUGA	S	1973	Bento Gonçalves	boissons	vin
11	MARCOPOLO	S	1949	Caxias do Sul	mat. de transport	carrosseries pour autocars
12	MOVEIS CARRARO	S	1961	Bento Gonçalves	meubles	meubles en général
13	MADECENTER	U	1976	Bento Gonçalves	meubles	meubles en général
14	PLASTICOS PISANI	S	1973	Caxias do Sul	produits plastiques	meubles de jardin, sol plastique pour revêtements, porte-bouteilles
15	RANDON	S	1952	Caxias do Sul	mat. de transport	carrosserie et remorques pour poids lourds
16	ROBERSHAW	F	1959	Caxias do Sul	mat. électr. et de comm.	contrôle électrique contrôle électronique
17	SAO PAULO ALPARGATAS	F	1976	Veranópolis	chaussures	chaussures et ballons de sport
18	SULTEXTIL	U	1986	Caxias do Sul	textile	tissu à mailles
19	TODESCHINI	U	1939	Bento Gonçalves	meubles	meubles de cuisine
20	VINICOLA MONTELEMO	S	1974	Bento Gonçalves	boissons	vin

Source : Enquête de terrain, avril/mai 1997

Notes : nr = non répondu

F = filiale

S = siège

U = établissement unique

ANNEXE J-2

CARACTERISATION GENERALE DES ETABLISSEMENTS ENQUETES

n° de l'entrep.	chiffre d'affaires R\$ (courants) 1996	finalité des investissements					âge moyen des équip.	production		satisfaction formation m-d'œuvre
		augmenter l'échelle prod.	diversifier la production	achat d'équip.	R&D	changements organisation.		% sous commande	% pour le marché	
1	44.888.211	5%	10%	10%	70%	5%	10	10	90	oui
2	116.000.000	50%	30%	5%	15%	0	8	0	100	oui
3	44.538.401,60	inexistence d'investissements cette année					n r	3	97	oui
4	6.800.000	0	5%	2%	0	0,50%	6	5	95	oui
5	432.210.870	40%	0	50%	10%	0	4	0	100	oui
6	63.905.095	41,80%	0	41,60%	16,6	0	5	2	98	oui
7	52.639.391	15%	25%	50%	2%	8%	12	0	100	oui
8	4.650.293	0	5%	5%	60%	30%	25	95	5	oui
9	25.733.120	5%	15%	10%	50%	20%	7	35	65	oui
10	480.000	nr	nr	nr	nr	nr	6	0	100	oui
11	nr	0	0	85%	10%	5%	10	100	0	oui
12	93.428.028	nr	nr	nr	nr	nr	4	0	100	oui
13	52.546.830	50%	10%	35%	5%	0	5	0	100	non *
14	nr	0	70%	rien	20%	10%	8	100	0	oui
15	270.895.178,82	25%	15%	30%	15%	15%	10	95	5	oui
16	53.134.477,96	20%	10%	40%	10%	20%	10	100	0	oui
17	77.704.426	nr	nr	nr	nr	nr	15	0	100	oui
18	11.176.378	30%	50%	80%	20%	0	n r	0	100	oui
19	67.348.400	3%	0	91%	3%	3%	n r	0	100	oui
20	575.430	inexistence d'investissements cette année					10	100	0	oui

Source : Enquête de terrain, avril/mai 1997

Notes : nr = non répondu

* Manque d'opérateurs d'équipements CNC (en portugais : *comando numérico computadorizado*)

ANNEXE K
ORIGINE DES FOURNISSEURS DES ETABLISSEMENTS ENQUETES

n°	nom de l'entreprise	FOURNISSEURS		
		région	Rio Grande do Sul	autres états / pays
1	AGRALE	rien	rien	moteurs, axe arrière (SP) boîte de vitesses, engrenages (SP) blocs-moteurs (SC)
2	ENXUTA	rien	plastique	motor (SC) lame d'acier (RJ) composants (SP)
3	COOP. VINICOLA AURORA	raisins	rien	bouteilles (BR et Mercosur) bouchons (Europe)
4	COOP. VINICOLA GARIBALDI	pas répondu	pas répondu	pas répondu
5	GRENDENE	rien	rien	résine de PVC, DOP (BH) synthétique laminé, carton (SP)
6	INTRAL	rien	<i>capacitadores</i>	acide silicique, acido carbonique (MG) acier <i>carbono</i> , fils et câbles (SP)
7	ISABELA	blé, cartons	blé, graisse	emballages (SP, SC)
8	LANIFICIO SEHBE	rien	colorants	laine (Uruguay) produits chimiques, colorants (RJ, SP) fibres, nylon (SP)
9	LUPATECH	acier	rien	thermoplastique, silice (SP) mulita (MG)
10	LUIZ VALDUGA	rien	étiquettes, boîtes	capsules, bouchons (SP)
11	MARCOPOLO	pas répondu	pas répondu	pas répondu
12	MOVEIS CARRARO	rien	planches de bois aggloméré, tuyaux métalliques, cartons	contreplaqué (SP) aggloméré (PR et Argentine) ferragens (PR)
13	MADECENTER	rien	aglomerado, cartons	tubes d'acier (SC)
14	PLASTICOS PISANI	rien	résines	résines, pigments, teintures (SP)
15	RANDON	freins	acier, colorants	aluminium, jantes et roues, roulements (SP) tôle plate, ressorts, pneus et chambres à air (RJ) lames d'acier (MG), moyeurs de roues (SC)
16	ROBERSHAW	bronze, laiton, acier	acier à bas carbone	bronze/laiton/cuive, acier et fonte, polyester nylon, contacts bimétalliques/argent (SP)
17	SAO PAULO ALPARGATAS	rien	cuir	toile, fil, silice, <i>ilhoses</i> (SP) gomme (BH)
18	SULTEXTIL	rien	rien	fils (SP e SC) produits chimiques (RJ)
19	TODESCHINI	rien	madeira aglomerada	agglomérés (Argentine), emballages (SC) accessoires, aggloméré, (PR)
20	VINICOLA MONTELEMO	rien	bouteilles	bouchons (SP)

Source : Enquête de terrain, avril/mai 1997

Nota : Les données datent de 1996.

ANNEXE L
LES MARCHES DES ETABLISSEMENTS ENQUETES

n°	nom de l'entreprise	marchés				valeur des exportations R\$(*)
		régional	Rio G. do Sul	autres états	étranger	
1	AGRALE	2,80%	15%	76,80%	5,40%	6.006.070
2	ENXUTA	1%	15%	74%	10%	10.000.000
3	COOP. VINICOLA AURORA	2%	24,20%	43,80%	30%	13.261.848
4	COOP. VINICOLA GARIBALDI	10%	50%	39%	1%	14.000
5	GRENDENE	0	5%	80%	15%	25.637.030,92
6	INTRAL	4%	15%	76%	5%	547.584
7	ISABELA	3%	80%	19%	1%	299.165
8	LANIFICIO SEHBE	46%	20%	30%	4%	365.086
9	LUPATECH	2%	10%	70%	18%	2.967.546,41
10	LUIZ VALDUGA	0	30%	70%	0	0
11	MARCOPOLO	1%	7%	62%	30%	non répondu
12	MOVEIS CARRARO	0	21%	77%	2%	2.814.754
13	MADECENTER	1%	19%	70%	10%	2.900.002
14	PLASTICOS PISANI	7%	15%	76%	2%	non répondu
15	RANDON	5%	11,70%	70,80%	12,50%	27.280.122,80
16	ROBERSHAW	0	11%	74%	15%	6.595.835,92
17	SAO PAULO ALPARGATAS	1%	7%	70%	22%	5.570.298
18	SULTEXTIL	4%	30%	65%	1%	63.867
19	TODESCHINI	5%	24%	70%	6%	2.436.604,80
20	VINICOLA MONTELEMONS	5%	30%	70%	0	0

SOURCE : enquête de terrain, avril/mai 1997.

Nota : les données datent de 1996.

(*) Certaines entreprises ont donné des chiffres en *dollars*. Pour permettre de les comparer, nous avons fait la conversion en *reais* ayant pour base la valeur moyenne annuelle du *dollar* en 1996, présenté dans le Boletim do Banco Central do Brasil, avril 1998, p.191

1US\$ = 1,0052 R\$

ANNEXE M

QUESTIONNAIRE AUX ENTREPRISES

1) IDENTIFICATION

- 1.1 - Raison sociale de l'entreprise :
- 1.2 - Adresse :
- 1.3 - N° de téléphone :
- 1.4 - Ville et code postal :
- 1.5 - Année de création :
- 1.6 - Capital social : \$R
- 1.7 - L'établissement est-il unique (), siège () ou filiale () ?
 - 1.7.1 - Si siège, indiquez la localisation des filiales :
 - 1.7.2 - Si filiale, indiquez la localisation du siège :
- 1.8 - L'activité principale de l'établissement (branche ou secteur industriel) :
- 1.9 - Association de filiation:
- 1.10 - Fonction de la personne interviewée :

2) PRODUCTION ET GESTION

2.1 - Principaux produits en 1996

produits	quantité	valeur
----------	----------	--------

- 2.2 - Décrivez les opérations effectuées dans l'établissement:
- 2.3 - Production sur commande : %
- 2.4 - Production offerte sur le marché : %

2.5 - Degré d'utilisation de la capacité de production :

en 1990 : %

en 1996 : %

2.6 - Quelle est la méthode de contrôle de qualité utilisée dans la production ?

2.7 - Quel est l'âge moyen des équipements ?

2.8 - L'établissement développe-t-il de nouveaux produits ?

2.8.1 - Si oui, à quel rythme : régulièrement () ou occasionnellement () 2.8.1 - Listez les nouveaux produits créés au cours des années 1990:

2.9 - Existe-t-il un département de recherche et de développement dans l'établissement (ou dans l'entreprise)?

2.9.1 - Si oui, citez la qualification du personnel concerné

2.10 - L'entreprise a-t-elle introduit de nouveaux procédés de production depuis 1990?

2.10.1 - Pourquoi ?

2.10.2 - Est-ce qu'il y a eu un remplacement des équipements existants (), une adaptation des équipements existants () ou une combinaison des deux ()?

2.10.3 - Quelle a été la source de financement de cette modernisation ?

2.11 - Y a-t-il eu des changements organisationnels depuis 1990 ?

2.12 - Les investissements selon la finalité, en 1996 :

- pour accroître la production : %

- pour diversifier la production : %

- pour moderniser l'équipement : %

- pour promouvoir des améliorations organisationnelles : %

- pour la recherche et développement : %

2.13 - Chiffres d'affaires en:

1990 -

1994 -

1991 -

1995 -

1992 -

1996 -

1993 -

3) MAIN-D'ŒUVRE

3.1 - Nombre d'employés

fonction	1990	1996
• production		
• commercialisation		
• recherche/développement		
• administration		
• autres:		
Total		

3.2 - Stratégie de recrutement

	1990	1996	fonction
• embauche			
• débauche			

3.2.1 - Quelle est la main d'œuvre embauchée selon la qualification?

3.3 - Quelle est la proportion d'ingénieurs et de techniciens supérieurs par rapport au total d'employés dans l'établissement?

3.4 - L'établissement dispose-t-il d'une quantité de main-d'œuvre suffisamment qualifiée par rapport à ses besoins?

Oui ()

Non () Citez les spécialités qui font défaut:

3.5 - Y a-t-il un programme de qualification de la main d'œuvre dans l'établissement ?

Oui ()

Non () Quels sont les moyens disponibles pour que l'entreprise accède à la formation du personnel : aides externes, SENAI, programmes de coopération avec l'enseignement public, autres (citez).

3.6 - D'après vous, les employés de l'établissement développent-ils une sorte de savoir-faire dans leur métier? Ou un savoir-concevoir?

3.6.1 - Est-ce que l'entreprise détient des brevets industriels?

4) RELATIONS DE L'ENTREPRISE

4.1 - LE MARCHÉ

4.1.1- La destination des ventes, en 1996 :

- dans la région : %
- Rio Grande do Sul : %
- autres états : % (citez les états:)
- étranger : % (citez les pays:)

4.1.2 - Les ventes à l'étranger sont-elles occasionnelles () ou régulières () ?

4.1.3 - Les valeurs (en dollars) d'exportation annuelle:

1990:	1993 :	1996 :
1991:	1994:	
1992 :	1995:	

Si l'entreprise fournit d'autres industries, indiquez le donneur d'ordre, sa localisation et le produit fourni :

4.1.4 - Indiquez la localisation des concurrents de l'entreprise :

Dans la région (), dans l'Etat (), dans d'autres états (), à l'étranger ()

4.1.5 - Les concurrents, pour la plupart, sont:

- () de grandes entreprises (plus de 500 employés)
- () de moyennes entreprises (de 100 à 499 employés)
- () de petites entreprises (moins de 100 employés)

4.1.6 - Si l'établissement fournit à d'autres entreprises, indiquez qui passe les commandes, sa localisation et les produits fournis:

4.1.7 - Quels ont été les changements du marché de l'entreprise lors de l'introduction d'un nouveau produit (le cas échéant)?

() gains de parts de marché

- () élargissement géographique du marché
- () diversification de la clientèle
- () autres:

4.2 -LES FOURNISSEURS

4.2.1 - Tableau

Principaux fournisseurs	produit	localisation

4.2.2 - Comment voyez-vous l'intégration technique entre votre entreprise et les fournisseurs?

4.2.3 - Comment se fait la gestion des stocks, dans votre entreprise?

4.3 - SERVICES EXTÉRIEURS

4.3.1 - Est-ce que l'entreprise utilise des services extérieurs ?

- () Non. Pourquoi ?
- () Oui. Indiquez : conseil, design, informatique, réparations, nettoyage, transport, autres.

4.3.2 - S'agit-il d'une utilisation régulière () ou occasionnelle ()?

4.3.3 - Où se situent les sociétés de services aux entreprises nécessaires à votre établissement ?

4.4 - INFRASTRUCTURES

4.4.1 - Les conditions générales d'infrastructure de la région sont-elles satisfaisantes ? Identifiez, le cas échéant, les problèmes par rapport à : l'eau, l'assainissement, les déchets industriels, l'énergie, les télécommunications, la structure routière, le courrier....

4.4.2 - Indiquez les modes de transport utilisés pour faire accéder les intrants et pour commercialiser la production : camion, train, bateau, avion (ou combinés)

4.5 - L'ÉTABLISSEMENT ET SON MILIEU D'IMPLANTATION

4.5.1 - Est-ce que l'entreprise développe la coopération interindustrielle ?

4.5.1.1 – Est-ce qu'il existe des coopérations entre l'établissement et d'autres acteurs locaux, par exemple: l'université, l'administration publique, les centres de recherche?

4.5.2 - Pensez-vous que le milieu local est favorable au développement de relations de coopération interindustrielle? De quel type?

4.5.3 - Est-ce que l'établissement utilise la sous-traitance?

() Non. Pourquoi?

() Oui. Pourquoi?

4.5.4 - Quelles sont les opérations de production effectuées par d'autres entreprises (ou par d'autres établissements de la même entreprise)?

4.5.5 - Pensez-vous qu'il existe une propension à la sous-traitance dans la région?

4.5.5.1 - Si oui, indiquez les branches où cela apparaît le mieux:

4.5.6 - L'entreprise réalise-t-elle des missions d'échange de connaissances, des stages techniques, ou autres ?

() Non.

() Oui. Régulièrement () ou occasionnellement () ? Dans l'Etat (), dans le pays (), à l'étranger () ?

4.5.7 - L'entreprise participe-t-elle à des salons ou foires spécialisés ? Lesquels ? Dans quelle fréquence ?

4.5.8 - Pourquoi l'établissement est-il localisé dans cette région?

4.5.9 - Quel est l'objectif principal de l'entreprise pour les prochaines années? (stratégie)

5 - QUESTIONS GENERALES

5.1 - Selon vous, la région de Caxias do Sul a-t-elle une "vocation" économique particulière?

5.2 - Quelle importance attribuez-vous au fait que la plupart des entrepreneurs locaux sont d'origine italienne:

() grande () moyenne () aucune

5.2.1 - Si grande, veuillez en préciser la raison:

5.3 - D'après vous, quels sont les effets déjà visibles du Mercosul sur l'activité de votre industrie?

5.4 - Et sur la région?

5.5 - Pourrait-on dire que la région de Caxias cherche la modernisation comme une stratégie d'ensemble, marquée par des agents divers?

5.6 - Selon votre avis, quelles sont les branches industrielles les plus innovatrices de la région?

5.7 - Pensez-vous que les pouvoirs publics possèdent des politiques adaptées afin de stimuler la modernisation?

5.8 - Pensez-vous approprié de parler d'une tendance à la tertiairisation dans la région?

ANNEXE N

LISTE DES SIGLES

ANPEC – Associação Nacional de Pós Graduação em Economia

ANPUR – Associação Nacional de Pós Graduação e Pesquisa em Planejamento Urbano e Regional

ANIPES – Associação Nacional das Instituições de Planejamento, Pesquisa e Estatística

BNDES – Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social

CETEMO – Centro Tecnológico do Mobiliário

CNI – Conselho Nacional das Indústrias

CRBC/EHESS – Centre de Recherches sur le Brésil Contemporain/Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

EMBRAPA – Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária

FEE – Fundação de Economia e Estatística

FGV – Fundação Getúlio Vargas

IBGE – Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística

ICMS – Imposto sobre circulação de mercadorias e serviços

IHEAL – Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine

IPEA – Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada

ISMA – Índice Social Municipal Ampliado

MTE – Ministério do Trabalho e do Emprego

NETIT – Núcleo de Estudos de Tecnologia, Indústria e Trabalho

PNUD – Programa das Nações Unidas para o Desenvolvimento

PUCRS – Pontifícia Universidade Católica do Rio Grande do Sul

RAIS – Relação Anual de Informações Sociais

SEBRAE – Serviço de Apoio às Micro e Pequenas Empresas

SEDAI – Secretaria de Desenvolvimento e Assuntos Internacionais

SENAI – Serviço Nacional de Aprendizagem Industrial

SESI – Serviço Social da Indústria

UCS – Universidade de Caxias do Sul

UFMG – Universidade Federal de Minas Gerais

UFRGS – Universidade Federal do Rio Grande do Sul

UFRJ – Universidade Federal do Rio de Janeiro

UFSC – Universidade Federal de Santa Catarina

UNICAMP – Universidade Estadual de Campinas

USP – Universidade de São Paulo